



INTERNATIONALE SOCIALISTE



Du XXV Congrès au XXVI Congrès

Mars 2017 - Novembre 2022

Rapport du Secrétaire Général

Publié par
Internationale Socialiste
PO Box 67973
Londres SW4 4DU
Royaume-Uni
www.internationalesocialiste.org

XXV Congrès de l'Internationale Socialiste, Carthagène, Colombie Pour un monde en paix, d'égalité et de solidarité

2-4 Mars 2017



Sous le titre « *Pour un monde en paix, d'égalité et de solidarité* », l'Internationale Socialiste a tenu son XXVe Congrès en Colombie, prêtant sa voix mondiale pour soutenir le processus de paix historique en marche dans ce pays, des suites de l'accord de paix conclu récemment entre le gouvernement et le groupe rebelle des FARC.

Le Congrès s'est déroulé dans la ville historique de Carthagène du 2 au 4 mars

2017, accueilli par le parti membre de l'IS, le Parti libéral colombien (PLC), et fut inauguré avec la participation de Son Excellence Juan Manuel Santos, Président de la République de Colombie et lauréat du Prix Nobel de la paix 2016, qui a prononcé une allocution spéciale à l'assemblée.

Quatre orateurs se sont exprimés à la séance d'ouverture du Congrès, le secrétaire général de l'Internationale Socialiste, le co-leader du parti hôte, le président de l'Internationale, et le Président de la République de Colombie.

Le secrétaire général Luis Ayala a accueilli les participants et exprimé la fierté de l'IS d'être à Carthagène, lieu où le mouvement social-démocrate mondial s'est réuni pour manifester son soutien au processus de paix et de réconciliation en Colombie et sa solidarité avec le peuple colombien. Des partis de l'IS d'autres régions, représentés au Congrès, tentent également d'atteindre la paix et de mettre un terme aux conflits dans d'autres parties du monde, et l'Accord de paix signé en Colombie, désormais mis en œuvre, est une source d'inspiration pour notre famille mondiale. Notre ordre du jour abordera également d'autres sujets fondamentaux de préoccupations, que sont les inégalités dans l'économie mondiale, le besoin d'une plus grande solidarité au sein de et entre les nations, ainsi que notre réponse collective à ceux qui favorisent un programme

centré sur l'intérêt personnel, le populisme et le nationalisme, contre le multilatéralisme et la coopération internationale.

Horacio Serpa, co-leader du parti hôte PLC, a souhaité la bienvenue à tous les participants en Colombie, un pays de 1 140 000 kilomètres carrés, comptant 49 000 000 habitants fruits d'un mélange de plusieurs peuples autochtones, métisses, noirs, blancs, métissés, multi-ethniques, multiculturels, catholiques, anglicans, évangéliques, musulmans, juifs, tous cohabitant sous une Constitution qui respecte l'égalité des sexes, la liberté de culte et la diversité sexuelle. Il a fait mention des progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités, de la conclusion de l'accord de paix attendu de longue date, et de la volonté de la Colombie de garder ses portes ouvertes aux migrants victimes de persécutions dans leur pays d'origine. Et d'ajouter qu'en tant que membres de l'Internationale Socialiste, nous croyons qu'un monde en paix est possible, où s'exerce le droit à la liberté, à la sécurité sociale, à l'emploi et au pain.

Le Président de l'IS George Papandreou, lors de son discours au Congrès, a mis l'accent sur la solidarité ressentie avec la Colombie et avec les efforts, le courage et la détermination du Président Santos et de son gouvernement pour restaurer la paix. La réconciliation nationale est un processus fragile et difficile, a-t-il déclaré, mais elle est le moyen d'atteindre une paix juste et durable. Alors que de nombreux dirigeants choisissent une politique de polarisation et de peur, voilà un exemple de rôle mobilisateur apportant la paix et la réconciliation. En revenant sur les défis fondamentaux du monde d'aujourd'hui, il a rappelé notre capacité à les relever en apportant une réponse qui ne se fonde pas sur l'isolationnisme, la haine, le nationalisme, les murs, l'autoritarisme ou le dogmatisme. Bien que plurielle, notre famille mondiale est unie par ses valeurs communes et sa foi en la paix, la coopération, le respect, la dignité, la tolérance, la durabilité, la démocratie et l'égalité.

Le XXVe Congrès a entendu Son Excellence Juan Manuel Santos, Président de la République de Colombie. Après avoir souhaité la bienvenue aux délégués, amis et invités, il a rappelé l'importance des droits, des libertés et de la démocratie pour les Colombiens. La paix, a-t-il souligné, est bien plus que le silence des armes, mais elle a besoin d'être consolidée grâce à l'égalité, en espérant que cela puisse être un modèle pour ceux qui, dans le monde, ont été, hélas, polarisés. Il a fait mention de la lutte que se livrent l'amour et la peur dans le monde d'aujourd'hui. L'espèce humaine est une seule unité regroupant tout le genre humain, et c'est l'amour qui nous a aidés à comprendre la souffrance, la tolérance, le respect et la valeur de la diversité en tant que trésor de l'humanité. Il a déclaré que la peur, elle, produit des menaces à cause du manque de connaissances, qui devient à son tour une cause de violence. L'enjeu est de retrouver l'unité, la tolérance et l'amour, balayés par la peur, et l'inspiration pour y parvenir peut être trouvée dans les idées, les valeurs et les principes qui caractérisent des organisations telle que l'Internationale Socialiste.

L'ordre du jour du Congrès s'est articulé autour de trois grands thèmes, reprenant les priorités du mouvement : « *Construire un monde plus pacifique : résoudre les conflits et prévenir leur apparition* » ; « *Parvenir à une plus grande égalité dans l'économie nationale et mondiale* » ; et « *Solidarité au sein de et entre les nations : un pilier fondamental de notre Internationale* ».

Construire un monde plus pacifique : résoudre les conflits et prévenir leur apparition

Juan Fernando Cristo, ministre de l'Intérieur de Colombie, qui joue actuellement un rôle central dans la mise en œuvre de l'accord de paix conclu avec les FARC, a prononcé le

premier discours inaugural sur ce thème, se concentrant sur l'expérience de son pays dans la résolution d'un conflit armé de plus de 50 ans avec des groupes rebelles. Ce processus fut long et difficile, et un appui et des encouragements continus sont nécessaires pour voir aboutir la phase de mise en œuvre de l'accord, dont une partie centrale a débuté alors même que les délégués de ce Congrès se trouvaient à Carthagène, avec la démobilisation et le début de la remise des armes par les FARC aux Nations Unies.

De nombreux participants au Congrès ont pris part aux discussions sur ce thème, faisant part de leurs expériences dans des contextes très divers. Entre eux, Julião Mateus Paulo, (MPLA, Angola) ; Carlos Eduardo Vieira da Cunha and Carlos Lupi (PDT, Brésil) ; sur la recherche de la paix au Moyen-Orient, le Congrès a entendu Colette Avital (Meretz, Israël), Nabeel Shaath (Fatah, Palestine) et Gal Raij (Parti travailliste d'Israël) ; Henry Ramos (AD, Venezuela) ; Guo Yezhou (vice-ministre, PCC, Chine), qui a adressé ses salutations au Congrès ; Rubén Berríos (PIP, Puerto Rico) ; Ouesseini Hadizatou Yacouba (PNDS-TARAYYA, Niger) ; Miguel Vargas, (PRD, ministre des Affaires étrangères de la République dominicaine) ; Mario Jiménez (PSOE, Espagne) ; Mikalai Statkevich (BSPD-NH, Belarus) ; Mustapha Ben Jaafar, (Ettakatol, Tunisie) ; Shazia Marri (PPP, Pakistan) ; Mario Nalpatian (ARF-D, Arménie) ; Zharmakhan Tuyakbay (OSDP, Kazakhstan) ; Ryoichi Hattori (SDP, Japon) ; Araz Alizadeh (SDPA, Azerbaïdjan) ; Sadi Pire (PUK, Iraq) ; Khalid Azizi (KDP, Iran) ; Pia Locatelli (PSI, Italie) ; Dahan Alnajjar (Yémen, YSP) ; Andres Esono Ondo (Guinée équatoriale, CPDS) ; Saleh Mohamed Moslem (PYD, Syrie) ; Limam Ahmed (RFD, Mauritanie) ; Umut Oran (CHP, Turquie) ; et Carolina Ordoñez (PLC, Colombie).

Lors des discussions menées sur ce sujet au Congrès, les pays et les régions victimes de conflits internes et externes ont été identifiés, et leur situation exposée avec des recommandations et des initiatives pour relever les défis auxquels ils sont confrontés et faire de la paix un objectif moins lointain. Des conflits armés au nationalisme, à la xénophobie, à la corruption et aux déplacements à grande échelle d'êtres humains, il a été rappelé que la communauté internationale doit de toute urgence s'engager de manière constructive. Par ailleurs, les participants ont convergé vers un engagement renouvelé de l'Internationale Socialiste à accorder la priorité à la paix, au renforcement des Nations Unies en tant qu'institution vitale pour atteindre ces objectifs, et au travail auprès de nos partis dans les pays du monde entier en proie aux souffrances des conflits. Il a été souligné qu'il est nécessaire de promouvoir et de consolider la démocratie ainsi que le respect des droits et des libertés de tous les peuples pour atteindre et garantir la paix. L'accent a été mis sur la force de l'Internationale Socialiste, quand elle travaille en solidarité, s'oppose collectivement au nationalisme et au populisme d'extrême droite, défend nos valeurs et principes pour faire avancer la coopération internationale, la protection des migrants et des réfugiés, et reste ferme dans son soutien aux victimes de violence, de terreur et d'oppression. Une résolution générale du Congrès, par la suite adoptée, reprend ces conclusions.

Élections

Le Conseil de l'Internationale Socialiste a pris la décision, la veille, de nommer une Commission électorale composée de quatre membres de différentes régions, deux hommes et deux femmes. Ces derniers sont Eero Heinäluoma (SDP, Finlande) ; Chantal Kambiwa (SDF, Cameroun) ; Shazia Marri (PPP, Pakistan) ; et Rafael Michellini (NE, Uruguay). M. Michellini, endossant le rôle de porte-parole de la Commission électorale, a procédé aux votes pour élire le président de l'IS, le secrétaire général de l'IS ainsi que les vice-présidents de l'IS.

Un seul candidat s'est présenté au poste de président de l'IS, le président actuel, George Papandreou (Grèce). Le Congrès l'a reconduit par acclamation. Il a accueilli le résultat du vote avec gratitude et a exprimé ses remerciements, précisant qu'il n'avait de cesse de poursuivre son travail avec la famille de l'IS.

Deux candidats se sont présentés au poste de secrétaire général de l'IS, Luis Ayala (Chili) et Welile Nhlapo (Afrique du Sud). Rafael Michelini a expliqué que la Commission a œuvré à l'organisation de l'élection dans le respect d'une procédure stricte. Au moment de procéder au vote, Gwede Mantashe, secrétaire général de l'ANC, a annoncé que le candidat de l'Afrique du Sud retirait sa candidature pour des raisons familiales. Luis Ayala a par conséquent été reconduit par acclamation au poste de secrétaire général de l'IS. Il a déclaré être honoré de la confiance qu'on lui a témoignée, et a remercié les nombreux partis qui l'on invité à se porter candidat. Il s'est dit convaincu que l'Internationale sera toujours couronnée de succès tant qu'elle sera autogouvernée démocratiquement par ses membres.

Quant à l'élection des vice-présidents, M. Michelini a présenté la liste des candidats inscrits, tel que convenu par le Conseil, avec un candidat pour Israël d'une part et un candidat pour la Palestine d'autre part. Prenant acte que la liste était conforme aux statuts, trente-deux vice-présidents ont été dûment élus par acclamation. Le Congrès a mandaté le prochain Conseil d'élire les quatre postes vacants au Présidium, respectant les exigences statutaires en matière de genre.

Le Congrès a ensuite approuvé les propositions soumises pour les postes de présidents honoraires de l'IS. Ces derniers sont Mustapha Ben Jaafar (Tunisie) ; Rubén Berríos Martínez (Puerto Rico) ; Cuauhtémoc Cárdenas (Mexique) ; Tarja Halonen (Finlande) ; Mahamadou Issoufou (Niger) ; Lionel Jospin (France) ; Horacio Serpa (Colombie) ; et Jalal Talabani (Iraq).

Parvenir à une plus grande égalité dans l'économie nationale et mondiale

Elio Di Rupo, président de la Commission de l'IS sur les inégalités (PS, Belgique), a prononcé un discours d'introduction sur le second thème principal, se concentrant sur la lutte contre les inégalités, qui augmentent dans le monde entier. Il a déclaré que les êtres humains ne doivent pas être esclaves de l'économie. En tant que socialistes, nous croyons en l'égalité humaine, au cœur même de notre ADN, et nous lutterons ensemble pour un monde uni puisque les principaux problèmes auxquels nous sommes confrontés sont mondiaux.

Eero Heinaluoma, (SDP, Finlande), et Richard Parker (Parti démocrate, USA, professeur à l'université d'Harvard), tous deux membres de la Commission de l'IS sur les inégalités, ont apporté leurs contributions sur ce thème. Dans son discours, Eero Heinaluoma a mis en garde l'assemblée contre le capital mondial sans entraves et a souligné que nous faisons face à une problématique générationnelle affectant nos valeurs fondamentales et nos réussites durement acquises. Richard Parker s'est exprimé, dans son discours, sur la situation inégalitaire actuelle de l'économie mondiale. Sur ce sujet, le Congrès a adopté à l'unanimité un document centré sur les forces à l'origine d'une telle fracture économique entre les pauvres majoritaires et une poignée de riches. La croissance économique est désormais requise pour produire des résultats et des emplois stables et sur le long terme, où les profits génèrent des flux fiscaux essentiels aux gouvernements pour le bien-être des citoyens.

Des contributions sur ce thème ont été apportées par Bernal Jiménez (PLN, Costa Rica), Sükhbaataryn Batbold (MPP, Mongolie) ; Isabel Allende (PS, Chili), Gwede Mantashe (ANC, Afrique du Sud) ; Mani Shankar Aiyar (INC, Inde) ; Emmanuel Golou (PSD, Bénin) ;

André Figueiredo (PDT, Brésil) ; Roberto Marrero (VP, Venezuela) ; Svetlina Yolcheva (Bulgarie, PBSB) ; Jesús Rodríguez (UCR, Argentine), et Ouafa Hajji, présidente de l'Internationale Socialiste des femmes.

Il a été reconnu, au gré des discussions, que les questions de pauvreté et d'inégalités sont complexes et multidimensionnelles, et qu'un changement structurel de l'économie politique est nécessaire pour atteindre ces objectifs. Des appels ont été lancés au gouvernement et autres acteurs pour éradiquer les paradis fiscaux, prendre d'autres mesures visant à endiguer les flux illicites de capitaux du Sud vers le Nord, accélérer les réformes agraires lorsque nécessaires, prendre des mesures plus fermes contre la corruption dans le secteur public et privé, y compris les entreprises multinationales, renforcer la budgétisation axée sur l'égalité des sexes, augmenter le salaire minimum et intensifier les efforts pour mettre un terme aux conflits qui minent le développement et la réduction de la pauvreté.

Solidarité au sein de et entre les nations : un pilier fondamental de notre Internationale

Sous le troisième thème principal de la solidarité au sein de et entre les nations, il a été fait mention de la situation dramatique que connaît la minorité rohingya au Myanmar. Le Congrès a entendu le discours de Maung Tun Khin, représentant du peuple rohingya birman, sur les conditions extrêmes que connaît son peuple, comptant de nombreux morts et un nombre incalculable de déplacés pour les 5 derniers mois uniquement. Il a cité un rapport du Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de février 2017 détaillant les violations flagrantes des droits de l'homme dont ont été victimes les populations rohingyas, indiquant qu'il pourrait s'agir de crimes contre l'humanité. Le Congrès enjoint tous les gouvernements, ainsi que la communauté internationale dans son ensemble, de faire pression sur les autorités birmanes, et de prendre les mesures nécessaires pour protéger la population rohingya et mettre un terme à leur persécution.

Des contributions sur le thème de la solidarité ont été apportées par Mala Bakhtiar (PUK, Iraq) concernant la situation des Kurdes, en Iraq et dans la région ; Pendukeni Iivula-Ithana (SWAPO, Namibie) ; Sandra Torres (UNE, Guatemala) ; Saleh Kebzabo (UNDR, Tchad) ; Reijo Paananen (SDP, Finlande) ; Chantal Kambiwa (SDF, Cameroun) ; Elyzabeth Reyes (UN, Bolivie) ; Victor Benoit (Fusion, Haïti) ; Jorge del Castillo (APRA, Pérou) ; Francisco Rosales (FSLN, Nicaragua) ; Victor Pardo (PLC, Colombie) ; Roberto César Birri (PS, Argentine) ; et David Balsa (Assemblée parlementaire euro-latinoaméricaine).

Les intentions du Congrès sur ce point réaffirment que l'Internationale Socialiste, qui rassemble en une seule organisation des groupes confessionnels et des cultures du monde entier, est unie autour de son principe fondamental de solidarité, rejetant les fausses allégations de choc des civilisations. La solidarité, inspirée par les valeurs et les principes qui définissent notre Internationale, a été citée en référence à tous ceux qui s'opposent au populisme et à l'extrémisme, ou qui luttent pour la démocratie, les libertés et les droits, ainsi que notre soutien aux migrants et aux réfugiés victimes de d'injustices et de l'absence de ces libertés et de ces droits que nous défendons. L'Internationale Socialiste est solidaire aujourd'hui avec le processus de paix en Colombie, et s'engage tout autant à œuvrer pour la paix dans les zones de conflit ou de troubles civils dans différentes parties du monde. Le Congrès a également exprimé sa solidarité avec la lutte et l'adaptation aux changements climatiques, réitérant son appel aux gouvernements à inscrire les obligations en matière de changements climatiques dans leurs législations nationales.

Déclarations et communiqués adoptés par le Congrès

Répondant aux propositions et demandes des partis membres de l'IS, le Congrès a discuté sur et adopté un certain nombre de déclarations et de communiqués. Ces derniers sont, ainsi qu'une résolution générale du Congrès, la déclaration en soutien au Mexique, du fait des politiques ségrégationnistes et discriminatoires de l'administration de M. Trump aux Etats-Unis ; une déclaration en soutien au droit à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple de Puerto Rico ; l'expression des profondes inquiétudes soulevées par la crise politique, économique et sociale actuelle au Venezuela ; une déclaration sur la question palestinienne introduite par le Fatah, Palestine, et le Parti Meretz d'Israël ; une déclaration en soutien à la lutte menée par son parti membre en Mauritanie, le RFD, contre les modifications de la Constitution dans ce pays ; l'initiative de l'Internationale Socialiste concernant le génocide arménien ; ainsi qu'une déclaration contre les restrictions juridiques imposées aux leaders politiques d'Amérique latine, notant l'augmentation du nombre d'affaires judiciaires pour des raisons politiques dans la région et appelant à la responsabilité du pouvoir judiciaire dans le bon fonctionnement de la démocratie.

Les délégués ont également débattu sur les propositions d'amendements à apporter aux statuts actuels de l'IS concernant l'égalité des sexes, une question qui a été débattue par le Conseil à la veille du Congrès. Des amendements aux statuts pour inclure l'objectif de répartition égale entre les hommes et les femmes à tous les niveaux de l'organisation, déclarant que l'égalité des sexes est une question de droits de l'homme pour le mouvement ; et pour garantir la représentation des femmes au Présidium de l'IS conformément aux statuts, déclarant que l'ISF peut être consultée en cas de difficultés. Le Congrès a également adopté une résolution dotant les futurs Conseils de la capacité à apporter les modifications nécessaires aux statuts pour permettre la mise en œuvre de ce principe d'égalité entre le nombre d'hommes et de femmes à tous les niveaux de l'organisation, et à décider de la mise en place et du mandat d'un Comité sur l'égalité.

Décisions concernant les adhésions

Le Congrès approuve les décisions prises par le Conseil avant l'ouverture du Congrès, visant à accepter le parti Frente de Unidad Nacional de Bolivie comme nouveau membre de plein droit, octroyer le statut de partis membres de plein droit à l'UNDR du Tchad et au TDP de Chypre, ainsi qu'à octroyer le statut de parti membre consultatif au Front Polisario du Sahara Occidental. Le Congrès a également ratifié l'ensemble des précédentes décisions prises par le Conseil de l'IS lors de la période entre les Congrès concernant les questions d'adhésion.

**Déclarations et résolutions, XXV Congrès de l'Internationale Socialiste, Carthagène,
2-4 Mars 2017**

Résolution du congrès: pour un monde en paix, d'égalité et de solidarité

Original : anglais

Le Congrès de l'Internationale Socialiste à Carthagène aborde les priorités de notre mouvement et des peuples du monde entier, en cette époque de plus en plus troublée. Les inégalités se creusent au sein de et entre les sociétés. De même, tous les efforts déployés par le passé par nos partis pour lutter contre les inégalités sont plus que jamais visés par les puissances économiques et leurs alliés politiques largement financés. La paix n'est encore qu'un rêve dans bien des endroits. En dépit d'un déclin du nombre de conflits entre les États ces dernières décennies, des millions de personnes continuent de mourir et de souffrir du fait de conflits civils. Des sociétés entières sont anéanties et un nombre sans précédent de réfugiés fuyant la guerre et les violences trouvent plus souvent refuge dans les pays du Sud, creusant davantage les inégalités mondiales. Il est certain que viennent s'ajouter les migrants issus d'États faillis et fuyant les catastrophes climatiques, à une grande échelle. Par ailleurs, la solidarité entre les peuples et les États, si durement acquise à la fin du 20ème siècle, est en train de se désintégrer dans plusieurs régions du monde. De plus en plus de gouvernements et de partis politiques se tournent vers le nationalisme, la xénophobie, et tout simplement l'isolement, autant de réponses aux défis actuels vouées à l'échec, dans un monde véritablement mondialisé qui exige déjà un renforcement de la coopération mondiale, ainsi que des pratiques et des organisations multilatérales plus robustes, à l'instar des Nations Unies et de l'Internationale Socialiste.

L'Internationale Socialiste reconnaît pleinement ces défis, tout en sachant que nous sommes, les partis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes, les mieux outillés pour les relever.

Notre confiance se fonde sur le socle moral et les valeurs inébranlables de notre mouvement : utiliser le pouvoir avec humilité et pour faire le bien. Accomplir de grandes choses en investissant dans l'être humain. Construire la démocratie pour garantir de bonnes décisions. Reconnaître que le capitalisme et les marchés libres ne garantissent pas la liberté. Assurer la croissance implique une croissance sociale et plus d'égalité. Libérer, soutenir et encourager la diversité et la créativité de l'humanité. Reconnaître que la guerre ne résout rien, et que rien n'est possible sans la paix. Croire que l'amour l'emporte sur la peur dans un monde où les êtres humains sont d'une seule et même origine, voués à un seul et même destin.

Notre confiance se fonde aussi sur nos réussites engrangées au cours des sept dernières décennies, au gouvernement et dans l'opposition, et sur tous les continents. Une telle réussite s'observe aujourd'hui et ici, en Colombie. Nous sommes fiers et honorés de nous réunir en Colombie en la présence de notre hôte et parti membre de l'Internationale Socialiste, le Parti libéral colombien. Le Président Juan Manuel Santos, son gouvernement et son pays sont un symbole d'espoir pour le monde entier. Nous saluons le Président Santos et les représentants des Forces armées révolutionnaires de Colombie, les FARC, pour la paix instaurée l'année dernière, mettant fin à plus d'un demi-siècle de conflit armé. Une voie a été ouverte pour la paix stable et durable que méritent les Colombiens. L'Internationale Socialiste salue l'engagement et la volonté de surmonter le conflit dont a fait preuve l'ensemble de la société colombienne. Nous saluons le fait que l'Accord de paix prenne en compte les victimes du conflit, et en fasse un engagement essentiel, et nous resterons activement préoccupés par le plein respect de ces engagements. Nous saluons également cette nouvelle ère de progrès et de

renforcement de la culture civique, des droits de l'homme, de la tolérance, de la résolution pacifique des conflits et de la démocratie. Nous sommes également fiers et honorés de compter sur la présence parmi nous, à ce Congrès, des partis membres d'Israël et de Palestine. L'Internationale Socialiste réaffirme son rôle et renouvelle son engagement en faveur d'une paix juste et durable pour les Palestiniens et les Israéliens, en tirant parti du dialogue engagé ici. Nous nous félicitons également d'être entourés des partis membres de Tunisie, du Pakistan, de Chypre, du Mali et d'autres pays où les discussions engagées ici aideront à répondre aux besoins en matière de consolidation de la paix régionale et locale et de prévention des conflits.

De même que notre socle moral, nos valeurs et nos réussites, nous reconnaissons la nature et la valeur uniques de l'Internationale Socialiste en tant que plate-forme mondiale de partis qui éveille l'espoir des peuples du monde entier. C'est avec humanité et avec cœur que nous croyons en un monde meilleur. Nous croyons que le peuple a le pouvoir de mettre le monde sur la voie de la vertu. En ces temps troublés, nous croyons en un nouvel accord, un nouveau contrat social à l'échelle mondiale. Aujourd'hui, plus que jamais, nous croyons en notre unité, la certitude que notre voix sera entendue et la volonté de transformer positivement les vies de notre humanité commune.

Paix

Nous nous réunissons à Carthagène à une époque de vives inquiétudes quant aux hypothèses, politiques et institutions responsables du maintien la paix dans le monde ces 70 dernières années. Notre première préoccupation concerne l'enjeu du multilatéralisme, visé par les nationalistes, les populistes et d'autres qui n'offrent aucune alternative à la coopération internationale, puisqu'il n'en existe pas. Se retrancher dans une position de pure sécurité nationale et retourner à la sécurité militaire en tournant le dos à la sécurité humaine, en ébranlant davantage le système commercial mondial qu'en l'améliorant, en réduisant l'aide, déjà insuffisante, apportée au Sud, en sous-finançant et mettant sur la touche les Nations Unies et ses travaux essentiels basés sur la Charte, ce sont autant d'étapes qui feront de ce monde un monde plus dangereux pour tous. À l'ère des menaces mondialisées, personne ne sera à l'abri de ces dangers.

L'Internationale Socialiste a longtemps soutenu le désarmement et la réduction des dépenses militaires, y compris la R&D, et a plaidé en faveur de plus de ressources allouées au développement pour répondre aux besoins du Sud et réduire la fracture Nord-Sud. Nous réitérons notre appel avec un sentiment d'urgence. Les responsables militaires reconnaissent eux-mêmes que la sécurité ne peut être achetée par une augmentation des dépenses militaires. Il faut s'atteler aux causes profondes de l'insécurité. Il faut renforcer la prévention des conflits. Il faut soutenir le rôle des femmes comme pacificatrices. Nous en appelons à tous les gouvernements, en particulier ceux du Nord, à rejeter la sécurité militarisée et l'augmentation des dépenses militaires, lesquelles se sont révélées être, depuis longtemps, des impasses pour répondre aux véritables besoins de sécurité et de progrès humain.

L'Internationale Socialiste a été un fervent défenseur des Nations Unies et de ses travaux depuis notre première conférence fondatrice. Nous appelons à nouveau à un renforcement du système des Nations Unies et, dans un contexte de paix, au renforcement des capacités des Nations Unies en matière d'alerte précoce et de prévention des conflits, de maintien de la paix, d'interventions de maintien de la paix solides, et d'aide humanitaire, en particulier pour les réfugiés et les migrants de guerre. L'aide au développement est directement liée à la paix. Nous sommes atterrés de constater à quel point le monde est à la traîne dans l'atteinte des objectifs d'aide au développement financés par les pays de l'OCDE. Il est crucial de réduire le fossé des

inégalités pour garantir plus de paix et de sécurité pour tous. À une semaine du niveau le plus élevé jamais enregistré à la Bourse de New York, nous exhortons les gouvernements de l'OCDE à identifier les moyens d'atteindre rapidement l'objectif de minimum 1% du PIB alloué à l'aide au développement, hors financement de l'atténuation et de l'adaptation aux changements climatiques destiné au Sud.

Iraq et Syrie

La terreur semée par ISIS est une menace majeure à la paix et à la sécurité internationales et pour les populations de la région. Il faut y mettre un terme immédiatement. Nous réitérons notre appel à la communauté internationale à répondre en s'unifiant, à soutenir le gouvernement irakien dans ses efforts pour renforcer et consolider la démocratie et à soutenir tous les Syriens aspirant à la démocratie, à la liberté et au respect des droits de l'homme. Au moins 13 millions de Syriens ont besoin d'aide humanitaire. Près de 5 millions d'entre eux sont des réfugiés. Le poids de l'aide apportée aux réfugiés est porté en grande partie par la Jordanie et d'autres pays voisins. L'Internationale Socialiste enjoint la communauté internationale à accroître de toute urgence l'aide apportée aux Nations Unies et aux autres efforts humanitaires et à chercher une issue politique et diplomatique au conflit en impliquant pleinement tous les acteurs syriens. Les Syriens doivent décider de la solution politique finale qui pourrait reprendre le projet de fédéralisme démocratique proposé par le Conseil démocratique syrien, lequel devrait participer aux pourparlers de paix.

Yémen

L'Internationale Socialiste exprime sa profonde inquiétude au sujet de la guerre qui fait rage au Yémen. Le Yémen est aujourd'hui exposé à un risque de partition, de terrorisme et de faillite de l'État. L'Internationale Socialiste lance un appel à toutes les parties au Yémen à reprendre la voie du dialogue politique et à rejeter tout recours à la violence. Nous enjoignons toutes les parties à respecter l'issue du dialogue national approfondi. Toutes les parties devront se voir octroyer le même droit de participer aux discussions à venir.

République démocratique du Congo

L'Internationale Socialiste appelle le reste de la communauté internationale à apporter son aide à l'organisation des élections plus tard cette année. L'Internationale Socialiste est disposée à apporter son soutien tout en appelant de ses vœux un contexte de liberté et de droits, la libération des prisonniers politiques et l'inclusion des citoyens forcés de vivre en exil. Nous appelons tous les partis de l'opposition à prendre part aux processus électoral et à veiller à la transition pacifique du pouvoir en 2017.

Chypre

L'Internationale Socialiste appelle à la fois les leaders chypriotes grecs et chypriotes turcs à reprendre les pourparlers de paix en vue d'atteindre dès que possible, une solution fédérale bizonale et bi-communale pour Chypre. Nous regrettons qu'à l'heure actuelle, les pourparlers de paix à Chypre soient interrompus en dépit des progrès considérables engendrés des deux côtés. Nous espérons que l'île de Chypre sera bientôt un exemple de coexistence pacifique, de coopération et de prospérité en Méditerranée orientale.

Tunisie

L'Internationale Socialiste salue les avancées de la transition démocratique en Tunisie et appelle la communauté internationale à soutenir la Tunisie dans ses efforts pour faire face aux difficultés économiques et sociales qui fragilisent la démocratie tunisienne en construction. Elle appelle par ailleurs les autorités tunisiennes à consolider le processus démocratique par l'accélération de la mise en place des instances constitutionnelles et

par l'avancement dans les réformes de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption.

Libye

L'Internationale socialiste, consciente des effets positifs de la paix en Libye sur tous les pays de voisinage, appelle les nations unies à poursuivre ses efforts pour rétablir la paix dans ce pays et enregistre avec satisfaction l'initiative de La Tunisie En association avec l'Algérie et l'Égypte pour aboutir à une solution politique impliquant tous les acteurs libyens et garantissant l'intégrité territoriale de la Libye.

Caucase

L'Internationale Socialiste appelle à un plus de dialogue pour mettre un terme aux hostilités, réduire les tensions et l'armement tout en instaurant la confiance entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Nous appelons la communauté internationale à soutenir les efforts en cours du groupe de Minsk de l'OSCE, en faveur d'une paix durable dans la région.

Iran

L'Internationale Socialiste exprime son inquiétude face aux violations des droits de l'homme, et plus particulièrement la détérioration des droits démocratiques en Iran, ainsi que les discriminations contre les Kurdes. Nous soutenons une solution pacifique à la question kurde en Iran.

Ukraine

L'Internationale Socialiste soutient une rapide résolution du conflit en Ukraine, basée sur l'application de l'Accord de Minsk.

Turquie

L'Internationale Socialiste exprime son inquiétude face aux violations des droits de l'homme et la détérioration de la démocratie en Turquie. Nous sommes particulièrement préoccupés par l'arrestation de milliers de militants, la détention de centaines de leaders municipaux élus, et la détention de Selahattin Demirtasand et de Figen Yuksekdag. Nous appelons à leur libération et à de nouveaux pourparlers de paix pour répondre à la question des droits de l'homme et de la démocratie en Turquie.

Myanmar

L'Internationale Socialiste appelle les dirigeants et le gouvernement du Myanmar à immédiatement cesser toute persécution et violation des droits de l'homme à l'encontre de la minorité Rohingya et à engager le dialogue sur le respect de leurs droits en tant que minorité et leur besoin d'être reconnus et respectés en tant que citoyens à part entière.

Égalité

Le mouvement socialiste, social-démocrate et travailliste a longtemps lutté pour réduire les inégalités. Les conservateurs estiment que les inégalités sont un élément naturel, voire nécessaire, de la condition humaine. Les libéraux traditionnels pensent que l'égalité des chances suffit, même si elle est rarement atteinte. Notre socle moral et nos valeurs rejettent ces visions. Notre vision est celle d'une véritable égalité dans la jouissance de la dignité, de la citoyenneté, de l'économie, des biens publics et du patrimoine commun de l'humanité. Ce qui comprend l'égalité des sexes, des groupes ethniques et des groupes confessionnels, l'égalité entre jeunes et vieux, et à tous les niveaux de capacités.

L'Internationale Socialiste reconnaît que la pauvreté et les inégalités sont complexes et multidimensionnelles, avec notamment les dimensions du genre. Ceci comprend une pauvreté complexe et multidimensionnelle dans le Sud mais aussi au sein de sociétés

hautement développées. Nous reconnaissons que des changements structurels de l'économie politique sont nécessaires pour atteindre ces objectifs. Il ne s'agit pas d'instaurer des règles du jeu équitables dans les relations de pouvoir de la plupart des sociétés d'aujourd'hui. Dans le monde entier, des réformes réelles et un changement réel sont nécessaires.

L'Internationale Socialiste s'engage auprès des économies et à étendre la richesse au service des sociétés et du progrès humain. Nous nous y engageons au travers de processus pacifiques et démocratiques et une surveillance basée sur les droits de l'homme et les libertés. Et nous sommes convaincus que nos partis membres sont porteurs de cet espoir pour l'humanité.

Les éléments clés de notre approche sont fondés sur nos valeurs. Nous plaidons en faveur d'objectifs clairs de changement, de réforme et de transparence dans les affaires publiques et le secteur privé, la reddition de compte (lutte contre la corruption privée et publique), la redistribution du pouvoir au peuple et la répartition de la richesse grâce aux investissements dans les biens et services publics qui répondent aux besoins de l'Homme et des sociétés pacifiques prospères (notamment l'art, la créativité, l'autoréalisation, la fin de l'aliénation à l'ère du numérique, et des perspectives d'avenir pour les jeunes).

La réduction des inégalités exige un accès à une éducation libre et publique. À son tour, l'éducation doit assurer des perspectives d'emplois viables et enrichissants. Les droits des travailleurs, défendus et mis en avant par des syndicats libres, sont une condition avérée de travail viable et enrichissant et de réduction des inégalités.

Pour la plupart du monde, le développement est la clé de la réduction des inégalités, en particulier la réduction de la pauvreté. Pourtant, bien souvent, le développement accroît les inégalités en ne profitant qu'aux élites (des élites qui, parfois, ont pris les rennes de l'État), laissant la grande majorité à l'écart de tout développement. Ceci peut être rectifié par des changements politiques et interventions gouvernementales au nom des pauvres, en particulier pour aborder les dimensions complexes de la pauvreté en prenant en compte les questions de genre, de sécurité alimentaire et de nutrition, de santé, d'éducation, d'agriculture durable, d'adaptation aux changements climatiques, de droits des autochtones et autres.

Tout en accordant une vive attention à la pauvreté complexe, aux réformes politiques et à la répartition des ressources, l'Internationale Socialiste appelle également les gouvernements et autres acteurs à éliminer les paradis fiscaux, prendre des mesures supplémentaires pour mettre un terme aux flux illicites de capitaux du Sud vers le Nord, en Afrique plus particulièrement, accélérer les réformes agraires lorsque nécessaires, prendre des mesures plus fermes contre les sociétés multinationales et la corruption dans les secteurs privé et public, renforcer la budgétisation en intégrant la perspective de genre, augmenter le revenu minimum et mettre fin aux conflits qui érodent le développement et minent la réduction de la pauvreté.

Solidarité

La solidarité n'est pas un slogan. Elle implique que nous soyons unis, aujourd'hui plus que jamais, alors que les forces de la division prennent de l'ampleur et sont très puissantes. Être unis, cela veut dire l'humanité toute entière. Nous sommes tous les citoyens d'une réalité mondiale. Nous sommes tous les réfugiés de la condition humaine et de l'histoire de désirs, de violence et de peur. Nos partis et mouvements sont plus que jamais unis en cette période difficile.

Nous sommes unis avec le Nord et le Sud. Nous sommes unis avec tous les groupes confessionnels et toutes les mosaïques culturelles – rejetant les fausses allégations de choc des civilisations. Nous sommes unis avec toutes les générations, accueillant et

encourageant la prochaine génération qui doit guider le monde à travers les périls et les progrès de demain. Nous sommes unis avec les deux sexes et l'ensemble des minorités sexuelles.

Nos partis sont unis en tant qu'Internationale Socialiste, dont les réalisations aujourd'hui sont, notamment, de soutenir le processus de paix en Colombie, d'appuyer la gauche démocratique en Grèce, de faciliter le dialogue entre Israéliens et Palestiniens, de soutenir le transfert pacifique du pouvoir en Gambie. Nous mettons à profit les fondations et les réussites des dernières décennies, gages de fierté, et annonçons davantage de militantisme politique et de résultats à l'avenir. Un militantisme qui profitera aux gens ordinaires, aux marginalisés et aux pauvres, aux sans-voix et aux dépossédés du monde entier. Nous sommes le changement, la réforme, dont le monde a besoin et aura besoin pendant les années à venir.

Nous accueillons et appelons les autres à nous rejoindre et à renouveler ces engagements ainsi que notre solidarité historique plus vitale pour le monde que jamais en 70 ans.

Nous sommes en solidarité dans la lutte et l'adaptation aux changements climatiques. En 2015, nous avons salué avec enthousiasme l'Accord de Paris, en particulier l'engagement de 2 degrés. Nous réitérons notre appel à tous les pays à inscrire les obligations en matière de changements climatiques dans leur législation nationale.

Nous sommes solidaires avec les migrants arrivant en Europe et perdus en mer. Au cours des derniers mois, nous avons constaté que les pays européens ont failli à leurs engagements, et n'ont pas honoré leurs obligations morales et juridiques internationales vis-à-vis des réfugiés. Nous appelons à nouveau l'Union européenne à revenir à ses valeurs fondatrices, notamment le concept de responsabilité partagée.

Nous sommes solidaires avec ceux qui s'opposent au populisme et aux partis d'extrême droite qui attisent les sociétés de haine et de xénophobie. Nous sommes solidaires avec ceux qui luttent, parfois au péril de leur vie, pour la démocratie, plus de liberté, plus de développement économique, de terre et de droits pour les autochtones, de liberté de la presse, d'égalité entre les hommes et les femmes et pour les minorités sexuelles.

Nous soutenons pleinement nos partis membres et les gouvernements du Mali, du Niger, du Burkina Faso, et du Nigeria dans leur lutte contre le terrorisme et la violence dans la région.

Nous sommes solidaires avec le peuple arménien cherchant à ouvrir le dialogue avec la Turquie et nous continuerons à apporter notre aide, comme convenu, à la table ronde « Comment la reconnaissance turque du génocide arménien permet une véritable réconciliation entre la Turquie et l'Arménie sur cette question? »

L'Internationale Socialiste partage la préoccupation de tous les Brésiliens progressistes face au retrait de la Présidente Rousseff en 2016 et aux réformes qui ont suivi, avec un gel des dépenses publiques en faveur des services sociaux pendant 20 ans, aux côtés de nouvelles réformes de la sécurité sociale et du travail.

Remerciements

Les délégués et la direction de l'Internationale Socialiste adressent tous leurs remerciements au Parti libéral colombien, à la ville et au peuple hôtes de Carthagène ainsi qu'à tous ceux qui ont contribué à faire de ce Congrès une réussite historique. Les enjeux et l'époque troublée nous appellent à redoubler d'efforts, en puisant dans nos valeurs inébranlables, notre engagement pour la paix, l'égalité et la solidarité, et guidés par une éternelle lueur d'espoir pour l'humanité.

Parvenir à une plus grande égalité dans l'économie nationale et mondiale

Original : anglais

« Nous tenons pour évidentes pour elles-mêmes les vérités suivantes : tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. »

Cette phrase, issue de la Déclaration d'indépendance américaine de 1776, a été suivie 13 ans plus tard par ces mots contenus dans l'Article 1er de la déclaration révolutionnaire française, la Déclaration des droits de l'homme :

« Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune. »

Ces deux phrases, rédigées sur deux continents différents, en deux langues différentes, par deux peuples différents il y a près de 250 ans, sont à l'origine de ce que nous considérons simplement aujourd'hui, sur tous les continents, comme des droits naturels que nous devons exercer.

Pourtant, ces droits ne sont pas des droits que nous exerçons effectivement tous – bien qu'ils soient ce pour quoi nous avons lutté à l'Internationale Socialiste, et tout au long de notre histoire politique partagée – en tant que citoyens de nos nations, et citoyens du monde.

Ici, à Carthagène, Colombie, représentant les 153 partis membres de l'Internationale Socialiste, nous réaffirmons notre foi profonde et inébranlable en l'égalité entre les êtres humains et son pouvoir en tant que socle, mesure et objectif de toute société juste, ainsi que dans le droit irréductible de tout homme et de toute femme à jouir de manière égale des fruits de sa vie, de ses libertés et de sa recherche du bonheur.

En cette période de néo-populisme insurgé de droite, loin de nous l'intention d'en finir avec cette affirmation. Bien au contraire, nous sommes rassemblés ici avant tout pour nous élever contre ces forces et idéologies réactionnaires qui empêcheront des milliards d'êtres humains de vivre une vie de véritable égalité et liberté. Nous allons par la suite établir des stratégies et des politiques qui nous mèneront vers un avenir plus égalitaire et plus radieux. Enfin, nous exprimerons notre ferme détermination à lutter contre ces forces réactionnaires, encore et encore, jusqu'à ce qu'elles soient anéanties, et que les droits universels soient également respectés aux quatre coins de cette petite planète.

Nous le disons en sachant que les néo-populistes de droite ont commencé, à une fréquence alarmante, à attaquer les démocraties sur leur ouverture et leur tolérance --- au nom d'un nationalisme apeuré et replié sur lui-même qui nous monte les uns contre les autres, le rural contre l'urbain, le nouveau-riche contre le « nouveau-pauvre », le diplômé universitaire contre le lycéen décrocheur, les « vrais » citoyens contre nos nouveaux – et dangereusement « différents » - réfugiés et concitoyens. Dans l'imaginaire néo-populiste, une élite obscure et conspiratrice, au nom d'une mondialisation séculière et satanique, menace nos valeurs, nos communautés et nos modes de vie traditionnels.

Une histoire plus longue, des défis plus redoutables

Néanmoins, ces néo-populistes, et les véritables forces obscures qui les soutiennent, ne datent pas d'hier – en effet, ils ont été actifs, sous différentes formes et à une puissance variable, pendant plus 150 ans. C'est pour cette raison que nous savons qu'ils n'apporteront ni la prospérité, ni la sécurité promises puisque ce sont des pourvoyeurs congénitaux de faux espoirs, proposant des solutions faciles qui, en fait, ne fonctionneront pas. Si l'on en croit les leçons de l'histoire, leurs politiques actuelles ne sont qu'une garantie que les réels progrès économiques, politiques et sociaux acquis au cours du siècle précédent par les pauvres, les classes ouvrières et les classes moyennes

du monde entier, seront érodés et potentiellement perdus pour une génération, voire plus.

Le néo-populisme, toutefois, n'est qu'une facette des puissantes forces en action dans la droite mondiale d'aujourd'hui.

Derrière ces partis et leurs leaders, se trouvent des formes profondément ancrées de privilèges et d'exploitations qui ont favorisé, pendant bien trop longtemps, les hommes au détriment des femmes, les forts au détriment des faibles, les violents au détriment des pacifistes, les riches au détriment des pauvres, le Nord au détriment du Sud, l'Ouest au détriment du Reste.

Ces hiérarchies ont survécu en faisant fond, et de manière cyclique, sur diverses formes de préjugés profonds qui condamnent des milliards de nos semblables à vivre très éloignés de la pleine égalité et liberté, non pas du fait de leur caractère ou de leurs actions, mais bien du fait de leur race, de leur religion, de leur appartenance ethnique ou de leur nationalité, de la religion ou de la classe dans laquelle ils sont nés.

Ces formes de préjugés ont tissés, de siècle en siècle, de puissants liens sociaux, économiques et politiques et créé de puissantes institutions –s'exprimant soit au niveau des lois et coutumes répressives, soit au niveau des attitudes critiques au quotidien envers ceux qui ne sont pas comme « nous ».

De génération en génération, les enfants sont nés (et c'est encore le cas) dans des mondes façonnés sur de tels préjugés, forcés de vivre des vies biaisées, inlassablement présentées par les puissants comme la seule vie à laquelle ils peuvent prétendre --- alors même que ces formes de sociétés, construites pour le bienfait d'une minorité au nom de la majorité, violent les principes les plus fondamentaux d'égalité et de liberté des êtres humains.

Le caractère central des inégalités économiques – et le pouvoir d'une plus grande égalité

Nous aborderons également un troisième problème général – la question des inégalités de revenus et de richesse, tant entre les citoyens de nations individuelles qu'entre tous les citoyens, répartis dans toutes les nations du monde. Nous en savons plus aujourd'hui qu'auparavant sur la forme et la portée de ces inégalités– et nous en savons plus sur leurs conséquences, à la fois dans le renforcement des préjugés qui alimentent les hiérarchies d'exploitation, que dans la promotion des néo-populismes qui menacent tant de nos avancées durement acquises.

Ces dernières années, des économistes tels que Thomas Piketty et Anthony Atkinson, ont rappelé aux progressistes du monde entier, le rôle central de nos politiques en faveur d'une égalité de revenus et de richesse pour la construction d'un avenir prospère. De fait, nous croyons que l'acuité de leur approche sur les effets néfastes des inégalités, et leurs preuves minutieusement recueillies, prouvent que le fossé des inégalités se creuse. Ces économistes seront pour les prochaines années ce que Lord Keynes et ses travaux sur la demande globale furent au 20^{ème} siècle, en définissant la responsabilité des gouvernements dans la macro-demande.

Ce nouveau paradigme de distribution est si fondamental que nous ne pouvons plus accepter des objectifs de croissance du PIB de, disons, 4% ou 5% ou 6% -- alors que 90 ou 80 ou 70 ou 60% de cette croissance du PIB ne profite qu'aux premiers 1, 2, ou 3%. Quand moins d'une dizaine de multimilliardaires sont, ensemble, plus riches que la moitié inférieure de la planète – soit trois milliards d'individus – cela revêt une importance capitale d'ordre politique et morale, et non pas uniquement économique, pour nous tous.

Comment avons-nous perdu de vue l'importance de l'égalité économique ?

Pendant plusieurs décennies, après la Seconde Guerre mondiale, la question des inégalités économiques a été reléguée au second plan de la croissance globale en Occident, alors que des variantes du Keynésianisme ont supplanté les postulats de l'économie néo-classique du 19^{ème} siècle, plus conservateurs et orientés vers le marché (et bien souvent anti-État et anti-ouvriers). Dans l'ensemble du monde développé, l'économie de marchés régulés et aux États forts ont porté leurs fruits : le taux de croissance mondiale était élevé et bien plus stable, enregistrant des récessions de moindre portée et moins longues que le « marché libre » des années avant la Seconde Guerre mondiale.

Par ailleurs, alors que l'on prônait des impôts sur le revenu et sur la fortune très progressistes, des dépenses de plus en plus importantes dans les biens publics, accélérant la mobilité ascendante, ainsi que des actions juridiques contre les inégalités raciales et entre les sexes, on a vu une égalité de revenus accrue accompagner presque « naturellement » cette croissance du PIB – du moins le pensait-on à l'époque. Pour faire simple, il y avait plus de tout pour plus d'individus, plus équitablement réparti qu'à toute autre époque de l'histoire moderne de l'humanité.

La forte augmentation des dépenses publiques (principalement pour le bien-être social, de l'éducation aux pensions, en passant par la santé) a fini par multiplier par deux la part des gouvernements démocratiques dans le PIB, passant à près de 40%, et a provoqué l'ire des conservateurs hurlant au « socialisme ».

Pour les ultra-conservateurs tels que Friedrich Hayek et Milton Friedman, toutes ces dépenses publiques étaient doublement maléfiques puisqu'elles impliquaient une inflation rampante, une dette gouvernementale galopante, une fuite des investissements privés pour finalement aboutir à la perte des libertés individuelles. (Tout ceci est repris dans la célèbre phrase de M. Hayek : « La Route de la servitude ».)

Pourtant, pour la plupart des ressortissants des pays de l'OCDE, la réalité n'a cessé de déjouer les prévisions de Hayek et Friedman. Il y avait, de fait, de bonnes raisons d'appeler les trois décennies après la Première Guerre mondiale « les trente glorieuses », comme nous l'a rappelé M. Piketty --- une route qui ne nous mène clairement pas à la servitude.

Pour les socialistes démocratiques et les partis sociaux-démocrates en Occident, ces décennies étaient également des « années glorieuses » d'un point de vue politique. Dans de nombreux pays avancés, des partis progressistes ont été élus au gouvernement alors que les partis de droite de l'avant-guerre dépérissaient (voire s'effondraient). Les partis de centre-droit plus récents ont, quant à eux, soit prêté main-forte à la passation progressiste, soit essayé de ne pas entraver les législations historiques de régulation économique et de bien-être social que la gauche a longtemps considéré comme les piliers d'une société plus juste et plus égalitaire.

Les profondes divisions de la Guerre froide, du fait du communisme soviétique et chinois, se sont heurtés à une forte opposition de la part des socialistes et sociaux-démocrates occidentaux, laissant davantage de place à la gauche non-communiste. Entre temps, alors que décolonisation rapide du Sud battait son plein, la Guerre froide y a également créé un espace politique, permettant aux partis progressistes de s'ériger contre la droite traditionnelle et les concurrents du centre-droit – bien que le processus de construction de gouvernements progressistes aie souvent été bloqué ou inversé par la répression, au nom de l'anticommunisme.

Néanmoins, dans les années 1970, en Amérique latine, en Asie, et même en Afrique subsaharienne, il y avait de bonnes raisons de croire que le « Tiers Monde » était prêt pour la démocratisation et un développement économique rapide – puis, soudainement, les

années 1980 ont vu la fin des « années glorieuses » - du moins pour ce progrès et pour la gauche. Ce n'était, par contre, que le début d'une belle époque pour la droite ravivée.

Aux USA et en Europe Occidentale, le Keynésianisme et l'État progressiste et militant ont été implacablement pris pour cible. Alors que des gouvernements dits « de gauche » ont survécu, ils se sont retrouvés contraints par les forces du néolibéralisme. Les syndicats de classes ouvrières – longtemps piliers des politiques progressistes – ont commencé à voir leurs rangs se réduire, alors que les corporations et la finance ont acquis une nouvelle et puissante influence, ainsi que le prestige et la richesse. Les politiciens de tous bords politiques ont opté pour une réduction des impôts, un allègement de la réglementation, un commerce et une production plus mondialisés ainsi qu'une plus grande autorité et influence pour les entreprises. « Le gouvernement, » disait Reagan dans sa célèbre déclaration, « n'est pas la solution ; le gouvernement est le problème. » L'ère de la mondialisation néolibérale était en chemin.

En Occident, les partis de gauche ont lentement commencé à s'éclipser --- soit en tant que partis au gouvernement soit idéologiquement, en tant que gauche plutôt que partis néolibéraux. En Orient communiste, l'Union soviétique et la Chine commenceront à s'éloigner d'un pas chancelant de la planification étatique détaillée et descendante de l'économie vers un amalgame plus éclectique, souvent chaotique, de courants socialiste et capitaliste, appelé perestroïka à Moscou et « socialisme avec des caractéristiques capitalistes » à Pékin. D'ici les années 1990, l'URSS aura disparu, et la Chine aura changé de manière inimaginable.

Au Sud, la croissance a chuté et les inégalités se sont creusées alors que le FMI et la Banque mondiale imposent à la lettre les modèles néoclassiques des manuels à des économies semi-développées, semi-modernes et fragiles. Les budgets ont été équilibrés de force (bien souvent en coupant dans les dépenses de santé, d'éducation et de bien-être public). Les barrières commerciales ont été retirées pour permettre l'arrivée de biens étrangers bons marchés sur les marchés locaux sans prendre en compte les incidences sur les agriculteurs, les petits fabricants et les détaillants traditionnels locaux, et (il va sans dire) sur les travailleurs et leur famille.

Alors que les preuves d'une « décennie de développement perdue » dans le Sud du monde entier sont désormais et simplement accablantes, la Banque mondiale et le FMI ont « présenté leurs excuses » et ont limité leur néolibéralisme autoritaire. Ils ont désormais pour mantra : « de la croissance avec réduction de la pauvreté », une version hybride délicate qui n'a montré jusqu'à présent que des résultats mitigés.

Pourquoi devons-nous faire de l'égalité économique à nouveau notre objectif – et comment y parvenir

Avance rapide jusqu'en 2017. La recrudescence dans les années 1980 du conservatisme pro-corporatiste a essuyé de multiples revers, aucun ne rivalisant avec la Grande récession qui a éclaté en 2008, après près d'une décennie de ralentissement de la croissance mondiale. Au cœur de l'essor du néo-populisme et d'un mécontentement qui va crescendo, – sur l'ensemble de l'échiquier politique – se cristallise une désillusion de plus en plus forte à propos de « la croissance économique », mesurée grâce au PIB et érigée par les législateurs et les universitaires comme l'apogée de la vie moderne, du fait du grand nombre d'exclus de cette croissance. Or, l'essence du conservatisme réactionnaire du populisme est à chercher du côté des travailleurs étrangers et des élites culturelles progressistes qu'il désigne comme responsables de cette situation – en lieu et place de comprendre à quel point les forces du marché mondial ont autrement plus contribué à cette réalité intolérable. La mondialisation a eu, sans l'ombre d'un doute, une incidence sur la répartition mondiale des revenus – dont nous connaissons

désormais bien les mécanismes. Ce n'est pas un diagnostic qui nous manque, mais bien des solutions – des solutions que l'Internationale Socialiste peut apporter.

Que faut-il ?

La première chose, essentielle, est de reconnaître que les nations ne génèrent pas uniquement de la croissance à l'échelle nationale mais également à l'échelle internationale grâce aux échanges commerciaux et aux investissements à l'étranger, grâce aux importations et exportations de biens et services, et grâce à leurs citoyens et leurs entreprises qui travaillent au-delà de leurs frontières.

L'enjeu, désormais, est de promouvoir une croissance qui soit à la fois approfondie et élargie – en d'autres termes, une croissance qui engendre une production stable et à long terme, des emplois également stables, bien rémunérés et à long terme, ainsi que des bénéfices qui récompensent les propriétaires et les investisseurs tout en amenant une circulation de fonds qui permettent aux gouvernements de mener à bien leurs actions vitales en matière de bien-être public.

Dans le monde mondialisé du 21^{ème} siècle, cette croissance approfondie et élargie requiert également une coordination et une coopération transfrontalières autour d'un ensemble de principes fondamentaux qui, à leur tour, aideront à soutenir et inscrire la croissance mondiale dans un « cercle vertueux ».

Quelles sortes de principes ?

Premièrement, notre engagement à réduire systématiquement et de manière radicale les préjugés raciaux, ethniques et sexistes. Tout en étant un important objectif moral et politique, la réduction de ces formes de discriminations permettra simultanément de promouvoir l'égalité économique et la croissance économique.

Deuxièmement, notre détermination à démocratiser et diffuser les mesures, preuves à l'appui, de la performance institutionnelle et des résultats au niveau national, régional et local. Alors qu'Internet se diffuse dans le monde entier, les gouvernements démocratiques devraient encourager les ONG et les citoyens à utiliser les données publiques afin d'évaluer en permanence la performance des institutions publiques et privées grâce à toute une gamme d'indicateurs.i

Troisièmement, et pour le reste du 21^{ème} siècle, l'accent que nous mettons sur la garantie d'une déclaration de revenus et de richesse précise et opportune, agissant comme jauge élémentaire et essentielle de la performance économique nationale.

Aujourd'hui, pratiquement l'ensemble des 200 nations publient des déclarations régulières de leur PIB – mais moins de la moitié d'entre elles recueillent et publient systématiquement les données relatives à la répartition de ce PIB tels que la richesse et les revenus de leurs citoyens (et moins d'un quart préparent des déclarations généralement véridiques). Nous exhortons toutes les nations à recueillir et publier régulièrement, en sus des données relatives au PIB, les indicateurs de Gini et d'Atkinson, mesurant les inégalités.ii

Il existe un **quatrième** ensemble de principes : notre claire compréhension que les inégalités économiques ne sont pas uniquement une « problématique économique ».

Les inégalités de revenus et de richesse minent les chances d'une société juste, en réduisant systématiquement les performances des étudiants, en augmentant les taux de criminalité, en alimentant la méfiance entre gouvernements et concitoyens, en permettant la pollution, en ignorant les maladies, en favorisant l'obésité, en amplifiant la violence contre les femmes et les enfants, et en bloquant la mobilité ascendante. Des études telles que « The Spirit Level » proposent une série d'exemples qui devraient être rebaptisés ISD --- Indicateurs Sociaux Domestiques --- qui, à l'instar du PIB pour

l'économie, deviennent des indices annuels de performance du bien-être pour les nations.iii

Cinquièmement, nous nous engageons nous-même, ainsi que nos gouvernements, à améliorer à la fois l'information et la réglementation des flux de revenus et de richesse transfrontaliers. Alors que la financiarisation mondiale s'est accélérée, elle a créé des défis systémiques pour les démocraties modernes, ne serait-ce que la vaste délocalisation (« offshoring ») de la richesse et des revenus des individus et des sociétés hors de portée des gouvernements. Certains experts estiment aujourd'hui que la richesse délocalisée dépasse à elle seule les 25 mille milliards de dollars – plus que le PIB combiné du trois quart des nations du monde. Les chiffres des revenus délocalisés n'en sont pas moins effarants.

Ici, les solutions sont multidimensionnelles et appellent à :

1. la normalisation des études de revenus et de richesse à l'échelle nationale, en apportant une attention particulière à une bonne estimation des groupes en haut de l'échelle (« les 1% » qui contrôlent près de la moitié de la richesse privée financière du monde) ;
2. des exigences de transparence à appliquer strictement à toutes les sociétés et trusts
3. « écrans », ainsi qu'une politique d'interdiction des « paradis fiscaux » ;
4. un suivi et des contrôles fermes des transactions financières transnationales, y compris un audit plus strict des transferts de prix opérés par les sociétés multinationales ;
5. des exigences fermes en matière de publication des rapports bancaires pour toutes les transactions financières internationales d'envergure ;
6. un échange intergouvernemental régulier de ces données cruciales ;
7. une réglementation plus ferme et son application contre les transactions financières transnationales illégales ;

Il y a des recommandations, en plus grand nombre et plus détaillées, que nous souhaitons développer à l'avenir à l'Internationale Socialiste --- mais voici les points essentiels préliminaires, tant en terme de principes qu'en terme de politiques et mécanismes visant à concrétiser ces principes.

Le monde évolue rapidement vers une mondialisation authentique, qui permettra aux citoyens des nations du monde entier de connaître les vies et les valeurs des autres. Un avantage évident de ce processus, c'est la mondialisation soutenue des droits, notamment l'égalité comme droit fondamental essentiel, alors que le nombre de démocraties continue d'augmenter.

Or, le danger tout aussi évident de la mondialisation, c'est de voir se creuser les inégalités de tout acabit, et non pas de les réduire --- tout en donnant du grain à moudre aux politiques fondamentalement autoritaires que nous voyons émerger dans les partis et gouvernements néo- populistes aux quatre coins de la planète.

Dès lors, pour nous, l'égalité n'est pas qu'une noble valeur ou un droit abstrait – mais bien un principe impérieux d'organisation de notre travail politique pour les prochaines décennies. Recentrons nos politiques autour de ce principe, en reconnaissant qu'en tant que partis socialistes, nous ne pouvons plus simplement promouvoir la croissance économique et croire que cette croissance « résoudra » le problème des inégalités.

Nous vivons une époque anormale, où les taux de croissance économique les plus fulgurants sont observés dans les pays parmi les plus autoritaires – et kleptomanes – au monde. Notre devoir – notre chance – est de répandre ce que nous avons effectivement

construit, au travers de nos partis et valeurs socialistes démocratiques : les fondations modernes d'un monde démocratique et égalitaire.

Nous avons l'intention de continuer à construire ce monde.

i Se référer à l'évaluation des États américains de l'US News/McKinsey intitulée "Best States" (« Meilleurs États »), à titre d'exemple : www.usnews.com

ii Publié par le FMI, le document "Causes and Consequences of Income Inequality: A Global Perspective" (« Causes et conséquences des inégalités de revenus : une perspective mondiale ») propose une précieuse introduction technique à ces questions.

iii Pour une critique détaillée de The Spirit Level et des modèles systémiques de mise en œuvre de ses recommandations, se référer à The Equality Trust, www.equalitytrust.org.uk/resources/the-spirit-level

Déclaration sur le Mexique

Original : espagnol

Le 25 janvier 2017, cinq jours seulement après sa prise de fonction en tant que Président des États-Unis d'Amérique, Donald Trump a signé un décret présidentiel concernant la construction d'un mur à la frontière avec les États-Unis mexicains, dont l'objectif est d'éviter toute entrée irrégulière de citoyens mexicains et d'autres pays ibéro-américains sur le sol américain.

Suite à la signature dudit décret présidentiel, M.Trump a réaffirmé à de nombreuses reprises son intention d'imputer le coût de la construction dudit mur (estimé entre 10 et 25 milliards de dollars américains) au Mexique « directement ou indirectement », et a notamment envisagé d'imposer un droit de douane de 20% sur les importations issues du Mexique, affirmant qu'ainsi, le coût du mur serait compensé en peu de temps.

Ces actions et déclarations de M. Trump, alors déjà Président des Etats-Unis, sont des manifestations de son mépris envers les populations d'origine hispanique et ibéro-américaine exprimé tout au long du processus électoral. Dès lors, il ne s'agit pas là d'une attaque proférée uniquement à l'encontre du Mexique et des Mexicains, mais bien de toute la communauté ibéro-américaine, et par-là même, de toute la communauté internationale.

Il s'agit d'actes aux conséquences graves et face auxquels le Congrès de l'Internationale Socialiste ne peut rester les bras croisés. En tant que socialistes, nous ne pouvons consentir à un acte de mépris envers un quelconque pays, plus particulièrement envers le Mexique aujourd'hui, un pays souverain qui ne peut être humilié dans sa dignité.

Nous devons rappeler que les Etats-Unis n'ont jamais cessé de gérer leurs frontières et d'imposer un haut niveau d'exigence à leurs relations commerciales, quelles qu'elles soient. Les autres acteurs internationaux ont toujours respecté leurs intérêts. Il ne peut y avoir de place pour un traitement et une relation qui ne soit pas respectueuse et d'égal à égal. Donald Trump doit comprendre que l'entente et le dialogue – en lieu et place du mépris et des menaces – avec ses voisins du Sud, et alliés, sont dans l'intérêt de son propre pays, et toute la communauté internationale.

Pour toutes ces raisons, le XXVe Congrès de l'Internationale Socialiste :

- Fait montre, avec fermeté, de sa solidarité envers les États-Unis mexicains face au mépris que sous-tendent les graves agissements et déclarations du Président des États-Unis, M. Trump.
- Condamne la décision de M. Trump de construire un mur à la frontière entre le Mexique et les États-Unis, ainsi que toute action visant à pénaliser économiquement les Mexicains, avec pour objectif de financer le coût de la construction dudit mur.

- Appelle à la convocation immédiate d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de la Communauté des nations ibéro-américaines, au Mexique, pour aborder la question de manière conjointe et promouvoir une position de soutien à ce pays.

Déclaration sur Puerto Rico

Original : espagnol

Depuis que le Parti indépendantiste portoricain (PIP) a rejoint l'Internationale Socialiste (IS) au Congrès d'Albufeira en 1983, l'IS s'est exprimée catégoriquement en faveur de l'indépendance de Puerto Rico. En agissant de la sorte, en dépit des fortes pressions exercées à son encontre dans un contexte où la Guerre froide était encore à son apogée, l'IS a honoré son engagement d'origine dans la cause de la décolonisation et du droit à l'autodétermination et à l'indépendance des peuples.

Depuis lors, l'IS a réitéré à maintes occasions son soutien à l'indépendance et s'est exprimée sur les évolutions qui ont marqué le cours des événements à Puerto Rico. C'est avec une certaine satisfaction que nous saluons aujourd'hui le Président d'alors, M. Obama, qui a entendu la clameur mondiale, notamment l'appel de l'IS, et a enfin décidé, il y a quelques semaines à peine, de libérer l'indépendantiste portoricain Oscar López Rivera, incarcéré pendant plus de trente-cinq ans pour association subversive.

Au cours des années écoulées depuis le Congrès d'Albufeira, la solidarité de l'IS envers le Parti indépendantiste et la cause de l'indépendance de Puerto Rico a pris diverses formes, notamment au travers des témoignages de l'actuel président de l'IS et des différents présidents du Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes (SICLAC) au Comité spécial de la décolonisation des Nations Unies, et de l'élection continue depuis l'année 2000 au Congrès de Paris de Rubén Berríos Martínez, président du PIP, en tant que président honoraire de l'IS.

En 2016, après dix ans de dépression économique dévastatrice provoquée par l'incapacité du modèle colonial à favoriser la croissance économique, de perte de près de 10% de la population au profit d'une émigration effrénée, et d'une insolvabilité déclarée du trésors public, le Congrès des États-Unis a décidé, unilatéralement, de reprendre le contrôle direct sur le gouvernement de Puerto Rico, réduisant encore davantage le maigre espace du gouvernement propre du territoire colonial.

Au lieu de répondre à la réclamation exprimée lors d'un référendum en 2012, qui a vu une majorité écrasante d'électeurs se déclarer contre la poursuite du régime colonial, le Congrès a préféré répondre en créant une prétendue Junte de supervision fiscale, nommée par le Président des États-Unis, pour exercer un pouvoir omniprésent sur toute décision législative ou exécutive à caractère économique ou fiscal du gouvernement de Puerto Rico, et pouvant imposer ses critères au détriment de ceux des fonctionnaires élus du gouvernement de Puerto Rico.

Dans le cas où un quelconque doute subsisterait sur le pouvoir du Congrès d'approuver un tel mécanisme de contrôle, la Cour suprême des États-Unis a émis une décision historique, – sur demande et tel que sollicité par le Président des États-Unis – le même jour (le 9 juin 2016) que l'adoption par le Congrès de la loi créant la Junte de supervision, qui affirme la validité des pleins pouvoirs du Congrès des États-Unis pour gouverner Puerto Rico, et qui réaffirme que Puerto Rico est ni plus ni moins une possession des États-Unis, au sein de laquelle toute concession partielle du gouvernement propre peut être révoquée unilatéralement par le Congrès, et à sa seule discrétion.

Face à ces événements atterrants et préoccupants, le Congrès de l'IS, réuni à Carthagène, Colombie, convient de ce qui suit :

- Réitérer notre soutien au droit inaliénable du peuple de Puerto Rico à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la Résolution 1514 (XV) des Nations Unies.
- Exhorter le gouvernement et le Congrès des États-Unis à honorer pleinement ses obligations de décolonisation envers Puerto Rico, et à ne pas opposer un quelconque obstacle à la convocation d'une consultation plébiscitaire par l'Assemblée législative de Puerto Rico entre autres alternatives prévues par la Résolution 1541(XV) des Nations Unies.
- Appuyer l'appel répété du Comité de la décolonisation des Nations Unies pour un examen complet du cas de Puerto Rico à l'Assemblée générale, et pour qu'elle se prononce sur ce sujet.
- Féliciter le Parti indépendantiste portoricain pour sa constance dans la défense de la cause de l'indépendance et des valeurs politiques et éthiques de la démocratie sociale, et exprimer toute sa confiance dans la réussite des initiatives politiques mises en avant par le PIP pour mettre en marche un processus qui mette enfin Puerto Rico sur la voie de la décolonisation et de l'indépendance.

Résolution sur le Venezuela

Original : espagnol

Le Congrès mondial de l'Internationale Socialiste, réuni à Carthagène des Indes les 2, 3 et 4 mars de cette année, réitère une nouvelle fois sa profonde préoccupation face à la grave crise politique, économique et sociale que traverse le Venezuela, en conséquence de politiques économiques et sociales erronées, et d'attitudes autoritaires qui violent non seulement les principes démocratiques que nous soutenons, à l'Internationale Socialiste, mais qui représentent également une violation systématique des droits de l'homme, configurée alors en politique d'État, ce que nous condamnons vivement.

L'Internationale Socialiste appelle une nouvelle fois le Président Nicolás Maduro à libérer les prisonniers politiques, à respecter l'Assemblée nationale et l'immunité de ses parlementaires. En démocratie, l'autonomie des pouvoirs est un principe fondamental, et l'utilisation des uns contre les autres ébranle et compromet leurs valeurs et principes fondés sur le respect, l'équilibre et l'autonomie des pouvoirs.

L'Internationale Socialiste exhorte, avec une vive inquiétude, le gouvernement de Nicolás Maduro à respecter les accords conclus à la Table de dialogue et facilités par l'UNASUR, le Vatican et les anciens Présidents José Luis Rodríguez Zapatero, Martín Torrijos et Leonel Fernández, au sujet de l'ouverture du couloir humanitaire, de la libération des prisonniers politiques, de la reconnaissance de l'autonomie des pouvoirs et, surtout, du respect des normes constitutionnelles telles que la conduite de processus électoraux précisément définis dans la Magna Carta, à laquelle ont contribué la communauté internationale et l'Internationale Socialiste pour dégager une solution politique et pacifique à la grave crise que traverse le Venezuela.

Déclaration sur la question Palestinienne

Original : anglais

Le Congrès de l'Internationale Socialiste, réuni à Carthagène, Colombie, du 2 au 4 mars 2017, a tenu des discussions sur le thème « pour un monde en paix, d'égalité et de solidarité ». La question palestinienne en a fait partie, puisque cette année marque

plusieurs anniversaires, dont les 100 ans de la Déclaration Balfour et les 50 ans de l'occupation de 1967, qui réaffirme le besoin urgent d'instaurer une paix juste et durable au Moyen-Orient.

Rappelant les précédentes déclarations de l'IS, en particulier les Conseils de l'IS à New York en juin 2010, à Istanbul en novembre 2013, en décembre 2014, en juillet 2015 et à Genève en juillet 2016.

L'IS réaffirme son soutien à la solution des deux États, mettant fin à l'occupation israélienne et instaurant une paix juste et durable sur la base du droit international

- Réaffirme le droit des Palestiniens à l'autodétermination, notamment le droit à leur État indépendant de Palestine, sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capital, et réaffirme son engagement, conformément au droit international, à mettre définitivement un terme à l'occupation israélienne de l'État de Palestine, débutée en 1967, afin d'atteindre la solution des deux États, celle de deux États souverains et démocratiques pour l'ensemble de leurs citoyens, et d'apporter une solution à toutes les questions de statut final, telles que la question des réfugiés, sur la base du droit international et des résolutions des Nations Unies.
- Salue les efforts de la France en faveur d'un cadre multilatéral pour le processus de paix au Moyen-Orient, sur la base du droit international et des résolutions des Nations Unies. De tels efforts doivent prévoir un calendrier clair, des termes de référence basés sur le droit international, et un mécanisme de mise en œuvre, où figure la comptabilité.
- Reconnaît que l'Initiative de paix arabe est le seul cadre régional possible pour la normalisation des relations entre Israël et le reste de la région, dès la conclusion d'un accord sur le statut final entre Israël et la Palestine, respectant les droits internationalement reconnus des Palestiniens, conformément au droit international.
- Enjoint l'administration américaine à exprimer son soutien sans équivoque à la solution des deux États sur la base des frontières de 1967, réaffirmant le caractère illégal des colonies israéliennes et le droit des Israéliens et Palestiniens à vivre en paix, en liberté, en sécurité, dans la justice et l'égalité. Exhorte également l'administration américaine à ne prendre aucune mesure qui aille à l'encontre des résolutions des Nations Unies et qui récompense le programme anti-paix du gouvernement israélien, dont le déplacement de son ambassade de Tel Aviv à Jérusalem.

L'IS appelle à la pleine application du droit humanitaire

- Demande à Israël, la puissance occupante, d'honorer pleinement ses obligations conformément au droit international, dont la Convention (IV) de Genève. Nous lançons également un appel à la communauté internationale à prendre des mesures concrètes de protection des civils affectés par de graves violations du droit international humanitaire.
- Condamne toute mesure visant à altérer la composition démographique, le caractère et le statut de tous les territoires occupés par Israël depuis 1967, dont inter alia, la construction et l'expansion des colonies israéliennes qui constituent une violation du droit international, le mur d'annexion illégal, la politique israélienne de démolition des habitations des Palestiniens, et les politiques de déplacement forcé de civils. Nous exigeons un arrêt total de telles activités.

- Appelle à la mise en œuvre de la résolution 2334 du Conseil de sécurité des Nations Unies, du 23 décembre 2016, réaffirmant le caractère illégal des colonies israéliennes, en prenant des mesures concrètes contre le projet de colonies de peuplement d'Israël en Palestine occupée, notamment l'interdiction de produits issus des colonies, y compris les services, le soutien des communautés palestiniennes menacées et le soutien aux efforts déployés pour publier une liste publique des entreprises qui tirent profit des projets des colonies de peuplement israéliennes sur le territoire palestinien occupé.

L'IS appelle à la fin du blocus de Gaza et à la libération des prisonniers politiques

- Demande la levée du blocus illégal contre les 2 millions de Palestiniens à Gaza. Lance également un appel à la libération des prisonniers politiques palestiniens, dont les membres élus du Parlement palestinien, tels que le membre du Comité central du Fatah, Marwan Barghouthi, ainsi que de tous les détenus administratifs et les enfants.

L'IS soutien le rôle des organisations de défense des droits de l'homme israéliennes, palestiniennes et internationales

- Salue les efforts de secteurs progressistes en Israël, dont les groupes de société civile tels que Btselem ou Breaking the Silence, qui ont été pris pour cible par de cruelles attaques et persécutions du gouvernement israélien actuel.
- Dénonce les menaces proférées contre les groupes de société civile palestiniens, en particulier Al Haq, pour leur implication auprès de la Cour pénale internationale. Nous condamnons également les obstacles érigés par Israël à la bonne conduite des travaux des organisations internationales de défense des droits de l'homme, telles que de Human Rights Watch.
- Enjoint l'ensemble des membres de l'IS à soutenir les travaux des groupes de société civile palestiniens et israéliens œuvrant pour une paix juste et durable, y compris l'application du droit international humanitaire et le respect des droits de l'homme.

L'IS appelle le gouvernement israélien à mettre fin aux discriminations contre ses populations non-juives.

- Appelle le Parlement israélien à révoquer dans leur intégralité la dizaine de lois discriminatoires contre ses citoyens arabo-palestiniens qui représentent 20% de la population d'Israël, plus particulièrement la Loi sur la citoyenneté qui a divisé des milliers de familles du simple fait de leur d'origine arabe, chrétienne ou musulmane. Nous exprimons notre inquiétude quant à la situation des citoyens non-juifs d'Israël, notamment face à la menace de démolition de leurs habitations et de leurs villages, telle que de la démolition du village d'Um-Al-Hiran dans la région du Naqab/Néguev.

L'IS exhorte ses membres à prendre des mesures : mettre un terme à l'occupation israélienne et reconnaître l'État de Palestine.

- Lance un appel à tous les gouvernements qui n'ont pas reconnu l'État de Palestine sur ses frontières de 1967, en particulier ceux dirigés par des membres de l'IS, à le faire au nom de l'engagement en faveur la paix entre Israéliens et Palestiniens, sauvegardant la solution des deux États et le droit des Palestiniens à l'autodétermination.
- L'IS enjoint ses membres à présenter, soutenir et adopter au sein de leurs parlements nationaux, les résolutions appelant à la fin de l'occupation israélienne de la Palestine qui a débuté en juin 1967.

Déclaration sur la Mauritanie

Soutien au Rassemblement des Forces Démocratiques (RFD) dans son combat contre le changement de la Constitution en Mauritanie en dehors du consensus national

Nous, partis membres de l'Internationale Socialiste (IS), réunis en congrès à Carthagène, Colombie, les 2, 3 et 4 mars 2017, suivons avec un grand intérêt les développements récents qui caractérisent la scène politique en Mauritanie de plus en plus tendue, du fait de l'intention du pouvoir non démocratique qui dirige le pays depuis le coup d'Etat de 2008 à procéder, à dessein, au changement de la constitution en dehors de tout consensus national.

Après avoir échoué dans l'organisation d'un referendum pour faire passer ce changement, face au rejet d'un tel projet par les forces politiques de l'opposition mauritanienne, notamment le RFD, parti membre de l'IS à la pointe du combat pour la démocratie en Mauritanie, à son rejet par la société civile, les leaders d'opinion et les citoyens mauritaniens, le pouvoir en Mauritanie est en train d'essayer, à nouveau, de tripatouiller la constitution pour la tailler à sa mesure, en réunissant en congrès les deux illégitimes chambres du parlement, à savoir un Sénat dont le mandat est largement arrivé à terme et une Assemblée Nationale élue dans des conditions non transparentes et boycottées par la majeure partie de l'opposition.

Les modifications constitutionnelles en cours de mise en place compromettent encore plus ce qui reste de fragile unité nationale et retardent encore davantage la mise en place de l'Etat de droit dont le pays a tant besoin. Il n'est d'autre explication à ce forcing que la volonté des dirigeants du pays à se maintenir, d'une façon ou d'une autre, au pouvoir et à s'absoudre de toute éventualité de poursuite à l'avenir pour les méfaits de la gouvernance politique, économique et sociale catastrophique qu'ils font subir au peuple mauritanien.

Devant l'obstination du pouvoir en Mauritanie à entraîner le pays vers des horizons incertains, considérant les risques majeurs encourus par le pays à cet effet, notamment les troubles et l'instabilité observés dans d'autres pays ayant connus des situations similaires de crise politique aigue non résolue, l'Internationale Socialiste réitère sa solidarité sans faille avec le RFD et tous les démocrates en Mauritanie dans leur combat pour barrer la route à tout amendement constitutionnel portant sur la forme ou le contenu, au moment où la scène politique nationale connaît des tiraillements sans précédent.

Initiative de l'Internationale Socialiste concernant le génocide Arménien

Original : anglais

Suite au précédent Congrès de l'Internationale Socialiste, le monde a commémoré le centenaire du génocide arménien et a vu un nombre de nouveaux pays, chefs d'Etat et organisations internationales reconnaître officiellement ce crime contre l'humanité toute entière.

La réunion du Conseil de l'IS à Genève en décembre 2014, tout en reconnaissant les avancées continues dans le monde en matière de droits de l'homme et de prévention des génocides, a judicieusement ajouté le génocide arménien à l'ordre du jour de son premier Conseil de 2015, organisé cent ans après le début de cette atrocité.

La réunion du Conseil de juillet 2015 à New York a approuvé un accord conclu précédemment par les vice-présidents de l'IS d'Arménie et de Turquie, afin que l'Internationale Socialiste organise une audience spéciale ou une table ronde sur le thème : « Comment la reconnaissance turque du génocide arménien peut contribuer à

une véritable réconciliation entre la Turquie et l'Arménie ? » Il était convenu que cette réunion compte sur la participation des représentants des partis membres de l'IS à la fois d'Arménie et de Turquie, ainsi que de tout parti membre intéressé, des experts spécialement invités, d'ONG et autres.

Conforme aux deux décisions prises par le passé sur ce sujet et au soutien de longue date de l'IS à une résolution juste du génocide arménien, le XXVe Congrès de l'IS réaffirme sa volonté de travailler avec ses partis membres arméniens et turcs en vue de faciliter une audience ou table ronde sur les bénéfices d'une reconnaissance du génocide arménien par la Turquie pour la réconciliation entre Arméniens et Turcs.

Déclaration sur les restrictions juridiques imposées aux leaders politiques d'Amérique Latine

Original : espagnol

Le Congrès de l'IS exprime sa préoccupation face à l'augmentation du nombre d'affaires judiciaires pour des raisons politiques en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le Congrès souligne le rôle central du pouvoir judiciaire pour le bon fonctionnement de la démocratie, et appelle à cesser son instrumentalisation. Le Congrès réitère sa solidarité envers ceux qui sont visés par une restriction de leurs droits pour des raisons politiques, et condamne la judiciarisation des représentants de ses partis membres dans la région, en particulier ceux issus de l'opposition, à l'instar du cas du Paraguay avec Rafael Filizzola, président du PDP, et de la Bolivie avec Samuel Doria Medina, Président de l'UN. Dans ce dernier pays, les restrictions procédurales imposées, en sus de la décision du Président Evo Morales de chercher à briguer un nouveau mandat présidentiel au mépris du résultat du référendum du 21 février 2016, sont autant de sources d'inquiétude pour l'IS au sujet de la démocratie bolivienne.

Résolution pour habilitier le Conseil à apporter des modifications aux statuts

Notre Congrès habilite les prochains Conseils à apporter les modifications nécessaires aux statuts pour permettre la mise en œuvre du principe d'un nombre égal d'hommes et de femmes à tous les niveaux de l'organisation, ainsi que la mise en place d'un Comité sur l'égalité et son mandat.

Changement aux statuts approuvé par le Congrès

Pour inclure sous le point 5 des statuts: Notre objectif est d'avoir un nombre égal d'hommes et de femmes à tous les niveaux de l'organisation. Pour notre mouvement, l'égalité entre les hommes et les femmes relève de la question des droits de l'homme.

Pour assurer la représentation des femmes au sein du Présidium de l'IS tel qu'énoncé dans les statuts, en cas de difficulté, l'ISF sera consulté.



Les derniers vestiges de la démocratie s'effondrent au Venezuela

30 Mars 2017

La décision que vient d'adopter la Cour suprême de justice (TSJ) du Venezuela, déclarant que l'Assemblée nationale de ce pays, soit ni plus ni moins le pouvoir législatif du Venezuela, a enfreint la loi, alors qu'elle annonce également reprendre les fonctions de ce pouvoir de l'État, est la négation même, sinon plus, c'est un coup fatal porté aux derniers vestiges de la démocratie dans cette nation d'Amérique latine.

La démocratie n'existe que lorsque s'opère une claire séparation des pouvoirs de l'État, ce qui a été mis à mal depuis un certain temps déjà, en témoignent les Vénézuéliens, alors que les libertés et les droits ont été restreints, accentuant les effets d'une grave crise politique, sociale, humanitaire, de sécurité humaine et de santé, qui a inexorablement frappé les citoyens de ce pays du fait d'une gestion insuffisante, autoritaire, centrée sur elle-même et indifférente aux souffrances provoquées par ses actions.

Alors que l'opinion publique internationale s'est tenue au fait des efforts déployés par des organisations multilatérales telles que l'OEA, l'Organisation des États américains, pour préserver un minimum de référents et le respect des valeurs et principes partagés aujourd'hui non seulement entre les peuples de l'Amérique latine et des Caraïbes, mais également à travers le monde entier, les démocrates de tous les continents ne peuvent aujourd'hui tolérer la concentration des pouvoirs observée au Venezuela, les atteintes aux droits de ses citoyens, l'existence de prisonniers politiques et les pénuries qui frappent mortellement la population de cette nation, jour après jour.

L'Internationale Socialiste, face à la grave situation que connaît aujourd'hui le Venezuela, condamne et dénonce fermement et avec conviction la décision de la Cour suprême, dont la composition a déjà été sérieusement remise en cause à la fin du mandat de la précédente Assemblée, et se joint à la demande formulée par les forces démocratiques du Venezuela pour le rétablissement immédiat de la séparation des pouvoirs de l'État dans ce pays, conformément à sa Constitution. Elle appelle à la fin du mépris, des obstacles et des entraves pour que l'Assemblée nationale, élue par tous les citoyens vénézuéliens, puisse assumer à nouveau et sans plus attendre ses fonctions législatives, et bénéficier d'une pleine reconnaissance de l'immunité parlementaire de ses membres ; à la libération immédiate de tous les prisonniers politiques sous les verrous du régime depuis des années déjà, puisqu'il ne peut y avoir de démocratie en présence de prisonniers politiques ; et à la mise en place de toute urgence d'un calendrier électoral, puisqu'en démocratie, c'est le peuple qui choisit ses dirigeants lors d'élections qui doivent être justes et libres, et convoquées régulièrement.

Au cours des dernières décennies, alors que des citoyens des quatre coins de la planète, autrefois sans voix ni votes, ont ouvert la voie et donné une légitimité, avec volonté et espoir, à des systèmes politiques qui permettent de construire et de préserver la démocratie, personne, nulle part, ni même au Venezuela, ne peut aujourd'hui prétendre échapper, occulter ou fuir ses obligations et affirmer que le reste du monde n'a pas son mot à dire.

Pour l'heure, le gouvernement du Venezuela et Nicolás Maduro ont une énorme responsabilité à assumer et doivent agir aujourd'hui, et pas demain.

La démocratie est préservée et avance uniquement aux côtés du peuple et de ses institutions

2 Avril 2017

Les récentes manifestations de violence, qui ont éclaté ces derniers jours dans la vie politique du Paraguay, ont provoqué de vives préoccupations dans la région et la communauté internationale, et ont révélé une vérité déjà bien ancrée, à savoir que la démocratie n'est préservée et n'avance qu'aux côtés du peuple et pour la nation, dans le respect plein et entier de ses institutions.

Les discussions et le traitement des amendements constitutionnels visant à modifier le régime de non réélection du chef de l'État, en vigueur depuis 1992 après la fin d'une longue période d'autoritarisme sous le général Stroessner, a mis à mal, sur un sujet aussi sensible que celui-ci, gravé dans les esprits et la mémoire historique des citoyens de ce pays, la transparence nécessaire, l'échange franc et ouvert vis-à-vis de l'opinion publique et le respect des règles parlementaires en vigueur. C'est pourquoi, à l'heure actuelle, le Paraguay doit déplorer, tout comme la communauté démocratique internationale, les graves manifestations de violence au cours desquelles le jeune dirigeant du PLRA, Rodrigo Quintana, a perdu la vie tragiquement et le député Edgar Acosta a été victime d'une agression choquante, le laissant grièvement blessé par balle, aux côtés d'un grand nombre de blessés, des suites d'un recours excessif aux forces de police et aux détentions lors de troubles auxquels ont participé un grand nombre de manifestants, dans des circonstances qui ne pourront en aucun cas être justifiées, mais dont l'origine est à trouver dans l'inquiétude des citoyens face à la manière dont ce processus de réformes constitutionnelles a été mené.

L'Internationale Socialiste, tout en condamnant les graves actes de violence et le recours excessif, et dans ce cas criminel, aux forces de police, lance un appel aux autorités gouvernementales du Paraguay à agir dans le respect et pour la préservation du cadre institutionnel de la démocratie, à respecter les droits et la vie des acteurs politiques de l'opposition, à respecter les normes en vigueur au sein de l'État de droit ainsi que les normes qui réglementent la vie politique et démocratique du pays, existantes aujourd'hui grâce aux efforts et aux sacrifices de tant de Paraguayens qui ont lutté génération après génération pour les droits et les libertés de tous leurs concitoyens. Nous appelons également à encadrer le débat national et les agissements des institutions politiques de l'État et de leurs responsables, dans un esprit d'ouverture, de transparence et à la hauteur de la responsabilité historique qui incombe aujourd'hui à ceux qui tiennent entre leurs mains le destin de cette nation, celle de ne jamais faire revivre le passé.

L'IS à la 136e Assemblée de l'UIP à Dhaka, Bangladesh

2 Avril 2017



À l'occasion de la 136e assemblée de l'Union interparlementaire (UIP) organisée à Dhaka, Bangladesh, du 1^{er} au 5 avril 2017, l'Internationale Socialiste a tenu une réunion de parlementaires participant à l'assemblée et issus de notre famille politique mondiale. Présidée par le Secrétaire général de l'IS, des représentants de tous les continents étaient présents à la réunion, convoquée le 2 avril, pour échanger leurs points de vue sur des questions clés abordées lors de cette assemblée de l'UIP, et partager des informations sur les événements et les sujets de préoccupation affectant leur pays.

L'IS proteste contre le dernier enlèvement et détention de Mikalai Statkevich

29 Avril 2017

L'Internationale Socialiste proteste vigoureusement contre le dernier enlèvement de Mikalai Statkevich, leader du Parti social-démocrate du Bélarus NH, un parti membre de l'IS, par les agents de sécurité du gouvernement, et sa détention en amont des célébrations du 1er mai prévues à Minsk. Depuis sa soudaine disparition, hier, il aurait été condamné en secret et placé en détention pendant cinq jours.

Rappelant son violent enlèvement le mois dernier, de même que celui d'autres membres du BSDP-NH, il est clair que ces actes récurrents d'intimidation et de violence perpétrés par le régime ne dissuaderont pas l'opposition démocratique, ni même aucun citoyen du Bélarus, d'exiger la pleine jouissance de ses droits et libertés.

La détention de prisonniers politiques, partout dans le monde, est un crime face auquel notre Internationale ne restera jamais silencieuse. Notre voix mondiale est unie dans un appel à la libération immédiate de Mikalai Statkevich, et de tous les prisonniers politiques détenus illégalement au Bélarus.

Le Secrétaire général de l'IS contraint par le régime de Kabila à quitter la RDC

15 Mai 2017

Sur invitation de la direction de l'UDPS de la République démocratique du Congo, le Secrétaire général de l'IS, Luis Ayala, est arrivé à Kinshasa ce vendredi 12 mai en vue de transmettre la solidarité de l'Internationale Socialiste avec le parti et la famille de leur défunt leader, Etienne Tshisekedi, et pour exprimer le soutien de l'organisation à leurs efforts et à ceux des autres forces politiques engagées dans la promotion d'une transition démocratique dans le pays. Toutefois, dès son arrivée, des agents du régime l'attendaient à l'aéroport pour s'assurer qu'il n'entrerait pas sur le territoire et, sans égard pour ses protestations, lui ont confisqué son passeport et l'ont forcé à retourner dans l'avion qui venait de le déposer. Cette action du gouvernement de Kabila, que l'Internationale Socialiste condamne, révèle une fois de plus la réalité dans laquelle vivent aujourd'hui le peuple de la République démocratique du Congo et l'opposition politique.

La situation du pays s'est considérablement détériorée depuis les récents événements qui ont vu le gouvernement se retirer des accords politiques signés en décembre dernier avec les principales forces de l'opposition, et dont l'objectif était de ramener enfin la démocratie et la paix au Congo.

Des éléments clé de l'accord n'ont pas été honorés par le Président Kabila, tels que la formation d'un gouvernement d'union nationale par intérim, après que les élections n'ont pas été convoquées à l'approche de l'échéance de son mandat présidentiel l'année dernière, et la récente nomination d'un Premier Ministre sans le consentement de l'opposition. Les conséquences du non-respect des accords et de l'absence de perspective de progrès sont nombreuses, dans un climat politique déjà tendu dans le pays, et ont mené au retrait de la Conférence épiscopale du Congo (CENCO) en tant que facilitateur du dialogue entre le gouvernement et l'opposition.

Au cœur de ces événements politiques, une question centrale à l'esprit de millions de citoyens congolais concerne l'attitude du régime suite au décès en février dernier à Bruxelles d'Etienne Tshisekedi, le très respecté leader de l'opposition, ancien Premier Ministre, président de l'UDPS, un parti membre de l'IS, qui fut nommé à la tête d'un Conseil créé pour superviser les accords. Le gouvernement n'a cessé de faire obstacle au rapatriement et à l'inhumation de sa dépouille à Kinshasa, laissant des millions de personnes dans l'attente. Le vendredi 12 mai était la troisième date retenue pour ce faire, elle fut par la suite annulée, à l'instar d'autres tentatives en février et en mars dernier, à cause d'entraves dressées par le régime.

L'Internationale Socialiste, qui déplore profondément la position adoptée par le Président et son gouvernement, continuera à suivre attentivement les événements politiques en République démocratique du Congo et à soutenir tous ceux qui luttent pour leur liberté et leurs droits afin de construire une démocratie qui œuvre pour tous les citoyens.

Solidaire avec Manchester

23 Mai 2017

L'ensemble de la famille mondiale de notre Internationale condamne avec la plus grande fermeté l'attentat haineux et abominable perpétré la nuit dernière contre des enfants et des familles venus écouter un concert de musique à Manchester.

Viser des enfants, les civils les plus innocents qui soient, de manière aussi directe, est innommable et il est effroyable de compter des enfants d'à peine 8 ans parmi les 22 victimes qui ont perdu la vie.

À l'instar de tous les attentats terroristes, les effets de cette atrocité n'ont servi qu'à unir davantage les peuples, les communautés et les nations entre eux contre de tels auteurs. Cet acte renforce notre détermination à venir à bout du terrorisme et ne jamais fléchir notre ferme intention de vaincre ceux qui tentent de détruire nos démocraties, et de nous priver de nos droits et libertés.

L'Internationale adresse ses plus sincères condoléances aux familles et aux victimes de l'attentat, à l'ensemble du peuple de Manchester et du Royaume-Uni.

L'IS réprovoque la condamnation du député de l'opposition

Enis Berberoğlu

16 Juin 2017

L'Internationale Socialiste condamne sévèrement l'accusation et l'arrestation de Enis Berberoğlu, un député du CHP, un parti membre de l'IS, pour avoir prétendument révélé des informations sur l'envoi secret d'armes à la Syrie par l'agence de renseignement turque MIT.

Notre Internationale déplore vivement ce dernier acte du régime de Erdoğan visant à bâillonner l'opposition et réaffirme son plein appui à, ainsi que toute sa solidarité avec ses membres en Turquie. L'Internationale Socialiste reste solidaire avec le leader du CHP, Kemal Kılıçdaroğlu, alors qu'il entreprend, aux côtés d'autres membres de l'opposition, une marche de protestation de Ankara vers Istanbul réclamant la justice.

Profondément préoccupée par la détérioration grave et continue des droits de l'homme et des libertés en Turquie, suite aux répressions qui ont débuté en juillet dernier après la tentative de coup d'État, l'Internationale Socialiste élève la voix contre de tels actes d'injustice et d'intimidation, contre l'absence de liberté d'expression, l'absence d'immunité parlementaire, et l'absence de système judiciaire indépendant. Nous exhortons les autorités à pleinement respecter les droits de son peuple et à libérer tous les parlementaires détenus, ainsi que la multitude d'autres citoyens injustement mis sous les verrous pour des raisons politiques.

Réunion du Conseil de l'IS aux Nations Unies à New York
Renforcer le multilatéralisme pour la paix
11-12 Juillet 2017



Les 11 et 12 juillet 2017, le Conseil de l'IS a tenu sa première réunion après le XXVe Congrès, retournant au siège des Nations Unies pour deux jours de discussions sur le renforcement du multilatéralisme, la réaffirmation des valeurs sociales-démocrates et la défense de la démocratie.

À l'occasion de ce Conseil, l'IS se réunissait pour la première fois aux Nations Unies depuis l'élection du nouveau Secrétaire général de l'ONU, António Guterres. Ancien président de l'IS, M. Guterres a participé en tant qu'invité spécial à la séance d'ouverture, à l'occasion de laquelle il a exposé sa vision des travaux de l'ONU avant de laisser place aux commentaires et questions des délégués sous la forme d'un dialogue interactif.

Introduisant António Guterres à l'ouverture de la réunion, le Secrétaire général de l'IS, Luis Ayala, a exprimé la satisfaction de tous ceux présents d'avoir l'occasion d'entendre directement les vues du Secrétaire général de l'ONU, en particulier en ce moment pour l'organisation de commencer une nouvelle période inter-congrès au cours de laquelle l'IS continuera à travailler pour trouver de solutions aux mêmes défis mondiaux auxquels sont confrontées les Nations Unies. Il a adressé ses félicitations à M. Guterres pour son nouveau rôle et ses plus chaleureux remerciements pour sa volonté à venir et engager une conversation avec les membres de la famille politique sociale-démocrate mondiale.

António Guterres s'est dit satisfait de pouvoir prendre part à cette réunion du Conseil de l'IS et de partager les préoccupations globales avec cette organisation politique. Il a perçu un manque de confiance dans le monde, entre les peuples, pays et institutions, lié aux difficultés associées à la mondialisation. Le programme 2030 de l'ONU s'inscrit dans la volonté de rendre la mondialisation plus équitable et de garantir que personne n'est laissé pour compte. Il a souligné l'importance du travail des organisations multilatérales, qui doivent être renforcées pour relever les défis tels que les

changements climatiques, exacerbant de nombreuses autres difficultés auxquelles le monde fait face.

À la suite de ses remarques introductives, le Secrétaire général de l'ONU a répondu aux commentaires et questions des participants au Conseil. Les délégués représentant les partis du monde entier ont attiré l'attention sur des questions d'envergure telles que les droits des réfugiés et les migrations, l'égalité des genres, les changements climatiques et le règlement des conflits en cours. Le Secrétaire général a répondu aux préoccupations des délégués d'une perspective à la fois personnelle et institutionnelle, rappelant sa détermination à promouvoir la paix et les efforts de réconciliation, la parité des sexes et les mécanismes des droits de l'homme, tout au long de son mandat.

Le Président de l'IS George Papandreou a remercié António Guterres, et déclaré que son élection a insufflé un nouvel esprit aux Nations Unies, apportant de l'espoir en cette époque difficile pour le monde. Il a noté qu'en dépit du fait que le Secrétaire général de l'ONU ne peut être partisan, les sociaux-démocrates ont l'occasion et la responsabilité de faire entendre leur voix sur les questions qu'il a soulevées, et a appelé les sociaux-démocrates à réaliser ce qu'ils pouvaient par le dialogue, l'amitié et la compassion.

Avant l'ouverture des discussions sur les principaux thèmes à l'ordre du jour, le Conseil a été informé des derniers événements en Espagne, où le parti membre de l'IS, PSOE, a élu Pedro Sánchez comme leader, avec un mandat renforcé. M. Sánchez a été dûment désigné, par acclamation, pour occuper le poste revenant à son parti au Présidium de l'IS, puis il a pris la parole en tant que vice-président de l'IS nouvellement élu, formulant un discours liminaire dans lequel il a évoqué l'histoire partagée par le PSOE et l'IS, et a lancé un appel à proposer une vision alternative de la mondialisation, eu égard aux changements climatiques, inégalités et défis à la paix et à la démocratie.

Les discussions au sujet du premier thème, « *Renforcer le multilatéralisme pour la paix* » ont abordé la question des processus de paix et de résolution des conflits en vigueur dans de nombreuses régions du monde, à des degrés de réussite variables. Il a été porté à la connaissance du Conseil que, depuis le XXVe Congrès de l'IS en Colombie, de formidables étapes ont été franchies dans ce pays, avec la remise de toutes armes par les FARC, reçues par les Nations Unies. Des perspectives au sujet de très nombreux conflits non résolus dans diverses régions du monde ont été exposées par ceux qui œuvrent directement pour la paix, y compris sur la situation en Iraq, en Syrie et dans la région du Kurdistan, en Moldavie et en Transnistrie, dans la région des Grands Lacs, à Chypre, en Inde et au Pakistan, en Turquie, au Sahara occidental, en Azerbaïdjan et en Arménie, et en Israël-Palestine. Un élément commun à ces interventions est le besoin de faire de l'IS le chef de file des efforts multilatéraux pour asseoir les parties aux conflits à la table des négociations et promouvoir la paix.

Le deuxième thème principal de la réunion était « *Réaffirmer nos valeurs et politiques pour le changement dont nous avons besoin* ». Les orateurs s'exprimant sur cette question se sont tous accordés à reconnaître que les socialistes et les sociaux-démocrates doivent faire montre de plus de fermeté quant à la promotion des valeurs et politiques porteuses de changement positif pour les plus vulnérables de la planète, et opérer une distinction plus nette entre les propositions tournées vers l'avenir des partis sociaux-démocrates et les alternatives conservatrices et réactionnaires.

Sur la question de la démocratie, l'attention a été portée sur le besoin de relever les défis posés à la démocratie dans diverses parties du monde, sous le thème principal « *Défendre et protéger la démocratie là où elle est niée ou menacée* ». Les orateurs de nombreux pays souffrant d'un déficit démocratique ont fait part de leurs expériences et des enjeux auxquels ils sont confrontés.

Étant la première réunion de la période inter-congrès, le Conseil avait également la tâche d'établir les organes de travail de l'IS. Les membres des comités statutaires de l'IS étaient dûment élus, conformément au principe d'équilibre régional et en veillant à représenter l'ISF au comité Éthique et au comité des Finances et d'Administration. Les comités régionaux pour l'Afrique, l'Asie-Pacifique, l'Amérique latine et les Caraïbes, le CES, le Caucase et la mer Noire et la Méditerranée ont été rétablis et éliront leur présidence et vice-présidence à l'occasion de leur première réunion. Le Conseil a avalisé le rétablissement du Comité Moyen-Orient de l'IS alors que de nouvelles initiatives et un nouvel élan au processus de paix font gravement défaut. Le Conseil a également créé un comité pour les migrations et les réfugiés.

Le Conseil a par ailleurs donné son accord à la poursuite des travaux de la Commission de l'IS sur les inégalités dans l'économie mondiale pendant la prochaine période inter-congrès. Tout au long du Conseil, un certain nombre d'interventions ont rappelé qu'en dépit de la conclusion réussie de l'Accord de Paris, beaucoup reste à faire en matière de changements climatiques. Afin que l'IS accompagne ce processus et donne suite aux travaux de la Commission de l'IS pour une société mondiale durable, effectués quelques années auparavant, une Commission sur la question des changements climatiques et de l'énergie a été créée.

Dans la droite ligne de la décision du XXVe Congrès, le Conseil de l'IS continuera à s'impliquer dans la mise en œuvre du principe de parité des sexes au sein de l'organisation, renforcera le comité sur l'Égalité et définira sa composition et son mandat à l'occasion de la prochaine réunion du Conseil.

Le Conseil a agi en conformité avec le mandat spécifique délivré par le XXVe Congrès en vue de combler les postes vacants du Présidium de l'IS, dans le respect des normes statutaires en matière de genre et d'équilibre régional. Ont été élus pour occuper une vice-présidence de l'IS Janira Hopffer Almada (PAICV, Cap Vert), Shazia Marri (PPP, Pakistan) et Bokary Treta (RPM, Mali).

À sa clôture, le Conseil a adopté un certain nombre de résolutions et de déclarations au sujet des points débattus sous les différents thèmes inscrits à l'ordre du jour sous une perspective mondiale et au sujet de situations spécifiques préoccupantes pour les partis membres de l'IS.

Le Conseil a décidé que sa prochaine réunion se tiendra en Espagne sur invitation du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et de son leader Pedro Sánchez, à la fin novembre 2017.

Déclarations et résolutions, Réunion du Conseil de l'IS, New York 11-12 Juillet 2017

Déclaration sur les actions à mener pour lutter contre les changements climatiques

Original : anglais

L'Internationale Socialiste a un engagement de longue date envers la lutte mondiale contre les changements climatiques, une question qui a été au cœur de l'agenda du Conseil et du Congrès de l'IS, et constituait l'axe essentiel des travaux de la Commission pour une société mondiale durable entre 2007 et 2011. Parallèlement, l'IS et ses partis membres ont fait partie de ceux qui ont travaillé sans relâche au succès des négociations sous les auspices de la Convention-cadre des Nations Unies pour les changements climatiques (CCNUCC). La finalisation et l'approbation de l'Accord de Paris en décembre 2015 a été accueillie avec enthousiasme par l'IS, comme un signe du consensus régnant entre tous les pays du monde au sujet de la menace sérieuse et

immédiate que représentent les changements climatiques, et de la reconnaissance qu'une action concertée de l'ensemble des pays s'impose pour lutter contre leurs causes.

Au vu de la récente notification de l'actuel gouvernement des Etats-Unis de son intention de se retirer de l'Accord de Paris, le conseil de l'IS réitère sans équivoque son intention non seulement d'honorer ses engagements pris à la COP21, mais également d'aller au-delà de ce qui a été convenu, afin de s'assurer que l'augmentation de la température mondiale puisse être limitée à 1,5°C. Le Conseil regrette que l'administration actuellement à la tête des Etats-Unis ait jugé opportun de se soustraire à ses obligations, proportionnelles à son statut de premier contributeur historique aux changements climatiques.

Le Conseil adresse par ailleurs son soutien plein et entier à ceux qui continuent d'agir pour respecter les engagements souscrits par les Etats-Unis au titre de l'Accord de Paris, à l'échelon des états, des villes et des entreprises individuels qui ont clairement exprimé leur désaccord envers la voie prise par le gouvernement fédéral sur cette question des plus cruciales.

Conformément à ses engagements fondamentaux en la matière, le conseil établit une commission sur la question des changements climatiques et de l'énergie, dont les activités débiteront pendant la période inter-Congrès en cours. Ce groupe œuvrera à la promotion de la vision durable de l'IS pour lutter contre les changements climatiques, tout en veillant à ce que le droit au développement soit protégé. Sur la question de l'énergie, le conseil réitère son engagement en faveur d'un avenir sans carbone et confie à la commission le mandat d'examiner comment y parvenir au mieux, à la fois dans les économies développées et en développement.

Résolution sur le Cameroun

Original : anglais

Les membres de l'Internationale Socialiste, se réunissant à l'occasion du Conseil au siège des Nations Unies à New York City les 11 et 12 juillet 2017, suivent avec une vive inquiétude la crise politique, économique et sociale qui a virtuellement paralysé les deux régions anglophones du Cameroun, où les avocats ont cessé de se rendre au tribunal et les écoles sont restées fermées pendant près d'un an.

La crise est le résultat de décennies de négligence envers, et de marginalisation systématique de la population minoritaire anglophone par le gouvernement du Président Biya. L'IS ne peut rester indifférente à la situation qui prévaut au Cameroun qui, si elle demeure irrésolue, viendrait à menacer la paix et la stabilité de la sous-région d'Afrique centrale.

En conséquence, l'IS exhorte le Président Biya à suivre les recommandations formulées par notre parti membre, le Front social-démocratique, ainsi que par l'envoyé spécial de l'ONU pour l'Afrique centrale, lors de sa visite au Cameroun en début d'année, appelant à la libération de tous les détenus en lien avec cette crise et à reprendre le dialogue avec les leaders de la population anglophone, une première étape cruciale pour entamer le processus de guérison d'une nation de plus en plus divisée.

Déclaration sur Chypre

Original : anglais

Lors du XXVe Congrès et de ses récentes réunions du Conseil, l'IS a enjoint les leaders chypriotes grecs et chypriotes turcs à poursuivre les pourparlers de paix en vue de dégager dès que possible une solution fédérale bi-zonale et bi-

communautaire pour Chypre, et a suivi de près les récentes négociations de réunification, clôturées sans conclusion d'accord le 7 juillet dernier.

Tel que convenu par les deux parties de l'île, le status quo actuel n'est pas acceptable à Chypre. En dépit de la clôture infructueuse de la conférence sur Chypre à Crans Montana la semaine dernière, une étape importante a été franchie puisque toutes les parties prenantes étaient présentes et ont exposé leurs points de vue. De ce fait, aucune des parties ne devrait abandonner les efforts déployés pour changer ce status quo. Les points de convergence atteints jusqu'à ce jour ne devraient pas être perdus. Les deux communautés de Chypre méritent de vivre dans un pays en paix, intégré à la communauté internationale. Les Nations Unies et la communauté internationale devraient encourager toutes les parties associées à poursuivre dans cette voie. Jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée, des mesures de rétablissement de la confiance devraient être appuyées en faveur d'une coexistence, d'un rapprochement et d'une consolidation de la paix mutuels dans toute l'île.

Déclaration sur le Guatemala

Original : espagnol

Le Conseil de l'Internationle Socialiste exprime son appui aux processus de renforcement de la justice et de lutte contra la corruption et l'impunité au Guatemala. Les efforts des Nations Unies sont particulièrement valorisés, par le biais de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG), qui contribue directement à la consolidation de la démocratie au Guatemala.

Déclaration sur le Mali

Les participants ont réaffirmé leur soutien et leur attachement à la souveraineté, à l'unité et à l'intégrité territoriale du Mali. Ils ont salué les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issue du processus d'Alger, sous l'autorité de Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar Keita, Président de la République du Mali. Ils appellent l'ensemble des parties signataires maliennes à poursuivre les efforts, en vue du rétablissement de l'autorité de l'Etat du Mali sur l'ensemble de son territoire.

Les participants se sont félicités de l'adoption de la résolution 2359 (2017) du 21 juin 2017 relative à la Force conjointe du G5 Sahel pour lutter contre le terrorisme, la criminalité transnationale organisée et les trafics d'êtres humains. Ils ont appelé la communauté internationale à apporter l'appui urgent et concret nécessaire à cet égard, ils ont insisté sur la nécessité de convoquer sans délai la Conférence de planification des contributions des partenaires bilatéraux et multilatéraux de la région, prévue par la résolution 2359 (2017), afin d'assurer la coordination des efforts d'assistance des donateurs à la FC-G5S.

Résolution sur Puerto Rico

Original : espagnol

Le Conseil de l'IS salue la décision du Comité spécial de la décolonisation des Nations Unies datée du 19 juin 2017, dans laquelle le Comité spécial, une fois de plus et de manière unanime :

- a réaffirmé le droit inaliénable du peuple de Puerto Rico à l'autodétermination et à l'indépendance ;

- a reconnu que la majorité du peuple de Puerto Rico est opposé à la poursuite du régime actuel de subordination politique aux États-Unis ;
- a condamné la décision du gouvernement des États-Unis d'imposer une Junte de supervision fiscale désignée par le Président des États-Unis et exerçant une autorité absolue sur les fonctionnaires élus du gouvernement de Puerto Rico ;
- a reconnu que la Cour suprême des États-Unis s'est formellement prononcée en 2016, désignant le Congrès des États-Unis comme l'autorité ultime sous laquelle est placée Puerto Rico, et que toute concession partielle du gouvernement propre peut être révoquée unilatéralement par ledit Congrès ;
- a pris note que la dernière consultation en date sur le statut politique du 11 juillet 2017 ne s'est pas faite en faveur de la promotion de la décolonisation conformément à la Résolution 1514(15) de l'Assemblée générale, et n'a compté que sur une participation électorale de 23 % ;
- a exhorté le gouvernement des États-Unis à assumer ses responsabilités envers l'accélération d'un processus qui permette au peuple de Puerto Rico d'exercer pleinement son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément au droit international.

Le Conseil de l'IS enjoint également le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, à user de ses bons offices pour qu'il soit donné suite à la demande réitérée dans la décision du Comité spécial du 19 juin 2017 que l'Assemblée générale « examine, largement et sous tous ses aspects, la question de Puerto Rico et se prononce à ce sujet dès que possible ».

Résolution sur la question des réfugiés

Original : espagnol

Le Conseil de l'Internationale Socialiste, réunit au siège des Nations Unies à New York les 11 et 12 juillet 2017, exprime son soutien et sa solidarité envers les réfugiés du monde entier.

Considérant les milliers de vies perdues, en particulier celles d'enfants et de femmes qui, par le refuge, cherchent une alternative aux conflits et aux guerres lors de leurs périples, tant sur terre qu'en mer ;

Considérant la situation que vivent d'innombrables citoyens dans les camps de réfugiés dans le monde entier, en proie à la misère et à la faim.

Exprime par l'entremise de son Conseil mondial, la conviction que tous les réfugiés sont des « citoyens du monde » et qu'à ce titre, constituent une priorité.

Réaffirme son engagement en faveur des soins, de la protection et de l'accompagnement dans cette situation inhumaine qui ravage le monde.

Déclaration sur la Syrie

Original : anglais

La crise syrienne a pris diverses dimensions qui représentent une menace à la paix dans le monde, et par conséquent exige une solution juste et urgente, et la poursuite des efforts de la communauté internationale pour éradiquer le terrorisme.

Les efforts doivent être maintenus afin que toutes les forces démocratiques syriennes soient intégrées aux efforts de paix, tant à Genève qu'à Astana.

Les pays de la région, ainsi que les acteurs internationaux, doivent coopérer dans le but d'un règlement pacifique du conflit qui jettera les bases d'une Syrie ouverte, inclusive et

pacifique, qui garantit la sécurité pour tous et le respect de la diversité d'identité de chaque citoyen. Ensuite seulement, le retour des réfugiés pourra se réaliser et la reconstruction de la Syrie s'accomplir.

Déclaration sur la Turquie

Original : anglais

Le Conseil de l'IS est solidaire envers les milliers de personnes qui ont marché aux côtés du leader du CHP, Kemal Kılıçdaroğlu, lors de sa Marche pour la justice ralliant Ankara à Istanbul, ainsi que les millions d'autres qui ont rejoint le rassemblement à son arrivée à Maltepe. Leurs appels pacifiques aux droits, à la loi et à la justice doivent être entendus.

Le Conseil soutient de tout cœur les demandes du peuple turc pour la justice et la démocratie. Depuis la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016, que nous condamnons, les libertés et les droits des citoyens turcs ont été restreints et bon nombre d'entre eux se retrouvent victimes innocentes d'une répression aveugle qui a mené des milliers de personnes à perdre leur emploi ou à être arrêtées.

Les préceptes fondamentaux du système démocratique ont été pris pour cible, tels que la liberté d'expression, ce que corrobore l'emprisonnement continu de plus de 150 journalistes. La fermeture forcée de plusieurs médias constitue de même une attaque contre un pilier de la démocratie, à savoir la liberté de la presse. L'emprisonnement de parlementaires de l'opposition par le gouvernement de Turquie est une pratique totalement étrangère à toute démocratie, tout comme les procédures judiciaires actuellement menées contre des dizaines de députés. Nous condamnons toutes ces attaques à l'encontre du système démocratique, en particulier la condamnation du député Enis Berberoğlu, du parti membre de l'IS, CHP, à 25 ans de prison.

Le Conseil de l'Internationale Socialiste réitère son soutien et sa solidarité envers l'opposition démocratique en Turquie, eu égard aux actions visant à supprimer les libertés et les droits fondamentaux menées par le gouvernement turc. Nous avons pleinement confiance que tous ces citoyens turcs, qui résistent pour sauvegarder la démocratie et leur avenir, l'emporteront.

Le Conseil approuve pleinement l'appel de Maltepe pour la justice, lancé au nom de millions d'individus le 9 juillet dernier, et demande instamment la réalisation des dix demandes qui y sont adressées.

Déclaration sur le Venezuela

Original : espagnol

Le Conseil de l'Internationale Socialiste, convoqué au siège des Nations Unies à New York les 11 et 12 juillet 2017 fut l'occasion d'exprimer une fois de plus les préoccupations de l'organisation quant à l'aggravation de la crise humanitaire et l'affaiblissement de la démocratie au Venezuela.

L'Internationale Socialiste, à l'occasion de ses diverses réunions, a reçu des informations et des plaintes dûment corroborées par ses partis membres au Venezuela. L'organisation a engagé sa solidarité et ses bons offices en faveur de la recherche de solutions justes, pacifiques et conformes à l'ordre constitutionnel vénézuélien.

L'Internationale Socialiste réaffirme le besoin de promouvoir, au Venezuela, des changements politiques qui veillent sur les libertés, l'impartialité de la justice et l'autonomie et la séparation des pouvoirs publics, nécessaires au fonctionnement normal de la démocratie. Elle insiste sur le besoin d'ouvrir un couloir humanitaire, de libérer les prisonniers politiques, de reconnaître pleinement l'Assemblée

générale et le chronogramme électoral. En outre, elle juge nécessaire que le gouvernement retire la proposition d'une constituante puisqu'elle s'éloigne des principes constitutionnels et démocratiques.

Le Conseil de l'Internationale Socialiste, réaffirme son engagement à continuer d'appuyer toutes les forces démocratiques au Venezuela.

Le gouvernement au Venezuela précipite la rupture avec la démocratie et accroît la répression et la violence

31 Juillet 2017

L'Internationale Socialiste a suivi avec une vive inquiétude les derniers événements au Venezuela, où le gouvernement de Nicolás Maduro, par un processus contraire à la Constitution en vigueur dans le pays, a convoqué hier une élection visant à élire les membres d'une Assemblée constituante, un scrutin non conforme aux garanties et exigences minimales requises pour garantir sa justesse et des résultats crédibles. Ce scrutin a par ailleurs été marqué par la répression et la violence qui ont coûté la vie à plus d'une dizaine de Vénézuéliens hier, qui viennent s'ajouter aux cent vingt victimes ayant perdu la vie sous le coup de la répression lors des manifestations de ces derniers mois.

Face à l'absence de légitimité de la voie empruntée par le gouvernement du Venezuela, l'Internationale Socialiste, tout en condamnant cette grave rupture de l'ordre démocratique, réitère aujourd'hui sa profonde solidarité envers tous les citoyens qui souffrent des conséquences de la grave crise politique, économique, sociale et humanitaire que connaît le pays depuis déjà un certain temps et qui ne fera que s'enliser et empirer tant que cette nation s'éloignera de la bonne gouvernance et du respect et de la reconnaissance des institutions de la démocratie.

Dans les circonstances actuelles, le Venezuela se trouve à un moment charnière de son histoire et personne ne pourra nier l'immense responsabilité du Président Nicolás Maduro et des membres de l'actuel gouvernement. Aujourd'hui, aux dernières limites d'un point de non-retour, le pays doit de toute urgence retrouver sa capacité à reconnaître la diversité qui va de pair avec la vie politique en démocratie, sous peine de continuer à s'enfoncer dans l'autoritarisme et la répression dont nous avons été témoins ces derniers jours.

Le Venezuela, qui a toujours été un allié dans l'histoire des luttes pour la démocratie et pour la liberté en Amérique latine contre les dictatures du passé, ne mérite pas un tel destin.

Le gouvernement du Venezuela doit respecter la vie, la liberté et les droits de tous ses citoyens et doit immédiatement remettre en liberté l'ensemble des prisonniers politiques ; ce gouvernement doit écouter ceux qui ont une opinion qui contribue à la coexistence démocratique, à commencer par ceux qui ont été dûment élus pour ce faire, les membres de l'Assemblée nationale, élus en décembre 2015 et dont le mandat s'achève en 2021 ; le gouvernement doit respecter et reconnaître le mandat confié par le peuple à l'Assemblée nationale ainsi que toutes ses facultés telles que le prévoit l'ordre international.

En cette heure critique pour le Venezuela, l'Internationale Socialiste est aux côtés de son peuple et lance un appel à la communauté internationale à agir de manière déterminée pour préserver sa liberté et tous ses droits face à la difficile croisée des chemins qui s'offre à lui aujourd'hui.

L'Internationale Socialiste restera en contact avec ses partis membres au Venezuela ainsi qu'avec la Table pour l'unité démocratique (MUD) afin de continuer à soutenir leurs efforts en faveur de la démocratie et de la paix.

Il est temps que la Charte démocratique soit appliquée au Venezuela

18 Août 2017

L'Internationale Socialiste condamne énergiquement la décision du régime vénézuélien d'usurper les pouvoirs de l'Assemblée nationale, l'organe où siège le pouvoir législatif de ce pays.

Cette décision anticonstitutionnelle et illégitime non seulement ignore la volonté du peuple vénézuélien exprimée dans les urnes lors des élections de fin 2015, à l'occasion desquelles ses membres furent élus, mais place sans aucune équivoque et de manière irréfutable le peuple vénézuélien sous un régime autoritaire et dictatorial.

Dans ces circonstances, et au risque de devoir faire face à une situation interne insoutenable de violations continues des droits de l'homme et des libertés fondamentales du peuple vénézuélien, la communauté internationale doit agir de manière résolue et de toute urgence, par la raison et non par la force, pour empêcher que ne soit perpétré le délit par les autorités vénézuéliennes qui cherchent à retirer à son peuple ses droits et libertés, et se mobiliser pour appliquer le droit à protéger au cas du peuple vénézuélien.

Dans ce contexte, nous lançons également un appel à l'Organisation des États américains, OEA, à agir immédiatement en faveur de l'application de la Charte démocratique au Venezuela.

La défense de la démocratie en Amérique latine et aux Caraïbes, tout comme dans d'autres régions et sur d'autres continents, doit être une priorité partagée en politique et par tous ses acteurs.



L'IS en Angola pour observer les élections

23 Août 2017

Le candidat du MPLA à la Présidence de la République, João Lourenço, reçoit les observateurs internationaux



Le Président João Lourenço avec le Secrétaire Général de l'IS, Luis Ayala





Secrétaire Général de l'IS en Angola

L'IS appelle à protéger le peuple Rohingya au Myanmar

8 Septembre 2017

L'Internationale Socialiste a suivi avec une préoccupation croissante la grave détérioration de la situation dans l'état de Rakhine au Myanmar. Un regain de violences a provoqué de nombreuses morts et le déplacement de plusieurs milliers de membres de la minorité Rohingya dans ce pays, aggravant la crise humanitaire. Les réfugiés Rohingya qui ont réussi à fuir vers le Bangladesh ont relaté les massacres dans leurs villages et la mise à feu de centaines de maisons par les militaires birmanes, dans le but de contraindre la population civile Rohingya à quitter cette zone, en ayant recours à la force.

Le gouvernement et les autorités du Myanmar ont la responsabilité morale et juridique de garantir la sécurité et la sûreté de tous ceux vivant dans le pays, indépendamment de leur origine ethnique et de leur religion, et l'IS exhorte le gouvernement à coopérer dès à présent avec les Nations Unies pour permettre à l'aide d'arriver jusqu'à ceux qui en ont le plus besoin. La réticence des autorités birmanes à autoriser l'accès aux observateurs indépendants aux zones affectées de l'état de Rakhine jette le doute sur leur déni de toute responsabilité dans les actes de violence et de destruction. L'IS appelle en particulier la conseillère d'État Aung San Suu Kyi à faire preuve de leadership moral et à exercer son influence et son autorité afin de mettre un terme à la souffrance des Rohingya.

Alors que la crise s'accroît, la communauté internationale doit également assumer sa responsabilité envers la minorité Rohingya au Myanmar, en renforçant la pression exercée sur le gouvernement birman pour que les mesures nécessaires soient prises pour mettre un terme aux violences et accorder au peuple Rohingya la jouissance de ses droits fondamentaux. Ceux qui ont été forcés de fuir vers les pays voisins, y compris les 120 000 personnes qui ont franchi la frontière du Bangladesh au cours des deux dernières semaines, doivent être assurés de recevoir une aide humanitaire et un soutien jusqu'à ce qu'ils puissent rentrer chez eux.

L'IS s'est prononcée, sans relâches, en faveur de la défense des droits du peuple Rohingya au Myanmar, un sujet qui a été abordé à la fois par le Comité pour les migrations et par le XXVe Congrès de l'IS, qui s'est tenu à Carthagène au début de cette année. Elle a pu entendre directement des représentants des Rohingya le récit de leur calvaire actuel et historique. L'IS réitère aujourd'hui son appel, lancé au XXVe Congrès, au leadership et au gouvernement du Myanmar à enrayer immédiatement les persécutions et les violations des droits de l'homme à l'encontre des Rohingya et à

ouvrir un véritable dialogue pour veiller au respect des droits de leur minorité et répondre à leur besoin d'être reconnus et respectés en tant que citoyens à part entière.

Réunion du Présidium de l'IS et Chefs d'État et de Gouvernement, Nations Unies, New York, 2017

21 Septembre 2017



Le Présidium de l'Internationale Socialiste s'est réuni au siège des Nations Unies à New York le 21 septembre 2017 à l'occasion de sa réunion annuelle au cours du segment de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies. Les principaux points à l'ordre du jour de cette réunion étaient la recherche et le maintien de la paix et de la sécurité internationales ainsi que la promotion d'une croissance économique soutenue et du développement durable, questions qui sont au cœur du travail de l'IS et de ses membres. À l'instar des années précédentes, les membres du Présidium ont été rejoints par un certain nombre de chefs d'État et de gouvernement des partis membres de l'IS, des hauts représentants des partis membres de l'IS au gouvernement et des invités. L'essence des discussions et les perspectives entendues sur les questions à l'ordre du jour ont été reprises dans la déclaration publiée à la suite de la réunion.

La réunion s'est ouverte sur une expression de sympathie et de solidarité envers les victimes du séisme majeur qui a frappé la ville de Mexico deux jours avant la réunion, et ceux qui ont été et sont toujours sur la route de puissants ouragans qui ont semé la destruction dans les Caraïbes. En présentant l'ordre du jour de la réunion, le président de l'IS George Papandreou a souligné l'importance des Nations Unies pour les sociaux-démocrates qui veulent et ont besoin d'un monde basé sur les valeurs de la coopération. Le secrétaire général de l'IS, Luis Ayala, a introduit les discussions, ajoutant qu'en tant que la plus grande famille politique au monde, avec près de 50 partis membres au gouvernement, l'IS a une capacité unique d'influence sur le débat mondial à l'égard de ces questions.

Sur le thème de la paix internationale, le Présidium a examiné avec attention la menace à la stabilité régionale et mondiale que représente la Corée du Nord. Rejoignant la

réunion pour ces discussions, Kevin Rudd, ancien premier ministre australien et président de l'*Asia Society Policy Institute*, a présenté son point de vue en tant qu'expert sur les futurs scénarios envisageables et les moyens permettant d'atteindre une solution diplomatique. M. Rudd a défini le cadre d'une initiative diplomatique en vue d'apaiser les tensions dans la péninsule coréenne et de mettre fin au programme nucléaire de la Corée du Nord. La première étape serait que l'Accord d'armistice coréen puisse devenir un traité de paix et une reconnaissance officielle du Nord par les Etats-Unis. Ceci s'accompagnerait de garanties de sécurité extérieures apportées à l'État et au régime de Corée du Nord par la Chine, les Etats-Unis et la Russie, suivies par un retrait progressif de l'armée américaine en Corée du Sud basé sur l'élimination vérifiable de l'arsenal nucléaire.

Les membres du Présidium ont eu l'occasion d'exprimer leurs propres opinions sur la situation lors de débats approfondis, ainsi que leur solidarité envers les autres peuples et pays de la région directement affectés. La rhétorique controversée et défiante de la Corée du Nord et de l'administration américaine a provoqué de vives inquiétudes, tout comme le potentiel développement par la Corée du Sud et le Japon de leur propre dissuasion nucléaire en réponse aux menaces de la RPDC. Le sentiment général était qu'il faut faire preuve de créativité et d'optimisme, être ambitieux pour la paix et encourager le rôle que pourrait jouer l'ONU pour faciliter un gel du conflit.

Les manières dont l'insécurité et les conflits affectent un certain nombre de pays où les partis membres de l'IS sont au gouvernement ont été décrites par les chefs d'État et de gouvernement présents. Le Président Alpha Condé de la Guinée a remercié l'IS et ses membres pour leur soutien par le passé lorsque son pays faisait face à la crise Ebola. Il a rappelé l'étendue du problème du terrorisme en Afrique et, en tant que président de l'Union africaine, a souligné le besoin de trouver des solutions africaines aux problèmes africains. Ses idées sur le besoin d'une coopération interafricaine ont été partagées par son homologue du Burkina Faso, le Président Roch Marc Christian Kaboré, qui assistait à sa première réunion de l'Assemblée générale des Nations Unies en tant que chef d'État de son pays. Le Président Kaboré a expliqué que le Burkina Faso était à l'épicentre du terrorisme dans la région du Sahel, et a appelé au soutien de tous les pays et de l'ONU au groupe opérationnel du G5 Sahel nouvellement créé. Il a souligné qu'une action pour éliminer la pauvreté et le chômage des jeunes était indispensable dans la lutte contre la terreur.

Le premier ministre Pavel Filip a expliqué que la Moldavie était un pays jeune avec une histoire de conflits. Il voudrait voir le retrait des troupes étrangères de la région de la Transnistrie, puisque la paix et la sécurité sont des conditions préalables au développement et au succès économique. Une autre perspective a été partagée par le leader chypriote turc Mustafa Akinci, qui a expliqué comment l'occasion d'une véritable solution à un demi-siècle de conflit sous les auspices de l'ONU s'est conclue sans issue positive. Il a exprimé sa détermination à persister dans la quête d'une solution tant que le problème existera.

Les contributions des membres du Présidium sur les thèmes de la réunion ont porté sur les situations dans leur pays respectif et plus largement sur les menaces et les opportunités mondiales. Une vision partagée par bon nombre des participants était que le monde a besoin d'une ONU forte qui œuvre en faveur de principes et de règles communs, avec solidarité et dans le respect des droits de l'homme. Les initiatives multilatérales sont plus importantes que jamais pour régler les conflits, lutter contre la pauvreté et les inégalités, promouvoir le développement durable et garantir l'avenir de la planète par une action concertée sur les changements climatiques.

Les membres du Présidium de l'IS ayant participé à la réunion sont George Papandreou, président de l'IS ; Luis Ayala, secrétaire général de l'IS ; les vice-présidents de l'IS Victor Benoit (Haïti), Elsa Espinoza (Mexique), Eero Heinälouma (Finlande), Janira Hopffer Almada (Cap-Vert), Chantal Kambiwa (Cameroun), Shazia Marri (Pakistan), Attila Mesterhazy (Hongrie), Rafael Michelini (Uruguay), Mario Nalpatian (Arménie), Umut Oran (Turquie), Julião Mateus Paulo (Angola), Alexander Romanovich (Russie), Nabil Shaath (Palestine), Ousmane Tanor Dieng (Sénégal), Bokary Treta (Mali); les président honoraires de l'IS Mustafa Ben Jaafar (Tunisie) et Tarja Halonen, ancienne Présidente de Finlande. Ils ont été rejoints par le Président de la Guinée Alpha Condé, actuel président de l'Union africaine, le Président du Burkina Faso Roch Marc Christian Kaboré, le premier ministre de la Moldavie Pavel Filip, Kevin Rudd, ancien premier ministre australien et président de l'*Asia Society Policy Institute*, Miguel Vargas, ministre des Affaires étrangères de la République dominicaine et président du PRD, Bert Koenders, ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, Mustafa Akinçi, leader chypriote turc, et les représentants du gouvernement du Mozambique et de l'Afrique du Sud.

Declaration

Original : anglais

Ces dernières semaines et ces derniers mois, une série de catastrophes naturelles ont semé la mort et la destruction dans différentes régions du monde. L'IS est solidaire envers tous ceux qui ont souffert de la perte de leurs proches, de biens et de moyens de subsistance, notamment les victimes du tremblement de terre au Mexique, des ouragans majeurs successifs dans les Caraïbes, des coulées de boue au Sierra Leone et d'inondation au Népal, en Inde et au Bangladesh. Bon nombre de ces pays affectés font face à de graves défis économiques et auront donc besoin de l'aide et de la solidarité internationales alors qu'ils cherchent à se reconstruire des suites de ces tragiques événements. Le nombre d'événements météorologiques extrêmes au cours de l'année 2017 révèle également le besoin d'une action concertée pour lutter contre les changements climatiques qui augmentent la probabilité de voir de tels incidents se produire plus fréquemment.

Le maintien de la paix et de la sécurité internationales

Les menaces actuelles à la paix et à la sécurité mondiales sont une vive préoccupation pour les nations du monde entier, et les Nations Unies, en tant que tribune prééminente pour la recherche multilatérale de la paix et de la sécurité internationales, a une tâche cruciale qui l'attend.

La grave situation prévalant dans la péninsule coréenne est un enjeu pour l'ensemble de la communauté internationale. Les armes atomiques développées par le régime nord-coréen représentent une menace majeure à la stabilité et à la paix en Asie et dans le Pacifique, avec répercussions mondiales. Les récentes actions agressives et provocantes de la Corée du Nord déstabilisent davantage la région, rendant manifeste le non-respect par le régime de ses obligations internationales. Le risque de conflit entre les États possédant la capacité de lancer des armes nucléaires est une perspective effrayante. Aucun effort ne doit être ménagé dans le recherche d'une solution diplomatique à cette crise afin d'éviter une potentielle catastrophe.

Tous les efforts pour ramener la paix en Syrie doivent être soutenus, en accord avec les appels réguliers lancés par l'IS en faveur du dialogue et de la négociation, dont les derniers pourparlers tenus à Astana afin d'établir des zones de désescalade en Syrie.

Nous saluons le déclin de la force et de l'influence de Daesh, et la priorité à court terme doit être la fin des violences et des effusions de sang.

À travers tout le Moyen-Orient, les populations victimes de la terreur exigent le soutien et la solidarité de la communauté mondiale. En Iraq, la défaite et le retrait de Daesh doit s'accompagner d'une aide à la reconstruction pour ceux qui sont laissés pour compte dans son sillage.

Au Yémen, la situation humanitaire dramatique doit être abordée. Les frappes aériennes aveugles ont coûté la vie à des milliers de civils, et le conflit armé a laissé près de 20 millions de Yéménites dans le besoin d'une aide humanitaire. Ce conflit mérite la pleine et urgente attention de la communauté internationale. Des rapports crédibles faisant état de violations du droit international et des droits de l'homme doivent faire l'objet d'enquêtes indépendantes.

Le pas vers la réconciliation en Palestine est une avancée encourageante, et l'IS soutien les efforts palestiniens pour renouveler le processus démocratique et convoquer des élections nationales dès que possible. Ceci devrait servir de catalyseur à des efforts concertés pour atteindre la solution des deux États, qui exige la reconnaissance de l'État de Palestine sur la base de ses frontières de juin 1967 avec Jérusalem-Est pour capitale. Tel que préalablement souligné par le Conseil de l'IS, les efforts collectifs de la communauté internationale sont nécessaires pour mettre un terme à l'occupation du territoire palestinien et permettre au peuple Palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination.

Dans la région du Sahel, le Président Ibrahim Boubacar Keita (Mali), le Président Mahamadou Issoufou (Niger) et le Président Roch Marc Christian Kaboré (Burkina Faso) jouent un rôle crucial dans la lutte pour éradiquer la terreur et apporter la sécurité et la stabilité. La mise en place d'un groupe opérationnel conjoint pour lutter contre le terrorisme au Sahel avec les acteurs régionaux clés constitue une évolution positive et l'IS enjoint les partenaires internationaux à apporter leur soutien plein et entier à cette initiative. Il est tout aussi fondamental que l'action militaire contre les groupes terroristes au Sahel soit accompagnée d'une action concertée visant à réduire la pauvreté et le chômage, qui se sont avérés être les meilleurs outils de recrutement des groupes terroristes et extrémistes.

Le Présidium a réitéré l'appel lancé par l'IS pour mettre un terme aux violences dans la province de Rakhine, au Myanmar, où la crise humanitaire sévit des suites d'une grave escalade de la discrimination endurée par le peuple Rohingya. Il a condamné la persécution systématique de cette minorité au Myanmar et a souligné que le gouvernement de ce pays doit donner accès aux observateurs indépendants aux zones affectées afin de vérifier les allégations de pillages, d'exécutions et de déplacements forcés des mains de l'armée. Bien que les attaques perpétrées par l'Armée du salut des Rohingya de l'Arakan doivent être condamnées, la réponse militaire aveugle et disproportionnée contre une communauté marginalisée est absolument injustifiée et va à l'encontre des droits de l'homme fondamentaux. L'ONU et la communauté internationale devraient faire pression sur le gouvernement du Myanmar afin qu'il veille au respect de la primauté du droit, et le Présidium de l'IS a repris à son compte l'appel récemment lancé par le Secrétaire général des Nations Unies en faveur de la suspension de l'action militaire, du droit de retour pour ceux qui ont été forcés de quitter le pays, et de l'autorisation d'acheminer l'aide humanitaire de l'ONU et d'autres organisations internationales.

Les conflits, l'insécurité et les persécutions sont les principales causes des flux migratoires sans précédent dans le monde aujourd'hui. La résolution de la crise mondiale des réfugiés exige beaucoup de compassion et de solidarité, en particulier de

la part de ces pays du monde développé qui ont la capacité d'accueillir ceux qui ont désespérément besoin d'aide.

Une issue positive des pourparlers de paix sur l'avenir de Chypre est nécessaire pour mettre un terme au statu quo inacceptable et récolter les fruits d'une coexistence mutuelle sur l'île. L'IS continue à soutenir les pourparlers visant à atteindre une fédération bizonale et bicommunautaire pour Chypre.

La crise au Venezuela demeure extrêmement troublante, alors que le régime échoue à honorer son devoir démocratique envers ses citoyens, provoquant davantage de difficultés économiques et de souffrances pour le peuple de ce pays. La privation des droits démocratiques des Vénézuéliens doit s'achever, tous les prisonniers politiques doivent être libérés et les pouvoirs du Parlement doivent être reconnus et restaurés. Au Guatemala, l'État de droit doit être maintenu et le secteur judiciaire renforcé. En conséquence, l'important travail de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG) doit se poursuivre sans entraves ni interférences.

La promotion d'une croissance économique soutenue et du développement durable

L'IS reste pleinement engagé en faveur d'une croissance économique qui soit durable sur le long terme, reconnaissant le besoin d'adopter une approche unifiée aux problèmes de pauvreté, d'inégalités et de changements climatiques.

Des efforts concertés sont encore nécessaires pour atteindre l'objectif de zéro faim dans le monde, et la récente progression de la faim mondiale est une évolution préoccupante. L'année dernière, le nombre de personnes sous-alimentées a fortement augmenté pour atteindre les 815 millions, le nombre le plus élevé depuis près d'une décennie. Cette tendance doit être inversée. La dégradation de la situation de sécurité alimentaire dans de nombreuses régions les plus pauvres au monde est directement liée aux conflits et aux chocs climatiques, révélant l'importance de prendre des mesures pour régler les conflits et minimiser les changements climatiques.

Les inégalités économiques constantes au sein et entre les pays et les régions est un problème sérieux et un catalyseur de revendications et de conflits dans toutes les régions du monde. La persistance de la pauvreté est inacceptable alors que les 1 % les plus riches continuent à accumuler toujours plus de richesse.

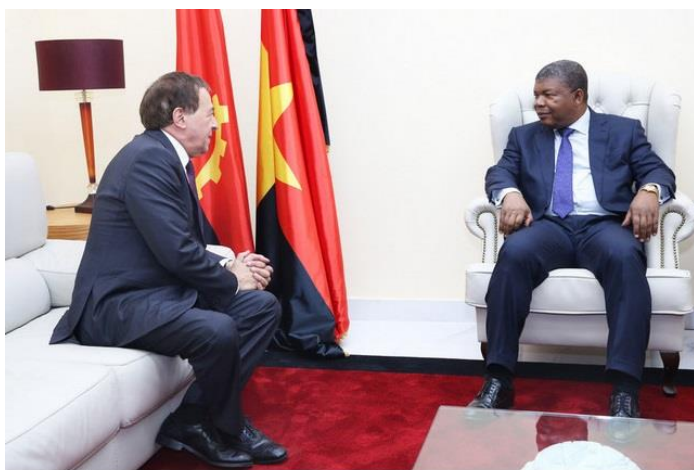
Les changements climatiques représentent toujours la plus grande menace à la prospérité économique, à la sécurité alimentaire et à la future qualité de vie sur cette planète. L'engagement renouvelé de la grande majorité des gouvernements à l'accord de Paris sur les changements climatiques est, à cet égard, à saluer. Ceci envoie un message fort selon lequel il existe une volonté sans faille au sein de la communauté internationale de prendre les mesures nécessaires pour atténuer les changements climatiques anthropomorphiques, qui ne sera pas infléchie par les réticences ou équivoques de différents États membres.

Le caractère indissociable de ces problèmes illustre l'importance des Objectifs mondiaux de développement durable, qui demeurent un élément central des programmes politiques des partis membres de l'IS. L'absence de progrès et dans certains domaines, le recul observé depuis l'adoption des objectifs en 2015, est une source de vive inquiétude. Afin d'atteindre les Objectifs mondiaux à l'horizon 2030, une action concertée doit être menée dans tous les domaines, avec une reddition des comptes et un suivi du progrès réalisé, afin d'identifier les objectifs risquant de ne pas être atteints.

Le rôle des Nations Unies

Face aux nombreuses menaces graves et variées à la sécurité, à la prospérité et à la durabilité, le Présidium de l'IS a renforcé le rôle central que l'ONU doit jouer, à la fois dans le règlement des conflits entre les États membres et dans la réponse à apporter aux problèmes mondiaux qu'aucun pays ne peut résoudre seul. Il n'existe aucune autre organisation intergouvernementale et multilatérale qui puisse se substituer à l'ONU, et il incombe à tous les États membres d'œuvrer dans son cadre pour relever les défis communs auxquels est confrontée l'humanité. Pour que l'ONU réussisse, elle a besoin de davantage d'engagement de ses États membres, et non l'inverse. Une ONU forte et un système de gouvernance mondiale robuste ne devraient pas être perçus comme une menace à la souveraineté nationale, mais bien comme un avantage mutuel pour l'ensemble des pays dans le monde.

Le Secrétaire général des Nations unies, M. António Guterres, a le soutien plein et entier de notre mouvement et de tous ses partis membres alors qu'il œuvre pour défendre les valeurs de la charte de des Nations Unies et promouvoir le multilatéralisme, le règlement des conflits, la paix et le développement durable. Ce sont également les objectifs de la social-démocratie et ils demeureront au cœur de l'agenda de l'IS et de ses partis membres.



PRESIDENT JOÃO LOURENÇO, (ON THE RIGHT) MEETS CHILEAN LUIS AYALA, SG OF THE INTERNATIONAL SOCIALIST
PHOTO: ANTONIO ESCRIVAO

Inauguration de João Manuel Gonçalves Lourenço comme nouveau président de l'Angola

Luis Ayala a parlé à une rencontre avec la presse à la fin d'une audience accordée par le vice-président du MPLA João Lourenço. Le chilien, Luis Ayala, a dit que l'Internationale Socialiste, une organisation dans laquelle le MPLA est un membre de plein droit, est satisfaite de la victoire du parti.

Le SG de l'Internationale Socialiste à Bagdad après le décès du président Talabani

8 Octobre 2017

S.E. Dr Fuad Masum le Président de la République a reçu M. Luis Ayala le Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste, à Bagdad





M. Ayala est venu présenter ses condoléances à l'occasion du décès de l'ancien Président Irakien, fondateur et Secrétaire Général de l'Union Patriotique du Kurdistan, PUK, et ancien Vice-Président et Président Honoraire de l'Internationale Socialiste, Mam Jalal Talabani.



L'IS à la 137^e Assemblée de l'UIP à Saint-Pétersbourg, en Russie

14 Octobre 2017



La 137^e assemblée de l'Union interparlementaire (UIP) s'est tenue à St. Pétersbourg, en Russie, du 14 au 18 octobre 2017. La séance inaugurale a compté sur l'intervention du Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, du président sortant de l'UIP, Saber Chaudhury ainsi que des chefs du Conseil de la Fédération et de la Douma d'État de Russie.

Cette assemblée, le plus grand rassemblement de l'UIP jamais convoqué, a voté comme point d'urgence, la tragédie humanitaire qui touche le peuple Rohingya forcé de fuir le Myanmar, victime de nettoyage ethnique. Les autres thèmes abordés lors des discussions furent la démocratie et les droits de l'homme, la menace des armes nucléaires et le rôle des parlements dans la promotion de la paix. L'assemblée a élu une nouvelle présidente de l'UIP pour les trois prochaines années, Gabriela Cuevas du Mexique.

Dans le cadre de l'assemblée, l'IS a tenu sa réunion habituelle des parlementaires de la famille politique sociale-démocrate en vue d'échanger les points de vue sur les questions clés inscrites aux débats et les décisions devant être prises par l'Assemblée de l'UIP, ainsi que discuter des sujets de préoccupation communs de l'agenda international.

La réunion de l'IS comptait parmi ses participants bon nombre de présidents et de vice-présidents de parlements. Parmi ceux présents étaient des représentants de l'Angola, du Burkina Faso, du Cameroun, du Cape Verde, de Djibouti, de la République dominicaine, de la Finlande, du Ghana, de la Guinée, de l'Italie, du Mali, du Nicaragua, de la Namibie, du Niger, de la Palestine, du Portugal, de la Russie, de l'Afrique du Sud, de la Turquie, de l'Uruguay, du Venezuela, de la Zambie et du Fonds mondial. La réunion fut présidée par le secrétaire général de l'IS.

Les participants ont reçu un rapport de première main du chef de la délégation de Fatah aux pourparlers récemment conclus en Egypte entre le Fatah et le Hamas en faveur d'une réconciliation et de l'unité nationale en Palestine. Ces avancées positives ont été saluées et perçues comme une contribution majeure et un catalyseur de l'avancée du processus dans l'impasse pour la solution des deux États et la paix dans la région. Les participants ont partagé des informations sur les événements survenus dans différentes régions et différents pays, notamment la situation au Sahel et les efforts déployés pour

mettre un terme à la terreur et garantir la paix, avec les contributions des pays de cette région et d'ailleurs. La démocratie a également été un thème fort des discussions, en mettant particulièrement l'accent sur la situation au Venezuela.

Les élections pour plusieurs postes au sein de l'UIP, dont celui de Président, ont fait l'objet de discussions et les participants à la réunion ont eu l'occasion d'entendre les candidats se présentant à l'élection des différentes responsabilités.

Le secrétaire général est revenu sur différentes activités de l'Internationale Socialiste et les travaux à venir suite aux décisions prises lors des derniers Conseil et Congrès, ainsi que sur le travail de l'IS à l'échelle mondiale en faveur de la démocratie, de la résolution des conflits, et en faveur d'une plus grande égalité dans l'économie mondiale.

L'Internationale Socialiste sur le centenaire de la déclaration Balfour

2 Novembre 2017

Il y a cent ans aujourd'hui, lors de la Première Guerre mondiale, le ministre des Affaires étrangères britannique Arthur Balfour a fait part du soutien du gouvernement de son pays à l'établissement d'un « foyer national pour le peuple juif en Palestine », dans une déclaration qui a eu un impact profond sur l'histoire du Moyen-Orient qui a suivi et sur les peuples d'Israël et de Palestine. La promesse de Balfour a ouvert la voie à la déclaration d'un État d'Israël indépendant en 1948 puis à son adhésion en tant que membre des Nations Unies en 1949.

À l'occasion de cet anniversaire et en dépit des conflits, des guerres et des souffrances humaines de ces cent dernières années, nous pouvons apprécier le fait que les aspirations et les besoins d'un peuple ont poussé la communauté internationale à agir en faveur de sa quête d'un État. Les défis demeurent néanmoins pour répondre de manière égale aux aspirations et aux besoins du peuple palestinien, dans l'attente depuis toutes ces années de voir ses droits reconnus et respectés.

L'engagement pris il y a cent ans dans la déclaration Balfour selon lequel « rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine » n'a pas été pleinement respecté, et nombreux de ces droits n'ont cessé d'être érodés. Par ailleurs, la déclaration a clairement omis de mentionner les droits politiques et fut rédigée sans consulter ces communautés anonymes. Le statut inégalitaire octroyé aux populations non-juives par la déclaration Balfour a contribué, au cours des décennies qui ont suivi, à alimenter des conflits non résolus entre Arabes et Juifs dans tout le Moyen-Orient.

L'Internationale Socialiste considère depuis longtemps qu'un règlement juste et durable du conflit israélo-arabe est une condition préalable à la paix régionale au Moyen-Orient, ce qui exige que l'ensemble des droits – civils, religieux *et* politiques – du peuple palestinien soient respectés. Nous ne pouvons y parvenir que par une pleine reconnaissance internationale d'un État palestinien indépendant vivant en paix côte à côte avec Israël sur la base des frontières de juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale. Ceci s'est vu reflété à de nombreuses occasions dans les positions adoptées par l'Internationale Socialiste, avec le soutien de ses partis membres israéliens et palestiniens, rappelant le droit du peuple palestinien à former un État. L'Internationale Socialiste s'est également mise d'accord pour que chacun des partis membres de l'organisation présent dans la formation de son gouvernement national veille à ce qu'il reconnaisse l'État de Palestine.

À ce jour, bien que 136 des 193 États membres de l'ONU aient désormais reconnu l'État de Palestine, ce dernier a le statut d'« État non membre observateur » aux Nations Unies. Il est grand temps pour l'ensemble de la communauté internationale et pour les Nations Unies de prendre des mesures décisives et courageuses, en octroyant non seulement leur reconnaissance tant attendue et inconditionnelle de l'État de Palestine, mais également le soutien nécessaire pour garantir que la viabilité de cet État soit une réalité tangible. Ce n'est que sur cette base que la paix et la sécurité, dans le cadre d'une solution de deux États souverains et démocratiques jouissant du même statut, pourront être atteintes.

Réunion du Comité de l'IS pour l'Amérique latine et les Caraïbes

3-4 Novembre 2017



Une réunion du Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste fut convoquée les 3 et 4 novembre à Saint-Domingue, en République dominicaine, avec le parti membre de l'IS de ce pays, le PRD, pour hôte. À cette occasion, vingt partis de la famille sociale-démocrate de cette région se sont réunis afin de partager leurs réflexions sur les priorités de l'agenda continental, les défis auxquels leurs démocraties font face ainsi que les situations nationales. S'agissant de la première réunion du Comité convoquée depuis le Congrès de Carthagène, il a été procédé à l'élection de ses autorités.

À l'ouverture de la rencontre, le leader du parti hôte et ministre dominicain des Affaires étrangères, Miguel Vargas, a remercié ses camarades pour leur présence et leur a fait part de ce qu'il estime être les principaux défis des forces politiques progressistes en Amérique latine et aux Caraïbes.

En réponse à M. Vargas, le Secrétaire général de l'IS a remercié le PRD et son président pour le chaleureux accueil et a rappelé la longue et très forte relation nouée avec la République dominicaine depuis l'époque où José Francisco Peña Gómez a cimenté la relation entre son parti et l'IS. Il a par ailleurs remercié Miguel Vargas pour sa gestion au cours des dernières années qui a insufflé vie et dynamisme au Comité. Luis Ayala a fait part de sa satisfaction au vu de l'importance revêtue par les dernières réunions de l'Internationale : au premier semestre de cette année, à l'occasion du Congrès en Colombie, il a été possible d'exprimer notre solidarité avec le processus de paix que vit

cette nation, en présence de son Président et Prix Nobel de la paix ainsi que des camarades du Parti libéral ; en milieu d'année, l'organisation a tenu son Conseil au siège des Nations Unies à New York, avec la participation du Secrétaire général de l'ONU António Guterres ; et en cette fin d'année le Conseil de Barcelone offrira à l'organisation l'occasion de clôturer une année d'activités pertinentes de l'Internationale aux côtés des camarades du PSOE et de son leader et vice-président de l'IS, Pedro Sánchez. Ce fut une période de défis et d'accomplissements dans diverses régions du monde. Un rapide tour d'horizon, a relevé le Secrétaire général, prouve que l'Internationale est très active et très présente au niveau mondial. L'organisation maintient ses engagements permanents, tels que la lutte pour la paix, comme le révèle la déclaration faite la veille à l'occasion du centenaire de la Déclaration Balfour ; auxquels viennent s'ajouter de nouveaux enjeux d'une grande importance.

Luis Ayala a signalé que depuis plus de trois décennies, en Amérique latine et aux Caraïbes, l'IS et ses partis membres ont été les architectes du relèvement des démocraties. Aujourd'hui, il n'existe plus de dictatures comme celles d'alors grâce aux efforts de tant de personnes au sein de nos propres partis. Or, nous devons agir face à la situation critique au Venezuela, pays qui compte aujourd'hui des prisonniers politiques et où ni les règles ni les institutions de la démocratie ne sont respectées ; nous devons faire front à la tentative du Président Morales de se maintenir indéfiniment au pouvoir en Bolivie ; aux restrictions imposées par le Président Cartes à la vie politique de leaders comme celui du parti membre au Paraguay, Rafael Filizzola ; ou à la menace de judiciarisation de la politique au Guatemala, autant de défis pour les démocraties dans la région qui connaissent une forte implication de l'IS. Les inégalités extrêmes, l'insertion internationale de l'Amérique latine et des Caraïbes, les migrations, le rôle de l'État dans la promotion d'une croissance juste et équitable sont des enjeux importants pour lesquels l'IS est présente, et continuera de l'être. Pour ce qui trait à la lutte pour le respect de l'environnement, le Secrétaire général a rappelé avec indignation l'assassinat de la militante hondurienne Berta Cáceres, dont on a appris quelques jours auparavant, par l'entremise d'un rapport d'un organisme international, qu'il fut commandité par une compagnie électrique et perpétré avec la participation d'agents de l'État. Et le Secrétaire général de conclure que les tâches de l'IS dans cette région sont dès lors cruciales et son programme ambitieux.

Par la suite, le Comité a procédé à la réélection à l'unanimité de Miguel Vargas à sa présidence et a décidé de reporter l'élection de ses vice-présidents au second jour de la réunion, tout en formant une Commission spéciale composée des vice-présidents Sandra Torres (UNE, Guatemala), Rafael Michelini (NE, Uruguay) et Bernal Jiménez (PLN, Costa Rica) avec pour mandat de soumettre au Comité des critères électoraux que devront respecter les candidatures proposées.

Lors de la première journée de rencontre, Bernal Jiménez (PLN, Costa Rica), vice-président de l'IS, est intervenu en soulignant le rôle de l'éducation comme moteur du développement économique et d'une plus grande équité, ainsi que le rôle du bon financement des activités publiques par la voie d'une politique fiscale et d'imposition. L'enjeu pour concrétiser les priorités est éminemment plus politique que technique, a-t-il condamné. Claudio Vásquez (PPD, Chili) a souligné que les politiques sociales-démocrates dans la région doivent garantir à tous les citoyens la jouissance de leurs droits fondamentaux, en identifiant différents niveaux d'actions, dont le terrain municipal qui, à ses yeux, revêt une grande importance tout comme la lutte frontale contre la corruption. Julian Robinson (PNP, Jamaïque) a rappelé le besoin de veiller sur l'identité politique sociale-démocrate, ce qui n'est pas toujours une évidence à l'heure de la mise en œuvre de mesures qui sont également préconisées par des représentants du centre comme de droite, et a par ailleurs insisté sur l'importance de la formation

politique. Francisco Rosales (FSLN, Nicaragua) a souligné que parvenir à une juste distribution est encore un défi pour les forces politiques sociales-démocrates, que ces dernières doivent promouvoir les démocraties participatives et inclusives, et que lorsque des politiques d'alliances sont nécessaires dans la région, elles ne devraient pas considérer les forces de droite, comme cela a été le cas en Europe.

Edgard Giménez (PDP, Paraguay), a plaidé en faveur de la réaffirmation de l'identité politique des forces intégrant l'IS pour l'atteinte d'objectifs aussi attendus que peuvent l'être les ODD à l'horizon 2030. Marcelo Stubrín (UCR, Argentine) a indiqué que l'on assiste dans la région à un paradoxe qui veut que les inégalités se soient creusées alors que la pauvreté a reculé, il a également fait mention de son inquiétude au vue de la dégradation de la qualité des institutions ainsi que de leur affaiblissement face à la corruption et au crime organisé, en soulignant l'importance de la coopération entre les nations d'Amérique latine et des Caraïbes dans la recherche de réponses globales à des problèmes locaux. Rafael Michelini (NE, Uruguay), vice-président de l'IS, est revenu sur l'importance de la lutte contre la corruption, évoquant la situation de la récente démission du vice-président de son pays pour avoir utilisé une carte de crédit institutionnelle pour des frais mineurs à des fins personnelles. José Murat (PRI, Mexique) a déclaré que pour lutter contre la corruption et l'impunité, il faut à la fois de la force idéologique et de la cohérence dans les principes qui nous inspirent ; la pensée socialiste dans ses origines et ses opinions peut se résumer à la quête d'un accès aux biens de la culture et au bonheur pour tous, et c'est avec cette idée en tête que notre mouvement doit affronter les divers défis locaux, nationaux, régionaux et mondiaux.

Rubén Berríos (PIP, Puerto Rico), président honoraire de l'IS, a fait part aux membres présents de la dévastation dans laquelle l'ouragan Maria a laissé son pays, précisant qu'après déjà de longues semaines, une bonne partie de l'île n'a toujours ni électricité ni eau potable et selon lui, cette catastrophe naturelle pourrait avoir pour conséquence une remise en question de la part de la population de l'efficacité de l'administration coloniale des Etats-Unis et que cet élan soit recouvert d'un sentiment indépendantiste. Sandra Torres (UNE, Guatemala) s'est félicitée de la présence de femmes à la réunion et leur a lancé un appel à participer activement aux débats en cours ; quant à la situation politique dans son pays, elle a fait part de son inquiétude face à l'importance croissante prise ces dernières années par la dénommée « société civile » au Guatemala et a partagé avec le Comité son appréhension au sujet de ses intérêts, de son programme et d'une tentative de se substituer aux partis politiques dans ce qui relève du service public, partis qui ont besoin d'être renforcés de manière permanente ; elle est revenue sur les risques de judiciarisation de l'activité politique et ceux encourus par l'élection de candidats qui s'y opposent sans pour autant être en mesure de s'acquitter normalement des tâches gouvernementales fondamentales, à l'instar du Président Jimmy Morales dans son pays ; puis elle a achevé son intervention en indiquant que son parti, fort de 15 ans d'ancienneté, est aujourd'hui la principale force au niveau national qui permette d'envisager les futurs enjeux électoraux avec optimisme.

Francisco Aramayo (UN, Bolivie), a fait part au Comité de l'appréhension des forces politiques d'opposition de son pays face aux agissements du Président Evo Morales et de son parti MAS, qui cherchent par le biais du Tribunal constitutionnel à passer outre l'interdiction qui pèse sur lui de se présenter à un nouveau mandat consécutif, ignorant non seulement le texte même de la Constitution mais également le résultat du référendum de février 2016. Manoel Dias (PDT, Brésil), a porté à la connaissance du Comité l'inquiétude de son parti au sujet des mesures récemment adoptées par le gouvernement du Président Temer, celles qui vont à l'encontre des accomplissements et des avancées atteintes par les administrations précédentes des Présidents Lula et Rousseff ; son parti, ajoute-t-il, a sorti son épingle du jeu lors de la vague générale

d'accusations de corruption dans le monde politique au Brésil et son leader, *Ciro Gómez*, est apprécié de la population et incarne une option aux élections présidentielles de l'année prochaine. *Víctor Benoit* (FSD, Haïti), reprenant à son compte les commentaires déjà formulés par le Guatemala, soutient que la situation est similaire dans son pays, où l'on vit également sous la présidence d'un *outsider*, qui n'a clairement ni la préparation ni les compétences requises pour diriger la nation, adoptant de mauvaises mesures et des politiques publiques insuffisantes.

Pedro Neira (PRSD, Chili), a soutenu que les prochains scrutins au Chili, au Honduras, au Costa Rica et en Colombie, pour ne citer que quelques pays de la région qui connaîtront une période électorale au cours des prochains mois, donnent un sens bien particulier aux réunions de cette famille politique, qui permettent un partage d'expériences ; il a également abordé le thème de la diplomatie parlementaire, indiquant que le député de son parti, *Fernando Meza*, a assumé la présidence du Parlement andin pendant un an et pourrait être intéressé de travailler avec les législateurs du Parlement centraméricain. *Ricardo Sancho* (PLN, Costa Rica) a signalé que son parti était bien placé dans la course aux élections du 4 février prochain ; et d'ajouter qu'il a observé, dans cadre de ces réunions, un vif intérêt pour le partage d'expériences communes et de bonnes pratiques mises en œuvre par les différents partis, en ajoutant que dans le cas du Costa Rica, le pays comptait un riche patrimoine de mesures environnementales et de lutte contre les changements climatiques.

Le second jour de la réunion, la Commission a remis son rapport de référence dans le cadre de la soumission de propositions au Comité pour ses vice-présidences. S'exprimant au nom de Comité, *Rafael Michelini* a présenté une proposition dans laquelle figuraient les critères régisseurs de l'élection suivants, conformément aux statuts et à la pratique de l'IS : hiérarchisation (un maximum de trois vice-présidents au total pour le Comité) ; équilibre entre les genres ; équilibre régional et représentativité (la priorité sera donnée aux candidatures de pays et de partis sans autre autorité au sein de l'IS). La proposition de la Commission a provoqué un débat riche et intéressant auquel ont pris part quasiment tous les délégués. Finalement, la proposition fut approuvée. La Commission a déclaré qu'en prenant en considération les candidatures présentées et opportunes, ainsi que les critères venant d'être approuvés, la Commission proposait aux postes de vice-président(e) les personnes suivantes : *Rafael Filizzola* (PDP, Paraguay), *Francisco Rosales* (FSLN, Nicaragua), et *Eyra Ruiz* (PRD, Panama). Le Comité a ratifié la proposition de la Commission.

La matinée s'est conclue par des présentations de rapports sur les situations nationales au Pérou, Panama, Guatemala et Costa Rica.

Avant la fin de la réunion, le Comité a approuvé les déclarations sur la Bolivie, le Nicaragua, Puerto Rico et le Venezuela.

Déclaration sur Bolivie

Original : espagnol

Le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste, réuni à Saint- Domingue les 3 et 4 novembre 2017, a abordé la grave situation que traverse la démocratie en Bolivie du fait des actions plébiscitées par le parti du gouvernement, le Mouvement vers le socialisme (MAS), qui menace de provoquer une rupture constitutionnelle aux conséquences imprévisibles.

Le parti du gouvernement (MAS) a introduit au Tribunal constitutionnel plurinational un recours abstrait pour inconstitutionnalité, dont l'objectif est de déclarer

inapplicables quatre articles de la Constitution bolivienne dans le but de légaliser la nouvelle candidature indéfinie du Président Evo Morales.

Le 21 février 2016, le peuple bolivien a refusé par voie de référendum la tentative de l'Assemblée législative de modifier l'article 168 de la Constitution politique de l'État établissant que le Président ne peut être réélu que pour un mandat consécutif. Ce résultat exprime la décision souveraine du peuple bolivien de rejeter une quatrième candidature du premier mandataire.

Tel que l'a exprimé le Secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA) au sujet de la situation en Bolivie, aucun juge ne pourrait lever l'avis du seul souverain : le peuple.

Le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste exprime son inquiétude au sujet des actions susmentionnées préconisées par le parti du gouvernement, et exhorte le Président Morales à respecter le résultat du référendum de février 2016.

Resolution on Nicaragua

Original: Spanish

Considering that the people of the United States of North America and the people of Nicaragua have always maintained links of friendship and a close relationship over and above any political disagreement:

The Socialist International Committee for Latin America and the Caribbean rejects and condemns any interference in the internal affairs of the Republic of Nicaragua, as it constitutes a flagrant violation of the Principle of Non-Intervention and Self-Determination of the People. Therefore, it calls on the members of Congress, and the North American Senate in particular, to interrupt the process of Nica Act law, because it would violate the independence and sovereignty of Nicaragua.

Ultra-conservative sectors aim to promote the Nica Act law in the North American Congress, whose objective is to make representatives of the Government of the USA in multilateral financial organisations vote against applications for credit from Nicaragua. This would convert cooperation and these international organisations into an instrument of their interventionist policy which violates the rights of the Nicaraguan people to their development, because it is a real denial of the political, social, cultural and economic processes that are currently underway in Nicaragua to improve the lives of all the citizens and to promote peace, happiness, harmony and the wellbeing of all Nicaraguans; therefore, under the pretext of freedom, respect for human rights and the rule of law, what the Nica Act intends is their denial.

The Committee also calls on the member parties of the Socialist International with a dedication to peace and democracy, to stand in solidarity with the people of Nicaragua and their government in their fight against extreme poverty, poverty and unemployment.

Déclaration sur Puerto Rico

Original : espagnol

Le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste exprime sa solidarité envers le peuple de Puerto Rico face à la dévastation causée par l'ouragan Maria.

À la dévastation physique, économique et sociale que vit Puerto Rico, qui connaît depuis déjà plus de dix ans des ralentissements économiques et démographiques, s'ajoute une

domination coloniale croissante par l'entremise de la dénommée « Junte de supervision fiscale » imposée par le Congrès des Etats-Unis.

La crise provoquée par l'ouragan a permis de rappeler et de mettre sur le devant de la scène l'immense décomposition économique, sociale et institutionnelle dans laquelle le colonialisme a plongé Puerto Rico.

Le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes, souscrivant aux multiples interventions de l'Internationale Socialiste pendant plus de trente ans, de même qu'aux résolutions du Comité spécial de la décolonisation des Nations Unies, réitère son appel lancé au gouvernement des Etats-Unis afin qu'il fasse la promotion d'un mécanisme consensuel qui permette au peuple portoricain d'exercer pleinement ses droits inaliénables à l'autodétermination et à l'indépendance, et qu'il mette en place un processus qui rende possible l'urgente décolonisation politique et économique de Puerto Rico.

Le peuple portoricain s'est déjà exprimé fermement pour mettre un terme à la relation de subordination politique en vigueur ; il incombe dès lors aux Etats-Unis d'exercer sans plus tarder ses responsabilités de décolonisation conformément au droit international.

Résolution sur le Venezuela

Original : espagnol

Le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste, réuni à Saint- Domingue les 3 et 4 novembre 2017, a formulé le présent appel au gouvernement de Venezuela afin de trouver une solution à la crise politique :

Libérer immédiatement les prisonniers politiques et garantir le respect des droits humains de tous les Vénézuéliens en vue de créer les conditions permettant de trouver une solution satisfaisante à la crise politique ;

Respecter l'Assemblée Nationale et tous ses membres dans l'exercice de leurs fonctions. Respecter la séparation des pouvoirs tel qu'établis dans la Constitution, l'État de droit et les principes démocratiques ;

Garantir que les élections présidentielles devant avoir lieu en 2018 soient libres et justes, sous la supervision d'une nouvelle autorité électorale qui garantisse leur pleine crédibilité, accompagnée d'une observation internationale effective. La légitimité et l'indépendance de l'autorité électorale sont des éléments essentiels pour que la volonté souveraine du peuple vénézuélien s'exprime et soit respectée ;

Le Comité exprime son soutien plein et entier au président Danilo Medina et au ministre des Affaires étrangères Miguel Vargas dans leur gestion en faveur de la paix au Venezuela, par l'entremise d'un processus de dialogue entre le gouvernement et l'opposition de ce pays qui permette un dénouement démocratique, pacifique et définitif.



Réunion du Conseil de l'IS à Barcelone, Espagne

24-25 Novembre 2017



Le Conseil de l'Internationale Socialiste s'est réuni les 24 et 25 novembre à Barcelone, accueilli par son parti membre en Espagne, le Parti socialiste ouvrier espagnol, PSOE. Les délégations de tous les continents, représentant les partis membres de l'IS et les invités, se sont réunis pour discuter de trois grands thèmes : ***Construire l'avenir avec la gauche : démocratie, égalité et solidarité ; Œuvrer pour la stabilité et la paix dans un monde aux multiples conflits ; et Promouvoir des réponses humaines aux crises humanitaires.***

À l'ouverture de la réunion, le Secrétaire général de l'IS Luis Ayala a souligné l'importance des thèmes des discussions et leur pertinence pour le mouvement socialiste. Il s'est déclaré ravi que l'IS ait honoré son engagement de se réunir à Barcelone, rappelant que l'IS était ici pour écouter, partager et soutenir les efforts des socialistes en Catalogne et en Espagne, aux côtés de Pedro Sánchez, leader du PSOE, et de Miquel Iceta, Premier secrétaire du Parti socialiste de Catalogne. Il a noté avec satisfaction que 2017 fut une année qui vit l'IS réaffirmer son engagement face aux enjeux mondiaux, à la suite du XXVe Congrès à Carthagène en mars dernier. Ses partis membres se sont sentis motivés par la conviction partagée que nos principes et valeurs, et la politique telle que nous la comprenons, sont fondamentaux dans notre lutte commune pour plus d'égalité, plus de justice et plus de solidarité.

Miquel Iceta s'est dit enchanté et honoré d'accueillir l'ensemble des délégués à Barcelone, dans un discours qui a rappelé le travail historique de l'IS et du PSOE dans la promotion de valeurs et de principes communs. Il est revenu sur la manière exemplaire dont la société catalane a réagi au récent attentat terroriste, déclarant que le peuple n'avait pas peur parce qu'ils étaient ensemble. Il a exprimé sa ferme conviction qu'il ne devrait pas y avoir de nouvelles frontières autour de la Catalogne, et que le PSC devrait continuer à œuvrer pour faire de Barcelone la capitale de la Méditerranée et l'une des grandes villes en Europe. Son parti a offert aux Catalans un pays moins divisé, au sein duquel une volonté de donner permet à tous les citoyens de l'emporter, reprenant les mots de l'ancien président de l'IS Willy Brandt, pour qui la réconciliation était la meilleure arme contre l'isolement et les préjugés.

Le président de l'IS George Papandreou a félicité le PSOE et le PSC de défendre les valeurs socialistes partagées à un moment crucial de l'histoire. Il s'est dit convaincu que tant le PSOE que le PSC étaient sur la bonne voie et qu'ils réussiraient à proposer des solutions durables à la crise en Catalogne. Il s'agit de l'un des nombreux défis dans un monde en pleine turbulence, et de souligner qu'il était impossible d'améliorer les sociétés sans l'inclusion et la participation des citoyens, sans leur donnant une voix pour exprimer leurs doléances et leurs espoirs. Il a partagé ses réflexions sur les inégalités croissantes dans le monde et l'absence de responsabilisation démocratique des entreprises devenues plus importantes que les gouvernements. La peur et la marginalisation croissantes dans le monde doivent être combattues par la coexistence a-t-il ajouté, et un changement véritable exige une vision démocratique.

Pedro Sánchez, leader du PSOE et vice-président de l'IS, a prononcé un discours liminaire en clôture de réunion. Il a décrit Barcelone avec les mots de Miguel de Cervantes, une ville unique par sa beauté, refuge des étrangers, hôpital des pauvres et patrie des braves, des mots qui définissent toujours la ville. Le PSOE s'est engagé en faveur d'une égalité radicale entre les hommes et les femmes, de la reconnaissance des diverses identités et des réponses mondiales aux enjeux mondiaux. Il ne laissera personne s'approprier la Catalogne ou l'Espagne, mais il a perçu le besoin de trouver un nouvel accord et d'ouvrir la voie à une nouvelle Constitution. Cette vision a été reprise dans la Déclaration sur la Catalogne adoptée par le Conseil. Quant aux défis mondiaux actuels, il a appelé à plus de démocratie pour contrer la mondialisation, à une économie sociale de marché qui donnerait la priorité à la lutte contre les changements climatiques, à la fin des déséquilibres sociaux et au combat contre la corruption, en vue de laisser le meilleur héritage possible aux futures générations.

Le 25 novembre marquant la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, M. Sánchez a rappelé l'importance de cette date pour les sociaux-démocrates à l'échelle internationale. Plus tôt dans le Conseil, tous les délégués ont marqué cette occasion et ont envoyé un message fort de dénonciation de ces crimes au nom des socialistes du monde entier.

Les diverses interventions sur les principaux thèmes inscrits à l'ordre du jour présentaient différentes perspectives, de la présentation des situations spécifiques locales et nationales aux réflexions sur les défis mondiaux que les peuples du monde entier doivent relever. Parmi les invités de marque, était présent Antonio Ledezma (ABP, Venezuela), ancien prisonnier politique qui, quelques jours à peine avant la réunion, s'était échappé de la maison d'arrêt au Venezuela où il était retenu prisonnier depuis plus de mille jours. Il a appelé à la libération du Venezuela et à la fin de la souffrance de son peuple. Maung Tun Khin, représentant l'Organisation des Rohingyas birmans, a fait état de manière profondément émouvante et pénible des violences extrêmes et des persécutions dont a souffert la minorité rohingya au Myanmar ces derniers mois. Le Conseil a ensuite adopté une résolution sur la situation au Venezuela et une déclaration sur les Rohingyas.

Suite aux débats, le Conseil a également adopté des résolutions et des déclarations sur la Catalogne, sur les élections en Guinée Équatoriale, sur le Honduras, le Nicaragua et Haïti, sur la Corée du Nord, sur le peuple kurde, sur les récentes élections au Nicaragua, sur l'esclavage et la migration, et sur le Yémen. Le Conseil a exprimé sa sympathie et a envoyé un message de solidarité à toutes les personnes touchées par l'attentat terroriste perpétré contre une mosquée dans la région du Nord Sinaï en Égypte lors de la prière du vendredi le 25 novembre dernier, coûtant la vie à plus de 300 personnes.

Conformément au mandat octroyé par le XXVe Congrès et la réunion du Conseil qui s'ensuivit à New York courant de l'année 2017, l'IS a donné son accord et a porté

création du comité pour l'égalité des genres. Ses responsabilités porteront sur l'identification des obstacles et la promotion de stratégies et d'idées novatrices pour la réalisation de la parité.

Le Conseil a reçu les rapports des comités éthique et des finances qui se sont réunis à la veille du Conseil. Le comité éthique a procédé à l'élection d'Ariane Fontenelle (PS, Belgique) à la présidence pour la période inter-congrès en cours et le comité des finances réélu Maurice Poler (AD, Venezuela) et Janos Veres (MSzP Hongrie) comme co-présidents et Márcio Bins (PDT, Brésil) comme vice-président. Le Conseil a adopté les rapports des deux comités et a approuvé le budget 2018 de l'IS.



**Déclarations et résolutions, Réunion du Conseil de l'IS à Barcelone, Espagne
24-25 Novembre 2017**

Déclaration sur la Catalogne

Original : espagnol

L'Internationale Socialiste a toujours appuyé les socialistes espagnols dans leur lutte en faveur de la liberté, de la démocratie et de l'État de droit. Le processus de transition démocratique, après la fin de la dictature franquiste, fut exemplaire pour de nombreux partis membres de notre organisation, et source d'inspiration dans leurs propres luttes pour la conquête des libertés. La Constitution espagnole de 1978 a permis de promouvoir l'État-providence, de faire avancer les droits civils et sociaux ainsi que d'édifier un État hautement décentralisé qui confère aux Communautés autonomes une grande part d'autogestion.

Dans ce cadre de démocratie et de liberté dont jouit l'Espagne et qui fait malheureusement défaut aux partis membres de notre organisation dans quelques régions du monde, l'Internationale Socialiste fait part de sa plus vive préoccupation et partage le rejet de la déclaration unilatérale d'indépendance de la Catalogne du 27 octobre dernier, imposée par une partie du Parlement de Catalogne contre la volonté de la majorité des Catalans et des Espagnols, en violation de la Constitution, du Statut d'autonomie de la Catalogne, de la coexistence civique et de l'intégrité territoriale du pays.

Il n'existe pas en Catalogne de majorité sociale qui soit favorable à l'indépendance, et encore moins qui prône la sortie de la légalité démocratique. La stratégie menée par le gouvernement indépendantiste de Catalogne a eu de graves répercussions politiques, économiques et sociales : en quelques semaines, plus de 2000 entreprises ont plié

bagage, une profonde fracture s'est creusée au sein de la société, avec un isolement international et l'affaiblissement des institutions catalanes.

D'autre part, l'Internationale Socialiste observe que le gouvernement de droite en Espagne, par son immobilisme depuis plusieurs années, son refus de dialoguer et son absence de réponses face à la détérioration de la situation politique, a été hautement irresponsable et n'a fait que contribuer à l'aggravation d'un problème. Les socialistes estiment que le gouvernement espagnol actuel doit apporter une fois pour toutes une réponse politique au problème catalan, car une réponse juridique seule ne suffit pas.

Dans ce contexte, l'Internationale Socialiste appuie le PSOE et le PSC dans leur proposition d'une solution passant par le dialogue et la négociation, dans le respect de l'État de droit et des institutions démocratiques espagnoles, et qui aboutisse à une réforme fédérale de la Constitution espagnole ainsi qu'à un nouveau Statut d'autonomie afin que la Catalogne soit mieux intégrée à l'intérieur de l'Espagne.

Enfin, notre organisation considère que la Catalogne a besoin d'un gouvernement qui permette des accords à large majorité, un changement de cap ainsi qu'une politique de réconciliation. Il faut reconstruire les ponts. À cette fin, l'Internationale Socialiste soutient la candidature du premier secrétaire des Socialistes catalans, Miquel Iceta, à la présidence de la Generalitat de Catalunya, lors des élections de la Communauté autonome du 21 décembre prochain.

Résolution sur la création du comité pour l'égalité des genres

Original : anglais

Le Comité pour l'égalité des genres sera composé de cinq femmes et cinq hommes élus parmi les partis membres de l'Internationale Socialiste.

Il sera co-présidé par la Présidente de l'Internationale Socialiste des Femmes et le Président de l'Internationale Socialiste.

Les membres du Comité assumeront des responsabilités particulières afin de mener les tâches spécifiques du Comité.

Le Comité aura pour objectif l'identification des obstacles à l'égalité des genres, la promotion de stratégies et d'idées novatrices pour la réalisation de la parité et veillera à ce que l'équilibre entre les genres soit crucial dans la composition des délégations de partis dans les réunions de l'Internationale Socialiste.

Dans ce cadre, il présentera à l'Internationale Socialiste un rapport annuel qui sera débattu dans la réunion du Conseil correspondante.

Déclaration sur la Guinée Équatoriale

Original : espagnol

L'Internationale Socialiste a suivi avec attention les élections législatives et municipales qui se sont tenues en Guinée équatoriale le 12 novembre dernier. Les partis politiques d'opposition au régime du Général Teodoro Obiang Nguema, dont le parti frère Convergence pour la Démocratie Sociale (CPDS), ont dénoncé de graves irrégularités attestant d'élections qui n'ont été ni transparentes, ni libres, ni justes, étant donné que l'opposition n'a eu accès ni aux médias, ni aux ressources suffisantes.

D'autre part, de nombreux observateurs de l'opposition ont été expulsés des bureaux de vote et arrêtés par les forces de sécurité, empêchant ainsi le contrôle adéquat du scrutin.

Le résultat officiel des dites élections est de 95% des voix en faveur du parti au gouvernement, ce qui est impensable dans un régime démocratique.

Le Conseil de l'Internationale Socialiste, réuni à Barcelone les 24 et 25 novembre 2017, condamne les élections législatives et municipales du 12 novembre en Guinée équatoriale et demande aux partis membres et aux gouvernements dont ils ont l'appui de ne pas reconnaître les résultats desdites élections.

Le Conseil de l'Internationale Socialiste soutient l'opposition politique équato-guinéenne et son parti membre, le CPDS, et souscrit à l'exigence de ce parti selon laquelle le résultat du scrutin doit être déclaré nul et non avenu. Il doit être réorganisé dans des conditions de liberté, transparence et équité, sous le contrôle d'observateurs internationaux impartiaux.

Déclaration sur le Honduras, le Nicaragua et Haïti

Original : espagnol

Nous, partis membres de l'Internationale Socialiste, réunis à Barcelone les 24 et 25 novembre 2017, observons avec préoccupation l'évolution de la situation des travailleurs migrants d'Amérique centrale et des Caraïbes, et particulièrement du Nicaragua, de Haïti et du Honduras, qui bénéficiaient du statut de protection temporaire TPS, et contre lesquels le gouvernement en place aux États-Unis a lancé un ultimatum prévoyant que les 59 000 Haïtiens, 57 000 Honduriens et 2 500 Nicaraguayens regagnent leurs pays d'origine. Le préjudice qui en découle est incalculable tant pour l'économie familiale que nationale de ces peuples, entraînant en outre la désintégration sociale et familiale de ces peuples, ainsi que des dommages pour leur éducation, leur santé et leurs moyens de subsistance, dus à la perte de leur emploi et à leur expulsion du pays.

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil de l'Internationale Socialiste lance un appel au gouvernement et au Congrès des États-Unis afin qu'ils reviennent sur cette décision et honorent la Déclaration de Philadelphie de 1776 selon laquelle « tous les hommes sont créés égaux » ainsi que l'Article premier de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen, et concrètement le statut de résidence permanente pour ces migrants.

Le Conseil de l'Internationale Socialiste est solidaire de ces populations sœurs car la solidarité n'est pas un slogan, nous sommes tous citoyens d'une réalité mondiale, nous sommes tous réfugiés des conditions humaines, de la violence et de la terreur.

Le Conseil de l'Internationale Socialiste demande le maintien du statut TPS et le retrait de l'ultimatum.

Déclaration sur la Corée du Nord

Original : anglais

La situation de la péninsule coréenne, qui a fait l'objet d'un examen détaillé par le Présidium de l'Internationale Socialiste en septembre de cette année, et d'une déclaration au siège des Nations Unies à New York, reste un défi grave aux yeux de la communauté internationale.

Le Conseil estime que la mise au point d'armes atomiques par le régime nord-coréen, en violation de résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, menace la stabilité et la paix en Asie et dans le Pacifique et doit prendre fin. Les agressions et les provocations de la Corée du Nord ont également des retombées mondiales, et laissent entrevoir la perspective glaçante d'un conflit entre États dotés de la capacité de lancer des armes nucléaires. Par conséquent, nous exhortons tous les États de la région et les États-Unis à s'abstenir de toutes déclarations, initiatives ou activités militaires susceptibles d'aggraver les tensions dans cette zone.

L'Internationale Socialiste, dans le cadre de son engagement fondamental en faveur de la paix et de la diplomatie, réaffirme qu'il est nécessaire de chercher une solution politique aux tensions de la péninsule coréenne. L'Internationale Socialiste œuvrera à la définition de nouvelles initiatives visant à apaiser cette situation au potentiel catastrophique, grâce à la consultation et au dialogue avec ses partenaires de la péninsule coréenne et les acteurs régionaux, y compris avec son parti membre au Japon et les représentants chinois, afin de promouvoir et offrir une solution qui tiennent compte de l'importance régionale cruciale des circonstances actuelles.

Les Jeux Olympiques d'hiver de Pyeongchang, Corée du Sud, en février 2018, offrent l'occasion unique d'une trêve symbolique, telle que prévue dans la Résolution du 13 novembre 2017 adoptée à l'unanimité par les Nations Unies. Le consensus pour la résolution a inclus la République de Corée et la République Populaire Démocratique de Corée, ainsi que les futurs pays d'accueil des Jeux Olympiques : le Japon, la Chine, la France et les États-Unis.

Résolution sur le Peuple Kurde

Original : anglais

En Iran, les violations des droits humains sont devenues banales et se sont normalisées. Le régime iranien ne tient pas compte des conventions internationales lorsqu'il s'agit des droits de l'homme. La communauté internationale doit réagir et rappeler le plus souvent possible la question des droits de l'homme fondamentaux au régime iranien.

Le régime iranien ne s'acquitte pas de ses responsabilités envers son propre peuple. Au cours du puissant tremblement de terre remontant à deux semaines, il n'a même pas permis à la communauté internationale d'intervenir dans l'assistance aux personnes. La communauté internationale doit venir en aide au peuple kurde dans la reconstruction de leurs logements et dans la reprise après la catastrophe, en leur fournissant une assistance et en s'impliquant directement, puisque le régime iranien n'offre pas d'assistance au peuple kurde.

La question kurde en Iran devrait pouvoir faire l'objet de négociations pacifiques, mais malheureusement, le régime iranien, pour l'heure, n'est ni prêt à le faire, ni n'en a les capacités.

Dans le Kurdistan irakien, l'Internationale Socialiste appuie la mise en œuvre de la constitution irakienne, et l'arrêt de tout acte de violence à l'encontre du peuple kurde. L'Internationale Socialiste condamne les mesures militaires prises par le gouvernement irakien dans la région du Kurdistan, en violation de la constitution irakienne. Nous exhortons le gouvernement irakien à mettre en œuvre une solution pacifique et à partager le pouvoir avec les Kurdes, leur permettant l'accès au gouvernement irakien, conformément au cadre défini dans la constitution irakienne, ainsi qu'à lancer des négociations sans préconditions préalables avec le KRG. Nous exhortons également le gouvernement irakien à protéger les droits du peuple Kurde dans les zones contestées et à procéder au retrait des milices desdites zones.

En Syrie, nous saluons la libération de Raqqa, la dénommée capitale des terroristes de Daesh, par les Forces Démocratiques Syriennes et les coalitions internationales. Nous réaffirmons que la seule solution à la question syrienne sera une solution politique, grâce à la participation de tous les représentants démocratiques du peuple syrien y compris, bien entendu, les représentants du peuple kurde. L'objectif ultime de la procédure toute entière sera l'édification d'une Syrie fédérale démocratique, qui fera la promotion de la paix, de la stabilité et de la liberté.

En Turquie, le gouvernement d'Erdogan devrait permettre le retour du dialogue politique ainsi que la libération des prisonniers politiques et des journalistes. Le gouvernement turc doit reprendre le chemin d'un règlement pacifique de la question kurde.

L'Internationale Socialiste appuie la reprise des activités du Comité de l'Internationale Socialiste sur la question kurde, ainsi que l'organisation d'une réunion dans la région du Kurdistan irakien qui se centrerait sur les questions kurdes et créerait l'harmonie entre les membres kurdes de l'Internationale Socialiste.

Déclaration sur les Élections au Nicaragua

Original : espagnol

Le Conseil de l'Internationale Socialiste se félicite de la tenue des élections municipales le 5 novembre au Nicaragua. Ces élections ont été encadrées par la Mission d'accompagnement électoral de l'Organisation des États américains (MAE-OEA), avec à sa tête Wilfredo Penco, Vice-président de la Cour électorale d'Uruguay. Soixante observateurs et experts en organisation, inscription et technologies électorales, en participation des partis politiques, financement et justice électorale, ont assisté à l'observation des élections du 5 novembre dans 15 départements et deux régions autonomes.

Au cours de ces élections, 153 maires et maires-adjoints ont été élus, ainsi que leurs conseillers municipaux respectifs dont 135 du Frente Sandinista. Le taux de participation a été de 52%. Le Conseil de l'Internationale Socialiste se félicite du succès de son parti membre, le Frente Sandinista de Liberación Nacional, aux élections au Nicaragua et félicite également le peuple nicaraguayen.

Déclaration sur les Rohingyas

Original : anglais

Le Conseil de l'Internationale Socialiste réitère l'appel, lancé par le Présidium aux Nations Unies à New York en septembre de cette année, pour que cessent les violences à l'encontre du peuple Rohingya au Myanmar, et condamne les persécutions subies par cette minorité. Le maintien des restrictions de l'accès à la zone de conflit aux organismes d'aide et aux représentants des Nations Unies atteste clairement de tentatives de dissimulation des atrocités commises pour expulser par la force les Rohingyas de leurs foyers et de leurs villages. Des preuves accablantes font état de violations systématiques des droits de l'homme et d'épisodes de persécution dans la province d'Arakan, au motif de l'appartenance ethnique. Les responsables doivent répondre de leurs actes. Cette épuration ethnique a poussé plus de 600 000 réfugiés à fuir en traversant la frontière du Bangladesh.

L'Internationale Socialiste avait déjà demandé le droit au retour des personnes forcées de quitter le pays, et même si un pacte récent permet le rapatriement de certains Rohingyas, il n'a aucun sens sans la fin de la répression qui leur est imposée depuis des décennies. Par conséquent, le droit au rapatriement doit s'accompagner d'une suspension des opérations militaires et de la possibilité d'acheminement d'une aide humanitaire par les Nations Unies et autres organisations internationales. Sans quoi, il n'y a aucune garantie que ceux qui regagnent leurs foyers ne seront pas toujours victimes de discrimination aux mains de ceux qui les avaient forcés à fuir et avaient commis des actes de violences odieux. En attendant un retour sans danger des Rohingyas dans leurs foyers au Myanmar, ceux qui ont fui vers des pays limitrophes

doivent se voir garantir une assistance humanitaire et tout le soutien nécessaire à la reconstruction de leurs vies.

Le Conseil de l'Internationale Socialiste réaffirme que le gouvernement du Myanmar est responsable de la minorité Rohingya, qui ne doit plus se voir refuser ses droits fondamentaux. Le gouvernement birman doit entamer un dialogue complet pour que les droits des minorités soient respectés et que les Rohingyas soient reconnus et respectés en tant que citoyens à part entière du Myanmar.

Déclaration sur l'Esclavage et la Migration

Original : anglais

Tout au long de l'actuelle vague mondiale de migration, le Conseil de l'Internationale Socialiste et son Comité des migrations ont invariablement exhorté au respect des droits humains des migrants et ont souligné la nécessité de remédier aux causes profondes de la migration. Les principes directeurs de l'organisation ont été énoncés en 2015 dans la Charte des droits des migrants, qui précise que le besoin de sortir de la pauvreté, d'échapper aux conflits et de surmonter des difficultés économiques et environnementale constitue le motif le plus courant des migrations et de l'exil.

La Charte de l'Internationale Socialiste atteste de l'attachement de ses partis membres à lutter pour mettre un terme aux injustices, à la discrimination et aux pratiques racistes et xénophobes auxquelles sont confrontés les migrants. Étant donné la situation actuelle des migrants en Libye, le Conseil rappelle vivement les dispositions à l'Article 5 de la Charte, selon lesquelles : « Les pratiques comme l'esclavage, la servitude, le travail forcé ou obligatoire et la traite des êtres humains sont interdites. »

L'émergence récente de preuves substantielles de vente d'esclaves en Libye est le signe bouleversant et exécrable du mépris total des droits humains des migrants qui, dans de nombreux cas, ont été amenés dans le pays contre leur gré et sous de faux prétextes par des trafiquants. Les migrants, en Libye comme dans le reste du monde, sont parmi les plus vulnérables de la société et sont les plus exposés à l'exploitation et aux mauvais traitements.

Le Conseil de l'Internationale Socialiste réitère l'attachement fondamental de ses partis membres à la Charte des droits des migrants, et rejette catégoriquement toutes les violations des droits fondamentaux des migrants dans le monde. Il confie au Comité des migrations de l'Internationale Socialiste, qui a été réinstitué pour cette période d'inter-Congrès, le mandat de poursuivre les activités de l'Internationale Socialiste dans ce domaine, d'œuvrer en faveur de la défense des droits des migrants, et d'élaborer des propositions concrètes ainsi que des initiatives visant à remédier aux causes profondes de ce phénomène.

Déclaration sur la situation au Venezuela

Original : espagnol

Le Conseil de l'Internationale Socialiste réitère la résolution des 3 et 4 novembre 2017, adoptée à Saint-Domingue, lors de la réunion du Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

- Libérer immédiatement les prisonniers politiques et garantir le respect des droits humains de tous les Vénézuéliens en vue de créer les conditions permettant de trouver une solution satisfaisante à la crise politique.

- Demander l'ouverture d'un couloir humanitaire permettant de faire face immédiatement à l'urgence alimentaire et sanitaire complexe dont souffre le peuple vénézuélien.
- Garantir que les élections présidentielles de 2018 soient libres et justes, sans détenus ni radiations, sous la supervision d'une nouvelle autorité électorale qui garantisse leur pleine crédibilité, accompagnée d'une observation internationale effective et qualifiée, de l'Union Européenne, l'Organisation des États américains et l'Organisation des Nations Unies. La légitimité et l'indépendance de l'autorité électorale sont des éléments essentiels pour que la volonté souveraine du peuple vénézuélien s'exprime et soit respectée.
- Respecter l'Assemblée nationale et tous ses membres dans l'exercice de leurs fonctions. Respecter la séparation des pouvoirs tels qu'établis dans la Constitution, l'État de droit et les principes démocratiques, et respecter l'autodétermination du peuple vénézuélien.
- Le Conseil espère que le processus de dialogue et de négociation soit constructive et sérieuse au prochain rendez-vous des 1 et 2 décembre en République dominicaine, accompagné par des facilitateurs et des garants internationaux, et qu'il pourra apporter des résultats et une réponse démocratique et pacifique à la grave crise au Venezuela.

Déclaration sur le Yémen

Original : anglais

Le Conseil de l'Internationale Socialiste demande que des mesures urgentes soient prises pour remédier à la crise humanitaire au Yémen, où l'insécurité alimentaire touche approximativement 60% de la population, environ 17 millions de personnes. Sept millions d'entre elles sont menacées de famine, tandis que trois millions d'entre elles ont fui leur foyer. Au total, il est estimé que 9,8 millions de Yéménites nécessitent une aide humanitaire de toute urgence, et qu'il manque environ 1 milliard de dollars USD pour financer l'intervention humanitaire.

Le blocus récent imposé par l'Arabie Saoudite et sa coalition a indubitablement aggravé la crise au Yémen et entraîné davantage de souffrances et de pertes de vies. Empêcher l'aide humanitaire d'atteindre la population civile constitue une violation du droit international. L'Internationale Socialiste condamne à nouveau les frappes aériennes aveugles et le recours aux armes à sous-munitions par la coalition internationale, également en violation du droit international. Elles ont tué et blessé des milliers de civils au Yémen. Les tirs de roquettes lancées sans discernement et la pose de mines antipersonnel interdites par les deux côtés du conflit, ont également coûté la vie à des centaines de civils. Les auteurs de violations des droits de l'homme et du droit international commises au cours du conflit yéménite doivent répondre de leurs actes.

Depuis longtemps, l'Internationale Socialiste est profondément engagé en faveur du peuple Yéménite et du Parti Socialiste Yéménite, son membre dans ce pays. Le Secrétaire général de l'Internationale Socialiste avait visité la capitale, Sana'a, où il a tenu des réunions avec des membres du gouvernement, des dirigeants politiques, et des représentants et militants du YSP à une époque de grand espoir d'un avenir pacifique et démocratique pour tous les citoyens du Yémen, perspective qui, aujourd'hui, semble être plus éloignée que jamais. L'Internationale Socialiste continuera d'apporter son appui et sa solidarité à son parti membre et aux citoyens du Yémen, alors qu'ils traversent cette terrible épreuve.

La situation humanitaire a déjà atteint des niveaux sans précédent, et il ne faut pas la laisser se détériorer davantage. Le Conseil de l'Internationale Socialiste demande, à titre prioritaire :

La levée immédiate du blocus et la reprise des importations de denrées alimentaires dans tous les ports yéménites

L'engagement de la communauté internationale à pleinement financer les opérations d'aide humanitaire

L'accès des organismes d'aide à tous ceux qui ont désespérément besoin de secours et d'assistance au Yémen.

La crise Yéménite puise son origine dans le conflit qui ravage le pays depuis 2015, et tant que la paix ne sera pas instaurée au Yémen, il n'y aura aucun espoir de mettre un terme aux souffrances de sa population civile. Par conséquent, il est de la plus haute importance que les parties belligérantes prennent des mesures pour mettre fin au conflit, dans l'intérêt de tous les Yéménites, avec l'appui et l'assistance de la communauté internationale.

La décision unilatérale des États-Unis d'Amérique concernant Jérusalem

6 Décembre 2017

La reconnaissance formelle de Jérusalem en tant que capitale d'Israël est une décision profondément troublant des États-Unis qui aura des conséquences néfastes et d'envergure sur les aspirations de paix au Moyen-Orient. La profonde importance de Jérusalem en tant que lieu sain historique des juifs, des musulmans et des chrétiens rend son statut final crucial pour tout règlement durable du conflit israélo-palestinien. Dès lors, l'avenir de Jérusalem ne peut en aucun cas être décidé unilatéralement par une quelconque nation, un fait reconnu de longue date par la communauté internationale et par les précédents présidents américains, à la fois républicains et démocrates.

La politique étrangère de l'administration américaine actuelle a été caractérisée par des décisions unilatérales prises avec fort peu d'égards au consensus mondial ou aux répercussions plus vastes de telles actions. La reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël et le constant refus d'accéder à la demande légitime des Palestiniens d'un État indépendant anéantissent toute idée que les États-Unis agiront comme médiateurs fiables en légitimant l'occupation israélienne de Jérusalem Est, qui n'a bénéficié jusqu'à présent d'aucune reconnaissance internationale et constitue toujours une violation du droit international.

Alors que cela fait de nombreuses années qu'aucun progrès significatif n'a été observé, cette décision entame l'espoir que les efforts diplomatiques puissent être relancés à court terme, exacerbant les tensions dans la région et ouvrant la voie à de potentielles nouvelles flambées de violence et de soulèvements. L'IS, tout en reconnaissant la colère et la frustration que de nombreux Palestiniens ressentiront, exhorte tous ceux qui demeurent engagés en faveur d'une solution des deux États et de la fin de l'occupation, à répondre pacifiquement à ce dernier revers par des initiatives diplomatiques et politiques.

L'engagement fondamental de l'IS en faveur d'une solution des deux États pour Israël et la Palestine demeure inchangé, bien que les voix de ceux qui, des deux bords, œuvrent pour la paix aient été écartées. L'IS n'a cessé d'appeler à une reconnaissance immédiate

et inconditionnelle de l'État de Palestine sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, notamment à l'occasion de son XXVe Congrès en début d'année lorsqu'elle a lancé un appel à tous les gouvernements qui ne l'ont pas fait, de reconnaître la Palestine comme un investissement dans la paix entre Israéliens et Palestiniens. L'IS réitère cet appel aujourd'hui et enjoint tous les gouvernements qui aspirent à un dénouement pacifique à ce conflit de longue date, à reconnaître l'État palestinien, démontrant ainsi que la communauté internationale élargie reste engagée en faveur d'une solution des deux États, mettant fin à l'occupation israélienne et instaurant une paix juste et durable basée sur le droit international.

Réunion du Comité Afrique de l'IS, Luanda, Angola

12-13 Décembre 2017



Les partis africains membres de l'Internationale Socialiste se sont réunis à Luanda les 12 et 13 décembre 2017, accueillis par le parti membre de l'IS en Angola, le MPLA. Les discussions du Comité se sont concentrées sur deux thèmes principaux : « Pour des politiques humaines, justes et démocratiques – notre rôle et notre engagement en Afrique », et « Garantir la paix et le règlement des conflits dans la région des Grands Lacs ».

La réunion a été ouverte par Julião Mateus Paulo « Dino Matross », du parti hôte, et par le Secrétaire général de l'IS. Dans son discours d'ouverture, Julião Mateus Paulo est revenu sur ce moment historique dans l'histoire de l'Angola suite aux dernières élections remportées par leur candidat avec 61 % des votes, et le nouveau cycle désormais amorcé. Ils aspirent à une plus grande diversification économique et à une moindre dépendance au pétrole, une transformation qui s'accompagne d'un processus de réformes de l'État et du système judiciaire et à garantir l'emploi, de meilleurs services, plus de justice sociale et une meilleure qualité de vie. Sur la scène internationale, il a fait état des tensions croissantes et a souligné le besoin de coopérer avec les Nations Unies pour dégager des solutions pacifiques aux multiples conflits dans le monde. Concernant l'Afrique, il a mentionné les conflits dans la région des Grands Lacs, ainsi qu'en Somalie, au Nigéria, en Libye, au Soudan, en République centrafricaine

et au Mali, provoquant une émigration illégale massive et dans des conditions inhumaines. Il a réitéré que l'Afrique est riche en ressources naturelles mais pauvre en développement. Au sein de l'IS, nous sommes unis face au besoin de travailler ensemble dans la lutte contre les problèmes du continent.

Le Secrétaire général de l'IS, Luis Ayala, a adressé ses félicitations au Président de la République, João Lourenço, pour sa victoire dans les urnes, se disant satisfait et honoré d'avoir pu accompagner le processus électoral et la transformation que connaît l'Angola. Il a salué l'approche de João Lourenço relative au travail de son gouvernement, d'« améliorer ce qui va bien et corriger ce qui ne va pas ». L'engagement pris par le Président de lutter contre la corruption mérite l'attention et le respect de tous nous. L'Angola a considérablement progressé depuis l'établissement de la paix en 2002 et João Lourenço a apporté une vision solide et un leadership pour l'avenir. En tant que socio-démocrates et socialistes, nous sommes restés fidèles à nos principes et promesses, engagés à garantir les libertés et le respect des droits du peuple, des hommes, des femmes et des jeunes. Au sein de l'IS, nous restons fermes dans la lutte contre les inégalités économiques, pour relever les défis du développement durable et améliorer la vie des gens. Tout en reconnaissant le monde conflictuel dans lequel nous vivons, il est revenu sur le besoin de s'attaquer au déficit démocratique, au problème des inégalités, et d'accroître la justice et la solidarité, pour assurer la paix.

Abordant tout d'abord le thème « Garantir la paix et le règlement des conflits dans la région des Grands Lacs », le Comité a entendu le discours liminaire du ministre angolais des Affaires étrangères, Manuel Augusto, qui a souligné la performance de l'Angola dans le règlement de conflits, signalant qu'alors qu'un processus de pacification et de stabilisation de l'est de la RDC est en cours, de nouveaux conflits ont surgi au Burundi, en République centrafricaine, au Soudan et au Soudan du Sud. Il a évoqué un récent sommet des chefs d'États de l'Angola, du Congo Brazzaville et de la RDC, à l'initiative du Président angolais João Lourenço, et a réitéré l'engagement de l'Angola pour la recherche de la paix et le règlement des conflits dans la région. Les membres du Comité ont pris part à de vifs débats sur ce sujet et ont bénéficié d'une séance de questions-réponses avec le ministre.

Sur le thème « Pour des politiques humaines, justes et démocratiques – notre rôle et notre engagement en Afrique », un discours liminaire a été prononcé par Manuel José Nunes Júnior, membre du bureau politique du MPLA et ministre d'État, lors d'une séance qui a compté sur une grande diversité de perspectives avec de nombreuses contributions des représentants des partis membres en Afrique.

La réunion a donné l'occasion aux participants de partager des informations relatives à la situation nationale de leur pays respectif. De nombreuses rapports ont été soumises, notamment concernant la crise qui touche la population anglophone au Cameroun ; les graves événements qui ont eu lieu au Togo au cours des quatre derniers mois ; la situation en République démocratique du Congo, où le gouvernement s'est engagé à convoquer des élections le 23 décembre 2018 ; le climat actuel en Guinée équatoriale suite aux élections du 12 novembre dernier, à l'occasion desquelles le parti au pouvoir a remporté, sans surprise, tous les sièges sauf un à la Chambre des députés, tous les sièges au Sénat et tous les conseils municipaux ; la situation au Tchad, au Mali, au Niger, au Sénégal et en Guinée, dont le Président Alpha Condé, un membre de l'IS, est à la tête de l'Union africaine. Une présentation approfondie de la situation actuelle en Angola a également été soumise par João de Almeida Martins, membre du bureau politique du MPLA.

Le Comité a réélu Emmanuel Golou (PSD, Bénin) et Ebrahim Ebrahim (ANC, Afrique du Sud), respectivement président et vice-président du Comité.

Suite aux discussions et au travail de ceux qui se sont réunis à Luanda, une Déclaration a été rédigée, reprenant les principaux points ayant fait l'objet des débats.

Déclaration de Luanda

Original: espagnol

Les partis membres de l'Internationale Socialiste en Afrique, réunis les 12 et 13 décembre à Luanda avec le MPLA, son parti membre en Angola, pour hôte, déclarent :

1. Leur entière satisfaction et leur joie de constater que le MPLA, au travers de la gestion du gouvernement du président João Lourenço, met en œuvre un programme ambitieux et un ensemble de priorités qui répondent aux aspirations du peuple angolais dans le cadre d'une démocratie pleinement consolidée et renforcée par l'expression populaire des élections en août dernier ; élections qui furent pleinement justes et libres.
2. Nous apprécions et soutenons les objectifs énoncés par le président Lourenço de renforcer les institutions politiques et la démocratie à travers le renforcement de l'État de droit, la lutte contre la corruption, la diversification de l'économie et des politiques visant à améliorer les conditions de vie de tous les Angolais.
3. Nous saluons le plein engagement du président Lourenço à mettre en avant les intérêts de tout le peuple angolais dans la construction d'un pays et d'une société qui offre des perspectives d'avenir à tous ses citoyens, donnant la priorité au progrès social, à l'inclusion, à la lutte contre la pauvreté, à la croissance de l'économie et à un avenir d'avancées qui profitent à tous.
4. Nous exprimons de manière unanime notre reconnaissance et notre fierté face à la tâche qui incombe aujourd'hui à nos camarades du MPLA et au Président de la République de l'Angola en cette nouvelle étape de l'histoire du pays, nous leur souhaitons le plein succès dans leur gestion.
5. De même, nous félicitons le président Lourenço pour son rôle dans la gestion et l'initiative relatives à la stabilité et à la sécurité démocratique qui règne dans la région des Grands Lacs, suite à la récente réunion avec ses collègues chefs d'État du Congo Brazzaville et de la République démocratique du Congo, qui a rendu formelle la tenue d'élections en RDC prévues pour le 23 décembre 2018, un élément fondamental pour la stabilité de toute cette région.
6. Nous continuerons de compter sur la contribution, l'enthousiasme et l'appui du MPLA dans le cadre des travaux de l'Internationale Socialiste aux niveaux régional et mondial en faveur de la paix, de la démocratie, des libertés et des droits de tous face aux défis communs de notre famille politique pour atteindre un monde plus juste et solidaire.

En ce qui trait aux attentes de notre famille politique relatives au Congo :

1. Nous lançons un appel au gouvernement de la RDC et aux institutions étatiques à assurer et à fournir toutes les conditions requises pour la conduite d'élections justes et libres qui garantissent la participation des différentes forces politiques, tant gouvernementales que de l'opposition, ainsi que de tous les citoyens, et qui conduisent à une transition pacifique vers un gouvernement démocratiquement élu dans les délais indiqués et impartis lors de la réunion entre les trois chefs d'État de l'Angola, du Congo Brazzaville et de la RDC.

2. L'Internationale Socialiste, directement et au travers de ses membres, est prête à contribuer de manière ouverte et honnête par sa présence et sa participation en vue d'accompagner et de soutenir ce processus électoral à ses différentes étapes, en présupposant que les autorités du pays et les instances électorales soient disposées à ouvrir leurs portes à une observation internationale.

En ce qui trait aux graves événements qui se déroulent au Togo depuis déjà quatre mois :

1. Appuie et exprime sa sympathie et sa solidarité envers le peuple togolais qui manifeste pacifiquement et de manière continue dans tout le pays pour sa liberté confisquée depuis plus de cinquante ans par la même famille biologique. Ces manifestations pacifiques menées par une coalition de quatorze partis de l'opposition, dont le parti membre de l'IS, la CDPA, demande : (a) le retour à la Constitution de 1992 adoptée par référendum avec plus de 97% des voix et ignorée par le régime, perpétuant son maintien au pouvoir en dépit de la volonté exprimée dans les urnes de limiter le nombre de mandats à la tête du gouvernement du pays ; (b) une mise à jour honnête des listes électorales ; (c) le rétablissement des institutions de la République confisquées il y a cinquante ans au profit de la famille gouvernante ; et (d) la libération de tous les prisonniers politiques et de toutes les personnes détenues lors des manifestations qui se sont déroulées depuis le 19 août 2017.
2. Nous constatons avec regret et consternation, le refus obstiné du gouvernement du Togo d'accéder aux demandes légitimes du peuple et nous condamnons l'utilisation disproportionnée de la force par le régime illégitime visant à étouffer ses aspirations. En outre, nous réaffirmons que l'alternance démocratique est un droit naturel dont le peuple togolais ne saurait être privé indéfiniment et nous lançons un appel à nos membres à se mobiliser en faveur du peuple togolais dans leur pays respectif.

En ce qui trait au Sahara Occidental :

1. Nous exprimons notre soutien au Secrétaire général des Nations Unies et à son nouvel envoyé spécial dans leurs efforts pour dégager une solution politique, pacifique, juste et durable, et mutuellement acceptable par les deux parties au conflit, conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies.

Quant à l'évolution dramatique et inquiétante de la crise qui touche la population anglophone au Cameroun :

1. Nous déplorons des pertes de vies humaines, tant au sein de la population civile que dans les rangs des forces de défense et de sécurité. Nous exhortons le président Biya à ouvrir de toute urgence un dialogue franc et sincère avec les différents acteurs crédibles de la société camerounaise, en vue d'éviter la radicalisation de la population dans les régions anglophones du nord-ouest et du sud-ouest qui profite aux sécessionnistes et autres opportunistes. Nous encourageons le Front social-démocratique (SDF) dans sa quête d'une solution durable à cette crise par la voie du dialogue à tous les niveaux et sous toutes ses formes.

En ce qui trait aux travaux pour la paix sur le continent africain :

1. Nous réaffirmons notre plein engagement et notre appui aux chefs d'État et leaders des partis de l'IS sur le continent africain, comme au Mali et au Niger, ou au Burkina Faso qui, aujourd'hui, se mobilisent pour garantir la paix, enrayer la terreur et promouvoir un environnement sécuritaire pour tous leurs citoyens. De même, nous souhaitons faire mention de notre solidarité envers tous les peuples et toutes les nations d'Afrique qui souffrent des effets de la terreur et des conséquences de conflits douloureux qui frappent les nations du continent du Nigeria et du Soudan du Sud à la Somalie.

Notre reconnaissance au MPLA et à nos camarades en Angola :

1. Enfin, nous souhaitons faire part de nos profonds remerciements pour la fraternité et l'hospitalité que nous ont témoignées nos camarades du MPLA tout au long de nos travaux à Luanda.

L'IS alerte sur une nouvelle catastrophe humanitaire en Syrie

25 Janvier 2018

L'incursion militaire turque en territoire syrien a donné une nouvelle dimension dangereuse au conflit qui fait rage dans ce pays, entraînant de graves répercussions humanitaires pour les populations civiles dans les zones ciblées. Ces victimes innocentes de la dernière flambée de violence avaient déjà souffert aux mains à la fois du régime et des forces terroristes, et se retrouvent une fois de plus au cœur d'un conflit sans aucun moyen de l'éviter.

Selon les porte-paroles des Nations-Unis et les observateurs du conflit en Syrie, l'offensive turque a déjà coûté la vie à des civils et provoqué le déplacement d'au moins 5 000 civils, un chiffre qui ne fera qu'augmenter. Parmi les 324 000 habitants actuels de la région touchée, pas moins de 40 % avaient déjà été déplacés, et bon nombre d'entre eux l'ont été plus d'une fois. Les plus vulnérables ne seraient pas en mesure de fuir, ce qui les expose à un risque accru.

L'IS n'a eu de cesse de réitérer son appui à tous ceux qui œuvrent à l'instauration d'une société démocratique, non sectaire, multiethnique et égalitaire entre les sexes au nord de la Syrie. L'IS reconnaît le rôle joué par les Kurdes Syriens dans la lutte pour vaincre Daesh, ainsi que les épreuves et les lourdes pertes qu'ils ont subies pour cette cause. L'IS donne également acte du danger que représentent les attaques terroristes en Turquie et n'a cessé de condamner de telles attaques. Toutefois, l'offensive turque « Rameau d'olivier » risque non seulement de déstabiliser une région relativement pacifique de la Syrie, mais également de mettre en péril les efforts internationaux visant à éliminer Daesh et de miner le processus de paix engagé en Syrie avec le soutien des Nations Unies.

L'Internationale Socialiste enjoint donc le gouvernement turc à cesser toute opération militaire qui mine les efforts de paix dans la région et menace la vie des civils. Conformément à l'obligation légale des États, la Turquie doit permettre à l'aide humanitaire d'atteindre une nouvelle fois Afrin, où 60 % de la population dépendait de l'aide humanitaire avant même que les opérations militaires en cours ne débutent.



SG de l'Internationale Socialiste au Costa Rica

Février 2018

“Costa Rica es una democracia sólida” Luis Ayala, secretario general de la Internacional Socialista:

El chileno Luis Ayala, secretario general de la Internacional Socialista (IS), estuvo de visita

en el país como observador de las pasadas elecciones del 4 de febrero. La IS es una organización global que alberga a partidos y organizaciones socialdemócratas, laboristas y socialistas, estando presentes en todos los continentes y en muchos gobiernos.

Reconocidos como un actor político dentro de la comunidad internacional, la IS está presente en la vida democrática de los países luchando por una mayor igualdad en todos los ámbitos.

Ayala en su paso por el país conversó con la sub directora de DIARIO EXTRA, Sandra Cordero, en compañía del dirigente liberacionista Bernal Jiménez, quien hoy funge como vicepresidente de este organismo. El siguiente es un extracto de la conversación.

¿Cuál es el compromiso de la Internacional Socialista?

-Es una la lucha por las libertades y los derechos protegidos dentro de la perspectiva política a través del sistema democrático, sin ella los derechos son coartados y se debilitan las libertades. Otro signo de identidad es la búsqueda de mayor justicia en la sociedad, trabajamos por mayor igualdad de derechos y sociedades más solidarias.

¿Cuál es el motivo de la visita al país?

-Tenemos un partido miembro que es Liberación Nacional (PLN). Hay una larga historia de asociación de distinguidos líderes que han jugado un papel protagónico importante en la historia de esta organización, Daniel Oduber, Luis Alberto Monge, Rolando Araya, Óscar Arias, Laura Chinchilla y hoy tenemos a Bernal Jiménez como vicepresidente. Siempre seguimos el trabajo de nuestros partidos.

También fue testigo de las elecciones el 4 de febrero...

-Claro, he tenido la oportunidad de estar en San José y en Cartago, en contacto con la gente en las votaciones. Costa Rica es desde nuestro punto de vista una democracia muy sólida, la conocemos, yo soy chileno y me siento muy cómodo aquí, de la misma manera resolvemos nuestros problemas.

¿Ha visto lo sucedido aquí en otro país, donde un solo tema polarizó la elección?

-Somos una organización global que lucha contra la exclusión y la gente es excluida de muchas formas, el tema que aquí se planteó lo veo como el desafío que tenemos de incluir a la gente. Donde haya desequilibrio y distancias, la socialdemocracia siempre se ha planteado construir sociedades inclusivas y disminuir la distancia entre los seres

humanos. Yo veo esto como un reto de Costa Rica y de toda Latinoamérica de avanzar en incluir a más gente. Creo que la fuerza y la madurez que tienen aquí, podrán sortear estos desafíos, que no solo es el matrimonio igualitario, también la desigualdad, la pobreza, el empleo, la educación, en fin muchos otros temas.

¿Pero ha visto algo similar en otro país?

-Fue una elección muy atípica. Pero, como dije, quedan otros grandes temas, el déficit, la inclusión de género, la seguridad, etc. Nosotros pensamos que se deben fortalecer las democracias, los derechos, las libertades y procurar una mayor igualdad. Los socialdemócratas hemos sido los arquitectos de la democracia en las últimas décadas y este país ha ido por el camino correcto.

¿Es correcto decir que hay crisis en algunos partidos y democracias latinoamericanas?

-Yo diría que hay desafíos. Este es un período de muchos desafíos no solo aquí sino en Europa. Tenemos estos populismos en distintos lugares que se manifiestan y son desafíos para la democracia, vivimos conflictos en muchos países. Son desafíos a la paz en distintos lugares del mundo y son temas que la Internacional Socialista ha buscado jugar como un actor en la resolución de conflictos. Creo que se ocupa revalorizar el rol que cumple la política, los partidos, el papel de los ciudadanos, de los sistemas políticos democráticos y procesos tan simples como una elección, son muy importantes.

¿Qué opina la IS sobre la Venezuela de hoy?

-Lamentablemente ahí no hay democracia, no hay libertad y los derechos no son reconocidos. No hay elecciones libres, tenemos presos políticos, la situación humanitaria y de la economía es trágica, la gente muere por la falta de productos para la diálisis, que no tienen qué comer y que esto suceda en la América Latina del Siglo XXI no corresponde. Todos somos corresponsables y estamos detrás de las demandas del pueblo venezolano que sin duda logrará reivindicar la democracia cuando se le permita expresarse libremente.



L'ancien président du Costa Rica et lauréat du prix Nobel de la paix, Oscar Arias, avec le Secrétaire Général de l'IS, Luis Ayala

L'IS dénonce les violations de la liberté d'association et des autres droits en Guinée Bissau

2 Février 2018



Le SG de l'IS et membres du Presidium, le leader du PAIGC, d'autres leaders locaux et des invités internationaux

Dans la capitale de la Guinée Bissau, plongée dans de profondes tensions, le IXe congrès ordinaire du parti membre de l'IS, le PAIGC, qui devait se dérouler à Bissau du 30 janvier au 4 février, a vu son ouverture empêchée de force par les autorités gouvernementales et la police, en violation de la liberté d'association et d'autres droits, ce que les invités de l'IS au congrès ont fermement dénoncé.

Le 29 janvier, à la veille de l'ouverture prévue du congrès, le leadership du parti a reçu un communiqué des forces de l'ordre stipulant que le congrès n'était pas autorisé à avoir lieu, ce qui a provoqué le rassemblement de centaines de militants au siège du parti le 30 janvier, lieu où devait se tenir le congrès. Néanmoins, aux premières heures du 31 janvier, la police est entrée de force dans le bâtiment, expulsant près de 300 membres du PAIGC, dont un certain nombre furent placés en détention, pour ensuite occuper les locaux et empêcher la tenue du congrès.

À la veille du congrès, plusieurs invités internationaux arrivaient sur invitation du PAIGC, dont le Secrétaire général de l'IS, certains vice-présidents de l'IS de la région ainsi que d'autres leaders et représentants de partis. Le 31 au matin, le leader du PAIGC, Domingos Simões Pereira, a convoqué une réunion avec les invités internationaux, au cours de laquelle il a fait état des difficultés rencontrées par le parti suite à la décision du gouvernement d'empêcher toute organisation de leur congrès ordinaire, qui aurait dû se réunir la veille. Il a rappelé la volonté du parti d'organiser le congrès tel que convenu. Grâce à la persévérance du leadership du parti et en dépit des entraves arbitraires imposées, le congrès s'est finalement réuni le 31 au soir aux alentours de minuit, sur un terrain à l'extérieur d'un hôtel de la capitale. L'inauguration du congrès s'est déroulée à l'air libre, avec des orateurs s'exprimant devant l'assemblée à haute voix et dans un mégaphone portatif. Dès lors, comptant sur la présence de nombreux délégués de partis, les séances de travail du congrès ont débuté.

Le lendemain matin 1er février, le leader du PAIGC, ainsi que plusieurs autres leaders de différents partis politiques de Guinée Bissau, se sont réunis en session extraordinaire avec les représentants de l'Internationale Socialiste et d'autres invités conviés au congrès, en présence des médias. Lors de la réunion, les leaders et les représentants des partis politiques de la Guinée Bissau ont serré les rangs derrière le PAIGC. Le Secrétaire général de l'Internationale Socialiste s'est exprimé devant l'assemblée pour dénoncer les agissements des autorités les qualifiant de tentative antidémocratique de réduire au silence la voix du peuple et de démanteler les droits et libertés fondamentaux protégés par la constitution et le droit, ainsi que les principes fondamentaux du système démocratique. Il a également fait mention de la solidarité sans équivoque de l'IS avec le PAIGC et toutes les forces politiques démocratiques du pays. D'autres membres du Présidium ainsi que des leaders et représentants de partis issus d'autres forces politiques se sont également exprimés devant l'assemblée pour faire part de leur rejet de ces événements.

Plus tard ce jour-là, une déclaration officielle a été publiée par une délégation de la CEDEAO, l'organisation des États de l'Afrique de l'Ouest, dans laquelle elle enjoint le gouvernement de Bissau à respecter les Accords préexistants sur la situation politique en Guinée Bissau ou encourir des sanctions, et déplore le non-respect de la liberté d'association. Dans le même temps, elle a lancé un appel aux autorités de Guinée Bissau à pleinement respecter l'État de droit et les droits humains, notamment le droit à la libre association, tout en exhortant la sécurité nationale et les forces de défense à garder une position neutre et républicaine vis-à-vis des acteurs politiques du pays.

Suite à ces événements, le IXe congrès ordinaire du PAIGC a repris aux alentours de minuit le 1er février au siège du parti, conformément à la constance des efforts déployés par le leadership du PAIGC, ses membres, et les autres acteurs politiques démocratiques du pays, et au soutien unanime de tous les invités de marque conviés à l'événement.

Addendum: Déclaration conjointe publiée le 3 Février 2018 par l'Union africaine et les Nations Unies sur la Guinée-Bissau

The Chairperson of the African Union Commission, Moussa Faki Mahamat, and the Secretary-General of the United Nations, António Guterres, express concern over the protracted political crisis in Guinea-Bissau despite the multiple opportunities offered to the main political stakeholders to arrive at a consensual arrangement. They denounce the actions being taken by those who seek to obstruct and prevent a resolution of the crisis.

They condemn the recent actions taken by the national authorities to prevent the African Party for the Independence of Guinea and Cabo Verde (PAIGC) from convening and holding its Party Congress, including the directive given to national security services to evacuate and shutter the party's headquarters. They call on all relevant authorities to strictly adhere to international human rights and humanitarian law and to immediately remove all restrictions on the right to peaceful assembly, political participation and freedom of speech.

The Chairperson of the African Union Commission and the Secretary-General of the United Nations fully endorse the recent decisions on Guinea-Bissau taken by the Authority of Heads of State and Government of the Economic Community of West African States (ECOWAS) on the margins of the African Union Summit in Addis Ababa, Ethiopia, on 27 January, and endorsed by the 30th Ordinary Session of the Assembly of Heads of State and Government of the African Union on 29 January 2018, and welcome the communiqué issued by the ECOWAS ministerial mission that visited Guinea-Bissau on 31 January and 1 February. They support the measures being taken by ECOWAS

against “political obstructionists” in the country. They reiterate their endorsement of the centrality of the Conakry Agreement which, inter alia, provides for the appointment of a consensual Prime Minister, and call on the main political stakeholders to faithfully and urgently implement this Agreement, as well as the ECOWAS Roadmap to which they have all signed up to.

The Chairperson of the African Union Commission and the Secretary-General of the United Nations reaffirm their commitment to continue to closely follow all political developments and to support ECOWAS in its efforts to ensure a swift resolution of the protracted crisis in Guinea-Bissau, and stand ready to employ additional measures, should the situation warrant it.

Conference au Paraguay

22 Février 2018



De gauche à droite: Rafael Michelini, Vice-président de l'IS, NE Uruguay; Rafael Filizzola, Président du PDP Paraguay; Mario Nalpatian, Vice-président de l'IS, de l'ARF Arménie; Luis Ayala, Secrétaire Général de l'IS; Efraín Alegre, candidat présidentiel de GANAR, Paraguay; Alejandro Guiller, Sénateur du Chili; Desirée Massi, Sénatrice du Paraguay; Edgar Giménez, Secrétaire Général du PDP, Paraguay; Pedro Arthuro Santacruz, Sénateur du Paraguay.

Avant les prochaines élections générales au Paraguay, qui se tiendront le 22 avril 2018, le Parti Démocratique Progressiste (PDP) du Paraguay, membre de l'IS, a tenu une conférence à Asunción le 22 février sous le thème «Unis pour construire l'avenir: Expériences d'alliances au gouvernement», avec la participation d'Efraín Alegre, candidat présidentiel de l'alliance «Gran Alianza Nacional Renovada» (GANAR), dont le PDP est membre, ainsi que des dirigeants de l'IS et d'autres personnalités politiques spécialement invitées.



Congrès fondateur du Mouvement pour le changement, Kinima Allagis

1 Mars 2018

L'IS condamne les attaques terroristes à Ouagadougou

3 Mars 2018

L'Internationale Socialiste condamne sans réserve les attaques terroristes perpétrées à Ouagadougou le 2 mars dernier contre l'état-major des armées burkinabé et l'ambassade de France. Ces actes barbares, qui ont coûté la vie à des dizaines de personnes, n'ébranleront en aucun cas la détermination de ceux qui œuvrent sans relâche pour libérer le Burkina Faso et la région du Sahel de la menace de la violence et de la terreur.

Le Burkina Faso a subi de multiples attaques terroristes au cours des dernières années, et l'IS exprime sa profonde solidarité avec le peuple burkinabé et son parti membre dans ce pays, le MPP, alors qu'ils se relèvent de ce dernier incident meurtrier. Le terrorisme détruit des vies, porte atteinte au bien-être de tous les citoyens touchés et représente un obstacle majeur au développement économique et social.

La menace terroriste ne se limite pas au Burkina Faso, et l'IS offre son soutien inconditionnel aux efforts du Président burkinabé Roch Marc Christian Kaboré et de son gouvernement pour combattre les terroristes insurgés dans toute la région du Sahel, en coopération avec d'autres membres du groupe opérationnel du G5 Sahel. Toute tentative de déstabilisation de la coopération régionale contre la menace terroriste actuelle doit se heurter à une détermination renouvelée et à une volonté renforcée.

Les leaders du groupe opérationnel du G5 Sahel ont récemment réclamé plus de financement de la part de la communauté internationale pour leurs initiatives conjointes, d'autant plus pertinentes à la lumière des tragiques événements qui se sont déroulés à Ouagadougou. L'IS réitère les appels lancés aux partenaires internationaux par son Présidium en septembre 2017 à offrir leur soutien plein et entier à cet organisme, dont la mission est vitale pour la sécurité de la région.

Le SG de l'IS au 84ème Congrès de l'INC

7 Mars 2018



*Rahul Gandhi,
Président de l'INC, avec Luis Ayala,
Secrétaire Général de l'IS*



Anand Sharma, Chef adjoint du parti parlementaire de l'INC; Manmohan Singh, ancien Premier Ministre de l'Inde; Luis Ayala, Secrétaire Général de l'IS; et Sonia Gandhi, Indian National Congress, Twitter

L'Internationale Socialiste célèbre la Journée internationale de la femme

8 Mars 2018



L'Internationale Socialiste célèbre aujourd'hui la Journée internationale de la femme, en reconnaissance de la lutte continue en faveur des droits des femmes dans le monde entier. La Journée internationale de la femme est particulièrement chère à l'IS puisque cet événement fut célébré pour la première fois à la suite d'une résolution de la Seconde conférence internationale des femmes socialistes à l'occasion du Congrès de l'Internationale Socialiste de Copenhague en 1910. La cause des droits des femmes a été au cœur du mouvement socialiste et social-démocrate mondial depuis sa création et

demeure, jusqu'à aujourd'hui, un point essentiel de son programme.

Depuis l'instauration de la Journée internationale de la femme, d'importants progrès ont sans conteste été réalisés dans la quête de l'égalité des sexes. Les femmes officient aux plus hautes instances élues dans de nombreux pays et ont plus de perspectives que jamais dans de vastes parties du monde en termes d'éducation et d'emploi. Il n'en demeure pas moins que l'objectif d'égalité entre les femmes et les hommes au sein des gouvernements et de la société n'est pas encore atteint, puisque les femmes sont toujours en moyenne moins bien payées que les hommes pour un travail de valeur égale, et demeurent sous-représentées aux plus hautes sphères en entreprise et en politique. Il n'est donc pas suffisant de rappeler les résultats atteints par le passé, il s'agit de faire tout notre possible pour rétablir les injustices structurelles et systématiques qui accablent toujours la moitié de la population mondiale d'un désavantage injuste et injustifiable dès leur naissance.

Par ailleurs, les révélations qui se sont succédées l'année dernière concernant un nombre incalculable d'affaires de harcèlement sexuel et de discriminations à l'encontre des femmes sur le lieu de travail, tous secteurs confondus et notamment en politique, sont autant d'indicateurs du grave problème que posent toujours le sexisme, l'exploitation et les violences sexuelles. De tels comportements seront toujours injustifiables et l'Internationale Socialiste est solidaire avec toutes les victimes de harcèlement et de discrimination au travail et s'engage à faire en sorte que cette question ne soit ni négligée ni oubliée. Le seul résultat acceptable réside dans un changement durable et dans l'éradication du sexisme et du harcèlement sexuel.

L'Internationale Socialiste est fière de ses états de service en faveur de la promotion et de la défense des droits des femmes, à la fois au sein de l'organisation et dans le cadre de ses travaux politiques. En cette Journée internationale de la femme, nous rendons hommage à toutes les femmes travaillant dans nos partis et organisations membres pour parvenir à l'égalité entre les hommes et les femmes et forger un avenir meilleur et plus prospère pour tous.

Réunion de l'IS à la 138^{ème} Assemblée de l'UIP à Genève

25 Mars 2018



L'IS a convoqué sa réunion des parlementaires des partis membres de l'IS dans le cadre de la 138^{ème} Assemblée de l'Union interparlementaire, UIP, qui s'est tenue, en cette occasion, à Genève du 24 au 28 mars.

La réunion, à laquelle étaient présents les parlementaires de tous les continents, a donné l'occasion aux participants de faire part de leur opinion sur les sujets clés inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée de l'UIP et de discuter de questions précises de nature nationale ou internationale avec d'autres collègues de la famille sociale-démocrate.

Les discussions ont porté sur les questions soumises pour inscription comme points urgents à l'ordre du jour de l'Assemblée, à savoir les conséquences de la déclaration des Etats-Unis d'Amérique sur Jérusalem et les droits du peuple palestinien à Jérusalem à l'aune de la Charte et des résolutions des Nations Unies et la violence à l'égard des

femmes sur le lieu de travail, en particulier dans les parlements, au lendemain du mouvement #MeToo. Les participants à la réunion ont entendu le représentant palestinien au sujet des événements survenus au cours des six mois qui se sont écoulés depuis la précédente réunion et de la pression exercée sur le peuple palestinien par Israël et les Etats-Unis depuis la décision du gouvernement américain de déplacer son ambassade à Jérusalem. Ceci vient s'ajouter aux autres décisions prises par les Etats-Unis d'Amérique de supprimer leurs contributions à l'UNWRA, dont les conséquences sont désastreuses pour près de 5 millions de réfugiés palestiniens, et de fermer le bureau de l'OLP à Washington. Au cours des discussions, des manifestations de soutien et de solidarité aux Palestiniens ont été exprimées et des déclarations sur l'importance de trouver une solution au problème de la violence à l'égard des femmes ont été faites.

Le thème « Renforcer le régime mondial applicable aux migrants et aux réfugiés » a également été abordé par les participants, au regard du processus conduit par les Nations Unies pour un pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (GMC) et un pacte mondial sur les réfugiés (GCR), dont l'adoption est prévue pour la fin de l'année. Il a été proposé d'inviter des membres à participer à ces débats parlementaires en vue de contribuer au développement de concepts communs sur ces sujets, pour une approche du GCM et du GCR partagée par notre famille politique, en s'appuyant sur les précédentes prises de position et décisions de l'IS sur les migrations et les réfugiés.

Dans le cadre des discussions portant sur les migrations et les réfugiés, des expressions de condamnation unanime ont été formulées à l'encontre du Myanmar au sujet du traitement infligé au peuple Rohingya et de l'incapacité d'Aung San Suu Kyi à s'y opposer, constituant une trahison à l'égard du peuple birman et de la confiance que la communauté internationale lui a accordée. Il a été souligné que la position de l'Internationale Socialiste à ce sujet a été très claire dès les prémices de cette tragédie ; pourtant, les membres de la communauté internationale continuent à injecter de l'argent au Myanmar et des mesures sont nécessaires pour enrayer cette situation et faire évoluer les attitudes politiques.

Les participants à la réunion se sont vus remettre un rapport sur la grave situation qui prévaut toujours au Venezuela, provoquant l'exode de plus de 4 millions de Vénézuéliens au cours des dernières années. Le HCR n'a cessé d'appeler la communauté internationale à apporter son aide à ces Vénézuéliens forcés de quitter leur pays. La population souffrirait de famine et de misère ainsi que du manque de produits pharmaceutiques et de traitements contre les maladies chroniques. Le manque de nourriture n'a fait qu'empirer avec la destruction de l'industrie agricole du pays et la mauvaise gestion patente de l'économie par le gouvernement. Il est également estimé que la majorité au parlement national, dont les deux-tiers sont issus de l'opposition, a été punie par le gouvernement et n'a perçu aucune rémunération depuis le début de l'année 2016.

L'Internationale Socialiste encouragée par les manifestations massives des jeunes dans les villes des États-Unis et ailleurs dans le monde contre la violence armée

26 Mars 2018

L'Internationale Socialiste est encouragée par le nombre massif de jeunes qui ont manifesté dans différentes villes des États-Unis et dans le monde entier dans le cadre de la « Marche pour nos vies » du samedi 24 mars dernier. Ce mouvement populaire, mené par des jeunes dont les vies ont été profondément affectées par la violence armée, a été

une véritable source d'inspiration et devrait marquer un tournant en faveur d'une réelle réforme du contrôle des armes à feu aux États-Unis.

En exerçant leur droit à manifester pour défendre ce en quoi ils croient, ces jeunes gens courageux ont lancé un appel aux élus. Ceux renvoyés à traduire la volonté du peuple doivent désormais répondre aux appels urgents à légiférer pour éviter que de nouveaux massacres dans les écoles se produisent, en sachant que quiconque échouera à répondre à ces appels sera tenu pour responsable dans les urnes.

Le débat autour de la violence armée et de la législation des armes à feu aux États-Unis a attiré l'attention sur l'influence néfaste des intérêts particuliers et des groupes de pression. Le processus démocratique repose sur les politiciens qui agissent dans l'intérêt des citoyens, plutôt que de ceux qui ont financé leur campagne électorale. Comme l'ont déclaré à de nombreuses reprises l'IS et ses membres, la démocratie est mise à mal et le progrès et le développement sont entravés quand des intérêts particuliers sont trop puissants et capables d'influencer le résultat des élections.

La bravoure, la détermination et l'optimisme de ceux qui ont pris part à la Marche pour nos vies sont un rappel qu'il est possible d'avoir un impact en faveur d'un changement positif et l'IS soutient résolument leur cause. Pour l'IS, il est évident que les enfants et les jeunes adultes devraient pouvoir grandir et aller à l'école et à l'université en toute sécurité, partout dans le monde. Nous sommes solidaires avec tous ceux qui ont été touchés par les incidents liés à la violence armée à l'école et sur les campus universitaires aux États-Unis, qui se sont produits à un rythme de plus d'un par semaine depuis le début de l'année 2018.

L'IS dénonce la mise à mort de Palestiniens non armés par Israël le long de la frontière de Gaza

1 Avril 2018

L'Internationale Socialiste dénonce fermement la mise à mort de 16 Palestiniens par l'Armée de défense d'Israël lors d'une manifestation le long de la frontière de Gaza avec Israël vendredi dernier. Les manifestations étaient organisées dans le cadre de l'initiative « marche du retour » à Gaza. Aux 16 personnes tuées s'ajouteraient 700 blessés ayant besoin de soins hospitaliers à Gaza, nombre d'entre eux ont été touchés par des balles réelles. Le recours à la force meurtrière contre des manifestants et l'ampleur des pertes humaines constituent une escalade majeure du conflit dans la région et font voler en éclat les espoirs d'une reprise du processus de paix.

L'IS soutient et se fait l'écho de l'appel lancé par le Secrétaire général des Nations Unies et d'autres à ouvrir une enquête indépendante sur ces violents incidents et la réponse meurtrière de l'armée israélienne. Les troupes israéliennes ont l'obligation de respecter le droit relatif aux droits de l'homme et de s'assurer que les forces létales ne sont utilisées qu'en dernier recours. Jusqu'à présent, la réponse donnée par le Ministère israélien de la défense a été de rejeter tout appel à une enquête indépendante et transparente, jetant de sérieux doutes sur la légalité de la réponse militaire. Compte tenu des rapports des organisations de défense des droits de l'homme faisant état de manifestants non armés pris pour cibles par des balles réelles, il est vital qu'Israël autorise le déroulement de cette enquête.

Comme l'a averti l'IS en décembre de l'année dernière, les récents revers du processus de paix ont eu pour effet d'attiser les tensions, ouvrant la voie à des formes de violences et de troubles tels qu'observés ces derniers jours. Le cycle de la violence ne sert qu'à entacher toute perspective de paix durable puisqu'il muselle les voix modérées des deux côtés exhortant à la reprise des négociations.

Les événements de vendredi dernier sont autant de preuves que ceux qui, en Israël et en Palestine, plaident pour la paix, notamment les partis membres de l'IS, ont plus que jamais besoin de l'aide et de la solidarité internationale pour contrer la position des éléments radicaux des deux camps pour qui le conflit est inévitable. L'objectif d'une paix négociée, durable et basée sur le droit international reste la seule résolution viable du conflit israélo-palestinien et l'engagement de l'Internationale

L'IS au VIIIème Sommet des Amériques au Pérou

1 Avril 2018



Le Secrétaire général de l'IS, Luis Ayala, au Pérou avec Luis Florido, président de la Commission de politique étrangère de l'Assemblée nationale du Venezuela, au Sommet des Amériques

Le Secrétaire Général de l'IS, Luis Ayala, au Pérou au Sommet des Amériques



Manifestation organisée par l'APRA en solidarité avec l'opposition vénézuélienne

L'IS au Paraguay pour les élections

22 Avril 2018



Candidat à la présidentielle Efrain Alegre (centre gauche) avec le Secrétaire Général de l'IS, Luis Ayala (centre droit), et les vice-présidents de l'IS Rafael Michelini, PNE Uruguay (gauche) et Mario Nalpatian, ARF Arménie (droite)



Déclaration de l'Internationale Socialiste sur le Nicaragua

23 Avril 2018

La mort de près de 30 citoyens nicaraguayens, suite à la répression orchestrée par la police nationale et d'autres groupes armés contre les manifestations organisées ces derniers jours dans le pays pour protester contre l'annonce gouvernementale de réformes du régime de sécurité sociale, est strictement intolérable et ne saurait être justifiée.

Ces pertes humaines et la violence déplorable utilisée à l'encontre des manifestants ont provoqué une onde de consternation dans les rangs de l'Internationale Socialiste. Nous exprimons par là même notre profonde inquiétude face aux limites imposées aux moyens de communication et face au nombre indéterminé de détenus, lesquels doivent être immédiatement remis en liberté.

Un État démocratique se doit, de tout temps, de veiller à préserver la vie de ses citoyens et les protéger, de même qu'il lui incombe d'apporter des réponses à leurs demandes et préoccupations, dans le respect de leur vie, de leurs droits et de leurs libertés.

Nous lançons aujourd'hui un appel fort au gouvernement du Nicaragua à enclencher un processus de réponses efficaces aux revendications de ses citoyens dans un esprit d'inclusion et de justice, à rétablir la paix sociale par des initiatives permettant à l'ensemble de la population nicaraguayenne de retrouver le chemin de la coexistence, dans le cadre de la démocratie.

L'IS assiste à la 23ème session du Conseil national palestinien

30 Avril 2018



Le président de l'IS, George Papandreou, et le secrétaire général, Luis Ayala, ont assisté à la séance inaugurale de la 23ème session du Conseil national palestinien, sous le titre "Al-Quds et la protection de la légitimité palestinienne", au siège présidentiel à Ramallah le 30 avril 2018, et un séminaire international organisé en relation avec cette session.

George Papandreou et Luis Ayala, pendant leur séjour, ont déposé une gerbe au mausolée de Yasser Arafat, ancien président de l'Autorité nationale palestinienne et président de l'Organisation de libération de la Palestine, à Ramallah



L'IS lors des commémorations du 20e anniversaire de la mort de José Francisco Peña Gómez

8 Mai 2018



Luis Ayala définit Peña Gómez comme un symbole du socialisme démocratique



Le Président Honoraire de l'IS Ruben Berrios, PIP, Porto Rico (centre gauche), le Vice-Président de l'IS Miguel Vargas (centre droit), le ministre des Affaires étrangères de la RD et le chef du PRD et le Secrétaire Général Luis Ayala (à droite)

L'Internationale Socialiste condamne le massacre de manifestants à Gaza

15 Mai 2018

L'Internationale Socialiste condamne le recours à des tirs réels par les forces israéliennes contre des manifestants à Gaza, tuant au moins 60 personnes et blessant des milliers d'autres. L'effusion de sang de lundi présente de terribles ressemblances avec les événements qui se sont déroulés le 30 mars dernier, au cours desquels plusieurs Palestiniens non armés ont été abattus par l'Armée de défense d'Israël au cours d'une manifestation majeure. Hier encore, des Palestiniens exerçant leur droit de manifester pacifiquement ont à nouveau été pris pour cibles. De nombreux enfants de moins de 16 ans figurent parmi les victimes. Un nombre de pertes humaines aussi élevé n'a pas été vu à Gaza depuis le conflit entre Israël et Gaza fin 2014 et l'IS est aujourd'hui solidaire avec le peuple palestinien.

Les responsables de ces massacres doivent rendre des comptes. En début d'année, les appels lancés par le Secrétaire général des Nations Unies, les membres de la communauté internationale et l'Internationale Socialiste, à mener une enquête indépendante sur ces massacres ont été rejetés par le gouvernement israélien. En l'absence d'enquête, le message clairement lancé est que les forces israéliennes peuvent agir en toute impunité. Il est dès lors d'une importance capitale qu'une enquête indépendante et transparente puisse être menée sous l'égide des Nations Unies sur ces événements tragiques afin de s'assurer qu'ils ne se reproduisent pas. Il devrait être inutile de rappeler que les troupes israéliennes ont l'obligation de respecter le droit des droits de l'homme et de garantir que la force meurtrière n'est utilisée qu'en ultime recours.

Les manifestations se sont déroulées le jour de l'ouverture de la nouvelle ambassade des Etats-Unis à Jérusalem, une décision prise par le gouvernement américain qui a gravement nuit à la poursuite du processus de paix au Moyen-Orient en avançant unilatéralement les négociations sur le statut définitif de Jérusalem, à laquelle les Juifs, les Musulmans et les Chrétiens attachent une grande importance. Cette décision, prise au détriment du consensus général sur la voie menant à la paix au Moyen-Orient ou des ramifications plus larges d'un acte politique qui touche les sensibilités de millions de personnes de toutes les cultures et de toutes les religions, associée au veto mis par Etats-Unis au Conseil de sécurité des Nations Unies pour une enquête indépendante sur les massacres à Gaza, sont autant d'obstacles à la paix.

Au regard de la situation volatile et de la rapide réduction des perspectives d'atteinte d'une paix durable dans la région, il revient à tous ceux qui, au sein de la communauté internationale, désirent assister à la résolution de sept décennies de conflits, d'intensifier de toute urgence leurs efforts diplomatiques afin d'atteindre une solution des deux États, où Israël et la Palestine vivraient côte à côte dans la paix.

Réunion du Comité de l'IS pour l'Amérique latine et les Caraïbes à Montevideo, Uruguay

17-18 Mai 2018



Le comité de l'Internationale Socialiste pour l'Amérique latine et les Caraïbes s'est réuni le jeudi 17 et vendredi 18 mai à Montevideo, accueilli par son parti membre en Uruguay, Nouvel Espace (NE).

À l'ouverture de la rencontre, le président de NE, vice-président de l'Internationale Socialiste et sénateur Rafael Michelini a souhaité la bienvenue aux plus de cinquante délégués (se référer à la liste des participants), représentant près de vingt partis politiques sociaux-démocrates de la région. M. Michelini a également salué la présence et la compagnie des autorités gouvernementales et politiques du Frente Amplio d'Uruguay, remerciant tout particulièrement la vice-présidente du pays, Lucía Topolanski, et l'ancien président José *Pepe* Mujica.

Prenant la parole à l'ouverture du Comité, le président de Nouvel Espace a déclaré estimer que certaines spécificités du pays expliquent le troisième mandat gouvernemental consécutif de la coalition de centre gauche, le Frente Amplio, alors que dans certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes, les forces politiques de la famille sociale-démocrate vivent des moments plus complexes. Le Frente Amplio, tant à ses débuts qu'ensuite, au gouvernement, a fonctionné en reconnaissant la diversité de ses membres tout en mettant l'accent sur l'unité nécessaire de ses actions grâce au processus de synthèse effectif au sein de la formation.

Le président du Comité, Miguel Vargas, a ensuite remercié le parti hôte puis a axé son intervention sur la violence en Amérique latine et dans les Caraïbes, les défis de sécurité publique, les inégalités et l'importance de l'éducation pour améliorer la situation actuelle. Le chancelier dominicain a rappelé que l'Amérique latine et les Caraïbes est la région la plus violente de la planète selon les dernières études de l'OMS. Le thème de la sécurité publique est complexe et les inégalités de notre continent sont l'un des éléments qui expliquent la violence. M. Vargas a souligné l'importance de l'éducation pour la combattre à moyen et à long terme. Une population plus instruite décroche de

meilleurs emplois et améliore ses conditions de vie. Nos pays doivent donc miser sur la mise en place de systèmes d'éducation intégraux qui favorisent la créativité grâce à l'innovation et la recherche et préparent nos citoyens à relever les défis de ces prochaines années, conclut-il.

Le secrétaire général de l'Internationale Socialiste, Luis Ayala, a rappelé que l'IS est une famille qui partage des valeurs, des principes, mais également une mémoire collective, ce qui l'a amené à se souvenir, à Montevideo, d'un grand leader uruguayen tombé dans la lutte pour la démocratie, Zelmor Michelini, qu'il a eu la chance de connaître. Il s'est également souvenu d'un leader historique dominicain, José Francisco Peña Gómez, alors que l'on commémore les vingt ans de sa mort. M. Peña Gómez fut le premier président du Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'IS, suivant la voie du projet qui voulait porter l'Internationale au-delà des portes de l'Europe pour en faire une organisation véritablement globale. En cheminant sur cette route, par ses actions d'envergure internationale, l'IS s'est solidarisé avec les luttes pour la libération en Afrique, plantant ainsi un nouveau pilier de notre Internationale dans cette région du monde où de nombreux partis de cette famille politique sont actuellement au gouvernement où existent désormais la démocratie, la paix, les droits et les libertés. Et de rappeler que l'IS est également présente en Asie, en Europe de l'Est et dans les anciennes républiques soviétiques, ce qui en fait la plus grande organisation de partis à l'échelle internationale. À l'heure actuelle, notre mouvement est confronté aux défis du populisme, des nationalismes émergents et du recul démocratique qui en découle, ainsi qu'à des niveaux d'insécurité grimpants du fait de conflits ouverts ou latents dans plusieurs régions du monde, aux effets des changements climatiques et à la recrudescence des inégalités, autant de facteurs qui nous imputent une responsabilité particulière au regard de notre identité et de nos objectifs de paix, de démocratie et d'égalité.

Suite à l'ouverture de la rencontre, les délégués ont débattu des thématiques principales inscrites à l'ordre du jour : « Travailler pour le changement auquel nous aspirons : renforcer les institutions de l'État démocratique, garantir les droits et les libertés et accroître le bien-être » et « l'Amérique latine et les Caraïbes face aux enjeux internationaux du renforcement de la paix et de la sécurité, de la construction d'une économie plus juste et de la réponse juste à apporter aux migrations et à l'urgence des réfugiés ».

Les participants venus de différents pays de la région ont abordé en profondeur les thèmes inscrits à l'ordre du jour, abordant également les enjeux de la thématique de l'égalité des sexes auxquels est confrontée aujourd'hui la région. Le Comité a pu compter sur la présence et les interventions des vice-présidents de l'IS d'Amérique latine et des Caraïbes, à savoir : Isabel Allende (PS, Chili), Elsa Espinosa (PRI, Mexique), Sandra Torres (UNE, Guatemala), Jesús Rodríguez (UCR, Argentine), Bernal Jiménez (PLN, Costa Rica), Víctor Benoit (Haïti), le vice-président de l'IS et hôte de la réunion, Rafael Michelini, ainsi que la vice-présidente du Comité, Eyra Ruiz (PRD, Panama).

Les participants ont également eu l'occasion de discuter avec Alejandro Guillier et Efraín Alegre, candidats des forces politiques sociales-démocrates aux dernières élections présidentielles au Chili et au Paraguay, respectivement, qui ont fait part de leur expérience électorale et de leur opinion à l'égard des grands enjeux des pays de la région.

Tout au long de la matinée du deuxième jour de la réunion, les délégués ont partagé et présenté les situations nationales de leur pays respectif. Suite aux débats, et découlant de ceux-ci, le Comité a adopté les déclarations faisant état de son point de vue sur la

Bolivie, le Guatemala, Haïti, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le Venezuela ainsi qu'une déclaration en hommage à José Francisco Peña Gómez.



Résolution sur la Bolivie

Original : espagnol

Le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste, réuni à Montevideo les 17 et 18 mai :

Réitère la déclaration du XXVe Congrès de l'Internationale Socialiste en mars 2017 à Carthagène sur les restrictions judiciaires imposées aux leaders politiques en Amérique latine.

Le Comité exprime à nouveau son inquiétude au sujet des restrictions judiciaires imposées en Bolivie au leader de son parti membre Unité Nationale, Samuel Doria Medina, sur décision des tribunaux de garanties qui restreignent systématiquement ses voyages à l'étranger lorsque ceux-ci revêtent un caractère politique.

Le Comité déclare que restreindre ses déplacements et la dimension internationale de son travail ne correspond pas à une mesure raisonnable dans un État démocratique et de droit.

Résolution sur le Guatemala

Original : espagnol

Le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste, réuni à Montevideo les 17 et 18 mai :

Salue et reconnaît les avancées en matière de lutte contre la corruption et l'impunité dans ce pays d'Amérique centrale. Néanmoins, il met en garde contre la judiciarisation préoccupante et progressive de la politique au Guatemala et le risque que le pouvoir judiciaire se politise et s'implique dans les conflits et affrontements politiques et partisans de cette nation.

Le phénomène de judiciarisation de la politique représente une menace pour la consolidation de la démocratie guatémaltèque, puisque les juges et les procureurs

deviennent des acteurs capables de décider des orientations politiques et font aussi l'objet de soupçons de partialité.

Le Comité lance un appel aux acteurs de la justice de ce pays à préserver leur indépendance et leur objectivité dans l'exercice de leur fonction, aux partis politiques à approfondir les réformes visant à consolider le système démocratique, et à la société guatémaltèque à soutenir la lutte contre la pauvreté, contre la corruption et pour la consolidation de la paix.

Résolution sur Haïti

Le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste réuni à Montevideo, capitale de la République d'Uruguay, au sujet d'Haïti, adopte la résolution suivante :

- 1.- Demande aux forces progressistes et démocratique d'Haïti de poursuivre leurs efforts pour la mise en place, dans les plus brefs délais, du Conseil électoral permanent et du Conseil constitutionnel, deux institutions importantes pour le renforcement du processus de démocratisation de ce pays ;
- 2.- Exhorte toutes les forces démocratiques d'Haïti à poursuivre leurs travaux de renforcement des institutions de l'État et de la transparence ;
- 3.- Encourage l'application dans ce pays d'une politique de développement économique et social susceptible de créer des emplois dignes en vue de freiner la migration de la population haïtienne, en rendant aux jeunes la confiance dans les perspectives d'avenir de leur pays.

Résolution sur le Nicaragua

Original : espagnol

Le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste, réuni à Montevideo les 17 et 18 mai :

- 1.- Rappelle la déclaration de l'Internationale Socialiste émise le 23 avril dernier sur la situation au Nicaragua ;
- 2.- Réitère sa consternation face aux nombreuses pertes humaines et déplore la violence utilisée contre les manifestants au cours des dernières semaines ;
- 3.- Affirme que seule la démocratie et le plein respect de toutes les libertés et de tous les droits de ses citoyens permettra au Nicaragua d'avancer vers un avenir de coexistence, de paix sociale et de progrès pour tous ;
- 4.- Réclame une enquête impartiale et objective sur les décès survenus lors des incidents de ces dernières semaines afin d'éclaircir les faits et d'établir les responsabilités respectives ;
- 5.- Le Comité restera attentif au dialogue en cours, auquel participent les parties au conflit, en le reconnaissant comme étant la seule voie possible et adéquate pour dégager une solution pacifique à la crise actuelle.

Résolution sur le Panama

Original: espagnol

Le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste, réuni à Montevideo les 17 et 18 mai :

Réitère son intérêt pour la lutte contre la corruption et l'impunité au Panama. Il met en garde contre la judiciarisation préoccupante et progressive de la politique dans le pays

et sur le risque de voir le pouvoir judiciaire et le ministère public se politiser et s'impliquer dans les affaires politiques du pays.

Le phénomène de judiciarisation de la politique représente une menace à la consolidation de la démocratie panaméenne, puisque certains juges et procureurs deviennent des acteurs capables d'influencer l'orientation politique et d'intimider les dirigeants de l'opposition.

Le comité lance un appel aux acteurs de la justice et au Bureau du Contrôleur général de la République à préserver l'indépendance et l'objectivité de leurs actions, aux partis politiques à approfondir les réformes qui consolident le système démocratique et à la société panaméenne à rester vigilante face aux attaques contre les institutions démocratiques.

Résolution sur le Paraguay

Original : espagnol

Le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste, réuni à Montevideo les 17 et 18 mai derniers, dans le cadre de ses discussions sur le renforcement de l'État démocratique dans la région, s'est penché sur la tenue des élections générales au Paraguay en avril dernier, aux côtés des représentants de son parti membre, le Parti démocratique progressiste (PDP), et du candidat à la présidence de la République de la coalition GANAR, Efraín Alegre, leader du Parti libéral radical authentique (PLRA).

Les membres du comité ont pris note du fait que le processus électoral au Paraguay présente toujours des faiblesses et des lacunes qui, près de trente ans après la fin de la dictature, devraient être corrigées et minent la confiance et la crédibilité des électeurs. En particulier, l'absence de rigueur dans le décompte rapide des voix et la présentation partielle et sélective des résultats des scrutins, ainsi que la manipulation des sondages lors de la période préalable aux élections et le jour-même des élections, comme le prouve la forte disparité entre les chiffres anticipés communiqués et les résultats annoncés par la suite.

Dans le cadre du processus électoral en lui-même, il convient de souligner l'esprit civique et la disponibilité d'Efraín Alegre et de la coalition qui l'a appuyé dans la mobilisation des citoyens paraguayens en faveur des objectifs légitimes et nécessaires de renforcement et d'approfondissement de la démocratie dans le pays, de ses institutions politiques et de l'État, ainsi que leur disposition et leur engagement à entreprendre les réformes nécessaires de sorte que le Paraguay puisse compter sur une démocratie efficace et fondée sur des institutions solides, au bénéfice de tous ses citoyens.

Le Comité a reconnu et a encouragé Efraín Alegre et les membres de sa coalition présents à la réunion à poursuivre leurs efforts et leurs travaux afin de permettre au peuple paraguayen d'envisager de nouvelles perspectives et de franchir de nouvelles étapes dans la vie politique de leur pays, ce qui est possible dans le cadre d'une démocratie pleine telle que lui-même et ses compagnons y aspirent et qui permettra au Paraguay d'entrer dans le XXI^e siècle.

Résolution sur le Venezuela

Original : espagnol

Le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste, réuni à Montevideo les 17 et 18 mai, déclare que :

L'Internationale Socialiste s'est étroitement impliquée pendant de nombreuses années dans la situation prévalant au Venezuela et a constaté avec inquiétude le délitement de sa démocratie et l'autoritarisme croissant dans l'exercice des différentes fonctions publiques du pays. L'Internationale a exprimé avec constance et de manière systématique à travers ses différentes instances, en particulier son Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes, son engagement pour la démocratie au Venezuela et sa préoccupation quant à son affaiblissement. En lien avec ce qui précède, l'Internationale n'a cessé de dénoncer les violations des droits de l'homme des Vénézuéliens, les restrictions à leurs libertés et droits politiques, la dégradation de leurs conditions de vie et la polarisation de leur société.

L'IS a toujours cru que les défis de la démocratie ne se relèvent qu'avec davantage de démocratie. Dès lors, nous avons salué les résultats des élections de 2015. Néanmoins, depuis l'instauration de l'Assemblée nationale en janvier 2016, le gouvernement du président Maduro s'est obstiné à ignorer la volonté souveraine, en alléguant des outrages, en bloquant des initiatives puis en convoquant l'élection de l'Assemblée constituante en faisant fi des protestations légitimes de l'Assemblée nationale.

À la veille des élections présidentielles convoquées le dimanche 20 mai, le Comité déclare qu'il n'existe aujourd'hui aucune autorité indépendante au Venezuela en charge du processus électoral. La date du scrutin a été fixée puis modifiée unilatéralement et arbitrairement, ne laissant pas de délai suffisant pour obtenir des candidatures compétitives. Des leaders politiques se trouvent dans l'incapacité de soumettre leur candidature puisqu'ils sont incarcérés, invalidés ou en exil. Il n'existe aucun moyen d'accéder librement aux moyens de communication afin de mener des activités de campagne électorale, alors qu'il est manifeste que le gouvernement abuse quotidiennement des ressources publiques pour garantir sa réélection. Aucune mission d'observation internationale crédible n'est présente et le système de vote automatisé est remis en cause depuis le scrutin de l'Assemblée constituante d'août 2017 par l'entreprise qui a fourni la technologie utilisée pour ce système. Par conséquent, le Comité n'octroie aucune légitimité aux prochaines élections du fait de l'absence de garanties minimales permettant de les qualifier de libres et justes.

À nouveau, le Comité a bon espoir que les efforts et les aspirations du peuple vénézuélien ouvriront la voie à la restauration de la démocratie dans ce pays qui permettra d'assurer un avenir de liberté et de dignité au peuple frère du Venezuela.

Le Comité réitère son appel à la libération de tous les prisonniers politiques ; au respect de l'Assemblée nationale et de toutes ses prérogatives et à la reconnaissance de l'autorité et de l'immunité des parlementaires dans l'exercice de leur fonction ; à la nomination d'autorités électorales indépendantes et à la mise en place d'un calendrier électoral qui garantit un scrutin libre, juste et compétitif dans les plus brefs délais, comptant sur une participation véritable et vaste des partis et des candidats.

Le Comité, en tenant compte de la grave crise économique à laquelle le pays fait face et de la pénurie de denrées alimentaires, de médicaments et de biens de première nécessité, lance un appel au gouvernement, à la société civile, aux organismes internationaux et à la communauté internationale à mobiliser immédiatement toute l'aide humanitaire possible pour le Venezuela.

Notre Internationale ne cessera d'appuyer la lutte pour la liberté et la démocratie du peuple vénézuélien, auquel nous adressons aujourd'hui, depuis Montevideo, toute notre solidarité.

Déclaration sur José Francisco Peña Gómez

El Comité de la Internacional Socialista para América Latina y el Caribe, reunido en Montevideo los días 17 y 18 de mayo,

En el vigésimo aniversario de su desaparición, rinde un sentido homenaje al recordado líder dominicano José Francisco Peña Gómez, quien al frente de su partido miembro, el Partido Revolucionario Dominicano (PRD), fuera el primer presidente del Comité para América Latina y el Caribe de la Internacional Socialista y un referente global del movimiento socialdemócrata mundial desde las responsabilidades que asumió en la dirección de esta Internacional Socialista.

Peña Gómez dedicó su vida y su liderazgo a trabajar por el avance y la consolidación de la democracia en su país y a través de todo el continente; por la paz en los tiempos que diversos conflictos golpeaban a Centroamérica; y por la solidaridad que se estableció como el signo de identidad de nuestro movimiento en un continente que sentaba las bases democráticas para los nuevos tiempos.

Por su ejemplo y dedicación, Peña Gómez permanece hoy un referente para todos en este continente y en nuestro movimiento internacional como un líder cuya enseñanza y batalla perduran en los esfuerzos para construir un continente de libertades, de derechos, de más justicia y de mayor solidaridad.

Réunion du Comité de l'IS pour la CEI, le Caucase et la mer Noire, St Pétersbourg, Russie

25-26 Mai 2018



Le Comité pour la CEI, le Caucase et la mer Noire de l'Internationale Socialiste s'est réuni à Saint-Pétersbourg, en Russie, les 25 et 26 mai 2018 accueilli par son parti membre dans ce pays, Une Russie juste, dont le leader, Sergey Mironov, s'est exprimé devant l'assemblée à son ouverture.

L'ordre du jour de la réunion s'est concentré sur trois thèmes principaux : « Déployer une stratégie commune pour renforcer la social-démocratie dans la région », « Un aperçu de l'avancement de la démocratie et de ses institutions dans la région » et « Notre contribution en tant que mouvement à la paix dans la résolution et la prévention des conflits ». À l'occasion des vives et riches discussions qui ont eu lieu, les participants

ont partagé des informations avec leurs collègues concernant la situation politique et sociale dans leur pays respectif, les défis auxquels ils font face et les travaux menés à bien par leur parti.

Cette réunion, présidée par le Secrétaire général de l'IS, Luis Ayala, a eu pour tâche d'élire les nouvelles autorités du Comité. Alexandra Dobolyi (MSzp, Hongrie), Araz Alizadeh (SDPA, Azerbaïdjan) et Mikalai Statkevich (SDP-NH, Belarus) ont été élus à l'unanimité à la coprésidence. Une déclaration fut émise à l'issue de la réunion.

Déclaration

Original : anglais

Le Comité pour la CEI, le Caucase et la mer Noire de l'Internationale Socialiste, réuni à Saint-Pétersbourg, en Russie, les 25 et 26 mai 2018, accueilli par son parti membre dans ce pays, Une Russie juste, a débattu de la contribution de notre mouvement à l'avancement de la démocratie et de ses institutions, à la résolution et à la prévention des conflits et au renforcement de la paix dans la région, ainsi qu'au déploiement d'une stratégie commune pour renforcer la social-démocratie dans la région.

Le Comité a pris note que la social-démocratie est un mouvement en plein essor dans la région, où les partis membres jouent un rôle de plus en plus important dans la vie politique de différents pays, et a réaffirmé que les principes et les valeurs qui inspirent notre Internationale sont reconnus et partagés par un nombre croissant de citoyens, ouvrant la voie à une plus grande représentation des partis membres de l'IS aux mouvements sociaux, aux parlements et aux gouvernements de la région. Le Comité a pris acte que les travaux de nos membres en faveur des libertés et des droits fondamentaux, au nom des plus vulnérables, ont contribué à progresser vers les objectifs démocratiques et à consolider la paix. Néanmoins, il reste encore beaucoup à faire.

Parmi les enjeux mentionnés dans le cadre de ce Comité, les membres ont rappelé qu'il est nécessaire de garantir à tous les citoyens ressortissants des pays de la CEI, du Caucase et de la Mer Noire la jouissance d'un accès libre et équitable à différents médias écrits et électroniques, tels que la télévision, la radio, l'Internet et d'autres sources d'information, notamment les médias officiels, ceux de l'opposition et la presse étrangère. L'imposition de barrières, dont celles sanctionnées par la législation, à la libre distribution et à l'accès à une information de qualité a soulevé de fortes objections, ainsi que les différentes méthodes visant à influencer ou à avoir un effet sur les médias libres et ceux y travaillant, notamment les poursuites contre les journalistes locaux et étrangers. Le Comité regrette l'impasse armée dans laquelle se trouve le sud-est de l'Ukraine et appelle à un règlement pacifique du conflit conformément aux Accords de Minsk et au Format Normandie. Le Comité a lancé un appel au président Vladimir Poutine en Russie et au président Petr Poroshenko en Ukraine à adopter une initiative humanitaire et à procéder à l'échange de prisonniers : les Ukrainiens emprisonnés en Russie pour les Russes emprisonnés en Ukraine, sur la base du principe de « tous pour tous ».

Concernant le Belarus, le Comité a exprimé son inquiétude au sujet des pressions exercées sur les membres et les représentants de la société civile, sur le parti membre de l'IS, le Parti social-démocrate « Narodnaya Gramada », sur le syndicat radioélectronique et sur d'autres organisations démocratiques et sociales du pays. Le Comité exhorte les autorités à cesser immédiatement toute oppression motivée par des raisons politiques et à libérer sans attendre tous les prisonniers politiques. Le Comité exhorte également les autorités bélarusses à plus de transparence lors des processus électoraux et mécanismes de décompte des voix dans le pays.

Concernant la situation en Arménie, le Comité exprime son soutien au mouvement populaire et applaudit toutes les parties pour la transition pacifique du pouvoir en cours, en espérant que le processus se poursuivra dans le plein respect de la Constitution du pays. Le comité soutient le parti membre de l'IS en Arménie, ARF-Dashnaktsutyun, alors qu'il déploie des efforts soutenus pour réformer le gouvernement fédéral, dans le but de créer un système parlementaire qui veille à une séparation des pouvoirs entre le pouvoir législatif, exécutif et judiciaire du gouvernement dans son ensemble. Dans ce contexte, le Comité soutient son parti membre dans sa lutte contre les monopoles illégaux, contre la corruption, en faveur d'une justice sociale et pour donner plus de pouvoir à l'opposition parlementaire, pour un système gouvernemental plus décentralisé et pour un gouvernement plus ouvert, transparent et responsable, à tous les niveaux.

Face à la recrudescence de l'utilisation et de l'application de sanctions comme outils politiques régissant les relations entre les différents États, tout en prenant en compte le besoin de renforcer le dialogue et les contacts entre les différents acteurs politiques internationaux pour réduire les différences, le Comité a estimé que de telles mesures devraient exclure les restrictions aux déplacements imposées aux leaders politiques et aux députés qui jouissent habituellement d'une immunité dans les systèmes politiques démocratiques.



L'Internationale Socialiste félicite Pedro Sánchez

2 Juin 2018

L'Internationale Socialiste félicite Pedro Sánchez, leader du parti socialiste espagnol, PSOE, et vice-président de l'IS, en devenant président du gouvernement espagnol, prenant ses fonctions le samedi 2 juin 2018. Le mouvement social-démocrate mondial célèbre cette nouvelle et souhaite à lui et à nos camarades espagnols tous les succès dans ces nouveaux temps pour l'Espagne et son peuple.

5e anniversaire de la mort de Pierre Mauroy

7 Juin 2018

Le 7 juin, à l'occasion du cinquième anniversaire du décès de l'ancien président de l'Internationale Socialiste, Pierre Mauroy, le secrétaire général de l'IS a rejoint d'anciens collaborateurs proches de Pierre Mauroy au cimetière de Lille pour y déposer une gerbe de fleurs et lui rendre hommage au nom de l'IS. Ancien maire de Lille et Premier ministre français, Pierre Mauroy a assumé la présidence de l'IS entre 1992 et 1999.





L'IS salue l'accord signé hier par la Grèce et l'ex-République yougoslave de Macédoine

18 Juin 2018

Les partis appartenant à la famille politique socialiste sont engagés en faveur de la paix et de la coopération entre les peuples et les pays des Balkans.

Les partis du socialisme démocratique ont un rôle décisif à jouer en cette période troublée. Nous nous opposons à l'extrême droite et aux forces démagogiques qui s'échinent à miner les succès démocratiques et les sociétés pluralistes. Nous nous opposons à leur rhétorique et à leurs actions autoritaires qui menacent les garanties démocratiques fondamentales apportées à chaque citoyen, à leurs droits et à la libre expression de la voix des citoyens. Nous nous opposons à leur tentative de division en usant du nationalisme, de la xénophobie et des discours de haine.

La résolution pacifique des conflits en cours par des solutions mutuellement acceptées est la seule issue possible si nous voulons instaurer la stabilité, la sécurité, l'État de droit et une croissance durable dans la région des Balkans.

Pour toutes ces raisons, nous avons respecté l'esprit et les principes de l'Agenda pour les Balkans occidentaux adopté au Conseil européen à Thessalonique en 2003 qui a donné des moyens efficaces aux pays de la région d'adhérer à l'UE, après avoir rempli les conditions prescrites.

C'est dans cet esprit que nous saluons la décision d'Athènes et de Skopje de mettre fin à la question demeurée en suspend du nom constitutionnel de l'ex-République yougoslave de Macédoine grâce à un accord conclu sous l'égide des Nations Unies.

Quelles qu'aient été les difficultés, cette avancée majeure renforcera considérablement la coopération régionale et des citoyens tout en offrant de nouvelles perspectives de développement des infrastructures, d'investissement innovant, de développement durable, de commerce et de tourisme en une période de crise économique.

Dans ce contexte,

Nous adressons nos vœux de succès au gouvernement de Zoran Zaev dans l'accomplissement des différentes étapes nécessaires à la mise en œuvre de cet accord.

Nous encourageons toutes les forces politiques progressistes à rester solidaires de cet effort de croissance et de stabilité dans la région des Balkans.

Nous en appelons aux citoyens progressistes des deux pays à lutter activement contre les rhétoriques de division et la polarisation.

Ce moment offre une chance unique à un avenir pacifique et sûr pour tous. Il s'agit d'une occasion à ne pas manquer.

Secrétaire General de l'Internationale Socialiste en Angola

20 Juin 2018



L'Internationale Socialiste souligne le rôle de l'Angola dans les Grands Lacs

Agence Angola Presse, 19 juin 2018

La reconnaissance a été faite par le secrétaire général de l'IS, Luis Ayala, à la fin d'une audience accordée par le vice-président du MPLA, João Lourenço. S'adressant à la presse à la fin de l'audience, le responsable a déclaré que l'Angola travaille pour la liberté, la démocratie, les droits de l'homme, la paix et la résolution des conflits, le renforcement des processus démocratiques.



Réunion du Conseil aux Nations Unies à Genève

26-27 Juin 2018



Le Conseil de l'Internationale Socialiste s'est réuni aux Nations Unies à Genève les 26 et 27 juin 2018 en vue de débattre des réponses sociales-démocrates aux questions les plus importantes à l'échelle internationale. Trois thèmes principaux étaient inscrits à l'ordre du jour : « La contribution de la social-démocratie à la résolution des conflits et à la paix et à la sécurité internationale », « Relever les défis de la démocratie dans le monde pour garantir les libertés et les droits de tous » et « Répondre avec nos valeurs et nos principes à la migration à l'échelle mondiale et à la souffrance actuelle des réfugiés ».

La réunion a été ouverte par le secrétaire général de l'IS, Luis Ayala, qui a rappelé que les thèmes inscrits à l'ordre du jour se trouvent au cœur des priorités des socialistes et des sociaux-démocrates. Il a souligné que le multilatéralisme est une valeur phare de l'IS et un outil indispensable à la résolution des conflits. Les valeurs sociales-démocrates ont également été fondamentales pour instaurer et renforcer la démocratie dans de nombreux pays. Il a lancé un appel pressant à la lutte contre la montée du populisme, du nationalisme et de l'autoritarisme, autant de menaces pour les progrès réalisés les années précédentes. Il remarque que les migrants sont de plus en plus diabolisés en dépit du rôle positif joué par la migration dans la prospérité de l'humanité et regrette l'absence de solidarité de la part des pays les plus riches à cet égard.

Michael Møller, secrétaire général adjoint des Nations Unies et directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève, a souhaité la bienvenue à l'ensemble des participants en déclarant que c'était un plaisir et un privilège de les accueillir au Palais des Nations. Il s'est exprimé sur l'état du monde actuel à une époque où la tendance est au diagnostic de la fin de l'ordre mondial, rappelant les enjeux de la défense et de la relance du multilatéralisme. Tout au long de son discours, le directeur général a souligné l'importance et le potentiel du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en tant que plan d'action soutenu par tous. Il a estimé que les réponses aux défis actuels ont pour point de départ l'unité et la solidarité, des valeurs qui sont au cœur de l'IS et partagées par les Nations Unies.

Dans son discours liminaire, le président de l'IS, George Papandreou, a décrit le sentiment d'urgence partagé par le mouvement, confronté aux nombreuses injustices de

la société, aux profondes inégalités de l'économie mondiale, à la plus forte concentration du pouvoir et de la richesse ainsi qu'à la monstruosité des personnes ayant recours à la peur et à la violence pour accroître leur pouvoir et atteindre leurs objectifs. Il a indiqué que le multilatéralisme et la coopération sont menacés par la nouvelle administration américaine, ouvrant la voie aux mouvements anti-solidarité et au nationalisme extrême. Le rôle de la social-démocratie est de contrer la montée de l'extrême droite en révélant une autre voie, puis il a exhorté les délégués à user de passion et d'imagination dans leurs politiques en ce sens.

Au regard du premier thème, des contributions ont été apportées par un certain nombre de membres du Présidium de l'IS et de délégués directement impliqués dans les processus en cours de résolution des conflits. Ces discussions ont fait valoir le besoin de compter sur un ordre international fondé sur les règles et des efforts visant à renforcer la confiance entre les pays en proie à un risque de conflit. Un certain nombre de déclarations qui ont ensuite été adoptées à la fin de la réunion reflétaient les discussions sur la paix et la sécurité internationale, y inclus une déclaration sur la résolution des conflits en Afrique, une déclaration sur la question palestinienne, une déclaration sur le peuple kurde et une déclaration sur la péninsule coréenne.

Le deuxième thème du Conseil a été introduit par l'ancien président du Chili, Ricardo Lagos, qui s'est exprimé sur les défis de la démocratie. Il a considéré en particulier que les tendances actuelles prônant un monde dépourvu d'ordre mondial au sein duquel la démocratie ne pourrait aisément prévaloir, alors que les populismes prennent de l'ampleur dans les pays auparavant réputés pour leurs solides valeurs démocratiques. Une des réponses proposées suggère de faire de la démocratie un système plus horizontal ainsi qu'un instrument de changement permettant de rétablir la confiance dans les institutions. M. Lagos a remarqué que ces défis sont identiques dans le monde développé et en développement, et qu'il s'agit surtout pour les démocrates du monde entier de se montrer à la hauteur des réalisations de leurs aïeux et de faire preuve de courage. Les interventions sur la démocratie qui ont suivi se sont fait l'écho de ces sentiments alors que les délégués ont partagé de riches expériences sur le sujet, venus de pays où la démocratie est bien instaurée ainsi que de pays qui en sont quasiment dépourvus. Une déclaration sur les défis de la démocratie à relever dans le monde a ensuite été adoptée.

Omar Barboza, président du parlement vénézuélien (Assemblée nationale), invité spécial du Conseil pour aborder la situation critique de son pays, a expliqué que des millions de personnes ont fui le Venezuela du fait de la crise humanitaire provoquée par la corruption, la répression, la censure et l'absence de respect des droits humains. Il a appelé à de nouvelles élections présidentielles libres en présence d'observateurs internationaux impartiaux. Le Conseil a mis en évidence ces appels dans une résolution sur le Venezuela. Par la suite, le Conseil a exprimé sa position sur la situation dans certains pays eu égard à la démocratie et aux droits humains, en adoptant une déclaration sur le Nicaragua et une résolution sur Djibouti. Une déclaration spéciale a été adoptée en reconnaissance des accomplissements du président Ibrahim Boubacar Keita au Mali et en soutien à sa nouvelle candidature aux élections de juillet 2018.

Les interventions relatives au troisième thème, « Répondre avec nos valeurs et nos principes à la migration à l'échelle mondiale et à la souffrance actuelle des réfugiés », étaient chargées d'émotion et de sincérité alors que les délégués ont exprimé leur soutien aux personnes en déplacement aujourd'hui dans le monde. Tous les participants se sont accordés à dire que la migration a joué un rôle historique crucial dans le développement et la prospérité de l'humanité, et demeure un phénomène positif. De nombreux orateurs ont fait mention de la dialectique utilisée pour diviser les migrants

en différentes catégories à la hiérarchie implicite, entre réfugiés et migrants économiques, immigrés et anciens expatriés. Le Conseil a par la suite adopté une déclaration sur la migration mondiale et le sort des réfugiés, rappelant les droits humains fondamentaux et inaliénables de tous les migrants et le rôle central et positif joué par la migration dans l'histoire de l'humanité.

La présidente du Comité Éthique, Arianne Fontenelle (PS, Belgique), a remis un rapport sur les travaux du Comité. Quarante et une candidatures sont actuellement à l'étude pour adhésion. Le Conseil a approuvé les propositions du Comité d'octroyer le statut de parti membre de plein droit au MLPC de la République centrafricaine et de modifier le statut du parti Komala du Kurdistan iranien de membre observateur à membre consultatif. Il a approuvé l'adhésion du parti Rasanbleman d'Haïti et du parti social-démocrate du Kirghizistan en tant que membres de plein droit ; du PPSF de Palestine et du CPP du Ghana en tant que membres consultatifs ; ainsi que du SDPS de Serbie et du MSD du Kosovo en tant que membres observateurs. Concernant l'adhésion à la Charte éthique de l'IS, le Conseil a donné son accord pour que le Comité Éthique procède à une enquête de conformité auprès du parti Fusion des sociaux-démocrates haïtiens (FSDH, Haïti), et dans le cas du parti membre au Bénin, que le président du Comité Afrique suspendrait volontairement son activité et la prochaine réunion du Comité régional devrait résoudre la question de la présidence.

Maurice Poler (AD, Venezuela) a remis son rapport en tant que coprésident du Comité d'Administration et des Finances, rappelant aux partis membres le besoin d'honorer leurs engagements financiers envers l'IS, à la fois pour maintenir leur statut et droit de vote au sein de l'organisation et pour permettre à l'IS de poursuivre un programme complet d'activités et d'être à la hauteur des ambitions de ses membres.

Il a été convenu que la composition finale du Comité de l'IS pour l'égalité des genres sera confirmée à l'occasion de la réunion annuelle du Présidium de l'IS au siège des Nations Unies à New York en septembre prochain pendant le segment de haut niveau de l'Assemblée générale.

En conclusion des débats du Conseil, le secrétaire général de l'IS est revenu sur les interventions qui ont émaillé les séances en présentant l'IS comme l'organisation légitime des sociaux-démocrates. Il a rappelé que l'IS conserve sa légitimité tant qu'elle demeure en cohérence avec les valeurs et principes identitaires de notre mouvement, et tant qu'elle est autogouvernée démocratiquement et autofinancée par ses membres, ce qui garantit son autonomie et son indépendance. Le Conseil, ajoute-t-il, nous a offert une voie à suivre et la mission de faire progresser nos conclusions.

Déclarations et résolutions, réunion du Conseil de l'IS à Genève

26-27 Juin 2018

Déclaration sur les défis de la démocratie à relever dans le monde

Original : anglais

Le Conseil de l'Internationale Socialiste, réuni aux Nations Unies à Genève, analyse le rôle historique des socialistes et des partis sociaux-démocrates dans l'instauration, la consolidation et la défense de la démocratie. La plupart du temps, au cours de ces cinquante dernières années, des progrès sans précédent ont été réalisés, et les partis membres de l'Internationale Socialiste ont été parmi les premiers architectes de la démocratie dans leurs pays respectifs. Néanmoins, au cours des dix dernières années, la menace de régression des droits démocratiques a émergé et le Conseil a considéré les défis émergents et persistants de la démocratie ainsi que les moyens de les relever.

Le Conseil :

Réitère que la démocratie est le socle de toute société libre, juste et prospère et que les membres de l'IS, en leur qualité de partis politiques sociaux-démocrates, sont définis par leur engagement fondamental à la démocratie et à ses avancées.

Reconnait qu'en tant que sociaux-démocrates, nous ne pouvons considérer la démocratie comme acquise dans aucun de nos pays, en particulier lorsque les droits démocratiques ont été acquis relativement récemment. Il est crucial de rester vigilants en cas de régression vers les pratiques et systèmes non démocratiques précédents et de lutter contre la menace des forces anti-démocratiques.

Considère que la vague de populisme ayant émergé dans le monde d'aujourd'hui, en particulier le populisme de droite, représente un danger majeur pour les libertés durement acquises et chères aux partis membres de l'IS.

Reconnait que la désillusion ayant mené à la recrudescence du populisme trouve principalement sa source dans la réponse inefficace et injuste apportée à la crise financière mondiale qui fait rage depuis dix ans. Ceci est surtout lié aux politiques d'austérité dont les effets se font toujours sentir et ont eu le plus d'impact sur ceux ayant eu le moins de responsabilité dans la crise.

Appelle à une action coordonnée internationale pour surmonter les nouvelles menaces à la démocratie émanant d'organisations irresponsables capables d'exercer à la fois du pouvoir et une influence sur les processus électoraux, et de la rapide propagation de la désinformation d'influence sur les médias sociaux.

Souligne l'importance de la coopération et de la solidarité à travers les frontières internationales en proposant de l'aide à ceux qui luttent pour instaurer, consolider et défendre la démocratie. À cet égard, la force collective de l'Internationale Socialiste peut être déployée et avoir un effet considérable, en utilisant notre réseau mondial de militants, de partis membres et de représentants élus en faveur de la mobilisation pour la défense des droits démocratiques et des libertés.

Déclaration sur la migration mondiale et le sort des réfugiés

Original : anglais

Le Conseil de l'IS considère que la migration a joué un rôle central et positif tout au long de l'histoire de l'humanité ; nos ancêtres s'étant déplacés vers différentes régions de la planète en quête de perspectives d'avenir, de liberté et d'une meilleure qualité de vie. Ce sont des personnes qui ont contribué au développement et au progrès de leur région d'accueil grâce à leurs talents et à leurs efforts, façonnant les pays du monde tels que nous les connaissons aujourd'hui.

Le Conseil rejette toute tentative visant à présenter la migration au XXI^e siècle comme un phénomène négatif et la diabolisation associée des personnes traversant les frontières nationales. Les partis sociaux-démocrates s'opposent à la rhétorique anti-immigration de la droite populiste, qui ne fait que désigner des boucs émissaires sans dégager de solutions aux réalités actuelles.

L'engagement pris par le Conseil de l'IS sur la migration est ancré dans la Charte des droits des migrants de l'IS, adoptée par le Conseil aux Nations Unies à New York en 2015. Ce document, que tous les partis membres de l'IS se sont engagés à respecter, souligne les droits humains fondamentaux de tous les migrants, basés sur le respect de la vie humaine et des libertés fondamentales.

Le Conseil a étudié les tendances actuelles de la migration mondiale :

La mort de milliers de migrants en mer Méditerranée ces dernières années, alors qu'ils tentaient de la traverser en direction de l'Europe, est une catastrophe humanitaire de grande ampleur et une source de honte profonde pour l'humanité. Alors que nous avons besoin de solidarité, de compassion et d'assistance envers les autres habitants de cette planète, la rhétorique anti-migrants des partis populistes a créé une situation où il s'agit bien plus d'éloigner les migrants que de veiller sur la vie humaine. À cet égard, le Conseil est extrêmement préoccupé par la position récemment adoptée par les gouvernements d'Italie et de Malte en faveur du renvoi des navires ayant besoin d'assistance après avoir secouru des rescapés en mer Méditerranée. Le Conseil est également préoccupé par l'absence de réponse politique concertée au niveau européen, alors que les forces populistes et les nationalistes imposent leurs politiques migratoires caractérisées par la fermeture des frontières et la xénophobie. Ces déplacements de personnes exigent une réponse humaine et plutôt qu'une tentative de rendre les frontières extérieures de l'Europe infranchissables, et le Conseil applaudit les mesures prises par le gouvernement socialiste espagnol de Pedro Sanchez, vice-président de l'IS, pour donner à ces personnes un refuge.

L'émergence, l'année dernière, d'éléments attestant de la vente d'êtres humains comme esclaves en Libye est une preuve choquante et abominable du mépris profond pour les droits humains des migrants, bien souvent amenés involontairement dans le pays sur des prétextes fallacieux de trafiquants d'êtres humains. Une attention particulière est portée aux femmes et aux enfants, qui sont souvent victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle. Les migrants sont parmi les personnes les plus vulnérables de la société et particulièrement exposés à l'exploitation et aux mauvais traitements. Dans ce contexte, les récentes sanctions imposées par les Nations Unies à six Libyens responsables d'un réseau transnational de trafic et de traitement brutal à l'encontre des migrants constituent une étape positive pour la défense des droits humains.

Les partis populistes ont réussi à exploiter la question de la migration afin de remporter les élections et il est crucial que les partis sociaux-démocrates répondent. Tous les partis politiques doivent entendre les préoccupations légitimes de l'électorat, mais les sociaux-démocrates ont l'obligation morale et politique de défendre les droits humains des migrants et leur contribution au pays d'accueil. Ceux qui cherchent à attribuer les difficultés économiques, l'absence de cohésion sociale, le chômage et d'autres problèmes de société aux migrations le font par volonté d'arrêter les migrations et non pas pour trouver des solutions. En revanche, la recherche de solutions appropriées, justes et durables aux conséquences de la migration mondiale est au cœur de la démocratie sociale.

Il est tout aussi primordial de lutter contre la désinformation, en particulier les discours voulant que le monde développé soit assiégé par la migration de masse. Environ 85 % des réfugiés dans le monde sont accueillis par les pays en développement, lesquels sont bien souvent en proie à de graves problèmes économiques et sociétaux. Ceci n'est nulle part aussi vrai qu'en Afrique, qui accueille plus de réfugiés que toute autre région du monde, alors que le continent est présenté comme étant à l'origine de la crise mondiale des réfugiés.

Le Conseil condamne la politique de séparation des enfants migrants, principalement latino-américains, de leurs parents et leur placement en centre de détention, tel que l'a instituée l'actuelle administration américaine. Un tel traitement est fondamentalement cruel et constitue une violation manifeste des droits humains de ces enfants vulnérables, nombre d'entre eux sont extrêmement jeunes et risquent par conséquent de vivre un traumatisme.

Le Conseil rappelle ses précédentes déclarations sur le peuple Rohingya et enjoint à maintenir l'attention sur le sort des personnes forcées de fuir le Myanmar et chercher refuge au Bangladesh voisin. Il réitère ses appels à mettre fin aux persécutions et aux violations des droits humains à l'encontre des Rohingyas, rappelant le droit de tous les Rohingyas à revenir chez eux avec une garantie de sécurité, et exhorte la communauté internationale à maintenir la pression exercée sur les dirigeants et le gouvernement du Myanmar.

À l'heure actuelle, le nombre de personnes déplacées de force dans le monde est supérieur à tout ce qui a été enregistré depuis la Seconde Guerre mondiale. Ce nombre comprend aussi bien les réfugiés transfrontaliers que les déplacés internes, et est représentatif des incidences plus vastes des conflits, du terrorisme et des changements climatiques sur les populations vulnérables. Le Conseil souligne que l'absence de mesures visant à trouver des solutions à la crise mondiale des réfugiés pourrait l'emporter si rien n'est fait pour lutter contre les causes à l'origine des mouvements transfrontaliers de personnes. Ceci exige une action concertée en faveur de la résolution des conflits, de la consolidation de la paix, du développement durable, de la démocratisation et de la lutte contre les changements climatiques. Voilà les défis majeurs de notre temps et ils ne pourront pas être relevés par un seul pays. Au cœur des réponses à apporter à la migration mondiale et au sort des réfugiés se trouve donc le principe du multilatéralisme.

La migration est une question que nous devons aborder avec humanité et avec le courage de nos convictions en tant que socialistes, au nom de la solidarité, du respect et de la justice sociale. Nous ne pouvons accepter la catégorisation simpliste des migrants légaux (demandeurs d'asile, réfugiés, etc.) d'une part, et des migrants illégaux (tous les autres, économiques, environnementaux) d'autre part, donnant la possibilité aux populistes de décider qui est accepté et qui ne l'est pas. Nous devons rétablir des canaux légaux pour la migration légale et les personnes déplacées de force. Nous devons nouer des relations stables avec les pays d'origine et de transit en vue d'une gestion conjointe des flux migratoires, en les aidant dans leur processus de développement et en créant des institutions démocratiques respectueuses des droits humains.

Déclaration sur la résolution des conflits en Afrique

Original : anglais

Le Conseil de l'Internationale Socialiste, réuni aux Nations Unies à Genève les 26 et 27 juin 2018, a débattu de la contribution de la démocratie sociale à la résolution des conflits ainsi qu'à la paix et à la sécurité internationale.

Les conflits dans le monde détruisent des vies, entravent le développement et provoquent le déplacement forcé de populations civiles. La résolution des conflits et la promotion de la paix doivent par conséquent rester au cœur des principes sociaux-démocrates, que l'IS et ses partis membres cherchent à faire prévaloir en tout temps. De toute évidence, la paix est une condition préalable à la sécurité, au développement et au niveau de vie élevé de tout individu.

Dans ce contexte, le Conseil s'est intéressé au rôle fondamental de la résolution des conflits en Afrique, un continent au sein duquel l'IS a longtemps œuvré pour la paix et la sécurité. Il a reconnu l'engagement actif de plusieurs partis membres de l'IS à de nombreux efforts de consolidation de la paix et de résolution des conflits.

L'IS n'a cessé d'encourager la coopération régionale au Sahel pour lutter contre le terrorisme et renforcer la sécurité, et le Conseil réitère le soutien de l'IS au groupe

opérationnel du G5 Sahel. Bien que la menace terroriste pèse toujours sur le Sahel, elle a été contenue grâce à une action concertée des gouvernements régionaux.

Quant au Sahara occidental, le Conseil exprime son soutien au secrétaire général des Nations Unies et à son envoyé spécial nouvellement mandaté dans leurs efforts pour parvenir à une solution politique, pacifique, juste et durable, qui soit mutuellement acceptable pour les deux parties au conflit, conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies. Le processus devrait conduire à des négociations face à face entre les deux parties.

Le Conseil reconnaît les efforts déterminés et soutenus dans la région des Grands Lacs déployés par des pays de la région engagés en faveur de la paix. La Conférence internationale pour la région des Grands Lacs a été une tribune importante pour œuvrer en faveur d'une solution durable et négociée qui apportera la paix et la stabilité à la RDC, à la République centrafricaine, au Burundi et au Soudan, où les groupes terroristes et rebelles ont semé la destruction et la mort.

L'IS suit avec intérêt l'évolution de la situation en Libye et exprime son soutien aux actions du secrétaire général et de la vice-secrétaire générale des Nations Unies pour une solution politique impliquant l'ensemble des Libyens et dont le point de départ est l'organisation d'élections en vue de créer des institutions juridiques.

L'IS suit avec une grande attention l'évolution dramatique et préoccupante de la crise touchant les populations anglophones au nord-est et au sud-est du Cameroun et exhorte à nouveau le président Paul Biya à dégager une solution urgente et appropriée en vue de mettre un terme à cette crise dangereuse, avant que la situation ne se détériore dans l'ensemble du pays.

Déclaration sur la question palestinienne

Original : anglais

Le Conseil de l'Internationale Socialiste, réuni aux Nations Unies à Genève les 26 et 27 juin 2018, a organisé des discussions sur le thème de la paix et de la sécurité internationale et a réfléchi aux perspectives de paix au Moyen-Orient, rappelant les précédentes déclarations de l'IS, en particulier à l'occasion du Conseil de l'IS à New York en 2010, à Istanbul en novembre 2013, en décembre 2014 et en juillet 2015 ainsi qu'à Genève en juillet 2016.

Le Conseil:

Réaffirme le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, notamment le droit à son État indépendant de Palestine, sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, et réaffirme son engagement, conformément au droit international, à mettre un terme à l'occupation israélienne de l'État palestinien, effective depuis 1967, afin d'atteindre la solution des deux États, en tant que deux États souverains et démocratiques pour l'ensemble de leurs citoyens et une solution juste à la question des réfugiés palestiniens sur la base de la résolution 194 des Nations Unies ;

Après plus de 25 ans d'échecs successifs à atteindre la paix par des processus de paix bilatéraux, nous estimons qu'il est temps que la communauté internationale assume (collectivement) sa responsabilité, conformément au droit international, de mettre un terme à l'occupation de l'État palestinien et à toute entrave à l'exercice par le peuple palestinien de son droit à l'autodétermination ;

Rappelant la déclaration sur le Moyen-Orient du Conseil à Athènes en 2011, au titre de laquelle nous appelions à la reconnaissance de l'État de Palestine, les membres de l'IS réaffirment leur engagement à :

1. Soutenir la reconnaissance immédiate et inconditionnelle de l'État de Palestine sur la base des frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale.
2. Assumer un rôle international plus important par l'organisation d'une conférence internationale qui accueillera différents acteurs internationaux de diverses régions du monde afin de prôner une paix juste et durable basée sur le droit international pour Israël et la Palestine, notamment la cessation complète de l'occupation effective depuis 1967 ;
3. Soutenir l'arrêt total de toutes les activités d'établissement de colonies, notamment à Jérusalem- Est, la fin immédiate des destructions de logements et déportations de Palestiniens ainsi que l'élimination de toute forme de discrimination raciale et d'apartheid ;
4. Encourager une approche non violence à tous les niveaux et par toutes les parties et exiger la cessation immédiate de toute forme de violence perpétrée par les forces d'occupation et les colons israéliens contre la résistance non violente palestinienne ;
5. Demander la libération immédiate de tous les prisonniers palestiniens, en particulier les membres élus du Conseil législatif palestinien, les prisonniers mineurs et les détenus administratifs ;
6. Depuis la dernière déclaration de l'IS en avril 2018, le nombre de civils palestiniens pris pour cibles par les forces d'occupation israéliennes a fortement augmenté avec la mise à mort de plus de 130 Palestiniens non armés et plus de 6 000 autres blessés, dont des enfants, des journalistes, des secouristes, des femmes et des hommes. Le Conseil condamne vivement le blocus illégal de la bande de Gaza par Israël, ainsi que le recours à des armes létales par les forces militaires israéliennes contre des manifestants non violents et pacifiques, et appelle le gouvernement israélien à lever immédiatement le siège de la bande de Gaza et permettre la libre circulation des personnes. L'IS confirme son soutien à la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies (A/ES-10/L.23) appelant à « garantir la sûreté et la protection de la population civile palestinienne dans le Territoire palestinien occupé, y compris la bande de Gaza ».
7. Appelle tous les gouvernements et organisations de la société civile au lancement d'une opération de boycott, désinvestissement et sanctions contre l'occupation israélienne, l'ensemble des institutions d'occupation et les colonies israéliennes illégales, y compris un embargo total sur toute forme de commerce et de coopération militaire avec Israël tant que se poursuivent les politiques d'occupation et d'apartheid contre les Palestiniens.
8. Le Conseil de l'IS appelle en outre l'administration américaine à reconsidérer sa position favorisant Israël, notamment le déplacement de son ambassade à Jérusalem. Nous regrettons la décision des États-Unis de se retirer du Conseil des droits de l'homme, à l'instar de leur précédent retrait des Accords de Paris sur les changements climatiques et de l'UNESCO.
9. Le Conseil de l'IS souhaite réitérer sa solidarité envers les forces progressistes d'Israël et de Palestine, y compris les défenseurs des droits de l'homme et les organisations de la société civile, devenus victimes d'une campagne malveillante de la part du gouvernement israélien. Dans le même temps, le Conseil exprime sa solidarité envers les citoyens palestiniens d'Israël qui continuent à vivre dans un système de discrimination institutionnalisée, et condamne fermement l'adoption de lois racistes, notamment la loi sur la citoyenneté.

Déclaration sur le peuple kurde

Original : anglais

Le Conseil de l'IS considère que le régime iranien peut aisément échapper aux conséquences de ses actes, sachant que le programme nucléaire occulte d'autres sujets tels que la solidarité et les droits humains. Nous attendons de la communauté internationale qu'elle n'aide en aucun cas le régime iranien à gagner davantage de pouvoir en décimant l'opposition.

À l'heure actuelle, les Iraniens sont arrivés au point de ne plus tolérer la pauvreté, l'inflation et la corruption et descendent dans les rues pour demander au régime iranien d'écouter le peuple iranien plutôt que d'intervenir en Syrie, au Liban, en Irak, au Yémen en leur offrant une aide financière au lieu de s'occuper de son propre peuple. L'IS offre son soutien au peuple iranien en général, et au peuple kurde en particulier, dans leur lutte pour la démocratie et les droits humains.

Au Kurdistan irakien, l'IS soutient la mise en œuvre de la Constitution irakienne et la résolution pacifique de tous les différends en suspens entre le gouvernement fédéral et le gouvernement régional du Kurdistan. Nous appelons les partis politiques irakiens et le futur gouvernement fédéral à prendre des mesures concrétisant la participation effective des Kurdes au nouveau gouvernement sur fond de partenariat, de consensus et d'équilibre. Nous enjoignons les gouvernements de Bagdad et d'Erbil à stabiliser la situation des territoires contestés et à permettre la mise en place d'une administration conjointe afin d'éviter que l'EI et les groupes similaires n'exploitent les tensions post référendum de la région à leur avantage et de protéger les droits du peuple kurde et d'autres minorités ethniques et religieuses de ces régions.

Nous adressons toutes nos félicitations au Parti démocratique des peuples (HDP) qui a récemment remporté la majorité des voix aux élections en Turquie. Nous exigeons la libération immédiate du président de l'HDP, Selahattin Demirtas, et de tous les prisonniers politiques illégalement détenus dans les prisons turques.

Le gouvernement turc devrait permettre la reprise du dialogue politique et doit reprendre la voie du processus de recherche d'une solution pacifique à la question kurde.

En Syrie, l'Internationale Socialiste soutient une solution équitable pour le peuple kurde, en vue de garantir l'unité et la souveraineté de la Syrie dans le cadre d'une gouvernance décentralisée, conformément au modèle de fédéralisme démocratique.

Quant à Afrin, nous soutenons le retour des habitants d'Afrin en toute sécurité, stabilité et dignité, sous une supervision internationale, ainsi que la fin de l'occupation turque de la région.

En accord avec l'engagement de l'IS en faveur de la cause du peuple kurde, le Conseil décide de rétablir le Comité de l'IS sur la question kurde.

Déclaration sur Nicaragua

Original : espagnol

Face aux derniers événements violents au Nicaragua et la polarisation croissante des forces sociales, politiques et entrepreneuriales du pays, les partis membres de l'Internationale Socialiste :

Condamnent vigoureusement la mort de plus de 212 personnes relevant de la responsabilité de l'État du Nicaragua suite à un recours excessif à la force par la police, des milices et des groupes tiers armés, comme l'indique le rapport du 21 juin 2018 de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH).

Prendent note des efforts déployés par le gouvernement du Nicaragua, le FSLN et les parties au Dialogue national et les appellent à redoubler d'efforts pour dégager une solution négociée dans les plus brefs délais, loin de toute violence, permanente et durable, garantissant la sécurité des citoyens et la pleine justice, indispensables pour atteindre la stabilité sociale et le développement économique de toute la société.

Incitent à la concrétisation des accords déjà conclus entre les parties, avec l'invitation officielle du gouvernement du Nicaragua au Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et à l'Union européenne à accompagner les efforts de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) de l'OEA, ses commissions d'aide à la société civile, ainsi qu'une commission d'experts pour enquêter sur les faits survenus dans le pays depuis le 18 avril dernier.

Exhortent la Commission de contrôle et de sécurité à l'origine du Dialogue à honorer ses engagements afin que cesse « toute forme de violence et de menace, d'où qu'elle vienne, sur le territoire national et qu'un plan de mise en œuvre soit établi dès que possible pour surmonter les obstacles » et « favoriser davantage le maintien d'un environnement pacifique et sécurisé ».

Incitent au respect des accords du Dialogue national par l'invitation du secrétaire général de l'Organisation des États américains, Luis Almagro, à se rendre dans le pays et à exposer en plénière la portée et le contenu des accords sur les questions électorales et institutionnelles signés et en train d'être mis en œuvre avec le gouvernement du Nicaragua.

Déclaration sur la péninsule coréenne

Original : anglais

Rappelant la déclaration publiée par l'IS au siège des Nations Unies à New York en septembre 2017 et la déclaration du Conseil de l'IS sur la Corée du Nord à Barcelone en novembre 2017, le Conseil a pris note des derniers événements relatifs à la situation dans la péninsule coréenne.

Conformément à l'engagement fondamental de l'IS en faveur de la paix et du dialogue, le Conseil souligne le besoin de chercher une solution politique aux tensions.

Le Conseil exprime tout son soutien à la politique de diplomatie pacifique du Parti social-démocrate au Japon, ancrée dans la situation unique du Japon, étant le seul pays à avoir souffert de la dévastation des armes nucléaires. Le Japon devrait activement s'engager comme garant de la dénucléarisation de la péninsule coréenne, en œuvrant pour la stabilité et la paix en Asie du Nord- Est.

La possession d'armes nucléaires par la Corée du Nord ne peut être réputée dans l'intérêt de la paix et de la sécurité de la région. Le Conseil soutient les initiatives visant à créer une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Nord-Est, zone qui engloberait le Japon, la Corée du Nord, la Corée du Sud et la Mongolie. La dénucléarisation vérifiable et pacifique de la péninsule coréenne constitue une condition préalable à la paix et à la stabilité de l'Asie du Nord-Est, et le Conseil salue les récentes étapes franchies vers la réconciliation entre la Corée du Nord et du Sud.

Nous avons désormais l'occasion de mettre fin aux structures héritées de la guerre froide qui ont perduré en Asie de l'Est, en normalisant les relations entre, d'une part, les États-Unis et le Japon, et d'autre part, la Corée du Nord. L'amélioration des relations pourrait déboucher sur la mise en œuvre d'une assistance économique et un avenir de paix et prospérité pour l'ensemble de la péninsule coréenne sur fond de confiance mutuelle.

Declaration on Mali

Original : anglais

Le Conseil de l'IS reconnaît les progrès réalisés au Mali au cours des cinq ans de mandat du président Ibrahim Boubacar Keita, rappelant qu'il a été élu alors que son pays traversait une crise multidimensionnelle. Cette crise a provoqué l'effondrement de l'État malien à la suite de l'invasion des régions du nord du pays par les rebelles et les forces djihadistes, ainsi qu'un coup militaire.

Au cours des cinq dernières années, le gouvernement malien a répondu aux priorités de paix et de réconciliation en concluant un traité avec les groupes rebelles armés, il a renforcé les forces de sécurité dans la lutte contre le terrorisme, relancé l'économie, encouragé l'égalité entre les femmes et les hommes et la participation des femmes dans la société, amélioré les conditions de vie des Maliens et fait reculer la pauvreté.

Le Conseil de l'IS exprime tout son soutien au président Keita alors qu'il se présente pour un nouveau mandat le 29 juillet 2018. Le Conseil a pleinement confiance dans les mesures mises en place par le gouvernement malien pour garantir la transparence et la crédibilité du processus électoral, y compris l'adoption d'une nouvelle loi électorale en avril dernier, avec le soutien de la majorité et de l'opposition.

Resolution on Venezuela

Original : espagnol

L'Internationale Socialiste, à l'occasion de sa réunion du Conseil les 26 et 27 juin 2018 au siège des Nations Unies à Genève, observe avec une grande inquiétude le conflit de pouvoir en République bolivarienne du Venezuela, où le pouvoir exécutif tente de manière illégale et contraire à la Constitution de restreindre les compétences de l'Assemblée nationale, élue démocratiquement par le peuple vénézuélien et représentant la souveraineté populaire.

L'Internationale Socialiste est une fois de plus solidaire avec le peuple vénézuélien dans sa lutte pour sauvegarder le maintien de la démocratie dans ce pays.

L'Internationale Socialiste partage et appuie les conclusions du Conseil de l'Union européenne sur le processus électoral du 20 mai au Venezuela, dans le sens que « l'élection et ses résultats ont manqué de crédibilité, le processus électoral n'offrant aucune des garanties nécessaires à la tenue d'élections intégratrices et démocratiques ». De même, l'IS soutient l'appel lancé par les 28 États membres de l'Union européenne à la convocation de nouvelles élections présidentielles conformes aux normes démocratiques reconnues à l'échelle internationale et à l'ordre constitutionnel du Venezuela.

L'Internationale Socialiste condamne fermement les violations massives des droits humains au Venezuela, l'absence de séparation des pouvoirs publics, les persécutions pour motifs politiques dans le pays et la présence de plus de 400 prisonniers politiques, dont le leader d'un parti membre de l'organisation, Leopoldo López.

Enfin, l'IS réitère sa reconnaissance de l'Assemblée nationale comme représentante légitime de la souveraineté populaire vénézuélienne, élue à une large majorité le 6 décembre 2015 et dont le mandat est en vigueur jusqu'au dernier jour de l'année 2020.

Resolution of support for democracy and for the MRD in Djibouti

Original: français

Les membres de l'Internationale Socialiste, réunis à l'occasion du Conseil au Sièges des Nations-Unies à Genève, en Suisse, les 26 et 27 Juin 2018, suivent avec une vive

inquiétude la situation de déni de démocratie, d'atteintes répétées aux droits humains et de mal-gouvernance qui perdure à Djibouti depuis l'Indépendance de 1977.

Le gouvernement n'a toujours pas appliqué l'accord signé avec l'opposition le 30 décembre 2014 suite à la crise post-électorale de février 2013. De sorte que les élections législatives du 23 février 2018 n'ont été ni libres ni démocratiques et qu'elles ont boycottées par l'opposition crédible.

De même, le principal parti djiboutien d'opposition, le MRD, est victime d'un déni de justice et menacé dans son existence, d'où sa plainte auprès du Comité des Nations-Unies des droits de l'Homme à Genève le 21 novembre 2017.

L'IS ne peut rester indifférente à cette situation qui, si elle perdure encore, risquer de déboucher sur une grave crise et d'aggraver l'instabilité et l'insécurité dans la Corne de l'Afrique et sur les rives de la Mer rouge.

En conséquence, l'IS exhorte le Président Ismaël Omar Guelleh à :

- faire cesser la répression, les atteintes aux droits humains et le déni de démocratie,
- appliquer l'accord politique du 30 décembre 2014 et de mettre ainsi en place les réformes démocratiques telles que la création d'une Commission électorale nationale indépendante (CENI) paritaire et la mise en place d'un statut de l'opposition, conditions nécessaires pour la tenue d'élections libres et démocratiques.
- rétablir le MRD dans sa légalité et faire cesser le refus ou le retrait arbitraire de légalité aux partis d'opposition et aux organisations de la société civile telles la Ligue djiboutienne des droits humains (LDDH).

Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste des Femmes à Genève

28 Juin 2018

Le Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste, Luis Ayala, participe à la réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste des Femmes à Genève.



Le Secrétaire général de l'IS, Luis Ayala, avec Ouafa Hajji, Présidente de l'Internationale Socialiste des Femmes

L'IS salue l'accord de paix entre l'Érythrée et l'Éthiopie

10 Juillet 2018

L'Internationale Socialiste salue chaleureusement la signature d'un accord de paix par le Président d'Érythrée Isaias Afewerki et le Premier ministre d'Éthiopie Abiy Ahmed, mettant fin à l'état de guerre entre les deux pays qui a persisté pendant deux décennies. Bien que le cessez-le-feu ait été atteint précédemment, le litige frontalier au cœur du conflit est demeuré irrésolu jusqu'à l'annonce début juin du Premier ministre Ahmed que l'Éthiopie accepterait pleinement les conditions de l'accord de paix global de 2000. La guerre, qui a duré deux ans entre 1998 et 2000, a coûté la vie à 80 000 personnes. Cet accord aura une incidence profonde et positive sur les vies des Érythréens et des Éthiopiens. Ce processus a débuté par la reprise des communications téléphoniques entre les deux pays, une première depuis 1998. Les deux gouvernements ont également exprimé leur désir d'entrer dans une « nouvelle ère de paix et d'amitié », avec l'ouverture d'ambassades, le développement des ports et la reprise du trafic aérien entre les deux pays voisins.

Le choix de la diplomatie, du compromis et de la réconciliation n'est jamais simple, mais cet engagement conjoint historique à partager un avenir commun permettra aux deux pays de bénéficier des avantages d'une coopération politique, économique, sociale, culturelle et sécuritaire renforcée. Comme l'a souligné à de nombreuses reprises l'Internationale Socialiste, sans paix il ne pourrait y avoir de développement ni de prospérité et les objectifs de démocratie et de justice sociale auxquels aspirent les femmes et les hommes du monde entier ne peuvent être atteints.

L'Érythrée et l'Éthiopie ont prouvé qu'avec un leadership efficace et une volonté commune, la paix est toujours à portée de main, permettant un grand accomplissement pour les deux pays qui profitera également à la région de la corne de l'Afrique et à l'ensemble du continent. Cet exemple positif de résolution de conflit pourrait servir de catalyseur aux efforts de paix au sens large, et l'IS continuera d'œuvrer avec ses partis membres et d'autres pour la promotion de la paix et la résolution des conflits, véritables pierres angulaires des principes et objectifs sociaux-démocrates.

Le Secrétaire Général de l'IS au Mali pour les élections présidentielles

28 Juillet 2018



Le Secrétaire général de l'Internationale Socialiste, Luis Ayala, était présent au Mali pour la clôture de la campagne électorale, et pour assister au processus de vote le jour des élections même. A l'issue de la campagne le samedi 28 juillet, le SG a participé à une réunion de dirigeants de différentes régions, y inclus tous les présidents des partis politiques qui composent l'Ensemble pour le Mali, qui soutient la candidature d'Ibrahim Boubacar Keita (IBK) à la présidence du Mali. S'adressant à la

réunion, le Secrétaire général de l'IS a souligné l'importance de l'élection de IBK

résultant d'une large mobilisation du peuple malien pour consolider la démocratie, garantir la paix et continuer à promouvoir l'engagement des membres de l'IS au Mali pour la justice et la solidarité.



Bokary Treta, Président du RPM et chef de la campagne électorale, avec le Secrétaire général de l'IS et les chefs de partis

Félicitations au Président du Mali

17 Août 2018



L'Internationale Socialiste adresse ses chaleureuses félicitations à S.E. Ibrahim Boubacar Keita pour sa réélection à la présidence du Mali.

Au cours de son premier mandat, le Président Ibrahim Boubacar Keita a déployé un programme visant à renforcer la démocratie, garantir la paix et améliorer les conditions de vie de tous les citoyens maliens. À son investiture, le pays était traversé par une grave crise à la suite d'une insurrection rebelle dans les régions du Nord et de l'invasion de forces djihadistes extérieures ainsi que d'un précédent coup d'État militaire. Lors des cinq années de son gouvernement, les progrès ont été considérables dans des domaines prioritaires tels que l'atteinte de la paix et de la réconciliation par la conclusion d'un traité avec les factions rebelles, la renforcement des capacités de l'État dans la lutte antiterroriste, la promotion de l'égalité des sexes et de la participation des femmes dans la société, l'amélioration des conditions de vie des citoyens et la réduction de la pauvreté.

Les élections se déroulèrent avec succès en dépit des enjeux sécuritaires, tel que l'ont observé les différentes délégations internationales et le Secrétaire général de l'IS, lequel

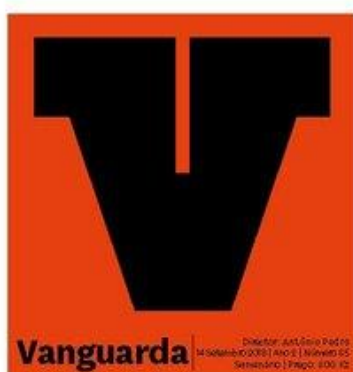
était présent à l'étape préliminaire et lors du premier tour des élections qu'il qualifia de grande mobilisation populaire au Mali en faveur de la démocratie et de la paix.

L'IS exprime également sa reconnaissance aux forces politiques ayant soutenu la campagne électorale du Président Keita, au RPM, le parti membre de l'Internationale Socialiste sous la direction de Bokary Treta, l'un des vice-présidents de l'Internationale, ainsi qu'aux différentes forces politiques de l'alliance « Ensemble pour le Mali », dont fait également partie ADEMA-PASJ, un autre membre de l'IS.

L'IS reste fermement engagée à travailler aux côtés du Président Keita et de ses membres au Mali dans leur objectif de faire progresser leur tâche de maintien de la paix dans les régions du Nord et de poursuivre leur cheminement initié lors de son premier mandat vers la consolidation de la démocratie et l'amélioration de la qualité de vie de tous les habitants du Mali.

Secrétaire général de l'IS en Angola pour le 6ème congrès extraordinaire du MPLA

8 Septembre 2018



“Fomos os arquitectos das novas democracias”

Luis Ayala, o secretário-geral da Internacional Socialista, passou por Luanda, para participar no VI Congresso Extraordinário do MPLA, e conversou com o *Vanguarda*. Partilhando a ideia de que João Lourenço está a fazer do MPLA um partido do século XXI.

texto António Pedro fotos Carlos Muyenga





Ramin Hossein Panahi

10 Septembre 2018

L'Internationale Socialiste est profondément attristée d'apprendre, d'après les rapports émanant du Bureau du procureur général d'Iran, que Ramin Hossein Panahi, condamné à mort pour son appartenance présumée au Komala, a été exécuté par le régime iranien le

7 septembre dernier, en dépit des nombreux appels lancés par la communauté internationale et les organisations de défense des droits humains. L'IS avait attiré l'attention sur le sort de M. Panahi et a soutenu la campagne du Komala KPIK, parti membre de l'IS, en faveur de sa libération. Il semblerait que M. Panahi ait été exécuté aux côtés de deux autres prisonniers, Zaniar et Loghman Moradi, à la suite d'un procès fallacieux. L'IS dénonce ces actes de la manière la plus ferme et adresse ses plus sincères condoléances aux familles des victimes et aux membres du KPIK.

L'IS condamne le tir de missiles lancé par l'Iran contre les Kurdes iraniens en Iraq

10 Septembre 2018

L'Internationale Socialiste exprime sa plus grande indignation et condamne le tir de missiles lancé le week-end dernier par la République islamique d'Iran contre le siège de deux partis iraniens membres de l'IS, le Parti démocratique du Kurdistan (KDP-Iran) et le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), au nord de l'Iraq.

Le siège du Parti démocratique du Kurdistan (KDP-Iran) a été délibérément pris pour cible alors que son comité central se réunissait en séance avec les cadres dirigeants, provoquant la mort tragique de 16 de ses membres et faisant près de 50 blessés. Le régime iranien a également pris pour cible le siège du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) ainsi que les camps de réfugiés voisins à Koya. L'Internationale Socialiste adresse sa plus profonde sympathie et ses condoléances aux familles et camarades des personnes tuées lors de l'attaque, ainsi que sa solidarité envers les blessés.

Cet assaut ciblé du week-end dernier contre les Kurdes iraniens a débuté par l'annonce de l'exécution de trois prisonniers politiques kurdes par le régime iranien, notamment Ramin Hossein Panahi du Parti Komala du Kurdistan d'Iran (KPIK), membre de l'IS. L'IS avait attiré l'attention sur son sort et la communauté internationale ainsi que les organisations de défense des droits humains avaient lancé de nombreux appels à son sujet.

La République islamique d'Iran a violé la souveraineté nationale d'un pays voisin, a pris pour cible des civils innocents et a enfreint le droit international. L'Internationale Socialiste enjoint l'ensemble de la communauté internationale à dénoncer sans équivoque ces actes inacceptables.

Réunion du Présidium de l'IS et Chefs d'État et de Gouvernement, Nations Unies, New York

27 Septembre 2018



Le Présidium de l'Internationale Socialiste a tenu sa réunion annuelle en marge du débat de haut niveau de l'Assemblée générale de l'ONU au siège des Nations Unies à New York, le 27 septembre 2018. Membres du Présidium, ainsi que chefs d'État et de gouvernement et plusieurs ministres des partis membres de l'IS invités, ont concentré leurs discussions sur les questions essentielles pour le mouvement social-démocrate mondial d'aujourd'hui. Les points inscrits à l'ordre du jour de la réunion comprenaient la situation internationale actuelle et les défis mondiaux auxquels est confronté le mouvement social-démocrate ; l'accent et les priorités à dégager pour s'assurer que le système multilatéral garantisse efficacement la paix et la durabilité et respecte les libertés et les droits de tous ; et comment renforcer les fondements de notre société mondiale en ces temps troublés.

Le Président de l'IS George Papandreou a ouvert la réunion en faisant part de son inquiétude à la suite des attaques contre le système multilatéral par des partisans du nationalisme radical dans le monde entier. Alors que de telles forces cherchent davantage à trouver des boucs émissaires qu'à proposer des solutions, les sociaux-démocrates doivent faire valoir leur vision alternative par un ferme soutien aux actions multilatérales nécessaires pour lutter contre les changements climatiques, atteindre les ODD et accroître l'équité dans le monde. Le Secrétaire général de l'IS, Luis Ayala, a déclaré que le multilatéralisme était au cœur de la vision de notre mouvement pour atteindre et maintenir la paix, c'est pourquoi l'IS fait partie des plus fervents défenseurs des Nations Unies. Le nationalisme et le populisme représentent un enjeu majeur à la fois pour l'ONU qui, aujourd'hui, a un rôle plus important que jamais à jouer dans le monde, et pour les membres de l'IS qui, avec leurs valeurs et leurs principes de liberté, de droits et de justice sociale, ont été les architectes de nouvelles démocraties dans différentes parties du monde.

Les contributions des chefs d'État et de gouvernement présents ont constitué un appui sans appel à l'importance du multilatéralisme face aux enjeux auxquels est confrontée la planète entière, et un rejet ferme du nationalisme et de l'isolationnisme. Le Président Ibrahim Boubacar Keita (Mali) et le Président Mahamadou Issoufou (Niger) se sont tous deux exprimés sur les défis à relever par leurs pays voisins et la région du Sahel, ainsi

que sur le besoin de faire front commun contre le terrorisme et pour un monde plus pacifique. Le règlement des conflits et l'instauration de la paix demeurent des tâches vitales qui ne peuvent être accomplies que par la coopération internationale, un fait soulevé par le Premier ministre Pavel Filip (Moldova) à propos du désir de son parti d'instaurer la paix dans une région avoisinante troublée.

Le multilatéralisme a également été présenté comme un outil crucial dans un contexte de développement mondial, et le Premier ministre Ukhnaagiin Khürelsükh (Mongolie) a souligné l'importance des ODD et du droit au développement de manière durable, rappelant la vision durable à l'horizon 2030 de son gouvernement. Le Premier ministre Duško Marković (Monténégro) est revenu sur la valeur de la coopération économique pour garantir la prospérité et le bien-être des peuples du monde entier, rappelant également la réussite électorale de son parti sur la base des valeurs partagées avec l'IS.

Le Président du gouvernement espagnol Pedro Sánchez a exposé comment son nouveau gouvernement incarne les valeurs et les principes de l'IS, ouvrant la voie parmi les pays de l'OCDE sur l'égalité des sexes, donnant la priorité à la création d'un gouvernement vert et répondant à la crise migratoire avec une approche centrée sur les droits humains. Il a participé aux discussions avec les vice-présidents de l'IS sur des sujets d'inquiétude, donnant son point de vue sur la politique migratoire et la détresse des mineurs non accompagnés, la crise au Venezuela, les défis posés par l'actuelle administration américaine et la perspective des élections européennes à venir.

Le Présidium a également abordé l'avenir des travaux de l'Internationale, ayant reçu comme mandat du précédent Conseil de déterminer la composition finale du Comité sur l'égalité des genres de l'IS nouvellement créé. Le Présidium a salué et a approuvé les noms proposés par le Président de l'IS en coordination avec le secrétaire général de l'IS et la présidente de l'ISF, en respectant les principes fondamentaux d'équilibre régional et d'égalité de représentation entre les femmes et les hommes. La première réunion du Comité aura lieu en marge de la prochaine réunion du Conseil de l'IS. Le secrétaire général de l'IS a ensuite informé le Présidium de la réception de plusieurs propositions d'accueil des prochaines réunions du Conseil, déclarant que les questions d'emploi du temps et d'ordre de convocation de ces réunions devraient être résolues dans les prochaines semaines. Il remarque qu'il est très positif que les quatre prochains Conseils soient organisés sur des continents différents : en Afrique, Amérique latine, Asie, et Europe.

Suite aux discussions et aux inquiétudes soulevées par plusieurs vice-présidents sur des questions particulièrement urgentes, le Présidium a approuvé la publication de déclarations sur le Venezuela, sur le Nicaragua, sur le Moyen-Orient et sur la Libye.

Les chefs d'État et de gouvernement présents à la réunion étaient le Président du Mali Ibrahim Boubacar Keita, le Président du Niger Mahamadou Issoufou, le Premier ministre de Moldova Pavel Filip, le Premier ministre de Mongolie Ukhnaagiin Khürelsükh, le Premier ministre du Montenegro Duško Marković et le président du gouvernement espagnol et vice-président de l'IS, Pedro Sánchez. Parmi les membres du Présidium de l'IS ayant participé à la réunion se trouvent George Papandreou, Président de l'IS; Luis Ayala, Secrétaire général de l'IS ; les Vice-présidents de l'IS Victor Benoit (Haïti), Elsa Espinosa (Mexique), Eero Heinäluoma (Finlande), Janira Hopffer Almada (Cap Vert), Chantal Kambiwa (Cameroun), Shazia Marri (Pakistan), Rafael Michelini (Uruguay), Mario Nalpatian (Arménie), Julião Mateus Paulo (Angola), Nabil Shaath (Palestine), Bokary Treta (Mali), le Vice-président ex-officio et Ministre des Affaires étrangères de République dominicaine Miguel Vargas, ainsi que les Présidents honoraires de l'IS Mustapha Ben Jaafar (Tunisie) et Tarja Halonen, ancienne présidente de Finlande. Étaient également présents à la réunion Maroš Šefčovič, Vice-président de

la Commission européenne ; Kalla Ankourao, Ministre des Affaires étrangères du Niger ; José Condugua Pacheco, Ministre des Affaires étrangères du Mozambique ; et Hélène Marie Laurence Ilboudo Marchal, Ministre de la femme, de la solidarité nationale et de la famille du Burkina Faso.

Déclaration sur le Venezuela

Original : espagnol

Face à la prolongation et à l'aggravation de la crise qui frappe le Venezuela, le Présidium de l'IS réitère ses préoccupations concernant la dégradation et la détérioration soutenues des conditions de vie des Vénézuéliens. La situation actuelle ne peut être surmontée que dans un contexte de fonctionnement normal des institutions démocratiques et de plein respect des droits et des libertés fondamentaux des Vénézuéliens. L'IS dénonce les violations graves et constantes des droits humains, la répression, l'existence de prisonniers politiques et d'exilés. Aujourd'hui, elle hausse à nouveau le ton pour exiger une fois de plus la libération de tous les prisonniers politiques et le respect de toutes les libertés et de tous les droits de tous les Vénézuéliens.

L'urgence humanitaire que connaît le Venezuela est la principale raison de la migration quotidienne de milliers de personnes qui cherchent à surmonter la précarité angoissante qui frappe actuellement le peuple vénézuélien. La solidarité des nations voisines et de la région d'Amérique latine et des Caraïbes envers ces Vénézuéliens contraste avec la réalité d'autres continents et doit être dûment valorisée.

La normalisation du processus démocratique au Venezuela passe par le plein rétablissement et le respect de toutes les facultés de l'Assemblée nationale, pouvoir public souverain doté d'une légitimité démocratique. Le strict respect des prérogatives constitutionnelles de l'Assemblée, acteur clé de l'ordre constitutionnel vénézuélien, est le pilier central de l'instauration d'une transition vers la normalité démocratique dans le pays. Le Présidium réitère sa confiance que les partis membres vénézuéliens de l'Internationale Socialiste continueront à œuvrer pour dégager une sortie politique pacifique appropriée en vue de la convocation d'élections justes et libres qui permettent de rétablir une coexistence démocratique dans le pays.

Déclaration sur le Nicaragua

Originale : espagnol

Le Présidium réitère la condamnation formulée à l'occasion de la dernière réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste concernant la responsabilité qui incombe aux autorités de cette nation face au nombre croissant de victimes, la polarisation politique et les affrontements violents qui frappent le Nicaragua depuis plus de cinq mois. Loin d'avoir atteint l'objectif escompté par le biais d'un processus de dialogue aujourd'hui interrompu, le bilan est désormais de plus de cinq cents morts, de milliers de blessés et de centaines de prisonniers politiques.

Le Présidium juge les graves violations des droits humains observées au Nicaragua au cours de ces derniers mois inacceptables et condamne en outre la responsabilité y afférente et endossée par les forces de police, les groupes d'autodéfense et les autres groupes de tiers armés. Ces responsabilités doivent être définies et dûment sanctionnées. Afin qu'un véritable dialogue soit rétabli et progresse, celui-ci doit être inclusif et avoir lieu dans un cadre pacifique, comme l'a récemment souligné le Secrétaire général des Nations Unies. Les pratiques telles que le recours aveugle et excessif à la force à l'encontre de manifestants ainsi que la criminalisation et la

persécution judiciaire de l'opposition politique doivent être immédiatement abandonnées. Tous les prisonniers politiques doivent être immédiatement libérés.

L'IS estime que l'hostilité du gouvernement nicaraguayen envers les organisations régionales et internationales impliquées dans la situation actuelle conformément à leurs mandat et compétences est inacceptable. Qualifier les actions de l'OEA et des Nations Unies d'ingérence révèle une conception dépassée du lien entre souveraineté et droits humains. Le Présidium lance un appel au gouvernement du Nicaragua pour que les institutions internationales puissent pleinement agir dans le pays. Enfin, l'IS exprime sa vive préoccupation pour les milliers de Nicaraguayens qui abandonnent leur pays pour s'installer principalement au Costa Rica, ce qui aggrave la crise migratoire en Amérique centrale.

Déclaration sur le Moyen-Orient

Originale : anglais

Le Présidium de l'IS, lors de sa réunion annuelle au siège des Nations Unies à New York, a exprimé ses préoccupations au sujet du manque d'initiatives internationales visant à faire avancer le processus pour parvenir à un règlement pacifique du conflit israélo-palestinien et a lancé un appel urgent à émettre des déclarations de soutien à la solution des deux États afin qu'elle soit traduite en des actions concrètes pour la liberté, la justice et la sécurité pour tous.

Dans le contexte politique international actuel de menaces croissantes à la sécurité mondiale, il est plus important que jamais de dégager une solution pacifique au conflit israélo-palestinien, et l'Internationale Socialiste poursuivra à plaider ouvertement pour tous les efforts visant à faire avancer le processus pacifique au Moyen-Orient. Pendant de nombreuses décennies, notre organisation a œuvré pour la poursuite d'une solution des deux États avec un avenir pacifique à la fois pour Israël et pour la Palestine, aux côtés de ses partis membres dans les deux pays.

Le Présidium de l'IS :

Réitère l'appel de l'IS pour la reconnaissance immédiate de l'État de Palestine sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, ainsi que son engagement à défendre le droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination et à un État ;
Soutient les travaux importants de l'UNWRA au profit des réfugiés palestiniens, et exhorte tous les pays à honorer leurs engagements financiers auprès de cette agence de l'ONU ;

Réitère sa solidarité envers les forces progressistes en Israël, y compris les partis membres de l'IS, qui soutiennent la pleine égalité pour tous les citoyens israéliens quelle que soit leur religion ou origine ethnique ainsi que la création d'une solution des deux États basée sur le droit international et les résolutions des Nations Unies ;

Reconnaît le droit de la société civile à appuyer des mesures non violentes visant à garantir l'application du droit international dans les territoires palestiniens, dans la mesure où de telles mesures ne visent pas à miner la légitimité de l'État d'Israël, mais à mettre fin à l'occupation et à appliquer la solution des deux États ;

Enjoint le gouvernement israélien à mettre immédiatement fin à sa discrimination institutionnalisée contre ses citoyens palestiniens, chrétiens, musulmans et druzes en abrogeant toutes les lois discriminantes, notamment la loi sur la citoyenneté et la « loi sur l'État-nation juif » récemment approuvée qui nie les droits à l'autodétermination de tous les non-juifs vivant sous contrôle israélien.

Le Présidium de l'IS réitère l'engagement de l'organisation en faveur de la paix, de la démocratie, de la justice et de la solidarité et le besoin de lutter contre le populisme et le

nationalisme clivant et de plus en plus répandus dans le monde. Ceci sous-tend un engagement inébranlable envers la paix et la sécurité pour les Israéliens et les Palestiniens et à œuvrer pour l'égalité, mettre un terme à l'occupation et aux colonies illégales israéliennes et la pleine reconnaissance de l'État de Palestine.

Déclaration sur la Libye

Originale : anglais

Le Présidium de l'Internationale Socialiste a appris avec une grande préoccupation des récentes violations de l'accord de cessez-le-feu en Libye, signé par des groupes armés à Tripoli le 4 septembre sous les auspices des Nations Unies. Le Présidium appuie pleinement et encourage les efforts des Nations Unies pour que cet accord soit respecté. Le développement d'un processus politique inclusif menant à la création de nouvelles institutions légitimes par l'adoption d'une constitution et à la tenue d'élections crédibles et transparentes libérerait le peuple libyen du cycle de la violence dont il souffre et contribuerait à la paix et au progrès dans toute la région.



Le Secrétaire Général de l'IS rencontre le nouveau président du Congrès, Porfirio Muñoz Ledo

4 Octobre 2018

Le Secrétaire Général de l'IS rencontre Porfirio Muñoz Ledo, président du Congrès de l'Union, LXIV^e législature du Mexique, élu le 1^{er} septembre 2018 par la nouvelle majorité formée par le Mouvement de régénération nationale, MORENA

Réunion de l'IS à la 139^{ème} Assemblée de l'UIP à Genève

15 Octobre 2018

Une réunion de l'IS, organisée le 15 octobre 2018 dans le cadre de la 139^e Assemblée de l'Union interparlementaire à Genève, a offert une plateforme aux parlementaires des partis membres de l'IS présents à l'Assemblée leur permettant d'échanger leurs points de vue sur les sujets inscrits à l'ordre de jour de cette assemblée de l'UIP et de partager des informations sur leurs situations nationales et les questions d'intérêt. La réunion, présidée par le secrétaire général de l'IS, a compté sur la présence de parlementaires des partis de l'IS d'Algérie, d'Andorre, d'Angola, du Burkina Faso, du Chili, d'Espagne, de Finlande, de France, de Guinée-Bissau, de Hongrie, d'Irak, d'Italie, du Mali, du Mexique, de Mongolie, du Niger, de Palestine, du Portugal, de République dominicaine, de Roumanie, du Royaume-Uni, de Serbie, de Suisse, du Venezuela et un représentant du Fonds mondial.



Dès les remarques liminaires, le fil conducteur des discussions fut le besoin de réaffirmer les valeurs et les principes de la social-démocratie, confrontée à la montée en puissance actuelle du nationalisme, du populisme et de l'extrême droite, à l'affaiblissement de la démocratie dans différents pays du monde et aux menaces à la paix. Autant de preuves d'une époque d'incertitude qui pousse les citoyens vers la droite, et pour qui les réponses apportées par la gauche sont fondamentales. Les changements climatiques sont présentés comme un enjeu pour toute forme de vie humaine et pour lesquels des réponses doivent également être apportées. Il est crucial pour les partis de gauche d'unir leurs forces et d'être les chefs de file de cette question ainsi que de la défense des droits humains.

En amont du vote de l'Assemblée de l'UIP sur le point d'urgence, les participants ont débattu des points à l'ordre du jour soumis pour adoption. Des préoccupations et des preuves de solidarités ont été exprimées concernant la situation au Venezuela et ses effets désastreux sur le peuple vénézuélien, concernant la détresse des réfugiés palestiniens à la suite de la décision des États-Unis de retirer leur aide à l'UNRWA et concernant la recherche de la paix dans la région du Sahel, où les pays et leurs populations sont en butte au terrorisme, à la déstabilisation et aux conséquences des migrations. Il a également été fait mention qu'au regard du contexte, le sort de l'Afrique et de l'Europe sont étroitement liés étant donné qu'un terrorisme victorieux dans l'un pourrait avoir une incidence directe sur la stabilité de l'autre. Les participants à la réunion ont réitéré leur appel à la solidarité avec le Sahel, région où la plupart des gouvernements sont dirigés par des membres de l'IS.

Le Pacte mondial sur les migrations des Nations Unies, dont l'adoption formelle est prévue en décembre prochain, a reçu un vif soutien. Les participants ont souligné le besoin d'unité dans la lutte contre le racisme et la xénophobie, et le fait que la migration est un phénomène mondial qui ne touche pas aujourd'hui un seul pays ni une seule région, mais le monde entier, comme cela est visible en Amérique latine, en Afrique, en Europe, au Moyen-Orient et en Asie. Il s'agit d'accroître la solidarité et de s'atteler davantage aux causes profondes. Parmi les causes profondes mentionnées se trouvent les États faillis tels qu'Haïti, le Venezuela ou la Libye, les conflits à l'instar du Yémen, la situation désastreuse que connaissent les Palestiniens, la recrudescence du terrorisme et les profondes difficultés économiques. Le phénomène migratoire est présenté comme un enjeu commun pour lequel des solutions conjointes doivent être trouvées, en

reconnaissant les droits et les besoins des migrants, notamment des réfugiés et des déplacés internes. Le rôle de l'IS est important pour faire valoir une position commune à l'échelle internationale et pour mettre l'accent sur les réponses humanitaires.

Lors de la séance, les participants ont eu l'occasion de présenter les derniers événements et sujets de préoccupations de leurs partis, pays et régions respectifs. De nombreuses marques d'appréciation ont été manifestées à l'endroit de l'IS pour son soutien à leurs partis ainsi que de la gratitude pour ce type de réunions si importantes puisqu'elles leur permettent d'exprimer leurs points de vue et de partager leurs expériences avec les autres membres de la famille de l'IS.

À la clôture de la réunion, le secrétaire général de l'IS s'est exprimé sur le besoin de se concentrer sur les questions qui comptent vraiment à l'heure actuelle. Nous devons mettre en avant les valeurs de la social-démocratie, le principe sans réserve selon lequel « Nous sommes la gauche » et que nous représentons la solidarité, l'égalité et la justice. Ceci est fondamental pour contrer la vague prédominante de l'égoïsme et de l'intérêt personnel, préserver nos démocraties et donner la priorité aux besoins et intérêts du peuple.

Délégation parlementaire mongole conduite par Vice-président de l'IS et ancien premier ministre, S. Batbold, à Londres

31 Octobre 2018

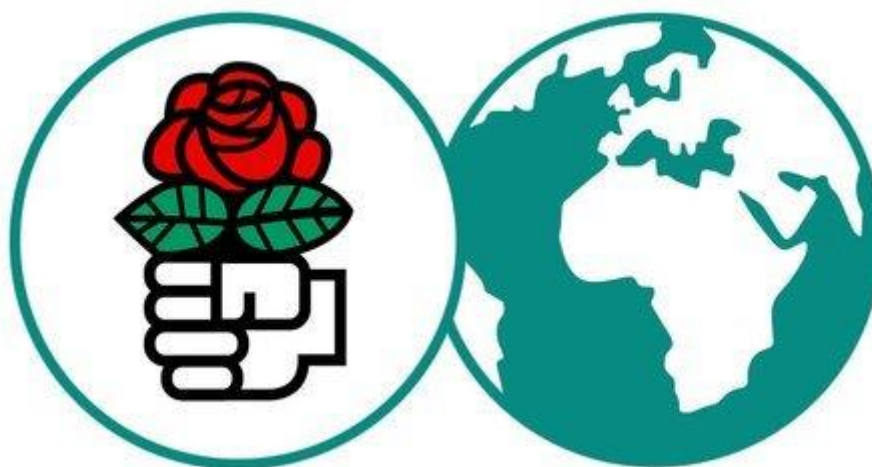


Vice-Président de l'Internationale Socialiste et ancien Premier ministre, Sukhbaatar Batbold, à la tête d'une délégation de membres du Parlement ont eu des discussions à Londres avec le Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste.

De gauche à droite: MN Uchral, Membre du Parlement mongol, M. D. Lundeejantsan, Membre du Parlement mongol, Président du Comité permanent des structures de l'État, Mme M Oyunchimeg, Membre du Parlement mongol, Présidente du Comité permanent des pétitions, Luis Ayala, Secrétaire Général de l'IS, Sukhbaatar Batbold, Vice-Président de l'IS et ancien Premier ministre, M. Ya Sanjmyatav, Membre du Parlement de la Mongolie, Vice-Président du Parlement de la Mongolie, MN N Tulga, Ambassadeur de Mongolie au Royaume-Uni

‘Un appel global pour une société mondiale durable – avant qu’il ne soit trop tard’

30 Novembre 2018



Internationale Socialiste

‘Un appel global pour une société mondiale durable – avant qu’il ne soit trop tard’

(Original: anglais)

En dépit des efforts des Nations Unies et de nombreux gouvernements, organisations internationales et mouvements de la société civile pour lutter contre les changements climatiques, les données récentes démontrent que si nous n’intensifions pas notre action, il sera trop tard.

Le groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat des Nations Unies (GIEC), lors de sa plus récente réunion, a déclaré *qu’il ne reste qu’une dizaine d’années pour maintenir le réchauffement planétaire à un maximum de 1,5°C, niveau au-delà duquel chaque demi-degré supplémentaire aggravera fortement les risques de sécheresse, d’inondation, d’extrême chaleur et de pauvreté pour des centaines de millions de personnes. Il est nécessaire d’entreprendre des changements urgents et sans précédent pour atteindre cet objectif qui est abordable et réalisable.*

À la veille de la prochaine COP24 qui s’ouvrira début décembre, en tant que leaders de la plus grande famille politique progressiste du monde, l’Internationale Socialiste, nous lançons un appel pour renforcer la coopération multilatérale face à cet enjeu crucial pour l’humanité, et à l’intensification de l’action à tous les niveaux.

L’Internationale Socialiste a été active dans la mise en évidence du caractère multidimensionnel de la lutte contre les changements climatiques. Au travers des travaux de sa « Commission pour une société mondiale durable », l’IS a également identifié les politiques devant être mises en œuvre, telles qu’une taxe sur les émissions de CO2 (et d’autres gaz à effet de serre).

Nous sommes engagés et actifs dans l’avènement d’une révolution de pensée, de politique et de mode de vie pour relever ces nouveaux défis. En créant un nouveau paradigme dans la manière dont nous agissons, dont nous produisons et dont nous consommons. Ce changement de mentalité requiert que les Objectifs de Développement Durable (ODD) soient pleinement intégrés dans nos programmes d’éducation de base, la formation professionnelle et la R-D, ainsi que dans nos décisions politiques.

Il est fondamental que les ODD soient appliqués si nous voulons lutter contre la pauvreté et l'analphabétisme, instaurer la paix, protéger les droits humains, gérer les déplacements de populations et garantir des sociétés justes et durables pour les générations à venir.

La clé du succès de ce changement radical réside dans la justice sociale, l'égalité et une société saine, participative et de cohésion qui respecte la dignité de tous.

Nous déplorons les cercles conservateurs et populistes du monde entier qui minent systématiquement les efforts de lutte contre les changements climatiques. Leurs motifs coïncident avec les puissantes industries du pétrole et du gaz qui font pression ouvertement contre toute réglementation qui pourrait réduire leurs bénéfices tout en protégeant l'environnement. Nous lançons un appel général à opposer les efforts conscients de détourner les faits scientifiques et de minimiser les risques catastrophiques du réchauffement planétaire.

Les Objectifs de Développement Durable sont la pierre angulaire d'un contrat social mondial plus vaste. Un contrat social qui peut unir les gouvernements et les peuples de notre planète à une époque de discorde accrue, à travers des objectifs communs favorables à une coopération et réglementation responsable.

Les conséquences sociales des changements climatiques sont associées à une recrudescence des risques, parmi lesquels, les risques financiers devant être évalués pour tout investissement futur.

Les partenaires sociaux, la société civile et les citoyens doivent relever le défi de la responsabilité sociale et intégrer les efforts en faveur d'une société à faible émission de carbone dans leur quotidien.

Nous exhortons nos partenaires sociaux et la société civile à s'unir à nos efforts communs pour mettre en œuvre les ODD.

Nous sommes engagés à être les chefs de file de la lutte pour une planète plus humaine et durable!

30 novembre 2018

Signataires

(Par ordre alphabétique)

S.E. Mahmoud Abbas Président de la Palestine, Président du Fatah

Hon. Samuel Ofose Ampofo Président du Congrès National Démocratique, NDC, Ghana

Araz Alizade Leader du Parti Social-Démocrate d'Azerbaïdjan, SDPA

Isabel Allende Vice-Présidente de l'IS, Sénatrice, Parti Socialiste, PS, Chili

Almazbek Atambaev Président du Parti Social-Démocrate de Kirghizstan, SDPK

Colette Avital Vice-Présidente de l'IS, Meretz, Israël

Luis Ayala Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste

Omar Barboza Président de l'Assemblée Nationale, Président d'Un Nouveau Temps, UNT, Venezuela

Sükhbaatar Batbold Vice-Président de l'IS, ancien Premier Ministre de la Mongolie, Parti du Peuple Mongol, MPP

Mustafa Barghouti Leader de l'Initiative Nationale Palestinienne, PNI

Mohamed Bazoum Président du Parti Nigérien pour la Démocratie et le Socialisme, PNDS-Tarayya

Mustafa Ben Jaafar Président Honoraire de l'IS, Ettakatol, Tunisie

Victor Benoit Président du Rassemblement Social-Démocrate pour le Progrès d'Haïti, Rasanbleman, Vice-Président de l'IS

Davor Bernardić Président du Parti Social-Démocrate, SDP, Croatie

Rubén Berríos Président du Parti Indépendantiste Portoricain, PIP, Puerto Rico, Président Honoraire de l'IS

Jorge Bom Jesus Président du Mouvement pour la libération de São Tomé et Príncipe/Parti Social-Démocrate, MLSTP/PSD

Yury Buzdugan Leader du Parti Social-Démocrate d'Ukraine, SDPU

Cuauhtémoc Cárdenas Président Honoraire de l'IS, Mexique

Carlos César Président du Parti Socialiste, PS, Portugal, Vice-Président de l'IS

Ousainou Darboe Leader du Parti Démocratique Unifié, UDP, Vice-Président de Gambie

Ahmed Ould Daddah Président du Rassemblement des Forces Démocratiques, RFD, Mauritanie, Vice-Président de l'IS

Sher Bahadur Deuba Président du Parti du Congrès Népalais, ancien Premier Ministre du Népal

Elio Di Rupo Président du Parti Socialiste, PS, Belgique, Vice-Président de l'IS, ancien Premier Ministre

Ousmane Tanor Dieng Secrétaire Général du Parti Socialiste, PS, Sénégal, Vice-Président de l'IS

Samuel Doria Medina Président du parti Unité Nationale, Bolivie

Mohamed Hadj Djilani Premier Secrétaire du Front des Forces Socialistes, FFS, Algérie

Colum Eastwood Leader du Parti Social-Démocrate et Travailleuse, SDLP, Irlande du Nord

Álvaro Elizalde Président du Parti Socialiste, PS, Chili

Turfan Erhürman Leader du Parti Républicain Turc, CTP, Chypre

Andrés Esono Ondo Secrétaire Général de la Convergence pour la Démocratie Sociale, CPDS, Guinée Equatoriale

Elsa Espinoza Vice-Présidente de l'IS, Parti Révolutionnaire Institutionnel, PRI, Mexique

Khelil Ezzaouia Président d'ETTAKATOL, Tunisie

Olivier Faure Premier Secrétaire du Parti Socialiste, PS, France

Robert Fico Leader du SMER – Social-Démocratie, ancien Premier Ministre de Slovaquie

Rafael Filizzola Leader du Parti Démocratique Progressiste, PDP, Paraguay

Mizuho Fukushima Vice-Présidente de l'IS, Parti Social-Démocrate, SDP, Japon

Fofi Gennimata Présidente du Mouvement pour le changement, Grèce

Gerardo Giovagnoli Secrétaire du Parti des Socialistes et des Démocrates, PSD, Saint-Marin

Pedro Miguel González Secrétaire Général du Parti Révolutionnaire Démocratique, PRD, Panama

Ouafa Hajji Présidente de l'Internationale Socialiste des Femmes

Tarja Halonen Président Honoraire de l'IS, ancienne Présidente de la Finlande

Eero Heinäluoma Vice-Président de l'IS, Parti Social-Démocrate Finlandais, SDP, Finlande

Janira Hopffer Almada Leader du Parti Africain de l'Indépendance du Cap-Vert, PAICV, Vice-Présidente de l'IS

Brendan Howlin Leader du Parti Travailleiste, Irlande

Pendukeni Iivula-Ithana Vice-Présidente de l'IS, SWAPO, Namibie

Bernal Jiménez Vice-Président de l'IS, Parti Libération Nationale, PLN, Costa Rica

Walid Jumblatt Leader du Parti Socialiste Progressiste, PSP, Liban

S.E. Roch Marc Christian Kaboré Président du Burkina Faso, Leader du Mouvement populaire pour le progrès, MPP, Burkina Faso

Chantal Kambiwa Vice-Présidente de l'IS, Front Sociale-Démocratique, SDF, Cameroun

H.E. Ibrahim Boubacar Keïta Président du Mali

Ukhnaagiin Khürelsükh Premier Ministre de la Mongolie, Président du Parti du Peuple Mongol, MPP

Kemal Kılıçdaroğlu Leader du Parti Républicain du Peuple, CHP, Turquie

Albin Kurti Leader du Mouvement pour l'autodétermination, Vetëvendosje, Kosovo

Driss Lachguar Premier Secrétaire de l'Union Socialiste des Forces Populaires, USFP, Maroc

Ricardo Lagos ancien Président du Chili, ancien envoyé spécial des Nations unies sur le Changement Climatique, Président de la Commission de l'IS pour une Société Mondiale Durable

Rasim Ljajić Leader du Parti Social-Démocrate de la Serbie, SDPS

Pia Locatelli Vice-Présidente de l'IS, Parti Socialiste Italien, PSI, Italie

Pere López Leader du Parti Social-Démocrate, PS, Andorre

Carlos Lupi Président du Parti Démocratique Travailleiste, PDT, Brésil, Vice-Président de l'IS

Ahmed Majdalani Leader du Front de lutte populaire palestinien, PPSF, Palestine

Carlos Maldonado Président du Parti Radical, PR, Chili

Hrant Markarian Président de la Fédération Révolutionnaire Arménienne, ARF, Arménie

Shazia Marri Vice-Présidente de l'IS, Parti du Peuple du Pakistan, PPP

Seiji Mataichi Président du Parti Social-Démocrate, SDP, Japon

Julião Mateus Paulo Vice-Président de l'IS, MPLA, Angola

Mustafa Mauludi Secrétaire Général du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran

Attila Mesterhazy Vice-Président de l'IS, Parti Socialiste Hongrois, MSzP, Hongrie

Rafael Micheli Président du Nouvel Espace, PNE, Uruguay, Vice-Président de l'IS

Heraldo Muñoz Président du Parti Pour la Démocratie, PPD, Chili

Mario Nalpatian Vice-Président de l'IS, Fédération Révolutionnaire Arménienne, ARF, Arménie

Riccardo Nencini Secrétaire Général du Parti Socialiste Italien, PSI, Italie

Nermin Nikšić Président du Parti Social-Démocrate, SDP, Bosnie-Herzégovine

Johnson Asiedu Nketiah Vice-Président de l'IS, Congrès National Démocratique, NDC, Ghana

Julia Ojiambo Leader du Parti Travailleiste du Kenya

Cemal Özyiğit Leader du Parti Social-Démocrate, TDP, Chypre

George Papandreou Président de l'Internationale Socialiste, ancien Premier Ministre de Grèce

Peter Phillips Leader du Parti National du Peuple, PNP, Jamaïque

Vlad Plahotniuc Président du Parti Démocratique, PDM, Moldova, Vice-Président de l'IS

Henry Ramos Secrétaire Général d'Action Démocratique, Venezuela, Vice-Président de l'IS

Antti Rinne Président du Parti Social-Démocrate Finlandais, SDP, Finlande

Jesús Rodríguez Vice-Président de l'IS, Union Civique Radical, UCR, Argentine

Pedro Sánchez Président du Gouvernement Espagnol, Secrétaire Général du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, PSOE, Espagne, Vice-Président de l'IS

Tiémoko Sangaré Président du Parti Africain pour la Solidarité et la Justice, Adema-PASJ, Mali

Nabeel Shaath Vice-Président de l'IS, Fatah, Palestine

Jan J. Sithole Président du Parti Démocratique du Swaziland, SWADEPA

Mikalai Statkevich Leader du Parti Social-Démocrate du Bélarus (Narodnaya Hramada), BSDP

Sandra Torres Leader de l'Unité Nationale de l'Espoir, UNE, Guatemala, Vice-Présidente de l'IS

Bokary Treta Président du Rassemblement pour le Mali, RPM, Vice-Président de l'IS

Zharmakhan Tuyakbay Président du Parti Social-Démocrate National, OSDP, Kazakhstan

Miguel Vargas Président du Parti Révolutionnaire Dominicain, PRD, République Dominicaine, Vice-Président de l'IS

Faysal Ali Warabe Leader du Parti pour la Justice et le Bien-Être, Somaliland

Svetlina Yolcheva Présidente des Sociaux-Démocrates Bulgares, PBSDB, Bulgarie

Bilawal Bhutto Zardari Président du Parti du Peuple du Pakistan, PPP

Martin Ziguélé Président du Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain, MPLC, République Centrafricaine

Inauguration du président Andrés Manuel López Obrador

1 Décembre 2018



Le 1er décembre 2018, le président nouvellement élu du Mexique, Andrés Manuel López Obrador, du Mouvement de régénération nationale (Movimiento de Regeneración Nacional), MORENA, a prêté serment en tant que cinquante-huitième président du Mexique. Le Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste, Luis Ayala, était parmi les invités à la cérémonie d'investiture.

Marrakech Conférence intergouvernementale pour l'adoption du Pacte mondial sur les migrations

10 Décembre 2018

"Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits"



La Conférence intergouvernementale, réunie les 10 et 11 décembre à Marrakech au Maroc sous les auspices de l'Assemblée générale des Nations Unies, a été ouverte par le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres. À cette conférence, 164 pays ont formellement adopté le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières qui définit une approche globale commune de la migration internationale, laquelle touche 258 millions de personnes vivant aujourd'hui dans un pays distinct de celui où elles sont nées. L'Internationale Socialiste était représentée à la conférence par son secrétaire général, Luis Ayala.



Réunion du Conseil de l'IS à Saint Domingue

28-29 Janvier 2019



Les représentants des partis membres de l'Internationale Socialiste du monde entier et les invités se sont rassemblés à Saint-Domingue les 28 et 29 janvier à l'occasion du Conseil de l'IS, accueilli par le Parti révolutionnaire dominicain (PRD), le parti membre de l'IS en République dominicaine. L'ordre du jour de la réunion s'est articulé autour de trois grands thèmes : promouvoir le multilatéralisme pour assurer la paix, le développement durable, pour cibler la pauvreté, parvenir à plus d'égalité et garantir un monde plus solidaire ; défendre les droits et les libertés contre l'intolérance, la discrimination, la xénophobie et le populisme ; et protéger nos démocraties contre les nouvelles menaces – le discrédit délibéré des institutions démocratiques et de la presse, les *fake news*, les cyberattaques et la technologie invasive.

Au nom du parti hôte, Miguel Vargas, le vice-président de l'IS, leader du PRD et ministre des Affaires étrangères de la République dominicaine, a souhaité la bienvenue aux délégués à Saint-Domingue. Il a souligné l'importance des travaux de l'IS pour accomplir les tâches communes qui incombent à l'ensemble de ses partis membres et identifier les approches multilatérales aux trois grands défis auxquels le monde d'aujourd'hui est confronté qui sont, selon lui, le renforcement de la démocratie, la lutte contre les changements climatiques et la réduction des inégalités. Il a par ailleurs rappelé que la contribution de la social-démocratie à cet égard est substantielle.

Dans son discours liminaire, Luis Ayala est revenu sur la longue histoire de coopération qui lie l'IS et le PRD, établie par José Francisco Peña Gómez. Il s'est dit satisfait des résultats positifs de l'accord pour un gouvernement d'unité nationale, qu'il a signé en tant que témoin et au nom de l'IS en 2015. Le secrétaire général de l'IS a présenté le multilatéralisme comme un élément clé pour atteindre la paix, considérant que l'IS a plus que jamais besoin d'affronter et de contrer le populisme et la xénophobie, armé de ses principes et idéaux afin d'assurer qu'une vision du monde différente l'emporte.

Le président de l'IS, George Papandreou, a également fait mention de l'importance toute particulière de la République dominicaine pour l'IS, félicitant le PRD pour son 80^e anniversaire et les progrès réalisés dans le pays ces dernières années. Il s'est souvenu de sa dernière visite sur l'île en pleine crise financière, dont les leçons n'ont

pas été apprises par la communauté internationale, comme le prouvent la souffrance des classes ouvrière et moyenne et les inégalités croissantes. Il appelle à plus de coopération, de démocratie et de solidarité pour humaniser la mondialisation.

La séance inaugurale du Conseil s'est ensuite ouverte sur le discours du président dominicain, Danilo Medina, qui a noté que bien que son parti ne soit pas membre de l'IS, la trajectoire de l'organisation demeure une référence pour tous les partis progressistes. Il s'est exprimé sur le besoin de faire preuve de vigilance pour défendre les accomplissements des dernières décennies, y compris les avancées démocratiques, à une époque où la méfiance envers les institutions s'est propagée, de même que les menaces sur fond de propagande. Selon lui, toutes et tous subiront les effets des thèmes inscrits à l'ordre du jour, au-delà des frontières nationales, avant de déclarer avoir bon espoir que le Conseil sera fructueux pour tous les participants.

Concernant le premier thème principal sur le multilatéralisme, des contributions ont été apportées par les délégués issus de différents pays et continents, unis par la confiance accordée à l'utilité du multilatéralisme pour répondre à l'enjeu de la paix et du développement durable et garantir un monde plus solidaire. L'intérêt d'une approche multilatérale à la question de la paix était au cœur de nombreux discours prononcés par les délégués, et a été repris dans les déclarations et résolutions adoptées par la suite par le Conseil, notamment celles sur la Palestine et la solution des deux États, le Sahara occidental et la menace de conflit nucléaire. La déclaration sur la Palestine, rédigée en coordination avec les délégations israélienne et palestinienne au Conseil, est en elle-même un exemple de l'intérêt de la coopération mutuelle sur les questions de paix et de résolution de conflit.

De nombreuses personnes ayant participé aux discussions ont pris note des récents événements au Venezuela, et du mépris actuel du régime au pouvoir pour le processus démocratique. Après avoir entendu le point de vue des délégués vénézuéliens, et le soutien témoigné aux forces démocratiques du Venezuela par les partis de la région et du monde entier, le Conseil a adopté une déclaration sur le Venezuela dans laquelle il appelle à un règlement pacifique de la crise et à la convocation de toute urgence d'élections libres et justes dans le pays.

La récente montée en puissance du populisme, assortie d'une intolérance, discrimination et xénophobie rampantes, a fait l'objet de discussions inquiètes entre les délégués qui ont insisté sur le rôle capital de la social-démocratie pour offrir une alternative à cette vision du monde simpliste et clivante. Il est important de réduire les inégalités, de donner plus de chance et d'amorcer une croissance durable qui profite à tous les citoyens, tel que rappelé dans une déclaration sur ce thème.

Plusieurs orateurs ont souligné que la tenue du Conseil quelques jours après la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste est l'occasion de rappeler à tous les délégués les horreurs provoquées par la xénophobie, l'intolérance et le totalitarisme. Le ressenti de toutes les personnes présentes est exprimé dans une Résolution sur la mémoire de l'Holocauste.

Pendant de nombreuses décennies, l'IS a été à l'avant-garde de la lutte pour garantir, faire avancer, consolider et défendre la démocratie dans le monde entier, et les discussions sur le troisième thème se sont concentrées sur la manière de relever les nombreux nouveaux défis qui pèsent sur la démocratie et ses institutions à l'ère du numérique. Ces préoccupations sont au cœur d'une Déclaration sur la protection de nos démocraties contre les nouvelles menaces. Le Conseil a également adopté plusieurs déclarations relatives à des questions nationales spécifiques abordées par les partis membres, notamment les déclarations sur la Bolivie, Puerto Rico et le peuple kurde.

Le discours de clôture du Conseil a été prononcé par Pedro Sánchez, président du gouvernement espagnol, leader du PSOE et vice-président de l'IS, déclarant qu'il revient aux socialistes de défendre la liberté et les faibles. Il a insisté sur le fait que les citoyens du Venezuela et du Nicaragua doivent savoir que leurs gouvernements ne sont pas socialistes, puisqu'il ne peut y avoir de socialisme sans liberté. L'IS et ses membres représentent les créateurs d'idées qui changeront le monde, rejetant les politiques conservatrices, populistes et nationalistes qui prônent les inégalités, les privilèges et l'exclusion, en apportant la réconciliation, la démocratie, le progrès et la dignité.

Maurice Poler (AD, Venezuela), coprésident du Comité d'administration et des finances (SIFAC), a présenté les derniers comptes de l'Internationale et son budget pour 2019. Il a rappelé que les arriérés de paiement des cotisations ont pesé lourdement sur la capacité de l'organisation à déployer son programme d'activités et que le paiement des cotisations est une obligation statutaire.

Le rapport du Comité éthique de l'IS, remis par sa présidente Arianne Fontenelle (PS, Belgique), contient plusieurs propositions relatives à l'adhésion à l'IS. Le Comité estime que l'adhésion de plein droit du Parti social-démocrate des Philippines doit être rétablie et recommande également d'accorder l'adhésion de plein droit à l'UDPS (RD Congo) ainsi que l'adhésion en tant que membre consultatif au PALU (RD Congo) et MRD (Djibouti). Le Comité a par ailleurs rejeté plusieurs demandes d'adhésion. Les décisions relatives à l'adhésion ont été approuvées par le Conseil. Du fait de graves violations des droits de l'homme et des valeurs démocratiques commises par le gouvernement du Nicaragua, le Comité a voté l'expulsion de l'IS du parti au pouvoir, le FSNL ; décision confirmée par le vote du Conseil.

L'IS a également organisé la première réunion de son Comité pour l'égalité des genres le 28 janvier à Saint-Domingue, coprésidée par les présidents de l'IS et de l'ISF. Le Comité a adopté un plan d'action prévoyant une série de décisions dont l'objectif est d'atteindre la parité hommes-femmes au sein de ses structures, et d'encourager ses partis membres à promouvoir la parité.



Déclarations et Résolutions, Réunion du Conseil de l'IS à Saint Domingue

28-29 Janvier 2019

Résolution sur le Venezuela

Original: espagnol

Le Conseil de l'Internationale Socialiste, réuni les 28 et 29 janvier 2019 à Saint-Domingue, a exprimé sa profonde préoccupation face à la crise politique, économique et humanitaire qui s'accroît au Venezuela.

Rappelant ses précédentes déclarations sur la situation au Venezuela, en particulier la Résolution du Conseil de l'IS de juin 2018 et la déclaration publiée par le Présidium de l'IS en septembre 2018, l'Internationale Socialiste:

Réitère sa position selon laquelle le processus électoral de mai 2018 a manqué de crédibilité démocratique, puisque ces élections ont eu lieu malgré l'interdiction faite aux responsables et partis politiques, obligeant cette Internationale à dénoncer ce processus contraire aux normes démocratiques de la concurrence, des libertés et des garanties. L'Assemblée nationale est l'autorité légitime pour mener à bien la transition démocratique;

Exprime son immense inquiétude face à la répression orchestrée contre le peuple vénézuélien par le régime illégitime de Nicolas Maduro, et appelle à la pleine restauration de l'ordre constitutionnel. À ce jour, 35 personnes ont été tuées dans les manifestations, plus de 850 autres ont été arrêtées et des centaines blessées, en particulier dans les quartiers les plus pauvres de tout le pays, des mains des forces de sécurité commandées par Nicolas Maduro;

Répète ses précédents appels au rétablissement complet et au respect de l'Assemblée nationale, qui est légitime démocratiquement, au cœur de l'ordre démocratique vénézuélien, et a un rôle fondamental à jouer dans le rétablissement de la normalité démocratique dans le pays;

Reconnait les efforts de Juan Guaidó, président de l'Assemblée nationale et reconnu par une grande partie de la communauté internationale comme président intérimaire du Venezuela, visant à assurer une transition vers la démocratie, soutenu par l'Assemblée nationale légitime;

Souligne que la légitimité démocratique du président et du gouvernement au Venezuela ne provient que de la volonté librement exprimée du peuple vénézuélien et rejette catégoriquement toute forme d'intervention militaire extérieure pour opérer un changement de régime au Venezuela;

Enjoint le peuple vénézuélien à résoudre leurs différends pacifiquement, considérant que la seule issue favorable pour le Venezuela est la tenue de nouvelles élections, supervisées par une nouvelle autorité électorale pleinement indépendante et impartiale, ce qui doit être fait de toute urgence. Ces élections doivent se dérouler avec la participation de ceux ayant été préalablement disqualifiés de manière arbitraire et doivent être assorties d'une libération des prisonniers politiques;

Réitère sa solidarité envers le peuple vénézuélien qui fait face à d'indicibles souffrances dans sa lutte pour renouer avec la démocratie dans le pays, et appelle instamment à fournir une aide humanitaire rapide afin d'alléger l'urgence alimentaire et sanitaire qui frappe le pays.

Résolution sur la Mémoire de l'Holocauste

Original: anglais

Le Conseil de l'Internationale Socialiste, réuni à Saint-Domingue les 28 et 29 janvier 2019:

Note que les préjugés raciaux, ethniques et religieux, la discrimination et la haine ont causé d'indicibles souffrances humaines tout au long de l'histoire de l'humanité;

Rappelle que les préjugés, la discrimination et la haine émergeant de l'antisémitisme préexistant ont été des conditions préalables à l'Holocauste perpétré par l'Allemagne nazie, ses alliés et complices résultant en l'annihilation de six millions de juifs et d'un nombre incalculable de membres d'autres minorités;

Note avec inquiétude que les actes antisémites de nature et d'intensité variables se sont récemment multipliés en Europe, aux États-Unis, au Canada et ailleurs;

Déplore les tendances croissantes au déni de l'Holocauste et à la réécriture de l'histoire;

Rappelle la résolution A/RES/60/7 intitulée «Mémoire de l'Holocauste» adoptée le 1er novembre 2005 par l'Assemblée générale des Nations Unies qui proclame le 27 janvier Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste;

Se joint aux Nations Unies pour commémorer la Journée internationale dédiée à l'Holocauste et à la mémoire des victimes de l'un des pires crimes jamais commis dans l'histoire de l'humanité;

Rejette tout déni de l'Holocauste en tant qu'événement historique, dans son intégralité ou en partie;

Condamne sans réserve toute manifestation d'intolérance religieuse, de provocation, de harcèlement ou de violence à l'égard de personnes ou de communautés en raison de leur origine ethnique ou de leur croyance religieuse, où qu'elle se produise;

Exhorte les gouvernements et les partis politiques à lutter contre toute forme de racisme, de discrimination et de déni de l'Holocauste.

Résolution sur la Protection de nos Démocraties contre les Nouvelles Menaces

Original: anglais

Le Conseil de l'Internationale Socialiste, réuni à Saint-Domingue le 28 et 29 janvier, a débattu du thème principal relatif aux nouvelles menaces à la démocratie récemment apparues, notamment le discrédit délibéré des institutions démocratiques et de la presse, les *fake news*, les cyberattaques et la technologie invasive. Au regard de ces menaces émergentes qui se développent à toute vitesse, le mouvement social-démocrate doit apporter une réponse coordonnée visant à protéger et garantir la démocratie.

Les attaques contre les institutions démocratiques et la presse sont de plus en plus répandues et ne se cantonnent plus aux marges du débat politique. Lorsque des élus dénigrent et minent les institutions qui soutiennent la démocratie, cela a pour effet d'éroder la confiance, d'affaiblir le processus démocratique et de menacer les progrès engendrés ces dernières années et décennies en la matière. De même, une presse libre constitue l'un des piliers fondamentaux de la démocratie, au sein de laquelle les citoyens peuvent avoir confiance que leurs représentants rendent des comptes.

La multiplication des sources alternatives d'actualités et l'émergence des médias sociaux ont contribué à une plus grande ouverture des flux d'informations et ont facilité la diffusion d'une pluralité de points de vue. Ces nouveaux médias ont joué un rôle dans la diffusion des voix de l'opposition sans censure ni suppression de la part de régimes

non démocratiques, mais il est également avéré qu'ils sont susceptibles d'être exploités par des individus cherchant à diffuser de la désinformation.

La diffusion de *fake news* demande de la vigilance de la part des citoyens et des politiciens, dans un contexte où les personnes en charge de cette fausse information exploitent la logique fonctionnelle des réseaux sociaux avec l'intention explicite d'influencer le choix des électeurs. Alors que les citoyens accèdent de plus en plus à l'actualité et aux informations sur les médias sociaux, il revient aux propriétaires de ces plateformes d'honorer leur responsabilité de veiller à ce que l'information diffusée via leurs services est vérifiable et conforme aux juridictions nationales en vigueur, afin d'éviter toute manipulation de l'opinion publique et toute interférence avec les processus électoraux.

Les nouvelles technologies, le Big Data et la montée en puissance des médias sociaux ont également modifié la manière dont les campagnes électorales sont menées et constituent un véritable défi pour la notion d'élections libres et équitables, si aucune garantie n'est apportée. En raison de leur accès sans précédent aux informations démographiques et personnelles détaillées d'une grande partie de l'électorat, les principaux fournisseurs de médias sociaux peuvent directement influencer le flux d'informations et l'efficacité des campagnes électorales, rendant ainsi possible la manipulation de l'opinion publique et l'ingérence dans les processus électoraux nationaux par des acteurs externes.

La protection des données à caractère personnel est au cœur des préoccupations relatives aux risques induits par les puissants algorithmes de profilage de personnalités et les dangers d'usurpation d'identité. La propriété exercée par chacun sur ses données à caractère personnel devrait être considérée comme un droit humain devant être respecté par toute organisation publique ou privée ayant accès à ces données.

Résolution sur la Défense des droits et des libertés contre l'intolérance, la discrimination, la xénophobie et le populisme

Original anglais

L'Internationale Socialiste a toujours plaidé en faveur d'une société tolérante et exempte de toute forme de discrimination, observant une véritable égalité des droits et des chances, tel qu'indiqué dans sa Déclaration de principe. Par conséquent, la montée du populisme et des mouvements populistes qui cherchent à instaurer et à exploiter les différences entre les divers groupes sociaux, ethniques, religieux et socioéconomiques d'une société est un motif de vive préoccupation pour le mouvement social-démocrate mondial.

Le Conseil est profondément préoccupé par la recrudescence de la xénophobie, de l'antisémitisme, de l'islamophobie et de toute autre forme de discrimination basée sur l'origine ethnique ou les croyances religieuses, ce qui ne doit être ni toléré ni accepté dans aucune de nos sociétés. Tout être humain de la planète jouit du droit fondamental à déployer son plein potentiel personnel et à vivre libre de toute intolérance ou discrimination.

En tant qu'organisation internationale au sein de laquelle des partis membres venus de continents, d'origines ethniques, de culture set de religions différents travaillent ensemble pour promouvoir une cause commune, l'Internationale Socialiste est un exemple de premier ordre de coopération qui révèle comment la diversité culturelle peut enrichir nos sociétés. Chacun de ses partis membres doit continuer à porter ces valeurs et s'opposer aux discours simplistes et clivants du populisme, qui ne proposent aucune solution aux enjeux complexes et pluriels que nos sociétés doivent relever.

Le populisme a pu monter en puissance en raison de la désillusion, fruit de réponses inefficaces et injustes apportées à la dernière crise financière à l'origine d'inégalités plus criantes et de politiques d'austérité qui touchent injustement les classes ouvrière et moyenne. La réponse à ce populisme qui menace les libertés durement acquises doit pousser les socialistes et les sociaux-démocrates à redoubler d'efforts dans leur lutte pour réduire les inégalités, accroître les perspectives et amorcer une croissance durable qui profite à tous les citoyens.

Résolution sur Puerto Rico

Original: espagnol

Face à la recrudescence de la domination coloniale exercée par les États-Unis sur Puerto Rico par l'imposition d'une Junte de supervision fiscale ayant un pouvoir absolu sur le gouvernement de l'île, l'Internationale Socialiste réitère son appui historique au droit inaliénable de la nation portoricaine à son autodétermination et à son indépendance. L'IS soutient également l'appel unanime du Comité spécial de la décolonisation des Nations Unies lancé aux États-Unis afin qu'ils prennent les mesures nécessaires pour mettre un terme à la situation actuelle de subordination politique dans laquelle se trouve Puerto Rico.

Résolution sur Sahare Occidentale

Original: espagnol

Le Conseil en suivant l'évolution de la question, constate qu'après sa dernière session, et à l'appel du Secrétaire Général de l'ONU et son envoyé spécial, une rencontre a eu lieu les 5 et 6 décembre 2018 au siège de l'ONU à Genève et regroupant autour de la même table le Maroc, le Polisario, l'Algérie et la Mauritanie.

Le Conseil exprime son soutien à l'appel lancé par l'ONU à toutes les parties pour s'engager avec bonne foi et positivement dans le processus onusien pour la recherche d'une solution pacifique, politique, réaliste et mutuellement acceptée, conformément à la Résolution 2440 du Conseil de Sécurité du 31 octobre 2018.

Résolution sur la menace de conflit nucléaire

Original: anglais

Le Conseil de l'IS, réuni à Saint-Domingue les 28 et 29 janvier 2019, considère qu'il est nécessaire et pertinent d'attirer l'attention des parties membres de l'IS et de toute la communauté internationale sur le grave problème de la menace croissante de conflit nucléaire résultant de la déformation du système des traités existant visant à garantir la sécurité dans le monde.

Ces dernières années, la stabilité stratégique, à savoir le niveau de menace de guerre nucléaire, s'est rapidement dégradée. À l'heure actuelle, le niveau de menace est comparable à celui de la période précédant la crise des Caraïbes (crise des missiles cubains), qui a failli mener l'humanité vers une catastrophe planétaire et a été précédée par une course aux armements quasi illimitée dans les années 1950.

Dans les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, le monde a maintenu une dissuasion nucléaire basée sur la peur d'une apocalypse nucléaire. Or, la situation actuelle est devenue de plus en plus instable du fait d'une réduction des obstacles technologiques à l'acquisition d'armes nucléaires.

Une autre source d'inquiétude concerne le retrait des États-Unis en 2012 du Traité ABM de limitation des systèmes de missiles antimissiles balistiques, et plus récemment, du

Plan d'action global commun (accord sur le nucléaire iranien) et du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire qui fragilisent les fondations du régime de non-prolifération, dont l'un des éléments phares est l'engagement à réduire les arsenaux.

Ces étapes périlleuses devraient encourager les forces pacifiques de la planète à prendre des mesures pouvant être qualifiées de nouvelle étape qualitative dans la lutte pour la paix avec pour critère clé, la prévention d'une guerre nucléaire destructrice.

L'IS appelle ses partis membres et les parlements du monde entier à contribuer au renouveau de la lutte universelle pour la paix, conformément à la Déclaration de principe de l'IS qui définit la paix comme valeur fondamentale.

Résolution sur le peuple kurde

Original: anglais

Dans la région du Kurdistan d'Irak, l'IS salue la reprise du dialogue entre le gouvernement fédéral et le gouvernement régional kurde. Nous enjoignons le nouveau gouvernement d'Irak et tous les partis politiques à prendre des dispositions qui reflètent la véritable participation des Kurdes dans le nouveau gouvernement sur la base du partenariat, du consensus et de l'équilibre au sein des principales institutions fédérales. Nous enjoignons à la fois le gouvernement de Bagdad et celui d'Erbil à stabiliser la situation dans les territoires disputés et à autoriser une administration commune en vue d'éviter que le groupe État islamique et d'autres groupes similaires n'exploitent les tensions post-référendaires dans ces régions, à la fois pour leur propre intérêt et pour protéger les droits du peuple kurde et d'autres minorités ethniques et religieuses de la région.

La guerre en Syrie, qui a duré de nombreuses années et touche désormais à sa fin, n'a pas permis de résoudre la crise syrienne. Elle n'a semé que la destruction et la mort. Toutes ces années de guerre ont prouvé que seule une solution politique peut dégager une issue à la crise syrienne. Dès lors, il est temps pour tous les Syriens de s'asseoir à la table des négociations, sous la coordination des forces internationales (Russie, USA, UE, ONU), afin de rechercher une solution politique et démocratique pour le pays. La région de Rojava / du nord-est de la Syrie s'est avérée être une zone sécurisée. Elle a réussi à créer un modèle de gouvernance basé sur un gouvernement autonome, une cohabitation de la population et la démocratie, qui peut être érigé en exemple pour toute la Syrie. La population de Rojava / du nord-est de la Syrie a grandement participé à la lutte contre le terrorisme, en particulier contre le terrorisme du groupe État islamique.

À l'Internationale Socialiste, nous reconnaissons la menace que le retrait des forces de la coalition menée par les États-Unis peut représenter. Tout retrait soudain ou précipité peut déclencher une crise politique et militaire dans la région qui pourrait aboutir à la résurgence du terrorisme et provoquer une nouvelle crise grave des réfugiés.

L'Internationale Socialiste soutient une solution équitable pour le peuple kurde, afin de garantir l'unité et la souveraineté de la Syrie, dans le cadre d'une gouvernance décentralisée, conformément au modèle de fédéralisme démocratique.

En accord avec l'engagement de l'IS à la cause du peuple kurde, une réunion du Comité de l'IS sur la question kurde se tiendra dans le futur proche dans la région du Kurdistan d'Irak.

Déclaration – Prendre des mesures pour une Palestine libre et protégée, sauver la solution des deux États

Original anglais

Le Conseil de l'Internationale Socialiste, réuni à Saint-Domingue en République dominicaine les 28 et 29 janvier, rappelle ses précédentes résolutions et déclarations sur la question de la Palestine et le processus de paix au Moyen-Orient, en particulier les récentes réunions du Conseil et du Présidium de l'IS organisées depuis 2010, et lance un appel urgent à tous ses membres à prendre des mesures concrètes afin de sauver les perspectives de paix juste et durable entre Israël, la Palestine et le reste de la région. À cet égard, l'IS:

Réaffirme le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, notamment le droit à un État palestinien indépendant sur les bases des frontières de juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale. Elle réaffirme son engagement, conformément au droit international, à mettre un terme à l'occupation israélienne des territoires palestiniens débutée en 1967, afin d'atteindre la solution des deux États, avec deux États souverains et démocratiques pour tous leurs citoyens, vivant en paix et en harmonie; et une solution juste et négociée à la question des réfugiés palestiniens.

Après plus de 25 ans sans parvenir à atteindre la paix par le biais du processus de paix bilatéral, nous estimons que le moment est venu pour la communauté internationale de s'acquitter de ses responsabilités au titre du droit international et de mettre un terme à l'occupation israélienne.

Rappelant notre déclaration du Conseil à Athènes en 2011 sur le Moyen-Orient, au terme de laquelle nous appelions à la reconnaissance de l'État de Palestine, les membres de l'IS réaffirment cet engagement et:

1. Déclarent qu'il est devenu urgent et obligatoire pour l'ensemble des membres de l'Internationale Socialiste, en particulier ceux siégeant au gouvernement n'ayant pas reconnu l'État de Palestine conformément à la résolution 67/19 de 2012 de l'AGNU, de le faire dans les plus brefs délais.
2. Adressent leurs félicitations aux parlements irlandais et chilien pour avoir fait évoluer leur législation concernant les colonies d'occupation israéliennes dans l'État de Palestine occupée.
3. Appuient une plus grande action internationale afin d'atteindre une paix juste et durable basée sur le droit international pour Israël et la Palestine, notamment la cessation de l'occupation israélienne.
4. Appuient la cessation complète des activités de colonie de peuplement, la cessation immédiate de la destruction de logements et de la déportation de Palestiniens.
5. Encouragent une approche non violente à tous les niveaux et par toutes les parties, y compris envers les actes de violence des colons à l'encontre de civils palestiniens, et la cessation de toute forme de violence contre la résistance non violente palestinienne.
6. Le Conseil exhorte par ailleurs l'administration américaine à reconsidérer ses positions unilatérales qui favorisent uniquement Israël. Nous regrettons la décision américaine de se retirer du Conseil des droits de l'homme et de l'UNESCO. Condamnent fermement les mesures prises par l'administration Trump, notamment la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël et la suppression des aides versées à l'UNRWA. Appellent le reste de la communauté internationale à avaliser une conférence internationale pour la paix au Moyen-Orient basée sur les résolutions des Nations Unies pertinentes, le droit international et l'Initiative de paix arabe.
7. Soulignent que la seule solution politique envisageable pour Israël et la Palestine est une solution qui prévoit l'application du droit international et des résolutions des

Nations Unies, dans le respect des droits humains de tous les citoyens indépendamment de leur origine nationale, de leur religion ou de leur sexe. C'est dans cet esprit que l'IS réitère son appel lancé au parlement israélien à supprimer toute législation discriminante envers les citoyens arabes et palestiniens, y compris l'interdiction du regroupement familial et la loi sur l'«État-nation juif».

8. Réitèrent leur solidarité avec les forces progressistes en Israël, notamment les partis membres de l'IS qui soutiennent la pleine égalité entre tous les citoyens israéliens, indépendamment de leur religion ou origine ethnique, et la mise en place d'une solution des deux États basée sur le droit international.

Résolution sur la Bolivie

Original: Espagnol

Le Conseil de l'IS a pris connaissance de l'avertissement lancé par le délégué de son parti membre, Unité nationale de Bolivie, des risques pesant sur la démocratie.

L'Internationale Socialiste lance un appel au gouvernement et aux partis membres de l'opposition de ce pays à approfondir les principes et valeurs démocratiques, appelant la Cour suprême électorale de Bolivie à garantir la tenue d'élections libres et transparentes en 2019.

Le Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste au Venezuela

22 Février 2019



*Direction de l'Assemblée nationale du Venezuela
avec le Secrétaire Général de l'IS*

Le Secrétaire Général de l'IS, Luis Ayala, a tenu une série de réunions au Venezuela du 18 au 22 février, avec les autorités de l'Assemblée nationale et de ses trois partis membres dans le pays, Action démocratique (AD), Un nouveau temps (UNT) et Volonté populaire (VP), à la suite du Conseil mondial de l'Internationale convoqué à Saint-Domingue, en République dominicaine à la fin du mois de janvier dernier, au cours duquel la situation du Venezuela a été abordée.

Lors de sa visite, le Secrétaire Général a été reçu par la direction de l'Assemblée nationale du Venezuela, composée de son président Juan Guaidó (VP), reconnu par une grande partie de la communauté internationale comme le président par intérim de la République bolivarienne du Venezuela, du premier vice-président Edgar Zambrano (AD), du second vice-président Stalin González (UNT) et du secrétaire Edison Ferrer (PJ).

Les réunions avec les partis membres de l'IS ont notamment compté sur une rencontre avec Henry Ramos, leader du parti Action démocratique et l'un des vice-présidents de l'IS, et d'autres membres de la direction d'AD ; avec Manuel Rosales, leader d'Un temps nouveau aux côtés d'autres membres de la direction du parti, dont l'ancien président de

l'Assemblée nationale lors du précédent mandat, Omar Barboza ; ainsi que des contacts avec Leopoldo López, le leader de Volonté populaire prisonnier politique depuis déjà cinq ans, Freddy Guevara et d'autres membres de la direction de ce parti.

Les discussions se sont avant tout centrées sur la situation actuelle du pays et la crise politique, économique et humanitaire qu'il traverse ; la crise politique, résultat de l'absence de mandat légitime pour le régime actuel, alors que persistent les violations des droits de l'homme, l'existence de prisonniers politiques, et la violence de l'État qui fait un nombre continu de victimes ; la réalité économique angoissante et le manque de perspectives d'avenir qui touchent aujourd'hui le peuple vénézuélien ; de même que la grave crise humanitaire, surtout liée à la tragédie qui frappe son système de santé et la pénurie de médicaments, qui entraîne une recrudescence du nombre de décès, confirmée par la récente information de l'Organisation mondiale de la Santé, l'OMS.

Les thèmes débattus lors de ces réunions ont porté sur le processus électoral de mai 2018, dénoncé à l'époque par l'Internationale Socialiste, qui ne jouit ni de la légitimité ni de crédibilité démocratique nécessaire, et l'Assemblée nationale qui, à l'heure actuelle, et en dépit des efforts du régime pour ignorer ses attributions et son mandat, est la seule institution de gouvernement légitime existante et, par conséquent, a un rôle central à jouer dans le rétablissement de la démocratie comme expression de la souveraineté populaire, dont le mandat court jusqu'à fin 2020.

Lors de ces entretiens, le besoin de régler les différends politiques entre les Vénézuéliens dans la paix, comme l'a souligné le dernier Conseil de l'IS, a été réitéré, et le refus de toute forme d'intervention militaire étrangère a été rappelé.

Les conversations ont permis de transmettre la solidarité constante et fraternelle de l'Internationale à ses partis membres et au peuple vénézuélien dans leurs efforts pour recouvrer leurs libertés et leurs droits, restaurer la démocratie et affronter l'urgence alimentaire et sanitaire dévastatrice qui frappe aujourd'hui durement le peuple du Venezuela.

Seule la convocation d'élections libres et justes, supervisées par une nouvelle autorité électorale pleinement indépendante et impartiale, exempte de disqualifications arbitraires et de prisonniers politiques, permettra un retour à la démocratie et à la normalité de la vie politique dans la nation.

Cette vision de l'Internationale et de ses membres au Venezuela constitue aujourd'hui un pilier et une priorité partagés.

Pour atteindre ces objectifs, l'Internationale et ses membres au Venezuela s'engagent à poursuivre leur étroite collaboration.

L'Internationale Socialiste célèbre la Journée internationale de la femme

8 Mars 2019

À l'occasion de la Journée internationale de la femme 2019, l'Internationale Socialiste réitère son engagement indéfectible au service de l'égalité des sexes et du droit des femmes, des causes qui ont toujours été et demeureront au cœur du programme du mouvement social-démocrate mondial. Cette journée est l'occasion de réfléchir aux formidables avancées en faveur de l'égalité des sexes dans le monde entier, et de s'intéresser aux importants défis et obstacles qui perdurent, mais également à l'ambition, au dévouement et à la volonté politique nécessaires pour les surmonter.

Une véritable égalité des sexes doit exister à tous les niveaux et dans tous les secteurs de la société. En d'autres termes, dans tous les domaines, de l'égalité des droits et l'accès à l'éducation pour les filles, de l'équité en matière d'emploi et l'élimination des

inégalités salariales entre les hommes et les femmes à l'égalité dans les plus hautes sphères de direction et de prise de décision de la vie politique, économique et publique.

L'égalité des droits et l'accès à l'éducation sont les fondations d'une société égalitaire et sont vitaux pour garantir l'autonomisation des filles et des femmes ainsi que leur pleine participation à la société sans subir ni préjudices ni discriminations. Il en est de même pour l'égalité hommes-femmes sur le lieu de travail qui permet aux communautés et entreprises de prospérer tout en contribuant à l'atteinte du plein potentiel de l'humanité au service du développement, de la prospérité et de la paix. L'égalité des chances pour les femmes, qui leur permet d'atteindre des postes de direction et de participer pleinement à tous les niveaux des processus de prise de décision, alimente un cercle vertueux, érodant les préjugés sexistes ancrés dans nos sociétés. À travers la participation pleine et égale des femmes dans tous les aspects de la vie politique et publique, les préjugés peuvent être éradiqués et les valeurs redéfinies pour reconnaître les droits des femmes et favoriser leur autonomisation.

Il y a encore beaucoup à faire, et le rythme de progression sur la voie de l'égalité et du droit des femmes doit être plus soutenu. Il est malheureusement encore vrai pour de nombreuses femmes et filles dans le monde qu'une vie sans violence, discrimination et pratiques néfastes reste inaccessible. Il s'agit de mettre un terme à ces injustices fondamentales, car seules l'élimination de la violence et de l'exploitation des femmes et des filles ainsi que la fin du mariage précoce et forcé et des mutilations génitales féminines sont acceptables.

L'Internationale Socialiste rappelle les origines de la Journée internationale de la femme, célébrée pour la première fois à la suite d'une résolution de la Conférence de la Deuxième Internationale des femmes socialistes dans le cadre du Congrès socialiste international à Copenhague en 1910. Pour l'Internationale Socialiste et ses membres, la question de l'égalité des femmes demeurera une question de première importance, pas uniquement aujourd'hui à l'occasion de la Journée internationale de la femme, mais également tous les autres jours de l'année et pour aussi longtemps que nécessaire avant d'atteindre l'égalité hommes-femmes et autonomiser toutes les femmes et les filles dans tous les pays du monde.



L'Internationale Socialiste condamne l'odieux attentat terroriste de Christchurch

15 Mars 2019

L'Internationale Socialiste est choquée et attristée par l'attentat terroriste perpétré à Christchurch qui a coûté la vie à 49 personnes. Cet acte abominable, que l'IS condamne avec la plus grande fermeté, visait des fidèles musulmans innocents alors qu'ils priaient pacifiquement dans deux mosquées de la ville ; un acte déplorable tant par sa brutalité que par l'idéologie haineuse défendue par ses auteurs.

L'Internationale adresse ses plus sincères condoléances et sa sympathie aux personnes touchées par cette tragédie et exprime toute sa solidarité avec les Néo-Zélandais et la communauté musulmane de Christchurch, en

Nouvelle-Zélande, et du monde entier alors qu'ils affrontent les conséquences de cet acte des plus effroyables. Nous devons faire front ensemble contre l'islamophobie, le sectarisme, l'extrémisme et le terrorisme, et défendre la liberté de tous et toutes de pratiquer sa croyance sans avoir à craindre la discrimination, la haine ou la violence.

L'Internationale Socialiste est solidaire avec les victimes du cyclone Idai

20 Mars 2019

L'Internationale Socialiste est profondément attristée par la destruction généralisée et les pertes humaines dans le sillage du cyclone Idai en Afrique du Sud-Est. Selon les Nations Unies, le cyclone a touché plus de 2 millions de personnes au Mozambique, au Malawi et au Zimbabwe, et pourrait être la pire catastrophe naturelle qu'ait connu l'hémisphère sud. L'urgence humanitaire provoquée par le cyclone ne cesse de s'aggraver des suites de fortes inondations qui ont laissé de nombreuses personnes isolées, sans abri ni accès à l'eau salubre. Les organismes d'aide humanitaire et les organisations internationales craignent que le bilan des victimes ayant perdu la vie dans la catastrophe ne continue de s'alourdir.

Les pensées et la solidarité de l'Internationale Socialiste et de ses partis membres au niveau mondial vont au peuple et au gouvernement du Mozambique ou son parti membre Frelimo est au pouvoir, ainsi qu'aux populations de Malawi et Zimbabwe, alors qu'elles entreprennent de reconstruire leurs villes, leurs maisons, leurs vies et d'affronter les conséquences de la tragédie et des pertes humaines. Nous appelons la communauté internationale à offrir toute l'aide nécessaire au gouvernement des pays touchés afin de veiller au prompt acheminement de l'aide humanitaire dans les zones dévastées, pour sauver des vies et fournir un abri, un accès à l'eau potable et à l'assistance médicale.

Les événements climatiques extrêmes de ces dernières années, tels que le cyclone Idai, sont de plus en plus nombreux et graves, ce que les scientifiques ont longtemps prédit comme une conséquence des changements climatiques résultant des émissions mondiales de carbone. Dans la plupart des cas, ceux qui sont les plus à risque face aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles dues aux changements climatiques et qui sont moins capables d'en affronter les conséquences, n'ont que peu contribué historiquement aux émissions mondiales. Afin de corriger ces inégalités, l'Internationale Socialiste continuera à placer la justice climatique mondiale au cœur de ses efforts pour bâtir une société mondiale durable.



Roberto Marrero lors du dernier Congrès de l'Internationale Socialiste tenu à Carthagène, en Colombie

Le mouvement social-démocrate mondial réclame la libération de Roberto Marrero au Venezuela

21 Mars 2019

Le 21 mars à deux heures du matin, la police et les services de renseignements du régime vénézuélien ont fait irruption de manière violente au domicile de Roberto Marrero à Caracas et l'ont

emmené de force. Marrero, du parti membre de l'Internationale Socialiste, Voluntad Popular, dirige le bureau du président de l'Assemblée nationale, Juan Guaidó, reconnu comme président par intérim du Venezuela par un grand nombre de pays à travers le monde. Selon le député Sergio Vergara, membre de l'Assemblée nationale du Venezuela et voisin de Marrero, les agents ont laissé dans la maison de Marrero deux mitraillettes et une grenade. Ils l'ont ensuite accusé d'être un terroriste.

Il est essentiel que la communauté internationale réagisse énergiquement à cette agression, à cette détention, et aux fausses accusations du régime de Maduro contre le plus proche collaborateur de Juan Guaidó, exigeant sa libération immédiate.

Ci-dessus, Roberto Marrero lors du dernier Congrès de l'Internationale Socialiste tenu à Carthagène, en Colombie.

La décision du président Trump sur le plateau du Golan

27 Mars 2019

Le président américain Donald Trump a signé une proclamation présidentielle reconnaissant le plateau du Golan comme territoire israélien. La décision est contraire aux principes fondamentaux du droit international et aux résolutions spécifiques adoptées par le Conseil de sécurité des Nations Unies sur le Moyen-Orient, soulignant « l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la guerre et la nécessité d'œuvrer pour une paix juste et durable permettant à chaque État de la région de vivre en sécurité ».

L'Internationale Socialiste continuera à être pleinement engagée dans le soutien à une solution des deux États pour Israël et la Palestine coexistant dans la paix et la sécurité, comme nous sommes également engagés à contribuer à un avenir de paix, de démocratie et de liberté pour le peuple syrien.

Secrétaire Général de l'IS à Rome pour le congrès du PSI

29 Mars 2019



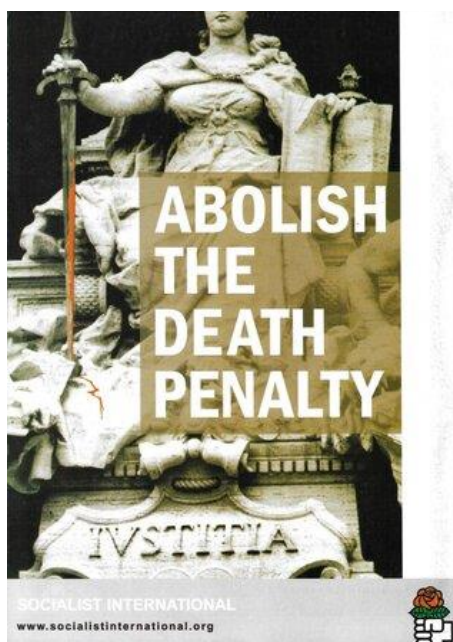
Le Secrétaire Général de l'IS, Luis Ayala, avec le Secrétaire sortant du PSI, le sénateur Riccardo Nencini, et la Vice-Présidente de l'IS, Pia Locatelli

Le Secrétaire Général de l'IS, Luis Ayala, avec le nouveau Secrétaire du PSI, Enzo Maraio (à sa droite), la Vice-Présidente de l'IS, Pia Locatelli, et une groupe de délégués au congrès



En référence à Brunei et à 54 autres pays

Avril 2019



L'Internationale Socialiste est profondément alarmée par l'introduction par le Brunéi de lois draconiennes qui incluent la mort par lapidation et d'autres peines sévères dans un nouveau code pénal récemment introduit.

Notre Internationale s'oppose résolument depuis des années à la peine de mort en toutes circonstances et réitère ses appels antérieurs à son abolition par tous les pays, conformément à nos campagnes de longue date sur ce sujet.

D'autres peines draconiennes faisant partie du nouveau code pénal du Brunéi, telles que l'amputation d'une main ou d'un pied pour fait de vol, sont cruelles et inhumaines et n'ont aucune place dans le système juridique d'aucun pays.

L'IS encourage les organisations internationales, les gouvernements et les citoyens privés du monde entier à appeler le Brunéi et les 54 autres pays qui maintiennent la peine de mort à l'abolir.

Réunion de l'IS à la 140ème Assemblée de l'UIP à Doha

7 Avril 2019



Dans le cadre de la 140^e Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP) qui s'est tenue du 6 au 10 avril à Doha, au Qatar, l'Internationale Socialiste a convoqué sa réunion de parlementaires des partis membres de l'IS présents à l'Assemblée. La réunion était présidée par le Secrétaire Général de l'IS et comptait sur la participation de présidents de parlements, de vice-présidents, de sénateurs, de députés et d'autres représentants venus d'Albanie, d'Angola, d'Argentine, du Burkina Faso, du Cap-Vert, du Chili, du Costa Rica, du Ghana, du Mali, du Mexique, de Mongolie, de Namibie, du Népal, du Niger, du Pakistan, de Palestine, du Portugal, du Royaume-Uni, de Saint-Marin, d'Uruguay, du Venezuela, ainsi que de représentants du Fonds mondial et du Groupe de l'Amérique latine et des Caraïbes à l'UIP.

Les participants ont échangé de précieuses informations sur la situation actuelle, les priorités et les défis de leurs pays et parlements respectifs. Les discussions de la réunion ont porté également sur les points d'urgence devant faire l'objet d'un vote à l'Assemblée.

Les discussions ont régulièrement abordé le thème des conséquences désastreuses du cyclone Idai qui a frappé la région du sud-est de l'Afrique, touchant des millions de personnes au Mozambique, au Malawi et au Zimbabwe, ainsi que le rétablissement prévu à long terme, qui a désespérément besoin de l'aide internationale. Alors qu'il a été porté à la connaissance des participants qu'il y avait un large soutien dans les rangs de l'Assemblée en faveur de ce point d'urgence, il a été rappelé que ce sujet l'emportait sur toute autre urgence humanitaire. L'autre point d'urgence présenté s'intitulait « Assurer une protection internationale au peuple palestinien, rejeter l'autorité israélienne sur le plateau du Golan occupé, promouvoir les valeurs d'une coexistence pacifique entre les peuples et les religions et lutter contre toutes les formes de racisme et d'intolérance ». La situation des Palestiniens a également suscité une large sympathie parmi les participants qui ont fait part de leur préoccupation en lançant un appel à redonner de toute urgence un élan à la volonté de dégager une solution des deux États, qui est, comme l'a souligné le Secrétaire Général de l'IS, une politique fondamentale de l'Internationale Socialiste.

La question de l'égalité de participation des femmes au pouvoir a été mise en avant par plusieurs participants, et de nombreuses délégations ont fait état d'une amélioration des pourcentages dans leur pays. À titre d'exemple, au Mexique, à la suite d'une réforme électorale, il est apparu que le pays affichait pour la première fois une parité dans les deux chambres. Il a également été porté à l'attention des participants que les jeunes sont de plus en plus représentés en politique.

À l'heure actuelle, le terrorisme et l'extrémisme violent sont un défi majeur qui touche de nombreux pays dans le monde, et sont associés à la traite d'êtres humains, des conflits ethniques et, dans certains cas, des assassinats systématiques de femmes, d'enfants et de personnes âgées. Il a été rapporté que le Pakistan était le pays affichant le taux le plus élevé de victimes civiles et de membres des forces de l'ordre tués dans la lutte contre le terrorisme. Concernant le Venezuela, la violence des bandes criminelles dirigées par le gouvernement perdure, détenant des citoyens pour avoir manifesté contre le régime. En outre, les participants ont pu entendre comment les forces d'opposition en Albanie ont recours à la violence comme tactique de substitution au discours politique normal.

Les terribles crises humanitaire, politique et sociale que connaît le Venezuela, couplées à un fort taux de corruption parmi les représentants du gouvernement, ont suscité de profondes inquiétudes. Il a été constaté que des membres de la délégation attendue à l'Assemblée de l'UIP ont été retenus au départ à l'aéroport, frappés d'une interdiction de quitter le territoire et se sont vus retirer leur passeport, en violation de leur immunité. Les participants à la réunion ont entendu les parlementaires des deux partis membres de l'IS, l'une de Volonté populaire qui a réussi à se rendre à l'Assemblée uniquement du fait de son exil actuel en Colombie après avoir été persécutée par le régime, et l'autre d'Action démocratique qui a quitté le pays, non pas par l'aéroport, mais en traversant la frontière à pied. Les représentants du Venezuela ont souligné le caractère constitutionnel des actions de M. Guaidó, conformément à la constitution rédigée par Hugo Chavez en personne, et ont réitéré leurs appels à la libération de tous les prisonniers politiques. En tant que Vénézuéliens, les représentants ont indiqué avoir conscience que la solution pour le Venezuela se trouve entre leurs mains, et que, lancés dans cette quête, ils comptaient sur le soutien de la famille de l'Internationale Socialiste. Il a été souligné que tous les partis et toutes les organisations membres de l'IS doivent renforcer et réaffirmer leurs engagements idéologiques et politiques sociaux-démocrates face aux enjeux internationaux. Dans le cas de l'Europe, il a été rappelé que le défi actuel concerne la composition du prochain Parlement européen et la mesure selon laquelle les forces anti-européennes, anti-immigration et extrémistes l'emporteraient. Face à la montée du nationalisme et du populisme, il a par ailleurs été souligné que le véritable sens du socialisme devait être rappelé en vue de renouer avec l'électorat et trouver des solutions adéquates aux problèmes qui donnent l'impression aux citoyens d'être privés de droits. Le véritable socialisme réside dans la liberté, la démocratie, la justice sociale et les droits, et aujourd'hui plus que jamais, il est nécessaire d'unir nos forces afin de nous assurer que nos valeurs communes prévalent.

Istanbul : L'IS appelle au respect du processus démocratique

11 Avril 2019

Le résultat initial des élections municipales à Istanbul, organisées le 31 mars, est maintenu en dépit d'une série de nouveaux décomptes des voix depuis la tenue du scrutin, et l'Internationale Socialiste félicite Ekrem İmamoğlu, le candidat de son parti membre, le CHP, pour sa victoire. Les tentatives entreprises depuis l'élection par le parti au pouvoir, le Parti de la justice et du développement (AKP), pour invalider le résultat

n'ont pas abouti et le conseil électoral a rejeté les demandes de nouveau décompte total des voix. Il est temps que le résultat soit respecté par l'ensemble des partis, et que les appels à la tenue de nouvelles élections cessent.

Alors que la Turquie connaît une période de grands défis sociaux et économiques, le pays a besoin que ses dirigeants se concentrent sur la garantie d'une stabilité économique et d'une bonne gouvernance pour les citoyens. Les efforts du parti AKP visant à retirer toute légitimité au résultat des élections pourraient alimenter la volatilité et fragiliser la cohésion sociale à Istanbul, et plus largement dans toute la Turquie. Ils contribuent également à éroder la confiance dans le processus démocratique et créent un dangereux précédent de non-reconnaissance de nouveaux résultats serrés après de futures élections.

Une démocratie opérationnelle exige des candidats et partis vaincus de respecter le résultat des élections et d'admettre qu'une alternance politique est possible à l'issue du scrutin. Après dix-sept ans au pouvoir à Istanbul, le parti AKP doit désormais reconnaître la victoire d'Ekrem İmamoğlu et lui permettre de devenir le maire de toute la ville d'Istanbul et de ses citoyens. L'IS adresse tous ses vœux de réussite au maire élu dans l'exercice de ses nouvelles fonctions.

Un appel à agir de toute urgence sur deux continents

13 Avril 2019

Pendant de nombreuses années et sur tous les continents, les sociaux-démocrates ont été à l'avant-garde de la lutte pour la démocratie. Un grand nombre de partis membres de l'Internationale Socialiste ont ouvert la voie vers plus de libertés et plus de droits pour leurs citoyens dans de nombreux pays du monde. Cette lutte se poursuit, jour après jour, lorsque les dictateurs perdurent, lorsque la répression continue et lorsque les membres de notre communauté sociale-démocrate mondiale se trouvent encore sous le joug de régimes autoritaires. Au cours de cette seule semaine, nous avons assisté à deux exemples précis, sur deux continents différents, de la lutte qui se poursuit, motivée et menée par les membres de notre famille politique.

Mikalai Statkevich, leader du parti membre de l'IS Narodnaya Hramada (NH) au Bélarus, a une nouvelle fois été arrêté par le régime d'Alexandre Loukachenko. M. Statkevich, coprésident du comité régional de l'IS pour la CEI, le Caucase et la mer Noire, a été condamné le 9 avril dernier à quinze jours d'emprisonnement à la suite de son appel lancé sur les médias sociaux à prier pour les victimes innocentes de la répression de Staline. M. Loukachenko a ordonné le retrait des croix en bois sur le lieu de mémoire à Kurapaty, où se trouvent les tombes de plus de 30 000 personnes tuées dans les années 1930 et 1940 sous le règne de Staline. M. Statkevich, candidat aux élections présidentielles de 2010, a été emprisonné pendant plus de cinq ans à la suite des grandes manifestations populaires au lendemain de la déclaration de victoire par M. Loukachenko à ces élections, et représente aujourd'hui une figure de proue de l'opposition et un candidat présidentiel pour les prochaines élections de 2020.

Andrés Esono Ondo, Secrétaire Général du parti membre de l'IS en Guinée équatoriale, Convergence pour la démocratie sociale (CPDS), a été arrêté au Tchad dans la nuit du 11 avril et est détenu par l'Agence nationale de sécurité tchadienne à N'Djamena, la capitale. Esono Ondo se rendait en la ville de Mongo, au Tchad, pour assister, en tant qu'invité international, au Congrès du parti membre de l'IS, l'Union nationale pour le développement et le renouveau (UNDR), qui a finalement été interdit par les autorités régionales. Le ministère de la Sécurité extérieure de la République de Guinée

équatoriale a publié un communiqué de presse en date du 12 avril 2019, déclarant de manière éhontée que l'objectif servi par Esono Ondo lors de ce voyage était d'acquérir des armes et des munitions et de recruter des terroristes en vue de perpétrer un coup d'État en Guinée équatoriale à l'aide de financement étranger, en comptant sur le leader de l'UNDR, Saleh Kebzabo, comme facilitateur de ce plan au Tchad.

Face à l'autoritarisme, les leaders sociaux-démocrates se sont faits les architectes de nouvelles démocraties et toute personne ayant pris part à la lutte est en mesure d'identifier et connaît le langage, les méthodes et les arguments qui appartiennent au passé. Nous devons tous nous unir avec nos camarades au Bélarus, en Guinée équatoriale et au Tchad, ainsi que tous ceux présents dans les autres pays en souffrance sous un régime autoritaire, et jouer notre rôle afin qu'ils puissent offrir un avenir démocratique à leur pays.

Victoire électorale pour le SDP Finlande

16 Avril 2019



Lors des élections législatives qui se sont déroulées en Finlande le 14 avril, le parti social-démocrate, membre de l'IS, a obtenu la majorité des voix et le plus grand nombre de députés élus, lui donnant ainsi le mandat de former un gouvernement de coalition. Le chef du SDP, Antti Rinne, entamera des négociations avec d'autres forces politiques représentées dans le nouveau parlement en vue de constituer une coalition majoritaire,

ouvrant ainsi la voie à la nomination du premier Premier ministre social-démocrate depuis 2003.

Le Secrétaire Général de l'Internationale socialiste a été invité à rejoindre le SDP le jour des élections et a accompagné les camarades finlandais dans l'attente des résultats du vote.



Le Secrétaire Général de l'IS avec le chef du SDP, Antti Rinne, à la suite de l'annonce des résultats des élections



Le Vice-Président de l'IS, Eero Heinäluoma (au centre), avec la nouvelle membre du Parlement Eveliina Heinäluoma (à gauche) et le Secrétaire Général de l'IS, Luis Ayala (à droite)



Tarja Halonen, Présidente Honoraire de l'IS et ancienne Présidente de la Finlande avec le Secrétaire Général de l'IS

L'Internationale Socialiste endeuillée par les victimes du terrorisme au Sri Lanka

22 Avril 2019



L'Internationale Socialiste condamne les terribles attentats coordonnés commis le dimanche 21 avril au Sri Lanka, prenant pour cible les fidèles chrétiens dans les églises lors du service du dimanche de Pâques et plusieurs hôtels de la capitale Colombo. En causant la perte de plus de 250 vies innocentes en quelques heures, ces attentats terroristes figurent parmi les plus meurtriers de ces dernières années. L'Internationale Socialiste et ses partis membres adressent leurs plus sincères sympathies et toutes leurs condoléances aux personnes touchées par ces attentats, et appellent de leurs vœux la guérison des personnes blessées, dont plusieurs luttent toujours pour leur survie.

L'Internationale est pleinement solidaire du peuple sri-lankais alors qu'il tente de surmonter la perte insensée de ces vies humaines. Il est essentiel que les membres de la communauté chrétienne, au Sri Lanka et dans tous les pays du monde, soient libres de pratiquer leur culte sans craindre de violence. L'IS souligne à nouveau son engagement indéfectible en faveur de la lutte contre toute forme d'intolérance religieuse, d'extrémisme et de terreur afin que les fidèles de toute confession, et sans confession, du monde entier puissent exprimer librement et en sécurité leurs croyances.

Les responsables de la planification, du soutien et de l'exécution de cet acte de terrorisme représentent une idéologie violente et meurtrière qui est diamétralement opposée aux valeurs les plus fondamentales de l'humanité. Ils doivent répondre de leurs actes devant la justice, et l'Internationale Socialiste appelle toute la communauté internationale à œuvrer de concert afin d'apporter une réponse globale et coordonnée pour éliminer le fléau du terrorisme.

Libération de Mikalai Statkevich et d'Andrés Esono Ondo

25 Avril 2019

L'IS salue la libération de deux prisonniers politiques, Andrés Esono Ondo, Secrétaire Général du CPDS de Guinée équatoriale, et Mikalai Statkevich, leader du NH au Bélarus, à propos desquels l'IS avait publié un communiqué de presse le 13 avril.

Esono Ondo, qui a été arrêté au Tchad le 11 avril en coordination avec le régime d'Obiang en Guinée équatoriale, a été libéré hier par les autorités tchadiennes et est aujourd'hui de retour sain et sauf à Malabo. La mobilisation internationale pour sa défense a été un facteur important dans sa libération et l'IS continuera d'être en alerte.

Mikalai Statkevich a été libéré après avoir purgé une peine de prison de 15 jours imposée par le régime de Loukachenko. Il est maintenant également rentré chez lui en toute sécurité. Ayant déjà purgé une peine de plus de cinq ans d'emprisonnement, Statkevich, un candidat présidentiel aux élections de 2020, est régulièrement victime de disparition soudaine, de détention et d'emprisonnement.

Dans notre famille politique mondiale, nous sommes solidaires, déterminés à rester alertes et sur nos gardes, en soutien à nos membres qui sont victimes de persécution politique dans des pays où la démocratie n'existe pas.

Faire avancer la social-démocratie et les initiatives pour mettre fin à l'instabilité politique en Haïti

26-27 Avril 2019



Secrétaire Général de l'IS avec la direction de Fusion des Sociaux-Démocrates

Le Secrétaire Général de l'IS était à Port-au-Prince les 26 et 27 avril pour prendre part à des réunions avec les deux partis membres de l'Internationale Socialiste en Haïti, Fusion des Sociaux-Démocrates Haïtiens et Rassemblement Social-Démocrate pour le Progrès d'Haïti (RSD).

Des réunions ont eu lieu avec la direction des deux partis de l'IS. Les discussions ont porté notamment sur les travaux et les perspectives de chaque parti, ainsi que sur la grave situation politique nationale

qui prévaut dans le pays, lequel a connu une profonde détérioration des relations entre le gouvernement et les partis de l'opposition ainsi que des manifestations violentes dans les rues qui ont fait de nombreuses victimes au cours des derniers mois.

Le Secrétaire Général également participé au Congrès du RSD convoqué ce week-end à Port-au-Prince, à l'occasion duquel il a prononcé un discours inaugural.

Conformément aux résultats des discussions avec les deux partis sur la situation du

pays, et sur leurs conseils, le Secrétaire Général de l'IS a également tenu une longue réunion avec S.E. Jovenel Moïse, Président de la République d'Haïti. La situation interne du pays a été abordée et les conversations ont porté sur les initiatives visant à mettre fin à l'instabilité



Congrès du Rassemblement Social Démocrate pour le Progrès d'Haïti (RSD)

politique actuelle en Haïti. Le Secrétaire Général a défendu l'idée d'un dialogue politique national qui implique le gouvernement et toutes les forces de l'opposition prêtes à y participer, en vue de dégager des solutions qui permettraient une normalisation de la situation, déclarant que l'organisation



Secrétaire Général de l'IS avec des membres du Rassemblement Social-Démocrate pour le Progrès d'Haïti (RSD)

était disposée à prêter main-forte à cet effort. Un tel dialogue permettrait de faire progresser le renforcement des institutions qui sont cruciales pour la consolidation et l'affermissement du système politique démocratique. Le Président Moïse s'est montré très ouvert à ces idées et il a été convenu de maintenir le contact tout au long de la phase de suivi nécessaire.



Le Secrétaire Général de l'IS avec S.E. Jovenel Moïse, Président de la République d'Haïti

Les socialistes gagnent en Espagne

29 Avril 2019



« Nous l'avons rendue possible ! », a déclaré Pedro Sánchez aux membres du parti réunis au siège du PSOE après la publication des résultats du scrutin hier soir.

La victoire de Pedro Sánchez et du PSOE en Espagne est un moment important pour notre famille politique de l'Internationale Socialiste.

Les socialistes espagnols ont

remporté ces élections, une première depuis plus de dix ans, avec un engagement fort en faveur des valeurs de la social-démocratie et, comme M. Sánchez l'a souligné, de la justice sociale, la lutte contre les inégalités, la coexistence et la politique propre pour mettre fin à la corruption.

Le niveau élevé de participation, plus de 75 % de l'électorat, vient renforcer la victoire et est le reflet positif de la démocratie qui règne en Espagne depuis quarante ans.

Sous la direction de Pedro Sánchez, l'engagement et

*Pedro Sánchez,
Secrétaire Général du
PSOE et Vice-Président
de l'IS, avec Luis Ayala,
Secrétaire Général de
l'IS*



l'adhésion inébranlables du PSOE aux valeurs et principes fondamentaux du socialisme démocratique ont été un élément clé de son succès électoral.

En cette période de défis multiples, avec la montée du nationalisme, du populisme et de la discrimination, cette victoire est une victoire pour les sociaux-démocrates du monde entier et est particulièrement encourageante pour ceux en Europe.

Le secrétaire général de l'Internationale Socialiste était aux côtés des camarades du PSOE la nuit des élections.

Victoire électorale au Panama

7 Mai 2019



L'Internationale Socialiste félicite chaleureusement le Président élu, Laurentino 'Nito' Cortizo, et son parti membre, le Parti révolutionnaire démocratique (PRD), pour leur succès électoral au Panama, après avoir remporté la présidence et la majorité à l'Assemblée nationale. L'inauguration du nouveau président aura lieu le 1er juillet.

Le Secrétaire Général de l'IS était ravi de se joindre à nos camarades du Panama pour les élections.



Le Président élu Laurentino 'Nito' Cortizo avec le Secrétaire Général de l'IS

L'Assemblée nationale, seule institution légitime de l'État du Venezuela sous un joug autoritaire

15 Mai 2019



L'Assemblée nationale, le parlement du Venezuela, dont les membres ont été élus le 6 décembre 2015 et sont entrés en fonction le 6 janvier 2016 pour un mandat de cinq ans, dans le cadre d'un processus électoral qui a compté sur la participation de toutes les forces politiques, à la fois au gouvernement et dans l'opposition, demeure aujourd'hui la seule institution politique du pays disposant d'une légitimité dès sa création, issue d'un processus démocratique et conforme à la Constitution de ce pays. Les autres pouvoirs institués de l'État vénézuélien, à savoir le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire, font état d'une légitimité compromise dès leur création, pour avoir ignoré les dispositions clés de la Constitution vénézuélienne, de même que les normes de base régissant tout processus électoral démocratique.

Pour ce qui est de l'élection présidentielle à l'issue du mandat de Nicolás Maduro, qui aurait dû avoir lieu en décembre 2018 avec une convocation électorale six mois auparavant, elle a été avancée au mois d'avril puis au mois de mai de cette année, pour finalement n'être convoquée qu'un mois et demi avant sa tenue, par une assemblée constituante et non pas par le Conseil national électoral tel que le prévoit la Constitution vénézuélienne. Cette assemblée constituante, instituée par Nicolás Maduro par décret, en lieu et place d'une consultation populaire auprès des Vénézuéliens par voie de référendum tel que le prévoit la Constitution, a été formée à sa création uniquement par des membres du parti au pouvoir et s'est arrogée le droit d'adopter des décisions dans différents domaines, certains relevant de la compétence légitime de l'Assemblée nationale.

Lors de l'élection même du président de la République le 20 mai 2018, les principales forces de l'opposition n'ont pas inscrit leurs candidats, clamant un manque de garanties et l'absence de légitimité du processus électoral, un défaut de neutralité et de crédibilité de l'organe directeur électoral, le Conseil national électoral, l'inéligibilité des candidats de l'opposition et l'absence d'autres candidats devenus prisonniers politiques et empêchés de participer au scrutin. En définitive, les candidats de ces élections se sont résumés au président sortant, Nicolás Maduro, et à deux autres candidats issus d'aucun parti majoritairement représenté à l'Assemblée nationale. Le taux de participation électoral enregistré s'est avéré être le plus bas jamais enregistré dans l'histoire des processus électoraux de ce pays.

Concernant la composition de la Cour suprême de justice, dans les jours qui ont immédiatement précédé la prise de fonction des nouveaux membres de l'Assemblée nationale, les membres sortants ont procédé en trois jours, et sans observer les

procédures prévues par la Constitution, à la nomination de seize de ses magistrats, tâche et question qui revenait à la majorité nouvellement élue. Le point culminant fut la nomination de députés sortants de l'Assemblée nationale appartenant au pouvoir en place comme magistrats de la Cour suprême de justice de la République. Un fait qui reste à l'esprit des démocrates vénézuéliens et de toutes les personnes qui respectent et sont attachées à la justice et qui observent et suivent aujourd'hui avec consternation les décisions de cette Cour.

C'est dans ce contexte et face à la réalité complexe de la crise politique, humanitaire et économique dont souffre le Venezuela, que les persécutions, les emprisonnements, l'exil ou les violations de l'immunité parlementaire des membres de l'Assemblée nationale, seul organe légitime de la structure étatique de ce pays, sont perpétrés par d'autres pouvoirs dont non seulement la légitimité est compromise depuis le départ, mais dont les agissements violent une fois de plus la Constitution dont le texte stipule clairement et de manière transparente qu'il revient à l'Assemblée nationale de déterminer, à la majorité qualifiée, s'il faut procéder à une perquisition ou à la levée de l'immunité parlementaire d'un de ses membres.

L'Internationale Socialiste, composée de partis membres au pouvoir ou dans l'opposition dans la majorité des démocraties et parlements du monde, rejette et condamne avec détermination et avec force l'assaut porté contre la liberté et l'intégrité de l'Assemblée nationale du Venezuela et ses membres au cours de ces dernières années, derniers mois, dernières semaines et derniers jours, qui affecte cette institution et touche désormais personnellement 31 parlementaires membres de l'Assemblée.

Notre Internationale renouvelle aujourd'hui son appel à plus de liberté et de respect du droit de tous les parlementaires détenus, exilés, persécutés et dont l'immunité parlementaire n'est pas respectée de pouvoir servir dans le cadre de leurs fonctions.

Les membres de l'Assemblée nationale dont l'immunité parlementaire est aujourd'hui violée ou levée, qui sont en prison, poursuivis, sous la protection d'une ambassade étrangère à Caracas ou se retrouvent forcés à l'exil, sont :

1. Juan Guaidó, président de l'Assemblée	Immunité violée
2. Edgar Zambrano, premier vice-président de l'Assemblée	En prison
3. Adriana D'Elia	En exil
4. Américo De Grazia	Ambassade d'Italie
5. Dinorah Figuera	En exil
6. Freddy Guevara	Ambassade du Chili
7. Freddy Superlano	Immunité violée
8. Gaby Arellano	En exil
9. Germán Ferrer	En exil
10. Henry Ramos	Immunité violée
11. Hugo Carvajal	En exil
12. Ismael García	En exil
13. José Olivares	En exil
14. Simón Calzadilla	Immunité violée
15. Juan Requesens	En prison
16. Julio Borges	En exil
17. Luis Florido	En exil
18. Mariela Magallanes	Ambassade d'Italie
19. Richard Blanco	Ambassade d'Argentine
20. Sergio Vergara	Immunité violée

21. Rosmit Mantilla	En exil
22. Gilber Caro	En prison
23. Miguel Pizarro	Immunité violée
24. Juan Andrés Mejía	Immunité violée
25. Franco Casella	Ambassade d'Italie
26. Carlos Paparoni	Immunité violée
27. Winston Flores	Immunité violée
28. Sonia Medina	En exil
29. Eudoro González	En exil
30. Milagros Valero	En exil
31. Ramón López	En exil

SG de l'IS en Finlande lors des élections européennes

28 Mai 2019



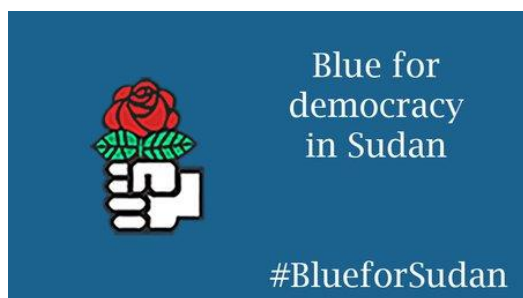
Demokraatti, 28 mai 2019
 Sosialidemokraattisten puolueiden
 kansainvälisen yhteistyöjärjestön
 Sosialistisen internationaalnin pääsihteeri,
 chileläinen **Luis Ayala** vieraili Suomessa
 seuraamassa europarlamenttivaalien
 tuloksia.

Le secrétaire général chilien de l'IS, Luis Ayala, sur le résultat des élections européennes : « Les citoyens croient au projet européen et lui font toujours confiance »

Luis Ayala, le secrétaire général chilien de l'Internationale Socialiste, l'organisation internationale des partis sociaux-démocrates, s'est rendu en Finlande afin d'y suivre le résultat des élections européennes. Il a énuméré trois éléments positifs et remarquables du résultat de ces élections européennes pour les sociaux-démocrates, qu'il considère comme essentiels.

Un régime civil et la démocratie pour le Soudan

14 Juin 2019



Les demandes légitimes du peuple soudanais en faveur de la mise en place immédiate d'un régime civil doivent être satisfaites au plus vite.

Des manifestations d'ampleur ont mis fin à la dictature de Béchir. Or, loin d'annoncer une transition vers un régime civil démocratique, comme l'espéraient les Soudanais, cela a mené au premier régime de fer du Conseil militaire de

transition, directement responsable du massacre brutal de plus de 100 manifestants, de

centaines d'autres blessés et, selon les rapports publiés par des organisations de défense des droits humains reconnues, de la détention, d'actes de tortures et de viols sur nombre d'autres personnes ; des atrocités parmi lesquelles figurent des assassinats d'enfants.

À l'Internationale Socialiste, nous condamnons sans réserve la brutalité insensée au Soudan et appelons les responsables de ces violations graves des droits humains et de toutes les normes de décence humaine à répondre de leurs actes, crimes qui doivent faire l'objet d'enquêtes menées par un organisme indépendant et responsable. Du fait de cette violence à l'encontre de civils, l'Union africaine a décidé de suspendre l'adhésion du Soudan, une décision que nous avons saluée.

La communauté internationale a la responsabilité morale d'agir pour mettre un terme à la souffrance du peuple soudanais qui, après plusieurs années de répression sous la dictature précédente, est toujours victime de la violence et des violations des droits humains perpétrées par le régime militaire actuel.

L'IS exprime sa solidarité pleine et entière avec toutes les personnes au Soudan qui œuvrent pour un changement positif dans le pays et construire un meilleur avenir libre de toute dictature, oppression, pauvreté et souffrance.

Une transition ordonnée et pacifique vers un gouvernement civil est la seule issue acceptable pour le peuple soudanais ; une demande que nous soutenons pleinement.

Les forces démocratiques civiles au Soudan auront besoin du soutien et de l'aide de toute la communauté internationale pour concrétiser ces ambitions. Notre Internationale se tient au côté de ces personnes au Soudan et soutient fermement leurs efforts et sacrifices en vue de remporter cette lutte pour leurs libertés et leurs droits.

#BlueforSudan

Istanbul: l'IS renouvelle son appel au respect de la démocratie

21 Juin 2019

Alors que les citoyens d'Istanbul se préparent à retourner aux urnes ce dimanche pour la tenue de nouvelles élections municipales, initialement organisées le 31 mars dernier, l'Internationale Socialiste renouvelle son appel au plein respect de la démocratie et à l'écoute de la voix des citoyens.

L'annulation des précédentes élections sur la base d'arguments techniques, et l'annulation qui s'ensuivit des résultats par le Haut conseil électoral sous la pression du parti au pouvoir AKP et du chef de l'État, était, aux yeux des observateurs, injustifiée et a contribué, comme l'IS l'a précédemment déclaré, à l'érosion de la confiance dans le processus démocratique, constituant un dangereux précédent.

Les dernières estimations révèlent que le candidat du CHP, Ekrem İmamoğlu, sortirait à nouveau vainqueur de ce scrutin. La démocratie est cruciale pour la stabilité sociale, ainsi que pour le respect des droits et des libertés des citoyens. L'Internationale Socialiste se tient résolument aux côtés de tous les démocrates turcs et rappelle au monde entier l'importance de porter son attention sur Istanbul ce week-end.

L'IS aux funérailles d'Ousmane Tanor Dieng

17 Juillet 2019



Le lundi 15 juillet 2019, notre cher camarade Ousmane Tanor Dieng, leader du Parti Socialiste du Sénégal et Vice-président de l'Internationale Socialiste, nous a tristement quittés suite à une maladie. L'Internationale Socialiste déplore profondément son décès et rend hommage à l'attachement qu'il a témoigné tout au long de sa vie à son pays, son peuple, son parti et à son engagement actif au sein de

l'Internationale Socialiste, où il occupa la fonction de Vice-président de 1996 jusqu'à sa mort et celle de Président du Comité Afrique de l'IS de 1996 à 2013.



Arrivée des restes de feu Ousmane Tanor Dieng à l'aéroport de Dakar avec les honneurs militaires



Le Secrétaire Général de l'IS salue et transmet les condoléances de l'IS à S.E. le Président du Sénégal, Macky Sall

Debout en l'honneur de feu Ousmane Tanor Dieng à l'aéroport de Dakar



Réunion de l'IS sur la solution à deux États, Israël et Palestine, pour la paix et un avenir d'opportunités pour les peuples du Moyen-Orient

Ramallah 30 Juillet - Tel Aviv 31 Juillet 2019



Conformément à l'engagement de longue date de l'Internationale Socialiste envers la paix au Moyen-Orient, et sa décision d'intensifier les efforts de soutien de la solution à deux États pour qu'Israël et Palestine existent côte-à-côte comme deux États souverains, l'Internationale Socialiste a organisé une réunion de deux jours avec une session à Ramallah le 30 juillet et une session à Tel Aviv le 31.

À cette période cruciale pour les peuples de la région, dans une conjoncture mondiale et régionale difficile, et répondant au besoin d'un échange de points de vue, d'établissement de priorités et de définition d'une voie commune pour la paix, de la démocratie et des opportunités pour tous dans la région, la réunion a rassemblé des représentants des partis membres de l'IS en Israël et en Palestine ainsi que des dirigeants et représentants de partis membres dans d'autres pays.

À l'ouverture de la réunion à Ramallah, au nom des hôtes palestiniens, le Commissaire général du Fatah aux relations internationales, Rawhi Fattou, a transmis les salutations fraternelles des partis membres palestiniens et a remercié l'IS pour cette initiative et tous les participants pour leur présence.

Le Secrétaire Général de l'IS, Luis Ayala, qui présidait la réunion, a présenté les grandes lignes de l'engagement et du rôle de longue durée de l'Internationale Socialiste dans les efforts pour obtenir une résolution paisible et équitable au conflit, toujours dans l'objectif de parvenir à une solution à deux États, Israël et la Palestine, au profit des deux peuples. La question de Palestine était une préoccupation mondiale, pas seulement régionale, a-t-il déclaré, et notre mission était de bâtir sur ce que l'Internationale avait pu apporter conformément à nos principes et valeurs afin de parvenir à une paix juste et stable et à la mise en œuvre et au respect des normes et accords internationaux.

Lors de la séance d'ouverture, le premier ministre palestinien, Mohammad Shtayyeh, a accueilli les participants et présenté la situation actuelle entre Israël et la Palestine, faisant remarquer que Benjamin Netanyahu n'était pas un véritable partenaire pour la paix. Le dirigeant palestinien a également émis des critiques sur le traitement du gouvernement Trump à l'égard du peuple palestinien, y compris sa décision de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël et le retrait des ressources financières telles que celles versées à l'UNRWA. Il a demandé à l'IS de soutenir les Palestiniens dans leurs efforts pour reprendre leurs territoires occupés et de soutenir l'initiative du président Abbas pour la convocation d'une conférence internationale sur la paix au Moyen-Orient.

Les discussions à Ramallah, qui comptaient parmi les participants les deux vice-présidents de l'IS de la région, Nabil Shaath de Palestine et Colette Avital d'Israël, comprenaient des contributions diverses et substantielles, centrées sur la réalité actuelle de la région et sur les manières de promouvoir et de faire progresser la solution à deux États, ainsi que les éléments à inclure dans une déclaration finale de la réunion ce qui a été convenu par consensus, y compris les membres palestiniens et israéliens, et tous les délégués présents à la réunion.

Après la première journée de session, Son Excellence le Président Mahmoud Abbas a reçu les participants au siège de la présidence.

La session du deuxième jour s'est ouverte à Tel Aviv avec la participation du leader nouvellement élu de Meretz, Nitzan Horowitz, qui dirige également l'Union démocratique récemment formé et qui réunit d'autres secteurs et personnalités de la gauche israélienne pour contester les prochaines élections en septembre. Le leader et tête de la liste de cette nouvelle formation a informé la réunion à propos de la création de cette nouvelle alliance de la gauche, à propos de la situation politique actuelle et des défis qui se posent à son parti et à la gauche en Israël.

Une grande partie des débats à Tel Aviv se sont focalisés sur la situation en Israël à la veille des élections, sur les perspectives pour une solution à deux États qui mènerait à la paix, et sur des moyens alternatifs d'inclure la société civile et d'autres personnes à ces efforts. À cette occasion, pour la première fois, une organisation arabe israélienne, le Mouvement arabe pour le changement, a été officiellement invitée à participer aux débats.

Les participants se sont accordés sur l'importance de l'augmentation de la reconnaissance internationale de l'État de Palestine et de la nécessité d'encourager les partis membres de l'IS dans le monde, tout particulièrement ceux qui sont au gouvernement et qui ne l'ont pas encore fait, de prendre la décision de promouvoir cette reconnaissance. À cet égard, on avait aussi convenu qu'une date serait fixée par l'organisation pour que les membres de l'IS agissent ensemble au plan international sur cette question dans leurs pays et parlements nationaux respectifs.

Le contenu des échanges au cours des deux journées à Ramallah et Tel Aviv a mis en lumière des éléments pour une position commune, reflétés dans une déclaration débattue et approuvée par consensus dans les deux villes.

DECLARATION

La solution à deux États, Israël et Palestine, pour la paix et un avenir d'opportunités pour les peuples du Moyen-Orient

Ramallah, le 30 juillet – Tel Aviv, le 31 juillet, 2019

Original : anglais

L'Internationale Socialiste a tenu une réunion à Ramallah, en Palestine, le 30 juillet à et à Tel Aviv, Israël, le 31 juillet 2019 pour débattre sur le thème de la solution à deux États, Israël et Palestine, pour la paix et un avenir d'opportunités pour les peuples du Moyen-Orient.

Après plus de 27 ans d'échecs pour trouver la paix dans le cadre du processus de paix bilatéral, l'IS est convaincue que le moment est venu pour la communauté internationale de prendre collectivement sa responsabilité selon le droit international pour mettre fin à l'occupation de l'État palestinien et à tous les obstacles à l'exercice par le peuple palestinien de son droit à l'auto-détermination.

Il est regrettable que ces bases fondamentales pour tout accord de paix futur dans la région aient été ouvertement contestées et sabotées par l'administration américaine sous la direction du président Donald Trump d'une manière qui crée une alliance entre l'administration Trump et les extrémistes au sein d'Israël, y compris les colons, qui œuvrent activement contre le droit inaliénable des Palestiniens à l'auto-détermination. Les réunions de l'IS à Ramallah et Tel Aviv ont été organisées dans le but d'analyser les conséquences de cette absence et de la ligne conduite que la communauté internationale doit adopter afin de protéger la mise en œuvre des droits inaliénables du peuple palestinien, qui lui sont refusés depuis longtemps, et de la solution à deux États, qui est dans l'intérêt des Israéliens, des Palestiniens et de la paix régionale et mondiale.

Concernant les Conseils tenus à Genève les 26-27 juin 2018 et Saint Domingue les 28-29 janvier 2019, la réunion réitère son engagement envers les points suivants:

1. Réaffirme le droit du peuple palestinien à l'auto-détermination, y compris le droit à leur État indépendant de Palestine selon les frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, et demande à tous les États de reconnaître immédiatement et inconditionnellement l'État de Palestine. L'IS réaffirme son engagement, conformément au droit international, à mettre un terme définitif à l'occupation israélienne de l'État palestinien qui a débuté en 1967 afin de réaliser la solution à deux États, en tant que deux États souverains et démocratiques pour tous leurs citoyens et solution juste au problème des réfugiés palestiniens selon la résolution 194 de l'ONU stipulée par l'initiative de paix arabe.
2. Réaffirme les résolutions pertinentes concernant le conflit palestino-israélien y compris les résolutions 181(1947), 242 (1967), 338 (1973), 446 (1979), 452 (1979), 465 (1980), 476 (1980), 478 (1980), 1397 (2002), 1515 (2003), 67/19 (2012), 2334 (2016) et 1850 (2008).
3. L'IS s'oppose aux positions de l'administration américaine contre une paix équitable. L'IS condamne le déplacement de l'ambassade américaine à Jérusalem et la reconnaissance de l'annexion illégale du plateau du Golan, deux actes qui enfreignent le droit international et la politique traditionnelle des administrations américaines antérieures et ont encouragé le programme extrémiste du gouvernement israélien. Toutes ces étapes représentent des

précédents dangereux pour la communauté internationale dans son ensemble, alors que le gouvernement américain tente de légitimer l'acquisition de terres par la force, qui constitue une grave violation du droit international.

4. L'IS considère le soi-disant « accord du siècle » de l'administration américaine pour Israël et la Palestine comme une intention de légitimer les actes israéliens illégaux dans les territoires palestiniens et arabes occupés, afin de formuler un accord qui viole les exigences les plus fondamentales pour une solution juste et durable et ne tient pas compte du droit international et des normes des droits humains. Il contredit également le consensus mondial sur la paix et détruit les droits légitimes des réfugiés palestiniens et toute possibilité d'une solution à deux États dans laquelle les Palestiniens auront leur État souverain dans le cadre d'un accord de paix.
5. L'IS rejette tous les efforts tentant de remplacer la paix réelle et équitable par « l'illusion de la prospérité économique » qui soutient l'occupation de l'État palestinien et les politiques de discrimination raciale contre le peuple palestinien. Ces efforts ainsi que des événements comme l'atelier de Manama nient aux Palestiniens le droit inaliénable à l'auto-détermination et à la souveraineté, et fragilise la légitimité internationale et les véritables exigences de la paix et d'un vrai développement économique.
6. L'IS condamne fortement les dernières mesures illégales prises par les autorités israéliennes contre les terres et le peuple de Palestine, y compris la récente démolition de dizaines de maisons dans les villages de Sur Baher près de Jérusalem Est.
7. S'oppose à toutes les mesures cherchant à modifier la composition démographique, le caractère et le statut des territoires palestiniens occupés depuis 1967, y compris Jérusalem Est, et entre autres la construction et l'expansion des colonies, la construction du mur de séparation, le transfert des colons israéliens, la confiscation de terres, la démolition de maisons, le déplacement de civils palestiniens, en violation du droit humanitaire international et des résolutions pertinentes.
8. Encourage une approche non-violente à tous les niveaux et par toutes les parties et exige la cessation immédiate de toutes les formes de violence par le pouvoir et les colons israéliens occupants contre la résistance palestinienne non-violente.
9. Demande à la communauté internationale, tout particulièrement les gouvernements et parlements où les partis de l'IS sont représentés, de prendre des mesures concrètes contre les colonies israéliennes, y compris l'interdiction des produits des colonies israéliennes, l'émission de directives pour empêcher le soutien étranger des colonies israéliennes et la réalisation d'une analyse complète de tous les accords avec Israël afin d'interdire aux colonies israéliennes de bénéficier de ces accords. Ces actions tendraient à la mise en œuvre de la Résolution 2334 du Conseil de sécurité de l'ONU qui demande une différenciation entre Israël et les territoires occupés, pour empêcher les colons israéliens de bénéficier des avantages offerts par les accords internationaux aux autres citoyens israéliens. Les colonies restent le principal obstacle à la réalisation du droit des Palestiniens à l'auto-détermination.
10. S'oppose à toute résolution qui criminalise la liberté d'expression et les actions, y compris l'équation entre les campagnes anti-occupations et l'antisémitisme ; l'IS appelle plutôt tous les pays à prendre des mesures pour tenir Israël responsable de ses violations bien documentées du droit international et de la négation systématique des droits des Palestiniens.

11. Exige la libération immédiate de tous les prisonniers palestiniens, surtout les membres élus du Conseil législatif palestinien, les mineurs et les détenus administratifs. L'IS demande la libération des dirigeants de Fatah Marwan Barghouti, Karim Younesm, Fuad al Shobaky ainsi que du dirigeant du PFLP Ahmad Saadat et des autres dirigeants politiques.
12. Depuis la dernière déclaration de l'IS, le nombre de civils palestiniens attaqués par les forces d'occupation israéliennes a beaucoup augmenté, avec le meurtre de plus de 200 Palestiniens non armés et la blessure de plus de 9000 dont des enfants, journalistes, ambulanciers, femmes et hommes. L'IS condamne fortement le blocus illégal de la bande de Gaza par Israël, ainsi que le recours à des armes à feu contre des civils innocents dans les deux camps, et demande au gouvernement israélien de lever immédiatement le siège de la bande de Gaza et d'autoriser la libre circulation des personnes. L'IS affirme son soutien à la résolution de l'Assemblée générale des Nations-Unies (A/ES-10/L.23) qui demande « la garantie de la sécurité et de la protection de la population civile palestinienne dans les territoires palestiniens occupés, y compris en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. »
13. L'IS se félicite de l'initiative du président Mahmoud Abbas présentée au Conseil de sécurité de l'ONU le 20 février 2018, dans laquelle il demande l'organisation d'une conférence multilatérale pour la paix pour le Processus de paix au Moyen-Orient sur la base du droit international, des résolutions pertinentes de l'ONU et des accords signés entre les parties concernées, dans le but de concevoir des mécanismes pour mettre en œuvre les résolutions pertinentes pour tous les aspects du conflit.
14. L'IS demande aux Nations-Unies de prendre des mesures concrètes pour protéger la population civile de Palestine et ses biens touchés par de graves violations du droit humanitaire international et de la Quatrième convention de Genève, que ce soit par le gouvernement israélien ou par les colons israéliens. Elle demande également au Secrétaire général de l'ONU et à la Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme Mme Michelle Bachelet de publier la base de données des sociétés qui retirent des bénéfices de leurs liens avec les colonies israélienne dans les territoires palestiniens occupés conformément à la résolution 36/31 du Conseil des droits de l'homme de l'ONU datée de mars 2016. L'IS regrette la décision américaine de se retirer du Conseil des droits de l'homme, comme elle l'avait déjà fait de l'Accord de Paris sur le changement climatique et de l'UNESCO.
15. L'IS exprime sa solidarité avec les citoyens palestiniens en Israël, qui continuent à vivre dans un système de discrimination. Elle condamne également fortement l'approbation de lois anti-arabes de nature raciste, notamment la loi de l'État-Nation. La réunion de l'IS demande à l'État d'Israël d'abolir cette loi ainsi que les autres lois discriminatoires afin d'assurer une complète égalité à tous les citoyens israéliens, quelle que soit leur race, leur couleur ou leur religion. L'IS réaffirme sa solidarité avec les forces progressistes en Israël et Palestine, y compris les défenseurs des droits de l'homme et les organisations de la société civile dont Btselem, Al Haq et Human Rights Watch qui ont été victimes d'une campagne vicieuse de la part du gouvernement israélien.

Réunion du Présidium de l'IS et Chefs d'État et de Gouvernement, Nations Unies, New York, 2019

25 Septembre 2019



Les membres du Présidium de l'Internationale Socialiste ont tenu leur réunion annuelle au siège des Nations Unies à New York, rejoints par des chefs d'État et de gouvernement et ministres de notre famille politique sociale-démocrate. Les débats ont porté sur les questions clés figurant à l'agenda mondial des discussions du débat de haut niveau de la 74^e Assemblée générale des Nations Unies, notamment la question des changements climatiques, le développement durable, ainsi que les défis appelant aux efforts de l'IS dans les domaines de la résolution de conflits, de la paix et de la démocratie.

La réunion s'est ouverte sur un hommage rendu aux deux figures de proue du mouvement social-démocrate mondial qui nous ont récemment quittés. Le Présidium est revenu sur la vie et les travaux de Dolors Renau, ancienne présidente de l'ISF de 1999 à 2003, et d'Ousmane Tanor Dieng, leader du Parti Socialiste sénégalais et Vice-Président de longue date de l'IS, qui a également présidé le Comité Afrique de l'IS.

La réunion du Présidium a fait directement suite au Sommet Action Climat organisé par le Secrétaire Général de l'ONU le 23 septembre, et les contributions ont souligné la mesure selon laquelle les partis socialistes et sociaux-démocrates continuent à être à l'avant-plan des efforts mondiaux en faveur des mesures devant être prises pour endiguer les changements climatiques catastrophiques. À l'ouverture, le président de l'IS, George Papandreou, a souligné le rôle joué par l'IS sur cette question, en tant que mouvement international. Le Secrétaire Général de l'IS, Luis Ayala, a estimé que le Sommet Action Climat et le dernier rapport du GIEC ont insufflé un sentiment d'urgence à la crise climatique à laquelle la planète est confrontée. En ce qui concerne les préparatifs de la COP25 à Santiago, l'IS, comme en diverses occasions, rassemblera des ministres de l'Environnement de la famille sociale-démocrate pour des échanges et discussions sur leurs priorités et attentes.

Les représentants des partis membres de l'IS au gouvernement ont saisi cette occasion pour détailler leurs approches respectives sur la question de l'urgence climatique et les engagements ambitieux pris par leur pays pour atteindre une société neutre en carbone dans un délai le plus court possible. Nombreux sont ceux qui ont rappelé l'importance des mesures financières pour stimuler l'investissement dans une économie verte, en particulier dans les énergies renouvelables, aux fins de s'assurer que les objectifs de réduction des émissions puissent être atteints.

Un thème commun aux contributions était le besoin de donner la priorité à l'atteindre des Objectifs de développement durable et de l'Agenda 2030, lesquels sont pleinement alignés sur les valeurs et principes fondamentaux de l'IS et de ses membres. Pedro Sanchez, Président du gouvernement espagnol et vice-président de l'IS, l'a désigné comme un programme véritablement social-démocrate et a insisté sur le besoin d'une transition juste et équitable vers une société mondiale durable. Plusieurs participants ont déclaré que plus d'efforts doivent être faits pour informer les citoyens de l'importance des ODD au niveau local, et qu'il serait productif pour les partis sociaux-démocrates de mettre en avant leurs engagements en faveur de ces objectifs qui sont liés à l'avenir auquel aspirent des centaines de millions de citoyens du monde entier.

Dans son allocution, la Première ministre roumaine, Viorica Dăncilă, s'est concentrée sur le besoin de renforcer la coopération politique entre les partis sociaux-démocrates pour faire avancer leurs valeurs et principes communs. Selon elle, cela concerne également la lutte contre l'incidence des changements climatiques et le renforcement de la coopération politique. Autre leader à souligner l'importance de la coopération, le Président du Monténégro, Milo Djukanović, s'est exprimé sur les problèmes liés au désir de certains leaders nationaux de diminuer l'importance du multilatéralisme. Il est l'un des nombreux orateurs à avoir rappelé l'importance de la coopération régionale comme force instigatrice de paix, de stabilité et de prospérité. Des réflexions similaires ont été livrées par Ralph Gonsalves, Premier ministre de St Vincent et les Grenadines, déclarant qu'il est regrettable que les organisations régionales dans les Caraïbes ne jouent plus un rôle aussi positif qu'auparavant, ce qui ne fait qu'accroître l'importance des travaux menés par l'IS dans la région.

Le besoin de recourir au multilatéralisme face aux conflits mondiaux a été l'un des thèmes phares des discussions. De nombreux orateurs ont souligné le rôle unique que l'Internationale Socialiste continue à jouer dans la défense et la facilitation du dialogue dans le but de promouvoir de nouvelles approches visant à débloquer les avancées vers la résolution de conflits apparemment insolubles. Cela a été d'autant plus visible lors de la dernière réunion de deux jours de l'IS à Ramallah et à Tel-Aviv en juillet dernier, qui a rassemblé les représentants des partis membres israéliens et palestiniens dans les deux pays, réaffirmant que la seule option pour la paix réside dans la solution des deux États. En ouvrant le dialogue avec leurs homologues dans un esprit de coopération, de nouvelles avancées ont été réalisées pour dégager une position commune sur la manière d'y parvenir.

Des perspectives ont également été évoquées par les personnes directement touchées par les conflits et l'instabilité dans d'autres régions du monde. Parmi ces perspectives, un rappel des efforts actuellement consentis pour trouver un accord à Chypre, sur la base d'une fédération bizonale et bicommunautaire, à la suite de l'arrêt des négociations coordonnées sous l'égide de l'ONU en 2017. Le Présidium a été informé des derniers événements dans la région du Cachemire et a rappelé l'urgence d'une intervention de la communauté internationale pour amener les deux parties au conflit à dialoguer. Sur le Venezuela, le Présidium a entendu comment la stabilité était compromise par l'absence

de droits et de libertés, le manque de démocratie et la tragédie persistante de la violation systématique des droits humains et de l'érosion de la qualité de vie dans le pays.

Le Secrétaire Général de l'IS a présenté les prochaines activités de l'Internationale, notamment les réunions du Conseil, des comités régionaux et du Comité pour l'égalité des genres, ainsi que la réunion des ministres et représentants sociaux-démocrates à la COP25 à Santiago.



Les membres du Présidium de l'IS ayant participé à la réunion sont George Papandreou, président de l'IS ; Luis Ayala, Secrétaire Général de l'IS ; les vice-présidents de l'IS Colette Avital (Israël), Victor Benoit (Haïti), Janira Hopffer Almada (Cape Verde), Carlos Lupi (Brésil), Shazia Marri (Pakistan), Mario Nalpatian (Arménie), Julião Mateus Paulo (Angola), Alexander Romanovich (Russie), Pedro Sánchez

(Président du gouvernement espagnol), Nabil Shaath (Palestine) et Miguel Vargas (Ministre des Affaires étrangères de République dominicaine) ; les présidents honoraires de l'IS Mustapha Ben Jaafar (Tunisie) et Tarja Halonen (ancienne Présidente de Finlande). Ils ont été rejoints par le Président Milo Djukanović (Monténégro), la Première ministre Viorica Dăncilă (Roumanie), le Premier ministre Ralph Gonsalves (St Vincent et les Grenadines), le leader chypriote turc Mustafa Akinci, Kalla Ankourao (Ministre des Affaires étrangères du Niger), Tomáš Petříček (Ministre des Affaires étrangères de République tchèque), Ville Skinnari (Ministre de la Coopération pour le développement et du Commerce extérieur de Finlande), Eugen Orlando Teodorovici (Ministre des Finances de la Roumanie et président exécutif du PSD), Williams Dávila et Luis Florido (Assemblée nationale, Venezuela) ainsi que les représentants du gouvernement du Burkina Faso et du Mozambique.

De vives inquiétudes pour la stabilité et les droits humains au nord-est de la Syrie

9 Octobre 2019

L'IS est profondément préoccupée par l'action militaire unilatérale turque au nord-est de la Syrie, dont les conséquences pourraient être considérables pour la stabilité régionale, les droits humains et la lutte continue contre le terrorisme. Toute escalade des affrontements au nord-est de la Syrie ne fera qu'accroître la souffrance et les traumatismes, provoqués par une recrudescence de la violence et le déplacement potentiel de centaines de milliers de civils résidant dans la région. L'aide humanitaire pourrait être interrompue et ne plus parvenir aux populations vivant dans les camps de

personnes déplacées, plaçant les personnes déjà forcées de fuir leur foyer et dépendantes de cette aide à un risque élevé.

Une nouvelle déstabilisation de la situation en Syrie et le possible retour du groupe terroriste État islamique seraient de lourdes conséquences de toute action militaire irréfléchie au nord de la Syrie. Le retrait prématuré des forces de la coalition au nord-est de la Syrie rend les Kurdes et les autres forces déployées dans la région, en première ligne du combat contre le terrorisme pendant de nombreuses années, vulnérables à la résurgence de l'État islamique.

L'Internationale Socialiste réitère son ferme soutien aux Kurdes syriens, qui ont été à l'avant-poste de la lutte contre le terrorisme dans ce pays et ont offert un espace hospitalier aux personnes réfugiées et déplacées internes. La communauté internationale ne doit pas abandonner les Kurdes en Syrie ni les Forces démocratiques syriennes, dont 11 000 membres ont payé de leur vie la lutte contre l'EI.

La situation délicate qui prévaut au nord-est de la Syrie exige de la retenue de toutes les parties en vue d'éviter de verser dans une escalade de la violence, de nouvelles effusions de sang et une désagrégation des droits humains.

Réunion de l'IS à la 141^{ème} Assemblée de l'UIP à Belgrade, Serbie

14 Octobre 2019



Le 14 octobre 2019, l'Internationale Socialiste a tenu sa réunion régulière dans le cadre de la 141^e Assemblée de l'Union interparlementaire, organisée cette fois-ci à Belgrade, en Serbie.

La réunion, présidée par le Secrétaire Général de l'IS, a compté sur la participation des parlementaires et représentants d'Afrique du Sud, d'Algérie, d'Angola, du Burkina Faso, du Cabo Verde, de Chypre, d'Espagne,

de Gambie, du Ghana, d'Irak, du Mali, de Mongolie, du Monténégro, du Niger, du Pakistan, de Palestine, du Panama, de Serbie, de République dominicaine, du Royaume-Uni, du Venezuela et du Fonds mondial.

Les participants à la réunion ont été informés de la situation nationale de différents pays, de leurs récents événements politiques et sociaux, et dans certains cas, de leur déficit démocratique. Des contributions ont été apportées sur des questions de portée internationale, notamment sur l'urgence climatique, la crise humanitaire et politique procédant de l'incursion militaire turque au nord de la Syrie, la crise qui sévit au Cachemire, la situation dans la région du Sahel, la question toujours non résolue de la Palestine aux répercussions sur le Moyen-Orient au sens large, de même que sur la crise humanitaire et politique au Venezuela dont l'impact se fait sentir dans d'autres pays de la région du fait de l'exode continu d'un grand nombre de sa population. De nombreux participants ont souligné que la garantie et le maintien de la paix sont fondamentaux pour assurer tout progrès, ainsi que des prérequis au développement et à la démocratie.

Le Secrétaire Général de l'IS s'est exprimé sur les positions et activités de l'Internationale Socialiste, rappelant ses travaux de longue date au service de la justice climatique et des objectifs de développement durable. Il a insisté sur l'engagement de l'IS en faveur d'une parité hommes-femmes à 50/50 et a salué l'engagement de plus en plus important des jeunes en faveur de causes internationales cruciales, à l'image de ce que nous avons pu observer pour les changements climatiques.



Secrétaire Général de l'IS au Niger

28 Octobre 2019

Le Secrétaire Général de l'IS rencontre Son Excellence Mahamadou Issoufou, Président du Niger

« Participation des femmes aux processus de prise de décision, enjeux pour un monde 50/50 »

Niamey, Niger

29-30 Octobre 2019



Une Réunion Régionale Afrique de l'Internationale Socialiste des Femmes a été accueillie par le parti membre de l'IS au Niger, le PNDS-Tarayya, à Niamey, les 29 et 30 octobre 2019. La séance d'ouverture comprenait quatre interventions : Hadizatou Ousseini, Présidente de l'Organisation des Femmes PNDS-Tarayya; Ouafa Hajji, Présidente de l'Internationale Socialiste des Femmes; Luis Ayala, Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste; et Mohamed Bazoum, Président du parti d'accueil, le PNDS du Niger.

Dans son discours, le Secrétaire Général de l'IS a mis l'accent sur le fait que « les femmes représentent la moitié de la population. Pour les socialistes et les sociaux-démocrates, membres de l'Internationale Socialiste, notre seule voie, en ligne avec nos principes et



nos valeurs, est de nous impliquer et de jouer un rôle de premier plan pour mettre fin aux inégalités, à l'injustice, à la violence faite aux femmes, et de faire de nos démocraties de véritables démocraties en intégrant les femmes, à parts égales, dans la vie politique, économique et sociale. »

De gauche à droite: Ouafa Hajji, Mohamed Bazoum, Luis Ayala et Hadizatou Ousseini

Réunion du Comité de l'Internationale Socialiste pour la CEI, le Caucase et la mer Noire, à Minsk, Bélarus

8-9 Novembre 2019



Le Comité de l'IS pour la CEI, le Caucase et la mer Noire a tenu une réunion de deux jours à Minsk les 8 et 9 novembre 2019, accueillie par le parti membre de l'IS au Bélarus, Narodnaya Gramada. L'ordre du jour de la réunion a porté sur les priorités actuelles des partis sociaux-démocrates de la région, intégrant les rapports et des débats sur la situation nationale à laquelle chacun des partis membres représentés est confronté. Les discussions ont ensuite porté sur les questions portant sur la démocratie et ses institutions démocratiques dans la CEI, le Caucase et la mer Noire, les conflits à surmonter et le maintien de la paix, ainsi que sur la poursuite du renforcement de la social-démocratie dans la région. La réunion était présidée par Mikalai Statkevich (Bélarus, Narodnaya Gramada), Araz Alizadeh (Azerbaïdjan, SDPA) et Alexandra Dobolyi (Hongrie, MSzP), coprésidents du Comité.

À l'ouverture de la réunion, le Secrétaire Général de l'IS, Luis Ayala, s'est adressé aux participants en revenant sur le long engagement de l'IS au Bélarus et l'attachement de

ses partis membres au sein de la famille politique sociale-démocrate mondiale. Remarquant que trente ans précisément se sont écoulés depuis la chute du mur de Berlin, il a réaffirmé que la social-démocratie a toujours été du côté des libertés, des droits et du changement démocratique, et que les partis sociaux-démocrates existent désormais dans toute la CEI, où ils se retrouvent confrontés à des enjeux complexes. Le progrès vers la démocratie n'a pas suivi le cours attendu dans certaines régions du monde, y compris celle-ci, rendant la vision des sociaux-démocrates nécessaire en l'absence d'élections libres et justes dans un certain nombre de pays postsoviétiques. Et au sein même des systèmes démocratiques, le néolibéralisme a exacerbé l'écart entre les riches et les pauvres, creusant les inégalités qui, à leur tour, mettent la démocratie à mal.

Mikalai Statkevich, président du parti hôte et coprésident du Comité, a salué chaleureusement tous les participants et remercié l'IS et ses membres pour leur soutien et solidarité au fil des ans à la lutte à la fois personnelle et de son parti pour les droits démocratiques et les libertés au Bélarus. Il a décrit la situation qui prévaut dans le pays sous le joug d'un régime autoritaire aux mains d'une même personne pendant 25 ans, au parlement purement décoratif et aux élections truquées pour favoriser le parti au pouvoir, et où le pouvoir judiciaire est entièrement à la solde du régime.

Voir En amont de la campagne électorale pour les présidentielles de 2020, le parti Narodnaya Gramada lutte pour le droit de Mikalai Statkevich à se porter candidat. À la suite de sa libération en 2015, après plus de quatre années passées comme prisonnier politique, ses droits ont été muselés pendant huit années supplémentaires, période pendant laquelle il s'est vu refuser toute participation aux élections. Tant que le dictateur jouit du droit de nommer ses rivaux, la société se voit nier le droit à se passer de lui, ce qui n'empêche pas M. Statkevich d'estimer que des changements drastiques sont inévitables au Bélarus et le parti de gagner en puissance grâce au soutien et à la solidarité de ses amis du monde entier, afin d'être en position de porter ces changements positifs pour le pays et son peuple.

Le Comité a offert son soutien le plus sincère à M. Statkevich et à Narodnaya Gramada dans leurs préparatifs en amont des élections à venir, confiant du soutien du Conseil de l'IS pour leurs efforts lors de sa prochaine réunion, appelant de ses vœux de futurs processus électoraux se rapprochent davantage d'élections justes et démocratiques que par le passé. Le Secrétaire Général de l'IS a assuré que l'IS fera pleinement usage de sa plateforme et de son profil internationaux pour attirer l'attention du monde entier sur l'absence de démocratie, de droits et de liberté au Bélarus, afin de compter sur une forte présence internationale dans le pays et mobiliser les institutions internationales pour assurer des élections libres et justes au Belarus en 2020.

Au deuxième jour de la réunion, d'autres perspectives relatives à l'absence de solidarité, de liberté et de justice au Bélarus ont été partagées par le syndicaliste Gennady Fedynich, qui a fait état des pressions subies par les membres du syndicat. On l'a empêché d'assister à la séance inaugurale de la réunion du fait de son assignation à résidence, un statut créé par le gouvernement pour justifier son assertion d'absence de prisonnier politique. Il estime que l'État a abandonné son peuple, et que des réformes urgentes sont nécessaires dans le domaine des retraites et des salaires pour améliorer le niveau de vie dans le pays.

Le Comité s'est vu remettre un rapport de la délégation du SDPK du Kirghizistan au sujet des récents événements survenus dans le pays, où la situation politique s'est détériorée au lendemain de la détention de l'ex-président Almazbek Atambayev, accompagnée d'allégations d'arrestations de nombreux membres de la direction du

parti, victimes de coups physiques portés en prison et d'obstacles au bon fonctionnement du parti. Le SDPK, premier parti d'opposition de la région postsoviétique à accéder au pouvoir, poursuit ses activités aujourd'hui en tant que parti de l'opposition du fait des mouvances contraires à la démocratie et favorables à une politique orientée vers le clan à l'œuvre ces dernières années.

En réponse à la crise politique au Kirghizistan, le Comité a décidé qu'une délégation de l'IS se rendra dans le pays dans un avenir immédiat pour ouvrir le dialogue avec les représentants du gouvernement du Kirghizistan, du SDPK et de l'ex-président Almazbek Atambayev, en vue de procéder à une évaluation étayée de la véritable situation dans le pays. L'IS ne peut accepter que l'un de ses partis membres soit détruit, et s'engagera pleinement en formulant des demandes claires aux acteurs du processus politique au Kirghizistan et en mobilisant la communauté et les institutions internationales afin que la crise politique fasse l'objet de toute l'attention qu'elle mérite.

Concernant l'Azerbaïdjan, le coprésident du Comité, Araz Alizadeh, a déclaré qu'un accroissement du budget social et une augmentation du salaire minimum ne sont pas des mesures suffisantes. Selon lui, la véritable démocratie est loin d'être atteinte dans tous les pays de la CEI, où les politiciens n'ont pas réussi à trouver la clé du cœur de leur peuple. Dans peu de temps, le SDPA participera aux élections municipales sur une plateforme cherchant à accroître les droits des autorités municipales. Il estime que le pays pourrait davantage progresser si la question du Nagorno-Karabakh était résolue.

Dans la courte période écoulée depuis la précédente réunion du Comité, d'importants changements ont eu lieu en Arménie, où une vague de protestations a éclaté en avril 2018. Aux élections parlementaires de décembre 2018, une nouvelle alliance a été élue en remportant un record de 70 % des voix et pour la première fois, le parti membre de l'IS, ARF-D, n'a obtenu aucun siège au parlement. Néanmoins, le parti a continué de plaider en faveur de toute réforme basée sur la constitution arménienne, dans le but de défendre l'objectivité des processus de transition, et de croire dans la séparation des pouvoirs dans le pays en faveur de l'établissement d'une véritable démocratie.

À la suite de l'investiture du nouveau président du Kazakhstan en mars 2019, le pays a vu son peuple se réveiller, se rendre compte de sa propre volonté, de son vote et de sa capacité à être instigateur de changements. En tant que seul parti d'opposition enregistré, le parti membre de l'IS, l'OSDP, a œuvré pour faire évoluer la situation, alors que le système électoral majoritaire est en crise. Askhat Rakhimzhanov, le nouveau président de l'OSDP, a détaillé les changements survenus au sein de son parti et les défis qu'il doit actuellement relever.

Les récents processus électoraux en Russie ont fait montre de résultats positifs pour le parti Une Russie juste à Moscou, à Saint-Pétersbourg et à Sébastopol, accusant une augmentation du nombre de députés régionaux élus. Le parti a concentré son énergie sur la poursuite de sa campagne et de ses actions parlementaires pour faire pression sur le parti au pouvoir, alors que tous les partis de Russie se préparent actuellement pour les élections de 2020. Le parti se déclare contre l'injustice sociale à l'origine des récentes protestations à Moscou, mais n'a participé à rassemblement organisé par des autres forces de l'opposition.

Les récents changements intervenus en Ukraine ont été décrits dans le contexte d'un régime autoritaire hérité de l'indépendance et de la tendance aux oligarchies des années 1990, qui a vu le pouvoir passer aux mains du monde des affaires et des riches. L'élection du président Zelensky était absolument inattendue et incarne la victoire du peuple sur le système oligarchique, bien que l'état global des choses doive encore

évoluer au vu de l'absence d'amélioration de la situation générale du pays. Une réforme importante et nécessaire porte sur l'élimination des conditions financières imposées aux partis politiques pour toute participation aux campagnes nationales, afin que tous les partis, y compris le parti membre de l'IS SDPU, puissent participer.

Le Secrétaire Général de l'IS a également fait part de contacts pris avec les partis membres de l'IS en Géorgie (SDD) et en Moldova (PDM), lesquels adressent leurs sincères salutations au Comité. Dans le cas de la Moldova, la situation politique dans le pays est particulièrement complexe, avec la planification de sessions parlementaires cruciales ces jours, empêchant un représentant du PDM de se rendre à Minsk.

Les discussions portant sur la démocratie dans la région se sont concentrées sur les défis à relever pour l'établissement de systèmes véritablement démocratiques, plus de vingt ans après l'indépendance. Lors des débats, Alexandra Dobolyi (du parti MSzP, en Hongrie, et coprésidente du Comité) a remarqué qu'en Europe occidentale son pays commençait à être perçu comme une dictature de l'Est, alors qu'à l'Est, il est perçu comme une démocratie occidentale, soulignant l'importance de placer la lutte pour la démocratie dans toute la région dans un contexte approprié. Bien que le degré de démocratisation varie d'un pays à l'autre, des enjeux communs existent, du fait de processus électoraux souvent mis en scène pour garantir la mainmise des personnes au pouvoir.

De nombreuses interventions ont porté sur le rôle crucial des institutions démocratiques dans un système politique orchestré pour miner la passation de pouvoir démocratique. Bien que les problèmes des pays de l'ex-Union soviétique ne sont pas identiques et les élections organisées différemment, l'absence d'institutions solides et indépendantes est un problème récurrent. Les partis sociaux-démocrates de la région doivent coopérer et partager leurs expériences concernant la manière dont les élections sont organisées, ainsi que sur la manière de surveiller et d'observer efficacement les processus électoraux. Un autre enjeu de taille pour les sociaux-démocrates est la capacité de saisir les occasions offertes par la démocratisation de l'information. Les jeunes sont plus conscients que jamais du monde au-delà des frontières nationales, ils sont politisés et ne se contentent pas des structures autoritaires du passé. Les partis sociaux-démocrates doivent se faire les voix de cette génération et les architectes du changement démocratique dans la région de la CEI, à l'instar de ce qu'ils ont fait dans d'autres régions du monde pendant des décennies.

L'absence de démocratie et transparence dans la région a également été identifiée comme un facteur contribuant au manque de progression dans la résolution des conflits. Le contexte historique peut également être un obstacle majeur à la coopération internationale, étant donné que les attitudes négatives envers différentes nationalités et groupes ethniques se basent bien souvent sur des injustices et différents issus du passé. C'est en passant par un processus de réconciliation et de remédiation aux griefs historiques qu'il est possible de tourner la page sur les actions passées et de tisser de futurs liens pacifiques et mutuellement bénéfiques.

Réunion du Comité Afrique de l'Internationale Socialiste à Praia, au Cabo Verde

15-16 Novembre 2019



Le Comité Afrique de l'IS s'est réuni les 15 et 16 novembre 2019 à Praia, au Cabo Verde, accueilli par le parti membre de l'IS, le Parti Africain de l'Indépendance du Cabo Verde (PAICV).

L'ouverture de la réunion a eu lieu à l'Assemblée nationale du Cabo Verde. Le Secrétaire Général de l'IS, Luis Ayala, a commencé par un hommage à Ousmane Tanor Dieng, ancien leader du Parti socialiste du Sénégal, vice-président de l'IS et un ancien président du Comité Afrique, qui s'est éteint le 15 juillet 2019. M. Tanor Dieng était une figure très respectée et appréciée par la communauté mondiale des sociaux-démocrates, profondément engagé dans les travaux de l'IS et la quête d'un meilleur avenir pour son pays. Une minute de silence a été observée en sa mémoire.

Dans son discours liminaire, Janira Hopffer Almada, leader du PAICV et vice-présidente de l'IS, a souhaité la bienvenue à tous les délégués au Cabo Verde et s'est dite satisfaite et honorée d'accueillir l'événement dans son pays. Elle estime que la démocratie vit une période difficile et a besoin d'attention, d'autant plus qu'il s'agit d'un moment décisif pour la démocratie africaine. Bien que le processus de décolonisation ait vu la victoire des mouvements de libération, la fin de ce processus devait être la consolidation de la démocratie, avec la participation et la coopération au niveau politique. Elle a également abordé l'enjeu fondamental des changements climatiques. Ces derniers menacent l'avenir de tous, mais revêtent une importance particulière pour les petits États insulaires, qui en font une priorité absolue.

Dans ses remarques introductives, Luis Ayala a fait part de sa fierté en la présence de Pedro Pires et José Maria Neves, deux figures emblématiques de l'histoire politique du Cabo Verde, dont les travaux ont poursuivi sous la houlette de Janira Hopffer Almada. Il est revenu sur l'histoire de l'IS qui, au lendemain de sa formation en 1951 en tant qu'organisation à prédominance européenne, a trouvé une nouvelle énergie et a élargi sa base de membres dans les décennies qui ont suivi, alors que se livrait une lutte contre le colonialisme en Afrique, se positionnant en soutien aux mouvements nationaux de

libération et à la bataille contre les dictatures et régimes autoritaires ailleurs dans le monde, se transformant en une véritable organisation mondiale. Les grandes batailles se livrent désormais contre le nationalisme et le populisme, ainsi que le néolibéralisme qui permet aux super-riches de prospérer alors que les conditions de vie des plus pauvres empirent. Les membres de l'IS sont des internationalistes, aspirant à une démocratie, une égalité et des opportunités mondialisées.

Parmi les délégués présents se trouvaient l'ensemble des vice-présidents de l'IS d'Afrique, enrichissant les débats de leur grande expertise et expérience dans leurs diverses contributions. En sus de la leader du parti hôte, Julião Mateus Paulo (Angola, MPLA), Chantal Kambiwa (Cameroun, SDF), Johnson Asiedu Nketiah (Ghana, NDC), Bokary Treta (Mali, RPM), Ahmed Ould Daddah (Mauritanie, RFD) et Pendukeni Iivula-Ithana (Namibie, SWAPO) étaient présents à la réunion.

Nombre des contributions faites par les délégués se sont révélées des plus pertinentes au regard du thème principal relatif au renforcement de la démocratie et des institutions démocratiques en Afrique. Les rapports soumis par les pays de la région ont permis de dégager une image contrastée, rendant compte à la fois des réussites et des écueils de la démocratie et de ses institutions ces derniers temps. Le pays hôte, le Cabo Verde, a été érigé en exemple de ce qui pourrait être atteint en matière de développement dans un pays africain où prévaut un système multipartite offrant des conditions de passation de pouvoir stables, désigné également comme l'une des figures de proue dans la région dans le domaine de l'enseignement supérieur et des infrastructures. Autre pays de forte tradition démocratique, le Sénégal se fait fort de passations de pouvoir pacifiques. Depuis l'arrivée du nouveau chef de l'État en 2012, les priorités socialistes telles que le développement des infrastructures ont commencé à être appliquées.

D'importantes modifications ont caractérisé la situation en Angola au cours des deux dernières années, depuis l'élection du nouveau président à une écrasante majorité. Le prix du pétrole a durement frappé le pays, et le nouveau président s'est concentré sur la recherche de nouveaux investissements, la diversification de l'économie et la lutte contre la corruption, le népotisme et les relations entretenues au détriment du pays. À São Tomé-et-Príncipe, après de nombreuses années passées dans l'opposition, le MLSTP est revenu au pouvoir au sein d'une coalition à la suite des élections de 2018. L'un des principaux enjeux pour le pays est la lutte contre l'instabilité et la consolidation de la démocratie en faveur du développement. Le nouveau gouvernement a pris d'importantes mesures en lançant les travaux pour de nouvelles infrastructures de transport en 2020. Le Comité a également appris qu'à la suite d'une longue lutte, la République démocratique du Congo a réussi à trouver la démocratie, bien que la constitution avait besoin de profonds changements pour assurer à la population tous ses droits. Le PALU, parti membre de l'IS, a fait savoir son désir de bénéficier de l'expérience d'autres partis africains pour construire son organisation et véhiculer son idéologie à toute la population.

En Namibie, le parti membre de l'IS SWAPO est, pour la première fois depuis la libération, en proie à une formidable opposition. La hausse rapide du chômage et les irrégularités apparentes ont permis à un candidat indépendant de s'arroger un fort soutien de l'électorat, alors que le gouvernement pâtit de l'impression donnée de ne pas avoir tenu ses promesses faites à la population. Dans un rapport concernant la situation au Ghana, où les progrès démocratiques ont fait machine arrière, le Comité a été interpellé sur le fait que la démocratie ne doit pas être considérée comme acquise. Le gouvernement sortant, qui a pris le contrôle de la commission électorale, y a recruté des

milices avant de les intégrer dans les forces de sécurité nationale en amont des élections de 2020. Le Comité a également été averti de graves menaces pesant sur la démocratie au Cameroun, où la crise dans les régions anglophones du pays a mené au risque d'éclatement d'une guerre. L'intégrité des élections a été érodée par l'absence d'administrations dans ces régions, soulevant des problèmes pour toutes les personnes qui y sont nées, et faisant de ces élections une source potentielle de nouveaux conflits dans le pays.

La démocratie de façade a été présentée comme un problème majeur au Tchad où le président est au pouvoir depuis plus de 30 ans, faisant usage de l'armée pour maintenir son pouvoir, refusant tout dialogue et gouvernant par décret alors même que l'Assemblée nationale est en session. Dans de telles conditions adverses, le parti membre de l'IS UNDR s'apprête à contester le scrutin législatif de 2020. Une dynamique similaire existe à Djibouti, où depuis l'indépendance, l'opposition n'a jamais pu accéder au pouvoir. Le parti membre de l'IS MRD a rappelé que le pays est toujours l'un des plus pauvres au monde, bien que les récents événements survenus dans la région, à savoir l'accord de paix entre l'Éthiopie et l'Érythrée et les espoirs de voir des avancées démocratiques s'y réaliser, pourraient avoir une influence positive sur Djibouti. Le parti FFS en Algérie a décrit la lutte pour l'État de droit, la démocratie et l'égalité femmes-hommes malgré les restrictions, le contrôle des élections et la corruption imposés par le régime. L'opposition manque d'accès aux médias, ce qui ne l'a pas empêchée de dire toute la fierté que lui inspire la révolution populaire à l'œuvre en Algérie, et de lancer un appel à l'IS à soutenir les mouvements populaires dans le monde entier.

Un certain nombre de participants ont insisté sur la nécessité, pour les membres, de rester sur leur garde et de tirer la sonnette d'alarme lorsqu'un parti au pouvoir ne respecte pas les valeurs démocratiques et les attentes de l'organisation, y compris dans des situations délicates impliquant des partis frères ou des amis. Dans ce contexte, la situation en Guinée a fait l'objet d'une vive inquiétude au sein du Comité au vu de la tentative du Président de modifier la Constitution pour s'assurer un nouveau mandat, provoquant une vague de protestations violentes dans les rues du pays.

Au Niger, où le Président sortant Mahamadou Issoufou, du parti membre de l'IS PNDS, s'est engagé à ne pas briguer de troisième mandat, respectant ainsi la Constitution et renforçant par là même la démocratie africaine. Son mandat a par ailleurs largement été perçu comme un exemple de bonne gouvernance.

Plusieurs pays africains au sein desquels l'IS compte des partis membres demeurent affectés par les conflits, un thème abordé en profondeur sous le thème « Résoudre les conflits et garantir la paix pour assurer le progrès et le développement au profit des populations en Afrique ». Tant que des conflits feront rage, les efforts se concentreront exclusivement sur l'atteinte de la paix, ce qui compromet le progrès et le développement dans d'autres domaines. Un pays qui en a lourdement souffert est le Soudan, représenté pour la première fois à une réunion de l'IS par le SLM. Il a été porté à la connaissance du Comité que la fin du régime militaire n'a pas résolu les problèmes du pays. Des forces armées indépendantes continuent d'opérer et de déstabiliser le pays, faisant toujours de la paix une priorité pour lutter contre ces difficultés héritées de l'ancien régime.

La région du Sahel demeure en proie à de fortes menaces à la paix et à la sécurité de la part des forces terroristes, comme l'ont énoncé les délégués du Mali, du Niger, de Mauritanie et du Sénégal, entre autres. Les contributions portant sur cette grave menace à la paix régionale ont appelé à une plus grande solidarité de la communauté internationale pour affronter le déficit de développement et le manque de perspectives

qui sont la cause de, et exacerbent, l'insécurité dans la région. Le Sahel est essentiel à la sécurité en Afrique et dans le monde entier, et une telle crise multidimensionnelle exige des solutions communes. Une partie du territoire s'est mû en un *no man's land* favorable aux trafiquants de drogue.

Pour un pays tel que la Mauritanie, le parti de l'opposition RFD est en butte à des difficultés pour insuffler le changement par un processus d'évolution, et non de révolution, et estime qu'un esprit de coopération entre les pays du Sahel renforcerait les liens humains et culturels forts qui unissent la région. Ce partenariat pourrait transformer les perspectives relatives à la situation sécuritaire actuelle et constituer un exemple de poids dans le continent. Les représentants du Mali ont également souligné l'importance de la coopération régionale et du travail abattu pour stabiliser le pays, plongé dans une crise complexe depuis la rébellion de 2012 d'un groupe revendiquant la séparation d'une partie du territoire malien. La seule réponse à apporter est celle de la pleine réalisation du projet démocratique, grâce auquel la population malienne multiséculaire pourra continuer à vivre sans exclusion ni stigmatisation.

L'absence de paix et de sécurité dans de nombreuses régions du continent est l'une des forces motrices des flux migratoires qui balayent l'Afrique et la Méditerranée. Ce phénomène a eu des incidences sur de nombreux pays, notamment le Maroc qui, en proie à des difficultés internes telles que le chômage des jeunes et l'accès aux soins de santé, ne peut pas, en plus, assumer le rôle de gendarme de l'Europe. L'USFP a appelé au traitement de la question du Sahara occidental sous les auspices des Nations Unies, avec la participation du Maroc, de l'Algérie, de la Mauritanie et du Front Polisario.

Le Comité a reçu un rapport sur la récente réunion régionale de l'IS des Femmes tenue à Niamey, avec la participation du Secrétaire Général de l'IS. Cette rencontre a été l'occasion pour l'ISF d'analyser la question de la parité en Afrique, en lien avec l'agenda 2063 de l'Union Africaine « l'Afrique que nous voulons », notamment dans la participation politique, dans la gestion des conflits et des processus de paix et sécurité ainsi que dans la gestion du foncier, et de souligner que l'autonomie de la femme était une condition préalable au développement durable.

Les représentants présents à la réunion ont fait état à la fois de défis communs et de situations nationales uniques. En dépit des circonstances diverses et variées, un sentiment commun d'optimisme s'est fait sentir au sujet du futur potentiel à déployer en Afrique grâce à une bonne gouvernance assortie des valeurs sociales-démocrates. Avec un leadership approprié, de solides fondements démocratiques, la coopération au sein et entre les nations, l'Afrique sera bien placée pour tirer parti de ses ressources naturelles de manière durable afin de garantir la prospérité de nombreuses générations à venir. Les partis membres de l'IS ont été les pierres angulaires des luttes de libération et de l'instauration de la démocratie dans toute l'Afrique, et l'IS continuera à jouer un rôle fondamental en facilitant le dialogue et en s'assurant que l'ensemble de ses partis membres peuvent bénéficier de la force et de l'expérience collective de l'organisation.

Au-delà de son programme de travail et des discussions sur l'état de la social-démocratie en Afrique, le Comité avait pour tâche d'élire la nouvelle présidence, conformément aux décisions des deux dernières réunions du Conseil de l'IS tenues à Genève et à Saint-Domingue. À la suite de consultations auprès de tous les vice-présidents de l'IS de la région, il a été décidé par consensus que Bokary Treta (Mali, RPM), vice-président de l'IS, assumera la présidence du Comité pour la fin de cette période intercongrès, conformément aux Statuts de l'IS. Suite à l'acceptation par acclamation de sa candidature par le Comité, il a remercié les personnes présentes de lui avoir fait confiance, ajoutant que le Comité pouvait compter sur son dévouement.

La déclaration des États-Unis sur les colonies israéliennes est un obstacle à la paix

19 Novembre 2019

La déclaration de l'administration américaine énonçant que les colonies israéliennes en territoires occupés « ne sont pas, en soi, contraires au droit international » pose un nouvel obstacle à la paix au Moyen-Orient.

La reconnaissance formelle de Jérusalem, lieu saint historique pour les juifs, les musulmans et les chrétiens, comme capitale d'Israël par les États-Unis en décembre 2017 a déjà érodé les perspectives de solution durable au conflit israélo-palestinien.

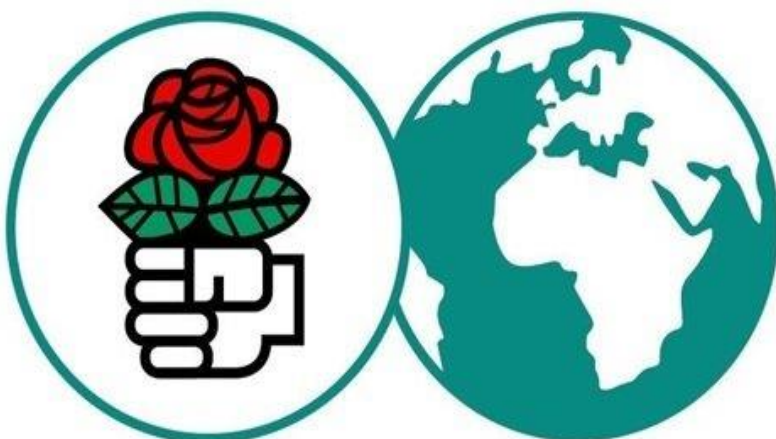
Les décisions unilatérales américaines, qui ignorent le consensus international plus large et le droit international, ne font qu'éloigner davantage toute perspective de solution pacifique à ce conflit de longue date.

La nouvelle déclaration fait fi de la quatrième Convention de Genève de 1949, ratifiée à la fois par les États-Unis et Israël, qui précise que la « Puissance occupante ne pourra procéder à la déportation ou au transfert d'une partie de sa propre population civile dans le territoire occupé par elle », et est contraire aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies adoptées en 1979 stipulant que l'occupation israélienne n'a aucune validité juridique et constitue une violation du droit international ainsi qu'un obstacle majeur à l'atteinte de la solution des deux États et d'une paix juste, durable et globale.

Plus tôt cette année, l'Internationale Socialiste (IS) a insisté, lors d'une réunion à Ramallah le 30 juillet et à Tel-Aviv le 31 juillet à laquelle ont participé les membres de l'IS de Palestine et d'Israël, sur son soutien plein et entier à la solution des deux États pour la paix et des perspectives d'avenir pour les populations du Moyen-Orient. Après plus de 27 ans d'échecs successifs à atteindre la paix par des processus de paix bilatéraux depuis les accords d'Oslo, l'IS appelle la communauté internationale à assumer collectivement sa responsabilité, conformément au droit international, de mettre un terme à l'occupation du territoire palestinien et à toute entrave à l'exercice par le peuple palestinien de son droit à l'autodétermination.

COP25 : l'IS appelle à un niveau d'ambition plus élevé et à une action immédiate face à l'urgence climatique

2 Décembre 2019



L'Internationale Socialiste et ses partis membres ont plaidé sans relâche pendant de nombreuses années pour une action internationale concertée et coordonnée afin d'éviter les changements climatiques catastrophiques et le réchauffement climatique. Reconnaissant que les changements climatiques sont une menace existentielle aux graves conséquences sur tous

les aspects de la vie humaine, y compris le développement, la paix et la prospérité, la Commission de l'IS pour une Société mondiale durable, créée en 2006, a œuvré intensément pour formuler une réponse sociale-démocrate à l'enjeu des changements climatiques. Le rapport de la Commission intitulé « D'une économie à haute teneur en carbone vers une société à faible teneur en carbone » a été publié en septembre 2009 et ses conclusions demeurent pertinentes aujourd'hui. Dans la décennie qui a suivi ladite publication, les changements climatiques n'ont jamais cessé d'être au cœur du programme de l'IS, comme thème majeur des réunions du Congrès, du Conseil et du Présidium. L'IS a été présent aux principaux sommets sur les changements climatiques et le développement durable, notamment au dernier Sommet Action Climat du Secrétaire Général des Nations Unies en septembre 2019, et a cherché à coordonner une approche commune reprise par ses partis membres et basée sur le principe fondamental de la justice climatique.

Le Présidium de l'IS, qui s'est réuni peu de temps après le sommet, a souligné l'étendue selon laquelle les partis socialistes et sociaux-démocrates continuent à être à l'avant-poste des efforts mondiaux pour l'adoption de toutes les mesures nécessaires pour éviter les conséquences catastrophiques des changements climatiques. En parallèle de la COP25, et à l'instar des occasions précédentes, l'IS rassemblera les ministres de l'Environnement de la famille social-démocrate pour débattre et discuter de leurs priorités et attentes.

L'année dernière, à la veille de la COP24 à Katowice, 94 leaders de l'Internationale Socialiste ont signé une lettre ouverte lançant « Un appel global pour une société mondiale durable – avant qu'il ne soit trop tard », publiée le 30 novembre 2018. Tout au long de l'année dernière, il est apparu encore plus clairement que le degré d'action actuel est insuffisant. En dépit des engagements pris dans l'Accord de Paris, aucune réduction de la concentration de gaz à effet de serre n'a été observée dans l'atmosphère, ni même un ralentissement de son taux de croissance. Selon le dernier rapport de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), la concentration globale de CO₂ a augmenté pour atteindre un nouveau record de 407,8 particules par million (ppm) en 2018, alors que le seuil symbolique de 400 ppm a été dépassé pour la première fois en 2015.

Cette tendance est confirmée par le Rapport de l'ONU sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions 2019, qui fait état d'une augmentation des émissions de gaz à effet de serre de 1,5 % par an au cours des dix dernières années, pour atteindre un taux record de 55,5 gigatonnes en équivalent dioxyde de carbone (GtCO₂) en 2018. Cet échec collectif à endiguer la croissance des émissions de gaz à effet de serre a de graves conséquences, puisque pour chaque année passée à repousser le plafond, des mesures plus fortes et rapides sont désormais nécessaires. En date de publication du rapport, ce dernier a calculé que les émissions en 2030 devront être 55 % moins élevées qu'en 2018 pour que le monde prenne la voie la moins préjudiciable pour limiter le réchauffement climatique en deçà de 1,5°C. Néanmoins, il est estimé que les émissions ne seront pas plafonnées avant 2030 si les politiques climatiques actuelles et le degré d'ambition des contributions déterminées au niveau local sont maintenus en l'état. Or, à cette date-là, la fenêtre d'opportunité pour prendre les mesures nécessaires afin d'éviter un réchauffement climatique catastrophique sera définitivement fermée.

La science est claire depuis fort longtemps, et les preuves ne cessent de s'accumuler sur le fait que les mesures ne sont pas à la hauteur des ambitions en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Il est estimé que les activités humaines ont déjà

provoqué un réchauffement climatique d'environ 1,0°C par rapport à l'ère préindustrielle, et si leur croissance est maintenue au rythme actuel, le réchauffement atteindra probablement 1,5°C entre 2030 et 2052, selon le dernier Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement climatique de 1,5°C. Il est clair que nous devons limiter le réchauffement climatique à un seuil maximal de 1,5°C. Les modèles climatiques anticipent une différence majeure entre un réchauffement climatique limité à 1,5°C et limité à 2,0°C pour ce qui trait à l'augmentation de la température moyenne, les températures extrêmement élevées dans la plupart des régions habitées et les risques de fortes précipitations dans de nombreuses régions, ainsi que la sécheresse et le manque de précipitations dans certaines régions. En bref, si l'augmentation devait être de 2,0°C, la probabilité de phénomènes climatiques extrêmes sera bien plus élevée. Pour cette année uniquement, nous avons été témoins du coût dévastateur des tempêtes, inondations, sécheresses et températures extrêmes, qui trop souvent sèment la destruction et emportent des vies parmi les populations les moins à même d'en affronter les conséquences, et les moins responsables de l'urgence climatique.

Nous savons que l'enjeu est colossal. Le GIEC précise que les avenues menant à une limitation du réchauffement climatique à 1,5°C exigent des transitions sans précédent en termes d'échelles des systèmes énergétiques, urbains, industriels, d'infrastructures et de gestion des terres. Tous les secteurs doivent contribuer à de fortes réductions des émissions et des investissements bien plus importants. Comme l'a indiqué le Secrétaire Général des Nations Unies lors du Sommet Action Climat de cette année, l'urgence climatique est une course que nous sommes en train de perdre. En dépit de l'importance de ce sommet qui a rassemblé les chefs d'État, le secteur privé et les acteurs de la société civile pour accélérer la dynamique et l'élan de la lutte contre la crise climatique et des promesses importantes qui y ont été formulées, une plus grande volonté politique et des engagements plus fermes sont nécessaires si nous voulons remporter la course.

Aujourd'hui, alors que le Sommet de la COP25 débute à Madrid, l'Internationale Socialiste appelle la communauté internationale à s'appuyer sur l'Accord de Paris, et les engagements pris lors du Sommet Action Climat pour revoir à la hausse les objectifs de contributions déterminées au niveau local ainsi que les stratégies à long terme de tous les pays, en particulier les plus grands pollueurs de carbone, afin d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050. En sus de cela, il s'agit de s'engager à agir immédiatement pour garantir une réduction urgente des émissions qui doit avoir lieu dans les prochaines années si nous voulons être en mesure de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C. À cette fin, l'Internationale Socialiste plaide avec force pour éliminer les subventions aux énergies fossiles, appliquer une taxe carbone et mettre fin à l'énergie au charbon à l'horizon 2020. Nous vivons une urgence climatique qui ne pourra être affrontée que par une coopération multilatérale sans précédent entre les gouvernements, le secteur privé et la société civile. Pour l'avenir de notre planète et le bien-être des générations futures, l'échec n'est pas une option.

Défis et priorités de l'Amérique latine et des Caraïbes à l'aube de 2020 - Réunion du Comité de l'IS pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Montego Bay, Jamaïque

19-20 Décembre 2019



En ces temps de profonde inquiétude sociale et politique à travers le continent, l'Internationale Socialiste a convoqué une réunion de son Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes en Jamaïque les 19 et 20 décembre 2019, accueillie par le parti membre de l'IS dans ce pays, le Parti national du peuple (PNP). Quatre thèmes fondamentaux de grande pertinence et importance pour toute notre famille politique étaient à l'ordre du jour : (i) défense et renforcement de la démocratie dans les pays de la région ; (ii) assurer un respect des droits et des libertés de tous ; (iii) priorités actuelles de notre lutte pour la justice sociale, et (iv) la paix citoyenne comme fondement et objectif de la gouvernance.

La réunion s'est ouverte sur les interventions du président du Comité, Miguel Vargas, leader du Parti révolutionnaire dominicain, PRD, et ministre des Affaires étrangères de République dominicaine ; du président du Parti national du peuple, PNP, de Jamaïque, Peter Phillips ; et du Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste, Luis Ayala.

Le président du Comité a adressé ses remerciements aux hôtes tout en rappelant que la région est aujourd'hui confrontée à de grands défis qui doivent être relevés avec audace, créativité et un sens commun, entre eux les changements climatiques, la criminalité et les inégalités qui mettent en péril la démocratie et la stabilité politique. Selon un rapport récent de la Commission économique pour l'Amérique latine, la CEPAL, au cours des cinq dernières années, la tendance à la baisse de la pauvreté et de la pauvreté extrême s'est arrêtée et le nombre de pauvres devrait passer de 185 millions en 2018 à 191 millions en 2019. Les convulsions et turbulences sociales qui secouent diverses nations dans cette région du monde trouvent leur origine dans les profondes inégalités qui frappent toute l'Amérique latine et les Caraïbes et menacent la paix ainsi que la stabilité politique et sociale qui ont caractérisé le continent tout au long de ce siècle.

Lançant un appel aux socio-démocrates de la région à être les garants de la paix et artisans de la démocratie, le président du Comité a mis l'accent sur le dialogue, la concertation et le respect mutuel comme chemin menant au bien-être de tous. Concernant son pays, la République dominicaine, il a lancé un appel à la protection et à la préservation de la stabilité politique, de la croissance économique durable et de la paix sociale que connaît le pays.

Le président du Parti national du peuple s'est dit satisfait de la convocation de cette rencontre qui, dans la tradition de la gauche démocratique, s'apparente à une réunion de famille, et a souhaité la bienvenue à toutes les personnes présentes. Au cours des trente dernières années, le parti a été la plupart du temps au gouvernement, saisi des enjeux découlant d'une telle responsabilité, et a profité de cette occasion pour mettre en avant sa propre identité comme partie intégrante de cette famille politique. Il a ajouté que le PNP est anticolonial, soutient le droit international, s'oppose aux prétentions et influences hégémoniques et œuvre pour un monde où prévaut une plus grande équité et justice sociale. Des principes sur lesquels reposait également l'espoir d'une meilleure gouvernance et qualité de vie dans les pays développés, avec des politiques de développement globales qui sont aujourd'hui remises en question par des politiques unilatérales ou les politiques des grandes puissances, alors qu'au bout de trente ans de mondialisation effrénée il est de plus en plus évident que les inégalités ont été creusées entre les pays et en leur sein, ce qui est précisément le cas des nations caribéennes. La crise de la dette et l'expansion des programmes du FMI ont créé un contexte fiscal qui a sérieusement réduit les options à la disposition des gouvernements de la région et a contribué à éroder la confiance dans les institutions et la démocratie.

Le Secrétaire Général de l'IS a fait part de sa reconnaissance envers le parti hôte et s'est félicité que le Comité se réunisse en Jamaïque. Le PNP a été lié au développement de cette Internationale par les actions de leaders historiques tels que Michael Manley, qui a contribué au renforcement de la dimension mondiale de l'IS, non pas uniquement dans le cadre de son travail dans cette région du monde, mais également en donnant des définitions clés à la dimension Nord-Sud qui ont étayé le profil universel de la social-démocratie. Nous vivons une époque dans lequel des forces politiques nationalistes, populistes et conservatrices dans différentes régions du monde présentent un défi à nos valeurs et à nos idéaux. Un défi est donc posé par ceux qui portent atteinte aux libertés et aux droits aujourd'hui et qui, contrairement à notre vision d'un monde commun, posent des politiques étroites et exclusives vis-à-vis du nôtre, qui sont inclusives dans la construction d'un État moderne et démocratique pour assurer les libertés et les droits de tous. De même, nos partis membres se sont engagés à faire progresser l'égalité et la justice sociale car l'expérience nous a montré qu'ils sont essentiels et nécessaires pour renforcer et préserver la démocratie.

Les représentants des partis de la région, à savoir de Bolivie, du Brésil, du Chili, du Costa Rica, d'Équateur, d'Haïti, de Jamaïque, du Mexique, du Panama, du Paraguay, du Pérou, de République dominicaine, d'Uruguay et du Venezuela, ont contribué aux discussions en revenant sur leurs expériences et perspectives des réalités qui prévalent aujourd'hui dans leur pays respectif. Le Comité a pris note, en particulier, des conclusions et échanges suivants :

Concernant la situation en **Bolivie**, les représentants boliviens ont rendu compte du fait qu'à la suite d'une vaste mobilisation des citoyens dans ce pays en protestation contre les fraudes électorales rapportées et constatées par un audit à l'initiative de l'Organisation des États américains (OEA) lors des élections convoquées le 20 octobre dernier, le président Evo Morales n'a pas été victime d'un coup d'État comme le révèle le

fait que ni les forces armées ni les commandants ayant pris des décisions militaires durant la crise n'ont finalement occupé des postes de décision dans l'appareil de l'État. La nouvelle situation nationale à la suite de la démission du président ouvre de nouvelles perspectives majeures pour les démocrates en vue d'un plein retour de la démocratie et de l'instauration des valeurs du pluralisme, de l'alternance et de la reddition de comptes de la part des autorités. Conscients que la Bolivie fait face à un risque de revirement conservateur qui, sourd aux dernières leçons historiques du pays, pourrait prétendre gouverner pour ne servir qu'un pan de la population et de manière technocrate et répressive, un appel a été lancé aux personnes qui se trouvent aujourd'hui face au gouvernement provisoire à garantir une transition qui, conformément à la volonté du peuple et aux attentes de la communauté internationale, mènera cette nation vers une démocratie pluraliste avec une alternance présidentielle et respectueuse des droits des minorités. Par ailleurs, le Comité a exhorté le peuple bolivien à faire entendre, lors du prochain scrutin présidentiel, toute sa volonté de suivre un cap démocratique et progressiste, s'assurant ainsi un gouvernement stable et pérenne, passant outre les menaces que font peser les extrémismes sur le bien-être et la sécurité.

Les événements survenus ces deux derniers mois au **Chili** révèlent un cadre d'antagonismes politiques graves qui émerge des inégalités causées par une redistribution injuste des richesses. Les mobilisations massives sociales qui demandent des transformations de fonds du modèle de développement ont été mises à mal par des groupes minoritaires qui s'adonnent au pillage, au vandalisme et à la violence. Nous réfutons et condamnons ce type d'agissements, et nous lançons un appel à la protection des droits humains et à l'ouverture d'une enquête sur les exactions commises, de même qu'à la reconnaissance de la véracité des rapports soumis par la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et d'autres organismes spécialisés. La crise que connaît le Chili est de nature politique, ce qui fait de l'accord conclu par l'immense majorité des partis politiques pour progresser dans un processus constitutionnel, un grand pas en avant. Le Comité a lancé un appel au soutien d'un pacte social assorti d'une plus grande justice fiscale. Nous manifestons notre solidarité avec le peuple chilien et les partis frères, à savoir le Parti pour la démocratie, le Parti radical social-démocrate et le Parti socialiste.

Le Comité s'est dit préoccupé vis-à-vis la dégradation qui caractérise la situation qui prévaut dans la **République** sœur **d'Haïti** depuis plus d'une année ; situation qui met en danger les conquêtes démocratiques réalisées difficilement par le peuple haïtien depuis la chute de la dictature. Il a fermement condamné les multiples atteintes aux droits de la personne, l'usage excessif de la force pour réprimer les manifestations ainsi que les assassinats et autres crimes commis par les agents du pouvoir et ses milices. Les responsables des massacres de Lasaline, de Cité Soleil et de Bel-Air doivent comparaître devant la justice et répondre de leurs actes.

Le Comité a accordé son soutien univoque au peuple haïtien dans les responsabilités qu'il doit assumer avec lucidité pour faire avancer le processus de démocratisation, ainsi que sa solidarité avec sa lutte pour un changement de système dans la conduite des affaires de l'État, la fin de la corruption dans l'administration publique et l'amélioration des conditions de vie de la population. De la même manière, le Comité invite ses partis membres et sympathisants à s'unir aux autres forces politiques démocratiques et crédibles en faveur d'une nouvelle gouvernance dans le pays et pour mettre fin à la crise conjoncturelle dans l'intérêt bien compris du peuple haïtien.

En amont des élections générales qui sont attendues en **Jamaïque** en 2020, le Comité a exprimé sa solidarité avec le PNP qui affronte un parti au gouvernement ayant failli devant ses citoyens et la communauté internationale dans le maintien des normes de gouvernance et de transparence requises. Plus particulièrement, le Comité s'est enquis avec inquiétude de la recrudescence de la criminalité et de l'accroissement des inégalités au sein de ce qui représente aujourd'hui un cinquième de la population vivant en situation d'extrême pauvreté. En vue des élections générales, le PNP demeure engagé à poursuivre la lutte pour l'égalité des chances et la justice sociale, ainsi que le maintien des normes les plus élevées en matière d'intégrité et de transparence, des objectifs pour lesquels il compte sur l'appui plein et entier de l'Internationale Socialiste.

Concernant le **Panama**, tout en réitérant sa satisfaction, partagée par l'ensemble des membres de l'Internationale, à la suite de la victoire électorale du président Laurentino Nito Cortizo, le Comité exprime sa solidarité avec, et son soutien au gouvernement qui, sous la direction du nouveau président, poursuit un programme social qui prévoit notamment la fin de la « sixième frontière » que sont les inégalités et la dette sociale, tout en renouvelant l'engagement à renforcer le multilatéralisme contre l'unilatéralisme de l'actuelle administration américaine, comme l'a annoncé le représentant panaméen. La date de la présente réunion, le 20 décembre, coïncide avec le 30^e anniversaire de l'invasion du Panama, date que le président Nito Cortizo a décrétée Journée de deuil national, rendant justice aux victimes et à leurs proches.

Concernant le **Pérou**, il est de la vision du Comité que la dissolution du Congrès le 30 septembre dernier constitue un pas en arrière pour ce qui trait à l'approfondissement et à la consolidation du système démocratique du pays, partageant le critère de l'OEA selon lequel l'application de Constitution dans ce cas par le président de la République du Pérou, Martin Vizcarra Cornejo, doit se faire par l'entremise de la Cour suprême constitutionnelle du Pérou, question non encore résolue par ladite Cour en réponse à la demande de compétence et de statuer sur le respect, ou non, des procédures visées. En l'absence de décision rendue, les mesures législatives correspondantes doivent être prises. Au sujet des prochaines élections législatives convoquées le 26 janvier 2020, des règles s'appliquant aux jurés électoraux spéciaux doivent être clairement établies, en particulier concernant les restrictions imposées aux représentants des partis de l'opposition démocratique.

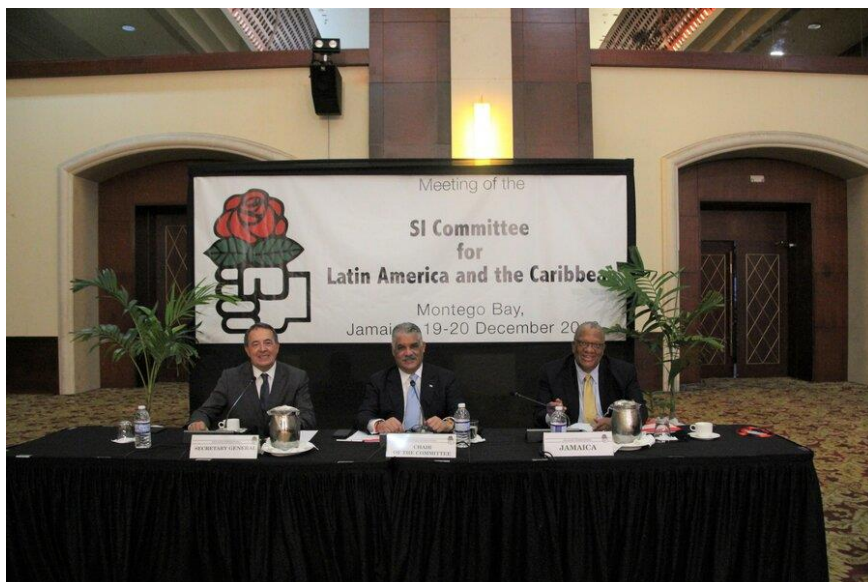
Au sujet du **Venezuela**, le Comité a rejeté avec fermeté toute forme de violence politique et a lancé un appel au respect de la Constitution, des lois, de l'Assemblée nationale et de son président Juan Guaidó ainsi que de ses autres autorités, des droits humains et de tous les droits politiques de l'ensemble des Vénézuéliens. Le Comité a par ailleurs appelé les parties au conflit à chercher une solution politique à la crise afin de garantir un processus de réinstitutionnalisation qui permette de procéder dans les plus brefs délais à des élections présidentielles libres et justes assorties de garanties pour toutes les parties, de même qu'aux autres élections prévues dans le calendrier constitutionnel.

Le Comité ne cessera d'assurer un suivi permanent du conflit vénézuélien, réclamant et exigeant la libération de tous les prisonniers politiques, parmi lesquels se trouvent des membres des partis de cette Internationale dans le pays, ainsi que la fin de la levée de l'immunité parlementaire des membres de l'Assemblée nationale et la libération du député Juan Requesens et des autres prisonniers politiques reconnus dans le rapport de la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet.

La communauté internationale doit continuer à œuvrer conjointement avec les organes du système des Nations Unies face à l'ampleur de la crise migratoire, caractérisée

jusqu'à présent, selon les données de l'OIM, par plus de 4,8 millions de Vénézuéliens en situation de diaspora fuyant le conflit politique et la crise économique.

À la clôture de la réunion, le Comité a approuvé la tenue de sa prochaine rencontre en avril 2020 en République dominicaine.



Pour le rétablissement de l'ordre démocratique au Venezuela

6 Janvier 2020

L'Internationale Socialiste félicite les membres de l'Assemblée nationale du Venezuela pour leur décision ferme et résolue de procéder au renouvellement du mandat de leurs autorités conformément à la Constitution et aux lois nationales, ainsi qu'aux règles de cette institution, en dépit de toutes les tentatives du régime de Nicolás Maduro d'y faire obstruction et d'empêcher les législateurs d'agir, notamment par le recours à la force et au personnel militaire et politique.

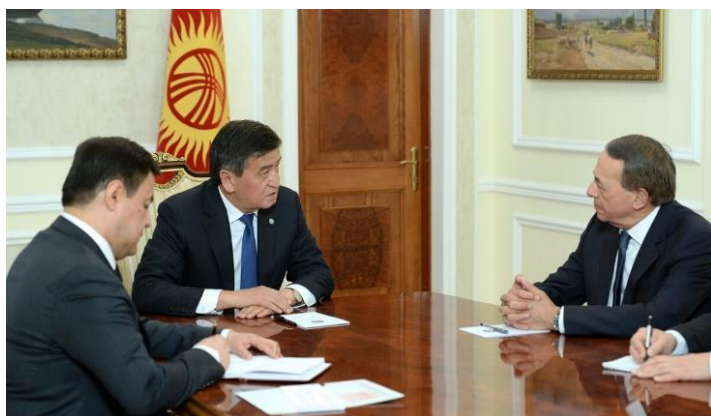
L'IS félicite également Juan Guaidó pour sa réélection comme président de l'Assemblée nationale, ainsi que les autres membres du Conseil élus par cette institution, dans un processus effectué dans le plein respect des normes et qui a compté sur la participation de cent députés, conformément au quorum nécessaire au fonctionnement de l'Assemblée nationale.

Nous réitérons l'urgence et le besoin de rétablir l'ordre démocratique au Venezuela, de même que le plein respect de la Constitution et des lois, des droits humains et de tous les droits politiques du peuple vénézuélien. En outre, nous haussons à nouveau la voix pour la libération de tous les prisonniers politiques.

La conduite d'élections présidentielles libres et justes, assorties de garanties pour toutes les parties, telles que réclamées par la grande majorité des Vénézuéliens et espérées par la communauté internationale, est une nécessité qui ne saurait être reportée plus longtemps.

Secrétaire Général de l'IS au Kirghizistan

14-18 Janvier 2020



Réunion de SE Sooronbay Jeenbekov, Président du Kirghizistan, et le Secrétaire Général de l'IS, Luis Ayala

Lors de la réunion à Minsk, les représentants du SDP du Kirghizistan ont présenté un rapport faisant état de la détérioration de la situation politique dans le pays à la suite de la détention de l'ancien président de la République et ancien leader du SDPK, Almazbek Atambayev, et de l'arrestation d'autres membres de la direction du parti. Faisant sienne la

tâche d'effectuer une visite dans le pays et de tenir des pourparlers avec les représentants du gouvernement kirghize et du parti SDPK, le premier parti de l'opposition à accéder au pouvoir dans la région postsoviétique, le Secrétaire Général de l'IS a convoqué différentes réunions, y inclus avec Son Excellence Sooronbay Jeenbekov, président du Kirghizistan. Il s'est entretenu avec Isa Omurkulov, élu à la tête de la faction du SDPK en 2016 ; Aida Kasymalieva, vice-présidente du parlement ; des membres du groupe parlementaire du SDPK ; les familles des membres du SDPK en



Rencontre avec les familles des membres du SDPK qui étaient en prison

Conformément à la décision adoptée par le Comité de l'IS pour la CEI, le Caucase et la mer Noire lors de sa réunion à Minsk au Bélarus les 8 et 9 novembre 2019, d'effectuer une visite au Kirghizistan en raison des développements critiques affectant le membre de l'IS dans ce pays, le Parti social-démocrate du Kirghizistan, le Secrétaire Général de l'IS, Luis Ayala, s'est rendu à Bichkek, la capitale kirghize, en janvier 2020.



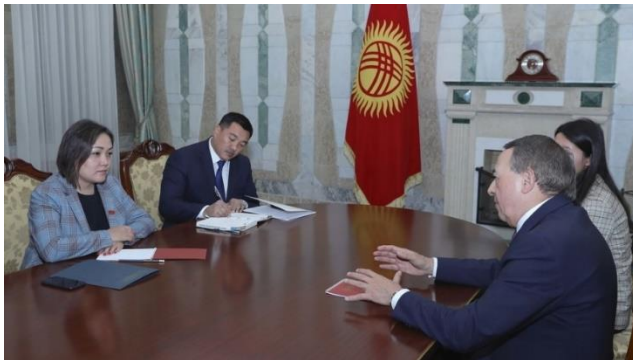
Membres du groupe parlementaire du SDPK avec le Secrétaire Général de l'IS

prison, ainsi qu'avec des membres des médias. Luis Ayala s'est également rendu à la résidence d'Almazbek Atambayev, où ce dernier a été arrêté en août 2019. M. Atambayev, actuellement arrêté et accusé de plusieurs infractions pénales, nie toutes les charges retenues contre lui et souffrirait de problèmes de santé. Plusieurs autres membres du



SDPK sont également en détention.

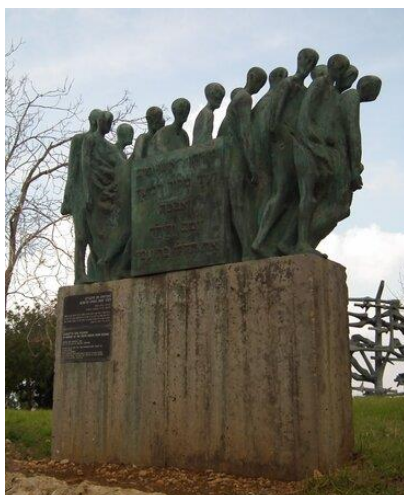
L'Internationale Socialiste est profondément préoccupée par les faits graves qui touchent son parti membre, le SDPK. Après d'intenses débats à Bishkek, l'Internationale Socialiste continue à suivre de près la situation dans le pays en vue de contribuer à une résolution positive.



Réunion avec des membres des médias au Kirghizistan

Kasymalieva, Vice-Présidente du Parlement

Le Secrétaire Général de l'IS avec Khadyrbek Atambayev à Koy-Tash, la résidence de l'ancien président Almazbek Atambayev qui est actuellement en état d'arrestation



L'Internationale Socialiste commémore la Journée internationale dédiée à la mémoire de l'Holocauste

27 Janvier 2020

Aujourd'hui, l'Internationale Socialiste observe solennellement la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Aujourd'hui, nous pensons aux six millions de juifs et innombrables membres d'autres minorités qui ont perdu la vie dans l'Holocauste, un événement ayant tragiquement entaché l'histoire de l'humanité qui ne doit jamais être oublié ni diminué. La famille sociale-démocrate

attache la plus grande importance au souvenir et aux leçons apprises de cette tragédie pour s'assurer qu'elle ne puisse jamais se reproduire.

La récente recrudescence d'actes antisémites dans diverses régions du monde, notamment les violences à l'encontre de membres de la communauté juive, est hautement préoccupante. L'Holocauste n'a pas été un moment isolé de l'histoire, mais trouve ses causes profondes dans plusieurs siècles d'antisémitisme et de discrimination contre les juifs. Il incombe aux gouvernements, partis politiques et dirigeants de tous les pays de prendre des mesures pour reconnaître, affronter et lutter contre l'antisémitisme, où qu'il se manifeste.

Tel que mentionné dans la déclaration adoptée par le Conseil de l'Internationale Socialiste de janvier 2019 à Saint-Domingue relative à la Mémoire de l'Holocauste, l'IS rejette tout déni de l'Holocauste et exhorte les gouvernements et les partis politiques du monde entier à lutter contre ce dernier et toute forme de racisme et de discrimination. L'IS réitère une nouvelle fois sa condamnation de toute manifestation d'intolérance religieuse, de provocation, de harcèlement ou de violence à l'égard de personnes ou de communautés en raison de leur origine ethnique ou de leur croyance religieuse, où qu'elle se produise.

Trump et Netanyahu n'ont pas proposé la paix

29 Janvier 2020

C'est avec une vive inquiétude que l'Internationale Socialiste a pris connaissance du plan présenté hier par le président américain, M. Trump, et le Premier ministre israélien par intérim, M. Netanyahu, relatif au conflit israélo-palestinien qui ne prend nullement en considération l'une des deux parties, les Palestiniens. Cette proposition fait fi de la réalité que connaissent les Palestiniens sur le terrain et exacerbe la situation puisqu'elle ne propose aucune résolution du conflit.

L'IS s'est longuement engagée à soutenir et œuvrer pour la paix au Moyen-Orient, une région dans laquelle l'organisation compte des partis membres tant en Israël qu'en Palestine. Dans les efforts déployés par l'organisation pour contribuer à la paix dans la région, l'IS demeure convaincue qu'il ne peut y avoir de solution au conflit ni de paix durable si elle n'est pas conclue et instaurée par les deux parties au conflit.

Par conséquent, les deux parties doivent négocier et convenir d'une solution afin d'en assurer la permanence et la reconnaissance par l'ensemble de la communauté internationale qui soutient la paix dans les diverses décisions et résolutions des Nations Unies et de leur Conseil de sécurité, et conformément au droit international.

Cela fait de nombreuses années que l'Internationale Socialiste soutient la solution des deux États, œuvrant aux côtés des Israéliens et des Palestiniens, sans le consentement et l'aval de qui la paix ne sera jamais possible.

Colloque: Pierre Mauroy ou la passion de l'Internationale

31 Janvier 2020



Maurice Braud @BraudMaurice · Jan 31

Luis Ayala, Secrétaire général de l'Internationale socialiste, rappelle le rôle de Pierre Mauroy au Chili en 1988 pour manifester contre la dictature de Pinochet



Vendredi 31 janvier 2020, l'Institut Pierre Mauroy a organisé un colloque au Sénat en France, sous le titre: "Pierre Mauroy ou la passion de l'Internationale" en l'honneur de l'engagement de Mauroy dans les affaires internationales. Le Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste Luis Ayala, qui était l'un des orateurs invités à l'événement, a souligné l'importante contribution que Pierre Mauroy a apportée à la politique internationale et en particulier son rôle au sein de l'Internationale

Socialiste, d'abord comme l'un de ses vice-présidents, puis en tant que président. Il a rappelé qu'une de ses premières rencontres avec Mauroy avait eu lieu dans son pays d'origine, le Chili, alors que le pays était encore sous la dictature militaire, et a commenté sur l'engagement actif de Mauroy tout au long de sa vie avec les principes et les valeurs de la famille politique social-démocrate mondiale.

Le colloque, qui était présidé par Michel Thauvin, coprésident de l'Institut, a également reçu un message du Secrétaire Général de l'ONU, António Guterres, un ancien président de l'Internationale Socialiste.



Leader du PAICV, Janira Hopffer Almada

Secrétaire Général de l'IS au Cabo Verde pour le XVIe Congrès du PAICV

1-2 Février 2020

Secrétaire Général de l'IS au Congrès du PAICV, 2 février 2020





Pedro Pires, ancien président du Cabo Verde (à gauche), José Maria Neves, ancien Premier ministre du Cabo Verde et ancien leader du PAICV (deuxième à droite)



Secrétaire Général de la IS, Luis Ayala, avec le leader du PAICV Janira Hopffer Almada



SI Secrétaire Général, Luis Ayala, avec Miguel Vargas, leader du PRD, et le Ministre des Affaires Étrangères de la République Dominicaine

L'IS en République Dominicaine pour les élections

Février 2020



Le Secrétaire Général de l'IS au Sénégal pour Hommage à Ousmane Tanor Dieng

23 Février 2020



Dimanche 23 février 2020, le Parti socialiste du Sénégal a organisé un hommage spécial au siège du parti pour honorer la mémoire d'Ousmane Tanor Dieng, leur ancien chef de parti décédé le 15 juillet 2019.

Le Secrétaire Général de l'IS a été spécialement invité à assister et à prendre la parole au nom de l'Internationale Socialiste dont Tanor Dieng a été un vice-président et ancien président du Comité Afrique de

l'IS. L'événement, qui a attiré un grand nombre de participants, a été adressé par le président de la République du Sénégal, SE Macky Sall, et l'actuelle Secrétaire Générale du PS, Aminata Mbengue Ndiaye, parmi d'autres éminents dirigeants et membres de sa famille.



Le Secrétaire Général de l'IS, Luis Ayala, avec Aminata Mbengue Ndiaye, Secrétaire Générale du Parti socialiste du Sénégal



Forum de la Fondation Colosio au Mexique: le renforcement des partis politiques face aux nouveaux défis mondiaux

3 Mars 2020



Le Secrétaire Général de l'IS, Luis Ayala, a été invité à prononcer un discours de fond lors d'un forum organisé par la Fondation Colosio au Mexique sur la question du renforcement des partis politiques face aux nouveaux défis mondiaux. La réunion a également été abordée par Alejandro Moreno, président du parti membre de l'IS, le PRI du Mexique, et Rafael Michelini, chef de Nuevo Espacio, Uruguay, un vice-président de l'IS. Le forum était présidé par José Murat, président de la Fondation Colosio.

Journée Internationale des Femmes

8 Mars 2020



L'IS revient en République dominicaine pour des élections

14 Mars 2020



Le Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste et les observateurs électoraux internationaux en République Dominicaine



L'heure est à la véritable solidarité - Déclaration de l'Internationale Socialiste sur la pandémie COVID-19

2 Avril 2020



La transmission généralisée et sans précédent du coronavirus dans le monde entier menace la vie et les moyens de subsistance des populations, quels que soient leur pays et leur parcours de vie. Ceci révèle à quel point le monde est interconnecté et interdépendant, et la coopération internationale est déterminante dans la lutte pour endiguer cette pandémie mondiale. Le multilatéralisme et la solidarité sont les pierres angulaires de nos convictions sociales-démocrates, et les valeurs et principes qui nous unissent au sein de notre Internationale nous appellent à demeurer unis en

cette période cruciale pour surmonter cette menace mondiale.

L'heure est à la véritable solidarité. Alors que nous faisons face à cette urgence mondiale, la priorité immédiate est de sauver des vies, en s'assurant que les plus vulnérables à la maladie sont protégés. Nous savons que l'ensemble de nos partis membres dans leur pays respectif font tout ce qui est en leur pouvoir pour prévenir et arrêter la propagation du virus, et viennent en renfort aux inlassables efforts déployés par le personnel de santé et toutes les personnes du corps médical qui se retrouvent en première ligne de ce combat.

Les conséquences économiques désastreuses de l'épidémie alimentent également une profonde incertitude et souffrance. La véritable étendue des dégâts causés à l'économie mondiale par la propagation du COVID-19 ne sera pas appréhendée avant un certain temps, or il revient aux gouvernements d'agir fermement pour atténuer les difficultés économiques que connaissent bon nombre des plus pauvres de nos sociétés, ainsi que les migrants, les réfugiés et les populations marginalisées. La communauté internationale doit également venir en aide aux différentes régions du monde non pourvues des ressources et infrastructures nécessaires pour lutter contre le virus et traiter les personnes infectées.

La pandémie du coronavirus a mis en avant, de manière dramatique, notre position relative au besoin vital de services de santé publique efficaces et robustes, ainsi qu'au droit de tout citoyen d'avoir accès, sans entrave, aux soins de santé. Elle a également mis l'accent sur le rôle fondamental des gouvernements qui doivent pourvoir aux besoins de leurs citoyens en cas d'urgence nationale, et l'importance de compter sur des services publics solides et opérationnels en tout temps.

Nous avons été témoins des restrictions imposées aux libertés individuelles pour sauver des vies, sous la forme de mesures restrictives visant à circonscrire la propagation de l'épidémie et du recours à la surveillance numérique. Nous reconnaissons, il est vrai, que ces mesures inédites sont un outil important de lutte contre la pandémie, mais elles doivent être assorties de transparence, d'un délai et doivent se soumettre à une surveillance démocratique. Par ailleurs, ces mesures ne peuvent en aucun cas servir de prétexte pour miner les institutions démocratiques, la liberté d'information et le droit à la vie privée.

Cette période est difficile pour tous et toutes, or elle est également propice à l'ouverture à de nouvelles perspectives, connaissances et sagesse au sujet de nos vies et de nos sociétés. Alors que nous sommes plus que jamais conscients de notre humanité commune, nous devons surmonter les conflits et travailler ensemble, en solidarité. Comme l'a déclaré le Secrétaire Général des Nations Unies, António Guterres, il y a quelques jours, il est impératif que les belligérants baissent les armes et rejoignent la lutte contre l'ennemi commun – le coronavirus.

En tant que sociaux-démocrates, en tant que mouvement international, en tant que partis et en tant qu'individus, nous faisons tous partie intégrante des efforts de lutte contre la pandémie de COVID-19. En cette période, l'ensemble de notre famille politique soutient avec fermeté et solidarité tous ses membres, ceux qui sont au gouvernement et ceux de l'opposition qui font tout leur possible pour garantir une sortie rapide, juste et humaine de la crise.

COVID-19 : Opinions et mises à jour



COVID-19: Make it the Last Pandemic, 12 mai 2021

Report from the Independent Panel, Co-Chaired by Helen Clark, former prime minister of New Zealand, and Ellen Johnson Sirleaf, former President of Liberia and Nobel Laureate

La trampa de la falsa antinomia, 11 mai 2021

Jesús Rodríguez, Union Civique Radicale, UCR, Argentine, Vice-président de l'Internationale Socialiste

Non paper Español: Iniciativa "Vacunas para todos", 7 mai 2021

Pedro Sánchez, Président du gouvernement espagnol, Secrétaire Général du PSOE, y Vice-président de l'Internationale Socialiste

Address to the Council of the Socialist International Women - Reinventing our future after Covid-19, 30 avril 2021

SI Secretary General Luis Ayala

Carta Aberta pela Quebra das Patentes para o Combate à Covid-19, 29 mars 2021

Carlos Lupi, Président du Parti Travailleur Démocratique, PDT, et Vice-Président de l'Internationale Socialiste

Le monde a besoin d'un «vaccin populaire» contre le coronavirus, pas d'un monopole des grandes entreprises pharmaceutiques, 23 juillet 2020

Helen Clark, ancienne première ministre de la Nouvelle-Zélande et membre de la Commission mondiale sur la politique en matière de drogues; et Winnie Byanyima, directrice exécutive d'UNAids et sous-secrétaire générale de l'ONU

La resilience face a la pandémie de la Covid-19 & les perspectives de sortie de crise, 6 juillet 2020

Contribution du Parti Socialiste du Senegal a la reflexion prospective

Developing a political strategy in the post pandemic world, 4 juin 2020

Norberto B. Gonzales, Président du PDSF, Philippines, et Ancien Conseiller à la Sécurité Nationale et Ministre de la défense

Letter of President Milo Djukanović on the current pandemic crisis, 3 juin 2020

Parti des Socialistes Démocratiques du Monténégro, DPS

La pandémie de Corona, une opportunité pour le lancement d'un modèle de développement sur des bases saines, 26 mai 2020

Driss Lachguar, Premier Secrétaire de l'USFP, Maroc

La lucha contra la pandemia se está haciendo a partir de las convicciones socialdemócratas, 26 mai 2020

Samuel Doria Medina, Président de l'Unité Nationale, Bolivie

La pandémie du COVID-19 au Mali, 20 mai 2020

Dr. Bokary TRETÀ, PrÃ©sidente Afrique de l'IS; Sr. Ousmane KONE, ancien ministre de la SantÃ©; Sr. Lamine DIARRA, ancien Conseiller technique au MSAS

In Iran the corona virus a new challenge for the Kurdish people, 20 mai 2020

Khalid Azizi, SecrÃ©taire GÃ©nÃ©ral du Parti dÃ©mocratique du Kurdistan (KDP-IRAN)

Coronavirus is threatening Slovakia and the social state, 20 mai 2020

Robert Fico, PrÃ©sident de SMER-SD

Ganar la guerra a la pandemia, tambiÃ©n a la desigualdad y al estancamiento, 18 mai 2020

CuauhtÃ©moc CÃ¡rdenas, Mexique, PrÃ©sident Honoraire de l'IS

COVID-19 in Iraqi Kurdistan, 16 mai 2020

Soran Jamal Taher, Chef du bureau des relations du PUK

Letter regarding the COVID-19 situation in Bulgaria, 15 mai 2020

Kornelia Ninova, PrÃ©sidente du Parti Socialiste Bulgare, Vice-PrÃ©sidente de l'IS

De la cuarentena a la sesentena, 14 mai 2020

Mauricio Mulder, PrÃ©sident de la Commission Politique du Parti Aprista PÃ©ruvien

COVID-19 em Angola, 12 mai 2020

Commission multisectorielle pour prÃ©venir et combattre COVID 19, RÃ©publique d'Angola

DÃ©mocratie et pandÃ©mie en Argentine, 11 mai 2020

Lilia Puig, PrÃ©sidente de la Fondation Alem, fondation officielle de l'UCR, et parlementaire du Mercosur

Corona Pandemic and Indian Response, 10 mai 2020

Anand Sharma, DÃ©putÃ© du CongrÃ¨s National Indien, Vice-prÃ©sident du Parti Parlementaire de l'INC, Ancien Ministre du Cabinet de l'Union

The Anatomy of the Human, Political and Social Dimensions of the Covid-19 Pandemic in South Africa, 8 mai 2020

Seiso Mohai, DÃ©putÃ© de l'ANC, Chef du Conseil national des provinces au Parlement de la RÃ©publique sud-africaine

Le temps du changement ! 7 mai 2020

Mustapha Ben Jaafar, ETTAKATOL, PrÃ©sident Honoraire de l'IS, PrÃ©sident de l'AssemblÃ©e Nationale Constitutionnelle (ANC) de Tunisie 2011-2014

Letter from the Lithuanian Social Democratic Party, 6 mai 2020

Gintautas Paluckas, PrÃ©sident du LSDP

Armenia and COVID-19 In the international context: Solidarity and commitment, 5 mai 2020

Mario Nalpatian, FRA Parti Socialiste ArmÃ©nien, Vice-PrÃ©sident de l'IS

Working to hold back the coronavirus in Pakistan, 3 mai 2020

Shazia Marri, Parti du Peuple du Pakistan, Vice-PrÃ©sidente de l'IS

L'AlgÃ©rie, Ã l'heure de la pandÃ©mie, 1 mai 2020

Dr. Hakim Belahcel, Premier SecrÃ©taire National du FFS, AlgÃ©rie

Coronavirus/COVID-19 en Haïti, 30 avril 2020

Victor Benoit, RSD Haïti, Vice-PrÃ©sident de l'IS

Globalisation, solidarity and cooperation, 28 avril 2020

Eero HeinÃ¤luoma, Vice-PrÃ©sident de l'IS, Membre du Parlement EuropÃ©en
Tero Shemeikka, SecrÃ©taire International, Parti Social-DÃ©mocrate Finlandais

Message de Carlos Lupi, 28 avril 2020

PrÃ©sident du PDT, BrÃ©sil, Vice-PrÃ©sident de l'IS

Italy and the pandemic, 27 avril 2020

Pia Locatelli, PSI Italie, Vice-PrÃ©sidente de l'IS

COVID-19 update from San Marino, 25 avril 2020

Gerardo Giovagnoli, Secrétaire Général, PSD

In Israel: Of Corona and Politics, 25 avril 2020

Colette Avital, Parti Meretz, Vice-Présidente de l'IS

The world, Russia and the COVID-19 pandemic, 23 avril 2020

Alexander Romanovich, Parti Une Russie Juste, Vice-Président de l'IS

Déclaration sur COVID-19, 21 avril 2020

L'Internationale Socialiste des Femmes

Una solución global para una pandemia global, 20 avril 2020

Ricardo Lagos, ancien président du Chili

A letter of solidarity, 10 avril 2020

Kemal Kılıçdaroğlu, leader du CHP, Turquie

Déclaration du Parti Socialiste sur la lutte contre la pandémie COVID-19, 5 avril 2020

PS, Senegal

COVID-19 situation in Spain, 3 avril 2020

PSOE

Chile: Déclaration commune des trois partis membres de l'IS, 3 avril 2020

PPD, PR, PS

L'IS observe le 50e anniversaire du Jour de la Terre

22 Avril 2020



L'IS sur le nouveau gouvernement de coalition en Israël

15 Mai 2020

L'Internationale Socialiste (IS) a été à l'avant-poste de nombreux efforts de résolution des conflits dans le monde, avec pour engagement sous-jacent la conduite d'échanges ouverts et honnêtes et la recherche de la paix dans le respect d'une idéologie commune et en tant que famille politique. Ceci n'a jamais été aussi vrai qu'au Moyen-Orient où, aux côtés de ses partis membres du monde entier, l'IS plaide continuellement en faveur d'une solution des deux États pour parvenir à la paix.

L'IS a rassemblé les représentants des deux camps autour d'un engagement commun à la résolution juste et pérenne du conflit pour parvenir à la paix, la sécurité, la stabilité et la prospérité en Israël et en Palestine en tant qu'États souverains indépendants. Parmi ces représentants figuraient les hommes d'État Yitzhak Rabin et Shimon Peres qui, en

tant que responsables du Parti travailliste israélien, se sont engagés à dialoguer avec, et à impliquer leurs homologues palestiniens dans la famille politique commune de l'IS, mais également, en tant que Premier ministre israélien, à rechercher la paix avec les Palestiniens.

L'engagement des partis membres de l'IS en Israël et en Palestine au processus de paix et à la solution des deux États, au dialogue et à la recherche du consensus a eu une forte incidence sur la cause de la paix au Moyen-Orient. La position de l'IS sur la question palestinienne est le fruit de discussions sérieuses, approfondies et animées, entreprises de bonne foi par les représentants de l'ensemble de ses partis membres dans le cadre des réunions de l'IS, et ne pouvant en aucun cas être annulées unilatéralement par un quelconque parti membre.

L'IS a exprimé en de nombreuses occasions son rejet ferme de l'expansion des colonies illégales israéliennes et a appelé la communauté internationale à respecter collectivement ses responsabilités au titre du droit international en mettant un terme à l'occupation des territoires palestiniens et à toute entrave imposée au peuple palestinien à l'exercice de son droit à l'autodétermination. Le Premier ministre Netanyahu prévoit d'accroître les colonies et d'annexer de vastes pans de territoires palestiniens occupés et de la vallée du Jourdain dans une tentative d'enterrer définitivement tout espoir d'un État palestinien indépendant selon ses frontières de 1967. Cette politique vient également ébranler la position de l'État d'Israël et la perspective d'un avenir de paix et de stabilité pour ses citoyens.

La décision du Parti travailliste israélien de rejoindre un gouvernement qui tente d'agir de la sorte est contraire aux principes de l'IS exigeant de ses membres le soutien des actions internationales en faveur de la paix, de la tolérance, du dialogue, de la compréhension et de la coopération entre les peuples. L'IS déplore profondément qu'un parti riche d'une longue histoire au sein de la famille mondiale des partis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes choisisse d'emprunter une voie qui contredit ses valeurs et positions fondamentales et porte atteinte aux perspectives de paix au Moyen-Orient.

Le Venezuela, une préoccupation pour tous les démocrates

28 Mai 2020

Une fois de plus, le régime de Nicolás Maduro au Venezuela frappe les consciences de la communauté internationale et des démocrates du monde entier.

Le tribunal suprême de justice illégitime de ce pays, complaisant vis-à-vis du régime et constitué de manière irrégulière et sans considération pour la Constitution du Venezuela, a décidé de ne pas reconnaître la légitimité de l'élection de la direction de l'Assemblée nationale pour la législature 2020-2021 actuellement présidé par Juan Guaidó, élu à une large majorité par ses membres en janvier dernier. Dans le même temps, une direction avec à sa tête Luis Parra, qui avait reçu le soutien d'une minorité de membres de l'Assemblée en janvier, a été déclaré légitime par ledit tribunal lui octroyant des compétences constitutionnelles et légales.

De toute évidence, l'Assemblée nationale – unique espace et institution légitime dans un cadre marqué par l'absence de droits, de libertés et de garanties aujourd'hui au Venezuela – subit un nouvel assaut du régime autoritaire de Nicolás Maduro.

Notre Internationale, qui regroupe des partis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes de diverses régions du monde, proteste avec énergie contre cette nouvelle agression à l'encontre de la seule institution étatique à la fois démocratique et légitime de ce pays, où des femmes et des hommes, des enfants, des adultes et des aînés souffrent actuellement des conséquences du manque de gouvernance, de la répression, de la pénurie de nourriture et de l'absence de services de santé qui forcent des millions de citoyens à émigrer dans des conditions inhumaines.

En outre, notre organisation hausse la voix contre la demande d'une autre autorité complaisante à l'institutionnalisation de l'État vénézuélien actuel, à savoir le procureur général, réclamant que l'un de nos partis membres au Venezuela, Voluntad Popular, soit qualifié d'organisation terroriste. Ce parti participe depuis des années à nos activités et nous connaissons bien son fondateur Leopoldo López, Juan Guaidó, Freddy Guevara, ainsi que ses autres dirigeants et membres, avec qui nous travaillons depuis la création du parti. Nous partageons avec eux notre engagement et nos efforts pour faire avancer les libertés et les droits de nos citoyens, renforcer nos démocraties, offrir des perspectives à tous et pratiquer une bonne gouvernance. Il ne fait aucun doute que l'opinion publique internationale réagira fermement à toute tentative de diabolisation et de destruction de la voix de ce parti politique, et en cela nous comptons avec le concours de tous les démocrates des différents pays du monde.

L'IS dénonce l'arrestation de Mikalai Statkevich au Bélarus

1 Juin 2020

Mikalai Statkevich, leader de Narodnaya Gramada, notre parti membre au Bélarus, a été condamné ce matin à 15 jours de prison après avoir été arrêté hier par le régime d'Alexander Lukashenko.

Les élections présidentielles au Bélarus doivent se tenir le 9 août 2020 et l'emprisonnement de M. Statkevich fait suite au rejet de son inscription, il y a plusieurs jours, en tant que candidat présidentiel, sur des allégations du régime selon lesquelles il possède un casier judiciaire depuis son incarcération au moment des élections de 2010.

Mikalai Statkevich avait été écroué en 2010 pour avoir participé aux manifestations prodémocratie concernant le déroulement des élections présidentielles, auxquelles il était candidat, et emprisonné pendant cinq ans dans des conditions très dures. Après sa libération, M. Statkevich n'a cessé de s'impliquer activement dans les efforts en faveur de la démocratie dans son pays et a régulièrement pris part à des réunions de l'Internationale Socialiste, dont il copréside le Comité pour la CEI, le Caucase et la mer Noire qui s'est réuni la dernière fois au Bélarus en novembre dernier, accueilli par son parti.

Ces derniers jours, la répression du régime s'est intensifiée alors que des rassemblements pacifiques de l'opposition ont eu lieu et un certain nombre d'autres militants prodémocratie ont été arrêtés.

L'Internationale Socialiste appelle ses membres du monde entier à exiger la libération immédiate de Mikalai Statkevich et des autres prisonniers incarcérés ces derniers jours. Seule la tenue d'élections libres et justes au Bélarus est acceptable, rien d'autre.

Non ! à toute forme de racisme et de discrimination



Les manifestations du mouvement *Black Lives Matter* et contre le racisme qui ont émaillé les villes autour du monde après la mort de George Floyd provoquée par un policier à Minneapolis le 26 mai dernier, sont autant d'appels à l'action qui tarde à être menée pour mettre un terme une fois pour toutes au racisme systémique qui prévaut dans tant de pays à travers le monde.

Le principe selon lequel «Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits» est un pilier fondamental de

l'identité de notre Internationale depuis sa création, laquelle a toujours été à l'avant-poste de la lutte contre toute forme de discrimination fondée sur la race, la couleur de peau, l'origine ethnique, la culture, le sexe, la classe ou la religion. Nous resterons toujours engagés à poursuivre notre action à tous les niveaux, à l'échelle nationale et internationale, pour éliminer le fléau du racisme et demeurer vigilants afin que tous les droits de toutes les personnes partout dans le monde soient pleinement respectés.

La démocratie et ses acteurs – ennemis de Maduro

16 Juin 2020

Original: espagnol

Hier au Venezuela, à la suite de la décision adoptée par le tribunal suprême de justice illégitime obéissant au régime autoritaire de Nicolás Maduro, a été annoncée la suspension de la direction nationale d'Acción Democrática, un parti membre de l'Internationale Socialiste dirigé par Henry Ramos, leader de ladite formation politique et l'un des vice-présidents de cette organisation mondiale de partis sociaux-démocrates, socialistes et travaillistes.

Cette nouvelle escalade contre les acteurs démocratiques du pays et, dans ce cas, contre Acción Democrática, un parti aujourd'hui fier de ses 78 ans d'histoire tant au gouvernement que dans l'opposition en garantie des libertés et droits de tous les Vénézuéliens, se produit dans un contexte de persécution constante de l'opposition et de nombreux d'emprisonnements, notamment de parlementaires, de dirigeants et leaders politiques ainsi que d'autres citoyens victimes de la répression de la part du système autoritaire érigé par le gouvernement de Nicolás Maduro qui s'achemine vers le musellement et l'élimination de toute opinion critique envers ou contraire à sa gestion. En ligne avec cet objectif, le régime lui-même, par l'entremise du tribunal suprême de justice, a également nommé la nouvelle direction d'Acción Democrática composée de nouveaux membres subordonnés aux desseins du régime de Maduro.

Nous voulons par ailleurs dénoncer la double stratégie du régime visant d'une part à éliminer l'un après l'autre tous les partis politiques démocratiques aujourd'hui dans l'opposition, parmi lesquels se trouvent également d'autres membres de l'Internationale Socialiste tels que les partis Un Nuevo Tiempo et Voluntad Popular, et d'autre part à organiser un simulacre d'élections pour une nouvelle Assemblée nationale avec pour seuls participants ceux approuvés par Nicolás Maduro.

Comme cela est visible jour après jour, le peuple vénézuélien, soumis à la répression, confronté à la famine, à un système de santé en crise en pleine pandémie, et assujéti aux desseins versant de plus en plus dans l'autoritarisme, exige de toute urgence l'attention de la communauté internationale. Pour notre part, nous continuerons à être activement du côté de nos camarades, de nos partis membres, et de tous ceux qui souffrent des injustices et du manque de libertés et de droits, jusqu'à ce que le peuple vénézuélien renoue avec sa démocratie.

L'IS renouvelle son appel au rejet international de l'annexion israélienne et au soutien de la solution des deux États

24 Juin 2020

L'Internationale Socialiste réitère que l'annexion unilatérale planifiée par Israël de vastes territoires de la Cisjordanie occupée en Palestine constituerait une violation manifeste du droit international et un coup dévastateur porté à toute perspective future de paix et d'un État pour le peuple palestinien. Face à cette grave menace à la paix future, l'IS appelle à nouveau ses partis membres, les gouvernements et la communauté internationale au sens large à réitérer leur soutien à un État palestinien et à la solution des deux États.

Tel que l'a indiqué l'IS lors de la première présentation du plan d'annexion par le président américain Trump et le Premier ministre israélien Netanyahu, cette proposition ignore la réalité sur le terrain et ne donne aucune considération aux Palestiniens. Elle n'offre aucune résolution du conflit et exacerbera la situation, dans une tentative de mettre définitivement fin à toute perspective de voir un État de Palestine indépendant selon les frontières de 1967. Dans une déclaration publiée le mois dernier, l'IS a souligné que cette politique vient simultanément ébranler la position de l'État d'Israël et la perspective d'un avenir de paix et de stabilité pour ses citoyens, un fait qui a été soulevé avec inquiétude par de nombreux amis véritables d'Israël tant à l'échelle nationale qu'internationale.

Pour mettre un terme au conflit et assurer une paix durable, il est fondamental que toute solution dégagée soit acceptée par les deux parties. En d'autres termes, toute résolution ne sera permanente que si elle est négociée et acceptée par les deux parties, et reconnue par l'ensemble de la communauté internationale qui soutient la paix conformément au droit international et aux diverses décisions et résolutions des Nations Unies et de leur Conseil de sécurité. Il est regrettable que le gouvernement israélien actuel ne fasse preuve d'aucune volonté de négocier la paix et se fonde, au contraire, sur des actions unilatérales soutenues par une administration américaine qui semble déterminée à saboter toute perspective future de paix et éroder l'adhésion au droit international.

L'IS a la chance de compter parmi ses partis membres certains des plus fervents défenseurs de la paix et de la solution des deux États en Israël et en Palestine, et tant que ces forces poursuivent leur lutte et se font entendre, l'espoir d'un règlement pacifique demeure. En revanche, la concrétisation du plan d'annexion entraînera un risque grave de voir les défenseurs de la paix de plus en plus marginalisés et tout espoir d'instauration d'un État pour les Palestiniens par la voie des négociations sera anéanti. C'est la raison pour laquelle l'heure est cruciale, les personnes opposées à ce plan d'annexion illégale doivent unir leurs forces et agir.

Le moment est venu pour la communauté internationale dans son ensemble d'élever la voix et de défendre les droits du peuple palestinien, des droits qui sont bafoués depuis trop longtemps. Cela fait de nombreuses années que l'IS appelle à une reconnaissance immédiate et inconditionnelle de l'État de Palestine dans les frontières de juin 1967 avec Jérusalem-Est pour capitale, en réponse à des décennies d'échecs successifs à atteindre la paix par des processus de paix bilatéraux. De nombreux gouvernements, dont un grand nombre sont dirigés par des partis membres de l'IS, ont déjà reconnu officiellement l'État de Palestine, mais cette dernière menace à l'État palestinien exige un renouvellement des efforts pour en garantir la reconnaissance juridique. À cette fin, l'IS réaffirme aujourd'hui son appel à l'ensemble des gouvernements qui ne l'ont pas encore fait de reconnaître immédiatement la Palestine, et exhorte ses partis membres à intensifier leurs efforts pour s'assurer que cela se produise dans leur pays respectif.

Les demandes du peuple palestinien pour la fin de l'occupation et du système de ségrégation, la fin de la discrimination et le droit à la pleine égalité, de même que l'exercice du droit à l'autodétermination par la création d'un État de Palestine selon les frontières de 1967, demeurent inchangées. Ces demandes légitimes ne seront pas péjorées par les actions unilatérales prises par Israël en violation du droit international, et l'IS réitère sa solidarité avec l'opposition palestinienne non violente et tous ceux qui luttent pour les droits et libertés des Palestiniens.

L'IS proteste contre la recrudescence des persécutions subies par les membres de l'IS et de l'opposition au Bélarus

26 Juin 2020

En amont des prochaines élections du 9 août au Bélarus, les persécutions menées par le régime d'Alexander Lukashenko contre les opposants politiques ont non seulement continué, mais se sont intensifiées avec une violente répression.

Dans sa déclaration publique du 1^{er} juin, l'Internationale Socialiste dénonçait la condamnation de Mikalai Statkevich, leader de son parti membre au Bélarus, Narodnaya Gramada, et coprésident du Comité de l'IS pour la CEI, le Caucase et la mer Noire, dont l'inscription comme candidat présidentiel a été rejetée, à quinze jours de prison pour avoir participé à des manifestations pacifiques pour des élections libres et justes.

À la fin de cette incarcération, Mikalai Statkevich n'a pas été relâché pour autant. Alors qu'il était encore derrière les barreaux, il a fait l'objet d'un nouveau procès, sans représentation juridique, avant d'être une nouvelle fois condamné à une peine de prison. Depuis lors, il s'est avéré qu'un autre procès à huis clos a eu lieu, le condamnant à nouveau. Les conditions d'incarcération sont décrites comme déplorables et M. Statkevich n'a pas le droit de contacter son avocat ou sa femme, Marina Adamovich, qui n'a cessé de demander des informations sur son mari. Mikalai Statkevich n'est pas le seul détenu dans de telles conditions et visé par des condamnations à répétition, de nombreux autres militants démocratiques le sont également, à l'instar de plusieurs soi-disant « candidats contestataires » dont l'inscription au scrutin présidentiel a été refusée, parmi lesquels figurent Veronika Mishchanka, Volha Mikalaichyk et le blogueur Sergey Tikhanovskaya ; de même que d'autres militants, dont de nombreux membres de Narodnaya Gramada, et le candidat présidentiel Viktor Babariko, ancien responsable de la Belgazprombank.

À la clôture du processus d'inscription sur les listes électorales du scrutin présidentiel, le 19 juin, Narodnaya Gramada nous informait qu'un total de sept candidats avaient pu

soumettre les documents nécessaires et que la liste comportait certains candidats inscrits par le régime sans être de véritables opposants à Lukashenko. Les manifestations qui s'ensuivirent contre Alexander Lukashenko ont été violemment réprimées et des centaines de manifestants ont été brutalement arrêtés et détenus au secret.

Hier, le 25 juin, alors que la répression se poursuivait, le Secrétaire Général de Narodnaya Gramada, notre camarade Sergey Sparish, a été violemment appréhendé dans son appartement par des agents du gouvernement et nous n'avons actuellement aucune indication du lieu où il se trouve.

L'Internationale Socialiste dénonce avec force ces agissements barbares du régime dictatorial de Lukashenko et réitère son appel à la libération de tous les prisonniers politiques et à la tenue d'élections libres et justes au Bélarus.

L'IS appelle à la libération immédiate de Mikalai Statkevich

2 Juillet 2020



Mikalai Statkevich est accusé d'avoir commis un crime au titre de la Première partie de l'article 342 du Code pénal du Bélarus, en organisant des actions portant atteinte à l'ordre public. M. Statkevich est le leader du parti membre de l'IS au Bélarus, Narodnaya Gramada, et co-président du Comité de l'IS pour la CEI, le Caucase et la mer Noire. En 2010, alors candidat présidentiel, il a été incarcéré pour avoir participé à des manifestations pacifiques et condamné à cinq ans de prison dans des

conditions déplorables.

En empêchant M. Statkevich de se présenter comme candidat aux prochaines élections présidentielles prévues le 9 août, brandissant sa peine de prison en 2010 comme prétexte, Alexander Lukashenko, à la tête du régime autoritaire au Bélarus, a clairement l'intention de le maintenir derrière les barreaux.

Le 30 juin, alors qu'il est sous les verrous depuis le 31 mai, il s'est vu octroyer une entrevue de 10-15 minutes avec son avocat, Uladzimir Sazanchuk, qui a déclaré que M. Statkevich rejetait catégoriquement les accusations, les qualifiant d'absurdes, et a indiqué n'avoir commis aucun crime. La persécution subie par M. Statkevich s'inscrit dans le cadre de violentes répressions contre les opposants politiques et des centaines d'arrestations, des évolutions que l'IS a fermement condamnées. L'Internationale Socialiste est restée en contact avec Marina Adamovich, la femme de Mikalai Statkevich, ainsi qu'avec ses camarades de la direction du parti depuis son arrestation le 31 mai dernier, et a suivi étroitement et condamné avec force les violents enlèvements et arrestations d'autres membres du parti, à l'instar de son Secrétaire Général, Sergey Sparish.

La libération de tous les prisonniers politiques et la tenue d'élections libres et justes au Bélarus doivent être une priorité partagée aujourd'hui par l'ensemble des démocrates à travers le monde, après les nombreuses années au cours desquelles le régime de Lukashenko a maintenu le pouvoir en étouffant les libertés et les droits du peuple bélarusse.

L'IS rejette et condamne les nouvelles mesures de Maduro visant à éliminer les partis politiques de l'opposition

8 Juillet 2020

original : espagnol

Comme l'Internationale Socialiste a déjà dénoncé, Nicolás Maduro et son régime continuent de mettre en œuvre le projet d'élimination des partis politiques de l'opposition, seuls piliers démocratiques encore debout dans l'univers autoritaire et dictatorial du Venezuela.

Après avoir ordonné à ses subordonnés du tribunal suprême de justice du Venezuela, lequel exécute la moindre instruction de Maduro, d'intervenir et de placer des agents de confiance et loyaux envers son régime dans la direction d'Action démocratique, parti membre de notre Internationale, puis dans celle du parti Primero Justicia, aussi du monde démocratique, il vient de faire de même hier pour le parti Voluntad Popular, également membre de notre organisation, dont la trajectoire et l'engagement démocratique, ainsi que ceux de son leader, Leopoldo López, sont largement reconnus, et dont provient aussi Juan Guaidó, président de l'Assemblée nationale.

La stratégie de Maduro visant à éliminer l'un après l'autre les partis démocratiques, transférant leur direction à des partisans du régime ou à quiconque est dans l'attente de responsabilités de sa part, ne sera jamais reconnue par les véritables démocrates ni par la communauté internationale. Ce qui est aujourd'hui partagé et se sait à travers le globe c'est la douleur des Vénézuéliens, ceux qui ont perdu des proches dans la répression, ceux qui se retrouvent injustement emprisonnés ou persécutés, les malades livrés à eux-mêmes en cette période de pandémie, les émigrés, les exilés et les déplacés qui souhaitent retourner dans leur pays, ainsi que toutes les personnes qui souffrent des conséquences de l'autoritarisme et des carences qui frappent aujourd'hui le pays.

La seule voie et alternative possible, et comme nous l'avons aussi entendu de nos camarades vénézuéliens, est celle de la liberté, du respect des droits de tous et de la démocratie. Les efforts pour se maintenir au pouvoir déployés par les responsables du régime à travers l'autoritarisme, sur le dos de leurs citoyens et sous le joug de la répression, ne laissent présager que plus de douleur, de pauvreté et de mauvaise gouvernance. Seule la convocation dès que possible d'élections libres et justes, avec la participation pleine et entière de tous ceux qui respectent les règles de la démocratie, pourra ouvrir les portes de l'instauration d'un gouvernement pour tous qui donne la priorité à la vie, éradique la pauvreté et garantisse les libertés et les droits de tous les Vénézuéliens.



Srebrenica - L'IS marque le 25e anniversaire

11 Juillet 2020

Solidarité avec Beyrouth et le peuple libanais

6 Août 2020

L'Internationale Socialiste est profondément choquée et attristée des dégâts et des pertes humaines résultant de l'immense explosion survenue au port de Beyrouth le mardi 4 août. En conséquence de la déflagration, au moins 135 personnes ont été tuées, et plusieurs milliers blessées, avec plus de 300 000 personnes déplacées ou ayant perdu leur logement. L'ampleur des dégâts matériels est vaste, avec des bâtiments détruits sur la moitié de la ville, y compris des quartiers résidentiels, des hôpitaux et de grandes infrastructures au port et aux alentours de celui-ci. L'ampleur des dégâts est vraiment terrible, et l'IS exprime son entière solidarité au peuple de Beyrouth et du Liban ainsi qu'à toutes les personnes affectées, y compris au Parti socialiste progressiste (PSP), membre de l'IS, et à ses membres.

Ce désastre n'aurait pu survenir à un pire moment pour le Liban. En effet, le pays fait actuellement face à de grandes difficultés dans plusieurs domaines : il est confronté à une crise économique et financière au cours de laquelle sa devise a été considérablement dévaluée et la moitié du pays a plongé dans la pauvreté, ladite crise étant exacerbée par la corruption et une mauvaise gestion politique, face auxquelles le gouvernement doit assumer ses responsabilités. Le Liban continue d'héberger le plus grand nombre de réfugiés par habitant au monde, dont la majorité a fui la guerre civile de la Syrie voisine. L'intégralité des problèmes économiques, politiques et sociaux du pays ont été encore davantage exacerbés et amplifiés par la pandémie qui a frappé le monde au cours des derniers mois, le laissant mal équipé pour gérer les conséquences d'un désastre de cette ampleur.

L'aide internationale sera donc essentielle pour permettre au Liban de surmonter cette catastrophe, et l'IS appelle la communauté internationale à apporter un soutien immédiat et considérable. La priorité première doit être la prévention de souffrances et de pertes humaines supplémentaires, en localisant les survivants, en traitant les blessés et en subvenant aux besoins des nombreuses personnes qui nécessitent à présent un abri et de la nourriture. Au cours des mois à venir, un investissement important sera nécessaire pour reconstruire la ville et les moyens de subsistance de toutes les personnes affectées. L'IS est encouragée par les promesses d'aide et la mobilisation rapide des ressources aux quatre coins du monde. Elle incite urgemment tous les pays et organisations qui sont en mesure de le faire de formuler une telle promesse et de fournir l'aide ciblée, laquelle sera essentielle pour la reconstruction de Beyrouth.

Il va de soi que cette tragédie n'aurait jamais dû se produire, et qu'une enquête approfondie est nécessaire afin d'établir comment et pourquoi 2 750 tonnes de nitrate d'ammonium étaient stockées pendant des années au port de Beyrouth, malgré de nombreuses mises en garde concernant le grave danger que représente un explosif aussi puissant. Cette enquête devrait impliquer les organismes internationaux et doit être réalisée avec transparence, afin que les coupables soient tenus responsables.

Surmonter cet événement nécessitera une compassion, une coopération et une détermination extraordinaires, comme nous en avons été témoins au beau milieu de cette tragédie, lorsque les citoyens de Beyrouth se sont offerts de l'aide au moment où ils en avaient le plus besoin. La ville a par le passé été confrontée à de grandes difficultés, et nous sommes impatients de voir ré-émerger un Beyrouth dynamique et de retourner dans un endroit où notre organisation a mené de nombreuses réunions importantes avec succès. Les pensées de l'Internationale Socialiste et de tous ses partis membres accompagnent aujourd'hui le peuple de Beyrouth et nous continuerons de lui apporter notre soutien tout au long de cette période difficile et éprouvante.

Bélarus : L'IS rejette les résultats des élections annoncés et condamne la violence policière

10 Août 2020

L'Internationale Socialiste rejette les résultats annoncés lors de l'élection présidentielle au Bélarus et condamne fermement le recours à la violence contre les manifestants à travers le pays. Elle appelle à la libération de tous les prisonniers politiques, à l'organisation d'élections libres et justes avec un contrôle indépendant des votes, ainsi qu'à la prise de sanctions à l'encontre des personnes responsables de la violence d'État et des violations des droits humains.

L'IS suit de près la situation au Bélarus depuis de nombreuses années ; en effet, elle soutient les forces démocratiques dans ce pays, y compris son parti membre, Narodnaya Hramada. Tout au long de cette période, les membres des partis de l'opposition ont été systématiquement persécutés et le régime a cherché à réduire les droits démocratiques des Biélorusses et à prévenir toute contestation démocratique du régime en emprisonnant les candidats potentiels de l'opposition et en les disqualifiant des élections sur la base d'accusations forgées de toutes pièces. Parmi les personnes ayant fait l'objet de détentions et de condamnations arbitraires, on compte Mikalai Statkevich, président du Narodnaya Hramada, le Secrétaire Général Sergey Sparish ainsi que d'autres membres du parti.

Au cours des semaines et des mois qui ont précédé l'élection présidentielle du 9 août, la persécution des opposants politiques par le régime de Loukachenko s'est intensifiée. Des poursuites pénales ont été menées contre des membres de l'opposition et de leurs équipes de campagne. Au cours des jours qui ont précédé la journée électorale, et pendant celle-ci, des collaborateurs de Svetlana Tikhanovskaya, candidate de l'opposition à l'élection présidentielle, ont été arrêtés, en réponse au soutien populaire écrasant exprimé en faveur du message clé de la campagne de Tikhanovskaya, axée sur la tenue d'élections honnêtes, libres et justes dans les six mois à venir.

Les rassemblements, manifestations et protestations populaires organisés à travers le pays démontrent que le peuple biélorusse en a assez de se voir refuser ses droits démocratiques. Malgré la force évidente de l'opinion publique, les résultats présentés par la commission électorale ont donné 80 % des votes à Loukachenko. Il ne fait aucun doute que les scrutins d'hier n'ont respecté aucune norme en matière d'élections libres et justes, un fait souligné par le manque de pouvoir judiciaire indépendant ou de contrôle indépendant des votes. Les résultats de l'élection présidentielle n'ont aucune crédibilité ni aucune légitimité, et l'IS appelle les démocraties à travers le monde à rejeter ce résultat monté de toutes pièces.

L'IS soutient fermement les droits qu'ont tous les Biélorusses d'exprimer leur rejet de ces résultats d'élection illégitime de manière pacifique, et est horrifiée par le recours à la violence policière contre les manifestants. Les groupes de défense des droits humains au sein du pays ont reporté des centaines d'arrestations, des douzaines de blessés et le décès d'une personne survenus pendant la répression policière. Le peuple du Bélarus veut mettre fin aux 26 années de dérive de plus en plus autoritaire et dictatoriale du régime de Loukachenko, et sa voie doit être entendue.

Le régime de Loukachenko se livre à des pratiques autoritaires et anti-démocratiques en toute impunité depuis de nombreuses années, en partie en raison de la levée des sanctions malgré un manque de progrès en matière de démocratie et de droits humains, et du manque d'efforts internationaux concertés visant à apporter des changements positifs. Plus que jamais à l'heure actuelle, il incombe à la communauté internationale de défendre les droits humains, la démocratie et les libertés fondamentales au sein du Bélarus. À mesure que les protestations continuent sous la menace d'un regain de

violence d'État, il est impératif que les gouvernements démocratiques exercent le plus de pression possible sur le régime afin d'éviter de nouveaux bains de sang. Cela doit inclure la prise de sanctions envers les personnes coupables des graves violations aux droits humains et le fait de les tenir responsables de leurs actions.

L'Internationale Socialiste exprime une fois de plus son entière solidarité à toutes les personnes qui œuvrent pour mettre un terme à l'autoritarisme et à instaurer la démocratie au Bélarus. Elle continuera à travailler de concert avec les forces démocratiques au sein du pays, y compris son parti membre Narodnaya Hramada, qui luttent pour un avenir meilleur et démocratique qui respecte l'intégralité des droits humains et des libertés fondamentales. Nous encourageons vivement la communauté internationale à démontrer sa solidarité envers l'opposition démocratique, et les personnes courageuses qui luttent face à l'autoritarisme, l'oppression et la persécution, à mettre fin au régime dictatorial du président Loukachenko.

L'IS condamne le coup d'État militaire au Mali

19 Août 2020

L'Internationale Socialiste condamne fermement la mutinerie menée hier par les membres des forces armées maliennes, qui ont détenu les leaders démocratiquement élus du pays avant de forcer le président Ibrahim Boubacar Keita à la démission.

L'IS n'acceptera jamais le renversement par la force des résultats du scrutin démocratique. Elle exhorte au relâchement immédiat et sans condition de tous les membres détenus du gouvernement malien et au retour à l'ordre démocratique et constitutionnel dans le pays. Cette action illégale ne fera qu'exacerber la crise politique que connaît actuellement le Mali. La seule issue viable veut que l'ensemble des parties prennent part au processus de médiation et de réconciliation en cours, à l'instar du gouvernement malien qui s'est dit prêt à y participer.

Le président Keita, du parti membre de l'IS, RPM, a été un défenseur de longue date des valeurs de la social-démocratie et en a appliqué les principes lors de sa présidence. Sous sa houlette, des progrès ont été accomplis en faveur de la paix et de la réconciliation avec les groupes rebelles, du renforcement des forces de sécurité dans la lutte contre le terrorisme et de l'amélioration des conditions de vie de tous les Maliens. Il est par conséquent des plus préoccupant que cette action illégitime puisse compromettre gravement la stabilité et miner les efforts consentis au Mali et dans la région du Sahel pour relever les défis concomitants du terrorisme, de la traite des êtres humains et de la criminalité transnationale organisée.

L'IS appelle au soutien renouvelé de la part des partenaires internationaux et régionaux du Mali à l'ordre démocratique et constitutionnel du pays. Il est impératif que le pouvoir civil soit restauré au plus vite au Mali et que ses dirigeants démocratiquement élus puissent à nouveau reprendre leurs fonctions. Pendant ces événements, le Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste a été en contact permanent avec le président du RPM au Mali et président du Comité Afrique de l'IS, Bokary Treta. L'IS est solidaire avec le président Keita et son gouvernement, avec ses partis membres au Mali, le RPM et ADEMA-PASJ, ainsi qu'avec le peuple malien en cette période difficile pour la démocratie du pays.

Élection de Sanna Marin au SDP finlandais

24 Août 2020



L'Internationale Socialiste adresse ses chaleureuses félicitations à la première ministre finlandaise, Sanna Marin, pour son élection à la tête du parti membre de l'IS, le parti social-démocrate finlandais (SDP), à l'occasion du 46^e congrès du parti tenu à Tampere du 22 au 24 août.

Mme Marin est la troisième femme nommée à la tête du gouvernement finlandais et la plus jeune première ministre de l'histoire du pays. Nommée en décembre 2019, elle succède à

l'ancien leader du SDP, Antti Rinne. Sanna Marin est entrée au parlement en 2015 et y a été membre de la grande commission, de la commission des Affaires juridiques et de la commission de l'Environnement. Elle est par ailleurs membre du Conseil municipal de Tampere, dont elle a assumé la présidence entre 2013 et 2017 avant de devenir, en 2019, ministre des Transports et des Communications. L'élection de Sanna Marin à la tête du SDP en fait la deuxième femme leader de l'histoire du parti. Le Congrès du parti SDP a été couronné de succès, reconnaissant, entre autres questions politiques cruciales, qu'une plus grande coopération internationale est aujourd'hui plus que jamais nécessaire en raison de la pandémie de COVID-19, ainsi que la nécessité de lutter de toute urgence contre les changements climatiques et d'éradiquer la pauvreté.

Déclaration de l'Internationale Socialiste à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire des Nations Unies

21 Septembre 2020



Aujourd'hui, alors que l'Assemblée générale de l'ONU ouvre une session spéciale pour célébrer le 75^e anniversaire des Nations Unies, l'Internationale Socialiste, la famille politique socialiste démocratique et sociale-démocrate mondiale et fervente défenseuse des principes fondateurs de l'Organisation, réaffirme une nouvelle fois son ferme engagement envers les objectifs pour lesquels les Nations Unies ont été créées. Ce jalon est l'occasion de réfléchir aux succès et à l'histoire de l'Organisation des Nations Unies, de reconnaître les enjeux qu'elle affronte aujourd'hui et de se tourner vers l'avenir, en garantissant que son travail fondamental continue de profiter aux générations futures pendant de nombreuses années encore.

Reconnaître les avancées

L'ONU a vu le jour au lendemain de la seconde guerre mondiale et, dès ses débuts, a incarné les aspirations et l'espoir que de telles atrocités ne soient jamais plus infligées par ou à l'humanité. Pendant plus de soixante-dix ans, l'ONU a été le symbole de ce qui peut être accompli lorsque les nations se rassemblent, agissant comme un catalyseur de la décolonisation, défendant un développement international durable et atténuant les conflits. Le recours aux bons offices des Nations Unies pour prévenir et résoudre les conflits a sans nul doute sauvé de très nombreuses vies et ces travaux se poursuivent après la fin des hostilités grâce aux opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Depuis sa création, l'Organisation s'est érigée en défenseuse des plus vulnérables dans le monde. Des centaines de millions de personnes ont bénéficié directement de ses initiatives et des travaux de ses diverses agences, y compris les bénéficiaires de l'aide humanitaire sous la forme d'aide alimentaire, d'abris, de soins de santé et de campagnes de vaccination. Dans le domaine de la démocratie, elle a apporté son aide aux pays lors de la tenue d'élections et en matière des droits humains. L'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme a été l'activateur d'un riche ensemble de traités internationaux en matière de droits humains juridiquement contraignants illustrant la reconnaissance universelle que les libertés et droits fondamentaux sont inhérents à tout être humain et applicables équitablement à tous et toutes.

Nous reconnaissons également que l'ONU et ses organes sont composés d'individus de toutes les nations et de tous horizons, travaillant jour après jour avec engagement et dévouement pour renforcer la coopération entre les peuples et faire progresser les valeurs consacrées dans la Charte des Nations Unies. Dans de nombreuses zones de conflit à travers le monde, les Casques bleus des Nations Unies jouent un rôle clé de maintien des cessez-le-feu et de défense des populations civiles, et nous rendons hommage à celles et ceux qui ont servi sous le fanion onusien au service de la paix.

Affronter les enjeux

L'histoire des Nations Unies a connu ses revers et les défis à relever sont encore nombreux. Les conflits armés, l'insécurité et le terrorisme continuent d'emporter des vies, de déstabiliser nations et régions et d'entraver le développement. Il reste encore beaucoup à faire pour éradiquer la pauvreté et la faim, et les inégalités entre et au sein des sociétés ne cessent de se creuser. De nombreux pays sont toujours sous le joug de régimes antidémocratiques et le processus visant à mettre fin aux violations des droits humains et à traduire leurs auteurs en justice demeure long et complexe. En outre, la recherche d'un consensus international sur des questions difficiles et pourtant cruciales telles que les changements climatiques, exigeant des compromis de l'ensemble des parties, n'est jamais évidente.

En tant qu'organisation, les Nations Unies sont un point de référence dans le monde entier. Elles doivent être en mesure d'agir dans tous les pays et exigent la confiance et la coopération des gouvernements nationaux, des institutions locales et des citoyens. Nous soutenons tous les efforts visant à renforcer les capacités de l'Organisation à être plus inclusive, à favoriser une plus grande coopération internationale à travers le monde et à répondre collectivement aux défis à la fois nouveaux et complexes que le monde doit relever aujourd'hui.

L'isolationnisme et les divisions entre les nations continuent d'affecter la capacité des Nations Unies à fonctionner efficacement, alors que ses travaux sont plus nécessaires que jamais. L'Organisation doit être défendue contre les enjeux posés par celles et ceux qui cherchent à la péjorer et à la miner pour des raisons égoïstes d'intérêts personnels. Sa structure de pouvoir actuelle permet encore aux parties historiquement plus puissantes militairement et politiquement d'exercer une influence disproportionnée,

une situation qui peut limiter la capacité de l'ONU à agir et peut mener à un sentiment d'injustice et de frustration. Des compromis et des concessions seront nécessaires pour opérer un changement qui soit acceptable par l'ensemble des parties.

La pandémie actuelle a rendu visibles certaines de ces fractures et différences alors même qu'une coopération plus étroite est requise. Plusieurs pays ont opté pour une approche nationaliste afin de s'assurer un approvisionnement en équipements de protection individuelle et médicaments antiviraux, alors que d'autres tentent de s'arroger la priorité d'accès au futur potentiel vaccin contre la COVID-19. Pourtant, les effets dévastateurs de la pandémie et ses conséquences néfastes dans l'ensemble des pays du monde nous prouvent que le nationalisme ne peut être la réponse. Tant que le virus existe et se propage à travers le monde, il s'agit d'un problème mondial, et par conséquent une action internationale concertée et coordonnée est vitale. L'écrasante majorité de l'opinion publique mondiale est favorable au multilatéralisme – un soutien redoublé depuis la pandémie.

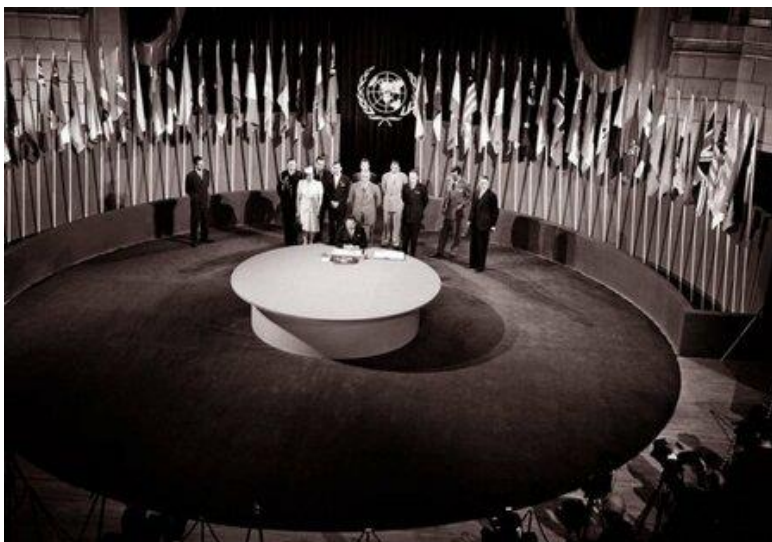
Se tourner vers l'avenir

Les Nations Unies doivent continuer à jouer un rôle central dans l'édification d'un monde meilleur pour l'ensemble des peuples. Du point de vue du développement, la prochaine Décennie d'action pour atteindre les objectifs du programme à l'horizon 2030 est une entreprise immense ayant le potentiel de transformer la vie de plusieurs centaines de millions de personnes parmi les plus vulnérables de la planète. Au cœur de ce programme se trouvent les Objectifs de développement durable qui reprennent nombre de politiques pour lesquelles notre organisation a fait campagne pendant de nombreuses années et que les gouvernements dirigés par les partis membres de l'IS ont cherché à appliquer. L'autonomisation et la participation égale des femmes sont essentielles pour atteindre le développement durable et une raison importante pour accélérer les mesures prises par l'ONU en faveur de la promotion de l'égalité hommes-femmes.

Concernant la menace spécifique et toujours plus pressante des changements climatiques catastrophiques et irréversibles, une action plus déterminée est nécessaire pour appliquer, et aller au-delà des mesures figurant dans l'Accord de Paris. Ce n'est que dans le cadre des Nations Unies qu'il a été possible de négocier des obligations juridiquement contraignantes en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'appliquer d'autres mesures d'atténuation des changements climatiques.

La promotion de la paix et les travaux relatifs à la prévention et à la résolution des conflits continuera également d'être une mission essentielle des Nations Unies. Alors que la nature des conflits armés évolue, nous devons redoubler d'efforts pour veiller à l'application et au renforcement des mesures telles que la maîtrise des armements, la non-prolifération et le désarmement à l'international. Un autre objectif clé est le renforcement du droit international et de la justice internationale pour mettre fin à l'impunité, traduire en justice les responsables de violations des droits humains et offrir une protection à leurs victimes.

Les principes qui définissent l'identité de notre famille politique sont au cœur de ce que défend l'Organisation des Nations Unies et pour lesquels elle a été créée. Nos appels à une plus grande protection de l'environnement, moins de conflits et plus de respect des droits humains se retrouvent dans les résultats de l'enquête UN75, dans le cadre de laquelle ces préoccupations se sont vues attribuer la priorité absolue par les 250 000 personnes interrogées dans 193 pays. Les valeurs de l'Organisation des Nations Unies sont nos valeurs et son 75^e anniversaire est l'occasion de célébrer, de réfléchir et de renouveler l'attention sur son futur rôle.



Alors que nous célébrons son anniversaire, il est évident que les travaux de l'Organisation et de ses organes demeurent cruciaux au regard de nos espoirs et aspirations pour un monde meilleur. Face aux grands défis de notre temps – des inégalités aux pandémies, des changements climatiques aux conflits – nous estimons que les 75 dernières années nous ont prouvé la valeur du multilatéralisme.

Notre vision du multilatéralisme est celle d'une coopération entre les citoyens, les peuples et entre les nations. Elle est celle d'un avenir qui, au nom de la durabilité, voit les ressources limitées de notre monde protégées et réparties équitablement et le fardeau de l'action climatique partagé. Elle appelle à l'humanitarisme à l'échelle mondiale, en s'assurant que les victimes de maladies, de catastrophes climatiques et de conflits ne soient pas abandonnées à leur souffrance. Elle est un prérequis à un avenir plus pacifique où les différends se résolvent par la discussion et la diplomatie, et les gouvernements s'unissent pour contrer et éradiquer les menaces à notre sécurité commune. Nous sommes encouragés par l'attention portée au rôle de la coopération mondiale pour bâtir un meilleur avenir et nous soutenons pleinement la réaffirmation de l'engagement collectif au multilatéralisme - au nom de l'avenir que nous voulons et des Nations Unies dont nous avons besoin.

L'Internationale Socialiste appelle à un cessez-le-feu immédiat dans le Haut-Karabakh

28 Septembre 2020

L'Internationale Socialiste est profondément préoccupée par l'éclatement d'un nouvel affrontement armé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan dans le Haut-Karabakh et est particulièrement attristée et consternée par la perte de vies civiles.

Il n'existe aucune solution militaire à ce conflit. Cela ne mènera qu'à plus de souffrances, de pertes de vies humaines et à une escalade de la violence qui ne pourra jamais être la voie à suivre, et ne devrait jamais l'être, comme nous l'avons tragiquement appris par le passé.

Nous souscrivons aux appels à un cessez-le-feu de toute urgence et exhortons les coprésidents du Groupe de Minsk à prendre des mesures immédiates avec et entre les parties dans le but d'apaiser la confrontation militaire.

Des négociations doivent s'engager avec le soutien de la communauté internationale pour s'accorder sur un cessez-le-feu, et les autres États doivent s'abstenir d'attiser le conflit en intervenant ou en contribuant militairement, que ce soit directement ou indirectement.

L'Internationale Socialiste est depuis longtemps engagée dans la quête d'une issue pacifique à ce conflit, et a rassemblé en diverses occasions les représentants de ses partis membres en Arménie et en Azerbaïdjan dans le cadre de ses réunions, mais aussi

dans leurs pays, afin d'encourager le dialogue et de progresser vers une solution. Nous continuerons à nous engager sur cette voie jusqu'à ce que les deux pays parviennent à un accord pacifique.

Grande inquiétude face aux assassinats de militants politiques, sociaux et des droits de l'homme en Colombie

13 Octobre 2020

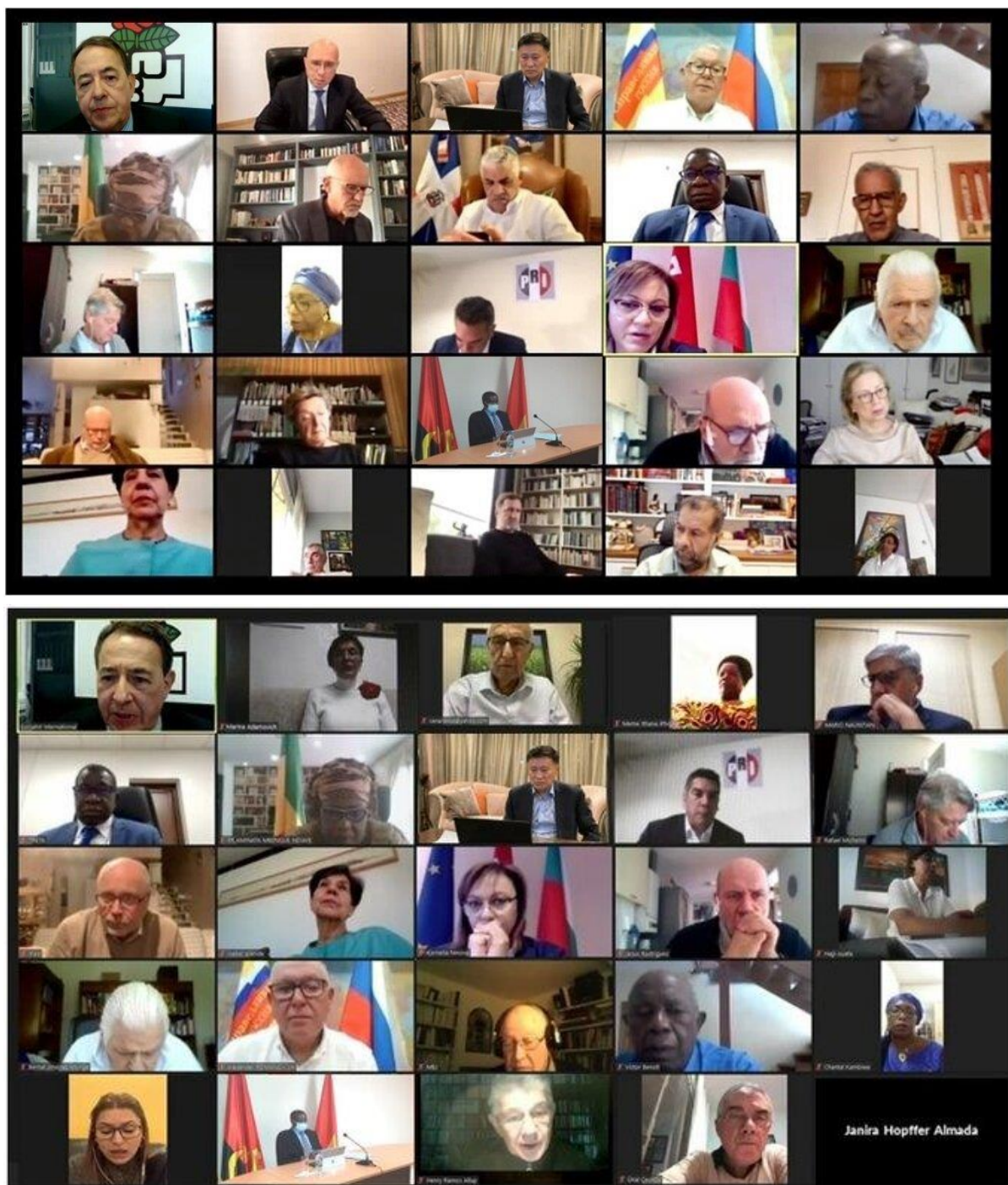
L'Internationale Socialiste est profondément préoccupée par le nombre croissant d'assassinats de dirigeants sociaux et de défenseurs des droits de l'homme qui ont lieu en Colombie, et appelle à une attention immédiate pour mettre fin à ces meurtres et protéger ceux qui sont vulnérables.

Les assassinats, qui ont été mis en lumière par Amnesty International, l'Alianza Verde de Colombia, les médias et d'autres organisations de défense des droits humains, ont spécifiquement ciblé des dirigeants sociaux et politiques et des personnes œuvrant pour les droits des communautés pauvres, indigènes et d'ascendance africaine, des femmes et d'autres minorités, ainsi que des travailleurs communautaires qui ont fait campagne contre la corruption locale. La Mission d'observation électorale de Colombie a rapporté qu'au cours de l'année 2020, au moins 81 dirigeants sociaux, politiques et communautaires ont été assassinés, et que sur les 248 actes de violence signalés cette année, 50 % des victimes étaient des militants sociaux. Ce n'est pas quelque chose de nouveau et, bien que le nombre ait légèrement diminué après l'accord de paix de 2016, ces assassinats se poursuivent depuis quelques années avec des chiffres inquiétants. Au cours du premier mois de l'année en cours, le nombre de décès a plus que doublé par rapport au même mois en 2019. La pandémie de COVID-19 a rendu la situation plus difficile, les personnes vulnérables étant considérées comme des cibles faciles pendant les mesures de quarantaine et donc exposées à un plus grand risque, et que le soutien, l'attention du public et l'enquête ont été beaucoup plus difficiles à obtenir.

L'Internationale socialiste a une longue histoire de travail et d'engagement avec la Colombie, où elle compte avec le Parti libéral de Colombie en tant que membre, et est fière d'avoir également participé au processus qui a conduit au traité de paix M-19 en 1990. À lors de notre dernière Congrès tenu à Carthagène en 2017, nous saluons les mesures prises par le pays sous le gouvernement de l'époque dirigé par le président Santos, pour faire avancer la paix, la sécurité sociale et la santé, la diversité et le progrès. L'Internationale appelle à une enquête sur ces meurtres afin de trouver les responsables et de s'assurer que toutes les personnes vulnérables sont bien protégées. C'est toujours le mandat des gouvernements de protéger les droits de chaque personne sans distinction de race, de croyance ou de préférence politique, et cela doit être confirmé par la loi.

Les membres du Présidium de l'IS de tous les continents se sont réunis en ligne

24 Octobre 2020



Le Présidium de l'IS, l'organe de direction de l'Internationale Socialiste, s'est réuni en ligne le 24 octobre 2020 avec des participants de tous les continents et de plusieurs fuseaux horaires. Les discussions et contributions se sont concentrées sur l'impact mondial et local de la pandémie de Covid-19 et la réponse sociale-démocrate à la situation mondiale résultant de la propagation du virus et de ses conséquences. Le Présidium a également discuté des derniers développements nationaux et régionaux en relation avec les défis existants pour la démocratie et comment faire face aux menaces à la paix et à la sécurité dans différentes parties du monde, en construisant des positions communes sur les conflits ouverts actuels.

Le Présidium a décidé de publier un communiqué, issu des discussions de la réunion et des consultations ultérieures, publié le 28 octobre (voir le texte intégral ci-dessous).

Communiqué du Présidium de l'IS **28 Octobre 2020**

La pandémie de coronavirus

La pandémie de coronavirus constitue la plus grande menace à la santé publique et à la stabilité économique depuis une génération et exige une réponse fondée sur la coopération internationale, la solidarité et l'équité. Bien que le virus se propage sans distinction de nationalité, de race, de richesse ou de statut social, en raison des inégalités structurelles existant entre et au sein de nos sociétés, ses conséquences sur les plus vulnérables sont disproportionnées, tant en termes d'exposition potentielle au virus que de répercussions économiques de sa propagation et des mesures prises pour le combattre. Il est dès lors impératif que les mesures prises pour réduire l'impact du virus prennent en compte ces inégalités, et que les personnes les plus touchées reçoivent l'aide nécessaire pour reconstruire leur vie et renouer avec leurs moyens de subsistance.

La pandémie a rendu les priorités sociales-démocrates d'autant plus urgentes et a décuplé l'importance des politiques pour lesquelles l'Internationale Socialiste a longuement plaidé. Parmi ces dernières figure la réforme du système financier pour s'assurer que, contrairement à la crise financière de 2008, le fardeau de la relance soit réparti équitablement. Des mesures doivent être prises pour enrayer l'évasion fiscale et garantir le paiement par les multinationales de la part fiscale qui leur revient. La taxation des transactions fiscales a le potentiel de lever d'importantes sommes pouvant atténuer les ravages économiques déjà visibles et faciliter un meilleur accès aux soins de santé.

Une étape clé pour réduire et, en fin de compte, éliminer la menace de ce virus à moyen et plus long terme, passe par un accès universel aux vaccins. La rapide propagation de la COVID-19 a révélé la vulnérabilité de nos sociétés interconnectées aux maladies contagieuses. Ainsi, tant que le virus ne pourra pas être endigué dans une région du monde, la menace pèsera sur l'ensemble de la planète. La solidarité internationale et la défense du multilatéralisme, dans le cadre des Nations Unies et de l'OMS, seront cruciales, à la fois pour garantir un accès équitable aux vaccins et pour mettre en place des infrastructures de vaccination dans les pays et régions dont les systèmes de santé actuels ont des capacités limitées.

La pandémie a également indirectement exacerbé les problèmes politiques et sociaux existants, et des efforts concertés sont nécessaires pour corriger certaines évolutions néfastes et préoccupantes. Entre autres exemples, la recrudescence des violences domestiques et des violences faites aux femmes alors qu'une grande partie de la population mondiale se retrouve confinée ou subit des restrictions apparentées. Il faut agir davantage pour éliminer le fléau des violences faites aux femmes et veiller à ce que les femmes ne soient pas oubliées ni laissées pour compte dans le processus de refonte de l'économie mondiale. La situation des personnes réfugiées s'est également dégradée en raison de la détérioration des conditions de vie et du manque de solutions pour les personnes déplacées. Autre préoccupation, les faits prouvant que plusieurs gouvernements brandissent la pandémie comme prétexte pour restreindre les libertés et affaiblir la démocratie, laquelle est toujours en proie à de multiples difficultés dans diverses régions du monde.

Démocratie

Au Bélarus, la répression dont sont victimes actuellement les manifestants pacifiques contestant les résultats illégitimes du scrutin d'août dernier est inacceptable. Les Bélarussiens continuent de descendre dans la rue pour défendre la démocratie et le droit de choisir leur gouvernement. Ils le font avec le soutien plein et entier du mouvement social-démocrate mondial. L'espoir est désormais possible pour l'opposition au Bélarus, dont les valeurs se sont avérées partagées par la majorité, et leurs appels au changement entendus. Nous réitérons notre appel à la libération de Mikalai Statkevich, leader de notre parti membre au Bélarus, ainsi qu'à la libération de tous les autres prisonniers politiques maintenus en détention par le régime.

La situation politique, financière et sociale catastrophique que connaît le Venezuela a poussé des millions de citoyens à fuir le pays dans des conditions inhumaines. Le régime autoritaire de Nicolás Maduro a volé le pouvoir et il est impératif qu'il soit restitué au peuple. Or, les conditions pour la tenue d'élections libres et justes sont inexistantes. Les élections parlementaires prévues en décembre prochain ne jouissent d'aucune crédibilité, comme le prouve le rejet sans appel exprimé par la communauté internationale des conditions dans lesquelles il est prévu de les convoquer.

Les revers préoccupants infligés à la démocratie sont observés dans de nombreux pays, dont le Pakistan où les partis de l'opposition ont été pris pour cible par le gouvernement. Au Cameroun, les violences se poursuivent et les conditions ne sont pas remplies pour la tenue d'élections libres et justes lors du prochain scrutin régional. Le processus de démocratisation en Haïti est dans l'impasse, avec un effondrement de l'État de droit et le risque de sombrer dans la dictature. La multitude d'obstacles à l'instauration et à la défense de la démocratie sur tous les continents nous rappelle l'importance vitale de la coopération internationale et du besoin pour les gouvernements démocratiques de s'élever contre les pratiques antidémocratiques et les tendances à l'autoritarisme.

Le processus de rédaction d'une nouvelle Constitution au Chili est une étape charnière de l'histoire démocratique du pays, alors qu'il s'apprête à reléguer la Constitution de l'époque de Pinochet au passé. L'IS félicite le peuple chilien et toutes les personnes ayant permis l'avènement de ce plébiscite historique.

Paix et résolution des conflits

Le conflit toujours en cours entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan dans, et autour de la région du Haut-Karabakh est des plus inquiétants. Lorsque les affrontements militaires ont éclaté le mois dernier, l'IS a lancé un appel à un cessez-le-feu immédiat, convaincue que seuls le dialogue et des négociations pacifiques peuvent mettre un terme à ce conflit. Nous avons également d'emblée appelé les autres États à se prémunir de toute escalade du conflit par l'intervention ou la contribution militaire directe ou indirecte. Toute implication d'une tierce partie dans la confrontation militaire est condamnable et doit être arrêtée. Nous renouvelons notre appel aux coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE à persévérer dans leurs efforts en faveur de négociations constructives, ainsi qu'à la communauté internationale au sens large à jouer son rôle pour apporter la paix et la stabilité dans la région.

L'IS continue à soutenir la solution des deux États au Moyen-Orient et réitère son soutien à ses partis membres en Israël et en Palestine qui se dédient à cette fin. Le droit du peuple palestinien à l'autodétermination ne doit cesser d'être défendu, et la communauté internationale doit rejeter avec fermeté tout projet impliquant l'expansion des colonies et l'annexion de territoires palestiniens, ce qui risquerait d'anéantir définitivement tout espoir de paix.

La crise sécuritaire au Sahel exige toujours l'attention du reste du monde, surtout au vu du coup d'État au Mali et de l'invasion de son territoire par les extrémistes. L'affaiblissement de la démocratie et l'insécurité rampante vont de pair, et les efforts internationaux pour défendre la paix et la démocratie dans la région doivent se poursuivre. Dans le contexte sécuritaire de la région, l'évolution de la situation en Libye jouera un rôle capital et l'IS continuera à la suivre de près.

L'escalade des tensions entre la Grèce et la Turquie, au cœur des litiges actuels en Méditerranée orientale, est préoccupante. Comme indiqué dans la déclaration de l'IS du 26 octobre, une reprise des pourparlers exploratoires entre la Grèce et la Turquie, preuve de la volonté politique de résoudre les différends par un dialogue constructif et la diplomatie, donnera un signal pour la résolution pacifique des conflits dans la région élargie de la Méditerranée orientale. L'IS soutient également la proposition d'une conférence multilatérale sur la Méditerranée orientale pour ouvrir la voie à des solutions communes et favoriser la coopération mutuelle.

Déclaration de l'IS sur le plébiscite au Chili

25 Octobre 2020



Le dimanche 25 octobre, plus de sept millions de Chiliens se sont rendus aux urnes pour décider s'ils voulaient maintenir la Constitution en vigueur ou s'ils préféraient avoir un nouveau texte constitutionnel. S'agissant de la voie du changement, ils ont été interrogés sur leur préférence pour une assemblée

entièrement élue à ces fins ou un organe mixte composé à parts égales de parlementaires en exercice et d'élus ayant un mandat constituant. Le résultat connu ce même dimanche après-midi était clair et éloquent: près de 80% des électeurs étaient en faveur d'une nouvelle constitution et d'une convention constitutionnelle. Malgré les restrictions sanitaires qui ont marqué les élections, la journée électorale s'est déroulée dans une totale normalité et dans un climat d'optimisme, la participation citoyenne a été plus élevée qu'aux dernières élections et une présence significative de jeunes a été mise en évidence, qui lorsque les résultats ont été connus ils sont sortis en masse et pacifiquement pour célébrer dans les rues de Santiago et d'autres villes du pays.

L'élection de dimanche a lieu exactement un an après les manifestations massives connues dans tout le Chili et qui exigeaient la consécration et l'assurance des droits sociaux, des niveaux plus élevés d'égalité, d'inclusion et de protection sociale, la fin des abus et un traitement digne pour toutes les personnes. Sur le plan historique et politique, pour de nombreux Chiliens, ces élections ont mis fin à la Constitution imposée par la dictature il y a quarante ans, qui, bien qu'ayant subi d'importantes réformes au cours de la transition démocratique, n'a jamais cessé d'être perçue par d'importants secteurs du pays comme un héritage du dictateur Pinochet et une tentative de consacrer le modèle néolibéral au Chili.

L'Internationale Socialiste félicite ses partis membres et le public chilien en général pour cette étape significative et espère que le processus constituant sera à la hauteur des demandes et des attentes des Chiliens, ce qui leur permettra de réitérer leur vocation démocratique, leur rejet de la dictature et abandonner définitivement une constitution d'une autre époque, l'une des plus sombres de toute l'histoire du pays.

Escalade des tensions en Méditerranée orientale

26 Octobre 2020

La situation en Méditerranée orientale est devenue une grande préoccupation, avec les conflits existants et les guerres par procuration provoquant déjà une crise humanitaire, et l'escalade des tensions entre la Turquie et la Grèce signalant un risque supplémentaire. Une confrontation militaire aurait des conséquences désastreuses, à la fois pour les deux États voisins et leur peuple, et pour la région au sens large.

Une telle éventualité constitue une menace encore plus grande aujourd'hui, à un moment où le monde est confronté à l'urgence du COVID-19. Nous rappelons la récente déclaration du Secrétaire Général de l'ONU, António Guterres, qui prévient que la pandémie a de profondes conséquences sociales, économiques et politiques, y compris la paix et la sécurité internationales.

L'Internationale Socialiste exprime sa grande inquiétude face à ces tensions croissantes et à une rhétorique publique incendiaire, qui conduisent à une nouvelle escalade et au risque d'un accident mortel.

Dans ce contexte, il est essentiel de travailler ensemble, avec les membres de notre famille internationale et les forces politiques partageant les mêmes idées en Grèce et en Turquie, afin d'envoyer un message fort indiquant que les citoyens de la région souhaitent résoudre pacifiquement les conflits existants.

En période de pandémie dangereuse, nous devons donner la priorité à l'augmentation des inégalités, à la crise climatique et aux mouvements de population. Ces questions exigent une coopération mondiale et rendent la coopération régionale impérieuse.

Une reprise des pourparlers exploratoires entre la Grèce et la Turquie, une manifestation de la volonté politique de résoudre les différends par un dialogue constructif et la diplomatie, donnera un signal pour la résolution pacifique des conflits dans la région élargie de la Méditerranée orientale.

L'IS soutient également la proposition d'une conférence multilatérale sur la Méditerranée orientale, qui contribuera à la résolution des problèmes liés aux frontières maritimes, aux zones économiques exclusives et à l'exploration gazière. Cette conférence doit encore ouvrir la voie à une coopération sur les énergies renouvelables et à un New Green Deal régional.

Victoire saluée de Biden aux États-Unis

7 Novembre 2020



Le candidat démocrate aux présidentielles américaines Joe Biden a dépassé le seuil de voix requises au sein du collège électoral pour remporter les élections présidentielles américaines. L'ancien vice-président a par ailleurs obtenu le plus grand nombre de voix de l'histoire des élections présidentielles aux États-Unis. Ainsi, la majorité des

Américains ont-ils fait le choix du consensus et de l'empathie et non de l'animosité et de la division. Nous adressons toutes nos félicitations au président élu Joe Biden et à sa colistière Kamala Harris, ainsi qu'au parti démocrate pour sa campagne couronnée de succès.

Ce scrutin de tous les records affiche également un taux de participation sans précédent. Cette participation accrue des Américains au processus démocratique est l'une des

caractéristiques remarquables de ce scrutin. Les autorités électorales de tout le pays sont également à féliciter pour leur attachement à faire en sorte que tous les bulletins de vote valides soient comptés, surtout au vu des enjeux liés à la tenue d'un scrutin en pleine pandémie de coronavirus et aux allégations infondées du président en exercice remettant en cause le processus démocratique.

L'engagement de Joe Biden à gouverner au nom des intérêts de tous les Américains, quelle que soit leur affiliation politique, est louable et contraste fortement avec l'administration sortante.

Après quatre années de leadership américain à la vision élargie sur les questions mondiales clés, les priorités annoncées par le président élu font souffler un vent de changement bienvenu, en s'engageant à contrer et à vaincre la pandémie de COVID-19, lutter contre les changements climatiques, construire une économie prospère, garantir la santé pour tous, éradiquer le racisme systémique, défendre les droits humains et les droits des femmes, ainsi qu'à renforcer la démocratie. Ce sont des enjeux communs qui ne peuvent être résolus par des nations travaillant de manière isolée.

La victoire de Joe Biden donne l'occasion de renforcer le multilatéralisme dans un monde qui en a grandement besoin pour le bien de tous. En tant que sociaux-démocrates du monde entier, nous sommes convaincus que les résultats de ces élections présidentielles auront de nombreuses répercussions positives tant pour les États-Unis que pour le reste du monde, et nous adressons tous nos vœux de réussite au président élu.

Solidarité avec Kemal Kılıçdaroğlu et le CHP en Turquie

23 Novembre 2020

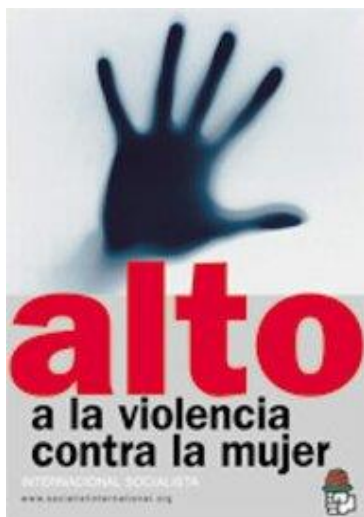
L'Internationale Socialiste est pleinement solidaire de Kemal Kılıçdaroğlu, leader de son parti membre en Turquie, le Parti républicain du peuple (CHP), victime de menaces de la part d'un criminel condamné de plusieurs meurtres, de blanchiment d'argent et de diriger un groupe armé illégal. Ce dernier a été libéré de prison en avril de cette année suite à une modification du code pénal.

La menace fait suite à un discours prononcé par Kemal Kılıçdaroğlu au parlement appelant le président Erdogan à entreprendre de véritables réformes judiciaires, y compris du code pénal précédemment introduit permettant la libération des criminels commis tout en maintenant en prison les critiques du parti au pouvoir, pour la liberté d'expression et la fin de l'emprisonnement politique.

Il est déplorable que le leader du parti nationaliste d'extrême droite MHP, Devlet Bahçeli, un allié du président Erdogan, ait ensuite défendu publiquement le criminel.

Le CHP a déposé une plainte pénale. Il a également critiqué le silence initial du gouvernement et sa réponse retardée.

L'Internationale Socialiste exprime ses vives inquiétudes quant au fait que le système juridique ainsi que le gouvernement n'ont pas réagi correctement sur une question aussi grave qui remet en question les institutions fondamentales de l'État, et attend avec intérêt une réponse substantielle pour préserver l'état de droit.



Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes

25 Novembre 2020

Victoire du Président Kaboré au Burkina Faso

27 Novembre 2020



L'Internationale Socialiste se félicite de la nouvelle que le président Roch Marc Christian Kaboré, leader du parti membre de l'IS, le Mouvement populaire pour le progrès, MPP, qui a été élu pour la première fois président du Burkina Faso en 2015, a reçu bien au-dessus des voix nécessaires pour remporter un second mandat au premier tour des élections générales de dimanche dernier.

La Commission électorale nationale indépendante, CENI, a confirmé que sur

treize candidats à la présidence de cette élection, le président Kaboré avait obtenu 57,87% des voix. Ses adversaires les plus proches n'ont reçu que 15,48 et 12,46%.

Les partis d'opposition ont sept jours pour déposer une plainte et les tribunaux sont tenus de rendre leurs conclusions deux semaines plus tard. Cependant, la Commission électorale nationale indépendante, la CENI, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la CEDEAO et l'Union africaine, UA, ont déclaré que les élections se sont déroulées de manière satisfaisante. Les rapports attribuent à l'élection l'une des plus ouvertes depuis des années.

La victoire du Président Kaboré avec une telle marge au premier tour démontre le résultat de sa politique consistant à continuer sur la voie de la stabilité, de la démocratie et des droits pour tous. En outre, elle souligne fortement l'engagement et le service qu'il a montré à son pays au cours de son premier mandat, ainsi que ses efforts pour apporter la paix, la sécurité et le bien-être à la population. Soulignant cela, le président Kaboré a déclaré: "Je déploierai tous mes efforts pour que, grâce à une consultation continue, au dialogue ... nous puissions travailler ensemble pour la paix et le développement".

C'est un moment important pour le Burkina Faso, et pour le président Kaboré et notre parti membre le MPP qui défendent les valeurs et principes communs de notre mouvement, valeurs qui ont transformé le visage du Burkina Faso et ouvert de nouvelles opportunités bienvenues pour le pays.

L'IS appelle à la libération du leader du CDPA au Togo

3 Décembre 2020



Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson

L'Internationale Socialiste (IS) condamne fermement l'arrestation de Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson, Secrétaire Générale du parti membre de l'IS au Togo, la Convention démocratique des peuples africains (CDPA), et actuellement à la tête de la coalition Dynamique Monseigneur Kpodrzo (DMK), et de Gérard Yaovi Djossou, membre du DMK qui préside le comité des affaires sociales et des droits de l'homme. L'IS exige leur libération immédiate et sans condition.

La DMK avait appelé à des manifestations pacifiques pour protester contre le refus du gouvernement de reconnaître la victoire de la coalition DMK aux élections de cette année, un régime qui se trouve aux mains d'une seule famille depuis plus de cinquante ans.

Le 27 novembre, Gérard Yaovi Djossou a été enlevé dans la rue à Hanoukopé, à Lomé, après s'être entretenu avec les ambassadeurs de France, d'Allemagne, des États-Unis, de l'Union européenne et du Programme des Nations Unies pour le développement. Il aurait été battu et aurait subi des heures d'interrogatoire, menotté et sans pouvoir parler à son avocat. Le 28 novembre, Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson a tenté de rendre visite à M. Yaovi Djossou, avant d'être arrêtée par le Service central de recherches et d'investigations criminelles (SCRIC) et sa maison perquisitionnée et fouillée. Le SCRIC a emporté des documents, des carnets et des ordinateurs. Mme Adjamagbo-Johnson a ensuite été arrêtée puis accusée de participer à la «déstabilisation des institutions» du pays et de porter atteinte à la sécurité nationale.

L'Internationale Socialiste dénonce cette persécution politique et appelle à une condamnation internationale de la répression de plus en plus visible au Togo. Ces mesures agressives sont clairement conçues pour intimider et museler l'opposition et, dans ce cas, sont foncièrement et entièrement infondées. De nombreuses violations des droits humains ont été observées ces dernières années au Togo, de même que des arrestations des membres de l'opposition, dont des membres de la DMK, et des cas de détention et de torture de personnes participant à des manifestations pacifiques auraient été enregistrés.

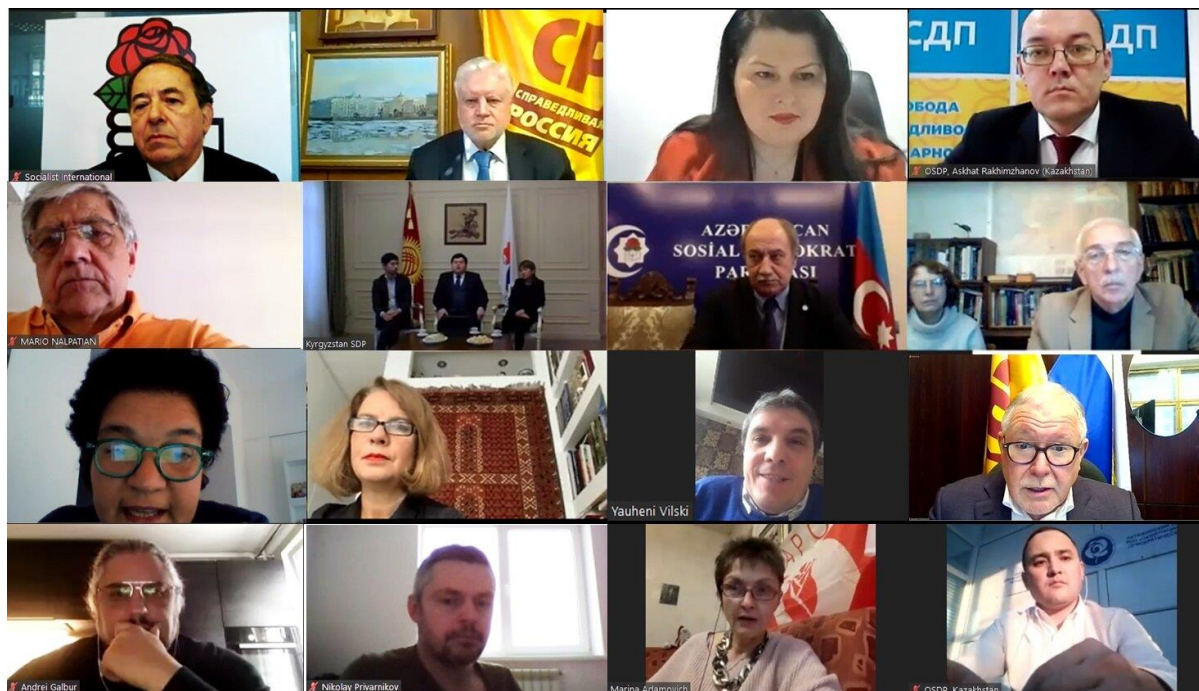
Il est extrêmement préoccupant que le Président Gnassingbé et son parti, l'Union pour la République, aient de fait le contrôle sur des institutions telles que la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et la Cour constitutionnelle. Ils ont par ailleurs le contrôle sur l'Assemblée nationale et en mai 2019, un amendement à la Constitution a été adopté autorisant M. Gnassingbé à se représenter aux deux prochains scrutins présidentiels.

Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson, également avocate, voue son travail à la défense des droits humains au Togo et est la première femme à s'être portée candidate aux élections présidentielles en 2010. Les accusations infondées dont elle et son collègue sont victimes doivent être immédiatement abandonnées, et leur droit à un accès plein et entier à une représentation juridique doit être respecté.

L'Internationale Socialiste réaffirme toute sa solidarité avec Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson et Gérard Yaovi Djossou, avec la CDPA, et avec toutes les personnes au Togo qui luttent pour leurs droits, pour leur liberté et pour la démocratie.

Le Comité de l'IS pour la CEI, le Caucase et la mer Noire aborde les questions régionales clés lors d'une réunion virtuelle

5 Décembre 2020



Le Comité pour la CEI, le Caucase et la mer Noire de l'Internationale Socialiste a tenu une réunion en ligne le samedi 5 décembre 2020 avec la participation des partis membres des pays de la région. L'ordre du jour de la réunion s'articulait autour de trois grands thèmes et s'est ouvert sur la présentation des rapports de situations nationaux des partis membres, dont l'attention a été particulièrement axée sur les conséquences de la Covid-19. La réunion a ensuite donné lieu à des discussions sur la résolution des conflits et le maintien de la paix, suivies de contributions relatives à la défense et au renforcement de la démocratie et de ses institutions dans les pays de la CEI, du Caucase et de la mer Noire.

Le Comité a reçu des rapports sur les effets de la pandémie, un certain nombre des participants ayant personnellement souffert de la maladie. Les différentes approches adoptées par les pays de la région ont eu une forte incidence sur la propagation du virus et sur ses conséquences sur la population, les pays ayant été touchés de diverses manières dès les premiers mois de la pandémie, et encore aujourd'hui. Les priorités sociales-démocrates de riposte à la pandémie, telles que l'accès aux soins de santé, la mobilisation des ressources pour soulager les difficultés économiques et la question d'un accès équitable aux vaccins, ont figuré parmi les questions clés abordées lors des échanges.

Sergey Mironov, président du parti Une Russie juste, a fait état d'une situation toujours complexe en Russie. La pandémie a engendré des difficultés sociales et un chômage à long terme, bien que l'espoir soit permis avec le lancement imminent d'une vaccination de masse grâce au vaccin Sputnik V, que la Russie se dit prête à partager, souligne M. Mironov. Le virus a touché l'ensemble de l'humanité, mais il a bon espoir qu'elle pourra être combattue si les pays unissent leurs forces. Son parti a toujours défendu les

relations internationales et il décrit l'IS comme une communauté idéologique forte, confiant que ses paroles seront entendues, exprimant un point de vue commun particulièrement nécessaire en cette période de pandémie.

La Moldova est en état d'urgence du fait de l'augmentation du nombre de cas quotidiens de Covid-19 dans le pays. Cristina Lesnic, membre du bureau exécutif du PDM, a insisté sur l'importance de placer le citoyen au cœur de la riposte à la pandémie, sur la nécessité de garantir l'accès aux médicaments et de compter sur un système médical renforcé. Le PDM œuvre à l'exécution de son plan de lutte contre la pandémie et ses conséquences. L'accès à un traitement médical approprié est également un problème sérieux pour le Kirghizistan, pays qui n'a pas été en mesure de gérer efficacement la pandémie du fait de l'incapacité de l'ancien président à trouver les financements requis pour permettre l'accès à une assistance médicale gratuite aux citoyens ou créer des hôpitaux dédiés à la prise en charge des patients malades du coronavirus, aboutissant à un taux de décès disproportionnellement haut. Askhat Rakhimzhanov, président du parti OSDP au Kazakhstan, a déclaré que son pays n'a pas été épargné par les ravages de la pandémie et des mesures strictes ont été prises, notamment l'introduction d'un confinement et la déclaration de l'état d'urgence. Selon M. Rakhimzhanov, des enseignements ont été tirés de la première vague, permettant au pays de mieux se préparer à l'arrivée de la seconde.

En revanche, un certain nombre de participants ont constaté que la seconde vague a été plus sévère qu'au printemps, dont Gia Jorjoliani, président du SDD en Georgie, pour qui la pandémie a révélé les graves manquements de l'ordre mondial dans sa capacité à répondre à une telle crise. La Géorgie a très bien su passer la première vague au printemps avec un confinement de deux mois, pour se retrouver parmi les pays ayant le moins bien géré la seconde vague. Autre pays fortement touché par cette dernière, la Hongrie a vu son gouvernement incapable de trouver un équilibre entre l'économie et les conséquences de l'absence de confinement, confie Alexandra Dobolyi, coprésidente du Comité, du parti MSzP hongrois.

L'attention des membres du Comité a été attirée par Yauheni Vilski, premier vice-président du NH au Bélarus, sur l'absence dangereuse de réponse du régime de Loukashenko au Bélarus, décrivant une administration qui privilégie la loyauté au détriment de la santé, ce qui implique que toute personne qui s'opposerait publiquement au gouvernement perdrait emploi. Le régime a choisi de nier l'existence de la pandémie, bien que des hôpitaux de Minsk ne traitent plus qu'exclusivement les patients atteints de Covid-19.

Sur le thème de la paix et de la résolution des conflits, le récent conflit dans le Caucase du Sud a reçu une attention particulière, et les participants de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan ont partagé leurs perspectives sur la situation.

Araz Alizadeh, coprésident du Comité et leader du SDPA en Azerbaïdjan, a décrit le conflit comme une guerre patriotique soutenue par l'ensemble des partis politiques azéris, provoquant le départ des forces arméniennes du territoire qu'elles occupaient depuis 1993. Face aux allégations de participation de la Turquie à la guerre, il a nié la présence de troupes armées turques en Azerbaïdjan. Sa posture est que son pays n'a à aucun moment attaqué le territoire arménien, contrairement à l'Arménie qui a lancé une attaque contre Ganja, une ville en-dehors de la région du Karabakh, en violation du cessez-le-feu du 10 octobre. M. Alizadeh a rappelé que le SDPA n'aspire pas à la guerre, quelles que soient les revendications d'Erevan, et qu'une mauvaise paix vaut mieux qu'une «bonne» guerre.

Shaghig Maroukhian, membre du Conseil suprême de l'ARF en Arménie, a décrit les actions azerbaïdjanaises comme une agression à grande échelle, en violation du cessez-

le-feu tripartite, à la fois prévue et coordonnée avec l'aide militaire et politique de la Turquie. Elle a accusé le gouvernement d'Azerbaïdjan de recruter des mercenaires terroristes en Syrie et en Libye, et de violations immédiates des deux cessez-le-feu convenus en octobre. L'ARF a remis en cause l'accord de cessez-le-feu du 10 novembre et a déclaré son concours aux manifestations contre le Premier ministre arménien et la formation d'un nouveau gouvernement intérimaire. Selon Mario Nalpatian, vice-président de l'IS et membre de l'ARF, une paix juste n'a pas été atteinte, rappelant l'attachement de son parti aux valeurs et principes de l'IS et sa disposition à œuvrer en ce sens dans le Caucase du Sud.

Concernant la question de la résolution des conflits, le vice-président de l'IS, Alexander Romanovich (Une Russie juste), est revenu sur le rôle personnel des leaders en Arménie, en Azerbaïdjan et en Russie pour atteindre un accord de cessez-le-feu. Il a regretté le nombre de conflits ouverts dans la CEI, en référence à la situation en Moldova et en Ukraine, et exprimé sa conviction que les conflits ne peuvent être résolus uniquement par des pourparlers sous les auspices internationaux des Nations Unies.

Concernant le conflit en Transnistrie, Cristina Lesnic a rappelé que bien que l'année ait été difficile, le PDM n'en a pas moins adopté une approche axée sur les résultats. Elle a décrit l'isolement de la Transnistrie depuis l'introduction de postes de contrôle et qualifié les violations des droits humains d'insoutenables, appelant à une solution négociée dans le respect de l'intégrité de la Moldova, des droits humains et de la sécurité.

Les discussions relatives à la démocratie ont porté sur les événements survenus depuis le scrutin présidentiel frauduleux au Bélarus, lequel a été rejeté par l'IS et nombre d'autres organisations internationales. Marina Adamovich (NH, Bélarus) a rappelé aux participants que 189 jours se sont écoulés depuis l'emprisonnement du leader de Narodnaya Hramada et coprésident du Comité, Mikalai Statkevich, aux côtés d'autres candidats politiques, lauréats du prix Sakharov et plus de 600 défenseurs des droits humains. Du fait de l'emprisonnement des leaders de l'opposition, les Bélarussiens ont lancé des manifestations sans aucun leader, tout en formant une nouvelle nation politique bélarussienne. Ces manifestations, il a été rappelé, ne constituent en rien un choix entre l'Est ou l'Occident, mais bien des manifestations bélarussiennes internes en faveur de la démocratie et du respect des droits humains.

Temirlan Sultanbekov (SDP) a fait état des enjeux démocratiques au Kirghizistan, décrivant la situation ayant mené à des manifestations de masse et à la chute du précédent régime en octobre. Le SDP n'a pas pu mener sa campagne pendant la période électorale précédant ces événements, du fait des fortes pressions exercées sur les membres du parti. Après la démission de l'ancien président Jeenbekov, il se dit optimiste pour l'avenir et confiant que les auteurs de crimes seront appelés à répondre de leurs actes et les prisonniers politiques libérés. Le parti n'a pas cherché à s'emparer du pouvoir pendant les soulèvements, mais se dit prêt à participer aux élections parlementaires démocratiques et à jouer son rôle au sein d'une coalition ou dans l'opposition.

Askhat Rakhimzhanov (OSDP) a fait mention de changements survenus au Kazakhstan en vue de faciliter la formation de partis politiques et d'accroître la pluralité d'opinions dans la sphère politique. En outre, une loi spéciale sur l'égalité des sexes dans les organes administratifs a été adoptée, et la formation des listes des partis et la tenue de manifestation ont été facilitées. Il a expliqué la décision prise par l'OSDP à son Congrès de boycotter les prochaines élections pour protester contre la non-modification des lois électorales en dépit des efforts déployés par le parti. En tant que seul parti de

l'opposition, il a également été victime de nombreuses provocations au cours des derniers mois, notamment de tentatives de prise de pouvoir par des acteurs extérieurs.

Dans ses remarques conclusives, le Secrétaire Général de l'IS, Luis Ayala, a rappelé que l'IS a fait de la résolution des conflits une partie intégrante de son identité dans le monde entier, et continuera à rassembler ses partis membres pour trouver des terrains d'entente, dégager des compromis et coopérer. Il ajoute que la démocratie demeure un enjeu de taille dans la région et constate que l'IS a tout fait pour garantir la participation d'un délégué du Tadjikistan, pays en proie à une grave absence de droits, de libertés et de démocratie, et où les sociaux-démocrates sont confrontés à une situation extrêmement difficile. Nous nous ouvrons également à des amis partageant le même esprit en Ouzbékistan et qui font face à un destin similaire. En matière de résolution des conflits et de droits humains, l'IS continue à être en contact avec les Nations Unies. M. Ayala estime qu'en tant que famille politique, l'IS est pleinement impliquée dans cette région et obtient des résultats. Il a rendu hommage aux sociaux-démocrates de la région qui œuvrent pour la démocratie et le progrès, améliorant la situation par leur travail acharné et persévérance, et se dit fier que les membres de cette famille politique s'en retrouvent les figures de proue.

L'Internationale Socialiste dénonce les élections illégitimes au Venezuela

7 Décembre 2020

L'Internationale Socialiste élève une nouvelle fois la voix pour exprimer son soutien résolu et toute sa solidarité avec le peuple du Venezuela et ses forces démocratiques qui ont à nouveau vu leurs droits et libertés gravement atteints par le régime dictatorial de Nicolás Maduro, cette fois-ci dans le cadre des élections législatives illégitimes d'hier.

L'Internationale rejette ce scrutin convoqué sans observation internationale indépendante et effective, avec un pouvoir électoral sous contrôle strict et total du pouvoir et avec un système de partis politiques que le régime de Maduro s'est employé depuis des années à attaquer, coopter et détruire. Tant l'organisation que la préparation et le déroulement des élections sont rejetés par un grand nombre de pays de la région, de même que par le Groupe de Lima, l'Organisation des États américains et l'Union européenne, entre autres. Les principaux acteurs de la communauté internationale estiment que les normes minimales requises pour la tenue d'élections justes, compétitives et transparentes sont loin d'avoir été respectées, ce qui ne peut que qualifier la journée électorale d'outrage inacceptable à la démocratie.

Le peuple vénézuélien l'entend également de la sorte et a opposé à cette farce électorale une abstention massive. Le registre des électeurs fait état de près de 20,7 millions d'électeurs, pour une abstention au scrutin avoisinant les 70 pour cent selon les données de participation. La participation a chuté de 40 points par rapport au précédent scrutin législatif, au cours duquel l'opposition avait décroché une victoire sans appel. Il est paradoxal de constater qu'en cette journée illégitime à laquelle nous venons d'assister, le PSUV et les autres partis de la coalition au pouvoir Gran Polo Patriótico (« Grand pôle patriotique ») se prévalent de la victoire alors même qu'ils ont obtenu deux millions de voix en moins que lors des législatives de 2015, où ils avaient été vaincus.

L'opposition vénézuélienne, menée par Juan Guaidó, a appelé à ne pas valider la fraude électorale et à ne pas participer au scrutin. Après la publication des résultats, le président désigné a déclaré que la majorité des Vénézuéliens ont tourné le dos à Nicolás Maduro. L'Assemblée nationale, seul pouvoir public jouissant actuellement d'une

légitimité démocratique dans le pays, pourrait connaître dès le début janvier 2021 une nouvelle composition, fruit d'un processus remis en question tant à l'internationale que dans le pays, qualifié de mascarade.

L'Internationale Socialiste condamne cette nouvelle attaque contre les acteurs démocratiques vénézuéliens et réitère sa vive inquiétude face à la crise politique, économique, sociale et humanitaire qui touche les femmes et les hommes et qui ne cesse de se détériorer de jour en jour. L'IS soutient fermement ses partis membres ainsi que les forces de l'opposition vénézuélienne, et continuera de soutenir leurs infatigables efforts en faveur d'un pays dans lequel la loi et le respect des libertés et des droits de tous les citoyens prévalent. Face aux millions de Vénézuéliens qui ont dû quitter leur terre pour raison politique ou économique et prendre l'exil, l'IS renouvelle son appel à la communauté internationale à rester active, mobilisée et engagée à défendre le plein respect des droits humains, des libertés et de la démocratie au Venezuela.

Réunion virtuelle du Comité de l'IS pour l'Amérique latine et les Caraïbes

12 Décembre 2020



Le samedi 12 décembre 2020, l'Internationale Socialiste a organisé une réunion en ligne de son Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes, avec la participation de membres du Présidium de l'Internationale, de leaders et de représentants des partis membres de la région. Les discussions ont notamment porté sur les rapports des situations nationales, l'impact et les conséquences du Covid-19, les défis sociaux et économiques à relever dans la région, ainsi que sur la défense et le renforcement de la démocratie et de ses institutions à travers le continent.

Au début de la rencontre, les participants ont observé une minute de silence en hommage à Horacio Serpa, président honoraire de l'Internationale Socialiste récemment décédé, qui exerçait auparavant la responsabilité de vice-président de l'organisation et qui était à la tête du Parti libéral colombien. Le Comité a également rendu hommage à Tabaré Vázquez du Frente Amplio en Uruguay, qui a été président de la République sur deux mandats et qui nous a quitté à Montevideo il y a quelques jours.

Le président du Comité, Miguel Vargas, a rappelé dans son discours d'ouverture que la pandémie a soulevé d'importants enjeux pour les pays de la région auxquels les forces sociales-démocrates du continent, tant au gouvernement que dans l'opposition, doivent répondre avec solidarité et guidées par les principes du socialisme démocratique. Les partis de l'IS de la région doivent encourager certaines mesures, notamment promouvoir les investissements publics, stimuler la demande, soutenir directement les groupes vulnérables, accroître les dépenses dans la recherche scientifique et garantir un accès opportun aux vaccins. La pandémie a révélé l'importance des nouvelles technologies et de l'Internet et la manière dont ils soutiennent le développement. Leur utilisation dans les domaines de l'éducation, du télétravail et de nouvelles initiatives liées aux réseaux sociaux permet de les considérer comme des expériences positives. Le travail commun de nos forces politiques sur le continent nous permettra de surmonter la crise causée par la pandémie et de redresser la situation sanitaire, économique et sociale de la région.

Le Secrétaire Général de l'IS, Luis Ayala, a souligné qu'au niveau mondial, l'Internationale Socialiste s'est engagée à traiter des questions prioritaires: la lutte contre Covid-19, la défense et le renforcement de la démocratie, faire face à l'avancée du populisme, l'atteinte d'une réelle justice sociale par une économie durable dans le domaine social et environnemental, la résolution des conflits et le travail en faveur de la paix, de l'égalité des sexes et de la solidarité qui caractérise cette famille politique. L'IS s'est saisie de ces différents sujets d'inquiétude en travaillant en contact avec l'ensemble de ses partis membres à travers les différents continents. Pour ce qui trait à la pandémie globale, l'Internationale Socialiste a insisté sur l'urgence de trouver des vaccins accessibles à tous, ainsi que des services de santé de qualité. La quête d'une plus grande justice sociale et d'une solidarité au sein de nos pays et à l'international doit s'exprimer aujourd'hui concrètement dans la manière dont nous relevons les défis présentés par la pandémie.

Pendant l'ouverture de la séance, Pedro Sánchez, président du gouvernement espagnol, Secrétaire Général du PSOE et vice-président de l'IS, s'est adressé aux participants en revenant sur le lien qui unit les Espagnols à la région et en réitérant son engagement à nourrir cette collaboration. Selon lui, les réponses socialistes et sociales-démocrates à la crise actuelle doivent être axées sur le bien-être de tous, sans laisser de place au populisme et aux mesures d'austérité, une tâche qui, aujourd'hui, se doit d'unir les forces de l'Internationale Socialiste.

En amorce des débats du Comité, il a été fait mention de la crise actuelle à l'origine du plus grand ralentissement économique mondial depuis la Grande dépression de 1929. Selon les chiffres des organisations multilatérales, le PIB mondial chutera de plus de

5 % cette année, et avoisinera les -9 % en Amérique latine et dans les Caraïbes selon les estimations de la CEPAL, avec un ralentissement particulièrement inquiétant dans certains pays, à l'instar du Venezuela dont le produit intérieur brut se contractera de 26 %. Les secteurs d'exportation ainsi que la production de matières premières et agroalimentaire seront particulièrement touchés tant en volumes de production qu'en volume d'échanges et en prix. Des activités particulièrement importantes pour certains pays de la région, notamment le tourisme, seront fortement touchées. Cette situation provoque des conflits internes, une augmentation du chômage et de la pauvreté. Les réponses apportées par les autorités creusent la dette et augmentent les dépenses publiques, ce qui grève le déficit budgétaire de nombre de pays de la région. Toute réponse sociale-démocrate à cet enjeu doit favoriser les investissements publics (étant donné que les investissements privés seront également touchés par l'incertitude face à la normalisation des conditions sanitaires et aux restrictions qu'elles sous-tendent) et les dépenses publiques, relancer l'emploi et la demande des ménages. Les gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes ont, au cours des dernières années, redoublé d'efforts pour réduire la dette et équilibrer les comptes budgétaires. Or, il convient de constater que l'ampleur de la crise à laquelle nous sommes confrontés nous oblige à opter pour des dépenses publiques nécessaires et intelligentes, à la fois efficaces et responsables envers l'environnement, pour stimuler la relance en 2021, en sus de politiques d'austérité. Dans le même temps, il est urgent et indispensable que les pays mobilisent des ressources, fonds et toute forme d'aide directe aux groupes les plus touchés et vulnérables, et il apparaît opportun de renforcer les institutions et les prestations des services sociaux de nos pays. La région se doit de renforcer l'intégration et la cohésion dans le domaine des sciences et de l'éducation, de même que de renforcer diverses mesures de coopération pour le développement économique et social.

Au-delà de la réflexion économique générale, le Comité a également abordé les enjeux économiques propres à certaines situations nationales. Ainsi, le Paraguay, bien qu'accusant un ralentissement moins important que nombre de pays de la région, fait face au problème de liens étroits avec des activités illicites et délictueuses, mais aussi de collusion, de ses autorités – jusqu'à leur participation auxdites activités. L'économie et l'emploi au Pérou charrient depuis de nombreuses années le problème de l'économie informelle. En Haïti, les préoccupations ont porté sur la présence de bandes criminelles soutenues par les autorités qui dévastent sans aucun contrôle les biens du monde rural et urbain du pays, ce qui porte atteinte à son économie, la sécurité des citoyens, ses institutions et sa démocratie. En Argentine, les graves conséquences économiques de la pandémie ont été accrues par l'adoption de mesures sanitaires particulièrement restrictives, telles que des quarantaines prolongées, ce qui, entre autres facteurs, a précipité 50 % de la population argentine dans des conditions de pauvreté.

En ce qui concerne la démocratie dans la région, le Comité a réitéré l'engagement des partis membres de l'IS en Amérique latine et dans les Caraïbes. L'heure est à la vigilance face à la recrudescence des régimes autoritaires et aux populismes qui minent la coexistence démocratique. En outre, l'adoption de mesures à des fins politiques sous couvert de mesures sanitaires a été condamnée comme une atteinte aux droits fondamentaux et aux libertés individuelles et collectives. Les mesures restrictives ne sont légitimes que si elles sont opportunes, adoptées selon des critères techniques et scientifiques, bien expliquées à la population et respectueuses des institutions du pays.

Les membres du Comité ont exprimé leur vive inquiétude face aux situations nationales présentant une menace pour la démocratie dans la région. Le Comité s'est penché sur la situation en Haïti où le président Jovenel Moïse n'a pas organisé les élections initialement prévues et a gouverné et légiféré par décret, concentrant ainsi les pouvoirs publics. Le Comité a salué les efforts des partis de l'opposition haïtienne contre les

dérives autoritaires du gouvernement et leur travail au service de l'unité en exigeant la tenue d'élections libres dans les plus brefs délais et pour contrer la tentative du président Moïse de modifier la Constitution et se maintenir au pouvoir au-delà de février 2021. Le Pérou a tourné le dos à la normalité démocratique depuis l'arrivée à la présidence de Martín Vizcarra en mars 2018. Le président actuel, Francisco Sagasti, a pris ses fonctions après la motion de vacance de poste de son prédécesseur en novembre dernier et est issu d'un parti ne détenant que neuf sièges au Parlement péruvien, ce qui augure des difficultés à gouverner le pays. Le Comité s'est dit confiant que les élections prévues le 11 avril prochain se dérouleront comme prévu, avec la participation de l'ensemble des forces politiques du pays et permettant ainsi au Pérou de renouer avec une normalité démocratique.

Concernant le Paraguay, il a été rappelé que le parti Colorado est au pouvoir depuis 1947, à la seule exception du gouvernement de coalition entre 2008 et 2013 auquel participaient les forces de la famille politique sociale-démocrate. Les allégations de corruption et d'actes criminels visant des leaders du parti Colorado sont une constante qui érode la démocratie paraguayenne, dont l'épisode le plus récent et certainement le plus connu vise l'ancien président Horacio Cartes. Les forces de l'opposition démocratique, ancrées dans l'unité dont elles ont fait preuve aux dernières élections présidentielles, doivent continuer à œuvrer avec confiance en amont du scrutin de 2023 pour réussir à décrocher une alternance au pouvoir et enclencher le changement démocratique au Paraguay. Quant à la Bolivie, le Comité a été informé des raisons du triomphe du candidat du MAS, Luis Arce, aux dernières élections présidentielles, ainsi que des enseignements à retenir à l'avenir pour renforcer les institutions démocratiques.

Selon le Comité, le Brésil doit être considéré dans la région comme un exemple particulièrement grave de la manière dont les politiques populistes parviennent à amputer de manière dramatique, rapide et directe la vie des citoyens. Avec un bilan actuel de plus de 180 000 morts, le Brésil se hisse à la deuxième place des pays les plus touchés au monde en nombre de morts des suites du Covid-19. Cette situation dramatique est la conséquence des politiques irresponsables du président Bolsonaro dans le domaine de la santé. Le déni explicite des preuves scientifiques et de la réalité est à l'origine d'un nombre inacceptable de morts et a sérieusement affaibli les institutions du pays et sa démocratie. Le Comité s'est félicité de la consolidation après les dernières élections municipales de son parti membre PDT en tant que première force politique d'opposition et a exprimé sa confiance que les propositions progressistes prévaudront au Brésil et contribueront à son développement durable et à celui de la région.

Considéré comme signe d'espoir pour l'avenir de la démocratie dans la région, le Comité a salué le processus constitutionnel actuellement à l'œuvre au Chili qui, après de vastes manifestations depuis un an réclamant un approfondissement de la démocratie, le respect des droits sociaux et la fin des abus, connaît un climat de large consensus pour remplacer le texte de la Constitution et le modèle qu'elle a imposé pendant la dictature. Quatre-vingts pour cent de l'électorat chilien a plébiscité une nouvelle Constitution, qui sera rédigée par une Assemblée avec parité hommes-femmes et avec représentation des peuples autochtones, une expérience inédite sur la scène internationale. Le Comité a exprimé son soutien aux forces progressistes et démocratiques chiliennes dans leur travail pour apposer au nouveau texte constitutionnel la marque d'un nouvel État de droit social qui se détourne de l'empreinte de Pinochet et de son modèle néolibéral.

Le Venezuela a une nouvelle fois occupé une place centrale dans les discussions du Comité relatives à la démocratie en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le Comité a

rejeté les élections législatives du dimanche 6 décembre, qualifiées d'illégitimes par l'IS et par la communauté internationale, un scrutin frappé d'une abstention de près de 70 %, selon les chiffres officiels. Les graves problèmes politiques, économiques et sociaux que connaît le pays depuis des années empirent de jour en jour. Le nombre de Vénézuéliens ayant quitté le pays oscille entre cinq et six millions de personnes, entraînant dans leur sillage un drame humanitaire et une vague migratoire massive, une réalité qui s'avère particulièrement complexe pour la Colombie. L'accaparement du pouvoir, la destruction de l'appareil productif et des infrastructures, l'hyperinflation non maîtrisée sont autant de preuves qui préfigurent l'ampleur de la crise au Venezuela. L'Internationale Socialiste et la communauté internationale dans son ensemble doivent demeurer fortement impliquées et soutenir les forces démocratiques vénézuéliennes qui revendiquent des élections justes, libres et transparentes avec des autorités électorales indépendantes et sous observation internationale. La consultation citoyenne convoquée par l'opposition démocratique vénézuélienne concomitante à cette réunion du Comité doit être saluée et perçue comme une action en faveur de la démocratie au Venezuela.

Il est crucial pour le renforcement de la démocratie en Amérique latine et dans les Caraïbes de compter sur des institutions solides, légitimes, crédibles et efficaces à l'échelle nationale et régionale. Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes dotés d'institutions solides ont pu mieux réagir face à la pandémie et en atténuer les effets. Le renforcement des institutions et de la démocratie sont deux réalités qui vont de pair. Les propositions populistes portent atteinte à la qualité des institutions et finissent par effriter la coexistence démocratique.

Le Comité a entendu la lecture faite par Nadia de León Torres (UNE Guatemala) de la lettre adressée aux délégués par sa mère, Sandra Torres, l'une des vice-présidentes de l'IS, dénonçant les poursuites judiciaires qui la visent pour des raisons politiques. Mme Torres a appelé le Comité à ce que l'IS agisse sur son cas afin qu'elle-même et son parti puissent continuer à jouer leur rôle dans son pays. À cet égard, le Secrétaire Général de l'IS a rappelé au Comité que les accusations visant la vice-présidente ont été présentées sans fondements ni éléments de preuves et qu'un an et trois mois se sont écoulés depuis la formulation des chefs d'accusation. Ce statu quo menace et empêche Sandra Torres d'exercer ses droits, lui poussant à proposer que notre organisation se mobilise pour obtenir sa libération et identifie un groupe de juristes qui puissent collaborer à cette fin. Lors de la clôture de la réunion, le Comité a entendu un message de George Papandreou, Président de l'Internationale Socialiste, dans lequel il a évoqué les nombreux défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui.

L'IS appelle au respect du processus démocratique et du résultat des élections en Roumanie

14 Décembre 2020

L'Internationale Socialiste adresse ses félicitations à son parti membre en Roumanie, le Parti social-démocrate (PSD), pour sa victoire aux élections législatives du 6 décembre dernier, devenant le premier parti au Parlement à une nette majorité. Conformément aux règles et pratiques constitutionnelles en vigueur dans le pays, le PSD aurait dû pouvoir nommer le Premier ministre et tenter de former un gouvernement. Or, il est troublant de constater que le président Iohannis a pris des mesures inédites et antidémocratiques en nommant un membre de son ancien parti, le Parti national libéral (PNL), comme Premier ministre intérimaire.

Nous exhortons le président Iohannis, qui se doit de demeurer impartial selon la Constitution roumaine, à respecter le résultat des élections en laissant au PSD la tâche de nommer un Premier ministre et en n'imposant pas la personne candidate de son choix. Cela fait suite à l'intervention malvenue du président dans la campagne électorale, au cours de laquelle il a émis des critiques à l'encontre du PSD et exprimé son soutien au PNL. Dans son rapport préliminaire, la mission d'évaluation électorale de l'OSCE a noté qu'en jouant un rôle actif dans la campagne, l'utilisation qu'il a faite du bureau présidentiel est contraire aux normes internationales.

Le processus de formation du prochain gouvernement national doit être le résultat de négociations justes entre les partis élus au Parlement sans ingérence de la présidence, et nous nous attendons à ce que ces règles démocratiques soient respectées. L'Internationale Socialiste exprime sa solidarité avec le PSD et son président, Marcel Ciolacu, dans leur quête d'un meilleur avenir pour l'ensemble des Roumains, et soutient les efforts déployés par le parti pour former le prochain gouvernement national dans le respect de la volonté exprimée démocratiquement par le peuple roumain et des pratiques constitutionnelles du pays.

L'IS proteste la condamnation de Loujain al Hathloul en Arabie Saoudite

28 Décembre 2020



L'Internationale Socialiste proteste vigoureusement contre la condamnation de Loujain al Hathloul en Arabie saoudite pour des accusations présumées liées à la sécurité nationale en vertu de la loi antiterroriste de l'État. Loujain al Hathloul, une militante des droits des femmes, a initialement fait des journaux en 2014 pour avoir protesté contre l'interdiction du Royaume des femmes conductrices et

ses lois sur la tutelle masculine, pour laquelle elle a été arrêtée et détenue pendant 73 jours. Elle a de nouveau été arrêtée en 2018 et depuis lors, détenue sans procès. La condamnation aujourd'hui de près de six ans de prison a provoqué à juste titre l'indignation internationale.

L'Internationale Socialiste continue de réaffirmer les droits de toutes les femmes à la liberté d'expression, à la liberté de ne pas subir de discrimination sexiste et à ne pas violer leurs droits humains.

Comme l'IS l'a déjà déclaré, à travers le monde, les femmes ont joué un rôle important dans la lutte pour la liberté et la démocratie, et continuent de jouer un rôle de premier plan dans les transitions démocratiques. Elles doivent avoir les mêmes chances, droits et libertés que les hommes. Pour une société stable, équitable et pacifique, il est impératif que les droits des femmes et l'égalité des sexes soient respectés.

L'IS déplore l'assaut contre la démocratie aux États-Unis

8 Janvier 2021

L'Internationale Socialiste, l'organisation mondiale des partis sociodémocrates, travaillistes et socialistes démocratiques, déplore vivement les attaques systématiques du président Donald Trump et de ses alliés contre la démocratie depuis sa défaite aux

élections présidentielles de novembre dernier, dont le point d'orgue a été l'attaque condamnable contre le Capitole mercredi 6 janvier par les partisans du président sortant. Ces événements choquants n'ont pas leur place en démocratie et ont malheureusement causé la mort d'au moins cinq personnes, dont un policier décédé des suites de ses blessures dans l'exercice de ses fonctions.

Le fait que cette foule ait été directement encouragée par le président à prendre d'assaut la législature américaine, alors que le Congrès était réuni en session commune pour confirmer l'élection de son opposant aux dernières élections présidentielles, Joe Biden, est à la fois stupéfiant, inédit et honteux. La provocation directe de Trump, reprise par un certain nombre de membres influents du parti républicain, et précédant les événements houleux au Capitole, est l'aboutissement de deux mois où toutes les occasions ont été saisies pour tenter de remettre en question la validité des élections libres et justes qui ont donné une large victoire au président élu Biden. Il a été cependant maintes fois prouvé que les diverses allégations et théories du complot ciblant le processus électoral n'ont aucun mérite ni aucune base légale. Pourtant, cela n'a pas empêché le président et d'autres de choisir de mentir, de déformer la vérité et de saboter la démocratie pour se maintenir au pouvoir.

Au cours des quatre dernières années, le président Trump n'a cessé de prouver son inaptitude à diriger. Ce type de comportement était déjà connu avant son élection en 2016, quand il utilisait ses réunions de campagne pour propager la discorde et attiser la violence. Son mandat présidentiel n'a fait que raviver et renforcer les factions d'extrême droite et suprémacistes blanches de la société américaine, en refusant de condamner la violence et le racisme et en soutenant nombre de leurs buts et objectifs. Le danger des rhétoriques incendiaires et les conséquences de l'incitation à la violence et à la haine ont clairement pris corps lors des événements du 6 janvier. Certaines des images les plus troublantes qui en ressortent montrent les symboles racistes brandis en triomphe, à l'instar du drapeau confédéré déployé dans l'enceinte du Capitole et des violentes attaques contre les médias, continuellement calomniés par le président sortant. Le président élu Biden a qualifié avec justesse les personnes impliquées de terroristes domestiques, elles doivent être identifiées et poursuivies avec toute la rigueur de la loi.

L'Internationale Socialiste est fière de son histoire au service et en défense de la démocratie où qu'elle se retrouve menacée dans le monde, et les événements de ces derniers mois sont un rappel brutal que les droits démocratiques durement acquis ne doivent jamais être tenus pour acquis. Même après le départ du président Trump de la Maison-Blanche, les dégâts causés à la démocratie américaine prendront du temps et demanderont des efforts pour être résorbés. Nous adressons tous nos vœux de réussite à la nouvelle administration dans ses travaux de réparation des dommages causés par son prédécesseur et nous sommes confiants que le président élu Biden dirigera dans l'intérêt de tous les Américains, renforcera le multilatéralisme et sera une force positive pour les États-Unis et le reste du monde.

Un nouvel horizon aux États-Unis

21 Janvier 2021

L'entrée en fonction de Joe Biden et de Kamala Harris comme nouveau président et vice-présidente des États-Unis marque un tournant décisif pour le pays et est un moment bienvenue pour le monde. La démocratie aux États-Unis est entrée dans une nouvelle ère, le peuple ayant une fois de plus réaffirmé les valeurs et principes ancestraux sur lesquels cette nation s'est construite. En cette période cruciale où le monde doit relever des défis sans précédent, la nouvelle administration cherche clairement à se concentrer

sur les priorités partagées par la majorité de sa population et qui figurent actuellement à l'ordre du jour de nombreux pays et gouvernements globalement.

Les principales priorités actuelles convergent vers la lutte contre, et les moyens de neutraliser le virus qui a jusqu'à présent coûté la vie à plus de 2 millions de personnes, la relance des économies nationales, l'arrêt de la destruction de l'environnement, le déploiement d'une réponse humanitaire aux crises migratoires, la lutte contre le racisme et la discrimination, la promotion de l'égalité des sexes, le règlement des conflits et le maintien de la paix, mais aussi, et surtout, le renforcement de la démocratie et de ses institutions qui se trouvent menacées par les idées populistes et autoritaires dans diverses régions du monde.

Les décrets présidentiels signés par le président Biden dès son premier jour en fonction, que nous saluons vivement, sont la preuve de son engagement en faveur de ces questions essentielles et contrastent fortement avec son prédécesseur dont la politique fut caractérisée par l'insularité, l'hostilité et la défiance. En cela, il démontre que seule une approche commune permettra aux nations du monde entier de relever les nombreux défis auxquels l'humanité est confrontée.

La voie qu'il a choisi d'emprunter, celle de la recherche d'un commun accord par le multilatéralisme, est clairement identifiable dans sa décision largement applaudie à l'international de réintégrer l'Organisation mondiale de la santé et l'Accord de Paris sur le climat.

Dans le cadre de la lutte pour endiguer les changements climatiques catastrophiques, le décret présidentiel demandant la réintégration de l'Accord de Paris est un acte de prime importance face à l'urgence climatique qui frappe notre planète, alors que les avancées vers la réduction des émissions pour contenir le réchauffement climatique ont été entravées non seulement par le retrait des États-Unis de l'Accord, mais également par le report de la COP26 en raison de la pandémie de Covid-19. Cette année est dès lors capitale pour la nouvelle administration américaine et le reste du monde appelés à réévaluer leurs contributions déterminées au niveau national et à renforcer leurs engagements envers les projets existants et nouvellement conçus de réduction des émissions.

La lutte mondiale pour contenir et vaincre la pandémie de Covid-19 est également une priorité urgente qui sera facilitée par l'engagement du président Biden à réintégrer l'Organisation mondiale de la santé. La pandémie demeurera une menace et un problème pour tous les pays tant qu'elle continuera à se propager à travers le monde. L'annonce faite par le président Biden de l'adhésion américaine au mécanisme COVAX est particulièrement saluée, car cela garantira un meilleur accès au vaccin pour les pays, quels que soient leurs revenus.

L'IS salue l'annonce de la levée de l'interdiction de voyager discriminatoire imposée par l'ancien président en 2017 qui ciblait principalement les pays musulmans, de même que celle de l'arrêt de la construction du mur, la régularisation de la situation de plus de 11 millions de migrants sans papier dans le pays, et celle des dénommés «rêveurs».

En outre, nous nous réjouissons à nouveau du rôle endossé par les États-Unis comme partenaire pleinement engagé en faveur de la paix, de la défense des droits humains dans le monde et de la priorité à donner au développement international, après quatre années de rhétorique agressive et menaçante et d'efforts concertés pour amputer le financement du développement. Une question particulièrement importante est celle du Moyen-Orient, où l'approche unilatérale et transactionnelle de la précédente administration a lourdement entaché toute perspective de solution des deux États et mis en péril la paix à long terme. Dans un geste encourageant, le président Biden a

réitéré son soutien à la solution des deux États et a promis de rétablir l'aide américaine et le financement du développement en Cisjordanie et à Gaza.

Les États-Unis jouissent toujours d'une très forte influence à l'international dans les domaines économiques, culturels et mondiaux, et les conséquences de leurs décisions dépassent largement leurs frontières. Le succès à long terme du président Biden requiert bien plus qu'un simple inversement des pires politiques de son prédécesseur et les nombreux enjeux internationaux pourraient exiger la recherche d'un consensus qui a cruellement fait défaut ces quatre dernières années. L'Internationale Socialiste se dit confiante face aux premières mesures et premiers engagements pris par le président Biden et, avec ses partis membres, offrira son soutien aux initiatives multilatérales conformément aux objectifs et principes de la famille sociale-démocrate. Nous continuerons à œuvrer pour un programme progressiste, démocratique et internationaliste prospère sur la scène internationale.

Djibouti, un pays ni libre ni démocratique

28 Janvier 2021

Djibouti demeure aujourd'hui l'un des pays les moins libres et les moins démocratiques du monde, vivant sous un régime de parti unique qui prévaut depuis son indépendance en 1977, et où les réformes démocratiques attendues n'ont pas eu lieu.

Face à de graves défis, le parti de l'opposition membre de l'IS, le Mouvement pour le renouveau démocratique (MRD) dirigé par Daher Ahmed Farah, cherche à faire aboutir les réformes démocratiques et institutionnelles convenues dans un accord-cadre signé par le gouvernement et l'opposition en décembre 2014, prévoyant notamment la création d'une commission électorale nationale commune indépendante. L'échec du régime à mettre en œuvre ces réformes place Djibouti en porte-à-faux avec la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, que le pays a pourtant signée et ratifiée et qui exige des États parties de créer et de consolider des organes électoraux nationaux indépendants et impartiaux.

L'Internationale Socialiste renouvelle son appel à la pleine application de l'accord-cadre de décembre 2014, avec notamment la création d'une commission électorale commune indépendante comme prérequis à la tenue d'élections présidentielles libres et régulières en avril 2021 à Djibouti. Nous exprimons toute notre solidarité avec le MRD et tous ceux qui œuvrent pour la démocratie, les libertés individuelles et les droits humains dans le pays. La communauté internationale doit faire pression sur le régime au pouvoir pour que cette année le peuple djiboutien puisse enfin exprimer librement sa volonté démocratique et élire son président sans craindre les fraudes et le recours à la force omniprésents pendant les précédents scrutins.

L'IS dénonce l'arrestation de l'un des principaux leaders de l'opposition au Paraguay

29 Janvier 2021

Efraín Alegre, candidat aux élections présidentielles de 2018 au Paraguay et représentant une large coalition de forces politiques d'opposition, dont le Parti démocratique progressiste, PDP, membre de l'Internationale socialiste, a été arrêté le 28 de ce mois et envoyé en prison préventive pour une obscure accusation du régime dirigé par le parti Colorado, une organisation politique caractérisée depuis des

décennies par la longue dictature du général Stroessner et l'excès d'abus et de crimes auxquels il a soumis le peuple paraguayen. Efraín Alegre, leader du Parti libéral radical authentique, PLRA, qui a participé en tant qu'invité aux réunions du Conseil de l'Internationale Socialiste et de son Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes, a mené une campagne présidentielle remarquable aux dernières élections qui ont mobilisé le peuple paraguayen, ralliant des dirigeants et des forces démocratiques derrière un programme de changement et de progrès avec un large soutien citoyen et populaire. Au cœur d'une multitude de plaintes pour irrégularités et d'un manque d'impartialité objective de l'autorité électorale, le candidat du parti Colorado a été déclaré élu par une faible marge.

Au cours des deux années et demie écoulées depuis les élections, Efraín Alegre est devenu le porte-parole des sentiments partagés par l'opposition et de la frustration quotidienne du peuple paraguayen, ainsi qu'une personnalité qui, jour après jour, fait entendre la voix et l'opinion des Paraguayens obligés de supporter le poids et les coûts réels de la corruption croissante, de la distance et de l'indifférence d'un gouvernement au service des intérêts d'une minorité visible et étroite. Cette fois-ci, le régime tente de le rendre responsable d'un prétendu délit de production d'un document non authentique lié à la comptabilisation des dépenses de carburant des responsables d'activités menées dans un district du pays lors de la dernière campagne, ce qui, d'une part, ne le concerne en aucun cas personnellement et d'autre part, comme le prévoit expressément le système judiciaire du pays, ne relève pas de la responsabilité d'un candidat à la présidentielle.

Il est clair que le gouvernement paraguayen aux mains du président Mario Abdo du parti Colorado a entrepris de détruire l'image et l'autorité de ce leader paraguayen qui s'arroge une très haute estime et appréciation des citoyens.

Notre organisation mondiale de partis sociaux-démocrates, travaillistes et socialistes démocratiques dénonce fermement cette manœuvre du régime et exige la libération immédiate d'Efraín Alegre, et nous adressons toute notre solidarité à sa famille et à ses collègues de son parti et des différentes forces politiques qui cherchent à construire une nouvelle société, un nouveau pays, une nouvelle morale et un nouveau destin auxquels le Paraguay aspire et dont il a besoin aujourd'hui.

Appel de l'IS au respect de la démocratie au Kosovo

29 Janvier 2021

L'Internationale socialiste suit de près la situation au Kosovo, où des élections parlementaires anticipées sont programmées pour le 14 février. Vu les récents développements, l'IS appelle les autorités électorales du pays à prendre toutes les mesures pour veiller à ce que ces élections se déroulent dans le respect intégral des principes démocratiques et des droits de tous les électeurs, candidats et partis politiques.

Ces dernières années, des changements importants se sont produits dans le paysage politique du Kosovo, avec l'apparition de nouveaux challengers des partis qui détenaient le pouvoir. Le parti Autodétermination (Lëvizja Vetvëndosje, LVV), membre de l'IS, a gagné en force depuis son arrivée au parlement en 2011, et est devenu le plus grand parti aux dernières élections parlementaires en 2019. Les sondages réalisés pour les élections à venir, qui doivent se dérouler car un tribunal a frappé d'illégalité l'élection du premier ministre en poste par le parlement, montrent que LVV est en tête, ce qui donnerait à Albin Kurti, le candidat du parti au poste de premier ministre, de grandes chances d'être élu.

Dans le contexte du solide soutien public à LVV, la récente décision d'interdiction de participation aux élections prise par le comité électoral central (CEC) du Kosovo envers Albin Kurti et plusieurs autres candidats de LVV est extrêmement inquiétante. Cette décision du CEC enfreint les droits d'Albin Kurti et des autres membres de la liste LVV de participer aux élections en tant que candidats et va à l'encontre de la recommandation de l'Office de l'enregistrement et de la certification des partis, un organisme indépendant.

L'IS demande que les obstacles qui ont été imposés à son parti membre, LVV, soient levés pour permettre aux Kosovars d'exprimer librement leur volonté et d'élire les partis et candidats de leur choix. Nous exprimons notre solidarité envers LVV et ses candidats dans leurs efforts pour veiller à ce que le prochain gouvernement du Kosovo soit social-démocrate et guidé par les principes et objectifs communs de notre mouvement mondial.

L'IS condamne le coup d'État militaire au Myanmar

2 Février 2021

L'Internationale Socialiste condamne fermement le coup d'État militaire survenu au Myanmar lundi 1^{er} février et appelle à la libération immédiate des leaders politiques détenus par l'armée en violation flagrante de l'État de droit. En tant qu'organisation pour qui le développement et le renforcement de la démocratie mondiale est un objectif central, ce pas en arrière est un revers sévère. Cette prise illégitime du pouvoir se double de mesures restreignant les télécommunications au Myanmar et de la crainte de nouvelles atteintes aux libertés individuelles et aux droits humains.

Un retour aux années de dictature militaire ne doit pas en aucun cas se produire au Myanmar. Bien qu'un certain progrès démocratique ait été réalisé dans le pays ces dernières années, notamment la tenue d'élections en 2015 et plus récemment, en novembre 2020, l'armée a maintenu son pouvoir et son influence sous l'égide de la Constitution de 2008 qui réserve 25% des sièges parlementaires et trois ministères aux officiers de l'armée. Ce coup d'État survient seulement quelques mois après la confirmation dans les urnes que la grande majorité des citoyens birmans veulent un leader civil à la tête de leur pays.

Alors que l'avenir démocratique du Myanmar est menacé, il est crucial de se rappeler le sort du peuple rohingya qui a terriblement souffert ces dernières années. Les forces qui ont renversé le gouvernement élu démocratiquement au Myanmar sont complices des atrocités commises à l'encontre des droits humains et de l'épuration ethnique survenues dans la province de Rakhine et ont malheureusement été défendus à la Cour internationale de Justice de La Haye par Aung San Suu Kyi. Le grand danger est de voir la situation déjà désespérée s'aggraver pour les 600 000 Rohingyas toujours présents dans la province, et la communauté internationale doit se tenir prête à agir pour éviter une nouvelle catastrophe humanitaire et protéger les droits des Rohingyas au Myanmar, ainsi que des 700 000 réfugiés actuellement bloqués au Bangladesh voisin.

Le coup d'État du 1^{er} février n'est certes pas le premier qu'ait connu le Myanmar, mais au nom du bien-être et de la prospérité future de ses citoyens, il doit être le dernier. Outre le fait que les responsables doivent immédiatement renoncer au pouvoir et rétablir un régime civil, le Myanmar a besoin de nouvelles réformes pour s'assurer que l'armée n'exerce aucun pouvoir politique et se retrouve sous l'autorité du gouvernement démocratiquement élu. Les personnes responsables du coup d'État et des violations des droits humains au Myanmar doivent répondre de leurs actes, et les prisonniers politiques continuellement privés de libertés depuis 2015 doivent être libérés. Des mesures visant à lever la mainmise toujours exercée par les responsables

militaires sur le pays, assurer une reddition des comptes et garantir les droits de l'opposition politique sont un prérequis pour une transition souhaitable depuis longtemps au Myanmar vers la pleine démocratie, avec des droits égaux pour l'ensemble de ses citoyens, quels que soient leur groupe ethnique et leur religion.

Pour la défense de la démocratie en Haïti

4 Février 2021

Le mandat du président haïtien Jovenel Moïse arrive à échéance le dimanche 7 février 2021. L'Internationale Socialiste exprime son rejet et sa profonde inquiétude face à la décision dudit président de ne pas convoquer les élections prévues par la Constitution, ce qui anéantit toute possibilité de fin de mandat régulière et accroît le grave délitement de la démocratie dans le pays. Ces agissements portent à sept le nombre de scrutins de diverses natures – présidentiels, législatifs, d'élus locaux et autres – non convoqués ni organisés.

L'IS travaille auprès d'Haïti de manière permanente et depuis fort longtemps. À chacune des réunions de ses derniers Présidiums, l'organisation a écouté les interventions du vice-président Victor Benoit, leader de son parti membre, le Rassemblement social-démocrate pour le progrès d'Haïti (RSD), sur la gravité de la situation locale, et a reçu des rapports en ce sens de la part d'Edmonde Supplice Beauzile, leader de son autre parti membre, Fusion des sociaux-démocrates haïtiens. Il n'y a pas deux mois, lors de la réunion de son Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes en décembre 2020, l'Internationale a dénoncé la dérive autoritaire du président haïtien qui gouverne par décret et concentre différents pouvoirs publics sans aucune légitimité. À cette occasion, le Comité a salué les efforts déployés par l'opposition démocratique haïtienne qui demande la tenue d'élections libres conformément à la Constitution. Ce même Comité, réuni en Jamaïque en décembre 2019, avait condamné les atteintes aux droits humains en Haïti ainsi que le recours excessif à la force pour réprimer les manifestations, les assassinats et crimes perpétrés par les agents de l'État, ses milices et autres groupes criminels agissant de connivence avec les autorités, et exigé que des enquêtes soient menées et que la justice fasse la lumière sur les faits et les responsabilités.

En outre, toujours en 2019, le secrétaire général de l'IS s'est rendu à Port-au-Prince pour rencontrer les deux partis membres de l'organisation et, avec leur accord, s'entretenir avec le président de la République, lui proposant d'amorcer un dialogue politique national impliquant le gouvernement et les forces de l'opposition vers une normalisation de la situation dans le pays.

Sourd aux cris d'alarme lancés par les acteurs politiques haïtiens et aux propositions de dialogue de l'IS et d'autres membres de la communauté internationale, et au mépris de tout principe constitutionnel, Jovenel Moïse a, le 18 septembre dernier, porté création par décret d'un Conseil électoral provisoire lui permettant de prolonger *de facto* son mandat jusqu'au 7 février 2022. L'Internationale réfute l'interprétation présidentielle prônant l'existence d'un «vide institutionnel» et son corolaire illégitime qui voudrait le combler de manière irrégulière par la création de nouvelles entités et autorités.

Nous voyons aujourd'hui en Haïti que le crime et l'impunité, les violations des droits humains, la corruption de l'appareil public et la persécution politique des contestations sociales sont des réalités qui creusent jour après jour la crise économique, sociale et politique qui frappe le pays.

Face au grand défi de la démocratie et de l'ordre constitutionnel de la nation, l'Internationale Socialiste réitère la nécessité d'un dialogue national incluant toutes les forces politiques et sociales, pour obtenir qu'Haïti sorte de la spirale récurrente des

crises. Il est essentiel que des élections libres et transparentes soient convoquées dès que possible, permettant de désigner de nouvelles autorités pleinement légitimes. L'Internationale Socialiste renouvelle son engagement auprès de ses partis membres et des forces démocratiques haïtiennes à atteindre cet objectif.

Le Niger élit Bazoum à la présidence

24 Février 2021



L'Internationale Socialiste félicite chaleureusement Mohamed Bazoum, le candidat du parti membre de l'IS, le PNDS, pour sa victoire convaincante au deuxième tour de l'élection présidentielle qui s'est tenue au Niger dimanche 21 février dernier. Comme annoncé hier soir par la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Bazoum a obtenu 55,75% des voix tandis que son adversaire Mahamane Ousmane a obtenu 44,25%. La Cour constitutionnelle devrait maintenant

confirmer le résultat dans les prochains jours.

Pour la première fois dans l'histoire du pays, il y aura une transition de pouvoir entre des dirigeants démocratiquement élus, du président Mahamadou Issoufou à Mohamed Bazoum. L'Internationale Socialiste est particulièrement fière de cette réalisation historique qui représente une étape majeure dans le processus de renforcement de la démocratie au Niger et dans la région. Ce jalon dans la vie démocratique du pays exige que tous les partis, candidats et citoyens nigériens respectent le résultat final de l'élection et s'abstiennent de toute action qui pourrait mettre en péril le processus démocratique.

L'un des défis majeurs pour le nouveau président est la sécurité du Niger, qui a beaucoup souffert ces dernières années du fléau du terrorisme et des conflits armés dans la région élargie du Sahel, avec une inquiétude particulière pour la situation qui prévaut dans la région de Tillabéri, au sud-ouest du pays. L'instabilité et la violence ont malheureusement eu des répercussions directes sur le scrutin lui-même, emportant la vie d'au moins huit employés électoraux, dont sept ont été tués lorsque leur véhicule a percuté une mine terrestre à Tillabéri.

Ces étapes cruciales pour la la démocratie au Niger n'auraient pas pu être franchies sans les efforts et l'engagement personnel du président sortant Mahamadou Issoufou. Son rôle dans la re-démocratisation du Niger sera son héritage durable à son peuple, à son continent et à notre famille politique globale.



Journée Internationale de la Femme

8 Mars 2021

Lors de cette Journée internationale de la Femme le 8 mars, notre mouvement social-démocrate mondial qui fait et a fait depuis longtemps partie de la lutte historique pour les droits et l'égalité des femmes, rend hommage à toutes les



Des femmes manifestantes à Yangon (The New York Times), Instagram

leurs libertés et à réduire leur rôle dans la société. La violence meurtrière employée en réponse à ces manifestations par les forces de sécurité contre des manifestants paisibles est absolument scandaleuse et reflète la brutalité du régime militaire qui a illégalement saisi le pouvoir. Nous savons maintenant qu'au moins 54 personnes ont trouvé la mort pendant les manifestations contre le coup d'état, dont beaucoup ont été victimes de l'utilisation de munitions contre des civils non armés, une pratique totalement abominable. Le mouvement social-démocrate mondial pleure la mort de ces personnes innocentes, notant avec une immense tristesse que des femmes se trouvent parmi elles. Les personnes responsables de ces meurtres doivent être traduites en justice et la communauté internationale doit jouer son rôle pour soutenir les aspirations démocratiques du peuple de Myanmar.

À l'occasion de ce 110e anniversaire de la Journée internationale de la Femme, dont les origines ont été promues par notre mouvement, l'Internationale Socialiste réaffirme avec force et fierté son engagement envers la lutte des femmes pour l'égalité de leurs droits et opportunités partout dans le monde.

femmes engagées dans les luttes politiques de notre époque, dont nous sommes actuellement témoins d'un exemple frappant au Myanmar.

Depuis le coup d'état, que notre Internationale a condamné dès le début, des manifestations sans précédent se sont déroulées à Myanmar pour demander la restauration de la démocratie. Au premier rang de ces manifestations se trouvent les femmes du Myanmar, au mépris de ceux qui cherchent à les réprimer et à les intimider, à limiter



Kyal Sin, de 19 ans, a été abattue par l'armée alors qu'elle manifestait à Yangon

Le retrait de la Turquie de la Convention d'Istanbul

22 Mars 2021

L'Internationale Socialiste est extrêmement inquiète par la décision annoncée par la Turquie de se retirer de la Convention d'Istanbul par un décret émis par le président Erdoğan. Cet acte unilatéral, apparemment en violation de la constitution turque, marque un recul important pour les droits des femmes en Turquie et assène un grand coup symbolique à la lutte permanente pour les droits des femmes en Europe et dans le monde. L'IS exprime sa solidarité avec les 42 millions de femmes en Turquie dont les droits humains sont menacés par cette action irresponsable et inacceptable.

La Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, communément appelée Convention

d'Istanbul, a été établie il y a dix ans dans un but de prévention de la violence et de protection des victimes, ainsi que pour mettre un terme à l'impunité des auteurs de violences à l'égard des femmes. La Turquie était le premier pays à ratifier ce traité, qui porte le nom de sa plus grande ville, suite à son adoption à l'unanimité par le parlement. La violence à l'égard des femmes est une violation des droits humains et la convention confère aux États la responsabilité de la prévention de la violence domestique, de la protection des victimes et de la poursuite des délinquants inculpés.

Alors que la Turquie signale son retrait de la convention, les niveaux de violence contre les femmes augmentent. Au cours des dix dernières années, le nombre de féminicides a tragiquement et rapidement augmenté pour atteindre trois fois son niveau antérieur. Il s'agit d'une évolution inacceptable qui exige d'être traitée rapidement. Dans ce contexte, le retrait de la Convention d'Istanbul est l'exact opposé de ce que les femmes de Turquie sont en droit d'attendre de leur gouvernement et cet acte s'apparente à une attaque directe des droits des femmes par un régime de plus en plus autoritaire et conservateur. L'Internationale Socialiste demande au président Erdoğan et au gouvernement de Turquie d'annuler cette décision mal avisée, illégitime et dangereuse de se retirer de la Convention d'Istanbul. Alors que tous les gouvernements doivent redoubler d'efforts pour mettre fin au fléau de la violence sexiste, des mesures régressives telles que celles annoncées en Turquie sont injustifiables. L'IS offre son soutien total au CHP, parti membre de l'IS en Turquie, dans ses efforts pour défendre les droits des femmes et veiller à ce que la Turquie ne quitte pas la Convention.

Un appel au respect de la démocratie en Turquie

23 Mars 2021

Le procureur général de la Cour suprême d'appel de Turquie a émis un acte d'accusation pour la fermeture du Parti Démocratique des Peuples (HDP), accusant ses membres de bafouer les règles de droit démocratiques et universelles. Cette inculpation demande également l'interdiction d'activité politique de 687 membres du HDP, ce qui représente une menace grave pour le parti.

Le HDP possède aujourd'hui 55 parlementaires. Il est le deuxième parti d'opposition et le troisième parti politique du pays. Au cours des deux dernières années, jusqu'à 50 maires appartenant au HDP ont été démis de leurs fonctions et un nombre inquiétant de membres du HDP ont été détenus. Il y a quelques jours, le parlementaire HDP Ömer Faruk Gergerlioğlu, qui a également été condamné à une peine de prison suite à un commentaire fait sur les réseaux sociaux, a été déchu de son mandat parlementaire par le président du parlement turc. L'ancien co-président du HDP, Selahattin Demirtaş, a été condamné hier à trois ans et demi de prison pour des commentaires faits à la presse dans un aéroport, et deux autres représentants du HDP ont été accusés aujourd'hui de diffusion de propagande terroriste et d'appartenance à une organisation terroriste. S'ils sont condamnés, ils seront passibles d'une longue peine de prison. Ces nouveaux développements soulignent les circonstances difficiles auxquelles font face les forces politiques d'opposition sous le régime du président Erdoğan.

Les membres du HDP ont exprimé leur grande inquiétude quant à l'avenir de leur parti et craignent d'être empêchés de participer aux prochaines élections parlementaires. L'IS continuera à surveiller étroitement ces graves développements qui nuisent aux principes et piliers fondamentaux de la démocratie dans le pays.

Préserver l'ordre constitutionnel en Bolivie

31 Mars 2021

Consciente des différences qui se sont produites en Bolivie et parmi ses citoyens depuis le processus électoral de 2019, notre Internationale a suivi avec préoccupation les niveaux de polarisation de la société dans ce pays et appelle les différents acteurs politiques à se rencontrer en reconnaissance mutuelle et en les valeurs et principes partagés de la démocratie.

La coexistence dans le cadre de l'état de droit et des garanties de la loi, qui établissent et garantissent les libertés et les droits pour tous, garantissent que la vie politique ainsi que le renforcement de ses institutions génèrent la confiance nécessaire pour tous au sein de nos nations.

Face à la volonté du peuple bolivien dans son ensemble et à son intention de progresser vers ces objectifs, toutes les garanties d'une procédure régulière aux anciennes autorités, aujourd'hui privées de liberté, deviennent essentielles pour assurer le respect du droit, la coexistence, la valeur commune de la paix et le respect de la propre constitution du pays.

Myanmar - action urgente de la communauté internationale est nécessaire

1 Avril 2021

La brutale et constante répression de manifestants non armés et paisibles par l'armée de Myanmar est une atrocité horrifiante qui doit prendre fin. L'Internationale Socialiste est consternée par les attaques systématiques contre les civils perpétrées par les forces de sécurité qui assassinent les manifestants dans la rue et chez eux, et qui font appel à l'agression, à la torture et aux détentions massives dans des conditions inhumaines pour tenter de réprimer le soulèvement. Le courage inébranlable dont font preuve tous ceux qui manifestent au Myanmar en dépit du grave danger pour leur vie est une source de grave inquiétude mais aussi d'inspiration pour les démocrates du monde entier, et l'IS réaffirme sa totale solidarité avec ceux qui risquent tout pour défendre le régime civil, la démocratie et les droits humains au Myanmar.

Le nombre de victimes depuis le coup d'État a tragiquement dépassé cinq cent au cours des derniers jours et continue d'augmenter, avec notamment plus de cent personnes ayant trouvé la mort en une seule journée, le samedi 26 mars. Parmi les victimes on compte plusieurs jeunes enfants et adolescents dont la vie a été écourtée dans des circonstances tragiques alors que bien d'autres ayant perdu des parents, amis, proches et mentors ont été exposés à des événements déchirants et traumatisants qui laisseront de profondes cicatrices émotionnelles et psychologiques. Le meurtre délibéré d'hommes, femmes et enfants avec des tirs à munitions réelles visant la tête et le thorax est une parodie des droits humains et un acte profondément criminel. Depuis trop longtemps l'armée du Myanmar a pu agir en toute impunité. Elle continuera à le faire tant que les auteurs de ces actes criminels et ceux qui ont ordonné le recours à la force mortelle contre les manifestants ne seront pas tenus responsables, ainsi que les auteurs de crimes antérieurs, y compris les atrocités commises contre les Rohingya et d'autres minorités.

La communauté internationale a massivement réagi avec choc, horreur et colère face aux massacres qui se déroulent au Myanmar, mais cette condamnation généralisée assortie de sanctions n'a pas suffi pour mettre un terme à ce carnage. L'État du Myanmar, actuellement sous le contrôle illégitime de la junte militaire, manque à sa

responsabilité de protection de son peuple contre les atrocités et est également directement responsable de ces actes inadmissibles. Il incombe donc à la communauté internationale d'agir conformément à la Charte des Nations Unies pour protéger les populations civiles, avec la coopération de partenaires régionaux comme l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Les voisins du Myanmar doivent être prêts à offrir une assistance humanitaire à ceux qui fuient la terreur qui règne dans leur pays en accueillant ceux qui cherchent l'asile devant la violence indiscriminée contre les civils.

Même si la préoccupation la plus pressante est un arrêt immédiat de la violence et des pertes humaines au Myanmar, comme l'a déjà demandé instamment l'IS, il est également impératif pour l'avenir du pays de respecter le résultat des élections démocratiques de novembre 2020 et de rétablir le gouvernement choisi par le peuple. Les tragiques événements des deux derniers mois nous rappellent à nouveau le besoin urgent de réforme au Myanmar afin de limiter le pouvoir de l'armée qui a une fois de plus démontré qu'elle était prête à faire appel à la force pour renverser rapidement et faire échouer la progression régulière accomplie en direction de la démocratie depuis quelques années. Il reste évident qu'une transformation plus profonde est nécessaire pour briser l'emprise que conserve le leadership militaire sur le pays, assurer la responsabilité et garantir les droits de l'opposition politique, autant d'étapes nécessaires pour que Myanmar puisse réaliser sa transition tant attendue vers la pleine démocratie, avec des droits égaux pour tous les citoyens quelle que soit leur religion ou leur ethnie.

La social-démocratie au service du Niger

2 Avril 2021

L'Internationale Socialiste adresse ses salutations et félicitations les plus chaleureuses au Président sortant Mahamadou Issoufou et au Président entrant Mohamed Bazoum.

Nous sommes, sur tous les continents, extrêmement fiers d'être aux côtés de nos camarades du Niger en ce moment important de l'histoire du pays.

C'est un réel plaisir de féliciter le président élu du Niger, Mohamed Bazoum, à cette occasion historique. Nous assistons à la première transition démocratique du pouvoir dans l'histoire de ce pays, alors que notre cher ami et camarade le Président Mahamadou Issoufou arrive à la fin de son deuxième mandat.

Le Niger est une démocratie multipartite qui fonctionne depuis une décennie, depuis l'élection du Président Issoufou pour la première fois en 2011, et cette transition est aujourd'hui un exemple, et un moment très observé, pour l'avenir démocratique du Niger. La tentative d'attaque ratée contre le palais présidentiel hier est fermement condamnée par la communauté internationale et nous réaffirmons que toute attaque contre la démocratie au Niger est une attaque contre la démocratie partout dans le monde.

Les réalisations du Président Issoufou au cours de ses deux mandats sont fondamentales pour ce processus démocratique, et l'Internationale Socialiste célèbre chaleureusement ses nombreuses accomplissements. Le Niger a progressé dans de nombreux domaines, notamment la croissance économique, le développement humain et social et l'ouverture de nouvelles opportunités économiques pour l'avenir de ce pays.

En remerciant le Président Issoufou pour son engagement et ses services, c'est un grand plaisir pour notre famille politique d'accueillir le nouveau Président élu du Niger, Mohamed Bazoum, qui a longtemps servi son pays à différents titres. Il est un camarade de longue date, qui a également participé aux travaux de l'Internationale Socialiste et qui est bien connu dans la communauté internationale.

Lors de l'élection de Bazoum, le peuple nigérien a choisi de poursuivre la voie démocratique, et nous le félicitons sincèrement.

Notre Internationale est particulièrement fière de cette victoire, qui n'est pas seulement une victoire pour la démocratie, mais pour notre parti membre, nos camarades, et pour les valeurs et principes partagés de notre mouvement mondial, valeurs que le Président Issoufou et le Président élu Bazoum ont à la fois bien servi dans leurs nombreuses responsabilités. Ces valeurs et principes, qui brillent aujourd'hui au Niger, unissent toute notre famille politique à travers le monde.

Nous souhaitons au Président Bazoum plein succès dans la poursuite du renforcement de la démocratie et dans la promotion de la croissance et du progrès avec l'égalité des chances pour tous, confiant dans la solidarité et le soutien de notre organisation et de tous ses membres dans toutes ses entreprises.

Au Guatemala, le cas contre Sandra Torres est persécution politique

23 Avril 2021



- Le cas de Sandra Torres est un cas politique et non juridique. La persécution politique à son encontre a malheureusement compté sur la désinformation et l'utilisation de certains procureurs, qui jusqu'à présent n'ont pas fait preuve d'impartialité et d'indépendance conformément aux normes internationales.
- L'état de droit et la démocratie guatémaltèque traversent à nouveau un moment critique. Il est nécessaire de renforcer ses institutions et la protection des droits de l'homme, ainsi que des élections démocratiques avec transparence et responsabilité.
- Tous les citoyens, électeurs et candidats doivent avoir les garanties nécessaires pour participer aux processus électoraux, conformément aux normes internationales.
- Nul ne peut être poursuivi pour des comportements qui n'étaient pas des crimes à l'époque; En outre, la procédure pénale doit respecter scrupuleusement les garanties judiciaires consacrées dans la Constitution et les lois du Guatemala, ainsi que dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.
- En raison de ce qui précède, l'une des plus anciennes garanties d'une procédure régulière est la *présomption d'innocence*. Une personne ne peut être condamnée ni par les procureurs, ni par la presse, ni par ses ennemis politiques. Dans un État démocratique, une personne ne peut être soumise à un processus que lorsqu'il existe des éléments objectifs qui présument sérieusement sa responsabilité; mais elle ne peut être condamnée que lorsqu'un juge indépendant et impartial la déclare légalement coupable, hors de tout doute raisonnable.
- **Le processus suivi contre Sandra Torres a révélé la persécution politique à son encontre**, pour tenter de l'exclure et de la disqualifier en tant que candidate électorale. Cela est démontré par les événements eux-mêmes: le lendemain (6 février 2019) du jour où le Tribunal électoral suprême du Guatemala a remis à Sandra Torres les lettres de créance en tant que candidat à la présidentielle du parti de l'Unité nationale de l'espoir (UNE), le ministère public, par l'intermédiaire du Parquet spécial contre

l'impunité, a présenté contre Sandra Torres (et 4 députés du parti UNE) la demande de leur procès pénal préliminaire.

- Malgré le fait que le Tribunal suprême électoral, en tant que plus haute autorité en matière électorale, a vérifié et audité le parti UNE sur les questions financières avec un avis favorable, sans aucun scrupule, seulement trois (3) jours avant le second tour présidentiel, le ministère public a demandé l'annulation du parti UNE, prétendument pour le crime de financement électoral illégal; et aux mêmes dates, l'autre candidat à la présidentielle (soutenu par le magnat de l'homme d'affaires Dionisio Gutiérrez) a présenté une demande de mandat d'arrêt au ministère public, promettant que s'il gagnait, il mettrait Sandra Torres en prison.

- Par la suite, une fois que Sandra Torres a perdu au second tour des élections présidentielles et était donc sans immunité (2 septembre 2019), le ministère public a demandé un mandat d'arrêt contre Sandra Torres pour les crimes présumés de Financement Non Déclaré et d'Association Illégale.

- **Les crimes pour lesquels Sandra Torres est accusée démontrent le caractère arbitraire de l'affaire fabriquée contre elle, en violation des principes universels des droits de l'homme:**

1. Application rétroactive du droit pénal, c'est-à-dire qu'il vise à appliquer des crimes qui, au moment du comportement, n'étaient pas des crimes, en violation de la Constitution et des traités relatifs aux droits de l'homme¹.
2. Violation du principe de légalité pénale, en raison de l'inexistence du crime d '«association illicite»².
3. Violation du principe de la responsabilité pénale personnelle et non pour les actes d'une autre personne physique ou morale³.

- **En conclusion**, en vertu des faits de cette affaire, il est évident **qu'il n'y a aucun fait ou preuve à l'appui de la plainte pénale contre Sandra Torres** pour l'un ou l'autre des deux crimes. Par conséquent, il est évident que cette affaire contre Sandra Torres est une manœuvre grossière de **persécution politique**.

- Le cas contre Sandra Torres doit être close le plus tôt possible car il manque de fondement et constitue un cas de persécution politique manifeste, qui compromet la responsabilité internationale non seulement de l'État guatémaltèque, mais aussi des procureurs et des juges qui participent indûment.

-
1. La plainte fiscale fait référence à l'article 407 «O» du Code pénal sur le délit de «financement électoral non enregistré» qui a été approuvé en novembre 2018 et les faits de la plainte se réfèrent à la campagne de 2015.
 2. Le crime d '«Association Illégale» ne s'applique pas parce que le parti politique UNE est une institution légitime; et dans les crimes de la loi, il n'y a pas de financement électoral illégal ou non déclaré.
 3. L'accusation est tellement absurde qu'elle repose sur le fait qu'en 2015, l'UNE a reçu de la société Maariv une contribution de 5 664 000 Q dans ses comptes qui n'a pas été signalée au parti. Sandra Torres était alors secrétaire générale du parti. Cependant, la contribution de ladite société (en fait 2 562 226,00 Q) a été dûment enregistrée et notée dans la comptabilité du parti, ainsi que dans les rapports du Tribunal électoral avec récépissés émis et notariés. En tout cas, c'était une contribution au parti et non à Sandra Torres. Et le chèque qui lie le ministère public à Sandra Torres que M. Michael Erichsen a contribué au second tour, n'est jamais entré non plus dans le parti ni dans le compte de Sandra Torres. De plus, Sandra Torres n'était pas secrétaire générale à l'époque.

Solidarité avec le peuple de l'Inde

26 Avril 2021



L'Internationale Socialiste exprime sa profonde tristesse et ses regrets face aux souffrances catastrophiques et aux pertes en vies humaines en Inde ces derniers jours en raison de la propagation effrénée du coronavirus à travers le pays. Nous avons été témoins avec choc des scènes de détresse et d'angoisse, et nos pensées et notre solidarité vont au peuple de l'Inde en cette période incroyablement difficile et pénible.

Le système de santé en Inde a été tendu au point de rupture et au-delà, et sans action immédiate, la situation pourrait s'aggraver considérablement. Face à cette crise croissante, nous appelons la communauté internationale à offrir de toute urgence toute l'assistance possible à l'Inde sous la forme de fournitures médicales, de vaccins et de fournitures pour les usines de vaccins, et d'outils pour aider à identifier et contrôler les variantes émergentes de la maladie.

L'Internationale Socialiste soutient l'appel de Rahul Gandhi, ancien président de son parti membre, le Congrès National de l'Inde, pour des vaccins gratuits pour tous les citoyens du pays. L'accès au vaccin ne doit en aucun cas être déterminé par la capacité de payer. Comme notre organisation l'a toujours déclaré, un accès équitable aux vaccins et leur distribution à tous les pays du monde en quantités suffisantes est le seul moyen de véritablement protéger la population mondiale contre le coronavirus. Personne n'est à l'abri de la pandémie tant que nous ne sommes pas tous en sécurité, et les récents développements tragiques en Inde nous rappellent clairement que la lutte contre la pandémie est une lutte mondiale.

Pour la défense de la démocratie et la constitution en Mongolie

28 Avril 2021

L'Internationale Socialiste rejette les tentatives inconstitutionnelles du président Battulga Khaltmaa en Mongolie de dissoudre le parti au pouvoir, le Parti populaire mongol (MPP), par un décret présidentiel. En prenant cette mesure non démocratique et anticonstitutionnelle, il a déclenché de manière irresponsable une crise potentielle à un moment où le pays doit s'unir et faire face aux défis sanitaires, économiques et sociaux résultant de la pandémie de coronavirus.

Le MPP, parti membre de l'IS, qui a récemment célébré son 100e anniversaire, a été un acteur central de la transition de la Mongolie vers une démocratie multipartite et a été massivement soutenu par le peuple mongol alors qu'il avait remporté la majorité parlementaire aux élections de l'année dernière. Les accusations portées par le président contre le MPP de manipuler la Cour constitutionnelle et de militariser l'État ne sont ni justifiées ni étayées par des preuves. Les élections présidentielles sont prévues en juin de cette année et, conformément à l'amendement constitutionnel qu'il a lui-même signé, le président actuel ne peut pas se présenter à la réélection. Le Président Battulga Khaltmaa, en cherchant à interdire le MPP et en empêchant ainsi le plus grand parti de Mongolie de présenter un candidat à la présidence, porte atteinte à la démocratie et au droit du peuple mongol d'élire librement son chef d'État.

L'IS continuera d'être vigilante autour de la situation en Mongolie et offre son soutien au MPP face à ce décret illégal. Nous sommes convaincus que le MPP continuera à gouverner dans l'intérêt de tout le peuple mongol et nous attendons une élection présidentielle libre et juste à laquelle le MPP sera autorisé à participer, et une transition pacifique du pouvoir vers le président dûment élu.

Réunion en ligne du Groupe de travail de l'IS sur la question kurde

1 Mai 2021



Des représentants des partis kurdes membres de l'IS ont pris part à une réunion de travail virtuelle de l'IS le 1er mai durant laquelle les participants ont échangé sur leurs circonstances respectives et leurs défis politiques actuels, y compris le respect de leurs droits humains et politiques. Les participants ont également exprimé leurs points de vue et idées en rapport avec le futur travail au sein de l'IS.

Les défis évoqués comportaient de nombreux éléments communs tout en restant spécifiques aux circonstances particulières qui existent dans chaque pays. Dans le contexte mondial actuel, tous les participants ont été impactés par le fléau de la pandémie du coronavirus, et la question cruciale et très débattue de l'accès aux vaccins dans le monde pour sortir de la crise a été mentionnée. Les participants étaient également unanimes quant à leur souhait de reprise des réunions en personne dans l'avenir afin de débattre des questions cruciales, dès que cela sera possible sans risques.

En Irak, le principal objectif politique était la décentralisation et un transfert de pouvoir aux autorités élues. On considère que ce processus avance très lentement. Des développements positifs sont intervenus au niveau de la situation sécuritaire suite à la chute de Daech, mais son idéologie reste une menace. En Syrie, où les Kurdes ont joué un rôle similairement important dans la lutte antiterrorisme et anti-extrémisme dans la région, leur lutte pour établir les droits et libertés démocratiques continuent et une plus grande solidarité internationale est ressentie comme nécessaire pour les soutenir dans ces efforts.

La lutte pour les droits humains du peuple kurde en Iran a été soulignée, ainsi que l'approche destructrice du régime iranien face aux aspirations paisibles des Kurdes. L'Iran a continué à recourir à des politiques internes violentes envers son propre peuple. Une inquiétude majeure était l'absence des droits humains dans les discussions récemment relancées sur la question nucléaire, alors que la situation des femmes et des minorités dans le pays reste aussi désastreuse que jamais. En Turquie, où le régime

d'Erdogan tente d'étouffer les luttes démocratiques, la persécution des Kurdes continue, le gouvernement utilisant des mesures anti-démocratiques et des détentions de masse pour réprimer toute opposition, comme on le voit dans le procès de Kobané, tout en poursuivant une approche militariste au plan national et international.

En ce qui concerne les aspirations politiques du peuple kurde, toutes les personnes présentes ont exprimé une grande volonté de travailler avec d'autres parties et de coopérer avec d'autres groupes ayant des valeurs et des principes similaires. Les participants ont souligné que la question kurde était pertinente pour tous les pays de la région et qu'un résultat positif pour le peuple kurde pourrait avoir des effets extrêmement bénéfiques sur l'ensemble du Moyen-Orient. Il a été jugé nécessaire de veiller à ce que les Kurdes fassent partie de toute future feuille de route pour la démocratisation et des réformes dans la région. Dans ce contexte, d'autres forces progressistes de la région pourraient être incluses dans les discussions futures sur la question kurde. On a noté que l'IS avait de longs antécédents dans la défense de la question kurde, et que ses réunions internationales avaient permis de mieux sensibiliser les partis politiques du monde entier.

En ce qui concerne le futur travail sur la question kurde, les participants ont convenu qu'il devrait être mis en œuvre en tenant compte des questions importantes et complexes abordés, qui sont présentes dans toutes les régions habitées par le peuple kurde. Parmi les suggestions faites pour de futures actions, citons l'ouverture et le développement d'un dialogue entre les partis politiques kurdes et non-kurdes dans la région, pour développer la compréhension et réduire les fossés culturels.

Il y avait une volonté parmi les personnes présentes de poursuivre ces discussions et de tenir de nouveaux échanges de vues avec les partis membres intéressés de l'Internationale Socialiste, en s'appuyant sur le travail au sein de l'IS en faveur des droits politiques et humains de tout le peuple kurde, conformément aux principes et objectifs fondamentaux de la famille sociale-démocrate mondiale.

Étaient présents à la réunion le Secrétaire Général de l'IS ; Soran Jamal Taher et Sarkawt Muhammed Ghafour de l'UPK, Irak; Khalid Azizi et Mouloud Swara du KDP d'Iran; Loghman Ahmedi du PDKI, Iran; Kako Alyar et Diniya Rahemzada du KPIK d'Iran; Salih Muslem et Ibrahem Muslem du PYD de Syrie; et Hişyar Özsoy, Evren Çevik et Lokman Sazan du HDP, Turquie.

El Salvador: la démocratie exige le contrôle de l'exercice du pouvoir

3 Mai 2021

L'Internationale Socialiste, l'organisation mondiale des partis sociaux-démocrates, travaillistes et socialistes, a appris avec une vive inquiétude la décision de l'Assemblée législative d'El Salvador de révoquer les cinq membres de la Chambre constitutionnelle de la Cour suprême de justice, lors de sa première session avant-hier soir, ainsi que le procureur général de la nation.

Ignorant et dépassant la division des pouvoirs de l'État, lors d'un vote approuvé à la majorité de 64 voix sur un total de 84 membres, l'Assemblée législative, actuellement contrôlée par le parti Nuevas Ideas du président du Salvador, Nayib Bukele, a voté pour ce limogeage, qui a été défendu par le président du pays. De leur côté, les membres de la Chambre constitutionnelle de la Cour suprême de justice d'El Salvador ont déclaré la décision de l'Assemblée inconstitutionnelle, violant la forme républicaine, démocratique et représentative de gouvernement.

De même, la Chambre constitutionnelle a souligné que « avec une intention marquée de supprimer les contrôles effectifs à l'égard de l'organe exécutif et législatif » la décision adoptée par les membres de l'Assemblée « a un impact négatif sur le contrôle de l'exercice du pouvoir » exercé par la dit Chambre.

L'Internationale Socialiste partage pleinement ce qui a été exprimé par les membres révoqués de la Chambre constitutionnelle, à savoir que « ce n'est qu'en contrôlant le pouvoir, il y a l'assurance que la démocratie et les droits ne dépendent pas de la discrétion d'une personne ou d'un groupe ».

Notre Internationale, qui fait de la démocratie la plus haute valeur dans la conduite de nos gouvernements et le respect de leurs institutions, suivra de près l'évolution de la gestion de l'actuel gouvernement d'El Salvador, à un moment où cela ne peut être réalisé qu'avec une protection totale des libertés et des droits de tous.

Solidarité avec la Colombie

6 Mai 2021

L'Internationale Socialiste suit avec une profonde consternation la violence brutale déployée contre les manifestantes et manifestants dans différentes villes de Colombie qui dénoncent et rejettent fermement le projet de réforme fiscale et d'augmentations des impôts présenté par le président Iván Duque, destiné à couvrir l'impact de la Covid-19 sur l'économie du pays.

Ces mesures ont été immédiatement critiquées par des secteurs importants de la société colombienne et des milliers de citoyens sont descendus en masse dans la rue pour dénoncer le fait que les classes populaires et moyennes seraient les plus touchées. Ces mouvements populaires interviennent dans une certaine mesure dans le prolongement des mobilisations sociales constatées fin 2019 contre les politiques économiques et sociales du gouvernement. Les secteurs les plus défavorisés ont poursuivi leurs revendications pour plus d'égalité et de meilleures conditions de vie, et après plus d'un an de pandémie la crise s'est encore aggravée. La flambée à laquelle nous assistons actuellement en Colombie est un mouvement de protestation sociale.

Le gouvernement a maintenant retiré la mesure et le président Duque a appelé au dialogue. Mais la mobilisation n'a pas faibli, au contraire, elle s'est affirmée dans le pays tout entier et compte sur le soutien des Colombiens expatriés et d'autres acteurs hors des frontières du pays.

Dans ce contexte, l'Internationale Socialiste, qui soutiendra toujours un dialogue entre les différents acteurs politiques et sociaux du pays, condamne les mesures qui interdisent ou limitent par la force les manifestations sociales au lieu de chercher à restaurer l'ordre public. Le contexte actuel d'urgence sanitaire ne peut pas justifier des restrictions arbitraires, illégitimes ou excessives de la liberté d'expression et de réunion, des droits qui ne devraient jamais être bafoués.

L'IS rejette et condamne fermement la violence et le recours excessif à la force par les forces de police. Au cours de ces journées de manifestations, 24 personnes ont déjà trouvé la mort et le nombre de blessés est proche de mille. Les accusations graves d'actions brutales de la part des personnes en uniforme et de violations des droits humains des Colombiens qui en ont été victimes doivent être rapidement clarifiées et les responsabilités établies. Les sanctions correspondantes doivent être appliquées.

L'IS considère que les déclarations telles que celles faites par l'ancien président Uribe, fondateur du Centre démocratique, parti actuellement au pouvoir, n'apportent pas de solution paisible à la crise actuelle et ne semblent pas accepter le fait que le pays a suivi

avec effort et persévérance un processus de paix récemment conclu. Dans une Colombie post-conflit, les mobilisations doivent se dérouler dans un cadre démocratique reconnu comme une expression de revendications sociales légitimes ; les actions des forces de police doivent être orientées vers le maintien de l'ordre public plutôt que vers la criminalisation des manifestations; enfin, la vie et les droits de toutes les Colombiennes et de tous les Colombiens doivent être respectés et protégés par leurs dirigeants au pouvoir.

Durant cette période difficile que traverse le pays, l'Internationale Socialiste exprime son entière solidarité envers le peuple de Colombie et envers son parti membre, le Parti libéral colombien.

L'IS appelle à la fin des violences meurtrières entre Israël et la Palestine

12 Mai 2021

L'Internationale Socialiste est profondément consternée par la flambée de violence meurtrière entre Israël et la Palestine, qui a provoqué la perte de vies innocentes des deux côtés de la frontière. L'IS pleure la mort de ces victimes civiles et appelle à la cessation immédiate des tirs de roquettes et des frappes aériennes qui tuent, blessent et détruisent de manière indiscriminée. De nouvelles violences ne pourront que nuire aux citoyens innocents en Palestine et en Israël et profitent uniquement à ceux qui n'ont aucun intérêt à la paix.

Cette grave escalade du conflit intervient après l'expulsion par Israël de familles palestiniennes à Jérusalem-Est et la démolition de leurs logements, des actes qui portent gravement atteinte aux perspectives de paix. Les manifestations contre cela se sont heurtées à une violence et une agression inacceptables de la part des forces de sécurité israéliennes, ce qui a alors provoqué des tirs de roquettes visant Israël et des frappes aériennes contre la bande de Gaza. L'expulsion de familles palestiniennes et la démolition de leurs logements doivent cesser, autant à Jérusalem-Est que dans tous les territoires palestiniens. Ces actes provocateurs et calculés au cours des derniers jours et semaines contre les résidents palestiniens de Jérusalem-Est s'inscrivent dans une politique d'hostilité de la part du gouvernement israélien, et de déni systématique et volontaire des droits fondamentaux du peuple palestinien. Cela comprend une action policière violente contre les Palestiniens qui exercent leur droit de culte à la mosquée Al-Aqsa pendant le mois sacré du Ramadan.

Les actes illégaux et oppresseurs ne changeront ni réduiront les appels à la fin de 54 ans d'occupation, de la discrimination et du système de ségrégation, ni encore le droit des Palestiniens à une égalité et une auto-détermination totales, qui sont des conditions préalables de la paix. À la poursuite de ces objectifs, l'IS réaffirme sa solidarité avec l'opposition palestinienne non-violente. L'IS continue à soutenir totalement une solution à deux États pour le conflit israélo-palestinien, ainsi que les objectifs légitimes du peuple palestinien pour un État indépendant basé sur les frontières de 1967 et dont la capitale se trouvera à Jérusalem-Est.

L'IS reste engagée à travailler avec ses partis membres en Palestine et en Israël, dont les voix sont parmi les plus fortes en faveur de la paix et d'une solution à deux États et sont nécessaires aujourd'hui plus que jamais. Le soutien et l'engagement de la communauté internationale en faveur de la paix au Moyen-Orient et de la reconnaissance de l'État palestinien restent cruciaux. Les revendications légitimes du peuple palestinien ne seront pas réduites par les décisions prises unilatéralement par Israël en violation du

droit international, et l'IS continuera à agir en faveur des droits des deux peuples à vivre en paix.

La tyrannie de Loukachenko intensifie la persécution des sociaux-démocrates et des dirigeants pro-démocratie

24 Mai 2021



Mikalai Statkevich

Malgré presque un an de manifestations pro-démocratie sans précédent en Biélorussie, la situation dans le pays empire et exige l'attention urgente de la communauté internationale. Le régime dictatorial continue à persécuter violemment les manifestants et les membres de l'opposition, confronté à des manifestations massives et soutenues contre la victoire frauduleuse déclarée par Alexander Loukachenko après les élections présidentielles d'août 2020. Les Biélorusses ont été ciblés pour leur participation à des manifestations et pour leurs communications sur les médias sociaux, mais aussi pour des

actions innocentes telles que le fait d'afficher ou même de porter des couleurs associées aux mouvements de protestation. Parallèlement, les auteurs des violences et brutalités échappent à la justice car les policiers qui ont tué des manifestants n'ont été ni sanctionnés ni réprimandés pour leurs actions, ce qui révèle la mesure dans laquelle l'État de droit a été affaibli en Biélorussie.

L'Internationale Socialiste est particulièrement préoccupée par la situation des membres de la direction de son parti membre en Biélorussie, Narodnaya Hramada. Nous pensons notamment à Mikalaï Statkiévitch, président du parti, et Syarhei Sparish, le Secrétaire Général. En outre, les trois-quarts des membres du présidium du parti ont été forcés à s'exiler du fait de la persécution du régime. Les membres de Narodnaya Hramada et d'autres politiciens d'opposition ont été arrêtés et incarcérés pour leurs opinions et convictions politiques, confrontés à de fausses accusations, à des conditions inhumaines et à des violations quotidiennes de leurs droits humains.

Mikalaï Statkiévitch a été persécuté pendant de nombreuses années pour son opposition au régime de Loukachenko. En tant que candidat à la présidentielle en 2010, il a été arrêté et emprisonné pendant cinq ans, et en mai 2020, avant les dernières élections présidentielles, il a de nouveau été arrêté et emprisonné dans des conditions dures, où il reste à ce jour. Il est faussement accusé d'avoir organisé des désordres de masse, interrompu les activités de la commission électorale et incité la haine, avec une absence totale de présomption d'innocence. On lui a refusé tout contact avec sa famille au cours de sa récente période d'incarcération, ce qui lui a infligé des souffrances supplémentaires. Il est probable que son procès sera gardé secret par les autorités et qu'il se déroulera à huis clos. Le 6 mai 2021, Syarhei Sparish a été condamné à six ans dans une colonie pénitentiaire pour avoir utilisé Telegram comme canal de messagerie, avec lequel il



Syarhei Sparish

n'avait rien à voir. On l'a également faussement accusé d'avoir préparé des émeutes et d'avoir entravé le travail de la commission électorale.

L'Internationale Socialiste réitère sa demande de libération immédiate de Mikalaï Statkiévitch, de Syarhei Sparish et de tous les autres prisonniers politiques et prisonniers de conscience en Biélorussie, et exhorte la communauté internationale et ses partis membres à augmenter la pression sur les autorités biélorusses. La seule issue acceptable en Biélorussie est que la volonté du peuple soit entendue et que des élections libres et justes soient organisées, avec une surveillance indépendante du scrutin. Les personnes responsables de violences et violations des droits humains parrainées par l'État doivent être traduites en justice. Nous exprimons notre solidarité permanente avec Narodnaya Hramada, ses membres, l'opposition biélorusse et tous les citoyens de Biélorussie qui continuent à s'opposer courageusement au régime dictatorial et autoritaire.

L'IS condamne le deuxième coup d'État au Mali en neuf mois

26 Mai 2021

L'Internationale Socialiste condamne vigoureusement le deuxième coup d'État militaire mené par le colonel Assimi Goita au Mali, cette fois en destituant et détenant le président Bah Ndaw et le Premier ministre Moctar Ouane, tous deux nommés en septembre dernier pour diriger le gouvernement de transition qui a suivi l'éviction militaire du Président démocratiquement élu, Ibrahim Boubacar Keita.

Neuf mois après le coup d'État précédent, le Mali subit à nouveau les conséquences d'une prise de contrôle militaire, détruisant les espoirs et les souhaits du peuple malien et bloquant le retour à la démocratie et le calendrier convenu pour des élections démocratiques que les Maliens et la communauté internationale avaient accepté.

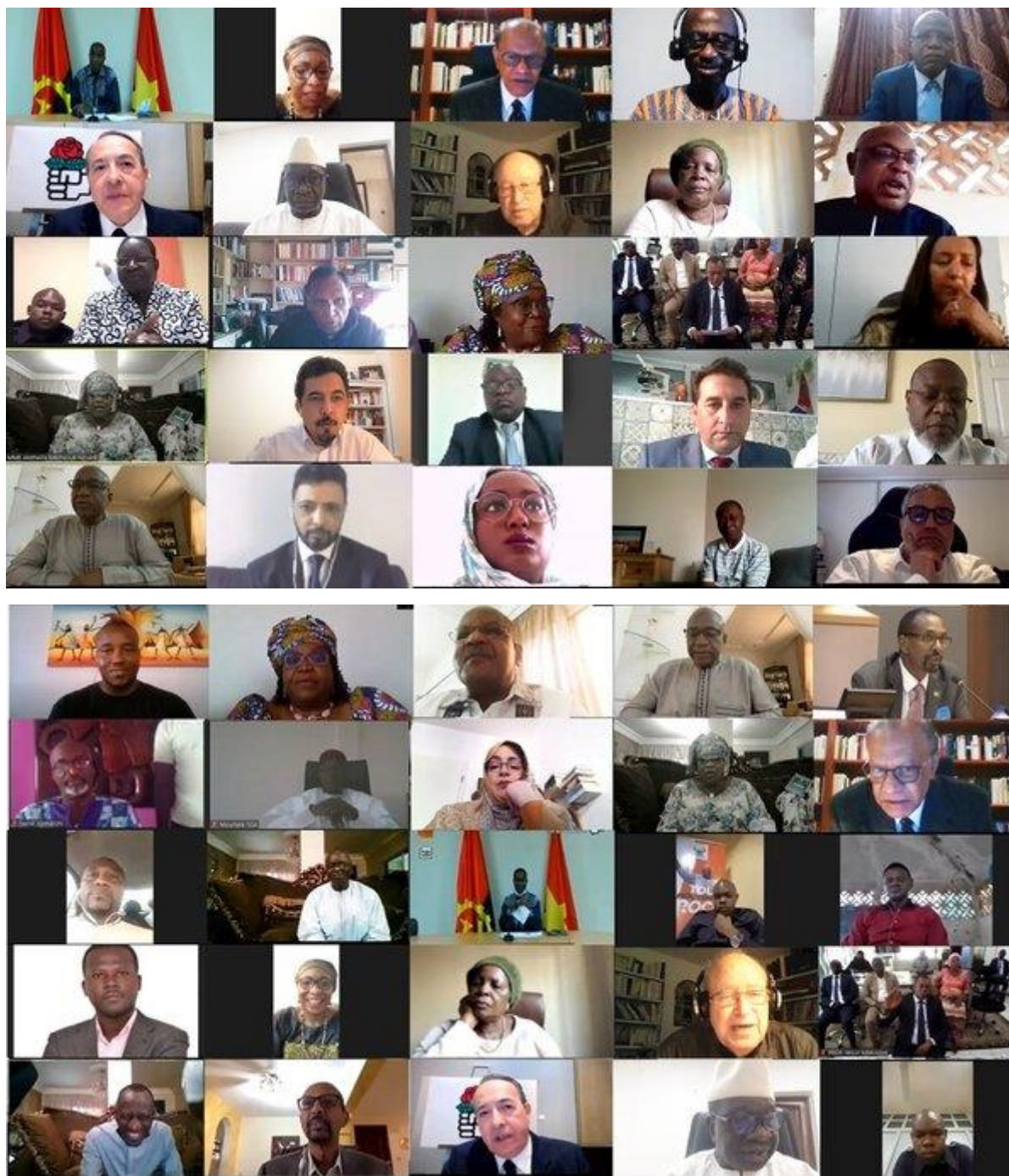
Suite à la rupture de la démocratie, malgré les engagements préalablement convenus par les initiateurs du gouvernement de transition, le peuple malien et ses dirigeants politiques ne sont toujours pas autorisés à devenir les véritables protagonistes dans la définition du cadre garantissant les pleins droits et libertés à tous les Maliens.

L'Internationale Socialiste exige la libération immédiate du Président et du Premier Ministre détenus, et appelle à la reprise rapide du cadre et du calendrier convenus pour le rétablissement de la démocratie au Mali. Les partis membres de l'Internationale Socialiste de tout le continent ont été, et sont, à l'avant-garde des efforts visant à garantir une gouvernance démocratique dans les pays de la région et l'IS se tient fermement aujourd'hui aux côtés de ses deux partis membres au Mali, le RPM et l'ADEMA, et avec tous les démocrates dans ce pays.

Nous sommes encouragés par la réponse de la communauté internationale, y compris des organisations globales et régionales telles que les Nations Unies, l'Union africaine, la CEDEAO, la MINUSMA, entre autres, et nous attendons avec intérêt un accord sur une position commune par le Conseil de sécurité des Nations Unies.

Priorités sur la démocratie, le Covid-19 et la paix discutées par les membres de l'IS en Afrique

5 Juin 2021



Le Comité Afrique de l'IS a tenu une session virtuelle le samedi 5 juin 2021 avec la participation de partis membres de tout le continent. Les délégués ont abordé certaines des questions les plus importantes du jour d'un point de vue national, sous-régional et africain, en se concentrant sur les priorités continentales en ce qui concerne la défense et le renforcement de la démocratie dans la région, l'impact de la Covid-19 et ses défis sociaux et économiques, ainsi que la résolution des conflits et la garantie de la paix.

La réunion a été ouverte par le Secrétaire Général de l'IS, Luis Ayala, qui a souligné la nature commune des défis qui seront débattus au cours de la réunion et l'opportunité qu'elle représente d'engager une conversation significative afin de faire avancer des

positions communes et d'être une voix forte pour soutenir les efforts visant à faire progresser la démocratie, à résoudre les conflits et à garantir l'accès aux vaccins pour tous les pays d'Afrique. Notre Internationale a aujourd'hui un profil clair sur le continent à travers le travail de ses membres, et un bilan en tant que force de progrès et de développement, dans le respect des libertés et des droits.

Le président du comité, Bokary Treta (RPM, Mali), a évoqué dans ses remarques liminaires l'importance du comité en tant que plate-forme précieuse permettant de réunir les partis. Il a estimé que des discussions d'un point de vue africain sur des questions d'intérêt commun pour tous les membres étaient d'une grande utilité, et a souligné la nécessité de promouvoir le multilatéralisme face aux défis des conflits armés intercommunautaires, du terrorisme et du trafic de drogue. Faisant référence au récent coup d'État au Mali, il a souligné la nécessité fondamentale de restaurer une démocratie solide et le respect de la volonté du peuple.

La pandémie de Covid-19 et son impact dévastateur sur la santé, la cohésion sociale et le bien-être économique étaient au cœur de nombreuses contributions. Face à la crise sanitaire immédiate, des appels unanimes ont été lancés en faveur d'une plus grande égalité d'accès aux vaccins, à l'heure où la livraison et la distribution de ces doses salvatrices révèlent de vastes inégalités à l'échelle internationale, puisque moins de 2% de la population africaine avait été vacciné au moment de la réunion. La position de l'Internationale Socialiste en faveur d'un accès juste et équitable aux vaccins et empêcher la marginalisation de l'Afrique a reçu un soutien enthousiaste. Toutes les mesures nécessaires pour faciliter la fabrication rapide de vaccins destinés à être utilisés en Afrique, y compris les renoncements à la propriété intellectuelle liée à ces vaccins, seraient fortement soutenues.

Outre le coût en termes de santé et de vies humaines, la pandémie continue de toucher de manière disproportionnée les pays et les populations les plus vulnérables en termes économiques, en particulier les femmes et les pauvres. Le risque que les dommages économiques de la crise du coronavirus causent des dommages à long terme aux économies en développement doit être abordé à l'échelle mondiale et, dans cette optique, un certain nombre de participants ont appelé à l'allègement et à l'annulation de la dette afin de permettre aux économies en développement d'allouer des fonds pour faire face à la dévastation causée par la pandémie et créer les conditions nécessaires à la réalisation des ODD. L'Afrique étant susceptible de connaître sa plus grave récession en raison de la pandémie, des mesures ont également été proposées pour stimuler la coopération et renforcer le commerce dans la région, en mettant l'accent sur les investissements et la souveraineté.

En ce qui concerne les conflits et l'insécurité qui continuent de sévir dans de nombreux pays africains, un certain nombre d'interventions ont été faites par ceux qui sont directement touchés. Les groupes terroristes continuent de déstabiliser de nombreuses régions du continent, avec une présence significative dans le Sahel. Cette menace a été gravement soulignée par des rapports faisant état d'un massacre terroriste le matin de la réunion dans un village du nord du Burkina Faso, qui a fait plus de 100 morts. Cet acte méprisable a été condamné par les membres du comité, qui ont appelé la communauté internationale à redoubler d'efforts pour apporter la stabilité au Sahel.

Le comité a été informé de la poursuite de la crise au Cameroun, où l'IS et son parti membre s'expriment depuis plusieurs années sur la nécessité de mettre fin à la violence et de respecter l'État de droit. Les multiples conflits en Afrique ont été à l'origine d'un sentiment d'insécurité qui s'étend au-delà des pays qui en souffrent le plus directement, amenant les participants à la réunion à souligner l'importance de développer le

dialogue, le consentement démocratique et la collaboration régionale pour atteindre les objectifs de notre mouvement pour la paix et la sécurité, comme mentionné, entre autres, par le Sénégal. La fin récente du cessez-le-feu au Sahara occidental a également été une source de préoccupation pour les participants à la réunion, qui ont écouté les points de vue des représentants des parties au Maroc et au Sahara occidental. La situation continue d'exiger le plein engagement et la mobilisation de l'ONU et de la communauté internationale pour garantir qu'une solution pacifique soit trouvée.

Un autre défi qui est au cœur de l'identité des partis membres de l'IS en Afrique est la lutte pour défendre et renforcer la démocratie. Dans de nombreux pays, un système démocratique est le résultat d'une lutte acharnée des partis membres de l'IS contre le colonialisme, les dictatures et l'autoritarisme, mais les événements récents ont démontré que les gains démocratiques ne peuvent être considérés comme acquis. L'influence militaire sur le processus politique reste une menace sérieuse dans de nombreux pays, un fait souligné par les récents développements au Mali et au Tchad et le comité a réitéré l'importance d'adopter une position ferme contre toute tentative de prise de pouvoir par la force militaire.

Les intervenants ont également mis en garde contre la nécessité de rester vigilants face aux efforts visant à manipuler ou à affaiblir la démocratie en faveur des partis au pouvoir, et contre le risque que les gouvernements qui arrivent au pouvoir par le biais d'élections libres puissent ensuite chercher à soustraire la même opportunité à leurs rivaux politiques à l'avenir, avec une préoccupation particulière face aux récents développements antidémocratiques au Ghana et à l'île Maurice. Les interventions d'un point de vue sud-africain et namibien ont également souligné l'importance pour les partis au pouvoir de continuer à développer et à renforcer la démocratie et d'encourager les institutions démocratiques africaines afin de préserver les avancées au niveau continental. La République démocratique du Congo est l'un des pays où un soutien régional est nécessaire pour la défense et le renforcement de la démocratie, un point de vue partagé par l'Angola où une stratégie concertée impliquant les gouvernements, l'Union africaine et les organisations sous-régionales est une priorité.

Les conditions difficiles auxquelles sont confrontés les partis d'opposition dans les pays du continent ont été soulignées par des récits de crises démocratiques à Djibouti, où l'électorat a boycotté massivement les élections présidentielles, et au Togo, où une crise politique est en cours et où le régime a utilisé la pandémie comme moyen de parvenir à ses fins. En Algérie, les conditions n'étaient pas réunies pour organiser en toute sécurité les élections anticipées prévues en juin, ce qui a entraîné un boycott des partis d'opposition et une perte d'inclusivité et de légitimité du processus politique. Bien que la Tunisie ait connu un changement positif avec l'adoption d'une nouvelle constitution, les démocrates de ce pays doivent être vigilants et persévérants afin de mettre en place des institutions démocratiques et d'empêcher un retour au système précédent.

La persévérance des partis membres de l'IS en Afrique et leur volonté de travailler aux objectifs communs de l'organisation ont été mises en évidence tout au long de la réunion. Des points de vue divers ont été entendus et appréciés, et il y avait une volonté commune de faire avancer le bien-être des populations africaines grâce à des progrès en matière de paix et de démocratie, et en travaillant activement à une réponse mondiale à la pandémie qui tient compte des besoins de l'Afrique pour un accès équitable aux vaccins et une voie vers la reprise économique.

Grave inquiétude face à la détérioration de la situation politique au Nicaragua

15 Juin 2021

L'Internationale Socialiste a suivi avec une profonde préoccupation la détérioration continue de la situation politique au Nicaragua où des élections générales doivent avoir lieu le 7 novembre de cette année. Déjà en janvier 2019, le Conseil mondial de l'IS, réuni dans la ville de Saint-Domingue, en République dominicaine, avait décidé à une large majorité de retirer de ses membres le parti au pouvoir, le Front sandiniste de libération nationale, FSLN, du fait de « graves violations des droits de l'homme et des valeurs démocratiques commises par le gouvernement du Nicaragua ».

À l'approche des élections en novembre, plusieurs opposants et critiques de premier plan du président Daniel Ortega ont été arrêtés ces dernières semaines et jours, dont Cristiana Chamorro, fille de l'ancienne présidente, qui dirige la Fondation avec le nom de sa mère Violeta Barrios de Chamorro ; Félix Madariaga ; Juan Sebastián Chamorro ; l'ancien ambassadeur Arturo Cruz ; l'économiste José Adán Aguerri, la sociologue Violeta Granera ; l'avocat José Pallais ; la présidente d'Unamos Suyen Barahona et le vice-président d'Unamos Hugo Torres ; Dora Téllez, ancienne combattante de même que président Ortega et aujourd'hui opposante ; l'avocate et militante d'Unamos Ana Margarita Vijil ; l'avocate Tamara Dávila, militante d'Unamos, et l'ancien vice-ministre des Affaires étrangères du Nicaragua, Víctor Hugo Tinoco Fonseca. De même, un certain nombre d'autres acteurs sociaux, militants des droits humains et opposants au gouvernement Ortega ont été arrêtés ces derniers jours, dont certains sont détenus sans communication et leur sort est inconnu.

Il est grave non seulement pour le Nicaragua mais pour toute la région de l'Amérique latine et des Caraïbes et au-delà, de constater qu'au cours des dernières années, le cadre institutionnel et la légitimité démocratique se sont progressivement détériorés et dégradés, au vu de tous. Aujourd'hui, la situation devient critique, car les droits et libertés fondamentaux des citoyens nicaraguayens sont bafoués.

Les manifestations sociales massives de 2018 et les graves violations des droits humains qui ont accompagné la violente répression gouvernementale, sont en partie une réaction face à la concentration croissante des fonctions publiques du sandinisme et au projet de maintien au pouvoir le président Daniel Ortega. Dans leur sillage, de nombreuses initiatives législatives, administratives et judiciaires visant à restreindre la démocratie nicaraguayenne ont été adoptées et sont aujourd'hui appliquées à des fins politiques illégitimes.

Face à la nécessité de disposer de conditions permettant des élections crédibles, participatives et inclusives en novembre prochain, le gouvernement du Nicaragua doit immédiatement libérer tous ceux qui ont été détenus pour des raisons politiques, et empêcher toute restriction illégitime des droits de ses citoyens à exprimer leur soutien aux différentes propositions et alternatives qui recherchent l'appui et la confiance de l'électorat nicaraguayen.

Procès imminent de Mikalai Statkevich en Biélorussie

19 Juin 2021

Mikalai Statkevich, leader du parti membre de l'IS en Biélorussie, Narodnaya Hramada, est détenu comme prisonnier politique par le régime de Loukachenko depuis plus d'un an. Son procès doit avoir lieu le 24 juin 2021 à 10 heures, au centre de détention provisoire d'Homiel, à 305 km de la capitale Minsk, où il est détenu. Le procès, comme d'autres procès fictifs en Biélorussie, se déroulera à huis clos. Mikalai Statkevich avait



déjà purgé une peine de cinq ans en 2010, lorsqu'il s'était candidat à la présidentielle contre Loukachenko.

L'Internationale Socialiste est profondément préoccupée par son sort. Pendant sa détention, Statkevich s'est vu refuser tout contact avec sa famille et a eu un accès limité à son avocat.

Mikalai Statkevich est un membre actif de l'Internationale Socialiste et est coprésident du Comité de l'IS pour la

CEI, le Caucase et la mer Noire. Il a travaillé sans relâche, au risque de sa liberté, pour apporter le changement et la démocratie en Biélorussie et pour libérer le peuple biélorusse de la dictature de Loukachenko.

L'Internationale Socialiste réitère sa demande pour la libération immédiate de Statkevich et pour la libération de tous les prisonniers politiques en Biélorussie. Aujourd'hui, il y a plus de 500 prisonniers politiques derrière les barreaux en Biélorussie. Ils sont tous confrontés à la torture et aux abus. Ces dernières semaines, un prisonnier est décédé pour des raisons indéterminées et un autre a tenté de se suicider lors de son propre procès. Les prisonniers politiques sont marqués avec des étiquettes jaunes.

L'Internationale Socialiste, l'organisation mondiale des partis sociaux-démocrates, travaillistes et socialistes démocrates, appelle tous ses membres à travers le monde et la communauté internationale dans son ensemble, à protester une fois de plus vigoureusement contre cette persécution politique par le régime de Loukachenko et à exiger la liberté de Mikalai Statkevich et tous ceux qui sont injustement incarcérés en Biélorussie.

L'IS condamne l'assassinat du Président Moïse en Haïti

7 Juillet 2021

L'Internationale Socialiste exprime sa plus ferme condamnation de l'assassinat brutal de SE Jovenel Moïse, Président d'Haïti, par des hommes armés non identifiés qui ont pris d'assaut son domicile aux premières heures du jour. Nos pensées et condoléances vont à sa famille en ce moment, en particulier à son épouse, Martine Moïse, qui se rétablit à l'hôpital après avoir été blessée par balles lors de l'attaque.

Un acte aussi odieux affaiblit davantage la démocratie en Haïti, un pays qui a longtemps été aux prises avec des défis socio-économiques et politiques, et frappe une nation vulnérable à un moment complexe de sa vie politique.

L'Internationale Socialiste est présente depuis des années dans le pays, où elle compte deux partis membres, pour aider à consolider la démocratie et assurer la paix. En outre, elle, s'est impliquée dans les efforts visant à promouvoir le dialogue entre le Président et l'opposition dans les discussions tenues par le Secrétaire Général de l'IS à Port-au-Prince avec les partis membres haïtiens de l'IS d'une part, et le Président Moïse d'autre part.

En cette période douloureuse pour Haïti, l'IS réitère une fois de plus son espoir d'un dialogue inclusif avec toutes les forces politiques et sociales, afin d'atteindre la stabilité politique dans le pays, de maintenir la paix et la sécurité pour ses citoyens, et de garder la nation sur une voie démocratique.

L'IS condamne la détention de Freddy Guevara à Caracas

13 Juillet 2021

L'Internationale Socialiste condamne avec la plus grande fermeté la détention de l'ex-vice-président de l'Assemblée nationale vénézuélienne, le député Freddy Guevara, éminente personnalité politique de Volonté populaire (VP), un parti membre de notre organisation au Venezuela, exécutée lundi 12 juillet par des agents des services de renseignements du régime bolivarien (SEBIN).

Alors que M. Guevara empruntait une route de la capitale vénézuélienne, son véhicule a été intercepté par des agents de l'État cagoulés avant d'être kidnappé par ces derniers sans se voir donner un quelconque acte judiciaire, ni description des charges retenues contre lui ou accusation. Cette privation violente et illégitime de ses libertés a été enregistrée et transmise par M. Guevara en personne à l'aide de son téléphone portable. Les images et enregistrements audio ont été immédiatement diffusés sur les réseaux sociaux et y ont largement circulé, suscitant instantanément des réactions de stupeur et de réprobation tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières. Par ailleurs, il convient de mentionner et de condamner une situation aux circonstances similaires et tout aussi grave qui a touché le président en exercice, Juan Guaidó, ce même jour. Ces actions rendent compte du mépris absolu pour les droits humains et les garanties fondamentales d'intégrité physique et de libertés personnelles qui caractérise le fonctionnement habituel du régime de Nicolás Maduro.

L'IS juge inacceptable le communiqué du procureur général de la République, Tarek William Saab, daté du même jour que les faits et qui, sans égard pour les droits procéduraux essentiels dont jouit toute personne inculpée, relie M. Guevara à des groupes extrémistes et paramilitaires associés au gouvernement colombien. Le procureur avance qu'il formulera des charges pour délits de la plus haute gravité, à savoir terrorisme, atteinte à l'ordre constitutionnel, association de malfaiteurs et trahison. Ce n'est pas la première fois que M. Guevara fait l'objet d'accusations illégitimes et de persécution politique puisqu'en 2017 déjà, il a été contraint de se réfugier à l'ambassade du Chili au Venezuela et d'y rester jusqu'à être gracié aux côtés d'une centaine de militants de l'opposition en 2020.

Le gouvernement ainsi que les organes judiciaires et de poursuites pénales et politiques boliviens doivent immédiatement cesser tout agissement qui viole les droits humains des habitants du Venezuela. L'IS rend le régime de Nicolás Maduro responsable de l'intégrité physique et de la sécurité de Freddy Guevara et exige que ce dernier et tous les prisonniers de conscience soient remis en liberté. Tout procès qui viserait un Vénézuélien ou une Vénézuélienne se doit de respecter scrupuleusement la présomption d'innocence et les garanties procédurales. La criminalisation de l'action politique, le harcèlement et la privation de libertés pour le seul fait de s'opposer à un régime qui s'est détourné de toute voie démocratique sont inacceptables. Outre leur condamnation, ces agissements doivent pousser la communauté internationale à rester solidaire avec le peuple vénézuélien et à agir en faveur du respect des droits fondamentaux de tous les Vénézuéliens et de toutes les Vénézuéliennes.

La situation à Cuba

28 Juillet 2021

Original : espagnol

L'Internationale socialiste a suivi avec grande inquiétude les derniers événements qui se sont déroulés à Cuba et qui suscitent encore des réactions au sein de la communauté

internationale et préoccupent profondément les forces politiques démocratiques de plusieurs régions, parmi lesquelles on compte les membres de cette organisation.

À la suite de la répression de diverses manifestations dans plusieurs villes cubaines au cours des derniers jours, des images de femmes et d'hommes s'insurgeant contre les pénuries alimentaires, le manque de médicaments et d'accès aux services de base, et réclamant la liberté en élevant la voix avec force et détermination, ont été partagées à travers le monde. Ces deux demandes résument les problématiques clés auxquelles cette nation est confrontée.

En 1958, la lutte du peuple cubain contre la dictature corrompue existante au sein du pays a ouvert la voie à la libération d'un peuple opprimé et en retard, suscitant à l'époque une grande attention et beaucoup de solidarité à travers le monde.

Des années plus tard, les dictatures de longue date du sud de l'Europe sont également tombées face à la détermination et au courage de leurs citoyens, alors que les luttes contre le colonialisme et pour l'indépendance ont conduit à des temps nouveaux en Afrique. En Amérique latine et aux Caraïbes, les régimes dictatoriaux qui s'étaient multipliés, ont dû s'incliner devant la pression et les demandes de leurs citoyens et quitter le pouvoir, et en Asie et Europe de l'Est, la mobilisation citoyenne a fait tomber non seulement des murs, mais aussi des régimes autoritaires.

Toutes ces révolutions démocratiques ont ouvert une nouvelle voie à plusieurs millions de citoyens sur tous les continents, confortés par le triomphe de leurs idéaux et prêts à construire un avenir différent. Les nouveaux et anciens partis, mouvements, fronts et programmes gouvernementaux déterminent et trouvent aujourd'hui les acteurs politiques du 21^e siècle en reconnaissant et en respectant les règles générales de la démocratie, à très peu d'exceptions près.

La défense et la protection des droits humains en toutes circonstances, l'engagement fondamental de l'État à prendre en compte les différences d'opinions, ainsi que l'égalité de tous les citoyens devant la loi et la stricte division des pouvoirs de l'État, constituent aujourd'hui les piliers de base du système de droits et de libertés sur lesquels reposent les démocraties qui se sont développées à travers le monde à cette époque.

Cuba, soixante-deux ans plus tard, doit parvenir à créer une société dans laquelle toutes les femmes cubaines et tous les hommes cubains peuvent librement adhérer à défendre, s'opposer ou critiquer les décisions du gouvernement ou de l'opposition sans aucune restriction. Pour qu'une démocratie réussisse, elle doit offrir un espace pour tous, où chacun doit pouvoir partager ses opinions librement et sans subir de représailles.

En prenant en compte les difficultés liées à la situation économique et les conséquences de la pandémie à Cuba, l'annonce du président Biden de faciliter la transmission de fonds à ce pays par des familles résidentes aux États-Unis est un signe encourageant, et nous espérons que d'autres initiatives pourront être adoptées par son administration afin d'inverser les mesures inhumaines imposées au peuple cubain par Donald Trump, qui sont venues s'ajouter à l'embargo économique des États-Unis, pour la fin duquel l'Assemblée générale des Nations Unies a voté chaque année depuis 1992.

En solidarité avec le peuple afghan

27 Août 2021

L'Internationale Socialiste exprime sa solidarité avec le peuple afghan à la suite de l'attaque terroriste meurtrière à l'aéroport de Kaboul qui a causé la mort de nombreux civils, dont des enfants, et militaires affectés à la sécurisation du lieu. Nous pleurons les vies perdues et condamnons cet effroyable attentat avec la plus grande fermeté. Il n'existera jamais de justification aux actes terroristes et l'IS rejette ce dernier acte de

violence ainsi que l'idéologie et les objectifs poursuivis par l'État islamique dans la province du Khorasan sur laquelle il a revendiqué son emprise. Cet attentat terroriste était particulièrement haineux, car il ciblait des personnes désespérées et vulnérables qui cherchaient à fuir l'Afghanistan, craignant pour leur vie et leur avenir après la prise du pouvoir par les Talibans.

Le retour au pouvoir des Talibans en Afghanistan est un grave revers infligé au développement du pays et aux avancées réalisées dans les domaines de la paix, de la démocratie et des droits humains. On recense déjà des cas de graves violations du droit humanitaire international et des restrictions imposées par les Talibans en dépit de leur déclaration publique du contraire. L'IS est particulièrement préoccupée par l'incidence du régime des Talibans sur la vie quotidienne des femmes et des filles en Afghanistan et sur leur droit à la liberté individuelle, à la liberté de mouvement, à l'éducation, à s'exprimer librement et à l'emploi. La communauté internationale doit être vigilante sur le non-respect des droits humains sous le nouveau régime en Afghanistan et œuvrer de concert avec le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour surveiller et prévenir toute violation continue des libertés et droits fondamentaux et toute oppression des femmes et des filles, des minorités ethniques et religieuses ainsi que des opposants politiques. Les personnes désirant quitter l'Afghanistan après le retrait des troupes américaines et de l'OTAN doivent pouvoir le faire sans craindre des persécutions ou représailles.

L'Internationale Socialiste et ses partis membres appellent la communauté internationale à apporter son assistance aux populations civiles en Afghanistan, au-delà des efforts immédiats pour évacuer les civils vulnérables et à risque, en usant de tous les moyens à disposition pour protéger le bien-être des personnes restant dans le pays. La crise sécuritaire qui frappe l'Afghanistan exacerbe les difficultés humanitaires existantes pour donner accès à une alimentation adéquate et à du matériel médical aux Afghans. En outre, des efforts internationaux concertés seront nécessaires pour que l'aide et l'assistance humanitaires arrivent aux populations qui en ont désespérément besoin.

L'Afghanistan ne peut pas se développer ni prospérer s'il continue de manquer de la sécurité la plus élémentaire et de voir les droits humains de ses citoyens violés au quotidien. L'IS, conformément à ses principes fondamentaux en matière de démocratie, de souveraineté et de droits humains, ne cessera de plaider en faveur d'un processus de paix et de réconciliation mené par les Afghans avec le soutien de la communauté internationale. Une solution durable et juste aux décennies de conflits en Afghanistan ne pourra être trouvée que par un processus inclusif qui prend en compte les dimensions politiques, humanitaires, de droits humains et de développement.

L'IS condamne le coup d'État militaire en Guinée

5 Septembre 2021

L'Internationale Socialiste est extrêmement inquiète par les informations d'un coup d'État en Guinée, où des vidéos et des images montrent le président Alpha Condé retenu prisonnier par des membres des forces armées. Le mouvement social-démocrate mondial rejettera toujours la prise du pouvoir politique par la force militaire, et le président Condé doit être immédiatement libéré.

L'évolution de la situation actuelle en Guinée pourrait accroître considérablement l'instabilité, et dans ce contexte, les informations faisant état de coups de feu dans les rues de Conakry et de civils blessés sont des plus troublantes. Compte tenu de la divergence des revendications concernant le statut du président et du gouvernement, il

est crucial d'éviter que la situation ne s'aggrave et de prévenir toute escalade de la violence.

Les défis à relever en Guinée en matière de stabilité politique, de développement et de modernisation du pays ne trouveront pas leur solution dans ce coup d'État et ne feront qu'empirer la situation en l'absence de gouvernement légitime dans l'intérêt du peuple guinéen. Pour en faire une réalité, il est fondamental que le contrôle civil sur les institutions gouvernementales prévale.

L'Internationale Socialiste a accompagné la Guinée et son peuple dans sa transition démocratique en 2008 et lors du processus électoral qui s'ensuivit, autant de progrès sérieusement mis en péril par les événements d'aujourd'hui. Nous poursuivrons notre engagement en Guinée, et en collaboration avec les acteurs régionaux pertinents, au service de la paix et de la démocratie dans le pays.

Réunion du Comité de l'IS pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Cancun, Mexique 8-9 Octobre 2021



Déclaration de Cancun

Original : espagnol

Le Comité de l'Internationale Socialiste pour l'Amérique latine et les Caraïbes, réuni à Cancun, au Mexique, les 8 et 9 octobre 2021, exprime sa satisfaction d'avoir pu tenir, dans le contexte des grands défis actuels, la première réunion en face à face depuis sa dernière réunion à Kingston, en Jamaïque, en décembre 2019.

Les délégués et les représentants des partis membres ainsi que les invités présents adressent également leurs remerciements fraternels au parti hôte, le Partido Revolucionario Institucional, PRI, du Mexique, pour sa chaleureuse hospitalité et sa fraternité qui ont assuré le succès de cette réunion.

La COVID-19, qui a frappé aux quatre coins du monde, laisse un lourd bilan dans notre région, notamment en termes de pertes de vies humaines, de détérioration de la qualité

et des conditions de vie de nos populations, ainsi qu'un recul drastique de nos économies.

Dans ses délibérations, le Comité a souligné la nécessité de continuer à renforcer nos systèmes de santé et de garantir un accès équitable et rapide pour tous au vaccin et aux autres médicaments et fournitures nécessaires pour combattre la pandémie.

Les partis membres de la région ont réaffirmé la nécessité de continuer à mobiliser les ressources nécessaires pour garantir que le redressement post-pandémie donne la priorité aux personnes, en maintenant les programmes de soutien aussi longtemps qu'ils seront nécessaires, et en encourageant la reprise de l'activité économique et de l'emploi en mettant l'accent sur les groupes les plus vulnérables. Tous les efforts nécessaires doivent être déployés pour éviter que le fossé inquiétant des inégalités dans la région ne soit exacerbé par la pandémie.

La démocratie est confrontée à des défis difficiles dans la région en raison de l'urgence sanitaire que nous connaissons. Les systèmes démocratiques solides et les nations dotées d'institutions robustes se sont avérés mieux préparés à y faire face. Nos partis dans la région doivent continuer à renforcer le soutien des citoyens et à consolider nos acquis électoraux, car nous avons des propositions plus adéquates et démocratiques que celles qui sont actuellement avancées par les secteurs populistes de diverses origines.

Une démocratie réussie passe également par la pleine participation des femmes à la vie de nos institutions politiques et par leur inclusion dans la prise de décisions, une dimension que notre organisation promeut et défend.

Le Comité exprime son ferme soutien à Sandra Torres (UNE, Guatemala), Vice-présidente de l'IS, qui n'a pas pu assister à cette réunion car les autorités de son pays l'ont empêchée de voyager. Son procès traîne depuis trop longtemps et les accusations portées contre elle sont politiquement motivées et restreignent ses droits fondamentaux à participer librement à la vie publique de son pays.

Pour les membres de cette commission, la situation dont Torres est victime est une expression de la politisation de la justice (« guerre juridique »), que nous dénonçons et que nous nous engageons à combattre dans toute notre région. Les tribunaux, les organes administratifs, les parlements et autres instances doivent être fidèles à la nature de leurs fonctions lorsqu'ils émettent et appliquent des normes, en évitant le danger de se laisser instrumentaliser et la tentation de chercher à influencer illégalement la vie politique de nos pays.

Le Comité exprime sa solidarité avec Haïti, qui a été récemment endeuillé par l'assassinat de son président Jovenel Moïse, puis par un tremblement de terre dévastateur à moins d'un mois et demi d'intervalle. La constitution et les institutions d'Haïti ont été bouleversées, les juges de la Cour de cassation n'ont pas été nommés, aucune élection n'a été organisée pour renouveler le parlement, et même le chef de la police nationale est actuellement nommé par intérim. L'insécurité, les enlèvements et la présence de bandes criminelles agissant en toute impunité s'aggravent de jour en jour, approfondissant la crise humanitaire dans le pays et poussant des milliers d'Haïtiens à émigrer. Le Comité exhorte ses partis membres en Haïti à œuvrer en faveur d'une solution politique concertée, inclusive et participative qui relèvera le défi de restaurer la légitimité démocratique de ses institutions, et le Comité s'engage à son tour à suivre de près la situation et à soutenir activement les initiatives visant à garantir ces objectifs.

Après avoir entendu les interventions des délégués de ses partis membres au Venezuela, Acción Democrática (AD), Un Nuevo Tiempo (UNT) et Voluntad Popular (VP), qui participent actuellement aux négociations entre le régime de Maduro et l'opposition qui se déroulent à Mexico, le Comité exprime son soutien à ce processus en

tant que mécanisme permettant de trouver une solution pacifique, électorale et démocratique à la crise que le peuple vénézuélien vit et subit depuis longtemps. Nous demandons la libération des prisonniers politiques, dont certains sont dans un état de santé grave, et exprimons notre profonde inquiétude face à la pauvreté et aux inégalités qui touchent le pays aujourd'hui.

Le Comité convient que le changement climatique est le principal défi auquel l'humanité est confrontée aujourd'hui et ses partis membres expriment leur ferme engagement à continuer à travailler depuis la région pour le combattre. L'Amérique latine et les Caraïbes font partie des régions les plus touchées au monde par ce phénomène et ses conséquences, telles que les ouragans et les tempêtes, les inondations, les sécheresses, les pénuries d'eau et la dégradation de la biodiversité, entre autres.

Le Comité reconnaît et salue une fois de plus le travail de longue haleine et inlassable de l'IS sur cette question. Les partis membres de cette famille politique doivent redoubler d'efforts et exhorter la communauté internationale, les gouvernements, les parlements, les organisations de la société civile et les citoyens à rester mobilisés et à agir maintenant sur ce défi, en honorant les engagements de l'Accord de Paris et de l'Agenda 2030.

Le Nicaragua, victime contemporaine du pouvoir absolu

25 Octobre 2021

Original : espagnol

Depuis les graves événements d'avril 2018, lorsque le gouvernement de Daniel Ortega a violemment réprimé les manifestations sociales qui ont fait des centaines de morts parmi les milliers de citoyens qui ont manifesté dans les rues et les villes du pays pour faire entendre leur voix pour leurs droits, la sinistre volonté d'autoritarisme monte au Nicaragua.

C'est dans ce contexte qu'un certain nombre de citoyens opposés au régime ont fait connaître leurs aspirations à se présenter aux élections présidentielles du 7 novembre prochain, et se sont retrouvés en prison. Aujourd'hui, 37 opposants ont été arrêtés, dont sept qui avaient fait connaître leur intention de se présenter comme candidat à la présidence.

Aujourd'hui, M. Ortega et son épouse, Rosario Murillo, sont inscrits comme candidats à la présidence et à la vice-présidence du pays, et à leurs côtés se trouvent cinq autres listes qui ont été acceptées par les organes électoraux actuels qui superviseront les élections.

Les Nations unies, l'Union européenne et l'Organisation des États américains ont exprimé leur inquiétude face à ces développements, qui font qu'il est difficile de considérer les élections comme libres, équitables et transparentes, face aux allégations de persécution sélective dans le pays. Dans une récente déclaration, la Conférence épiscopale du Nicaragua (CEN) a souligné qu'un État démocratique se caractérise par la soumission sans restriction de ses autorités à la loi et par la séparation des pouvoirs. Au Nicaragua, ces piliers fondamentaux de l'État de droit sont actuellement bafoués et affaiblis au quotidien.

Toute personne qui exprime et promeut une position différente de celle défendue par le régime est considérée comme un adversaire non pas du gouvernement mais de la nation, et beaucoup ont été poursuivis pour actes contre la souveraineté et pour trahison. Un bureau du procureur obséquieux et contrôlé par le gouvernement est

chargé de promouvoir ces poursuites. Le monde de l'art et de la culture n'est pas non plus sorti indemne de cette vague de persécution ininterrompue.

Les violations des droits humains de milliers de Nicaraguayens en avril 2018 ont incité l'IS à dénoncer publiquement la violence d'État qui a entraîné la mort de centaines de citoyens innocents et à demander que les faits soient éclaircis et les responsabilités établies. La préoccupation de l'IS pour le Nicaragua et son engagement à donner suite aux graves événements d'avril 2018 se sont encore reflétés dans sa déclaration du 23 avril sur la situation au Nicaragua, puis dans la résolution de son Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes en mai, et dans la déclaration de son Conseil tenue à Genève en juin, toutes en 2018. Enfin, lors de son Conseil à Saint-Domingue, avec la participation de représentants de ses partis membres de tous les continents en janvier 2019, l'Internationale Socialiste a décidé d'expulser le FSLN pour de graves violations des droits humains et des valeurs démocratiques dans le pays.

Aujourd'hui, à deux semaines des élections, l'IS réitère une fois de plus son rejet de l'interventionnisme gouvernemental et condamne la répression que le gouvernement déploie dans tout le pays contre l'ensemble de la société nicaraguayenne. Les régimes de parti unique et la restriction des libertés et des droits fondamentales du peuple sont incompatibles avec la démocratie et contraires aux principes qui inspirent l'Internationale Socialiste.

Appel urgent à soutenir le peuple du Myanmar

1 Novembre 2021

La situation au Myanmar demeure une source de vive inquiétude pour l'Internationale Socialiste et ses membres, et exige de toute urgence l'attention de la communauté internationale. Des millions de personnes dans le pays ont besoin d'une protection et d'une aide vitales, car en proie aux conflits et à l'oppression, à l'insécurité alimentaire et aux conséquences désastreuses des catastrophes naturelles et de la Covid-19. Cette situation délétère s'est considérablement détériorée depuis la prise du pouvoir par l'armée en février dernier et la répression qui s'est ensuivie contre les manifestants, les figures de l'opposition et les minorités ethniques.

Les preuves de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre commis par le régime militaire au Myanmar sont accablantes, comme le prouvent les récentes attaques militaires dans l'État de Chin au nord-ouest du pays, où la population majoritairement chrétienne subit des persécutions ininterrompues.

Cette prise pour cible des chrétiens au nord-ouest du Myanmar rappelle fortement l'épuration ethnique perpétrée par l'armée birmane contre la population musulmane rohingya dans l'État de Rakhine en 2017, semant une nouvelle fois la mort, la destruction de biens et de moyens de subsistance, et des déplacements internes. Ces actes agressifs et tyranniques gagnent en intensité et ont le potentiel de se muer en guerre civile. Une action internationale est requise pour protéger la population civile contre les violences et fournir une aide humanitaire. Elle doit être accompagnée d'efforts visant à restituer le pouvoir au gouvernement démocratiquement élu du Myanmar.

Nous reconnaissons les mesures sans précédent prises par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) pour bloquer la participation des dirigeants militaires illégitimes à son récent sommet régional. Comme mentionné précédemment par l'IS, le peuple du Myanmar a besoin de l'aide de la communauté internationale pour faire pression sur l'armée et mettre un terme aux violences en respectant la volonté des électeurs.

Depuis le coup d'État, l'armée a placé plus de 7 000 personnes sous les verrous, notamment des enfants. En dépit des promesses de libération massive de prisonniers politiques, leur portée demeure extrêmement limitée et s'ajoute à un manque absolu de clarté sur les personnes qui seraient concernées et les conditions de leur libération. Les personnes détenues se trouvent toujours dans des conditions de détention inhumaines, confrontées à des actes de torture et au déni de leurs droits juridiques fondamentaux. Parmi les prisonniers politiques se trouvent le président élu du Myanmar, Win Myint, et la conseillère d'État, Aung San Suu Kyi, qui sont tous deux actuellement en procès à huis clos.

Nul ne devrait être au-dessus de l'État de droit au Myanmar, et encore moins les responsables des atrocités et des violations des droits humains commises dans tout le pays, avec dans leur sillage un nombre incalculable de blessures physiques, de pertes de vies humaines et de traumatismes émotionnels et psychologiques. Les leaders de la junte militaire ayant ordonné et autorisé ces exactions doivent répondre de leurs actes aux côtés des auteurs de ces crimes contre l'humanité.

L'Internationale Socialiste réitère sa pleine solidarité avec le peuple du Myanmar, victime de tant d'atrocités, et sa profonde tristesse face à l'immense souffrance humaine causée et exacerbée par les forces armées birmanes.

Loukachenko reprend le procès à huis clos de Statkevich et d'autres prisonniers politiques en Biélorussie



Ouverture du procès à huis clos à Homiel, le 24 juin 2021

Le procès à huis clos de Mikalai Statkevich, chef de notre parti membre en Biélorussie, Narodnaya Hramada, NH, a repris après une pause depuis le 4 novembre. Le procès à huis clos, qui a débuté le 24 juin de cette année, se déroule à l'intérieur d'Homiel, la prison où il est détenu. Mikalai Statkevich, qui a été privé de ses droits tout au long du procès et n'a pas accès à une représentation légale ou à une défense, est incarcéré depuis près d'un an et demi.

Des prisonniers politiques, Siarhei Tsikhanoski, Ihar Losik, Uladzimir Tsyhanovich, Dzmitry Papou et Artsiom Sakau, tous également emprisonnés depuis plus d'un an, sont aussi jugés.

COP26 - Le défi de sauver notre planète



La crise climatique s'accroît, les émissions et les températures ne cessant d'augmenter et les événements climatiques extrêmes gagnant en fréquence et en intensité. Alors que les pays du monde entier étaient aux prises avec les effets dévastateurs de la pandémie de COVID-19, les mesures prises par la communauté internationale n'ont pas été à la hauteur de ce qui est nécessaire pour éviter des changements climatiques irréversibles. Les conséquences néfastes pour la planète et le climat des actions passées et actuelles de l'humanité se traduisent dans les faits. Alors que s'ouvre le sommet de la COP26 à Glasgow, l'Internationale Socialiste exhorte à nouveau l'ensemble des pays et des gouvernements à prendre des mesures unies, rapides et concertées pour éviter que la planète ne franchisse le seuil au-delà duquel des changements climatiques permanents ne pourront plus être évités.

Deux rapports majeurs publiés au cours des derniers mois ne laissent aucun doute sur les tendances actuelles : nous nous acheminons vers une catastrophe climatique. Le 9 août, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat des Nations Unies (GIEC) a présenté son premier rapport d'évaluation majeur depuis 2013 qui prend acte des changements climatiques sans précédent observés sur Terre « dans toutes les régions de la planète et dans l'ensemble du système climatique ». Il réitère qu'en l'absence de réductions immédiates, drastiques et durables des émissions de dioxyde de carbone, toute ambition visant à limiter le réchauffement climatique à des niveaux sûrs ne pourra pas être concrétisée. Il est regrettable qu'alors que nous célébrons le cinquième anniversaire de la signature de l'Accord de Paris, aucune preuve ne soit encore donnée que nous sommes en voie d'atteindre de tels objectifs. Après une réduction temporaire des émissions de CO₂ en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, le rapport de « United in Science 2021 », rédigé par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et publié le 16 septembre dernier, révèle qu'elles sont reparties à la hausse.

Comme l'a souligné le Secrétaire Général de l'ONU, en tant que planète, nous sommes très loin des mesures et engagements nécessaires pour éviter que cette crise climatique n'évolue en un désastre climatique dont nous ne pourrions pas nous relever. Le rapport de « United in Science 2021 » stipule qu'il est probable que le seuil d'augmentation des températures de 1,5 degré au-dessus des niveaux préindustriels soit atteint dans les cinq prochaines années. Le rapport du GIEC mentionne qu'une réduction immédiate et durable des émissions de CO₂ aura beau améliorer rapidement la qualité de l'air, la stabilisation des températures mondiale prendra quant à elle 20 à 30 ans, tout en insistant sur le coût de l'inaction.

Un consensus écrasant de la communauté scientifique veut que le réchauffement climatique soit responsable de la plus grande fréquence des événements climatiques extrêmes observée ces dernières années. Le rapport du GIEC a confirmé que les changements climatiques anthropiques sont responsables de la plus forte fréquence et intensité de nombreux épisodes météorologiques et climatiques dans toutes les régions du globe. De tels événements ont causé, pour la seule année dernière, moult souffrances, pertes de vies humaines et destructions environnementales sous le coup d'incendies, d'inondation, de tempêtes et de vagues de chaleur. Les effets en spirale des événements climatiques extrêmes sur les économies et les sociétés ne doivent en aucun cas être sous-estimés.

Les gouvernements du monde entier ont la capacité d'agir avec une vitesse inédite et en collaboration, mais face à la menace existentielle des changements climatiques, l'urgence d'une action coordonnée mondiale manque, exacerbée par un déni climatique et une réticence à consentir les sacrifices nécessaires pour l'avenir au nom d'intérêts personnels malavisés. Les conséquences de la pandémie rendent cette époque particulièrement cruciale puisque les émissions repartent la hausse après une trêve temporaire dans le sillage de la COVID-19. Il faut agir davantage à l'échelle internationale pour favoriser la relance écologique post-pandémie et éviter un retour « à la routine ».

La Conférence des Nations Unies sur le changement climatique COP26 qui se déroule à Glasgow est maintenant en cours. En raison de son report l'année dernière, il s'agira de la première édition des bilans quinquennaux internationaux convenus à la COP21 en 2015, qui prévoient une réévaluation des contributions déterminées au niveau national des parties en fonction des dernières données scientifiques sur le climat, et un renforcement des engagements existants. Les contributions déterminées au niveau national sans condition prévues par l'Accord de Paris sont de toute évidence insuffisantes pour limiter le réchauffement climatique à l'objectif de 2°C à l'échelle planétaire, et encore moins à celui de 1,5°C, avec un écart des émissions plus abyssales que jamais.

Dès lors, il ne sera plus suffisant que les dirigeants s'en tiennent à une réitération de leurs engagements précédents. Les Parties doivent dépasser 50 % de réduction des émissions mondiales à l'horizon 2030 et atteindre zéro émission nette d'ici à 2050, un objectif certes ambitieux mais nécessaire, si l'on veut avoir une chance de limiter le réchauffement climatique et d'éviter une catastrophe climatique. Il est clair que pour ce faire, il faudra respecter le principe des responsabilités communes, mais différenciées étant donné que les pays développés sont actuellement en mesure de réduire de manière anticipée et plus radicale leurs émissions. Néanmoins, tous les pays se doivent d'atteindre l'objectif de zéro émission nette, ce qui exige de miser davantage sur la croissance verte dans les pays en développement et d'apporter une assistance financière pour accompagner la transition vers une économie sobre en carbone.

Le retard pris pour la COP26 était largement inévitable en raison des effets de la pandémie, mais aucune raison ne peut justifier un retard supplémentaire dans la prise de mesures décisives à l'échelle internationale sur les changements climatiques. Les scientifiques, divers organes des Nations Unies, des groupes de défense de l'environnement et des organisations telles que l'Internationale Socialiste n'ont cessé, au fil des ans, de documenter et d'analyser le phénomène des changements climatiques anthropiques, mettant en exergue les étapes requises à l'international pour éviter d'endommager de manière irréversible notre planète, et plaidant pour que tous les gouvernements unissent leurs forces dans la lutte contre cette menace commune. L'IS a pris de nombreuses initiatives pour enrayer les changements climatiques, avec la participation d'éminentes figures politiques au gouvernement, d'experts et de ministres afin de dégager des propositions politiques et des solutions concrètes visant à garantir la justice climatique en luttant contre les changements climatiques sans restreindre les perspectives de développement dans le monde en développement.

L'Internationale Socialiste continuera à se consacrer à la défense de mesures fortes en matière de changements climatiques par l'entremise de ses partis membres et par les initiatives et le travail régulier de ses comités régionaux et thématiques sur cette question, ainsi que de ses organes statutaires. La tâche est à aborder avec le plus grand sérieux et avec un sentiment d'urgence pour préserver l'avenir de notre planète commune et le bien-être des générations futures.

COP26 - Malgré les progrès, la menace d'un changement climatique catastrophique reste à un niveau inacceptable

15 Novembre 2021



L'Internationale Socialiste a suivi de près l'évolution de la situation à Glasgow pendant le sommet COP26, qui s'est concentré sur des questions cruciales se trouvant depuis longtemps au cœur de l'agenda mondial de l'IS. Des membres de cette famille politique se trouvaient parmi les délégations nationales participant à la conférence, et le Secrétaire Général de l'IS était présent, tenant de nombreux échanges sur les attentes de notre Internationale vis-à-vis de la COP26 et sur le travail en cours de l'IS pour garantir que la lutte contre la crise climatique reste une priorité.

Le principal objectif du sommet était que les pays et les dirigeants du monde entier prennent des engagements contraignants en matière de réduction des émissions afin d'avoir une chance réaliste d'atteindre l'objectif convenu à Paris de limiter le réchauffement de la planète à 1,5°C. Pour respecter cette limite, il faut réduire d'au moins 45 % les émissions mondiales d'ici à 2030. Comme l'a demandé instamment l'IS avant la COP26, les économies développées, qui sont responsables de la majeure partie des émissions actuelles et historiques, doivent s'engager à réaliser des réductions bien supérieures à ce chiffre au cours de cette période.

Comme indiqué dans le Pacte de Glasgow pour le climat, on estime que les contributions déterminées au niveau national (CDN) actuelles entraîneraient, en 2030, des émissions de gaz à effet de serre dépassant de 13,7 % les niveaux de 2010. L'analyse des CDN par Climate Action Tracker (CAT) montre que le monde se dirige vers un réchauffement d'au moins 2,4 °C et qu'en 2030, il sera déjà trop tard pour rester dans la limite de l'objectif de 1,5 °C. Ce serait une catastrophe pour la planète, et il est évident que des réductions plus importantes et plus rapides des émissions sont nécessaires. L'incapacité ou le manque de volonté des parties à s'engager sur des CDN conformes à l'objectif de température de l'Accord de Paris signifie que la COP26 n'est pas le succès que nous avions espéré, mais il est néanmoins important que la déclaration appelle explicitement les parties à soumettre des CDN nouvelles ou mises à jour avant la COP27, et que le secrétariat de la CCNUCC surveillera dorénavant les progrès vers ces objectifs sur une base annuelle. Bien que la COP26 n'ait pas permis d'obtenir les engagements requis en matière de réduction des émissions, le cadre est en place pour y parvenir si la volonté politique est au rendez-vous. Il est donc essentiel de maintenir la pression sur tous les gouvernements qui n'ont pas présenté de CDN compatibles avec l'Accord de Paris pour qu'ils augmentent de toute urgence leurs ambitions en matière d'atténuation avant la COP27.

On ne peut pas sous-estimer l'importance de l'action des plus grandes économies du monde. Comme le reconnaît la High Ambition Coalition, si tous les pays du G20 s'engageaient à respecter une trajectoire de 1,5°C, cela pourrait suffire à limiter le réchauffement à 1,7°C d'ici 2100. Cependant, pour ce qui est des réductions immédiates et profondes des émissions qui sont une condition préalable à la limitation de l'augmentation de la température mondiale, un trop grand nombre de ces grands émetteurs ont fait preuve d'une ambition insuffisante et, dans certains cas, d'un manque d'engagement alarmant, ayant promis d'atteindre des émissions nettes nulles bien plus tard dans le siècle. Les objectifs net zéro doivent être reconnus et constituent un élément important de la solution globale, mais l'ambition à long terme ne peut compenser les insuffisances à court terme des objectifs actuels. Atteindre le net zéro dans 30 ou 50 ans ne servira à rien sans une considérable augmentation des engagements à court terme. Plus grave encore, la promesse du net zéro à l'avenir risque d'encourager une approche du type « brûlons maintenant, payons plus tard », dans laquelle les émissions à court terme restent à un niveau inacceptable, les pays s'appuyant sur des techniques d'élimination du CO₂ et des stratégies de compensation non testées et souvent irréalistes.

La COP26 a permis de réaliser des progrès dans un certain nombre de domaines importants qui contribueront à l'habitabilité future de la planète. Par exemple, des mesures positives ont été prises en vue de mettre fin à l'utilisation du charbon dans le monde, plus de 40 pays s'étant désormais engagés à supprimer progressivement l'utilisation du charbon pour produire de l'électricité et plus de 100 pays, organisations et institutions financières s'étant engagés à mettre fin aux nouvelles subventions à l'industrie du charbon, ce qui devrait le rendre financièrement non viable. Néanmoins, le calendrier d'élimination des centrales au charbon doit être accéléré si l'on veut ne pas dépasser 1,5°C, et les grandes économies dépendantes du charbon, notamment l'Australie, la Chine, l'Inde et les États-Unis, doivent s'engager à éliminer progressivement le charbon. Les changements de dernière minute apportés au texte du Pacte de Glasgow pour le climat, visant à supprimer toute référence à l'élimination progressive du charbon, sont décevants et reflètent l'ampleur du défi qui reste à relever pour se diriger vers un avenir sans combustible fossile. Une fin rapide et complète de toutes les subventions aux combustibles fossiles est un élément essentiel de ce processus.

L'engagement historique pris par plus de 100 pays de réduire d'ici à 2030 les émissions mondiales de méthane de 30 % par rapport aux niveaux de 2020 pourrait, s'il est respecté, empêcher un réchauffement de 0,2 °C d'ici au milieu du siècle. Selon le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), les émissions de méthane d'origine humaine peuvent être réduites de 45 % au cours de la présente décennie, ce qui permettrait d'éviter un réchauffement de 0,3 °C. Il est donc essentiel de considérer cet engagement comme un point de départ, en s'attachant à accroître les ambitions, à quantifier les politiques et les objectifs pouvant faire l'objet d'un suivi au niveau national et à encourager les principaux émetteurs de méthane qui n'ont pas encore signé, comme la Chine, la Russie et l'Inde, à se joindre à l'engagement.

L'accord visant à arrêter et à inverser le processus de déforestation d'ici à 2030, auquel participent plus de 100 dirigeants mondiaux représentant 85 % des forêts de la planète, constitue un pas important dans la bonne direction, et inclut des pays possédant d'importantes étendues de forêts et menant des activités de déforestation, tels que le Brésil, l'Indonésie et la République démocratique du Congo. Les forêts capturent naturellement des milliards de tonnes de carbone chaque année et la déforestation représente environ 10 % de l'ensemble des émissions mondiales de carbone. La fin de la déforestation est donc un élément important de la réduction des émissions, qui stimulera également les efforts visant à préserver la biodiversité. La réussite de cet accord dépendra essentiellement de l'octroi des fonds promis pour protéger les forêts, restaurer les terres endommagées, lutter contre les incendies de forêt et soutenir les communautés autochtones.

Le financement reste une question controversée, car les nations riches n'ont pas tenu la promesse faite à Copenhague en 2009 de fournir 100 milliards de dollars par an aux pays en développement d'ici 2020, afin de les aider à s'adapter au changement climatique et à atténuer la hausse des températures. Ce manquement à l'objectif pourtant reconnu par toutes les parties dans le pacte climatique de Glasgow met en péril la confiance et empêche tout progrès. Ce n'est un secret pour personne que les objectifs de réduction des émissions de nombreux pays dépendent de l'aide internationale, ce qui fait du financement du climat l'un des éléments les plus importants pour tenir les engagements pris. Comme l'IS l'a toujours affirmé, il s'agit d'une question de justice climatique - le problème a été largement créé par les pays d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Asie de l'Est, or ce sont les pays de l'hémisphère sud, et en particulier ceux dont les émissions historiques sont faibles, qui souffrent et qui n'ont pas les moyens de couvrir les lourdes pertes et les catastrophes humanitaires, même si les financements climatiques promis sont délivrés. Le Pacte de Glasgow reconnaît la nécessité d'un mécanisme plus solide de compensation des pertes et dommages pour dédommager les pays vulnérables des impacts climatiques, mais ne va pas assez loin pour garantir un financement permettant aux pays d'aider leurs citoyens à faire face aux dévastations régulières causées par le climat.

Les effets mortels du changement climatique et du réchauffement de la planète sont déjà visibles. Lors de la COP26, des personnes souffrant de phénomènes météorologiques extrêmes et d'autres dont l'existence même est menacée par l'élévation du niveau de la mer ont livré des témoignages poignants. Bien que la science soit claire depuis de nombreuses années, trop de décideurs sont restés sceptiques jusqu'à ce qu'ils soient témoins de températures record et de la fréquence accrue des catastrophes naturelles. Après des décennies caractérisées par la prévarication, le déni et l'inaction, il règne désormais un sentiment d'urgence et on remarque un élan important donné par des coalitions de pays unis par leur détermination à préserver l'avenir de la planète.

Il n'en reste pas moins qu'il existe un décalage entre la gravité de la situation et les conséquences de l'absence d'action immédiate, d'une part, et les engagements pris à Glasgow, d'autre part. Les demi-mesures et les hésitations d'aujourd'hui ne pourront pas être corrigées à l'avenir, et la frustration et la colère sont palpables dans le monde entier, alors que des millions de personnes ont élevé leur voix pour défendre le droit des générations futures à une planète habitable. Bien que des avancées significatives aient été réalisées lors de la COP26, l'ampleur de l'urgence climatique résultant de l'inaction antérieure signifie qu'il existe un grave danger que les mesures convenues soient trop timides, trop tardives, et qu'elles soient considérées dans les années à venir comme le moment où la dernière chance de reculer du précipice d'un changement climatique irréversible et catastrophique a été manquée. Alors que la COP26 touche à sa fin, il y a encore un espoir que les pays du monde puissent relever leur ambition collective et s'unir pour faire face à la plus grande menace qui pèse sur l'humanité. L'Internationale Socialiste et ses membres continueront à se consacrer de tout cœur à cet objectif.

Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes

25 Novembre 2021



Réunion de l'IS à l'occasion de la 143e Assemblée de l'UIP à Madrid

27 Novembre 2021



Pour la première fois en deux ans, en raison de la pandémie de Covid-19, l'Union Interparlementaire (UIP) a convoqué son Assemblée en personne, une occasion à laquelle l'Internationale Socialiste a tenu sa réunion habituelle avec les parlementaires des partis membres de l'IS participant à cette assemblée mondiale.

Le Secrétaire Général de l'IS a

souhaité la bienvenue aux participants et s'est fait l'écho de la fraternité partagée et de leur enthousiasme de se retrouver en personne après une si longue absence.

L'ordre du jour de la réunion prévoyait des discussions portant sur les questions abordées par l'Assemblée de l'UIP et sur les points d'urgence qui y feront l'objet d'un vote. Les participants ont également pu aborder les sujets préoccupants dans leur pays respectif.

Hana Jalloul, nouvellement élue Secrétaire à la politique internationale et à la coopération pour le développement du PSOE en Espagne, également députée de l'Assemblée de Madrid, a souhaité la bienvenue à tous les participants et s'est dite ravie que la ville soit hôte de l'Assemblée de l'UIP. Elle a également transmis les salutations du leader du PSOE et président du gouvernement espagnol, Pedro Sánchez, l'un des vice-présidents de l'IS, engagé en faveur de la social-démocratie à travers le monde comme unique réponse viable aux enjeux que nous connaissons.

Abordant les points d'urgence faisant l'objet d'un vote à l'Assemblée, les participants à la réunion ont entendu le compte rendu de la délégation palestinienne sur la situation qui prévaut actuellement en Palestine. Les Palestiniens sont pris pour cibles par des extrémistes violents s'en prennent aux lieux saints en Palestine. S'ajoute un changement de gouvernement en Israël qui n'améliore en rien la situation et l'absence de perspective d'avancée du processus de paix. Au contraire, l'expulsion des Palestiniens et la démolition de leurs résidences à Jérusalem, à Hébron et ailleurs est toujours à l'œuvre. Il a été rappelé qu'aucune résolution internationale adoptée par les Nations Unies n'a été appliquée et que les appels ne cessent d'affluer pour mettre un terme à l'occupation, cesser les activités de peuplement et créer un État palestinien indépendant avec Jérusalem-Est comme capitale.

Les participants ont entendu les représentants vénézuéliens s'exprimer sur la situation au Venezuela. Le membre d'Acción Democrática a déclaré que son parti avait été supprimé, précisant que le rapport des observateurs électoraux de l'UE a justement mis en exergue le manque de transparence, et que celui de la Commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies, Michelle Bachelet, est alarmant. Dans le pays, 87% de la population est actuellement confrontée à la pauvreté et la migration forcée y est chronique. Ils ont lancé un appel à l'aide internationale pour la tenue d'élections présidentielles et parlementaires.

La situation critique dans laquelle est plongée la région anglophone du Cameroun a soulevé de vives inquiétudes, avec des récits faisant état de manquements réguliers à l'accord existant de la part de la partie francophone, les citoyens prennent les armes et exigent la libération. De nombreuses personnes déplacées sont recensées et il est fréquent de voir des corps joncher les rues alors que la communauté internationale reste silencieuse. La participante du SDF a lancé un appel à l'UIP à dégager une issue face à cette situation d'urgence. Plus de la moitié des habitants de la région anglophone du Cameroun a migré au Nigéria et au Congo face aux armes déployées contre eux par le gouvernement camerounais.

La réunion a entendu l'intervention du représentant du Portugal, où le parti socialiste est au pouvoir depuis une décennie. Le pays a opéré une relance qui a permis de soutenir et d'élaborer des politiques de cohésion à l'échelle européenne, renforçant ainsi la solidarité européenne face à la pandémie. Le pays connaît actuellement une phase de transition en amont des prochaines élections prévues fin janvier 2022, scrutin que le PS espère remporter. À l'instar de l'Espagne, le Portugal a vacciné près de 80% de sa population, ce qui lui permet de faire plus vigoureusement face aux conséquences dévastatrices de la pandémie. La solidarité vaccinale avec le monde en développement est essentielle.

La question des droits des femmes et celle de l'égalité de genre ont également été abordées par la représentante de la Hongrie, rappelant que son pays n'est pas une démocratie et que la situation y est dramatique. Son parti, le MSzP, a un rôle crucial à jouer, bien qu'unir les forces de l'opposition face à ce gouvernement fasciste ne soit pas chose aisée. Il y a néanmoins lieu d'espérer de remporter les prochaines élections après 11 ans de dictature sous Orban.

Le représentant du Mozambique est revenu sur deux défis majeurs auxquels son pays est en butte. La menace du terrorisme, d'une part, ne cesse de croître et gagne en visibilité, la dernière attaque ayant été perpétrée près de la frontière tanzanienne. Il déclare que l'aide internationale, notamment du Rwanda, a été capitale et exprime toute sa reconnaissance pour le soutien et la solidarité des députés portugais au Parlement européen et des membres de la famille socialiste internationale. D'autre part, concernant la pandémie de Covid-19, son pays n'a pas été en mesure de vacciner la moitié de sa population de près de 30 millions d'habitants. Des appels à une plus grande équité dans la distribution des vaccins ont été lancés.

Il a été fait mention de la situation au Pakistan, un pays dirigé par un gouvernement de droite, sourd à l'idée que l'extrémisme est une menace pouvant se muer en terrorisme. La situation économique demeure déplorable et la population n'a reçu aucune aide financière, dans un contexte à la pauvreté et au chômage rampants. Le régime au pouvoir n'a aucun égard pour le parlement. La situation au Cachemire demeure préoccupante, les habitants y sont contraints d'observer un couvre-feu. Le leader du PPP, Bilawal Bhutto Zardari, a clairement remis en cause la politique du régime pakistanais envers l'Afghanistan, insistant sur la nécessité d'un gouvernement inclusif respectueux des libertés de tous.

En ce qui concerne Chypre, la réunion a entendu des représentants du CTP et du TDP de Chypre du Nord. Il a été fait référence aux effets critiques de la pandémie de Covid-19 et à la situation difficile actuelle à la suite de la conférence internationale de 2017. Il a été souligné que le différend de longue date en Méditerranée orientale devait être résolu dans le cadre du droit international et nécessitait un soutien international pour réduire la tension et ne doit pas être ignoré. Un appel a été lancé pour un plus grand engagement de la communauté internationale pour une reprise des négociations et pour que les sociaux-démocrates au gouvernement montrent la voie.

Au Panama, le parti membre de l'IS au gouvernement, le PRD, dit sa volonté de dégager des solutions inclusives aux difficultés que connaît le pays. Le taux d'immigration y est un problème de plus en plus prégnant, avec certains migrants qui s'y trouvent en transit vers l'Amérique du Nord. Il a été rappelé que l'ensemble des pays concernés par cette question doivent y répondre conjointement, en unissant leurs forces et en s'attelant au problème dans les pays d'origine. Au sujet de la Covid-19, d'intenses efforts ont été déployés comme l'atteste le taux de vaccination satisfaisant. S'il est une chose à retirer de cette pandémie, c'est qu'il s'est agi d'une lutte commune, menée de concert.

La représentante du parti USFP au Maroc a donné un aperçu de la situation nationale où, pour la première fois, des élections nationales et locales ont été convoquées le même jour. L'USFP a vu son nombre de sièges parlementaires augmenter, passant de 21 à 40 sièges, devenant par là même le premier parti de l'opposition. Pour la première fois dans l'histoire du pays, 96 femmes siègent au parlement, avec une représentation du sud et des régions centrales du pays. L'USFP s'emploie à écouter la population et à s'assurer que l'État veille et offre une protection sociale.

En République démocratique du Congo, où le parti membre de l'IS, l'UDPS, est au gouvernement, des efforts ont été consentis pour garantir une politique sociale-démocrate axée sur les personnes. Le parti a adopté une politique de gratuité d'accès à

l'éducation primaire, l'aboutissement d'années de travail. L'un des enjeux principaux est la guerre qui fait rage à l'est du pays et l'assistance et la coopération d'autres gouvernements sociaux-démocrates sont vivement recherchées. La stabilité internationale est menacée par le djihadisme et elle requiert une réponse mondiale.

Par rapport à l'Espagne, le président Sánchez a démontré que la social-démocratie est bel et bien l'antidote aux politiques libérales qui érodent les droits des personnes. L'Espagne a montré la voie en matière de vaccination et de don de doses de vaccins, mais également avec des politiques portant notamment sur le salaire minimum vital, la protection sociale et la couverture sanitaire. La politique du pays envers les réfugiés afghans est une preuve de sa capacité à gérer les crises à l'échelle internationale. Une justice sociale, une relance juste et un gouvernement efficace sont autant d'éléments clés, auxquels s'ajoute une volonté affichée de travailler main dans la main avec les collègues de l'Internationale Socialiste.

En clôturant la réunion, le Secrétaire Général a fait remarquer que bien que la pandémie ait reporté toute possibilité de se réunir en personne, elle n'a en rien altéré notre solidarité et notre volonté de travailler ensemble. Les nombreuses expressions de satisfaction de pouvoir se rencontrer et de partager des expériences en face à face ont été une grande source d'encouragement. En cette période difficile, l'IS est restée active, connectée à ses membres et a pris position quand il a fallu sur les sujets qui préoccupent notre mouvement. Nous poursuivrons nos travaux en matière de renforcement de la démocratie, de règlement des conflits, de solidarité, de lutte contre la Covid-19, de la mobilisation en faveur de l'égalité dans la distribution des vaccins, de l'effort pour arrêter le changement climatique et protéger la planète, de promotion des droits humains et de faire progresser nos valeurs et principes.

Journée de solidarité avec le peuple palestinien

29 Novembre 2021



29 INTERNATIONAL DAY OF
NOV SOLIDARITY
WITH THE
PALESTINIAN PEOPLE

©Sadek Ahmed

l'Assemblée générale se réunissent chaque année en séance extraordinaire pour célébrer la Journée au Siège de l'ONU à New York.

En outre, en 2005, l'Assemblée générale des Nations Unies a prié le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et la Division des droits des

En 1977, l'Assemblée générale des Nations Unies a prié le Secrétaire Général de l'ONU d'organiser chaque année, en consultation avec le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, une Journée de solidarité avec le peuple palestinien (résolution 32/40 B, du 2 décembre 1977). La date du 29 novembre a été retenue en raison de sa signification particulière pour le peuple palestinien. En effet, ce jour-là en 1947, l'Assemblée générale a adopté, la résolution A/RES/181 (II), qui prévoyait le partage de la Palestine en deux États. À la date du 29 novembre, le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et

Palestiniens d'organiser, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, le 29 novembre, une exposition annuelle sur les droits des Palestiniens ou une manifestation culturelle, en coopération avec la Mission permanente d'observation de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies. À cette occasion, elle a également encouragé les États Membres à continuer d'apporter un large soutien aux activités organisées pour marquer la Journée et d'attirer activement l'attention sur ces événements commémoratifs.



L'Internationale Socialiste félicite Gabriel Boric et le peuple chilien pour les résultats des élections du dimanche 19 décembre 2021

Mikalai Statkevich - condamnation imminente en Belarus

9 Décembre 2021



Le 14 décembre prochain, la condamnation de Mikalai Statkevich, président de Narodnaya Hramada, le parti membre de l'IS au Belarus, entrera en vigueur après un procès à huis clos instruit dans la prison Homiel où il est incarcéré. Lors de ce procès fantoche, M. Statkevich n'a eu accès à aucune défense ni représentation juridique, et au cours de ses 560 jours de détention, il s'est vu refuser tout

contact avec ses proches, preuve de la détermination du régime illégitime d'Alexandre Lukashenko de supprimer toutes les forces démocratiques du pays.

La lutte pour la défense des droits humains et politiques des Bélarusses connaîtra un nouveau jour sombre avec la condamnation de Mikalai Statkevich. Figure centrale pendant des années de l'opposition démocratique à la dictature de Lukashenko, M. Statkevich a œuvré sans relâche, risquant sa propre liberté, pour l'avènement d'un changement et de la démocratie au Belarus. Il a en outre activement participé aux activités de l'Internationale Socialiste en tant que coprésident actuel du Comité de l'IS pour la CEI, le Caucase et la mer Noire.

D'autres membres de Narodnaya Hramada ont également été arrêtés et condamnés sans procès équitable, parmi lesquels figurent le Secrétaire Général du parti, Sergei Sparish, condamné à 6 ans de prison et le militant Andrei Khrenkov, condamné à 5 ans d'emprisonnement. Tous deux sont détenus depuis bien plus d'un an. L'Internationale Socialiste réitère sa ferme condamnation des détentions pour des raisons politiques et du procès de Mikalai Statkevich, de Sergei Sparish, d'Andrei Khrenkov et de nombreuses

autres personnes. Le régime dictatorial au Belarus, qui ne jouit d'aucune légitimité démocratique ni d'un soutien populaire, a redoublé son oppression caractérisée de l'opposition politique dans le but de garder la mainmise sur le pouvoir.

L'Internationale Socialiste et ses partis membres sont pleinement solidaires des membres détenus de Narodnaya Hramada et de l'ensemble des prisonniers politiques au Belarus. Nous protestons énergiquement contre cette persécution politique et exigeons la libération de Mikalai Statkevich et de toutes les personnes injustement incarcérées dans le pays. Nous réitérons notre appel à nos membres du monde entier et à la communauté internationale au sens large à prendre des mesures pour soutenir celles et ceux qui ont sacrifié leur liberté pour défendre la démocratie au Belarus, et à faire pression sur le régime afin que le peuple puisse exprimer librement sa véritable volonté.

Mikalai Statkevich condamné à 14 ans

14 Décembre 2021



Mikalai Statkevich, président du parti membre de l'IS Narodnaya Hramada, NH, et coprésident du Comité de l'IS pour la CEI, le Caucase et la mer Noire, a été condamné aujourd'hui à 14 ans de prison au Belarus à la suite d'un faux procès à huis clos. Tout au long des 565 jours qu'il a passés en détention, Statkevich n'a eu accès à aucune défense ni représentation juridique, et il s'est vu refuser tout contact avec ses proches, alors que le régime illégitime

d'Alexandre Loukachenko poursuit sa détermination à supprimer toutes les forces démocratiques du pays.

Avec Statkevich, cinq autres prisonniers politiques ont également été condamnés aujourd'hui : le blogueur Siarhei Tsikhanouski, qui avait l'intention de se présenter comme candidat à la présidentielle contre Loukachenko, condamné à 18 ans de prison ; Ihar Losik, consultant média pour Radio Liberty, condamné à 15 ans de prison ; Uladzimir Tsyganovich, un blogueur, condamné à 15 ans de prison ; Artsyom Sakau, qui dirigeait une chaîne YouTube Country for Life, condamné à 16 ans de prison ; et Dmitry Popov, animateur de Country for Life, condamné à 16 ans.

Auparavant, d'autres membres de Narodnaya Hramada ont également été jugés sans procédure régulière, parmi lesquels le Secrétaire Général du parti, Sergueï Sparish, qui a été condamné à six ans de prison, et le militant Andrei Khrenkov, condamné à cinq ans d'emprisonnement.

L'Internationale Socialiste proteste vigoureusement contre cette persécution politique et cette répression scandaleuse, et appelle à la communauté internationale à condamner ces événements. Loukachenko doit être tenu pour responsable, et l'IS réitère son appel précédent à prendre des mesures pour soutenir tous ceux qui ont sacrifié leur liberté pour la cause de la démocratie en Biélorussie.

Mikalai Statkevich, qui a œuvré sans relâche au péril de sa vie pour l'avènement d'un changement et de la démocratie au Belarus, a jusqu'à présent été détenu à l'isolement pendant 565 jours, et auparavant il a purgé cinq ans de prison pour s'être présenté

comme candidat à la présidentielle contre Loukachenko en 2010. L'Internationale Socialiste ne cessera jamais d'appeler à la liberté pour Mikalai Statkevich et pour tous les prisonniers politiques du pays, et pour le plein respect des libertés et des droits de tout le peuple biélorusse.

L'IS condamne les violences au Kazakhstan

7 Janvier 2022

L'Internationale Socialiste condamne les violences meurtrières qui ont éclaté lors de récentes manifestations antigouvernementales au Kazakhstan. Bien qu'il semblerait que les manifestations aient débuté pacifiquement, la situation s'est fortement détériorée depuis, au prix regrettable de nombreuses vies parmi les manifestants et les forces de police.

L'ordre donné par le président Kassym-Jomart Tokayev à ses troupes d'user de la force meurtrière sans sommation contre les manifestants est un acte dangereux et illégal qui a pour but de priver les personnes de leur droit à manifester pacifiquement et à la liberté d'expression, et qui constitue une violation criante des principes de nécessité et de proportionnalité. Les violences doivent cesser de tous bords et la responsabilité juridique d'éviter le recours à la force meurtrière revient clairement au gouvernement et à ses forces de sécurité, lesquels ne doivent en aucun cas cibler aveuglément les manifestants.

Cette situation préoccupante est d'autant plus complexe que les informations véridiques émanant du Kazakhstan se font rares, exacerbée par de fortes perturbations des réseaux de communications dans tout le pays. Ces perturbations ont empêché d'établir un contact avec la direction du Parti social-démocrate national (OSDP), parti membre de l'IS au Kazakhstan, depuis le début des manifestations. En ces temps troublés, l'IS est pleinement solidaire avec l'OSDP et ses membres, ainsi qu'avec toutes les personnes qui luttent pour la défense des droits humains et des valeurs démocratiques au Kazakhstan.

Le Kazakhstan se trouve, depuis de trop nombreuses années, sous le joug d'un régime autoritaire qui ne tolère aucune dissidence et persécute les partis de l'opposition. Les manifestations ont éclaté après la multiplication par deux du prix du gaz de pétrole liquéfié (GPL) et sont révélatrices des récriminations légitimes et profondes des citoyens kazakhs à l'égard d'un régime ayant orchestré un déclin socioéconomique dramatique. Le gouvernement kazakh doit axer son attention sur les préoccupations de sa population, autoriser une opposition démocratique, lutter contre la corruption et proposer des solutions crédibles aux profondes difficultés économiques que vivent de nombreux Kazakhs.

L'IS appelle au rétablissement rapide de la démocratie au Mali

9 Janvier 2022

L'Internationale Socialiste exprime ses vives inquiétudes à la suite de l'annonce du report des élections initialement prévues le mois prochain au Mali, et enjoint le gouvernement de transition à accélérer le retour à la démocratie dans le pays. L'ensemble des démocrates s'accordent à dire qu'il est inacceptable que le Mali, un pays balayé par deux coups d'État au cours des 18 derniers mois, voie ses élections reportées sous la conduite d'un régime arrivé au pouvoir par un coup d'État et dénué de toute légitimité démocratique.

L'éventualité d'un report des élections jusqu'à cinq ans mentionnée dans les recommandations des Assises nationales de la refondation risque de créer un

dangereux précédent selon lequel les responsables du renversement d'un gouvernement démocratiquement élu peuvent se maintenir au pouvoir indéfiniment sans passer par les urnes. En l'absence de voix discordante, le Mali et d'autres pays de la région pourraient s'en trouver plus déstabilisés encore et d'autres groupes pourraient tenter de renverser des gouvernements par la force en l'absence d'élections, surtout si cet acte clairement subversif envers le processus démocratique n'entraîne aucune conséquence majeure.

À cet égard, l'IS se dit encouragée par la position ferme adoptée aujourd'hui par la CEDEAO en réponse à l'annonce du report, et exhorte le gouvernement de transition à s'en tenir au calendrier électoral fixé. Tout report du scrutin au-delà du 27 février est une violation directe de l'accord conclu entre le gouvernement de transition et la CEDEAO à la suite du dernier coup d'État en mai 2021.

L'IS réitère sa position selon laquelle le président par intérim actuel est arrivé au pouvoir de manière illégitime et sa ferme condamnation du coup d'État militaire qu'il a orchestré, emportant dans son sillage la démocratie chère au peuple malien. Les partis membres de l'IS au Mali, le RPM et l'ADEMA-PASJ, continuent de jouer un rôle prééminent au sein des forces démocratiques du pays et ont tout notre soutien et notre entière solidarité. Seul le rétablissement de la démocratie garantira le plein des respects des droits et des libertés de l'ensemble des Maliens.

L'IS demande la libération du Président Kaboré au Burkina Faso

24 Janvier 2022



Le Burkina Faso accuse aujourd'hui la destruction de sa Constitution et de son ordre démocratique à la suite d'un soulèvement des forces militaires qui a commencé hier, ce que l'Internationale Socialiste condamne avec la plus grande fermeté.

Le président de la République, Roch Marc Christian Kaboré, du parti membre de l'IS, le Mouvement populaire pour le progrès, MPP, se retrouve détenu contre

son gré de même que d'autres membres du gouvernement.

À l'heure actuelle, l'armée a démantelé la Constitution, dissout le gouvernement et le parlement, instauré un couvre-feu et fermé les frontières du pays.

Face à ce coup d'État militaire, l'IS exprime toute sa solidarité avec le président Kaboré, avec le MPP et avec le peuple burkinabé. Le président, qui a lancé aujourd'hui un appel à la sauvegarde des avancées démocratiques dans le pays, doit être relâché sans condition, de même que les autres personnes détenues contre leur volonté.

Les forces armées ont réduit à néant les années de travail des Burkinabés pour que prévale le respect de la démocratie, des droits humains, des libertés et de la sécurité. Il est intolérable de voler au peuple sa démocratie, fruit de ses efforts pour s'assurer une vie en paix au sein d'une société ouverte et sûre.

Au cours des 18 derniers mois, trois gouvernements et chefs d'État élus démocratiquement en Afrique de l'Ouest – au Mali, en Guinée et aujourd'hui au Burkina Faso – ont été victimes de coups d'État contre leur peuple.

L'Internationale Socialiste, la plus grande famille politique de sociaux-démocrates au monde, a toujours été engagée auprès de ses partis membres pour défendre et faire progresser la démocratie, les libertés et les droits humains, au service desquels elle ne cessera jamais d'employer tous ses efforts.

L'IS observe les élections présidentielles au Costa Rica

6 Février 2022



Secrétaire Général de l'IS Luis Ayala avec le candidat présidentiel Jose Maria Figueres, lors du premier tour des élections au Costa Rica, le 6 février 2022



Secrétaire Général de l'IS, Luis Ayala, avec Kattia Rivera, Présidente du PLN, Costa Rica, Vice-présidente de l'IS



SI Rencontre avec des membres du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, PSOE, à Madrid

11 Février 2022



La Secrétaire du PSOE pour la politique internationale et la coopération, Hana Jalloul, le Secrétaire Général de l'IS, Luis Ayala, et la Secrétaire du PSOE pour l'égalité, Andrea Fernández

Réunion du Présidium de l'IS sur l'Ukraine

19 Février 2022



Compte tenu de la situation sécuritaire à la fois périlleuse et profondément préoccupante qui prévaut en Ukraine, le Présidium de l'IS s'est réuni en ligne le 19 février 2022 avec la participation de la direction mondiale de l'Internationale Socialiste. Cette réunion a permis à l'ensemble des personnes présentes d'entendre les différentes perspectives sur la situation et de tirer parti de la vision collective de la famille politique sociale-démocrate du scénario urgent et complexe auquel sont confrontés l'Europe et le monde.

Le sentiment général et omniprésent, partagé par l'ensemble des intervenants, veut qu'il soit absolument nécessaire d'éviter la guerre en Ukraine. Les participants sont revenus sur l'engagement fondamental du mouvement social-démocrate mondial en faveur de la paix et de la résolution des conflits, ainsi que sur le coût humain catastrophique qu'une guerre entraînerait, exhortant l'ensemble des parties à dégager des solutions à leurs différends par des moyens diplomatiques. Les membres du

Présidium ont réitéré leur foi en l'approche multilatérale et en un ordre mondial fondé sur les règles, rappelant que les Nations Unies doivent jouer un rôle central dans la médiation de cette crise, et ont dit leur inquiétude de voir les Nations Unies marginalisées à un moment pourtant crucial face à un potentiel conflit militaire qui pourrait avoir de profondes répercussions sur la paix dans le monde.

Les questions soulevées au gré des interventions des membres du Présidium ont notamment porté sur l'importance de respecter les principes de souveraineté nationale concernant l'Ukraine et le besoin de respecter le droit international en tout temps. Le respect des droits humains et les droits des populations minoritaires sont également une préoccupation majeure. Concernant le contexte sécuritaire plus large, des appels forts ont été lancés pour faire progresser le désarmement et en faveur d'une action multilatérale coordonnée en réponse aux menaces posées par les nouvelles formes d'armement et de guerre.

Nombre de participants ont insisté sur le rôle de l'IS dans la communication des préoccupations du mouvement social-démocrate mondial sur ces questions, et également dans la défense d'une solution diplomatique dans l'esprit de l'Internationale Socialiste par des initiatives basées sur les principes communs de l'organisation.

Les conclusions du Présidium sont présentées dans la déclaration suivante.

Déclaration du Présidium de l'IS relative à l'Ukraine

19 Février 2022

Le Présidium de l'Internationale Socialiste, réuni le 19 février 2022, a exprimé ses vives inquiétudes face à la situation sécuritaire qui règne actuellement en Ukraine et ses implications plus larges. Conformément aux principes fondamentaux de la famille sociale-démocrate mondiale et aux valeurs et objectifs partagés par l'ensemble des partis membres de l'IS, cette dernière continuera à œuvrer pour dégager une solution pacifique aux tensions actuelles et exhorte l'ensemble des parties à faire tout leur possible pour éviter la catastrophe d'une guerre.

La menace de la guerre

Une guerre en Ukraine serait désastreuse à tous les niveaux et déboucherait inévitablement sur un nombre élevé de victimes de part et d'autre, ainsi qu'à des conséquences graves et à long terme sur les moyens de subsistance et la prospérité économique. La priorité à l'heure actuelle est sans conteste d'éviter la guerre à tout prix, en ne ménageant aucun effort et en exploitant toutes les avenues de désescalade. Cela comprend un engagement à mettre fin aux hostilités à l'est de l'Ukraine qui se sont intensifiées ces derniers jours et déstabilisent davantage une situation précaire. L'IS ne cessera de soutenir tous les efforts diplomatiques déployés pour éviter la guerre en Ukraine, rappelant que l'ensemble des partis ont dit leur détermination et leur souhait d'éviter cette voie désastreuse.

L'approche multilatérale

L'IS réitère sa ferme conviction du rôle à jouer par le multilatéralisme dans le règlement des différends et des conflits entre les nations. L'IS a toujours soutenu l'ordre fondé sur les règles inscrit dans la Charte des Nations Unies qui, en tant qu'épicentres de la société mondiale multilatérale, doivent être placées au centre de ce processus et agir comme médiatrices et garantes des efforts d'apaisement des tensions entre la Russie, l'Ukraine et les autres parties au conflit. L'OSCE a également un rôle important à jouer dans la

promotion du dialogue et le suivi de la situation avec une vision axée sur la sécurité et les droits humains.

Dégager des solutions multilatérales aux conflits requiert un engagement en faveur de la diplomatie et le respect du droit international. Il est également nécessaire de cesser les violences, les provocations et les menaces d'agressions visant à dégrader et déstabiliser la situation et à créer un prétexte belligérant.

Souveraineté et droits humains

Conformément à la Charte des Nations Unies, le droit de chaque État à son intégrité territoriale et à la souveraineté doit être respecté, et les frontières souveraines et internationalement reconnues de l'Ukraine sont inviolables. Toute invasion de l'Ukraine ou tout recours à la force extérieure pour renverser son gouvernement démocratiquement élu constituerait une violation évidente du droit international et de ces principes de souveraineté et d'autodétermination.

En outre, nous réitérons et insistons sur l'importance de la défense des droits humains et des droits des minorités quel que soit le contexte, et chaque gouvernement a le devoir de s'assurer que les droits humains de toute personne résidant sur son territoire sont respectés, sans discrimination fondée sur les convictions politiques ou l'origine ethnique. Tout signalement de violation des droits humains doit être considéré comme une priorité absolue et des observateurs indépendants doivent être sollicités au besoin.

Les principes démocratiques fondamentaux sur lesquels notre mouvement trouve son ancrage consacrent la conviction que toute personne a le droit d'élire librement les membres de son gouvernement et ses dirigeants. Les gouvernements trouvent leur légitimité dans la volonté librement exprimée de sa population et ont à leur tour le droit souverain de prendre leurs propres décisions sur des questions de sécurité et de bien-être du pays, à condition que celles-ci ne portent pas atteinte à la souveraineté, à la sécurité, ni au bien-être d'autrui.

Œuvrer au désarmement

L'IS continue de soutenir les efforts en faveur du désarmement, rappelant les avantages d'une sécurité commune par le désarmement et la coopération. Ceci est particulièrement pertinent en Ukraine puisqu'un conflit y aurait le potentiel d'attirer les États dotés d'armes nucléaires, avec la possibilité de conséquences catastrophiques pour le monde entier.

Nous saluons la récente déclaration conjointe des dirigeants des cinq États dotés de l'arme nucléaire qui vise à prévenir tout conflit nucléaire et à éviter une course aux armements, et nous soutenons les efforts multilatéraux pour accélérer le processus de désarmement nucléaire, avec un monde exempt d'arme nucléaire comme but ultime. Nous devons également faire preuve de vigilance face à l'évolution des menaces soulevées par les dernières avancées technologiques, et nous intéresser plus particulièrement aux dangers du recours non réglementé aux drones et à la montée en puissance de la guerre cybernétique.

Le rôle de l'IS

L'Internationale Socialiste continue à jouer un rôle en tant que forum unique dans lequel les partis, unis par leurs convictions politiques et idéologiques communes à travers les continents, peuvent coopérer pour faire valoir leurs valeurs communes et discuter de leurs différences dans un esprit d'amitié et de partenariat. Telle est la marque des travaux de l'IS et nous resterons mobilisés sur cette question et poursuivrons des initiatives en faveur de la désescalade et du règlement de ce conflit. Dans le respect de la tradition de l'Internationale Socialiste, nous nous efforcerons de faire progresser la paix et la démocratie, le multilatéralisme et les droits humains grâce

au dialogue et à la collaboration avec les membres de notre famille mondiale de tous horizons.

L'intégrité et la souveraineté de l'Ukraine doivent être respectées

22 Février 2022

L'Internationale Socialiste est profondément préoccupée par le choix de la Russie d'ignorer la voie du dialogue, de la diplomatie et de la négociation prônée avec force par la communauté internationale, dont notre Internationale. Au contraire, la Russie a décidé hier de reconnaître unilatéralement Donetsk et Luhansk comme des républiques indépendantes et a dépêché des chars et des troupes dans ces régions ukrainiennes.

Cet acte constitue une violation de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Ukraine, et nous le condamnons avec la plus grande fermeté. Cette décision de la Russie, qui ouvre une nouvelle et dangereuse avenue, entraîne une escalade des tensions qui ne profitera à personne.

Le rôle du multilatéralisme est capital au règlement des différends et des conflits, nous en sommes convaincus, c'est pourquoi nous avons apporté notre soutien et lancé un appel la semaine dernière à l'ensemble des parties impliquées pour dégager une solution à leurs différends par la voie diplomatique, dans le respect du droit international et des frontières internationales. Le Secrétaire Général des Nations Unies s'est dit préoccupé par les récents agissements de la Russie, les qualifiant de « violation » et « incompatible avec les principes de la Charte des Nations Unies », une posture à laquelle l'Internationale Socialiste souscrit pleinement.

Notre Internationale continuera à suivre de près l'évolution de la situation sur le terrain et demeure engagée à soutenir le peuple ukrainien et à trouver une issue pacifique.

L'Internationale Socialiste condamne l'invasion russe de l'Ukraine

24 Février 2022

L'Internationale Socialiste condamne fermement l'invasion russe de l'Ukraine lancée ce 24 février à l'aube par le bombardement aérien de cibles à travers le territoire ukrainien. Il est tragique de constater que les efforts diplomatiques ont échoué à prévenir cette guerre et le coût humanitaire catastrophique qu'elle entraînera en termes de pertes de vies et de souffrance. Nous reprenons à notre compte l'appel du Secrétaire Général des Nations Unies au président Poutine à cesser cette offensive et à renvoyer ses troupes en Russie, afin qu'une guerre sur le terrain des plus dévastatrices puisse être évitée.

Cette guerre préméditée, décrite par la Russie d'« opération militaire spéciale », fait suite à des mois de provocation et d'actes belligérants. Elle a été précédée de la reconnaissance unilatérale de Donetsk et de Luhansk comme républiques indépendantes et de l'envoi de chars et de troupes russes dans ces régions ukrainiennes le 22 février dernier, un acte que notre Internationale et la communauté internationale ont condamné et qualifié de violation de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Ukraine qui contrevient en tous points à la Charte des Nations Unies.

L'Internationale Socialiste rejette en outre les revendications du président russe sur le territoire souverain de l'Ukraine ainsi que ses allégations d'oppression et de génocide, brandies à de nombreuses reprises comme prétexte à l'invasion lancée ce matin. La

responsabilité de cette guerre, mais aussi des morts, de la souffrance et des destructions dans son sillage, revient à la Russie qui doit répondre de ses actes.

L'Ukraine et son peuple sont aujourd'hui en guerre, à la suite d'une attaque à laquelle quiconque défend la paix dans le monde doivent s'opposer. Nous offrons notre pleine solidarité au peuple et au gouvernement ukrainiens face à la menace existentielle posée par cette invasion hostile et nous exhortons les Nations Unies et la communauté internationale à défendre la Charte des Nations Unies, les normes internationales, l'ordre fondé sur des règles et la souveraineté de l'Ukraine en s'élevant fermement contre cet acte d'agression injustifié.

L'IS reçoit une délégation du PNP, Jamaïque

28 Février 2022



Le Secrétaire Général de l'IS a eu le plaisir de recevoir le député Fitz Jackson, la sénatrice Janice Allen et le député Hugh Graham, une délégation du Parti national du peuple de la Jamaïque (PNP), au Secrétariat de l'Internationale Socialiste.

Décision concernant l'adhésion du parti Une Russie Juste-Patriotes-Pour la Vérité

7 Mars 2022

L'Internationale Socialiste a suivi avec une profonde inquiétude la position du parti Une Russie Juste - Patriotes - Pour la Vérité en soutien à l'horrible guerre menée par la Russie contre l'Ukraine.

Lors des discussions en ligne de notre Présidium tenues le 19 février avec des dirigeants de notre famille politique de différents continents du monde, l'engagement fondamental du mouvement social-démocrate mondial en faveur de la paix a été clairement affirmé, soulignant le coût humain catastrophique qu'une guerre entraînerait apporter, ce qu'il faut éviter à tout prix. Les membres du Présidium ont réitéré leur foi dans l'approche multilatérale et la nécessité de résoudre les différends par des moyens diplomatiques, en œuvrant pour une solution pacifique aux tensions et en exhortant toutes les parties à faire tout leur possible pour éviter la catastrophe de la guerre. Au sein de l'IS, nous avons toujours soutenu l'ordre fondé sur des règles inscrit dans la Charte des Nations Unies, selon lequel les frontières internationalement reconnues doivent être respectées ainsi que l'intégrité territoriale et la souveraineté de tous les États.

Moins de 48 heures après la réunion du Présidium de l'Internationale Socialiste, le 21 février, la Russie a choisi de reconnaître unilatéralement Donetsk et Louhansk comme républiques indépendantes et a envoyé des chars et des troupes dans ces régions d'Ukraine. Par la suite, aux premières heures du 24, avec le bombardement aérien de cibles sur tout le territoire ukrainien, l'invasion russe de l'Ukraine a commencé. Réagissant rapidement à ces actions déplorables qui contreviennent au droit international, et conformément à nos principes communs et à notre engagement à préserver et à assurer la paix entre les nations et les peuples, l'Internationale Socialiste a immédiatement exprimé sa condamnation sans équivoque.

La tragédie humanitaire qui s'en est suivie est indéfendable. Des milliers de personnes ont été tuées, dont des enfants. Plus d'un million et demi de personnes ont été forcées de fuir, laissant derrière elles leur famille et leurs proches. Beaucoup restent en Ukraine, forcés de se battre ou tentant de s'abriter sans nourriture ni eau dans les villes et les villages tandis que les bombardements dans les zones civiles se poursuivent malgré le fait que la Russie a déclaré dès le départ qu'elle ne le ferait pas. Il est allégué que la Russie a utilisé des armes illégales telles que le «vide» thermobarique et les bombes à fragmentation, et elle continue de faire peser la menace d'une guerre nucléaire sur l'Ukraine et la communauté internationale dans son ensemble.

En soutenant l'utilisation illégitime de la force militaire par la Russie en Ukraine et en ignorant l'action internationale en faveur de la paix, du dialogue et de la compréhension, le parti Une Russie juste-Patriotes-Pour la vérité viole la Charte Éthique de l'Internationale Socialiste. Les positions déclarées adoptées par le parti sur cette question ne sont ni conformes à la Déclaration de Principes de l'IS, qui devrait guider les politiques et les actions de tous nos partis membres.

À la lumière de la gravité de la situation actuelle en Ukraine et de la réticence du parti à réévaluer sa position face aux actes indéfendables commis par les forces russes dans ce pays, le Comité d'Éthique a pris la difficile décision que la seule ligne de conduite appropriée d'action consiste à mettre fin à l'adhésion du parti Une Russie juste-Patriotes-Pour la vérité à l'Internationale Socialiste, conformément à la Charte Éthique de l'organisation. Cette décision a le plein soutien du Président et du Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste.

Cette organisation politique mondiale de l'Internationale Socialiste reste ferme dans la défense de ses principes et valeurs qui sont partagés par tous ceux qui en sont membres. Il a toujours été une plate-forme pour la paix, le respect des droits humains et des libertés fondamentales, et nous aspirons à un monde où les nations peuvent vivre en paix malgré nos différences uniques.

L'Internationale Socialiste célèbre la Journée Internationale de la Femme

8 Mars 2022



L'IS exprime sa profonde préoccupation face à la grave situation d'Almazbek Atambayev

31 Mars 2022

L'Internationale Socialiste, l'organisation mondiale des partis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes, dénonce avec une profonde inquiétude la grave situation d'Almazbek Atambayev, ancien président du Kirghizistan et ancien dirigeant du parti membre de l'IS dans ce pays, le Parti Social-Démocrate du Kirghizistan. Atambayev, qui a été arrêté pour la première fois en 2019, a souffert de problèmes de santé pendant son incarcération et a été condamné par contumace à une peine de prison de 11 ans et 2 mois.

La détention, le procès et la condamnation d'Almazbek Atambayev n'ont pas été menés conformément au Code de Procédure Pénale kirghize, en violation flagrante des normes judiciaires internationales et des droits juridiques et humains de l'accusé. Bien qu'Atambayev ne se soit pas présenté au tribunal en raison de sa mauvaise santé, le procès s'est poursuivi à huis clos, lui refusant la possibilité de se défendre correctement. Il est absolument impératif que l'ancien président reçoive tous ses droits légaux et que les procédures se déroulent de manière ouverte et transparente, à l'abri de toute influence et ingérence politiques.

L'IS est en outre préoccupée par les rapports de membres de famille qui ont rendu visite à Atambayev, selon lesquels il subit des mauvais traitements pendant sa détention, corroborés par des ecchymoses trouvées sur ses jambes et ses bras par le Centre National pour la Prévention de la Torture. Il a également été contraint de manière inhumaine par des agents à se tenir pieds nus dans la neige vêtu uniquement de ses sous-vêtements, ce qui a aggravé son état de santé, et amené au tribunal contre son gré malgré sa mauvaise santé. Les autorités kirghizes doivent veiller à ce que ces allégations fassent l'objet d'une enquête approfondie et que des mesures appropriées soient prises pour que les droits humains d'Almazbek Atambayev soient garantis à tout moment.

L'IS a suivi de près les développements politiques récents au Kirghizistan, à la fois par le travail de son comité régional et en engageant un dialogue avec divers acteurs politiques du pays. Elle reste prête à contribuer par tous les moyens à apporter une solution positive à cette situation déplorable, afin que la justice puisse suivre son cours, et continuera d'offrir son soutien et sa solidarité au Parti Social-Démocrate du Kirghizistan dans ses efforts pour faire progresser les objectifs communs des socialistes et partis sociaux-démocrates du monde entier.

L'IS observe les élections présidentielles au Costa Rica

3 Avril 2022



Candidat présidentiel Jose Maria Figueres, du parti membre de l'IS, le PLN ; Secrétaire Général de l'IS, Luis Ayala ; le Président du SICLAC et du PRD, République Dominicaine, Miguel Vargas ; Peggy Cabral, membre de la direction du PRD ; et Angelita Vargas, lors du second tour des élections, le 3 avril 2022

L'Internationale Socialiste condamne les crimes de guerre en Ukraine

4 Avril 2022

L'Internationale Socialiste condamne sans réserve le massacre de civils par les forces russes en Ukraine, dont la véritable ampleur a été mise à nu de manière dévastatrice au cours des deux derniers jours dans la ville de banlieue de Bucha, au nord-ouest de Kiev. Depuis le retrait russe des zones autour de Kiev, des preuves concrètes ont émergé de crimes de guerre commis par les forces d'invasion lors de leur avance, de leur occupation et de leur retrait de ces zones. À Bucha, des corps de civils ukrainiens non armés ont été retrouvés dans des fosses communes et dans les rues, certains avec les mains liées, des blessures par balle proches et des preuves de torture. Il ne fait aucun doute que les crimes les plus odieux contre l'humanité ont été commis par les occupants à Bucha et ailleurs en Ukraine.

Toute notre Internationale pleure ceux qui ont perdu des êtres chers lors de l'invasion russe. Le rapport le plus récent du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) fait état de plus de 1 400 civils tués en Ukraine depuis le début de l'invasion, le véritable total étant considérablement plus élevé. La majorité des victimes comptabilisées dans le rapport ont été causées par des missiles et des frappes aériennes et des bombardements, et il n'inclut pas les décès découverts à Bucha au cours du week-end ni les nombreuses victimes civiles signalées dans des endroits où d'intenses hostilités se poursuivent. Ce sont des moments sombres pour l'humanité, et une action

concrète et unie est nécessaire de toute urgence pour empêcher de nouvelles atrocités et des pertes de vie.

Tragiquement, les preuves de crimes de guerre en Ukraine ne se limitent en aucun cas aux régions autour de Kiev. Les forces russes ont à plusieurs reprises et systématiquement dirigé des attaques contre des populations civiles, en utilisant des armes explosives à fort impact contre des cibles civiles, notamment le bombardement impitoyable d'une maternité, d'une école de théâtre et d'art à Marioupol ces dernières semaines. Des Ukrainiens des zones occupées ont été déplacés de force vers la Russie et des rapports déchirants ont fait état de viols et de violences sexuelles contre des femmes et des filles dans les zones sous contrôle russe. Chacun de ces actes constitue un crime de guerre.

Il n'y a pas de mots assez forts pour condamner adéquatement les actions de ceux qui torturent, violent et assassinent des civils innocents et sans défense. Chacun de ces crimes doit faire l'objet d'une enquête indépendante, et les responsables doivent être tenus responsables et traduits en justice. Cette responsabilité s'étend à ceux de la chaîne de commandement militaire qui ont ordonné et supervisé ces actions ; la responsabilité ultime de la mort, de la destruction et de la souffrance depuis le début de l'invasion russe illégale de l'Ukraine incombe au président Poutine, qui, sous de faux prétextes, a lancé cette attaque non provoquée contre un pays voisin.

L'Internationale Socialiste et ses membres ont été profondément émus par les souffrances tragiques et évitables du peuple ukrainien et offrent une fois de plus leur plus grande sympathie et solidarité à tous ceux qui ont souffert à cause de cette guerre illégale. La communauté internationale doit continuer à s'opposer fermement à cette agression criminelle et rechercher tous les moyens disponibles pour mettre fin aux combats et apporter une aide humanitaire à ceux qui en ont vraiment désespérément besoin.

**Secrétaire
General de l'IS
au Cabo Verde
pour le Congrès
du PAICV
10 Avril 2022**



Président du PS, Portugal et vice-président de l'IS, Carlos César, et Secrétaire Général de l'IS, Luis Ayala, au congrès du PAICV au Cap-Vert

Rencontre avec le Parti socialiste du Portugal, à Lisbonne

14 Avril 2022

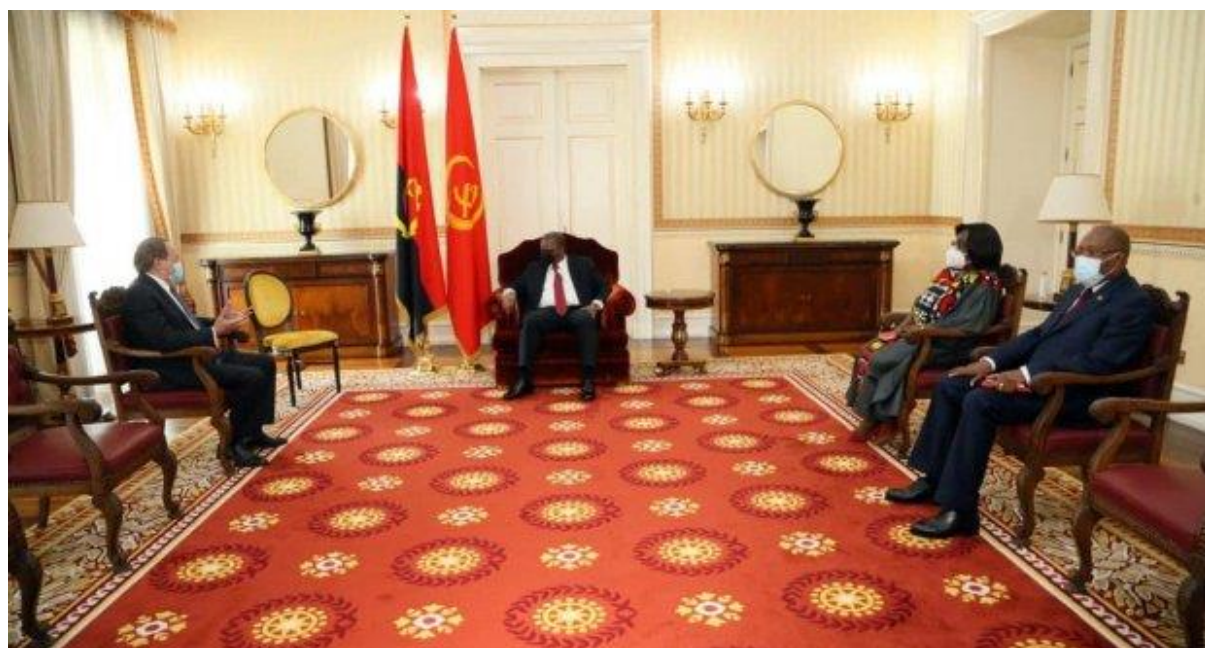
La Secrétaire Nationale aux Relations internationales, Jamila Madeira, a reçu le Secrétaire Général de l'Internationale socialiste, Luis Ayala, au siège national du PS. Les questions relatives à l'Internationale Socialiste et à la situation politique internationale ont été abordées lors des discussions.



Photos : José António Rodrigues/PS

Secrétaire Général de l'IS en Angola

18 Avril 2022



Son Excellence le Président João Lourenço d'Angola reçoit le Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste, Luis Ayala

En soutien à la justice pour Atambayev au Kirghizistan

25 Avril 2022



April.kg, TV Channel,
25 avril 2022

Neskolko dney nazad Kirghizstan posetil generalnyy sekretar' Sotsialisticheskogo Internatsionala o Luis Ayala. On priехал na zasedaniye po delu ob oktyabr'skikh sobytiyakh 2020 goda, navestil eks-prezidenta Almazbeka Atambayeva v IK №27 sela Moldovanovka, pochtil pamyat' pogibshikh v memorial'nom komplekse "Ата-Бейит".

Secrétaire général de l'Internationale socialiste : Nous constatons un manque de liberté et de droits

24.kg, 25 avril 2022



L'audience de l'affaire pénale sur les émeutes d'octobre 2020 se poursuit devant le tribunal du district Pervomaisky de Bichkek. Farid Niyazov, ex-chef de cabinet présidentiel, a été conduit au tribunal sous escorte. L'ancien chef de l'Etat Almazbek Atambayev n'a pas été traduit en justice. Le Secrétaire général de l'Organisation

mondiale des partis socialistes et sociaux-démocrates (Internationale socialiste) Luis Ayala est présent au procès aujourd'hui. Il a déclaré qu'il rendrait visite aujourd'hui à l'ancien président Almazbek Atambayev dans la colonie pénitentiaire 27.

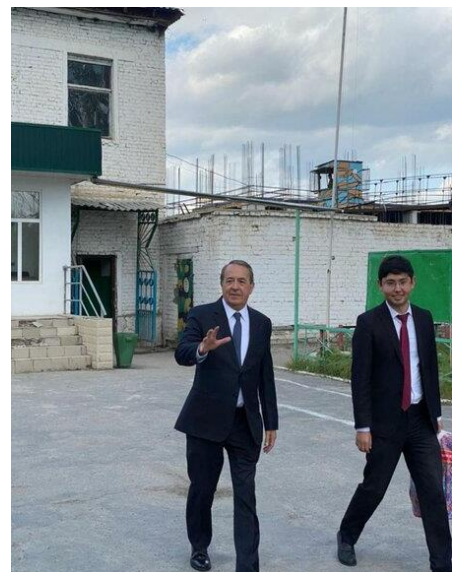
(Traduction)



Secrétaire général de l'Internationale socialiste : "Nous constatons un déficit des droits de l'homme et des libertés au Kirghizstan avec le cas d'Atambayev comme exemple"

AKI Press, 25 avril 2022

"Nous suivons la situation au Kirghizstan avec une profonde inquiétude", a déclaré le Secrétaire général de l'Internationale socialiste, Luis Ayala, aux journalistes aujourd'hui. "Bien sûr, nous sommes préoccupés par le sort de [l'ex-président] Atambayev. Nous suivons la situation au



Le SG de l'IS après avoir rencontré le président Almazbek Atambayev en prison, avec son fils Khadyrbek Atambayev

Kirghizistan avec une profonde inquiétude, car la démocratie a besoin d'équité", a-t-il déclaré. Le Secrétaire général de l'Internationale socialiste a déclaré qu'ils se considèrent comme des démocrates, qui se battent pour la liberté et l'équité partout dans le monde. *(Traduction)*

L'IS condamne la tentative d'assassinat en Guinée-Bissau

9 Mai 2022

L'Internationale Socialiste suit avec inquiétude la recrudescence de l'insécurité politique en Guinée-Bissau et condamne sans réserve la tentative d'assassinat perpétrée le samedi 7 mai contre Agnelo Regala, député et leader du parti d'opposition Union pour le changement, UM.

Les membres des partis de l'opposition en Guinée-Bissau, y compris le parti membre de l'IS, le PAIGC, ont reconnu avoir reçu des menaces les visant personnellement ainsi que leurs familles. Ces faits, couplés aux craintes de l'opposition face à la montée en puissance du régime dictatorial dans le pays, sont des plus préoccupants et nous exhortons le gouvernement à s'assurer que la démocratie, les libertés et les droits humains fondamentaux inscrits dans la Constitution sont pleinement et systématiquement respectés.

L'IS lance un appel au gouvernement à ouvrir immédiatement une enquête afin de trouver et de traduire en justice les auteurs de l'attaque contre Agnelo Regala, et par là même rassurer le peuple de Guinée-Bissau en démontrant que l'intimidation politique et la violence ne seront jamais tolérées.

L'Internationale Socialiste soutient depuis fort longtemps les efforts de celles et ceux qui œuvrent au renforcement et à l'avancée de nos principes démocratiques et de justice sociale, de même que la paix, les libertés et les droits, et nous ne cesserons jamais de le faire.

L'IS dénonce la poursuite de la répression de l'opposition en Turquie

13 Mai 2022

L'IS dénonce avec la plus grande fermeté la condamnation de Mme Canan Kaftancıoğlu, présidente de la branche stambouliote du Parti républicain du peuple, CHP, membre de plein droit de l'Internationale Socialiste, à près de cinq ans de prison et à l'interdiction de mener une quelconque activité politique pour avoir publié une série de tweets lors de la campagne électorale du maire d'Istanbul en 2019. Le candidat du CHP, Ekrem İmamoğlu, a remporté ce scrutin et pris le poste au parti de l'AKP, le parti du président Erdogan qui occupait la fonction depuis 25 ans.

Initialement condamnée à dix ans de prison après avoir fait campagne au nom du CHP, son appel devant la Cour de cassation lui a permis d'obtenir une réduction de peine fixée à quatre ans et onze mois de prison. Elle a été condamnée pour «outrage à un représentant de la fonction publique», «dégradation flagrante de l'État de la République de Turquie» et «outrage au président».

L'Internationale Socialiste condamne cette tentative du gouvernement turc de museler l'opposition en fabriquant des chefs d'accusation, ainsi que l'ensemble de la procédure de jugement illégale et en violation du droit humain fondamental à la liberté d'expression de Canan Kaftancıoğlu.

Il est en tout point inacceptable que le gouvernement tente d'écartier Canan Kaftancıoğlu de ses responsabilités politiques et cela constitue un grave précédent pour

l'avenir des autres figures de l'opposition. L'Internationale Socialiste a déjà eu à attirer l'attention sur l'érosion démocratique croissante dans laquelle s'enlise le gouvernement d'Erdogan et rappelle que le président turc se doit de respecter et de faire valoir les principes universels de la loi et de la démocratie.

L'IS appelle à la levée immédiate de tous les chefs d'accusation retenus contre Canan Kaftancioğlu et continuera de suivre de près l'évolution de l'affaire de même que les événements politiques en Turquie. Les actions du gouvernement font écho au regain de force de l'opposition et l'Internationale Socialiste soutient la volonté du peuple turc qui réclame une société juste, démocratique et équitable où tous les droits humains et toutes les libertés sont respectés.

L'IS réitère son appel urgent à des soins médicaux pour Almazbek Atambayev

14 Mai 2022

L'Internationale Socialiste est extrêmement inquiète pour la santé et le bien-être de l'ancien président du Kirghizistan, Almazbek Atambayev, ancien leader du Parti social-démocrate du Kirghizistan, SDPK, qui a passé plus d'un millier de jours en prison jusqu'à aujourd'hui.

Le 31 mars 2022, l'IS lançait un appel public à la justice et à la protection de sa santé et depuis lors, le Secrétaire Général de l'IS a rendu visite au président Atambayev dans sa cellule kirghize pour constater la troublante détérioration de sa santé physique.

L'IS a interpellé à de nombreuses reprises le gouvernement kirghize l'exhortant à apporter une assistance médicale de toute urgence à l'ancien président. Pourtant, aucune aide médicale ne lui a été apportée jusqu'à ce jour. La famille de l'ancien président ainsi que notre famille politique mondiale se disent profondément inquiètes pour sa vie.

Comme l'a déjà déclaré l'Internationale Socialiste, la détention, le procès et la condamnation d'Almazbek Atambayev ne se sont pas déroulés dans le respect du Code de procédure pénale kirghize, ce qui constitue une violation flagrante des règles juridiques internationales de même que des droits humains et juridiques de l'accusé. Le président Atambayev n'a pas eu la possibilité de se défendre et son état de santé actuel ne lui permet pas de se rendre en personne au procès en cours. Il a en outre été victime de mauvais traitement et de maltraitance en prison, comme en témoignent les contusions sur ses jambes et ses bras observées pas le Centre national de prévention de la torture.

L'assistance médicale aux détenus est un droit humain fondamental. Ces soins essentiels sont reconnus par les Nations Unies, dont le Kirghizistan est membre, dans la Charte des droits de l'homme de l'organisation ainsi que dans les Principes fondamentaux relatifs au traitement des détenus, adoptés par l'Assemblée générale en 1990, qui stipulent que les détenus doivent avoir accès aux services de santé sans discrimination.

L'Internationale Socialiste enjoint à nouveau le gouvernement kirghize à honorer son devoir et ses responsabilités, qu'il s'est engagé à respecter en rejoignant l'Organisation des Nations unies et conformément aux piliers fondamentaux d'une société démocratique, à protéger les droits de ses citoyens et à apporter immédiatement une aide médicale et des soins d'urgence au président Atambayev. L'Internationale Socialiste continuera de surveiller activement cette situation et ne ménagera aucun effort pour que justice soit faite pour Almazbek Atambayev.



L'IS se félicite de la réponse à notre appel à des soins médicaux pour Almazbek Atambayev

25 Mai 2022

L'Internationale Socialiste se félicite de la réponse du gouvernement du Kirghizistan à notre appel, facilitant enfin les soins médicaux pour l'ancien président Atambayev, ancien

dirigeant du Parti social-démocrate du Kirghizistan, SDPK, membre de l'IS, qui a passé plus de mille jours en prison et a souffert de graves problèmes de santé, en plus d'avoir été victime de mauvais traitements et d'abus pendant son incarcération.

Le Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste, Luis Ayala, a rendu visite au président Atambayev dans sa cellule de prison en avril et a été témoin de la détérioration alarmante de son état de santé. Depuis lors, le Secrétaire Général a appelé les autorités kirghizes à prodiguer des soins médicaux urgents à l'ancien président, comme c'est son droit humain fondamental.

L'IS se réjouit d'apprendre que le président Almazbek Atambayev a maintenant été transféré au Centre national de cardiologie pour examen médical et traitement, et insiste pour qu'il reste hospitalisé pour un traitement approfondi et continu.

L'Internationale Socialiste réitère que la détention, le procès et la condamnation du Président Almazbek Atambayev violent le Code de procédure pénale kirghize et enfreignent les normes judiciaires internationales et les droits légaux et humains de l'accusé.

L'Internationale Socialiste présente ses meilleurs vœux à l'ancien président et à sa famille pour un rétablissement complet de la santé.

Réunion du Comité de l'Internationale Socialiste pour l'Amérique latine et les Caraïbes, La Romana, République Dominicaine

3-4 Juin 2022



Original : Espagnol

Le Comité de l'Internationale Socialiste pour l'Amérique latine et les Caraïbes s'est réuni à La Romana, en République dominicaine, les 3 et 4 juin 2022.

À l'ouverture de la rencontre, le leader du parti hôte (PRD), président du Comité et vice-président de l'IS, Miguel Vargas, s'est adressé aux participants pour les remercier de leur présence, dire sa satisfaction face à la reprise des activités en personne après plus de deux années de restrictions imposées par la pandémie, et souligner les efforts déployés en continu par le secrétariat de l'IS pour maintenir les rencontres sur une base régulière grâce aux moyens télématiques, ceci afin de répondre efficacement aux enjeux de cette période biennale. La famille sociale-démocrate, poursuit-il, doit se pencher sur ses priorités pour la phase de normalisation de l'après-pandémie. Les thèmes proposés pour cette réunion, à savoir l'économie, la migration et la sécurité citoyenne, sont sans aucun doute les principaux défis que la région doit relever. La Covid-19 a révélé la fragilité des progrès engrangés ces dernières années dans la région, qui se trouvent désormais en butte au repli social et économique, à la hausse de la pauvreté et à de plus fortes inégalités. Ces réalités sont autant de menaces pour nos démocraties, dont plusieurs sont en proie à des soulèvements sociaux et à une montée des propositions populistes et autoritaires. M. Vargas rappelle que l'engagement de notre famille politique doit toujours trouver sans ancrage dans la démocratie et la lutte contre l'absence de perspectives d'avenir et l'exclusion de larges pans de nos populations. Il insiste sur la mise en place de processus de relance de l'emploi et de l'économie qui coordonnent les initiatives publiques et privées et mettent l'accent sur la justice sociale en tant qu'impératif pérenne de notre mouvement. En conclusion de ses remarques liminaires, M. Vargas lance un appel à l'unité et à la solidarité entre les différentes forces sociales-démocrates de la région.

Le Secrétaire Général de l'IS, Luis Ayala, exprime sa gratitude pour l'accueil et le soutien constant du PRD à l'Internationale. Il se souvient que c'est précisément en République dominicaine, il y a des années, que ce Comité a vu le jour, sous l'impulsion et la volonté déterminante de son leader d'alors, José Francisco Peña Gómez, rappelant son engagement infaillible pour la démocratie, la liberté et la solidarité des forces politiques progressistes de la région. Il constate que l'héritage de M. Peña est toujours palpable aujourd'hui et s'exprime avec force en la personne de Miguel Vargas Maldonado, dont l'engagement en faveur de l'IS est salué de même que sa précieuse contribution à la vie politique dominicaine. M. Ayala se dit convaincu que le PRD et son président se feront toujours la voix des forces progressistes du paysage politique national avant de lui assurer le soutien de l'ensemble de la famille sociale-démocrate. Luis Ayala ajoute qu'en dépit des difficultés actuelles liées à la pandémie et aux conséquences du conflit en Ukraine pour l'économie mondiale, l'IS reste dynamique et mobilisée pour proposer des solutions à une multitude d'enjeux. Et de revenir, à titre d'exemple, sur certaines mesures récemment prises par l'IS, notamment ses sanctions imposées au parti Russie juste pour ne pas s'être fermement engagé en faveur de la paix ; ses appels à la défense des droits humains lorsque ceux-ci sont bafoués ; sa condamnation des coups d'État dans divers pays d'Afrique comme au Burkina Faso, en Guinée ou au Mali. Dans ce contexte, le mouvement et ses membres ont réaffirmé leur engagement en faveur des valeurs sociales-démocrates et des enjeux internationaux, et ne cesseront de le faire. À l'occasion du Conseil mondial de l'IS qui se tiendra à Genève dans un peu plus d'un mois, nous examinerons les demandes d'adhésion de plus de 45 partis à travers le monde qui nous sont parvenues au cours des dernières années. Il n'est pas de meilleure preuve de reconnaissance et d'appréciation des efforts déployés quotidiennement par nos forces politiques à l'échelle internationale, conclut le Secrétaire Général de l'IS avant de souhaiter à nouveau la bienvenue à tous les délégués présents et d'appeler de ses vœux des débats fructueux pour les deux jours de réunion.

Une fois les discours liminaires prononcés et la conférence de presse achevée, à laquelle ont participé le Secrétaire Général et les vice-présidents de l'IS présents à la réunion du

Comité, à savoir Miguel Vargas (PRD, République dominicaine), Kattia Rivera (PLN, Costa Rica), Víctor Benoit (RSD, Haïti) et Rafael Michelini (NE, Uruguay), les délégués ont commencé l'examen de l'ordre du jour proposé : Priorités du nouveau scénario de l'après-pandémie – enjeux et propositions pour la région ; œuvrer au renforcement de la démocratie et à la fin du populisme et de l'autoritarisme en Amérique latine et dans les Caraïbes ; pour une politique migratoire juste, régulière et humaine dans le continent ; vers la construction d'un modèle de sécurité citoyenne fondée sur notre vision sociale-démocrate pour contrer la hausse de la criminalité en Amérique latine.

Au gré de leurs interventions, les délégués ont abordé les différents thèmes contenus dans l'ordre du jour avec une perspective régionale et en faisant des liens avec les récents événements politiques dans leurs pays respectifs.

Les délégués du Chili, Marco Antonio Núñez, Claudio Vásquez (PPD) et Ricardo Navarrete (PR), ont fait rapport au Comité des avancées du processus constitutionnel en cours dans le pays et du bilan des trois premiers mois du gouvernement du président Boric, qui a élargi sa base de soutien avec les partis membres de l'IS. Le vice-président de l'IS et leader du parti Nouvel espace en Uruguay, Rafael Michelini, a détaillé les mesures prises par le Front ample uruguayen, désormais dans l'opposition, pour asseoir sa présence dans la société uruguayenne et aborder avec une confiance renouvelée les prochains scrutins prévus dans deux ans. Les délégués du PNP en Jamaïque, Horace Dalley et Janice Allen, ont dit leur joie de retrouver les membres régionaux de cette famille politique qu'ils n'avaient pas vus depuis le Comité de Montego Bay fin 2019, avant de confier que leur parti tente d'apporter une réponse à la crise économique et sociale provoquée par la pandémie en des termes progressistes ; et de rappeler que dans les années 1970, les agressions et le mépris ciblaient déjà la démocratie sur quasiment tout le continent avant que celle-ci ne puisse se déployer à nouveau, il y a donc lieu d'espérer que face aux nouveaux assauts du populisme et de l'autoritarisme, la sociale démocratie fera à nouveau front et la renforcera avec vigueur, déclare M. Dalley avant d'ajouter que l'insécurité est l'un des principaux défis à l'échelle régionale. José Inés Castillo (UNE, Guatemala) intervient également en ce sens et insiste sur le travail sans relâche au service des plus démunis dans la région, avant d'informer le Comité que la leader de son parti et vice-présidente de l'IS, Sandra Torres, est en bonne position dans les intentions de vote des Guatémaltèques pour le scrutin de 2023, en espérant que cette fois-ci, sa candidature ne soit pas entravée par des freins juridiques ou administratifs illégitimes.

José Murat (PRI, Mexique) s'est fait l'écho des salutations du leader de son parti et vice-président de l'IS, Alejandro Moreno, et a contribué au débat en précisant que les dérives populistes et autoritaires ainsi que la migration et l'insécurité s'expliquent dans une large mesure par la détérioration de la situation économique et des conditions de vie dans les pays de la région. Pour les délégués José Castillo et Sandra Noriega (PRD, Panama), face aux situations de conflits comme celui qui frappe l'Ukraine, il convient de réaffirmer l'engagement des forces sociales-démocrates en faveur de la paix, du multilatéralisme et du règlement pacifique des différends ; pour ce qui trait aux questions migratoires, leur pays, à l'instar d'autres dans la région, n'est ni un pays d'origine ni un pays de destination, mais en substance un pays de transit, il s'agit dès lors d'opérer un distinguo entre ces trois catégories aux fins d'éclairer le débat, de même qu'il convient d'aborder les délits liés à la migration avec une approche régionale et infrarégionale, comme le fait le Panama par la voie du PARLACEN ; et enfin, le Comité a été informé que le PRD se prépare avec énergie à obtenir le meilleur résultat électoral possible en 2024. Le délégué du PRD dominicain, Juan Carlos Guerra, a partagé ses réflexions sur le phénomène migratoire, notamment l'importance du partage des

responsabilités entre pays d'origine, de transit et de destination, et le phénomène de la migration internationale en plein essor depuis 2010.

Les représentants des deux partis membres en Haïti, Chantal Ociel (RSD) et Mozart Clerisson (Fusion des sociaux-démocrates), ont affirmé que leur pays fait toujours face avec énergie au phénomène migratoire et à la détérioration des conditions de vie de sa population. Le leader du parti RSD et vice-président de l'Internationale Socialiste, Victor Benoit, est revenu sur la fragilité persistante des institutions haïtiennes et a dit son inquiétude face à la grave recrudescence de l'insécurité et de la criminalité dans le pays où certaines bandes hautement organisées, armées et agissant souvent avec la complicité des autorités contrôlent de vastes régions et diverses zones stratégiques pour l'unité territoriale du pays. Marcelo García (UCR, Argentine) déplore que dans son pays également les conditions de vie se soient considérablement détériorées ; les exportations ont beau avoir crû de 45 % ces deux dernières années, les ressources engrangées ont été largement dépensées par le gouvernement dans le versement de subventions ; le parti UCR, désormais dans l'opposition, s'engage à maintenir un gouvernement démocratique, la séparation des pouvoirs et le renforcement des mécanismes fiscaux et de contrôle de gestion ; en parallèle, le parti autour de la Fondation Alem progresse dans son processus de réflexion et de relance dans le but de récupérer des provinces de Santa Fe aux prochaines élections régionales.

La leader du PLN au Costa Rica et vice-présidente de l'IS, Kattia Rivera, a articulé sa réflexion autour de quatre priorités pour les partis sociaux-démocrates dans la région : restaurer la confiance de la population par la transparence et la redevabilité ; miser sur un État plus efficient et efficace qui favorise les synergies entre le secteur public et le secteur privé lorsque requis ; stimuler la relance économique sur fond d'équité sociale et avec une approche axée sur le genre ; œuvrer pour des systèmes éducatifs robustes, inclusifs et qui jouent leur rôle de maillon essentiel pour le développement humain en défendant, entre autres, la consécration de la connectivité comme droit humain fondamental pour combler les fossés et réduire les inégalités ; de même que le respect de l'environnement. Les délégués du Venezuela, Mauricio Poler (AD) et Carlos Valero (UNT), ont rappelé que plus de 6 millions de Vénézuéliens vivent désormais hors des frontières, ce qui fait de la migration l'un des principaux enjeux du pays ; ont fait état de la dollarisation de l'économie vénézuélienne ce qui est, selon eux, loin de produire les effets escomptés de relance économique annoncés par le régime de Nicolás Maduro pour n'être qu'une amélioration très marginale dans un pays qui a vu l'effondrement de 75% de son PIB; ont expliqué les difficultés traversées par certains partis politiques de l'opposition victimes d'une tentative de prise de contrôle par les autorités, plaidant pour l'adoption d'une déclaration à cet égard par le Comité ; et enfin, ont dit leur optimisme face au processus de négociation lancé au Mexique sous les auspices de la Norvège, une initiative à soutenir pour avancer vers une sortie de crise dans le pays.

Miguelina Vecchio (PDT, Brésil) s'est exprimée sur le thème de la démocratie, insistant sur son délitement rapide face à l'irruption de dirigeants populistes à l'instar de Jair Bolsonaro dans son pays ; rappelant que le gouvernement de Lula avait, certes, permis de grandes avancées en sortant plus de 45 millions de personnes de la pauvreté, mais avait aussi creusé la dette dans des domaines clés tels que celui de la réforme agraire ; avant de conclure en précisant que le scrutin présidentiel au Brésil est caractérisé par le clivage entre Bolsonaro et Lula, ce qui n'entame pas la confiance du PDT dans l'expérience et la proposition de son candidat, Ciro Gomes. Miguel Ángel Sánchez (PLC, Colombie) a informé le Comité de la décision du PLC de ne pas apporter son soutien au candidat Gustavo Petro au second tour des élections présidentielles prévues dans deux semaines, et a remercié le Comité pour sa disposition à comprendre la situation et à

s'informer en profondeur sur la politique intérieure de son pays avec la tolérance et le respect qui caractérisent le socialisme démocratique.

Les interventions de Luis Ernesto Camilo et de Janet Camilo (PRD, République dominicaine) ont conclu la première journée de travail avec, pour le premier, un appel au renforcement des institutions face à la prolifération dans la région des symptômes de ce qu'il qualifie de *démocraties inorganiques* avec, entre autres, des modifications à la carte de la Constitution, l'augmentation de la dette publique, le recours au pouvoir judiciaire, aux juges constitutionnels et aux organes de contrôle par les autorités, et le contrôle des moyens de communication ; et pour Janet Camilo, un rappel de la nécessité de renforcer nos partis politiques et de veiller à restaurer activement la confiance et renouer avec l'électorat afin de permettre aux forces sociales-démocrates d'accéder aux gouvernements de la région.

La seconde journée de travail a été marquée par les interventions de Fernando Martin (PIP, Porto Rico), priant les délégués d'apporter leur soutien à la déclaration en faveur de l'autodétermination et de l'indépendance de son pays ; et de la présidente du parti UN en Bolivie, Rita Elizabeth Reyes, invitant les délégués à adopter une décision en faveur de l'indépendance judiciaire et de la sauvegarde légitime de la liberté en politique exempte de menace et de sanction judiciaire ou administrative à des fins de persécution politique, comme c'est le cas au Guatemala, entre autres pays de la région.

Après avoir passé en revue l'ordre du jour et débattu des thématiques propres aux situations politiques des différents pays de la région, le Comité a conclu ses travaux par l'adoption de six résolutions : la Déclaration de La Romana, la Déclaration relative à l'indépendance judiciaire, la Déclaration relative au Venezuela, la Déclaration relative à Haïti, la Déclaration relative à l'Uruguay et la Déclaration relative à Porto Rico.

Le Comité a en outre alloué du temps, en sus de l'examen des points de l'ordre du jour, de ses interactions et débats, pour entendre la présidente du PLN au Costa Rica et le président du NE en Uruguay, Kattia Rivera et Rafael Michelini respectivement, deux vice-présidents de l'IS, rendre hommage et dire leur admiration et leur affection pour feu Bernal Jiménez, figure publique costaricaine, leader du parti PLN et vice-président très actif et apprécié de l'IS, qui nous a récemment quittés. Les membres du Comité ont observé une minute de silence en sa mémoire.

Avant la clôture de la réunion, le président du Comité, Miguel Vargas, et le Secrétaire Général de l'IS, Luis Ayala, ont redit leur satisfaction quant à la participation des délégués, la qualité des débats et les résolutions adoptées lors de la réunion et se sont dits confiants que la région d'Amérique latine et des Caraïbes jouira d'une large représentation de partis et d'une position claire et actualisée sur les grands enjeux de la région lors du prochain Conseil mondial de l'IS qui se tiendra à Genève les 7 et 8 juillet prochains.

Déclarations, Réunion du Comité de l'Internationale Socialiste pour Amérique latine et les Caraïbes, La Romana, République Dominicaine

3-4 Juin 2022

Déclaration de La Romana

Original : espagnol

Le Comité de l'IS pour l'Amérique latine et les Caraïbes, réuni à La Romana, en République dominicaine, les 3 et 4 juin 2022, déclare :

Les difficultés et les enjeux posés par la pandémie de Covid-19 qui a frappé le monde entier dès le premier trimestre 2020 doivent aiguiller les priorités sociales-démocrates de la région figurant dans le scénario de l'après-pandémie.

Pour ce qui trait à la santé, les nations d'Amérique latine et des Caraïbes doivent continuer sur leur élan de réforme, de modernisation et de renforcement des systèmes de santé. Il s'agit pour les efforts coordonnés entre les secteurs privé et public de garantir l'accès aux vaccins et aux médicaments ainsi qu'une infrastructure hospitalière idoine et universelle. En outre, la pandémie a révélé que les instances de coopération multilatérale et de coordination régionale doivent être renforcées pour être en mesure de relever des défis de cette ampleur.

La pandémie a fait subir de lourdes conséquences économiques et sociales à la région et a dégradé la situation de l'emploi, accru la pauvreté et creusé les inégalités. Plus récemment, le conflit en Ukraine a engrangé une flambée des prix des denrées alimentaires, de l'énergie et des matières premières à l'échelle planétaire, ce qui a augmenté le coût de la vie dans nos pays et aggravé la crise qui frappe la région.

La démocratie et ses institutions ont été prises pour cible par des courants populistes et autoritaires qui défendent des réponses simplistes et insuffisantes ainsi qu'une promesse incertaine d'un prompt retour à la sécurité et au bien-être dans nos pays. Faire de la corruption et de la délinquance les responsables des problèmes actuels est devenu monnaie courante dans nombre de nos nations et a permis d'obtenir les faveurs de l'électorat à divers scrutins récents. Le Comité estime que ces propositions politiques sont délétères et instrumentalisent bien souvent le mécontentement social en faisant valoir la désinformation ou en diffusant de fausses informations. La réponse sociale-démocrate passe par le renforcement de la démocratie et le maintien de la confiance du grand public en proposant des programmes et des politiques publiques qui défendent une relève économique qui s'inscrit dans un esprit de solidarité, d'inclusion et de protection sociale, et de justice environnementale.

La migration est également un phénomène qui s'est accru du fait de la dégradation de la situation économique et des politiques menées en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le Comité rappelle son engagement en faveur de politiques migratoires régulières, ordonnées, sûres et respectueuses des droits humains. Les personnes migrantes représentent un maillon important du développement de nombreux pays de destination et une source non moins importante de transferts de fonds vers les pays d'origine. La coordination internationale et l'approche de ce phénomène axée sur le partage des responsabilités entre nations d'origine, de transit et de destination sont autant d'éléments que le Comité estime indispensables pour la formulation de politiques migratoires progressistes.

Enfin, le Comité estime que la sécurité des citoyens est également l'un des grands enjeux actuels pour les sociaux-démocrates de la région. La recrudescence de la criminalité est directement liée, sans pour autant s'y limiter, à la hausse de la pauvreté et de l'exclusion. Le Comité souligne que la vision sociale-démocrate, en réponse aux appels légitimes de la population à plus de sécurité, doit concilier, de manière intelligente et adaptée, des mesures de prévention, telles que de meilleures perspectives d'avenir, la création d'emplois et la construction de sociétés plus intégrées, et une lutte efficace et professionnelle contre la criminalité. Concernant celle-ci, le Comité a constaté que les technologies modernes sont devenues un outil qui peut s'avérer déterminant pour la prévention et la sanction des délits. En conclusion, selon le Comité, les systèmes judiciaires, les forces de police et tous les acteurs impliqués en matière de sécurité publique doivent être à la hauteur de la tâche qui leur incombe de veiller à la quiétude de nos populations dans le plein respect des droits fondamentaux de tout un chacun.

Déclaration sur le Haïti

Original : espagnol

Le Comité de l'IS pour l'Amérique latine et les Caraïbes, réuni à La Romana, a entendu les partis membres de l'IS en Haïti faire rapport de l'évolution récente de la situation dans le pays.

La crise économique, sociale et institutionnelle qui frappe Haïti demeure une source de vive inquiétude pour les partis membres de tous les pays de la région.

Le Comité réitère son appel à la communauté internationale et plus particulièrement aux organisations multilatérales, ainsi qu'aux États-Unis, à la France, au Canada et à la Communauté des Caraïbes (CARICOM), à apporter leur soutien à Haïti et à agir en tant que défenseurs d'un large consensus auprès des différents acteurs sociaux et politiques du pays pour garantir la stabilisation de la situation, la sécurité et la fin de la crise en vue d'une reconstruction sociale et économique qui permette à Haïti de se mettre sur la voie du développement.

Déclaration relative à l'Indépendance Judiciaire

Original : espagnol

Le Comité de l'IS pour l'Amérique latine et les Caraïbes, réuni à La Romana, a pris connaissance de l'évolution récente des procédures judiciaires et administratives qui visent des leaders politiques de plusieurs pays de la région. La situation en Bolivie et au Guatemala a notamment été abordée.

Le Comité réitère son appel aux pays de la région à se doter d'un système judiciaire indépendant qui exerce ses fonctions primordiales dans le respect des garanties d'une procédure régulière et des droits fondamentaux de toute personne.

Le Comité condamne toute tentative, ou dérive d'utilisation des pouvoirs judiciaires dans le but d'entraver des candidatures, de restreindre les droits ou de manière générale, d'entacher le cours des activités politiques dans nos pays. De même, le Comité exprime sa solidarité aux personnes condamnées pour ce type de cause, appelle à la révision des sanctions injustement imposées et à la cessation de toute persécution.

Déclaration sur Porto Rico

Le Comité de l'IS pour l'Amérique latine et les Caraïbes, réuni à La Romana, réitère sa reconnaissance historique de Porto Rico en tant que nation latino-américaine et caribéenne et exprime sa solidarité avec les multiples résolutions adoptées par le Comité spécial de la décolonisation des Nations Unies qui appellent le gouvernement des États-Unis à prendre les mesures requises pour que le peuple de Porto Rico puisse exercer pleinement son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance.

Déclaration relative à l'Uruguay

Original : espagnol

Le Comité de l'IS pour l'Amérique latine et les Caraïbes félicite le peuple uruguayen pour avoir mis un terme à ses controverses de manière pacifique et salue les travaux de la Commission nationale en faveur du « oui » (bulletin rose) pour avoir :

1. réussi à obtenir, une à une et en pleine pandémie, les quelque 800 000 signatures, soit 30 % des électeurs, ainsi que leur « empreinte numérique du pouce droit », entre autres critères requis pour convoquer une consultation citoyenne ;

2. obtenu un extraordinaire plébiscite au référendum du 27 mars dernier qui lui a presque valu la victoire.

Bien que l'objectif de rejeter les 135 articles les plus négatifs de la loi d'urgence considération (LUC), qui touchait notamment au droit de grève, n'a pas été atteint, le vote populaire a clairement fait savoir : 1.- que ce type de loi ne peut pas être promulguée sans un réel débat de fond, et encore moins en période de pandémie ; 2.- qu'il n'y aura plus de loi d'urgence considération portant sur plus de 40 thématiques différentes, toutes rassemblées, dont un certain nombre dépourvues d'un quelconque caractère urgent, puisque le peuple uruguayen, convoqué par ce mouvement citoyen, ne le tolère plus.

Force est de constater, au vu de l'expérience uruguayenne, que les luttes pour les principes doivent être menées sans préjuger du résultat final.

Déclaration sur Venezuela

Original : espagnol

Le Comité de l'IS pour l'Amérique latine et les Caraïbes, réuni à La Romana, en République dominicaine, les 3 et 4 juin 2022,

considérant que :

le régime de Nicolás Maduro, n'ayant pas réussi à contrôler les principaux partis politiques de l'opposition vénézuélienne, a eu recours courant 2020 au tribunal suprême de justice (TSJ), à son service, pour rendre des arrêtés lui permettant d'imposer aux trois des principaux partis politiques de l'opposition (AD, PJ et VP) une direction politique composée d'anciens militants de ces organisations à qui il a attribué la représentation, les symboles et le siège desdits partis. Dans le cas précis d'AD, le parti est passé sous le contrôle d'un ancien militant du parti désormais entièrement au service du régime vénézuélien. L'IS a dénoncé cette situation le 8 juillet 2020, en affirmant son refus et sa condamnation des nouvelles mesures prises par M. Maduro visant à éliminer les partis politiques de l'opposition.

A résolu :

PREMIÈREMENT : de désavouer les autorités illégitimes imposées par le régime vénézuélien aux partis politiques Acción Democrática (AD, Action démocratique), Primero Justicia (PJ, Avant tout, la justice) et Voluntad popular (VP, Volonté populaire), de même que tout processus électoral lancé à leur initiative.

DEUXIÈMEMENT : Que les partis politiques de l'Internationale Socialiste ne reconnaissent pas ces représentants fallacieux des partis AD, PJ et VP au service du régime qui entreprennent des démarches auprès de divers partis politiques et organisations internationales dans le but d'être reconnus comme les autorités légitimes des partis frauduleusement acquis.



**Le SG de l'IS présent à Maputo,
Mozambique pour le 60e
anniversaire du Frelimo**

25 Juin 2022

Son Excellence le Président
Filipe Nyusi du Mozambique
reçoit le Secrétaire Général
de l'Internationale
Socialiste, Luis Ayala

Réunion du Conseil de l'IS à Genève

***Notre engagement pour des solutions humanitaires et durables aux
défis mondiaux***

7-8 Juillet 2022



Le Conseil de l'Internationale Socialiste s'est réuni les 7 et 8 juillet 2022 au Palais des Nations, Office des Nations Unies à Genève, réunissant ses partis membres et des invités du monde entier pour échanger sur un ordre du jour comprenant les défis et les questions majeures au cœur du travail continu de l'organisation. L'ordre du jour était composé de trois thèmes principaux, « Œuvrer pour la paix et la sécurité internationale sur la base d'objectifs communs, de principes et de règles partagés », « Renforcer la démocratie et garantir les droits fondamentaux » et « Faire face aux crises mondiales - la pandémie, le changement climatique, l'économie, migration et réfugiés ».

Les remarques d'ouverture ont été prononcées par le Secrétaire Général de l'IS, Luis Ayala, qui a exprimé sa satisfaction que les membres de l'IS de tous les continents puissent se rencontrer en personne à nouveau après ces dernières années difficiles. Il a souligné l'engagement continu de l'IS sur des questions majeures telles que la promotion et la défense de la démocratie, et le travail pour un monde en paix. Malgré la pandémie, l'IS est restée active et engagée, mobilisant les forces démocratiques dans différentes régions du monde et continuant à être une voix pour la paix. Il a indiqué qu'il s'agissait d'un moment de l'histoire avec un grand nombre de crises mondiales telles que la crise climatique, la reprise pandémique et les crises alimentaires et des réfugiés, qui exigeaient plus que jamais l'approche multilatérale afin de relever les défis mondiaux dans un monde interdépendant.

Accueillant les délégués au Palais des Nations, Tatyana Valoyava, Directrice Générale de l'ONUG, a exprimé l'espoir que le cadre de la réunion inspirerait les participants à travailler vers l'objectif d'un monde plus multilatéral partagé par l'ONU. Elle a estimé que c'était particulièrement important compte tenu de la crise actuelle de la paix et de la sécurité, qualifiant la crise dévastatrice immédiate et à long terme pour l'Ukraine et le monde de partie d'un retrait dangereux du multilatéralisme.

Pedro Sánchez, Vice-Président de l'IS et Président du Gouvernement Espagnol, a exprimé sa fierté d'être membre de la famille social-démocrate et sa détermination et celle du gouvernement espagnol à lutter pour des politiques socialistes, prouvant que les idées et les actions progressistes n'étaient pas seulement nécessaire mais plus efficace. Il a appelé à une réponse social-démocrate ferme à la guerre russe, qui non seulement avait un impact dévastateur sur l'Ukraine et son peuple, mais qui risquait de compromettre la sécurité alimentaire du monde entier. Pour lui, la social-démocratie était le seul moyen de préserver la dignité et le bien-être des personnes partout dans le monde et il incombait aux personnes présentes d'échanger des idées et des bonnes pratiques afin d'assurer le succès continu du mouvement.

Le Président de l'IS, George Papandreou, a mis en garde contre une approche de retour-à-la-normale après la pandémie, notant que l'ancienne normalité avait produit d'énormes concentrations de pouvoir dans un certain nombre de sphères différentes. Les sociaux-démocrates devraient profiter de ce moment pour être des agents du changement, avec le besoin d'une transition verte, démocratique et socialement juste plus que jamais. L'IS a rejeté une guerre irrationnelle en violation du droit international et de la souveraineté de l'Ukraine et continuera à travailler pour une sécurité basée sur la solidarité et l'égalité. L'IS allait avancer et changer le monde, relever de nouveaux défis en partenariat avec les mouvements de femmes, verts, de jeunes, LGBT et d'autres partageant des objectifs communs.

Au cours des échanges sur le premier thème principal axé sur la paix et la sécurité internationale, la tragédie en cours de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine et toutes ses implications et ramifications a été au premier plan des préoccupations exprimées par de nombreux délégués. Le Conseil a entendu le témoignage de première main de son parti membre, le Parti social-démocrate d'Ukraine, sur la façon dont un pays et une société construits au fil des décennies ont été détruits en quelques semaines. Des civils, y compris des membres du parti, ont été tués en masse, et nombre d'entre eux ont subi des tortures brutales. D'autres membres de l'IS ont fait écho aux appels de l'Ukraine à une action internationale urgente pour sauver la vie des civils et des prisonniers de guerre. Il y avait une répugnance particulière à l'utilisation du viol par les forces russes comme arme de guerre. Outre l'impact humanitaire direct sur l'Ukraine, le Conseil a été informé de la grande inquiétude suscitée par la possibilité qu'un conflit prolongé puisse entraîner des pénuries

alimentaires catastrophiques susceptibles d'entraîner la malnutrition, la famine et la pauvreté.

Des contributions ont également été faites sur d'autres conflits actifs dans le monde, où l'Internationale Socialiste continue d'être engagée et les personnes présentes ont clairement indiqué que la communauté internationale et ceux qui travaillent en faveur de la paix ne doivent pas perdre de vue les hostilités non résolues qui affectent des millions de personnes dans le monde. Celles-ci incluent, mais sans s'y limiter, les situations au Moyen-Orient, au Yémen, en Syrie, au Cameroun, dans la région du Sahel et en RD Congo.

Les défis auxquels la démocratie et les partis démocratiques continuent de faire face dans beaucoup trop de pays à travers le monde ont été soulignés par les diverses contributions sur le renforcement de la démocratie et la garantie des droits fondamentaux des représentants de toutes les régions du monde. L'impact sur le plan humain des pratiques autoritaires employées par les régimes non démocratiques a été rendu tangible par les interventions des représentants des partis membres de l'IS au Bélarus et au Kirghizstan soulignant le sort de Mikalai Statkevich et Almazbek Atambayev, qui sont emprisonnés dans des conditions difficiles dans leur pays respectifs et se sont vu refuser les droits fondamentaux qui devraient exister pour tous dans une démocratie.

Des inquiétudes ont été exprimées face à la régression démocratique dans plusieurs pays d'Afrique, qui ont connu de multiples coups d'État et tentatives de coup d'État ces dernières années. Cela a donné l'occasion aux représentants des partis membres de l'IS sur ce continent de partager leurs expériences en matière de démocratie sur le continent dans son ensemble et dans ses régions, dans le but de tracer des voies communes par lesquelles un mouvement uni d'acteurs démocratiques peut avoir un impact positif sur la lutte pour ce droit fondamental à travers le continent.

Sur le troisième thème principal du Conseil, des contributions de grande envergure ont été entendues sur les multiples crises auxquelles le monde est actuellement confronté en ce qui concerne la pandémie, le changement climatique, l'économie, les migrations et les réfugiés. En tant que première réunion du Conseil à se tenir depuis le début de la pandémie, elle a été l'occasion de partager les expériences des mois et des années difficiles vécus avec le virus et ses conséquences, et de réaffirmer la nécessité d'une approche social-démocrate pour reconstruire les sociétés et la sauvegarde des populations.

Ceux qui se sont adressés au Conseil avaient clairement le sentiment que ces crises mondiales sont interdépendantes et nécessitent des approches et des solutions communes. La social-démocratie a historiquement apporté de grandes contributions lorsqu'il s'agit d'offrir des réponses au changement climatique et à l'injustice économique, des défis qui ne peuvent être relevés que par l'internationalisme et le multilatéralisme. Les personnes présentes au Conseil étaient déterminées à continuer dans le cadre de l'IS à développer et faire avancer des politiques qui aborderont les obstacles rencontrés dans chaque pays avec solidarité et équité.

Face à ces énormes défis mondiaux, il y avait un fort sentiment parmi les personnes présentes au Conseil de la nécessité de se réunir pour un Congrès de l'IS, dont la tenue avait déjà été retardée en raison de l'impact mondial du coronavirus. Le Congrès serait l'occasion de définir le cours de l'organisation pour les années à venir, et le Conseil a accepté à l'unanimité une offre du Parti socialiste ouvrier espagnol, PSOE, d'accueillir le XXVI^e Congrès de l'IS en Espagne dans la dernière semaine de novembre.

Suite à un rapport sur les travaux du Comité d'éthique, le Conseil a approuvé la proposition d'admettre le parti de la Gauche démocratique (ID) d'Équateur comme membre à part entière de l'IS.

Le Conseil a adopté une série de déclarations reflétant les thèmes de la réunion et certaines des discussions au cours des deux jours, ainsi que d'attirer l'attention sur un nombre de situations spécifiques affectant les partis membres.

Déclarations et résolutions, Réunion du Conseil de l'IS à Genève 7-8 juillet 2022

Déclaration sur la nécessité de renforcer nos démocraties, de lutter contre les populismes réactionnaires et la recherche de la paix

Original: espagnol

L'Internationale Socialiste exprime sa préoccupation face aux menaces qui entourent la démocratie dans le monde et exprime son engagement en tant qu'espace de construction de la paix et de la démocratie.

L'humanité est actuellement confrontée aux effets des 3 C (COVID, changement climatique et conflits), avec l'impact correspondant sur les démocraties.

La démocratie et la paix forment un couple inséparable. Les guerres et les conflits mettent les démocraties en péril et alimentent des défis mondiaux tels que le populisme réactionnaire, le déclin du respect des droits humains des femmes, la crise alimentaire ou la migration forcée des victimes des conflits armés, la persécution ou le violation massif des droits humains.

Maintenant, nous le vivons de manière aiguë avec la guerre en Ukraine, dans laquelle les civils sont toujours les principales victimes du conflit et l'IS réitère sa condamnation inconditionnelle de l'invasion russe de l'Ukraine.

Nous vivons à une époque où les populismes réactionnaires, fondés sur des discours qui font appel aux émotions et aux sentiments, recherchent une fausse empathie et une acceptation rapide de propositions simples, et pour la plupart irréalistes, à des problèmes complexes, plaçant précisément au centre de leur critique les processus et institutions démocratiques.

Sous couvert de ces populismes réactionnaires, des reculs s'opèrent dans des droits que l'on croyait consolidés. Ainsi, nous voyons comment le plein exercice des droits humains par les femmes est menacé, y compris leurs droits sexuels et reproductifs et de vivre une vie sans violence, entre autres, et avec lesquels nous nous sentons fermement engagés. Il est profondément condamnable que le viol continue d'être une arme fréquemment utilisée par les agresseurs.

Dans les conflits armés et politiques et le manque d'opportunités de vie, ainsi que dans l'urgence climatique et les crises économiques et sociales, se trouvent les racines de l'effet de fuite qui pousse des millions de personnes dans le monde à migrer. Les migrations sont inhérentes à l'histoire de l'humanité et des civilisations. Nous sommes le résultat d'innombrables processus migratoires. Les défis posés par les mouvements migratoires doivent être abordés dans une perspective globale, nécessitant des réponses coordonnées soutenues dans le respect des droits de l'homme. Nous sommes préoccupés par l'augmentation de la population réfugiée et déplacée dans le monde, ainsi que par l'utilisation des migrants comme forme de pression contre d'autres États souverains.

Il est nécessaire d'avancer dans la mise en œuvre du Pacte mondial pour une migration sûre, ordonnée et régulière signé en 2018.

Une autre question sur laquelle nous attirons l'attention est la crise alimentaire qui menace l'ensemble de la communauté internationale. La croissance des prix alimentaires et des intrants nécessaires à leur production est un défi pour le droit à la vie, mais aussi pour les démocraties et pour la stabilité sociale et politique des pays.

Assez de nourriture est produite dans le monde pour nourrir toute la population mondiale. Cependant, la concentration de la production sur un petit nombre de produits et de producteurs entrave la durabilité des systèmes agroalimentaires et, par conséquent, la sécurité alimentaire mondiale.

Nous appelons à la coordination des initiatives lancées dans différents domaines, soulignant notre soutien au travail des Nations Unies pour garantir la sécurité alimentaire et le droit à l'alimentation pour tous.

L'inégalité croissante entre les pays et au sein des pays qui ont des politiques non redistributives est également une menace pour la démocratie.

Dans ce contexte, les politiques sociales-démocrates qui combinent la croissance économique avec les progrès des droits et de l'égalité des chances comme pilier pour la construction de sociétés prospères et solidaires sont présentées comme la meilleure alternative pour protéger la démocratie et la paix.

Il n'est pas insignifiant de rappeler que les gouvernements sociaux-démocrates se multiplient. La pandémie de COVID-19 et ses effets ont confirmé que ce n'est qu'avec des politiques publiques qui renforcent l'État-providence que la crise peut être surmontée sans laisser personne de côté, de manière résiliente.

Nous défendons la social-démocratie solidaire, la fraternité entre la famille socialiste qui travaille ensemble pour que personne ne soit laissé pour compte, promouvant un développement inclusif, égalitaire, soucieux de l'environnement et fondé sur un ordre international basé sur des règles.

Le Conseil de l'Internationale Socialiste voit la nécessité de repositionner la défense des valeurs de paix et de démocratie au centre de notre action politique collective, en consolidant l'IS comme un espace d'élargissement des droits et de dialogue pour le renforcement des institutions démocratiques et de la bonne gouvernance.

Déclaration sur la pandémie de COVID-19 et les professionnels de la santé

Original- Portugais

Le Conseil de l'Internationale Socialiste, réuni les 7 et 8 juillet 2022 à Genève, exprime sa solidarité et sa gratitude aux professionnels de la santé, hommes et femmes qui pendant la pandémie de Covid-19, ont déployé des efforts incommensurables pour sauver des vies.

Le Conseil rappelle que les professionnels de la santé occupaient la première ligne dans la lutte contre le Covid-19. Au plus fort de la maladie, ces professionnels ont dû faire face à des conditions de travail pénibles et ont souvent dû faire de grands efforts pour couvrir l'absence de collègues, dont beaucoup ont perdu la vie à cause de la maladie. Le Conseil souligne que les femmes étaient surreprésentées en première ligne de la santé et des soins, travaillant avec courage et dévouement pour sauver la vie d'hommes et de femmes.

Il reconnaît que pour éviter la contamination, ils ont dû rester à l'écart de leurs amis et de leur famille. Dans cet environnement sombre, les agents de santé de nombreux pays,

comme tant d'autres travailleurs, ont dû faire face aux conséquences financières de la mauvaise gestion économique de la pandémie.

Il rappelle que cette situation ne fait que souligner leur volonté et leur courage, ainsi que leur vocation à prendre soin des gens. L'altruisme et l'engagement de ces professionnels ont sauvé d'innombrables vies.

Il exprime que cet effort a montré le grand respect et la solidarité des professionnels de la santé avec les malades et touchés par le Covid-19, en particulier avec leurs amis et leur famille.

Il lance un appel aux gouvernements en faveur de la vaccination, car dans de nombreux pays, le déni a contribué à retarder et à entraver la vaccination, comme cela s'est produit au Brésil.

Elle réitère sa solidarité et son engagement dans la lutte concrète pour l'amélioration des conditions de travail et de vie des professionnels de la santé.

Déclaration sur la Bolivie

Original : espagnol

Le Conseil de l'Internationale Socialiste, réuni à Genève les 7 et 8 juillet 2022, exprime sa préoccupation face à la situation de l'ancienne présidente bolivienne Jeanine Áñez, qui reste en prison dans son pays pour un procès dans lequel les dispositions établies par la constitution bolivienne elle-même ont été ignorés.

Le Conseil rappelle et approuve la déclaration sur l'indépendance judiciaire adoptée par le Comité de l'IS pour l'Amérique latine et les Caraïbes il y a un peu plus d'un mois et lance un nouvel appel à l'indépendance du pouvoir judiciaire et au rétablissement complet de l'État de droit en Bolivie.

Résolution sur Djibouti

L'Internationale Socialiste constate que les violations des droits humains et des règles élémentaires de la démocratie, se poursuivent en République de Djibouti sous le président Ismail Omar Guelleh qui en est à son 5ème mandat d'affilé. Le Mouvement pour le Renouveau démocratique et le Développement (MRD), parti membre de l'IS, reste une cible privilégiée de ces atteintes graves. Ainsi, les autorités djiboutiennes n'ont toujours pas exécuté la décision favorable au MRD que le Comité des Nations Unies pour les Droits de l'Homme a rendue le 4 novembre 2020 et publiée le 8 janvier 2021. Laquelle prévoit notamment l'annulation, dans les 180 jours suivant sa publication, du décret présidentiel du 9 juillet 2008 par lequel le MRD a été arbitrairement dissous.

L'IS condamne à nouveau toutes les violations évoquées plus haut. Celles-ci doivent cesser. Elle demande l'exécution de la décision du Comité de l'ONU sur la dissolution du MRD. Elle demande également la mise en œuvre des réformes démocratiques incluses dans l'accord politique du 30 décembre 2014 entre le gouvernement et l'opposition telles qu'une authentique Commission électorale nationale indépendante paritaire et un vrai statut de l'opposition.

Résolution sur Haïti

Le Conseil de l'Internationale Socialiste réuni à Genève dans le Palais des Nations, le 7 et 8 juillet 2022,

1.- Exprime sa grande préoccupation vis-à-vis de la dégradation de la situation en Haïti une année après l'assassinat odieux du président Jovenal Moïse;

2.- Comdamne le banditisme qui se développe en Haïti, ce qui constitue une violation flagrante des droits humains fondamentaux du peuple haïtien;

3.- Encourage tous les progressistes haïtiens, notamment ses partis membres, à oeuvrer pour l'adoption d'un consensus politique national, condition pour sortir Haïti de la crise et retourner au processus de démocratisation dans le pays.

4.- Réitère son appel à la communauté internationale, en particulier aux organisations multilatérales, pour soutenir Haïti et rendre plus viable le processus de stabilisation, de sécurisation et de sortie de crise, afin de permettre la reconstruction sociale et économique.

Déclaration sur la situation kurde

Original : anglais

Kurdistan en Irak

Le Conseil de l'Internationale Socialiste reconnaît que le Moyen-Orient traverse une conjoncture critique. Le chauvinisme national, le terrorisme, le manque de gouvernance civile et les mauvaises conditions économiques ont englouti la région dans l'instabilité.

L'IS reconnaît la question kurde dans la région et le rôle crucial de la Région du Kurdistan (RK) et de ses forces militaires (Peshmergas) dans la défaite de Daech. Nous reconnaissons les efforts déployés par la RK pour faire face à une série de problèmes, avec courage et sincérité. Les grands principes de l'IS, tels que les droits de l'homme, la liberté, la solidarité, la justice et la paix doivent continuer à être défendus en Irak et au Moyen-Orient. Dans le cadre de ces principes, l'Irak et la région du Moyen-Orient peuvent avoir un avenir pacifique et stable.

Le Conseil soutient la réactivation du Comité de l'IS sur la question kurde et la tenue d'une réunion dans la région du Kurdistan d'Irak pour se concentrer sur le cas kurde et créer l'harmonie parmi les membres kurdes de l'IS.

Kurdistan en Iran

Nous soutenons la protestation et le mouvement civil du peuple iranien contre la République islamique, et en particulier le mouvement du peuple kurde pour ses droits. Nous croyons que la meilleure façon de surmonter les menaces continues de la république islamique à la sécurité et à la stabilité de la région est de soutenir les mouvements civils des personnes pour qu'elles réalisent leurs droits humains et démocratiques et établissent un régime qui, au niveau national, est démocratique et légitimé par le peuple multiethnique d'Iran, et au niveau international un gouvernement attaché au droit international et un partenaire de confiance pour la communauté internationale.

Déclaration sur Kirghizistan

Original : anglais

L'Internationale Socialiste réitère sa préoccupation face à la situation difficile de l'ancien président du Kirghizistan, Almazbek Atambayev, ancien dirigeant du Parti social-démocrate du Kirghizistan, SDPK, parti membre de l'IS, qui a été emprisonné dans son pays d'origine pendant plus de 1000 jours, et est actuellement en besoin d'un traitement médical urgent.

Notre organisation a été témoin du déclin saisissant de la santé d'Atambeyev, qui a reçu la visite dans sa cellule de prison en avril du secrétaire général de l'IS. Suite aux appels lancés par notre organisation, un diagnostic médical et des soins ont été facilités pour Atambayev par le gouvernement du Kirghizistan, ce qui était un développement

bienvenu et une étape importante. Ces examens ont confirmé qu'il avait besoin d'un traitement médical vital, car sa santé continue de se détériorer, aggravée par son incarcération et les conditions dans lesquelles il est détenu. Malgré son besoin continu de soins, l'ancien président n'est plus hospitalisé, mais a été renvoyé en prison et les demandes d'accès aux deux opérations dont il a un besoin urgent ont jusqu'à présent été refusées.

Le Conseil demande donc au gouvernement du Kirghizistan d'accéder d'urgence à la demande d'Almazbek Atambaev d'être autorisé à quitter le pays afin de recevoir les deux opérations dont il a besoin, qui ne peuvent être effectuées au Kirghizistan.

Le Conseil souligne en outre que la manière dont l'ancien président a été détenu, jugé et condamné contrevient à ses droits juridiques et humains en tant qu'accusé, viole le Code de procédure pénale kirghize et enfreint les normes judiciaires internationales.

Déclaration sur le Caucase du Sud

A propos du Caucase du Sud, exprime sa profonde préoccupation concernant certains développements post-2020, notamment les incursions aux frontières de la République d'Arménie, ainsi que la poursuite de la détention de prisonniers de guerre arméniens et de civils détenus. Le Conseil exhorte les autorités arméniennes à s'abstenir de suivre la voie antidémocratique qu'elles ont choisie, notamment après avoir perdu la guerre de 2020, en persécutant le "Mouvement de résistance" et d'autres militants de l'opposition, en faisant pression sur le système judiciaire afin d'accroître leur influence sur les tribunaux et en limitant responsabilité publique ouverte et transparente.

Résolution sur Tunisie

L'Internationale Socialiste suit avec intérêt l'évolution de la situation en Tunisie, pays initiateur des révolutions arabes et le seul qui a réussi une transition démocratique pacifique, saluée par l'ensemble des pays démocratiques.

Un nouveau projet de Constitution sera soumis à référendum le 25/07/2022 sans qu'il fasse l'objet d'une concertation inclusive avec les forces vives du pays. Le projet constitue un véritable recul par rapport à la Constitution de 2014 saluée pour avoir institué les libertés, les droits de l'homme dans leur concept universel, un système politique fondé sur la séparation des pouvoirs et l'équilibre entre eux, avec des institutions indépendantes pour contrôler le pouvoir exécutif.

L'IS demande en conséquence aux autorités Tunisiennes une reprise du processus démocratique d'une manière inclusive.



L'IS dénonce les exécutions au Myanmar

26 Juillet 2022

Original : anglais

L'Internationale Socialiste condamne sans équivoque l'exécution de quatre militants pro-démocratie par la junte militaire au Myanmar.

Kyaw Min Yu, connu sous le nom de Ko Jimmy, un militant vétéran du mouvement pro-démocratie qui avait régulièrement été emprisonné pour avoir protesté contre le régime depuis les soulèvements étudiants de 1998 ; Phyo Zeya Thaw, bien connu pour avoir introduit la musique hip-hop dans le pays, qui avait rejoint la Ligue nationale pour la démocratie et travaillait en étroite collaboration avec sa dirigeante Aung San Suu Kyi ; ainsi que Hla Myo Aung et Aung Thura, ont toutes été inculpées d'infractions de terrorisme présumées pour lesquelles elles ont été exécutées.

L'utilisation de la peine de mort est odieuse et ne peut jamais être acceptée. Dans ce cas, le recours à la peine capitale représente l'agression brutale et systématique d'un régime meurtrier. La peine de mort n'a pas été appliquée depuis la fin des années 1980 au Myanmar et cet acte est une étape profondément affligeante dans la répression de la junte militaire contre ceux qui recherchent la démocratie, la liberté et les droits de l'homme. L'armée du Myanmar a jugé des civils dans le cadre de procès à huis clos depuis qu'elle a déclaré la loi martiale en mars 2021. L'Internationale Socialiste reste profondément préoccupée par la vie et le bien-être des 117 prisonniers qui seraient désormais dans le couloir de la mort depuis le coup d'État de février 2021, un nombre qui comprend 2 enfants. L'ONU rapporte que plus de 30% des plus de 2 100 personnes tuées depuis février 2021 sont mortes en détention militaire.

L'Internationale Socialiste s'est fréquemment prononcée contre la répression en cours au Myanmar et appelle à nouveau, de toute urgence, la communauté internationale à condamner et à rendre des comptes à la junte militaire pour avoir perpétré ces crimes. L'IS appelle à la libération immédiate de tous les prisonniers politiques au Myanmar et à la protection des droits humains fondamentaux de tous ceux qui recherchent la paix et la démocratie dans le pays. Aujourd'hui, il est urgent de mettre fin à l'agression et aux tueries, de respecter les vies humaines et d'ouvrir la voie vers un système de gouvernance démocratique juste.

L'IS exhorte en outre l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) à prendre des mesures énergiques, en particulier à la lumière de son plan de paix consensuel en cinq points qui a maintenant été violé par ces exécutions.

L'Internationale Socialiste mène depuis longtemps une campagne contre la peine de mort et ne cessera d'appeler à son abolition totale dans le monde entier.

Référendum en Tunisie

27 Juillet 2022

Les résultats du référendum en Tunisie annoncés hier n'ont pas surpris, après le taux de participation exceptionnellement bas et les mesures prises précédemment par le régime pour saper le parlement et concentrer le pouvoir entre les mains du président.

L'Internationale Socialiste rappelle la Résolution sur la Tunisie adoptée par le Conseil de l'IS lors de sa récente réunion à Genève, et réaffirme sa solidarité avec son parti membre dans ce pays, ETTAKATOL, et avec le peuple tunisien qui continue à lutter pour ses droits démocratiques.

Résolution du Conseil de l'IS lors de sa réunion à Genève les 7-8 juillet 2022 :

L'Internationale Socialiste suit avec intérêt l'évolution de la situation en Tunisie, pays initiateur des révolutions arabes et le seul qui a réussi une transition démocratique pacifique, saluée par l'ensemble des pays démocratiques.

Un nouveau projet de Constitution sera soumis à référendum le 25/07/2022 sans qu'il fasse l'objet d'une concertation inclusive avec les forces vives du pays. Le projet constitue un véritable recul par rapport à la Constitution de 2014 saluée pour avoir institué les libertés, les droits de l'homme dans leur concept universel, un système politique fondé sur la séparation des pouvoirs et l'équilibre entre eux, avec des institutions indépendantes pour contrôler le pouvoir exécutif.

L'IS demande en conséquence aux autorités Tunisiennes une reprise du processus démocratique d'une manière inclusive.

Déclaration de l'Internationale Socialiste sur le Nicaragua

12 Août 2022

L'Internationale Socialiste exprime sa vive inquiétude au sujet des intimidations et des attaques menées contre l'Église catholique, ses autorités et lieux de cultes, ces dernières semaines au Nicaragua.

L'évêque de Matagalpa, Rolando Álvarez, toujours assigné à résidence avec d'autres religieux et ses paroissiens par les forces spéciales dans son diocèse au nord du pays, s'est mêlé, comme tant d'autres, en figure visible d'une persécution intolérable et aux relents anhistoriques. Les Conférences épiscopales des pays de la région et le Conseil de l'épiscopat latino-américain et caribéen (CELAM) ont également fait part de leurs préoccupations face à ces événements et ont exprimé leur solidarité avec les victimes.

Or, il ne s'agit pas d'actes isolés. Le harcèlement de personnes religieuses est une constante depuis que la Conférence épiscopale nicaraguayenne a joué le rôle de médiatrice et de critique de la conduite du couple Ortega-Murillo lors des protestations de masse de 2018 qui ont été réprimées dans la violence, faisant des centaines de morts et de blessés. En mars 2022, le nonce apostolique Waldemar Stanislaw Sommertag a été expulsé du pays puis, en juillet, ce fut le tour des sœurs de Mère Teresa de Calcutta. Avant cela, en 2019, l'évêque Silvio Báez était forcé à l'exil.

Daniel Ortega affiche une nouvelle fois son mépris absolu et sans ambages de la démocratie. Cette fois-ci, sa persécution prend pour cible l'Église catholique, mais elle a déjà visé le monde de la culture, les médias et une pluralité d'organisations de la société civile, dont l'Académie nicaraguayenne de la langue, une institution centenaire.

L'Internationale Socialiste réitère sa condamnation de ce qui n'est autre qu'une nouvelle tentative de museler et de supprimer toute les voix opposées au régime sandiniste, lequel ne semble plus se satisfaire du contrôle absolu et illégitime qu'il exerce sur l'ensemble de l'appareil de l'État. Jour après jour, les droits humains des Nicaraguayennes et des Nicaraguayens sont ignorés, bafoués et violés. L'IS est et demeurera mobilisée pour le rétablissement de la démocratie au Nicaragua et agira en faveur du respect des droits fondamentaux de son peuple.

Victoire de l'Angola



L'Internationale Socialiste célèbre le succès du président João Lourenço qui a été réélu lors des récentes élections présidentielles en Angola, annonçant une grande victoire pour le peuple angolais et l'avenir du pays.

L'IS a eu le plaisir de se joindre au président et au MPLA à Luanda pour les élections, ainsi qu'à d'autres observateurs internationaux, dont des représentants de l'Union africaine, d'anciens chefs d'État et de gouvernement et de nombreux autres partis et organisations politiques du monde entier.

Au cours des débats, le Secrétaire général de l'IS, Luis Ayala, a noté l'efficacité et la transparence du processus électoral, ce qui souligne les avancées démocratiques effectives qui ont été réalisées en Angola sous la direction du Président Lourenço et du MPLA.



Les résultats des élections soulignent sans aucun doute la ferme volonté du peuple angolais de poursuivre sur la voie de la social-démocratie, des droits de l'homme et des libertés, et l'IS félicite chaleureusement le président João Lourenço, les membres du MPLA et tout le peuple angolais pour leur victoire et leur succès.

Conférence de presse avec le Secrétaire Général de l'IS, Luis Ayala

L'IS appelle à une réaction urgente de la communauté internationale face aux inondations au Pakistan

14 Septembre 2022

L'Internationale Socialiste est profondément touchée par la détresse de la population pakistanaise face aux inondations sans précédent qui ravagent actuellement le pays. La mousson record a déjà affecté près de 33 millions de personnes et emporté plus de 1 300 vies humaines. Les pensées et la solidarité de notre mouvement mondial vont au Pakistan, et nous exhortons la communauté internationale à se mobiliser pleinement et à soutenir le peuple pakistanais en cette terrible période.

Il ne fait aucun doute que le Pakistan et sa population ont besoin d'une aide et d'une assistance d'urgence compte tenu de l'ampleur de la dévastation et de la menace imminente sur les vies et les moyens de subsistance. Le Pakistan chiffre l'ampleur des dégâts à 30 milliards de dollars, bilan qui pourrait s'alourdir considérablement. La communauté internationale doit faire tout son possible pour apporter l'aide demandée par le Pakistan et dont il a besoin en ce moment même. Comme l'a fait remarquer le Secrétaire Général des Nations Unies, l'aide financière, logistique et humanitaire

massive nécessaire au Pakistan ne relève pas d'une question de générosité, mais de justice climatique.

L'acheminement de l'aide vitale aux populations qui en ont le plus besoin est confronté à d'immenses difficultés. Les infrastructures sont sévèrement endommagées, ce qui ralentit les opérations d'aide et de sauvetage, avec de très nombreuses routes et plusieurs ponts effondrés ou inondés. En raison de la pénurie d'eau potable, de nombreux enfants risquent de mourir de maladies. Entre autres conséquences des inondations, la ceinture agricole du pays est submergée par les eaux, dévastant des cultures essentielles comme le coton, le blé et le riz. Du fait de cette catastrophe, le Pakistan pourrait ne plus parvenir à nourrir sa population et les répercussions iront bien au-delà puisque ce pays est l'un des premiers exportateurs de coton et de riz au monde.

Les inondations ont laissé près d'un tiers du pays sous l'eau, une catastrophe jusqu'alors inédite au Pakistan. Les preuves, à la fois claires et irréfutables, mettent en lumière le lien entre les changements climatiques et l'intensité de la mousson à l'origine de cette désolation. En raison du réchauffement climatique, les températures de l'air et de la mer ont augmenté, ce qui provoque une évaporation plus intense. Cet air plus chaud est aussi plus humide, ce qui accroît l'intensité des précipitations de la mousson. Dans le cas du Pakistan, ce phénomène s'ajoute à la fonte des glaces au nord du pays qui crée des milliers de lacs glaciaires risquant de déborder à tout moment et de submerger les maigres défenses dressées contre les inondations avant de déferler sur les habitations et les infrastructures de piètre qualité.

Ces inondations sont l'exemple le plus récent de catastrophes naturelles provoquées par les changements climatiques de plus en plus fréquentes ces dernières années et contre lesquelles les experts du climat nous ont mis en garde depuis longtemps. Alors que le Pakistan n'est responsable que d'une infime portion des émissions historiques dans le monde, sa situation géographique le rend extrêmement vulnérable aux effets des changements climatiques. Cette situation est partagée par de nombreux pays en développement, lesquels sont particulièrement menacés et sont plus à risque d'en souffrir que les pays premiers émetteurs des émissions historiques. La tragédie qui frappe le Pakistan nous rappelle, avec brutalité, que les changements climatiques emportent déjà de nombreuses vies et doit servir de catalyseur au renouvellement des efforts de toutes les nations à réduire leurs émissions. Il incombe particulièrement aux pays les plus riches, qui accusent le taux le plus élevé d'émissions cumulées, d'atteindre et de dépasser les objectifs fixés par l'Accord de Paris et le Pacte de Glasgow pour le climat afin que l'augmentation des températures dans le monde ne dépasse pas 1,5 degré.

L'IS marque la Journée internationale de la démocratie

15 Septembre 2022



L'IS préoccupée par les affrontements à la frontière entre le Kirghizistan et le Tadjikistan

18 Septembre 2022

L'Internationale Socialiste est vivement préoccupée par les récents affrontements à la frontière entre le Kirghizistan et le Tadjikistan qui ont coûté la vie à au moins cinquante personnes, parmi lesquelles de nombreux civils. Ces affrontements s'inscrivent dans le sillage d'un long conflit frontalier entre les deux pays qui remonte à la dissolution de l'Union soviétique. Le cessez-le-feu en vigueur depuis le samedi 17 septembre doit être maintenu et il est impératif que les deux parties prennent des mesures urgentes pour apaiser la situation et ouvrir la voie à un règlement diplomatique, faute de quoi ce conflit déjà dangereux et installé ne cessera de détruire des vies et des moyens de subsistance.

L'IS condamne les attaques perpétrées contre les villages et lieux habités qui ont emporté des dizaines de vies innocentes. La prolongation des hostilités et de la violence ne fait que nuire aux deux parties et a des conséquences dévastatrices pour les civils de part et d'autre de la frontière, dont des dizaines de milliers se retrouvent déplacés par les combats de ces derniers jours. L'IS est fermement convaincue que la diplomatie est la seule issue possible pour mettre un terme à ce conflit de longue date et apporte tout son soutien aux appels lancés ces derniers jours par le parti social-démocrate, le parti membre de l'IS au Kirghizistan, à un cessez-le-feu, au retrait de l'ensemble des troupes et à des négociations pour un règlement pacifique de la situation. La famille sociale-démocrate mondiale est pleinement solidaire de ses membres et des voix dans la région qui s'élèvent pour la paix et défendent une approche diplomatique.

La paix ne sera pérenne qu'en cas de règlement durable de la question frontalière entre le Kirghizistan et le Tadjikistan, une question particulièrement épineuse puisque la frontière qui s'étend sur près de 1 000 kilomètres n'a actuellement aucune délimitation officielle et est jalonnée par de nombreux villages kirghizes et tadjiks et de multiples enclaves. Les précédents affrontements violents ont été déclenchés par des désaccords sur l'accès aux ressources hydriques, et même si la frontière venait à être entièrement délimitée, il ne fait aucun doute que d'importants efforts devront être consentis pour garantir la bonne coexistence des deux populations. L'Internationale Socialiste appelle la communauté internationale à prêter assistance aux gouvernements du Kirghizistan et du Tadjikistan afin de dégager un règlement négocié au conflit, et se tient prête à agir aux côtés de ses partis membres dans la région pour promouvoir et faire progresser les efforts de paix.

Réunion du Présidium de l'IS à New York

22 Septembre 2022



Rassemblé à New York le 22 septembre 2022, le Présidium de l'Internationale Socialiste a honoré sa tradition de se réunir à l'occasion du segment de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies après une interruption forcée de deux ans en raison de la pandémie de coronavirus. La réunion a été l'occasion d'aborder les questions d'actualité à l'international et celles à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de cette année. Elle a porté sur les principaux thèmes d'intérêt pour les membres au niveau national et international ainsi que sur le prochain XXVI^e Congrès de l'IS qui se déroulera à Madrid en novembre.

À l'ouverture de la réunion, le président de l'IS, George Papandreou, a rappelé qu'il incombe aux forces sociales-démocrates à l'international de s'unir face aux défis mondiaux en cette période cruciale caractérisée par de fortes tensions géopolitiques. L'organisation doit se concentrer sur les propositions de solidarité sociale, de multilatéralisme, de coopération internationale et de maintien de la paix. Il a également souligné l'importance du prochain Congrès, en tant que moment de responsabilisation de l'organisation pour les temps à venir.

Le Vice-président de l'IS et président du gouvernement espagnol, Pedro Sánchez, a souligné qu'il était important, face aux défis mondiaux, de renouveler la foi dans l'idéologie de l'Internationale Socialiste et ses valeurs et principes partagés, en défendant l'histoire du mouvement et soulignant la pertinence et la force que les partis et politiques sociaux-démocrates ont à offrir au monde. Il a en outre annoncé au Présidium sa volonté de se porter candidat à la présidence de l'IS au Congrès, annonce qui a reçu un soutien sans équivoque des membres présents.

Le rôle de l'IS en tant que plateforme des forces progressistes de portée internationale a été mis en avant par le Premier ministre portugais, Antonio Costa. Ce dernier met l'accent sur l'omniprésence de la lutte pour la démocratie, les libertés, les droits humains et la paix dans l'histoire et les activités de l'organisation, un héritage qui demeure aujourd'hui.

Le Secrétaire général de l'IS, Luis Ayala, s'est joint aux expressions de satisfaction en réunissant à nouveau le Présidium de l'IS à New York, bien que les circonstances et les difficultés logistiques aient malheureusement empêché la participation de divers vice-présidents et de chefs d'État et de gouvernement qui ont envoyé leurs salutations. Il a

ajouté sa voix à ceux qui croyaient que la famille social-démocrate, avec une approche commune, pouvait apporter des réponses nécessaires aux défis mondiaux et sa conviction que le Congrès à Madrid sera un forum opportun pour aborder ces questions vitales.

Les vice-présidents participant à la réunion ont débattu des priorités de l'IS en lien d'une part avec la situation globale actuelle, et d'autre part avec le prochain Congrès. Ils sont revenus sur le rôle historique du socialisme et le besoin permanent de compter sur les principes communs du socialisme démocratique pour affronter les défis mondiaux. Ces derniers sont notamment la préservation et la promotion de la démocratie et des droits civiques et politiques, de même que l'avancée vers l'atteinte des Objectifs de développement durable qui reflètent en grande partie ce que défend la sociale démocratie aujourd'hui.

Malgré les réussites et les progrès réalisés, il a été admis que des événements préoccupants à l'échelle internationale et régionale appellent à la plus grande vigilance et à l'action de la part du mouvement social-démocrate mondial. Les coups d'État au Mali, en Guinée et au Burkina Faso ont renversé certains des progrès démocratiques réalisés en Afrique, et de sérieux défis persistent dans la région du Sahel en termes d'extrémisme religieux, de terrorisme islamique et de trafic international d'armes et de personnes. La recrudescence des tensions avec le potentiel de conflit dans le Caucase du Sud et l'Asie centrale a été soulignée, en particulier en ce qui concerne les Républiques du Tadjikistan et du Kirghizistan où des forces militaires extra-étatiques étaient impliquées, ainsi que les tensions et conflits récents entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Parallèlement à cela, l'impact dévastateur de la guerre en Ukraine a également été évoqué et la réunion a reçu un rapport sur la crise en cours en Haïti.

Les approches relatives à ces questions doivent être intégrées dans les stratégies existantes en matière de changements climatiques et de riposte aux urgences migratoires et alimentaires, et l'interdépendance des crises exige une action coordonnée à l'échelle internationale. Des inquiétudes ont été exprimées sur la désillusion des citoyens et le besoin de répondre à leurs préoccupations et de s'atteler aux autres moteurs potentiels des récents revers électoraux pour les idéaux mondialistes et sociaux-démocrates, face à la montée en puissance des forces réactionnaires et radicales.

Dans la perspective du Congrès de Madrid, de nombreuses interventions ont apporté leur soutien à une stratégie de maintien et d'élargissement de la capacité, de l'influence et de la pertinence de l'Internationale Socialiste, prévoyant des réformes pour une représentation équitable entre les femmes et les hommes et veiller au financement de l'organisation tout en préservant une large participation. Les présidents des comités régionaux pour l'Afrique et pour l'Amérique latine et les Caraïbes qui étaient présents à la réunion ont tous deux exprimé le souhait de leurs partis membres respectifs qu'au prochain Congrès, Luis Ayala continue d'être secrétaire général, soulignant sa connaissance de l'organisation et leur confiance en lui. Ils ont souligné les avantages de la formule du changement et de la continuité pour faire face aux défis importants à venir. Les vice-présidents ont par ailleurs identifié les perspectives offertes par l'adoption de nouvelles technologies, l'élargissement de la portée numérique de l'organisation et la recherche de partenariats avec d'autres forces progressistes et la société civile.

L'optimisme et l'anticipation ressentis à l'approche imminente du Congrès, précédé par des réunions du Présidium, des Comités et du Conseil, reflétaient la ferme volonté de l'ensemble des membres du Présidium de relever les défis de l'organisation.

Les membres du Présidium de l'IS qui ont participé à la réunion étaient George Papandreou, Président de l'IS ; Luis Ayala, Secrétaire général de l'IS ; Vice-présidents de l'IS Pedro Sánchez (Président du gouvernement d'Espagne), Isabel Allende (Chili), Pia Locatelli (Italie), Rafael Michelini (Uruguay), Mario Nalpatian (Arménie), Kattia Rivera (Costa Rica), Jesús Rodríguez (Argentine), Bokary Treta (Mali, également président du Comité Afrique de l'IS), Miguel Vargas (République dominicaine, également président du Comité de l'IS pour l'Amérique latine et les Caraïbes) ; et Ouaffa Hajji (Présidente de l'ISF). Le Présidium a été rejoint par le Premier ministre du Portugal António Costa, le ministre-président de la Wallonie, Elio di Rupo (Belgique), le président de l'IUSY, Jesús Tapia, et la présidente du PS du Chili, Paulina Vodanovic.

L'Internationale Socialiste condamne les abus de pouvoir et les violations des droits humains en Iran

24 Septembre 2022

L'Internationale Socialiste condamne avec la plus grande fermeté les graves violations des droits humains, la répression et les violences du régime islamique en Iran, alors que les citoyens iraniens sont descendus dans les rues de toute la nation pour protester contre la brutalité et les abus de pouvoir des autorités.

Le monde entier a été choqué et consterné par le cas tragique de Jina (Mahsa) Amini, une jeune femme kurde innocente morte alors qu'elle était dans le coma des suites des blessures infligées lors de sa détention par la police des mœurs iranienne à Téhéran. Il est clairement établi que Jina Amini a été battue et torturée par les autorités au cours de sa détention pour un foulard jugé « mal porté ».

L'assassinat illégal de Jina Amini a déclenché un déferlement de protestations à travers le pays contre la brutalité dont elle a été victime et les restrictions oppressives imposées au quotidien aux femmes et aux filles en Iran. À ces revendications légitimes, le régime autoritaire a opposé la répression et tenté de soumettre les manifestants en ayant lamentablement recours à la force létale et à des tirs à balles réelles, tuant plusieurs personnes et blessant de nombreuses autres.

L'IS est aux côtés de celles et ceux qui ont élevé la voix en Iran pour appeler à un changement fondamental et traduire en justice les auteurs de ce crime. En outre, l'IS exprime toute son admiration pour les actions courageuses des citoyens descendus dans la rue en Iran, en prenant des risques considérables pour leur propre sécurité. Le pouvoir de ces manifestations et leur capacité à susciter un réel changement n'ont d'égal que la riposte des autorités iraniennes qui ont décidé de couper internet et de bloquer l'accès aux plateformes des médias sociaux utilisées par les manifestants pour se coordonner. La communauté internationale doit faire preuve de vigilance face à ces tentatives de censure de l'espace numérique dans le but d'empêcher le reste du monde de s'informer sur la violence déployée par les autorités iraniennes contre des manifestants non armés.

La question fondamentale révélée ces derniers jours en Iran est celle du pouvoir de la police des mœurs qui peut détenir des femmes au prétexte de porter des vêtements perçus comme inappropriés. Aucune femme ne devrait voir ses choix vestimentaires dictés par les autorités ni être victime de discrimination pour la manière dont elle s'habille. La nature répressive du régime iranien touche plus durement les femmes et les jeunes filles kurdes qui sont victimes d'oppression tant pour leur origine ethnique que pour leur genre. L'IS offre toute sa solidarité et tout son soutien à ses partis membres kurdes en Iran qui luttent sans relâche pour un autre avenir pour le peuple du Kurdistan oriental, où les principes de démocratie et de droits humains seront

respectés. La communauté internationale doit redoubler d'efforts pour soutenir ces communautés réprimées et demander des comptes au régime iranien pour ses crimes contre ses propres citoyens, et notamment aux auteurs de l'assassinat de Jina Amini.

L'IS pleure la mort de Jina Amini et des autres victimes innocentes de la brutalité des autorités iraniennes alors qu'elles manifestaient en réaction à son meurtre. L'IS est pleinement solidaire des femmes et des minorités en Iran qui souffrent sous le joug répressif du régime. Il est grand temps que l'État iranien réponde aux revendications légitimes de ses citoyens qui souffrent des restrictions sociales, de la stagnation économique et d'un système théocratique soumis à aucun contrôle.



La IS commemora el 30 aniversario de la muerte de Willy Brandt

8 Octobre 2022

Le Secrétaire Général de l'IS reçoit le président du PNP et les membres du parti

8 Octobre 2022



Le Secrétaire Général de l'IS, Luis Ayala, a eu le plaisir de recevoir au Secrétariat de l'IS à Londres Mark Golding, président du Parti national du peuple de la Jamaïque, ainsi qu'une délégation du parti comprenant Julian Robinson, Mikael Philips et Dahlia Walker-Huntington

Réunion du Comité de l'IS pour le Caucase et la Mer Noire

21-22 Octobre 2022



Le Comité de l'IS pour la région du Caucase et de la mer Noire s'est réuni à Astana les 21 et 22 octobre 2022, accueilli par le Parti social-démocrate national (OSDP), en se concentrant sur les questions clés de l'agenda régional. La réunion s'est ouverte par une minute de silence à la mémoire d'Araz Alizadeh, dirigeant du SDPA d'Azerbaïdjan et coprésident du comité, décédé il y a quelques semaines.

Déclaration du Comité



Parti Social-Démocrate National, OSDP Жалпыұлттық социал-демократиялық партия

010000, Shevchenko str., 10/1, of. 203, Astana city, Kazakhstan,

e-mail: osdp.center@gmail.ru

Le 22 octobre 2022

(Traduction non officielle de l'anglais)

Au Secrétariat de l'Internationale Socialiste

Le Comité des pays de la CEI, du Caucase et de la mer Noire, les 21 et 22 octobre à Astana, a examiné la situation géopolitique et civilisationnelle dans la région et dans le monde, a adopté une résolution, et a également déclaré :

1. Les pays de la région se sont retrouvés à l'épicentre de la plus puissante confrontation militaire, géopolitique et civilisationnelle depuis la Seconde Guerre mondiale. Non seulement tous les pays de la région sont impliqués dans cet affrontement, mais aussi des pays situés au-delà de leurs frontières, souvent contre leur gré. Les résultats de cette confrontation affecteront non seulement l'avenir de la région, mais aussi l'avenir du monde entier.

2. Le système mondial est entré dans une transition comparable au tournant historique de 1991, et maintenant l'effondrement du système néolibéral aura des conséquences non moins dévastatrices que l'effondrement du système communiste en 1991.

3. Ce tournant est très important pour la social-démocratie mondiale. D'une part, de nouvelles opportunités s'ouvrent, d'autre part, nous sommes confrontés à de nouvelles menaces, et l'Internationale Socialiste doit s'y préparer.

4. Le Comité a décidé à l'unanimité que Luis Ayala serait un garant de la stabilité et du succès du dépassement des crises par l'Internationale Socialiste et l'a nommé à l'unanimité au poste de Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste pour la prochaine période. Aussi, le Comité espère que Pedro Sánchez pourra ouvrir de nouvelles opportunités et a soutenu sa candidature au poste de Président de l'IS.

Étant donné que ses coprésidents étaient absents de la réunion du Comité en raison du fait que l'un est décédé et que l'autre est en prison, au nom de tous les membres du Comité qui ont participé à la réunion des 21 et 22 octobre à Astana :

1. Arménie – Dashnaktyutyun
2. Azerbaïdjan – SDPA
3. Biélorussie - SDPB Narodnaya Hramada
4. Kazakhstan – OSDP
5. Kirghizistan – SDK
6. Ukraine – SDPU

Président du parti hôte OSDP
Askhat Rahimjanov

RÉSOLUTION

Original : anglais

Notre région s'est muée en épicerie de la plus puissante confrontation militaire, géopolitique et civilisationnelle depuis la Seconde Guerre mondiale – la guerre menée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine. Ce conflit a embarqué tous les pays de la région, de même que les nations bien au-delà de ses frontières, souvent contre leur gré, et les résultats de cette guerre auront de toute évidence des répercussions sur l'avenir de la région et du monde entier.

La guerre contre l'Ukraine revêt déjà les caractéristiques d'un génocide. Parmi celles-ci, des attaques menées contre les infrastructures sociales essentielles, des attaques et des bombardements contre les populations civiles, l'exécution de civils dans les territoires occupés, des actes de tortures et d'épuration ethnique, des violences sexuelles et physiques contre des civils, et des militaires mobilisés des deux sexes et de tout âge, notamment des enfants de moins de 4 ans.

S'ajoute à cela la menace du recours aux armes nucléaires contre un pays qui les a volontairement rejetées et des actes de provocation contre la centrale nucléaire de Zaporizhzhia et la centrale hydroélectrique de Kakhovka qui pourraient provoquer une catastrophe écologique d'ampleur internationale. Tous ces crimes doivent faire l'objet d'une enquête par un tribunal spécial international, et toutes les parties coupables, y compris les personnes ayant planifié, ordonné et exécuté ces actes, doivent en être tenues responsables.

La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine est avant tout une guerre du despotisme contre les valeurs et principes démocratiques. Face à cette invasion illégale et non

provoquée, l'ensemble des démocraties avérées se sont unies en défense de la liberté de l'Ukraine. L'IS réitère sa pleine solidarité avec la lutte menée par le peuple ukrainien et appelle au retrait des forces armées russes de l'ensemble du territoire ukrainien, dans le respect des frontières de 1991.

Le recours à des drones suicides par la Russie contre des installations non militaires en Ukraine, en prenant des civils et des infrastructures sociales pour cible, est une étape extrêmement préoccupante qui constitue une nouvelle violation du droit international. Le Comité en appelle au gouvernement du Tadjikistan à ne pas autoriser la construction d'usines de production de drones iraniens et appelle à des sanctions contre le régime autoritaire iranien qui fournit la Russie en armes de cet acabit utilisées pour tuer des civils en Ukraine. Le Comité exprime toute sa solidarité et son soutien aux personnes manifestant pour la démocratie et l'égalité entre les sexes en Iran.

Le Comité est pleinement solidaire de la population du Bélarus qui a déclaré aspirer à la liberté et à la démocratie, et a rejeté le régime dictatorial d'Alexandre Loukachenko. Il demande en outre la libération totale et sans condition de Mikalai Stakevich, des membres de Narodnaya Hramada et de tous les prisonniers politiques. Leur sort ne peut en aucun cas être utilisé comme monnaie d'échange.

M. Loukachenko est complice du régime terroriste de Vladimir Poutine en Ukraine et ne peut nullement représenter la volonté du peuple bélarusse. Le régime autoritaire n'est autre qu'une menace pour la souveraineté du Bélarus, et non pas le garant de son indépendance, et les agissements de M. Loukachenko ont de facto placé le Bélarus sous occupation. Toute négociation avec le régime doit déboucher sur la libération des prisonniers politiques, le retrait des troupes russes et une passation de pouvoir sonnante et frappe de la dictature.

Le Comité prend acte du rapport des sociaux-démocrates du Kirghizistan (SDK) sur les violations des droits humains et les restrictions à la liberté d'expression au Kirghizistan. Il exhorte les autorités du pays à libérer Almazbek Atambaev, Kanykey Aranova, Adilet Baltabay, Yrys Zhekshenaliev et Ruslan Beknazarov, ainsi qu'à cesser de faire pression, à mettre un terme aux procès inéquitables des prisonniers politiques en lien avec les événements de Koi-Tash, et à lever les persécutions contre Aizhan Myrsaliyeva. Le Comité appelle en outre les autorités kirghizes à ouvrir une enquête sur les provocations visant Azattyk, Cactus Media et Kloop.

Le rapport spécial du SDK a été présenté aux membres du Comité qui ont condamné l'agression militaire du Tadjikistan contre le Kirghizistan. Il réitère la position de l'IS voulant qu'un règlement durable de la question de la frontière entre le Kirghizistan et le Tadjikistan doive être trouvé, et que la seule issue à ce conflit frontalier soit la voie de la diplomatie.

Concernant le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, le Comité insiste sur le besoin d'instaurer une paix stable et de mettre définitivement fin aux hostilités. Notre organisation a toujours défendu la paix comme prérequis d'une société prospère qui garantit la protection des droits démocratiques et le bien-être de ses citoyens. Le conflit armé à l'automne 2020 nous a tragiquement rappelé qu'il ne peut y avoir de solution militaire à ce conflit, puisque la guerre engendre plus de souffrance, emporte de nouvelles vies et provoque une escalade de la violence. Il est fondamental que les termes du cessez-le-feu de 2020 soient respectés. L'Internationale Socialiste ne cessera de défendre un règlement pacifique du conflit et d'appeler la communauté internationale au sens large à s'engager pour le rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région.

Les diverses revendications territoriales concurrentes non réglées doivent être résolues sans escalade de la violence ni menace de recours à la force, ce qui ne résoudrait en rien

les causes profondes du conflit. Un accord de paix global et pérenne est tributaire d'une reconnaissance mutuelle des frontières internationalement reconnues, de l'absence de revendication territoriale et du respect des droits fondamentaux des citoyens des deux États. Les parties doivent s'engager à ne pas mettre en péril leur sécurité mutuelle en s'abstenant de proférer des menaces ou de recourir à la force d'une manière qui soit contraire aux dispositions de la Charte des Nations Unies. Les récentes opérations et frappes militaires contre des lotissements et des infrastructures civiles entravent la paix dans les pays. L'IS appelle les deux parties à s'engager à retirer leurs troupes positionnées dans l'autre pays. Toute implication d'une tierce partie dans la confrontation militaire est condamnable et doit être arrêtée.

Les deux gouvernements doivent respecter le droit international à tout moment et l'IS condamne les actes de torture en tout temps et en tout lieu. Le Comité appelle au retour des prisonniers de guerre et des détenus, ce qui constituerait une étape importante vers la paix. Les membres du Comité disent leur espoir de voir la délimitation et la démarcation de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan mener à la normalisation des relations diplomatiques entre les deux pays et au déblocage du transport et d'autres moyens de communication. Si la paix venait à régner, il serait possible de coopérer dans les domaines d'intérêt mutuel.

Le Comité est résolu à nouer des contacts dans la région avec les partis socialistes et sociaux-démocrates partageant les mêmes idées dans des pays non encore représentés à l'IS.

Il prévoit d'accroître la portée de ses futures activités, avec notamment l'organisation et la tenue d'événements conjoints sous les auspices du Comité pour plus de visibilité et atteindre d'autres pays dans la région. Cela pourrait être notamment la tenue de forums communs avec les représentants des jeunes et des femmes des partis membres ou avec la participation d'institutions gouvernementales et d'experts qui partagent notre ambition de faire avancer et de populariser la social-démocratie.

Le Comité ne cessera d'être une plateforme permettant aux partis de renforcer leurs liens et d'échanger leurs expériences de renforcement de leurs structures. D'autres activités prévoient l'organisation de séminaires pratiques pour un partage d'expertise entre les membres du Comité, de même que des initiatives impliquant d'autres continents afin d'apprendre des réussites de partis membres de l'IS dans d'autres régions du monde.

Les membres du Comité demeureront mobilisés en faveur d'un règlement pacifique des situations de conflit dans les pays de la région.

Réunion du Comité Afrique de l'IS, Dakar, Sénégal

28-29 Octobre 2022



Le Comité Afrique de l'Internationale Socialiste s'est réuni à Dakar les 28 et 29 octobre 2022, sous la présidence de M. Bokary Treta, RPM, Mali. Le rassemblement a réuni des représentants des partis membres de tout le continent, pour discuter d'un ordre du jour qui comprenait les défis actuels de la démocratie et de ses institutions ; la prévention des conflits, le dépassement des crises et la sécurisation de la paix ; des efforts conjoints pour sauvegarder et renforcer la social-démocratie dans la région; et leur contribution au prochain XXVI Congrès de l'IS qui se tiendra à Madrid en novembre. La réunion a également entendu des rapports des partis membres sur la situation nationale dans leurs pays respectifs.

Suite aux discussions, une résolution a été adoptée et il a été convenu de préparer une déclaration à présenter au Congrès.

A l'issue de la rencontre, suite à une invitation du Président de la République du Sénégal, les participants ont eu une rencontre avec Son Excellence le Président Macky Sall, au palais présidentiel.

Résolution de Dakar

La Comité Afrique de l'Internationale Socialiste s'est réunie, à Dakar, à l'invitation du Parti Socialiste du Sénégal (PS), le 28 et le 29 octobre 2022.

Cette session de l'IS sur la terre africaine du Sénégal a été l'occasion pour les partis membres présents, d'échanger sur les situations politiques en cours et en perspectives dans leurs différents pays, et sur les toutes les excroissances économiques et sociales nées de cet état de fait.

Au demeurant, les processus démocratiques en Afrique ont été passés en revue avec les crises subséquentes caractéristiques (le terrorisme, les coup d'Etat militaires, le non-respect des règles et de fondamentaux démocratiques, la question centrale de la parité

dans nos institutions étatiques, dans nos Partis et à l'IS elle-même, la pauvreté, la place de la jeunesse africaine, les questions environnementales, les échanges commerciaux dans le continent, les problèmes de l'éducation et de la santé dans nos politiques publiques).

A cet égard, le Comité Afrique de l'IS, réuni à Dakar, a exprimé le vœu de préparer un texte, sous l'intitulé de "Déclaration de Dakar", dans la perspective d'une participation coordonnée des partis africains, membres de l'IS, avec l'accent mis :

1- Sur des solutions africaines aux questions auxquelles le continent est confronté, en s'appuyant sur notre identité remarquable de sociaux-démocrates ;

2- Sur la situation de la démocratie lue à travers les contraintes multiples qui le handicapent ;

3- Sur le combat pour la réappropriation doctrinale et programmatique de la Social-démocratie, comme meilleure méthode de gestion des affaires mondiales, sur la base de nos valeurs identitaires comme la liberté, l'égalité, justice sociale, et de solidarité;

4- Sur la gouvernance démocratique africaine, qui doit revenir au premier plan, pour résoudre les insatisfactions justifiées de notre jeunesse, qui est l'avenir du monde, et de la femme africaine, véritable vecteur de développement, singulièrement en zone rurale.

La "Déclaration de Dakar" sera finalisée, en concertation entre les partis membres africains, de manière inclusive, pour être présentée et soutenue au Congrès de Madrid.

L'IS célèbre la victoire de Lula

L'Internationale Socialiste célèbre la victoire de Luiz Inácio Lula da Silva qui a battu Jair Bolsonaro aux élections présidentielles brésiliennes, apportant un nouvel espoir non seulement au peuple brésilien mais à des millions de personnes à travers le monde.



Reuters

In Memoriam



Jalal Talabani
Président de l'Irak
Fondateur et Secrétaire Général de l'Union
Patriotique du Kurdistan, PUK
Vice-Président honoraire de l'IS
1933 – 2017



Salifou Diallo
Président du MPP, Burkina Faso
1957- 2017



Abdul Razzaq Mirza
Aussi connu sous le nom d'Abdul Razzaq al-Feily
Co-fondateur de l'Union Patriotique du Kurdistan,
PUK
1945-2018



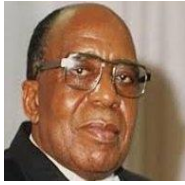
Maria Jonas
Secrétaire Générale de l'Internationale Socialiste
des Femmes 1985-1995
1940-2018



Wim Kok
Ancien Premier ministre des Pays-Bas et ancien
Vice-Président de l'Internationale Socialiste
1938-2018



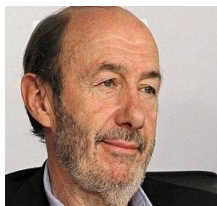
Kofi Annan
Secrétaire Général des Nations Unies 1997-2006
1938-2018



Antoine Gizenga
Secrétaire Général du Parti Lumumbiste Uni, PALU
ancien Premier Ministre de la RD Congo
1925 – 2019



Alan García
Ancien Président du Pérou et ancien dirigeant du
Parti Aprista péruvien, APRA
Président Honoraire de l'IS
1949-2019



Alfredo Pérez Rubalcaba
Ancien dirigeant du Parti Socialiste ouvrier
espagnol, PSOE
Vice-Président de l'IS
1951-2019



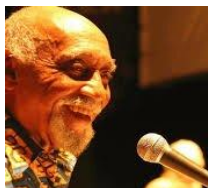
Ousmane Tanor Dieng
Ancien dirigeant du Parti Socialiste du Sénégal, PS
Vice-Président de l'IS
1947-2019



Dolors Renau
Ancienne Présidente de l'International Socialiste
des Femmes, Espagne
1936 – 2019



Maarit Feldt-Ranta
Ancien Vice-Présidente et Secrétaire Générale du
Parti Social-Démocrate de Finlande
1968 – 2019



Marcelino dos Santos
Membre fondateur du Frente de Libertação de
Moçambique, FRELIMO, et ancien Président de
l'Assemblée populaire du Mozambique
1929-2020



Abderrahmane Youssefi
Ancien Premier Ministre du Maroc, ancien Premier
Secrétaire de l'Union Socialiste des forces
Populaires, USFP
Vice-Président de l'IS
1924 – 2020



Lugi Gizenga
Ancien Secrétaire Général du Parti Lumumbiste
Uni, PALU, RD Congo
1965 – 2020



Pentti Väänänen
Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste
1983-1989, Finlande
1945 – 2020



John Hume
Membre fondateur et ancien dirigeant du Parti
Social-Démocrate et Travailleuse, SDLP
Architecte clé du processus de paix en Irlande du
Nord, lauréat du prix Nobel de la paix
1937 – 2020



Jan Sithole
Ancien député de Manzini North, Eswatini, et
Président du Swaziland Democratic Party,
SWADEPA
1953 – 2020



Horacio Serpa
Ancien chef du Parti libéral de Colombie
Vice-Président de l'IS et Président Honoraire de l'IS
1943 – 2020



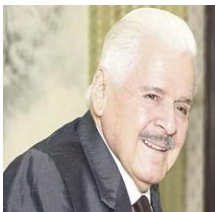
Saeb Erekat

Négociateur international de paix pour la Palestine,
Secrétaire du comité exécutif de l'Organisation de
libération de la Palestine, membre du comité
central du Fatah
1955 – 2020



Serge Gilles

Fondateur de l'Union des sociaux-démocrates
haïtiens, Fusion
1936 – 2021



Bernal Jiménez Monge

Ancien président du Parti de Libération Nationale,
PLN, Costa Rica
Vice-Président de l'IS
1930-2021



Vassos Lyssarides

Fondateur du Mouvement des sociaux-démocrates,
EDEK, Chypre
1920-1921



Jorge Sampaio

Ancien Président du Portugal et ancien Secrétaire
Général du Parti Socialiste, PS, Portugal
1939 – 2021



Fofi Gennimata

Ancien dirigeant du Mouvement pour le
changement, KINAL, et du Mouvement socialiste
panhellénique grec, PASOK
1964 – 2021



Ibrahim Boubacar Keïta
Ancien président du Mali, ancien Premier ministre,
ancien dirigeant du Rassemblement pour le Mali,
RPM, ancien dirigeant de l'Alliance pour la
démocratie au Mali, ADEMA-PASJ
Vice-Président de l'IS
1945 – 2022



Wenceslao Mansogo Alo
Membre de la direction de la Convergence pour la
Démocratie Sociale, CPDS, Guinée équatoriale
1955-2022



José Eduardo dos Santos
Ancien président de l'Angola et ancien chef du
MPLA
1942-2022



Mikhail Gorbachev
Ancien Président de l'Union Soviétique
1931-2022



Araz Alizadeh
Fondateur et dirigeant du Parti social-démocrate
d'Azerbaïdjan, SDPA
coprésident du Comité de l'IS pour la Région du
Caucase et de la mer Noire
1951-2022

ACTIVITÉS DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE
du Congrès de Cartagena en mars 2017 au Congrès de Madrid en novembre 2022

2017

MARS

Les derniers vestiges de la démocratie s'effondrent au Venezuela

AVRIL

La démocratie est préservée et avance uniquement aux côtés du peuple et de ses institutions

L'IS à la 136e Assemblée de l'UIP à Dhaka, Bangladesh

L'IS proteste contre le dernier enlèvement et détention de Mikalai Statkevich

MAI

La Secrétaire Générale de l'IS contraint par le régime de Kabila à quitter la RDC

Solidaire avec Manchester

JUIN

L'IS réproouve la condamnation du député de l'opposition Enis Berberoğlu

JUILLET

Réunion du Conseil de l'IS aux Nations Unies à New York

Le gouvernement au Venezuela précipite la rupture avec la démocratie et accroît la répression et la violence

AOÛT

Il est temps que la Charte démocratique soit appliquée au Venezuela

Participation au Congrès du PRI, Mexique

Observation des élections présidentielles et législatives en Angola

In memoriam pour Salifou Diallo, Burkina Faso

SEPTEMBRE

L'IS appelle à protéger le peuple Rohingya au Myanmar

Participation au Congrès d'ETTAKATOL, Tunisie

Réunion du Présidium de l'IS et des chefs d'État et de gouvernement aux Nations Unies à New York au cours du segment de haut niveau de l'Assemblée générale

Assistance à l'inauguration du nouveau Président de l'Angola, SE João Lourenço

Participation au Congrès de Frelimo, Mozambique

OCTOBRE

In memoriam pour Jalal Talabani, Irak

Participation à la cérémonie des funérailles d'État en l'honneur de Jalal Talabani à Bagdad

Réunion avec SE le Président de l'Irak, Fuad Masum

Participation à la 137ème Assemblée de l'Union interparlementaire à Saint-Pétersbourg

Réunion des parlementaires des partis de l'IS à l'Assemblée de l'UIP à Saint-Pétersbourg

NOVEMBRE

L'Internationale Socialiste sur le centenaire de la déclaration Balfour

Réunion du Comité de l'IS pour l'Amérique latine et les Caraïbes en République dominicaine

Elections présidentielles et législatives au Chili

Réunion du Conseil de l'IS à Barcelone, Espagne

Observation des élections : premier tour des élections présidentielle et parlementaires au Chili

DÉCEMBRE

La décision unilatérale des États-Unis d'Amérique concernant Jérusalem

Réunion du Comité Afrique de l'IS à Luanda, Angola

Observation des élections: deuxième tour des élections présidentielles au Chili

2018

JANVIER

Participation au IX Congrès du PAIGC de Guinée-Bissau

L'IS alerte sur une nouvelle catastrophe humanitaire en Syrie

FÉVRIER

L'IS dénonce les violations de la liberté d'association et des autres droits en Guinée Bissau

Observation des élections: élections générales au Costa Rica

Événement de la campagne électorale avec le PDP, Paraguay

Réunion avec le président du Comité de l'IS pour l'Amérique latine et les Caraïbes au Santo Domingo, République Dominicaine

MARS

Participation au congrès fondateur du Mouvement pour le Changement en Grèce

L'IS condamne les attaques terroristes à Ouagadougou

Participation au congrès de l'INC, Inde

L'Internationale Socialiste célèbre la Journée internationale de la femme

Réunions sur la situation en matière de sécurité dans la péninsule coréenne, Séoul, Corée du Sud

Participation à la 138ème Assemblée de l'UIP et réunion des parlementaires des partis membres de l'IS, Genève

L'Internationale Socialiste encouragée par les manifestations massives des jeunes dans les villes des États-Unis et ailleurs dans le monde contre la violence armée

AVRIL

L'IS dénonce la mise à mort de Palestiniens non armés par Israël le long de la frontière de Gaza

Présence pendant la campagne électorale en Hongrie

Participation au Congrès du PS, France

Présence au Sommet des Amériques en Lima, Pérou, et participation dans un événement de l'APRA

Observation des élections: Élections générales en Paraguay

Déclaration de l'Internationale Socialiste sur le Nicaragua

Participation à la Conférence Fatah et à l'Aperture du Conseil Palestinien en Ramallah

Réunions avec les partis membres israéliens en Jérusalem

MAI

Participation aux événements du 20ème anniversaire du décès de José Francisco Peña Gómez, République Dominicaine
L'Internationale Socialiste condamne le massacre de manifestants à Gaza
Réunion du Comité de l'IS pour l'Amérique Latine et les Caraïbes à Montevideo, Uruguay
Réunion du Comité de l'IS pour la CEI, le Caucase et la Mer Noire à Saint-Petersbourg

JUIN

5e anniversaire de la mort de Pierre Mauroy
L'IS salue l'accord signé hier par la Grèce et l'ex-République yougoslave de Macédoine
Réunions des Comités d'Ethique et de Finances de l'IS à Genève
Réunion du Présidium de l'IS à Genève
Réunion du Conseil de l'IS à l'ONU, Genève
Réunion du Conseil de l'ISF à Genève
Réunions des Comités d'Ethique et de Finances de l'IS à Genève
Réunion du Présidium de l'IS à Genève
Réunion du Conseil de l'IS à l'ONU, Genève
Participation à la Réunion du Conseil de l'ISF à Genève

JUILLET

L'IS salue l'accord de paix entre l'Érythrée et l'Éthiopie
Participation au symposium Symi à Rhodes en Grèce
Participation à la cérémonie de clôture de la campagne électorale d'Ibrahim Boubacar Keita au Mali
Observation des élections présidentielles au Mali

AOÛT

Félicitations au Président du Mali

SEPTEMBRE

Ramin Hossein Panahi
L'IS condamne le tir de missiles lancé par l'Iran contre les Kurdes iraniens en Iraq
Participation au congrès du MPLA à Luanda, en Angola
Présence à l'inauguration de SE Président Ibrahim Boubacar Keita du Mali
Réunion du Présidium de l'IS et des chefs d'État et de gouvernement aux Nations Unies à New York au cours du segment de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies
In memoriam pour Maria Jonas, Austria

OCTOBRE

Rencontre à Mexico avec le nouveau Président du Congrès de l'Union, LXIVe législature du Mexique, élu par la nouvelle majorité formée par le Mouvement de régénération nationale, MORENA
Rencontre avec la Vice-présidente de l'IS du Mexique
Participation à la 139ème Assemblée de l'Union interparlementaire à Genève
Réunion des parlementaires membres de l'IS à la 139ème Assemblée de l'UIP à Genève
In memoriam pour Wim Kok, Netherlands

NOVEMBRE

Réunions avec membres de la direction du parti social-démocrate finlandais à Helsinki
'Un appel global pour une société mondiale durable – avant qu'il ne soit trop tard'

DÉCEMBRE

Présence à l'investiture d'Andrés Manuel López Obrador en tant que nouveau Président du Mexique
Participation à la Conférence intergouvernementale des Nations Unies sur le Pacte mondial pour les migrations à Marrakech, au Maroc
Rencontre avec le Vice-président de l'IS Pedro Sánchez, Président du Gouvernement espagnol, à Madrid

2019

JANVIER

Réunions des Comités d'Éthique et des Finances de l'IS à Saint Domingue, République Dominicaine
Réunion du Présidium de l'IS à Saint Domingue, République Dominicaine
Réunion du Conseil de l'IS à Saint Domingue, République Dominicaine
Rencontre avec le Président de l'IS à Athènes, Grèce
Réunions des Comités d'Éthique et des Finances de l'IS, et du Présidium de l'IS, République Dominicaine
Réunion du Conseil de l'IS à Saint-Domingue, République dominicaine
Réunion du Conseil de l'ISF à Saint-Domingue, République dominicaine

FÉVRIER

Mission au Venezuela
In memoriam pour Antoine Gizenga, RD Congo

MARS

Participation à un événement organisé par le PSOE (Gala Afrosocialista), Espagne
L'IS célèbre la Journée internationale de la femme
L'IS condamne l'odieux attentat terroriste de Christchurch
L'IS est solidaire avec les victimes du cyclone Idai
Le mouvement social-démocrate mondial réclame la libération de Roberto Marrero au Venezuela
La décision du président Trump sur les plateaux du Golan
Participation au Congrès du PSI à Rome, Italie

AVRIL

Participation à la 140e Assemblée de l'Union interparlementaire, Doha, Qatar
Réunion des parlementaires de l'IS, Doha, Qatar
Déclaration de l'IS sur la peine de mort : En référence au Brunei et à 54 autres pays
Istanbul : L'IS appelle au respect du processus démocratique
Déclaration de l'IS sur la Biélorussie et la Guinée équatoriale : Un appel à une action urgente sur deux continents
Visite au siège du SDP, Finlande, pour les élections
Une victoire électorale pour la Finlande
In memoriam pour Alan García, Pérou
L'IS endeuillée par les victimes du terrorisme au Sri Lanka
Libération de Mikalai Statkevich et Andrés Esono Ondo
Participation au Congrès du RDS à Port-au-Prince, Haïti
Rencontres avec les partis membres haïtiens de l'IS, Haïti
Visite au siège du PSOE, Madrid, Espagne, pour les élections
Les socialistes gagnent en Espagne

MAI

Observation des élections générales, Panama

Victoire électorale au Panama

In memoriam pour Alfredo Pérez Rubalcaba, Espagne

L'Assemblée nationale, seule institution légitime de l'État du Venezuela sous un joug autoritaire

Rencontres avec le PRD, République dominicaine

Réunions à Helsinki, Finlande avec le SDP et le Vice-président de l'IS finlandais

Rencontre avec la direction de l'ISSG qui abrite les archives du SI, Amsterdam, Pays-Bas

JUIN

Un régime civil et la démocratie pour le Soudan

Istanbul: l'IS renouvelle son appel au respect de la démocratie

Rencontres à Tel Aviv avec les membres de l'IS et le Vice-président de l'IS israélien

Réunions à Ramallah, Palestine, avec les partis membres de l'IS, avec le vice-président de l'IS palestinien et avec le Premier ministre

Réunions, Washington

Rencontre et avec le président du Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes, République dominicaine

JUILLET

Participation au Symposium Symi en Crète, Grèce

In memoriam pour Ousmane Tanor Dieng, Sénégal

Funérailles d'Ousmane Tanor Dieng, Sénégal

Rencontres à Dakar, Sénégal, avec le président et le ministre des Affaires étrangères

Réunion de l'IS à Ramallah, Palestine

Réunion de l'IS à Tel Aviv, Israël

AOÛT

Rencontres avec des représentants de partis, Chili

Rencontre au Département d'État avec Elliott Abrams, Washington, États-Unis

In memoriam pour Dolors Renau, Espagne

SEPTEMBRE

Réunions à Rome, Italie

Participation au Sommet des Nations Unies sur le climat, New York

Réunion du Présidium de l'IS et des chefs d'État et de gouvernement aux Nations Unies, New York, lors du segment de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies

OCTOBRE

De vives inquiétudes pour la stabilité et les droits humains au nord-est de la Syrie

Participation à la 141^e Assemblée de l'Union interparlementaire à Belgrade, Serbie

Réunion des parlementaires de l'IS, Belgrade, Serbie

Rencontre avec la direction du SDPS, Serbie

Rencontre avec SE Mahamadou Issoufou, Président du Niger

Le SG de l'IS assiste à la réunion régionale de l'ISF au Niger, organisée par le PNDS-Tarayya

« Participation des femmes aux processus de prise de décision, enjeux pour un monde 50/50 »

NOVEMBRE

Réunion du Comité de l'IS pour la CEI, le Caucase et la Mer Noire à Minsk, Biélorussie

Participation aux élections générales, Espagne

Réunion du Comité Afrique de l'IS à Praia, Cap-Vert
La déclaration des États-Unis sur les colonies israéliennes est un obstacle à la paix
In memoriam pour Maarit Feldt-Ranta, Finlande
Participation au Congrès du DPS à Podgorica, Monténégro

DÉCEMBRE

L'IS à la COP25 à Madrid, Espagne
COP25 : l'IS appelle à un niveau d'ambition plus élevé et à une action immédiate face à l'urgence climatique
Réunion du Comité de l'IS pour l'Amérique latine et les Caraïbes à Montego Bay, Jamaïque

2020

JANVIER

Rencontres avec les membres de l'IS, Chili
Pour le rétablissement de l'ordre démocratique au Venezuela
Mission au Kirghizistan : Rencontres avec le Président de la République, le Président du Parlement, des responsables parlementaires et des responsables du SDPK
L'IS commémore la Journée internationale dédiée à la mémoire de l'Holocauste
Trump et Netanyahu n'ont pas proposé la paix
Colloque Pierre Mauroy au Sénat à Paris, France

FÉVRIER

Participation au Congrès du PAICV, Cabo Verde
In memoriam pour Marcelino dos Santos, Mozambique
Rencontre avec des représentants chiliens à Londres, Royaume-Uni
Rencontre avec l'ambassadeur du Kirghizistan à Londres, Royaume-Uni
Délégation de l'IS pour observer les élections municipales en République dominicaine
Rencontre avec un représentant du Danemark
Présence à l'hommage à Ousmane Tanor Dieng, Sénégal
Rencontre avec le Secrétaire Général du Parti social-démocrate finlandais

MARS

Conférence organisée par la Fondation Colosio au Mexique
L'IS célèbre la Journée internationale des femmes
Délégation de l'IS pour observer les deuxièmes élections municipales en République dominicaine

AVRIL

L'heure est à la véritable solidarité - Déclaration de l'IS sur la pandémie COVID-19
COVID-19 : Opinions et mises à jour 2020 - 2021
L'IS observe le 50e anniversaire du Jour de la Terre

MAI

Déclaration de l'IS relative à la nouvelle coalition gouvernementale en Israël
Le Venezuela, une préoccupation pour tous les démocrates
In memoriam pour Abderrahmane Youssefi, Maroc

JUIN

In memoriam pour Luigi Gizenga, RD Congo

L'IS dénonce l'arrestation de Mikalai Statkevich en Bélarus

Déclaration de l'IS : Non ! à toutes forme de racisme et de discrimination

La démocratie et ses acteurs - ennemis de Maduro

L'IS renouvelle son appel au rejet international de l'annexion israélienne et au soutien de la solution des deux États

L'IS proteste contre la recrudescence des persécutions subies par les membres de l'IS et de l'opposition au Bélarus

JUILLET

L'IS appelle à la libération immédiate de Mikalai Statkevich

L'IS rejette et condamne les nouvelles mesures de Maduro visant à éliminer les partis politiques de l'opposition

Srebrenica - L'IS marque le 25e anniversaire

In memoriam pour Pentti Väänänen, Finlande

États-Unis, Milwaukee - Participation virtuelle à la Convention nationale démocrate

AOÛT

In memoriam pour John Hume, Irlande du Nord

Solidarité avec Beyrouth et le peuple libanais

Bélarus : L'IS rejette les résultats des élections annoncés et condamne la violence policière

L'IS condamne le coup d'État militaire au Mali

L'IS sur l'élection de Sanna Marin pour le SPD en Finlande

SEPTEMBRE

In memoriam pour Jan Sithole, Eswatini

Déclaration de l'IS à l'occasion du 75e anniversaire des Nations Unies

L'IS appelle à un cessez-le-feu immédiat dans le Haut-Karabakh

OCTOBRE

Grande inquiétude face aux assassinats de militants politiques, sociaux et des droits de l'homme en Colombie

Réunion virtuelle du Présidium de l'IS en ligne

L'IS honore le jour de la fondation des Nations Unies, le 24 octobre 1945

Déclaration de l'IS sur le plébiscite au Chili

L'IS sur l'escalade des tensions en Méditerranée orientale

NOVEMBRE

Victoire saluée de Biden aux États-Unis

In memoriam pour Saeb Erekat, Palestine

Solidarité avec Kemal Kılıçdaroğlu et le CHP en Turquie

Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes

Victoire du Président Kaboré au Burkina Faso

DÉCEMBRE

L'IS appelle à la libération du leader du CDPA au Togo

Réunion virtuelle du Comité de l'IS pour la CEI, le Caucase et la Mer Noire

L'IS dénonce les élections illégitimes au Venezuela

Réunion virtuelle du Comité de l'IS pour l'Amérique latine et les Caraïbes

L'IS appelle au respect du processus démocratique et du résultat des élections en Roumanie
L'IS proteste la condamnation de Loujain al Hathloul en Arabie Saoudite

2021

JANVIER

Travailler avec la Vice-Présidente de l'IS Sandra Torres dans la poursuite de sa liberté
L'IS déplore l'assaut contre la démocratie aux États-Unis
Un nouvel horizon aux États-Unis
Djibouti, un pays ni libre ni démocratique
Appel de l'IS au respect de la démocratie au Kosovo
L'IS dénonce l'arrestation de l'un des principaux leaders de l'opposition au Paraguay

FÉVRIER

L'IS condamne le coup d'État militaire au Myanmar
In memoriam pour Serge Gilles, Haïti
Pour la défense de la démocratie en Haïti
Congrès du Parti Russie juste – par vidéo
L'IS salue l'élection de Mohamed Bazoum à la présidence du Niger

MARS

Journée Internationale de la Femme
In memoriam pour Bernal Jimenez, Costa Rica
Le retrait de la Turquie de la Convention d'Istanbul
Un appel au respect de la démocratie en Turquie
Préserver l'ordre constitutionnel en Bolivie

AVRIL

Myanmar - action urgente de la communauté internationale est nécessaire
La social-démocratie au service du Niger
Au Guatemala, le cas contre Sandra Torres est persécution politique
In memoriam pour Vassos Lyssarides, Chypre
Solidarité avec le peuple de l'Inde
Pour la défense de la démocratie et la constitution en Mongolie
Participation à la réunion du Conseil en ligne de l'ISF

MAI

Réunion en ligne du Groupe de travail de l'IS sur la question kurde
El Salvador: la démocratie exige le contrôle de l'exercice du pouvoir
Solidarité avec la Colombie
L'IS appelle à la fin des violences meurtrières entre Israël et la Palestine
La tyrannie de Loukachenko intensifie la persécution des sociaux-démocrates et des dirigeants pro-démocratie
Réunion virtuelle de l'Assemblée de l'UIP
L'IS condamne le deuxième coup d'État au Mali en neuf mois

JUIN

Recherche d'un soutien international pour Mikalai Statkevich avant son procès le 24 juin
Réunion du SG de l'IS avec le PRI, Mexique
Réunion virtuelle du Comité Afrique de l'IS
Grave inquiétude face à la détérioration de la situation politique au Nicaragua
Procès imminent de Mikalai Statkevich en Biélorussie

JUILLET

L'IS condamne l'assassinat du Président Moïse en Haïti
L'IS condamne la détention de Freddy Guevara à Caracas
Attention de l'IS à la situation en Tunisie
La situation à Cuba

AOÛT

L'IS dénonce l'assassinat d'un membre du PDK-Iran
Rencontre avec le Président du Comité de l'IS pour l'Amérique latine et les Caraïbes
Solidarité avec le peuple afghan

SEPTEMBRE

Réunions à Washington
L'IS condamne le coup d'État militaire en Guinée
In memoriam pour Jorge Sampaio, Portugal

OCTOBRE

Réunion au Mexique du Comité de l'IS pour l'Amérique latine et les Caraïbes
Participation au Congrès du PSOE à Valence
Rencontre avec le nouveau secrétaire internationale du PSOE, Madrid, Espagne
Le Nicaragua, victime contemporaine du pouvoir absolu
In memoriam pour Fofi Gennimata, Grèce

NOVEMBRE

Appel urgent à soutenir le peuple du Myanmar
Loukachenko reprend le procès à huis clos de Statkevich et d'autres prisonniers politiques en Biélorussie
COP26 – Le défi de sauver notre planète
Présence de l'IS à la COP26 à Glasgow
Déclaration de l'IS sur la COP26 : Malgré les progrès, la menace d'un changement climatique catastrophique reste à un niveau inacceptable
Présence de l'IS aux élections générales au Chili
Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes
Participation à la 143e Assemblée de l'Union interparlementaire, Madrid, Espagne
Rencontre des parlementaires de l'IS à Madrid
Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien

DÉCEMBRE

Mikalai Statkevich - condamnation imminente en Belarus
L'IS proteste alors que Mikalai Statkevich est condamné à 14 ans
Présence de l'IS au second tour des élections présidentielles au Chili
L'IS félicite Gabriel Boric et le peuple chilien pour les résultats des élections du dimanche 19 décembre 2021

2022

JANVIER

Rencontres avec le PRD en République Dominicaine
L'IS condamne les violences au Kazakhstan
L'IS appelle au rétablissement rapide de la démocratie au Mali - SG en contact avec le président du Comité Afrique de l'IS
Rencontre avec le PSOE, Madrid
Message vidéo du SI SG pour le Congrès de l'USFP, Maroc
In memoriam pour Ibrahim Boubacar Keita, Mali
L'IS demande la libération du Président Kaboré au Burkina Faso

FÉVRIER

Réunions à San José, Costa Rica
L'IS observe les législatives et le premier tour des élections présidentielles au Costa Rica
Rencontre avec le PSOE, Madrid, Espagne
Réunion virtuelle du Présidium de l'IS concernant l'Ukraine et la sécurité mondiale
Rencontre avec l'Ambassadeur d'Azerbaïdjan, Londres
L'intégrité et la souveraineté de l'Ukraine doivent être respectées
L'IS condamne l'invasion russe de l'Ukraine
Rencontre avec une délégation du PNP, Jamaïque, à Londres

MARS

Rencontre avec des représentants de la RDC, Bruxelles, Belgique
Message du SG de l'IS pour le Congrès du PAIGC, Guinée Bissau
Message vidéo du SG de l'IS pour le 40e anniversaire de l'UNT, Venezuela
Investiture du président Boric au Chili – L'IS salue
Décision concernant l'adhésion au parti Une Russie juste-Patriotes-Pour la vérité
L'IS célèbre la Journée Internationale de la Femme
L'IS exprime sa profonde préoccupation face à la grave situation d'Almazbek Atambayev

AVRIL

L'IS observe le second tour des élections présidentielles, Costa Rica
L'IS condamne les crimes de guerre en Ukraine
Le SG prend la parole au Congrès du PAICV, Cabo Verde
Rencontre avec le président de Cabo Verde, José Maria Neves
Rencontre au siège du PS Portugal avec Jamila Madeira, secrétaire internationale
Rencontre avec SE le Président angolais, João Lourenço
Rencontres avec le MPLA, Angola
Message de l'IS à Kemal Kılıçdaroğlu concernant la coupure d'électricité en Turquie
In memoriam pour Wenceslao Mansogo Alo, Guinée équatoriale
Visite du SG à Bichkek, Kirghizistan, réunions avec le SDPK
Présence à l'audience du tribunal d'Almazbek Atambayev, Kirghizistan
Visite à Almazbek Atambayev en prison, Kirghizistan
Participation à l'événement du 130e anniversaire du PSI, Gênes, Italie

MAI

L'IS condamne la tentative d'assassinat en Guinée-Bissau
L'IS dénonce la poursuite de la répression de l'opposition en Turquie

L'IS réitère son appel urgent à des soins médicaux pour Almazbek Atambayev
L'IS se félicite de la réponse à notre appel à des soins médicaux pour Almazbek Atambayev

JUIN

Réunion du Comité de l'IS pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Saint Domingue, République Dominicaine
Le SG de l'IS présent à Maputo, Mozambique pour le 60e anniversaire du Frelimo

JULIO

Reunion del Consejo de la IS en Ginebra
In memoriam pour José Eduardo dos Santos, Angola
L'IS dénonce les exécutions au Myanmar
Référendum en Tunisie

AOÛT

Déclaration de l'Internationale Socialiste sur le Nicaragua
Victoire de l'Angola
In memoriam pour Mikhail Gorbatchev

SEPTEMBRE

L'IS appelle à une réaction urgente de la communauté internationale face aux inondations au Pakistan
L'IS préoccupée par les affrontements à la frontière entre le Kirghizistan et le Tadjikistan
Réunion du Présidium de l'IS à New York
L'Internationale Socialiste condamne les abus de pouvoir et les violations des droits humains en Iran

OCTOBRE

In memoriam pour Araz Alizadeh, Azerbaijan
Réunion du Comité de l'IS pour le Caucase et la Mer Noire
Réunion du Comité Afrique de l'IS, Dakar, Sénégal

NOVEMBRE

L'IS célèbre la victoire de Lula
L'IS sur la COP27



Publié par
Internationale Socialiste
PO Box 67973
Londres SW4 4DU
Royaume-Uni
www.internationalesocialiste.org